

# AGRICULTURES ET PAYSANNERIES EN AMÉRIQUE LATINE

## MUTATIONS ET RECOMPOSITIONS

Colloque international, Toulouse, du 13 au 14 décembre 1990

Éditeur scientifique  
Thierry LINCK



Réseau Amérique Latine  
GDR 26 CNRS

Colloque international,  
Toulouse,  
du 13 au 14 décembre 1990

**AGRICULTURES  
ET PAYSANNERIES  
EN AMÉRIQUE LATINE**

**MUTATIONS ET RECOMPOSITIONS**

**Éditeur scientifique**  
**Thierry LINCK**

**Réseau Amérique Latine**  
**GDR 26 CNRS**  
Université de Toulouse - Le Mirail  
5 allées Antonio Machado  
31058 Toulouse Cedex



---

**Éditions de l'ORSTOM**  
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION  
Collection **COLLOQUES et SÉMINAIRES**  
PARIS 1993

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

**COMITÉ SCIENTIFIQUE  
ET D'ÉDITION**

**COMITÉ CIENTÍFICO  
Y EDITORIAL**

**Président du colloque**  
Charles C. MUELLER

**Presidente del coloquio**  
Universidade de Brasília

**Coordination du comité**  
Thierry LINCK

**Coordinación del comité**  
GRAL-IPEALT, université de Toulouse le Mirail ;  
ORSTOM, Département SUD, Mexico

**Membres du comité**  
Jacques ARNAULD

Jean-Pierre BERTRAND  
David BOOTH

Jacques CHONCHOL  
Andrzej BEMBICZ  
Olivier DOLLFUS  
Romain GAINARD  
Pierre GONDARD  
Christian GROS

Weine KARLSSON  
Gerd KOHLEPP  
Fernando RELLO

Hélène RIVIÈRE D'ARC  
Alain RUELLAN  
Jean-Claude SABIN

Roberto SANTANA  
Achim SCHRADER

**Miembros del comité**

GRAL-IPEALT, consultant CEE, FAO et OMS,  
Toulouse

INRA, Économie et sociologie rurales, Paris  
Centre of Developing Area Studies, The Uni-  
versity of Hull

Directeur de l'IHEAL, Paris  
CESLA, université de Varsovie  
Université de Paris VII

GRAL-IPEALT, TOULOUSE  
ORSTOM, Département SUD, Montpellier  
IHEAL, Paris

Lateinamerika Institutet i Stockholm  
Université de Tübingen  
FAO, Rome

CREDAL-IHEAL, Paris  
Directeur du CNEARC, Montpellier  
Président de la chambre régionale d'agriculture,  
président de l'IPEALT

GRAL-CNRS, Toulouse  
Université de Münster



## SOMMAIRE

### AVANT-PROPOS

#### **AGRICULTURES ET PAYSANNERIES D'AMÉRIQUE LATINE, DEMAIN ?**

*Thierry LINCK* ..... 7

### CONFÉRENCE INAUGURALE

#### **EXPANSÃO E CRISE : IMPACTOS SOBRE A PEQUENA AGRICULTURA BRASILEIRA**

*Charles C. MUELLER* ..... 13

### ATELIER 1

#### **ÉTAT, POLITIQUES AGRICOLES, CHANGEMENT TECHNIQUE**

#### **SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

*Thierry LINCK* ..... 17

### ATELIER 2

#### **SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT**

#### **SÍNTESIS Y COMENTARIOS**

*Fernando RELLO* ..... 75

### ATELIER 3

#### **CONTRAINTE EXTÉRIEURES ET INTERNATIONALISATION DES AGRICULTURES**

#### **SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

*Jean-Pierre BERTRAND* ..... 119

### ATELIER 4

#### **SOCIÉTÉS RURALES ET TRANSFORMATIONS AGRAIRES**

#### **SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

*Alain RUELLAN et Pierre GONDARD* ..... 153

### ATELIER 5

#### **RÉFORMES ET STRUCTURES AGRAIRES, MOUVEMENTS PAYSANS**

#### **SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

*Christian GROS* ..... 197



## AGRICULTURES ET PAYSANNERIES D'AMÉRIQUE LATINE, DEMAIN ?

Thierry LINCK  
Coordinateur du colloque,  
responsable de l'édition

En décembre 1990, à l'initiative de l'université de Toulouse le Mirail, du CNRS et de l'ORSTOM, sous l'égide du GDR 36 du CNRS (réseau de recherche sur l'Amérique latine) et du CEISAL (*Consejo Europeo de Investigaciones Sociales sobre América Latina*) s'est tenu à Toulouse le colloque international *Agricultures et paysanneries en Amérique latine. Mutations et recompositions*.

La réunion a connu un franc succès, au moins quantitatif, qui a surpris les organisateurs et parfois dépassé leur capacité de réponse : plus d'une centaine de communications ont été présentées et débattues par près de trois cents chercheurs de différentes disciplines et de vingt et une nationalités, représentant, ensemble, une bonne cinquantaine d'institutions scientifiques ou universitaires. Ce succès s'explique. La première explication renvoie à la part active et efficace que le Centre de promotion de la recherche scientifique de l'université de Toulouse le Mirail et Marie-Christine Lacoste (Groupe de recherche sur l'Amérique latine, UPR 291 du CNRS) ont pris à la promotion du colloque et à son organisation matérielle. Une seconde explication tient au choix du thème et de la date.

### MUTATIONS ET RECOMPOSITIONS

L'importance du thème débattu tombe sous le sens. La crise qui éclate brutalement au début des années quatre-vingts et conduit à la mise en œuvre de politiques de stabilisation et d'ajustement structurel annonce un profond remaniement des régimes d'accumulation - des types de développement - suivis depuis plusieurs décennies. Les bases de la croissance - rôle moteur de la demande intérieure, intervention de l'Etat, protectionnisme - sont brusquement remis en cause par l'application de recettes déflationnistes, par le désengagement de l'Etat et l'ouverture des frontières. Ainsi annoncé, le "choc libéral" se traduit par une profonde recomposition des agricultures nationales : redéfinition de leur position vis-à-vis des autres secteurs d'activité et de leur place

dans les dynamiques d'accumulation, réorientation de l'investissement public et privé, modification de la structure de répartition des revenus et prise en charge d'un rôle nouveau dans la recherche d'une nouvelle insertion dans la division internationale du travail... Ces réaménagements se doublent, sur les plans social et politique d'une profonde réorientation des transformations agraires : les nouvelles règles du jeu et le vide laissé par le désengagement de l'Etat, entraînent l'apparition de nouveaux rapports de sociabilité et suscitent l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et groupes de pression. Tel est donc le champ au sein duquel s'inscrivent les *mutations* des agricultures et des sociétés rurales latino-américaines. Il restait à en apprécier les effets et à en préciser la nature et l'orientation : le colloque, je pense, y a largement contribué.

Ces mutations suscitent d'autres transformations, conséquences premières mais, en même temps, étapes secondes dans la définition de nouveaux types de développement agricole. Les *recompositions* dont il est à présent question se retrouvent dans l'évolution divergente des agricultures, selon la nature des productions, selon les types d'exploitation ainsi qu'en fonction des systèmes techniques mis en œuvre. Par rapport à un passé encore proche, des ruptures très nettes des rythmes comparés d'évolution peuvent être discernées dans ces différents domaines. Elles mettent en cause les capacités d'adaptation, l'évolution divergente des débouchés, les structures de coût et l'impact variable d'une profonde altération des systèmes de prix relatifs. Des ruptures tout aussi notables et probablement davantage porteuses de sens peuvent être discernées dans le domaine de l'évolution des structures d'encadrement des agricultures et des paysanneries latino-américaines. La notion de recomposition englobe donc également le champ des dynamiques sociales et en particulier celui des interactions sociales. La déréglementation, loin de conduire à une régulation concurrentielle pure débouche en réalité sur de nouvelles formes de coordination des acteurs et la constitution de groupes de pression et de réseaux, opérant à différentes échelles et parfois d'ailleurs fortement encouragés par les différents Etats.

### UNE CONFRONTATION NÉCESSAIRE

Les enjeux sont importants : les mutations et recompositions en cours peuvent être placés à l'origine d'un ordre économique et social en gestation inscrit à contre-courant des transformations agricoles et agraires passées. L'avenir reste encore incertain. Quel sera le sort, dans un environnement plus hostile, des paysan-

neries marginalisées et paupérisées secrétées par les régimes d'accumulation passés ? Comment aborder, désormais, le problème de la sécurité alimentaire ? Quelles formes de dépendance se mettent en place ? Au-delà de ces questions et de bien d'autres, un thème mobilise l'attention de la recherche : celui de la *sustainability* (viabilité-durabilité), pour reprendre une idée ancienne et un terme à la mode. Le terme est pertinent ; il rend compte à la fois de l'importance des enjeux et des préoccupations centrales des recherches quels que soient les échelles de référence et les points de vue disciplinaires. Au plan local, il sera question des rapports entre l'agriculture et son environnement naturel ainsi que des conditions de survie des exploitations et des populations. A l'échelle des économies nationales, le même concept englobe les modalités de reproduction des agricultures et leur place dans les appareils productifs.

Les ruptures suscitées par le choc libéral sont donc également sensibles dans l'orientation de la recherche. La nature et l'ampleur des mutations et des recompositions en cours définissent une situation qui ne connaît aucun précédent et que, par conséquent, aucun cadre théorique ne permet d'analyser de façon véritablement satisfaisante. Telle est du moins l'impression générale que dégage l'orientation la plus souvent pragmatique qui domine la recherche actuelle. Dans un tel contexte, le besoin d'échanger points de vue et expériences de recherche est particulièrement vif. De cet échange, au-delà des clivages disciplinaires, institutionnels et nationaux, dépendent la formulation d'un point de vue d'ensemble, l'ébauche de synthèses et la production, un jour, espérons-le, de nouveaux paradigmes. Le colloque *Agricultures et paysanneries en Amérique latine...* a donc bénéficié d'une conjoncture particulièrement favorable : c'était la première réunion d'envergure organisée sur ce thème, la seule susceptible de dégager les orientations actuelles de la recherche ruraliste sur l'Amérique latine ainsi que ses principaux thèmes de référence.

Une telle réunion ne pouvait être organisée plus tôt. Le "choc libéral" a été rude - que l'on songe simplement à l'ampleur des premières mesures d'austérité - mais lentement absorbé : il est encore loin d'avoir produit tous ses effets. A cet égard, le cas mexicain est sans doute exemplaire. Quatre ans se sont écoulés entre les premières mesures d'austérité et l'adoption déclarée d'une orientation libérale (adhésion du Mexique au GATT). Deux années ont été nécessaires pour qu'elle imprègne la politique agricole (tournant perceptible dans la forte baisse des crédits de campagne en 1988). Les réformes constitutionnelles qui mettent un terme à

la réforme agraire, permettent la privatisation des *ejidos* et encouragent les investissements privés dans l'agriculture ne sont mises en œuvre qu'en 1992... Dans ce domaine, davantage que dans bien d'autres, la recherche, pressée par les événements et contrainte par ses propres délais de réalisation, a besoin de recul. Or, en décembre 1990, au terme d'une décennie de mutations, ce recul pouvait être jugé suffisant. De ce point de vue aussi, les organisateurs du colloque ont donc profité d'une conjoncture favorable.

### INTERDISCIPLINARITÉ ET COMBINAISONS D'ÉCHELLES

L'étude des mutations et des recompositions des agricultures et des paysanneries en Amérique latine renvoie à une problématique extrêmement vaste et, dans la mesure où elle touche des domaines très divers, relativement difficile à cerner. Elle implique un cadre géographique vaste et hétérogène, des démarches, des perspectives disciplinaires et des échelles multiples. En dépit de la part d'arbitraire que ce type d'opération suppose toujours, un découpage s'est vite avéré indispensable.

Nous nous sommes pliés à cette exigence en tâchant de respecter autant que possible l'originalité et la diversité des démarches suivies et en tentant de stimuler au mieux les échanges et les confrontations d'expériences de recherche. L'approche largement pragmatique des travaux présentés, leurs références constantes à des faits et à des processus observés nous ont conduit, d'entrée, à renoncer à la solution la plus simple, celle qui aurait consisté à organiser les débats et les exposés en fonction des clivages disciplinaires ou des différences d'échelle. Cette diversité de perspectives a été au contraire perçue comme une richesse qu'il convenait de mettre en valeur en regroupant les interventions autour d'un nombre limité de thèmes jugés pertinents.

Dans cette perspective, le découpage effectué ne pouvait pas être pleinement satisfaisant. D'une part, parce qu'il est impossible, sauf en imposant une démarche uniforme, d'identifier des thèmes réellement indépendants les uns des autres. Enfin, parce que tout découpage suppose, au moins pour une part, un compromis entre la vision préalable (et donc suspecte) des organisateurs, l'état du sujet, le nombre et l'objet des propositions de communication et les choix particuliers, imprévisibles (le choix de l'atelier et donc du thème de référence était libre), des participants. Cinq thèmes qui renvoient tous, *a priori*, à un champ particulier d'observation ont été identifiés. Ils font l'objet d'un chapitre spécifique du présent ouvrage et ont été débattus au sein d'ateliers pris en charge par des

personnalités scientifiques dont la compétence dans le domaine est reconnue :

- État, politiques agricoles et changement technique (Roberto SANTANA et Thierry LINCK) ;
- systèmes d'approvisionnement (Fernando RELLO) ;
- contraintes extérieures et internationalisation des agricultures (Jean-Pierre BERTRAND) ;
- sociétés rurales et transformations agraires (Alain RUELLAN et Pierre GONDARD) ;
- réformes agraires et mouvements paysans (Christian GROS).

#### *État, politiques agricoles et changement technique*

La référence à l'État et aux politiques agricoles en tant que thème spécifique coule de source dès lors que l'on admet que les mesures d'austérité et l'ajustement structurel relèvent largement du domaine de la politique économique et des choix de développement. Elles sont d'autant plus ressenties dans la définition des nouvelles politiques agricoles que les sociétés rurales latino-américaines sont souvent fortement différenciées et que l'intervention de l'État dans l'agriculture a pu être marquée dans un passé récent par des politiques économiques et sociales (lutte contre la pauvreté) ambitieuses. L'inclusion dans ce champ de réflexion du changement technique est peut-être moins évidente. Elle était justifiée à notre sens par le fait que la production et la diffusion du changement technique constituent, par nature, une composante essentielle des politiques agricoles et par le fait que certains États - le Mexique par exemple - ont pu en faire un champ d'intervention quasi exclusif, du moins en ce qui concerne certains secteurs spécifiques de leur agriculture.

#### *Systèmes d'approvisionnement*

L'ajustement structurel et la mise en œuvre de politiques de stabilisation ont conduit à une baisse brutale du pouvoir d'achat particulièrement sensible dans les villes. Selon les catégories sociales, cette situation est diversement ressentie sur l'évolution des habitudes alimentaires et sur la demande d'aliments, et donc, par contre-coup, sur l'environnement des agricultures. L'organisation des approvisionnements urbains, l'étude des rapports entre les agricultures et leurs débouchés intérieurs, ouvre un champ qui lui aussi trouve ici pleinement sa place. Ce domaine a été abordé dans une double perspective. Il a été vu du point de vue du temps (relativement) court de la crise et de ses conséquences en matière d'évolution des consommations alimentaires. Il a été abordé également dans la perspective du temps long qui correspond aux rythmes et aux modalités de l'urbanisation.

#### *Contraintes extérieures et organisation des approvisionnements*

La recherche de nouveaux modes d'insertion dans les courants d'échange commerciaux et financiers internationaux constitue une composante première de l'ajustement structurel et l'objectif prioritaire de la totalité des pays latino-américains. La réflexion dans ce domaine est marquée par l'évolution peu encourageante des cours mondiaux des grands produits agricoles d'exportation et, surtout, par l'engouement généralisé en faveur des cultures d'exportation "non traditionnelles". Au-delà de la concurrence entre pays latino-américains qui s'annonce difficile à brève échéance, le développement de telles cultures suppose la recherche d'une nouvelle compétitivité, elle-même inséparable de la constitution de réseaux et de filières stables et complexes dont la mise en place exige une intervention de l'État. Le bilan des expériences réussies et des échecs est à cet égard significatif.

Enfin, des études conduites à une échelle régionale mettent en cause certains clichés relatifs à l'impact de l'essor des cultures d'exportation, notamment pour ce qui concerne la constitution d'enclaves étroitement spécialisées placées sous la dépendance stricte des firmes multinationales et de leurs *brokers*.

#### *Sociétés rurales et transformations agraires*

Les sociétés rurales et les exploitations agricoles forment des totalités que la recherche n'est pas en droit de scinder. Elles intègrent indissolublement dimensions technique, économique, sociale et de rapports à l'environnement au sein d'unités de fonctionnement ou d'action cohérentes et donc, du point de vue de l'observateur, d'unités d'analyse pertinentes. Tel est, schématiquement, le point de vue des recherches qui se fondent sur une référence aux notions de *système agraire* et *système de production*. Considérées globalement, elles définissent un courant qui s'est fortement affirmé au cours de la décennie passée, au point de justifier la formation d'un groupe de réflexion spécifique. Ce choix est justifié *a posteriori* par le nombre de communications présentées et par le fait que dominent largement les études de détail qui, soit apportent une vision nouvelle, soit complètent opportunément les travaux présentés dans d'autres ateliers.

De fait, le thème *sociétés rurales et transformations agraires*, a regroupé les travaux qui, au-delà de l'étude de l'impact de tel ou tel aspect particulier de la crise sur les agricultures, traitent de la genèse des nouvelles dynamiques et interactions sociales : quelles sont les réponses opposées, à l'échelle des exploitations et des sociétés rurales, à la nouvelle donne économique,

sociale et politique ? Quelle est la capacité d'adaptation des exploitations ? Dans quelle mesure les sociétés rurales (régionales ou locales) sont-elles en mesure de susciter une réponse collective à la nouvelle donne produite par la crise ?

#### *Réformes agraires et mouvements paysans*

Nous avons souligné que la crise et l'ajustement structurel avaient conduit à une redéfinition des rapports de sociabilité. Ce thème, largement complémentaire de ceux traités dans les autres ateliers, méritait cependant un traitement spécifique. Trois ensembles de questions ont donc été débattus au sein de l'atelier 5 : elles touchent à l'organisation des agriculteurs, au sort des réformes agraires ainsi qu'aux mouvements paysans.

*La question de l'organisation du travail* renvoie à la coopération agricole et, par là, au débat concernant la taille optimum des unités de production, thème directement complémentaire donc des travaux de l'atelier 1. Résultat de la prégnance du discours libéral, des déconvenues produites par des expériences malheureuses ou scepticisme à l'égard des bienfaits théoriques du "progrès" technique, la décennie actuelle semble pouvoir être caractérisée par une montée significative de l'individualisme agraire : partout des coopératives sont démantelées ou mises en cause, très souvent à l'initiative des paysans eux-mêmes. Cette tendance ne traduit pas nécessairement un repli sur soi. D'une part parce que ces coopératives pouvaient être perçues comme l'instrument d'un pouvoir extérieur aux sociétés rurales. D'autre part, parce qu'il peut fort bien n'être question que d'un simple déplacement du domaine d'exercice des rapports communautaires. L'agriculture familiale reprend ses droits, mais elle compte davantage sur l'appui que peuvent lui fournir les communautés paysannes, notamment en ce qui concerne l'administration de patrimoines communs - eau, indivis (éventuellement), ressources naturelles - et la gestion de réseaux d'entraide de commercialisation, d'approvisionnement et/ou de financement. Une nouvelle organisation du travail prend corps autour d'objectifs diversifiés. Gageons que cette tendance, en dépit des craintes que peut susciter la mise en œuvre de politiques libérales, contribuera à renforcer les paysanneries d'Amérique latine.

*La question des réformes agraires* doit être envisagée par rapport à la poussée de l'individualisme agraire évoquée précédemment. Au-delà des héritages plus ou moins bien assumés ou des promesses mal tenues et en dehors de quelques exceptions (c'est notamment le cas du Brésil), le principe même de la

réforme agraire semble bien s'être affranchi des passions passées pour être abordé dans une perspective plus large et plus pragmatique associant les aspirations des bénéficiaires éventuels, la recomposition des alliances de classes à l'échelle des sociétés nationales et l'adéquation entre le projet porté par la réforme et le modèle de développement suivi. Le poids politique des ruraux et en particulier des organisations paysannes (agriculture familiale) reste donc décisif.

*L'ampleur des mouvements paysans* est marquée à la fois par l'évolution de l'environnement des agricultures et par le moindre poids démographique des ruraux et des paysanneries. La revendication pour la terre reste forte, mais indiscutablement moins vive que par le passé. En revanche, signe d'un renouveau paysan et de l'essor des agricultures familiales, les luttes semblent bien s'organiser - et se dissocier - en fonction de revendications identitaires et de revendications économiques (prix, débouchés, orientation des politiques agricoles, etc.).

#### QUELQUES LIGNES DIRECTRICES DE LA RECHERCHE

Le choc libéral qui a si profondément infléchi le sens des transformations agricoles et agraires ne pouvait pas être sans effet sur l'orientation de la recherche. La plupart des grands thèmes mobilisateurs des trois dernières décennies appartiennent désormais au passé.

L'étude des structures agraires apparaît bien davantage comme un thème complémentaire des recherches en cours que comme une de leurs problématiques centrales. Il est vrai que les réformes agraires ont souvent déçu et que les revendications pour la terre qui, dans les années soixante et soixante-dix, inspiraient la recherche n'ont plus aujourd'hui ni le même poids ni le même sens. L'agriculture "néo-latifundiaire", le modèle "agro-exportateur", associés à la révolution verte, à la grande irrigation et à l'essor des grandes cultures d'exportation, n'éveillent plus les passions d'antan. Ces notions, désormais, cadrent mal avec la réalité et les schémas théoriques qui les inspiraient font peu recette. L'intérêt qui, dans le courant des années soixante-dix, s'est porté sur l'agriculture paysanne peut paraître aujourd'hui factice. L'existence d'une profonde césure entre grande agriculture capitaliste et agriculture paysanne justifiait alors, sans doute, qu'elle soit avant tout perçue comme marginalisée et laissée pour compte avant de devenir l'objet largement passif de réformes agraires "intégrales" (liant distribution des terres et encadrement technique et financier) et de politiques agricoles ambitieuses et volontaristes. L'étude des processus de différenciation sociale reste un thème

dominant, mais le sentiment que les clivages sont plus subtils et encore largement méconnus ou que les remèdes éventuels sont loin d'être évidents, est aujourd'hui largement partagé.

Le ton même de la recherche a changé, il est désormais moins pamphlétaire, moins accusateur, moins dogmatique. L'engagement de la recherche n'a pourtant pas faibli, il a seulement changé de nature et d'orientation. Si ses réquisitoires semblent plus nuancés, c'est simplement par souci d'efficacité ou, parce que, riche de sa propre expérience, elle doute davantage d'elle-même. Enfin et surtout, son attention se porte désormais davantage vers l'avenir (et donc accessoirement sur le rôle qu'elle peut jouer dans la gestation de l'ordre social futur).

Largement prise au dépourvu par des changements dont l'ampleur et la nature ne pouvaient pas être anticipés, la recherche semble s'être donné pour tâche principale d'identifier, à différentes échelles, les processus qui alimentent les mutations en cours et de reconnaître les régulations qu'elles suscitent. Face à un objet largement transformé, elle a dû adapter ses démarches et ses outils d'analyse et utiliser avec davantage d'éclectisme ses références théoriques. Le pragmatisme et la pluridisciplinarité y ont gagné : ils définissent un premier trait dominant de la recherche dans le domaine.

Un second point de convergence peut être identifié dans l'intérêt porté aux dynamiques sociales. Quels que soient l'échelle ou les domaines considérés, les interactions sociales, le jeu coordonné des acteurs, tendent à être identifiés comme supports essentiels des recompositions en cours. Ces interactions sont à l'origine de la constitution de filières, d'organisations professionnelles, politiques ou syndicales et, d'une façon plus générale englobant également le cas où elles conservent un caractère informel, de réseaux. L'identification de ces interactions et la connaissance des facteurs qui concourent à leur épanouissement sont ainsi jugées indispensables à la fois pour reconnaître la nature et l'ampleur des transformations en cours et pour en infléchir le sens. Leur prise en compte en tant qu'éléments structurants des sociétés rurales débouche sur une vision sensiblement enrichie des sociétés et des communautés paysannes. Les réponses paysannes à la crise semblent ainsi faire largement appel à ces interactions sociales, qu'il s'agisse d'échange de travail, de réappropriation des savoirs, d'innovation, de gestion des patrimoines communautaires, d'actions de protection de l'environnement ou qu'il soit question d'organiser les rapports avec l'économie globale. En dépit de leur apparente naïveté, ces analyses ne laissent place à aucun déterminisme : d'une part parce que le ren-

forcement de l'action collective et de l'autonomie communautaire est le produit d'un choix qui ne s'impose pas de lui-même et, d'autre part, parce que cette condition n'est pas jugée suffisante.

Le troisième point de convergence - l'optimisme mitigé des recherches - n'est plus une surprise. Leur recentrage sur les réponses données à la crise ainsi que l'accent mis sur l'étude des interactions sociales et la genèse de nouvelles formes d'organisation pouvaient difficilement ne pas souligner la capacité d'adaptation des agricultures familiales étudiées ainsi que l'ouverture au changement et le dynamisme des sociétés paysannes. En dépit des effets souvent désastreux de la crise dans les campagnes, de nombreux indices laissent penser que cet optimisme n'est pas totalement déplacé. La situation actuelle des agricultures et des paysannes d'Amérique latine reste paradoxalement porteuse d'une renaissance paysanne.

## QUESTIONS D'ÉDITION

L'édition des actes du colloque s'est avérée être un exercice difficile soumis à de strictes contraintes techniques, financières et scientifiques.

La sélection des communications constitue la phase la plus délicate et la plus désagréable du processus. D'autant plus que le comité organisateur du colloque s'est prononcé très tôt en faveur d'une publication peu importante du point de vue de son volume mais de bonne tenue scientifique. Ce choix était - et reste - pleinement justifié par le fait que des "pré-actes" du colloque ont été distribués et déposés en plusieurs exemplaires dans le Réseau documentaire sur l'Amérique latine (REDIAL) : ils peuvent être consultés notamment à l'IPEALT, à Toulouse, ou à l'IHEAL, à Paris. Ces pré-actes réunissent la totalité des communications présentées, à l'exception d'un petit nombre de textes remis très tardivement.

Les critères retenus concernaient fondamentalement le respect des normes définies pour l'édition des propositions de communication, la qualité rédactionnelle des textes, la pertinence (appréciée par rapport à l'orientation générale du colloque et au thème de la crise) des travaux et, enfin, leur "valeur" scientifique.

La seconde étape, plus ardue et plus exigeante que la précédente concernait le travail d'édition proprement dit. Il s'agissait d'harmoniser la présentation des textes et, souvent, de corriger leur rédaction dans les limites de pagination imposées. Travail, qui ne peut exclure une certaine part d'arbitraire, dont j'assume l'entière responsabilité.





# EXPANSÃO E CRISE : IMPACTOS SOBRE A PEQUENA AGRICULTURA BRASILEIRA

Charles C. Mueller  
*Universidade de Brasília*

A visão convencional do movimento da população rural, do campo para a cidade no Brasil é a de que, em decorrência de conjunção de fatores de atração das grandes cidades com fatores de expulsão relacionados ao processo de modernização conservadora no campo<sup>1</sup>, originou-se um fluxo crescente de trabalhadores rurais e de camponeses, do meio rural para os principais centros urbanos do país e, em menor escala, às áreas de fronteira agrícola.

Os impactos dos fatores de atração podem ser conceitualizados na linha do modelo de Harris-Todaro<sup>2</sup>. Segundo este, a migração rural-urbana é induzida pela diferença entre os ganhos (monetários e outros) que os migrantes esperam obter nas áreas de atração, e os que usufruem no campo, e é frejada ou moderada pelo desemprego naquelas áreas. Quanto maior o diferencial de ganhos e menor o desemprego nas cidades, maior o fluxo de migrantes rural-urbano, e vice-versa. Concede-se que um desemprego elevado faz o fluxo declinar, mas a expectativa é a de que a modernização conservadora da agricultura brasileira, expulsando trabalhadores rurais e camponeses, mantenha-os sempre em níveis consideráveis.

Nosso argumento é que, embora em suas linhas básicas essa visão seja correta, ela ignora o fato de que o mecanismo em que se apoia pode não operar plenamente em períodos de declínio econômico e forte desemprego. E que, no extremo, pode mesmo ocorrer reversão no fluxo.

É importante ter em vista, neste contexto, o fato de que, no Brasil, quando a economia cresce a taxas elevadas, há considerável expansão na demanda de mão-de-obra não qualificada, especialmente se, com o cresci-

<sup>1</sup> Para uma análise lúcida do processo de modernização conservadora da agricultura brasileira, ver Martine, G. "Fases e Faces da Modernização Agrícola Brasileira". *Planejamento e Políticas Públicas*, Brasília, IPEA, n. 3, jun., 1990.

<sup>2</sup> Ver Harris, J.R. e M.P. Todaro. "Migration and Development : a Two-Sector Analysis". *American Economic Review*, mar., 1970, pp. 126-142.

mento, se verifica acentuado incremento nas atividades da indústria da construção civil e são elevados os investimentos em obras públicas. Esses segmentos utilizam grandes contingentes de trabalhadores não qualificados, amplamente disponíveis no meio-rural. Entretanto, em períodos de recessão prolongada, não só há redução no fluxo rural-urbano, como pode ocorrer reversão no processo, provocada por drástica queda nas atividades de construção, por desativação de obras públicas e, em consequência, por uma drástico declínio no uso de mão-de-obra não qualificada.

Os censos agropecuários de 1975, de 1980 e de 1985 oferecem dados que comprovam o ponto de vista acima. Eles permitem examinar a evolução de indicadores dos movimentos de população rural entre 1975 e 1980, e entre 1980 e 1985, períodos em que a economia brasileira tomou rumos diametralmente opostos. Antes de discutir os dados dos censos, esboçaremos essa evolução.

## A ECONOMIA BRASILEIRA NOS QUINQUENIOS 1975-1980 E 1980-1985

Por uma conjugação de fatores favoráveis, internos e no plano internacional, entre 1968 e 1974 a economia brasileira experimentou extraordinária expansão, traduzida pelo crescimento do Produto Interno Bruto (PIB) a uma taxa média anual de 10,9 %. No período 1975-1979, de forte contração mundial, o crescimento brasileiro declinou um pouco (o PIB evoluiu a taxa média de 6,7% a.a.) mas manteve-se bem mais elevado que o dos países industrializados ; contudo, isso só foi possível porque o país retardou a adoção de medidas de ajuste e aprofundou consideravelmente seu endividamento externo.

Esse estado de coisas não pôde ser mantido e, no início da década de 1980 o Brasil mergulhou em forte recessão ; no período 1981-1985 o PIB cresceu à média anual de apenas 1,2 %, sendo que nos tres primeiros anos houve uma redução de cerca de 7 %.

É enorme o contraste entre os dois períodos intercenitários. O primeiro foi de expansão econômica, de grandes investimentos em obras públicas financiados por empréstimos externos, e nele a indústria da construção cresceu a uma taxa média anual de 6,9 %. O segundo caracterizou-se pelo declínio econômico e por acentuado desemprego. Vítimas de aguda crise fiscal as obras públicas virtualmente pararam e a indústria da construção registrou uma redução de 1,8 % a.a., em média (entre 1981 e 1983 a queda foi de 7,7 % a.a.).

A seguir examina-se, com base em dados dos Censos Agropecuários, como essa evolução contrastante afetou os deslocamentos da mão-de-obra rural no Brasil.

**DESLOCAMENTOS DE MÃO-DE-OBRA  
RURAL A LUZ DOS CENSOS  
AGROPECUÁRIOS**

Segundo os censos, embora a agropecuária brasileira tivesse experimentado forte redução de dinamismo entre 1980 e 1985 em comparação com a década de 1970, ocorreu, no período, nítida reversão na tendência, que se julgava definitiva, de virtual estagnação no número de pequenos estabelecimentos agrícolas e no pessoal ocupado em atividades agropecuárias, num reflexo dos movimentos de população rural-urbanos, acima mencionados<sup>1</sup>.

**Brasil e Regiões : Variações no Numero de Estabelecimentos  
Agropecuários, 1975-80 e 1980-85**

Brasil e regiões	1975-1980		1980-1985	
	Unidades	Variacao %	Unidades	Variacao %
BRASIL	166.599	3,3	674.928	13,1
Norte	70.966	21,1	91.602	22,4
Nordeste	96.097	4,1	370.396	15,1
Sudeste	12.185	1,4	108.038	12,1
Sul	-11.032	-0,9	56.355	4,9
Centro-Oeste	-1.617	-0,6	48.537	18,1

IBGE, Censos Agropecuarios de 1975, 1980 e Sinopse Preliminar do Censo de 1985

No Brasil como um todo, o número de estabelecimentos agropecuários, que havia crescido apenas 3,3 % (166,6 mil unidades) entre 1975 e 1980, aumentou 13,1 % (674,9 mil unidades) entre 1980 e 1985 (Tabela 1). Nas regiões o comportamento foi semelhante, a exceção da região Norte. Destacam-se, entretanto, as regiões

**Variação no Numero de  
Estabelecimentos Agropecuarios  
com Menos de 10 Hectares  
(unidades)**

	1975-1980	1980-1985
BRASIL	- 3.841	487.822
Norte	- 4.221	19.514
Nordeste	12.913	331.626
Sudeste	12.711	68.27
Sul	- 8.864	52.37
Centro-Oeste	- 16.38	16.042

IBGE, Censos Agropecuarios de 1975, 1980 e Sinopse Preliminar do Censo de 1985

<sup>1</sup> O autor realizou estudo preliminar sobre o assunto ; nele encontram-se tabelas e dados básicos bem mais detalhados que o espaço aqui disponível permite apresentar. Ver Mueller, C.C. "Ensaio Especial - Censos Agropecuários". *Agroanálisis*, Rio de Janeiro, Fundação Cetúlio Vargas, vol. xi, n. 6, jun./87, pp. 8-21.

Nordeste e Sul. No Nordeste, o número de estabelecimentos, que havia aumentado apenas 4,1 % (96,1 mil unidades) entre 1975 e 1980, apresentou um crescimento de 15,1 % (370,4 mil unidades) no período 1980-1985 ; na região Sul, passou-se de situação de declínio (- 0,9 %, ou - 11 mil estabelecimentos) no primeiro período, a uma de considerável aumento (4,9 %, ou mais 56,4 mil unidades) no segundo.

Essa evolução está associada, basicamente, às alterações no número de estabelecimentos agrícolas com menos de 10 hectares. No Brasil como um todo, é significativo o contraste entre o comportamento dessa variável nos quinquênios 1975-1980, e 1980-1985 : no primeiro, o número de pequenos estabelecimentos diminuiu 0,2 % (- 3 841 unidades); no segundo, houve significativo aumento de 18,8 % (487,8 mil unidades). Já o número de estabelecimentos de mais de 10 ha se ampliou quase à mesma taxa nos dois períodos (7,1 % e 7,3 %, respectivamente). A expressiva mudança que ocorreu localizou-se, portanto, no segmento da pequena agricultura.

Para as duas regiões em destaque, o Nordeste apresentou forte aumento no número de estabelecimentos de menos de 10 ha mais recentemente, passando de 12 913 novas unidades entre 1975 e 1980, a 331 626, no período 1980-1985. E a região Sul, que havia registrado queda (- 8 864 unidades) entre 1975 e 1980, registrou uma expansão de 52 370 unidades no período 1980-1985.

A análise se completa com um exame da evolução do pessoal ocupado na agropecuária. Os dados dos censos revelam que, no quinquênio 1975-1980 o número de pessoas ocupadas cresceu apenas 4 % (818 mil pessoas), mas que entre 1980 e 1985 houve uma expansão de 10 %, ou 2,1 milhões de pessoas. Além disso, o pessoal ocupado em estabelecimentos com menos de 10 ha, que havia sofrido redução de 421,7 mil

### Brasil e Regiões : Variação no Pessoal Ocupado na Agropecuária, 1975-1980 e 1980-1985.

	1975 - 1980		1980 - 1985	
	Total	Em estabelecimentos c/ menos de 10 hectares	Total	Em estabelecimentos c/ menos de 10 hectares
BRASIL	818.043	-421.727	2.109.759	1.353.227
Norte	368.964	-22.823	448.592	86.812
Nordeste	594.409	-127.52	1.041.606	890.365
Sudeste	166.698	-2.438	427.942	199.719
Sul	-440.032	-215.535	71.354	151.031
Centro-Oeste	128.004	-53.411	120.265	25.3

IBGE, *Censos Agropecuarios* de 1975, 1980 e Sinopse Preliminar do Censo de 1985

peças entre 1975 e 1980, apresentou um aumento de cerca de 1,4 milhões de pessoas no período 1980-1985 (cerca de 64 % do incremento total do pessoal ocupado na agricultura brasileira). Declínio no número de pessoas ocupadas em pequenos estabelecimentos no período 1975-1980, e aumentos, quase sempre substanciais, entre 1980 e 1985.

Em nível regional, o comportamento foi semelhante ; todas as regiões apresentaram.

Novamente, merece destaque a evolução no Nordeste e na região Sul. No Nordeste, o pessoal ocupado em pequenos estabelecimentos, que entre 1975 e 1980 registrou queda de 127,5 mil pessoas, apresentou significativa expansão de mais de 890 mil pessoas no quinquênio seguinte. A região Sul, que havia experimentado uma redução de pessoal ocupado de 440 mil pessoas no período 1975-1980, das quais 215,5 mil em estabelecimentos de menos de 10 ha, apresentou um aumento de mais de 151 mil pessoas no período 1980-1985 (Tabela 3). É interessante destacar que, nesse último período, os estabelecimentos com mais de 10 ha registraram uma redução de quase 80 mil pessoas ocupadas. Os estabelecimentos maiores continuaram expulsando mão-de-obra no último quinquênio intercensitário, de forma semelhante a dos períodos anteriores.

Observe-se que a evolução do pessoal ocupado nos dois últimos períodos intercensitários é coerente com a do número de pequenos estabelecimentos. O considerável aumento no número de estabelecimentos de menos de 10 ha do período 1980-1985 esteve intimamente associado a reabsorção que então se verificou, de mão-de-obra pela agropecuária.

### FATORES NA EVOLUÇÃO RECENTE DOS MOVIMENTOS DE POPULAÇÃO RURAL

É importante que se analise separadamente os fatores responsáveis pela evolução ocorrida no Nordeste, dos que atuaram na região Sul, também presentes na região Sudeste - as áreas mais desenvolvidas do país. No Nordeste, a forte seca de 1979-1983 foi, em larga medida, a responsável pelo que ocorreu. Esse fenômeno, que alcançou força máxima justamente em 1980, desorganizou a produção agropecuária da região, levando vários milhares de camponeses a procurar sua sobrevivência fora do meio rural - inclusive em frentes de trabalho e em obras públicas como a usina hidroelétrica de Tucuruí, na Amazônia, então em construção. Com isto, desativou-se um número grande de estabelecimentos<sup>1</sup>. No período 1980-85, porém, a situação mudou. Em 1984 e em 1985 choveu normalmente no Nordeste, facilitando a reconstituição de estabelecimentos agrícolas e o plantio normal de lavouras de subsistência. Evidentemente, o término e a desativação de obras públicas e a falta de oportunidades de trabalho fora do meio rural fizeram com que, para muitos, a única alternativa fosse a volta ao campo. Esses eventos reforçaram o refluxo de população, mas o fim da seca teve importância maior.

<sup>1</sup> Nos estados da região mais atingidos pela seca (Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas e Sergipe) houve, inclusive, um declínio de 25,5 mil estabelecimentos no período 1970-1975, embora a região como um todo registrasse um aumento de 96 mil unidades.

A dimensão do fenómeno é dada pelo fato de que, no nordeste, 76,5 % do incremento do pessoal ocupado na agropecuária entre 1980 e 1985, concentraram-se em estabelecimentos de menos de 5 hectares. É revelador, também que, nesse período, 68,2 % do aumento total do número de estabelecimentos deu-se com produtores classificados como parceiros e ocupantes. Essas são categorias usualmente associadas a uma agricultura itinerante, temporária.

Na região Sul, porém, a evolução ocorrida nos dois períodos deve-se, inteiramente, à evolução da conjuntura econômica. No período 1975-1980, o elevado crescimento, a expansão da construção urbana e o forte investimento em obras públicas (algumas enormes, como a usina hidroelétrica de Itaipú, localizada na região), aumentaram muito a procura de mão-de-obra não qualificada e propiciaram ampla incorporação de migrantes rurais a atividades fora da agropecuária. Já no período 1980-1985, houve estagnação e declínio urbano-industrial, concluíram-se as grandes obras e o investimento público foi vitimado por profunda crise fiscal. Com isto, houve acentuado aumento de desemprego e muitos voltaram ao campo, fazendo-se ampliar novamente o número de pequenos estabelecimentos e o pessoal ocupado em atividades rurais. Ocorreu, também, substancial aumento nas invasões de terras

- especialmente na região Sul -, e na pressão pela reforma agrária com o objetivo de atender o significativo contingente dos sem-terra que se formou, justamente nas áreas mais desenvolvidas do país; de acordo com a visão convencional, esse excedente populacional deveria estar nas grandes cidades.

#### COMENTARIOS FINAIS

A evidência apresentada acima revela que as relações entre o rural e o urbano no Brasil são mais complexas que se supunha. Décadas de crescimento quase contínuo da economia fizeram com que se imaginasse funcionar um mecanismo linear de transferência de população, do campo à cidade. A forte recessão que o Brasil experimentou na primeira metade da década de 1980 mostrou que o mecanismo admite paradas e reversão, e que a pressão dos excedentes demográficos desagua, não apenas nas grandes cidades ou na fronteira agrícola, mas também em áreas rurais de ocupação antiga.

Como a economia brasileira longe está de retomar uma trajetória de crescimento vigoroso, é de se esperar que esse mecanismo mais complexo continue a atuar e que tenhamos uma acentuação, no futuro, dos conflitos rurais no Brasil - a menos que medidas de política adequadas venham a ser adotadas.

Atelier I Taller I

**ÉTAT,  
POLITIQUES AGRICOLES,  
CHANGEMENT TECHNIQUE**

**ESTADO  
POLÍTICAS AGRÍCOLAS  
CAMBIO TÉCNICO**

**SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

Thierry LINCK  
GRAL - IPEALT  
Toulouse, France

Les années d'illusion où des politiques ambitieuses et volontaires devaient permettre de mettre un terme rapidement à la misère des campagnes et au "retard" des agricultures paysannes sont désormais derrière nous. Avec les politiques de "stabilisation" et d'"ajustement structurel", avec la "déréglémentation" et la "libéralisation", la crise a mis un terme au rôle de protecteur et de guide que l'Etat s'était souvent donné ou que l'on attendait de lui. Dans ce contexte nouveau à l'échelle du sous-continent, parler de politique agricole revient quasiment à faire tout le contraire de ce qui aurait été dit ou écrit il y a seulement cinq ou dix ans. Ainsi, les travaux présentés dans l'atelier évoquent bien davantage les conditions et les effets du désengagement de l'Etat, les conséquences pour les agricultures et les sociétés rurales de la libéralisation des économies nationales que la pertinence du projet de développement dont les nouvelles politiques sont porteuses. Cela n'a rien de surprenant dans la mesure où ajustement et stabilisation sont inséparables, et dans la mesure où l'agriculture - secteur hétérogène et souvent fragile au départ - est particulièrement touchée par la baisse généralisée du pouvoir d'achat et, surtout, par la diminution des subventions et des investissements publics. La plupart des interventions font ainsi état d'un bilan de l'impact des nouvelles orientations sur les conditions d'existence des agriculteurs avant d'aborder l'étude des réponses individuelles et collectives apportées par les agriculteurs et les institutions concernées. L'importance accordée à ce bilan permet de regrouper les communications présentées en deux groupes. Le premier s'intéresse aux effets et aux conditions du changement, abordé dans une

perspective surtout macro-économique ; le second, à partir d'études de cas, conduit à une réflexion davantage porteuse d'espoir sur les réponses individuelles et, de fait le plus souvent, collectives à la crise et à l'inflexion des politiques agricoles.

Globalement, la confrontation d'échelles complémentaires et de perspectives disciplinaires différentes donne une vision riche et nuancée des mutations en cours. Ainsi, en convergence avec les autres ateliers, les sociétés rurales, paysannes en particulier, sont envisagées comme des sociétés en mouvement, sans doute durement touchées par la crise, mais capables de faire preuve d'une grande capacité d'adaptation. Dans cet atelier comme dans les autres, cette ouverture au changement est étroitement rattachée à l'émergence et au renforcement des "interactions sociales" au sein et en amont des sociétés rurales. Interactions qui, une fois stabilisées dès lors qu'elles dépassent l'objectif immédiat qui les ont suscitées, ne sont rien d'autre que ces fameux réseaux que Pierre Gondard évoque dans son commentaire des travaux de l'atelier 4. Ce jugement vaut ici, évidemment, comme constat, caractérisation des mutations en cours, mais également comme identification probable d'un thème mobilisateur central de la recherche actuelle dans le domaine.

**LE CHOC NÉO-LIBÉRAL**

Les communications et la partie des débats qui peuvent être regroupés sous ce titre s'inscrivent dans une vision critique et pessimiste nuancée. L'évaluation du mouvement de recomposition directement lié au désengagement de l'Etat ne laisse aucun doute quant à la gravité de la situation actuelle : accentuation des processus de différenciation sociale et de la précarité des conditions d'existence d'une majorité de ruraux, notable du point de vue de l'évolution du pouvoir d'achat et de la situation sanitaire et nutritionnelle des populations concernées. Le bilan, dès lors, devient nécessairement critique. Il l'est dans une double perspective :

- d'une part, lorsqu'il est question des moyens le plus souvent trop limités pour que soient mise en place des mesures d'accompagnement efficaces ;

◦ d'autre part, lorsque la recherche porte son attention sur l'évaluation rétrospective des politiques agricoles passées.

La critique met alors directement en cause le centralisme exagéré qu'elles ont suscité, leur orientation profondément sectorielle et les choix techniques qui en ont découlé. Ainsi, l'adoption du modèle technique occidental (forte consommation d'énergie concentrée et d'intrants d'origine industrielle) favorise une agriculture spécialisée, le plus souvent très mal adaptée aux contextes écologiques et sociaux caractéristiques des agricultures traditionnelles latino-américaines. Elle explique également le fait que l'action des politiques agricoles ait en règle générale, davantage porté sur la production proprement dite ainsi que sur l'organisation des producteurs en coopératives (mieux adaptées aux normes de fonctionnement de l'administration agricole) plutôt que sur son environnement économique - la commercialisation en particulier. La profonde différenciation des agricultures et des ruraux ainsi que le paternalisme (lui même reflet de l'absence de concertation) ne seraient que les conséquences de tels choix.

L'analyse met ainsi en relief une certaine perméabilité de la critique à l'argumentaire libéral, en même temps que son pragmatisme. Rien, bien sûr, ne permet d'affirmer que l'ajustement structurel doit déboucher sur des modalités de production et de diffusion du changement technique mieux adaptées. Il reste cependant que le désengagement de l'Etat peut stimuler la libération des "forces vives paysannes" et, sous certaines conditions, une meilleure coordination des efforts productifs et une prise en charge plus directe, voire plus autonome, du développement. Il permet de lever un obstacle (mais il y en a d'autres) à l'établissement et à la consolidation de réseaux ainsi qu'à une réappropriation effective du changement technique par les producteurs.

Cette perspective intéresse au premier chef les organisations non gouvernementales dont l'influence est vraisemblablement appelée à s'accroître. En témoigne l'intérêt qu'elles accordent à la définition de méthodes de diagnostic susceptibles de permettre une meilleure connaissance des besoins des paysans compte tenu de l'orientation de leurs exploitations et des caractéristiques de leur environnement naturel et social.

Le pragmatisme se retrouve dans l'évaluation de l'impact même du choc libéral. L'ampleur du désengagement de l'Etat n'est pas partout du même ordre : il est particulièrement sensible dans les grands pays producteurs de pétrole (Venezuela et, surtout, Mexique) qui avaient mis en œuvre des politiques agricoles volontaristes. L'ouverture des frontières, la diminution souvent brutale des subventions et des investissements produc-

tifs publics et la distorsion des systèmes de prix relatifs qui en résulte peuvent être placés à l'origine de mouvements de recomposition dont les effets sont très inégalement ressentis. Sous toute réserve, il est possible d'esquisser un bilan grossier. Les exploitations tournées vers l'exportation, en premier lieu celles spécialisées dans les cultures d'exportation non traditionnelles parviennent à en tirer avantage ; mais il s'agit alors de filières très sélectives et la concurrence entre pays latino-américains s'annonce très rude. Les exploitations familiales modernisées - mais peu dépendantes d'intrants importés - et grandes utilisatrices de main d'œuvre (désormais très bon marché) sont relativement avantagées, à la différence des grandes exploitations traditionnelles et des producteurs d'aliments de base. Ce tableau trop schématique cache cependant l'essentiel. Le choc libéral est très dur ; seules peuvent s'en prémunir les exploitations les plus ouvertes au changement et les sociétés rurales les plus aptes à favoriser la coordination des efforts productifs de ses membres et à stimuler leur adhésion à des réseaux de commercialisation ou d'encadrement technique et financier. Cette dimension est tout à fait perceptible dans des études de type macro-économique : le rôle actif des Etats (à contre-courant du discours néo-libéral) dans la constitution de réseaux de commercialisation et la mise en œuvre de mesures (prix, crédit, etc.) favorisant les cultures d'exportation, celui des organisations professionnelles, des syndicats, voire même, au Brésil notamment, celui de l'Église, ont été soulignés abondamment. Un champ relativement nouveau d'investigation a pu être défriché. Il est complémentaire des études de cas et de l'analyse des dynamiques sociales perçues à l'échelle des sociétés rurales.

### RENAISSANCE DU LOCAL ?

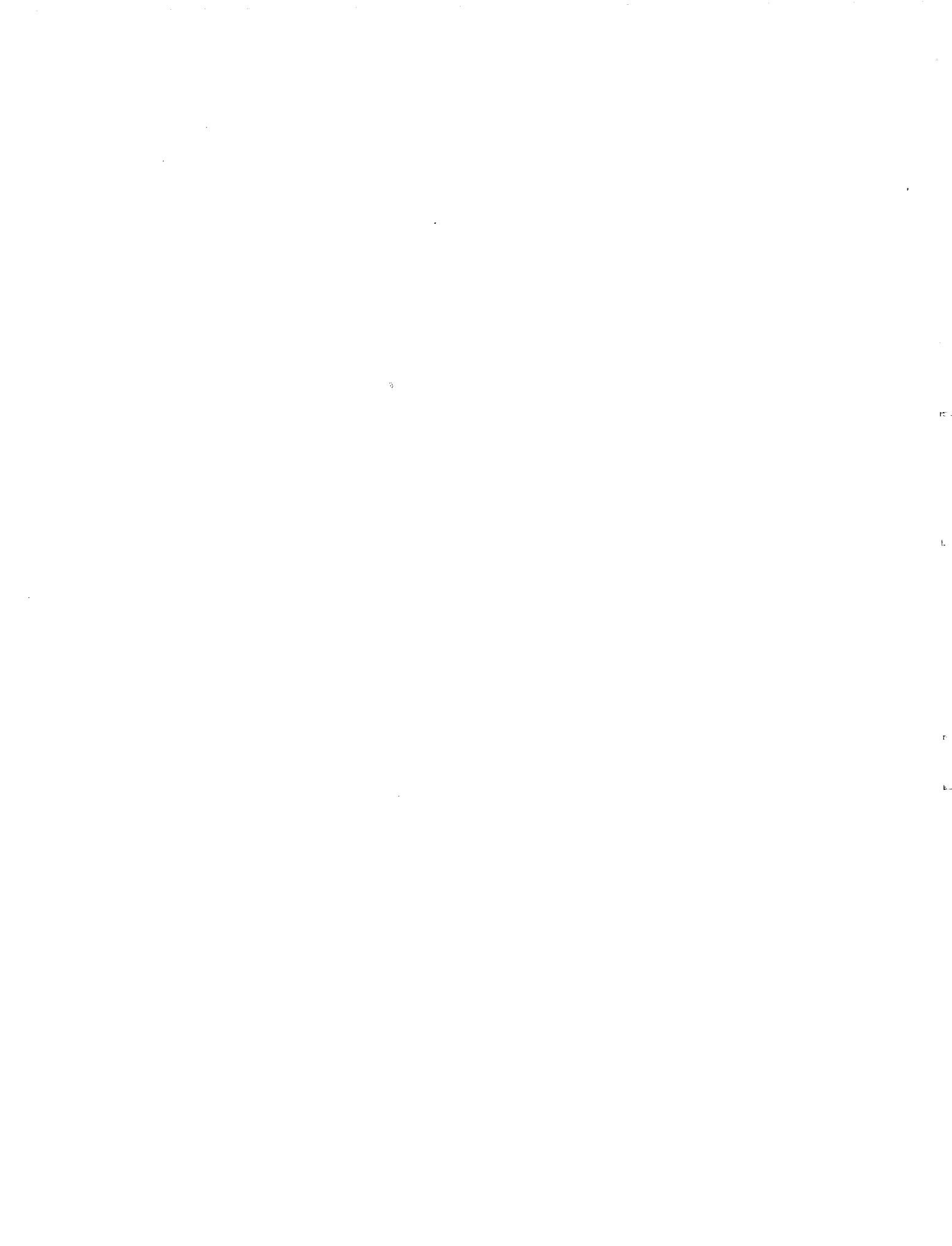
Un second groupe d'interventions s'est bien davantage intéressé à une analyse prospective des dynamiques de changement perceptibles à l'échelle des sociétés paysannes plutôt qu'à leurs effets immédiats. Les travaux et commentaires partagent une vision pragmatique qui n'a rien à envier à ceux du groupe précédent. Loin des raccourcis schématiques et des lieux communs sur l'agriculture paysanne, les recherches présentées s'interrogent sur les modalités d'adaptation et l'émergence de perspectives nouvelles dans une démarche souvent comparative. Leurs conclusions coïncident pour souligner la souplesse, la capacité d'évolution et d'adaptation des agricultures paysannes ainsi que le potentiel que renferme souvent l'organisation communautaire. Il s'en dégage une note optimiste

qui peut paraître exagérée, sinon suspecte : ces recherches destinées surtout à évaluer les capacités de réponse des paysanneries à la crise et à l'ajustement ont fort bien pu être conduites en priorité là où de telles réponses existaient.

Mais l'essentiel n'est pas là. Il reste en effet que la multiplication des études de cas et la diversité des situations étudiées démontrent que la question posée est pertinente et que l'action pour le développement ne peut être envisagée indépendamment d'elle. Sans prétendre à l'exhaustivité ni à la représentativité, ces études contribuent efficacement à définir le cadre et à poser les jalons des recherches à venir.

Cette capacité d'adaptation est, par exemple, notable chez les paysanneries des Andes péruviennes. Face à l'hyperinflation les paysans ont recours alternativement à des stratégies de repli et d'ouverture sur le marché ; ils adaptent en conséquence techniques de production, assolements et choix de culture. Ailleurs - dans les *cerrados* brésiliens et dans les Andes vénézuéliennes notamment - ils jouent un rôle actif dans l'extension des fronts

pionniers. Les réponses à la crise et à l'ajustement sont ainsi davantage collectives qu'individuelles. Outre la recherche de nouvelles formes d'intégration à l'économie globale par l'adhésion à des réseaux, il est alors question de la mise en valeur des rapports communautaires. C'est par exemple le cas, à une échelle régionale, dans les Andes vénézuéliennes, lorsque surgit autour de la petite irrigation une organisation de producteurs soucieux à la fois de la préservation de leur environnement et de leurs débouchés. C'est de nouveau le cas dans les Andes péruviennes lorsque le retour au pays des migrants met en cause et finalement donne une nouvelle impulsion à l'organisation communautaire. Dans le même contexte géographique, l'organisation communautaire a pu être identifiée comme un support fondamental de la définition de stratégies - individuelles et collectives - d'adaptation à la crise, dans des domaines aussi variés que la production, son financement, la recherche de débouchés et de fournisseurs, les choix techniques, la protection de l'environnement, les migrations et l'éducation...





# IMPACT DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET AGRICOLES EN AMÉRIQUE LATINE

Quelques réflexions tirées  
de l'analyse de différents pays

Vincent RIBIER  
CIRAD, Paris

Un rapide tour d'horizon des politiques économiques menées dans les différents pays d'Amérique latine depuis le début des années 80 permet de constater leur relative homogénéité. Cette tendance n'est certes pas le fruit du hasard mais bien la conséquence logique d'une évolution historique. A la suite du Mexique, incapable en août 1982 d'honorer plus longtemps sa dette extérieure, de nombreux gouvernements latino-américains, confrontés au tarissement de lignes de crédit aisément consenties jusque-là, ont dû faire appel aux organismes financiers internationaux. Ces derniers ont alors conditionné l'octroi de nouveaux prêts visant à soutenir les balances des paiements à la mise en œuvre dans chacun des pays de politiques économiques de type libéral et dites d'ajustement structurel.

## LES GRANDES LIGNES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

### *Une relative homogénéité*

C'est donc la même logique générale qui a marqué l'orientation des politiques économiques de tous les pays d'Amérique latine au cours de la dernière décennie. Ces politiques se sont fixé deux objectifs fondamentaux : la réduction des déséquilibres macro-économiques existants et la réactivation de la croissance en stimulant l'offre. Ces orientations de politique économique générale découlent de l'analyse qui a été faite de la crise par les organismes financiers internationaux : les déséquilibres macro-économiques observés sont dus à un excès de la demande interne par rapport à l'offre ; il faut donc réduire l'une ou accroître l'autre. A court terme, un accroissement notoire de l'offre est improbable, car celle-ci réagit lentement ; la réduction des déséquilibres passe donc essentiellement dans un premier temps par une compression de la demande

interne, sur laquelle chaque gouvernement a plus de prise directe ; c'est la phase de stabilisation. A plus long terme, la politique d'ajustement proprement dite, en modifiant les conditions structurelles de la production, doit favoriser un accroissement de l'offre.

Dans le cadre d'accords conclus avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, chacun des pays a pris depuis 1982 une série de mesures allant dans ce sens.

En ce qui concerne la compression de la demande interne, les efforts des gouvernements ont porté tant sur la réduction des dépenses publiques que sur la réduction du crédit distribué à l'économie par relèvement des taux d'intérêt. Les restrictions budgétaires ont touché plus particulièrement l'investissement public qui a été souvent fortement réduit en termes réels dans les premières années de la mise en application des programmes d'ajustement. Une politique salariale restrictive provoquant la diminution des salaires réels a contribué à contenir la demande interne.

Côté stimulation de l'offre, les politiques économiques mises en œuvre ont privilégié le développement des exportations. Tout d'abord parce que cela va dans le sens de l'ouverture des économies nationales, recherchée par les organismes financiers internationaux et de nombreux pays industrialisés. Cette ouverture doit fournir les devises nécessaires au financement des importations, mais aussi au remboursement de la dette. Ensuite parce que, la phase de stabilisation ayant durablement déprimé le marché interne, les pays ont plutôt cherché des débouchés extérieurs. Le maniement du taux de change a été sans conteste le levier central de la politique de développement des exportations : tous les pays latino-américains ont procédé à des dévaluations, la plupart dans des proportions notoires. Des incitations fiscales importantes sont venues appuyer la politique de change. Elles ont été dirigées en priorité vers les exportations non traditionnelles, la marge de manœuvre des pays sur les exportations traditionnelles étant considérée comme faible.

Autre axe de la stimulation de l'offre, complémentaire du processus d'ouverture des économies nationales, une structure de prix relatifs favorisant une utilisation plus efficace des facteurs de production a été recherchée par la libéralisation générale des prix et des échanges. Cette politique s'est traduite par l'abandon de nombreux prix réglementés, l'élimination d'un grand nombre de subventions et l'adoption de régimes tarifaires souples.

### *Des facteurs de diversité*

Cette apparente homogénéité des politiques économiques menées dans les différents pays d'Amérique latine doit toutefois être nuancée. S'il est effectivement possible de discerner une inspiration générale commune, une analyse plus fine de la situation de chaque pays montre que le degré d'application de ces politiques est assez variable. Il dépend notamment de la nature des causes structurelles des déséquilibres macro-économiques existants et de l'évolution politique des différents pays, chaque changement de gouvernement étant généralement suivi d'une inflexion assez brutale de politique économique.

Fondamentalement, deux facteurs contribuent à rompre l'homogénéité relative des politiques économiques. Il s'agit de l'intensité et du rythme d'application des mesures, les deux facteurs étant d'ailleurs liés entre eux. L'intensité des programmes d'ajustement dépend de l'importance des mesures correctives qui y ont été prises (importance de la réduction du salaire réel, de la variation du taux de change,...). Le rythme d'application, lié au calendrier de mise en œuvre des mesures, a joué également un rôle de premier plan. Certaines mesures visant à réduire la demande interne ont un effet négatif sur la stimulation de l'offre. Si le caractère récessif est trop brutal, la réactivation de la croissance peut être durablement compromise. La variabilité du calendrier d'application des programmes économiques a largement contribué à différencier les politiques menées par chaque pays.

En comparant les cas du Mexique, du Costa Rica, de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur, cinq pays de l'Amérique latine tropicale, des distinctions importantes peuvent être faites, le critère "pays exportateur de pétrole" semblant jouer un rôle déterminant.

En effet, les différents pays exportateurs de pétrole (Mexique, Venezuela et Équateur) ont connu au début des années 80 de forts déséquilibres qui les ont conduits à prendre des mesures de stabilisation et d'ajustement très marquées. Les exportations de pétrole ayant provoqué un afflux de devises et une réévaluation du taux de change, les exportations non pétrolières ont fortement chuté. La production agricole a également baissé, particulièrement en ce qui concerne les cultures d'exportation mais également la production vivrière. Dans ce contexte, la chute des cours mondiaux du pétrole a provoqué une crise très aiguë, se traduisant par de profonds déséquilibres et par une inflation accrue. Les politiques d'ajustement ont été d'autant plus radicales que les déséquilibres étaient profonds.

Pour ces pays, la politique de contraction de la demande a été très brutale, conduisant à une chute notable des dépenses publiques, particulièrement d'investissement, et des salaires réels.

Le Mexique et l'Équateur ont réduit de manière drastique le budget de l'État en 1983, avec une baisse en termes réels de l'ordre de 22-23 % par rapport à l'année précédente. Depuis lors, les dépenses publiques n'ont jamais retrouvé leur niveau de la période 1980-1982.

Au Venezuela, la forte réduction des dépenses publiques, dans le cadre du programme d'ajustement de début 1989, a porté sur le gel des salaires, la suppression de diverses subventions à l'agriculture et la réduction des dépenses d'investissement. La récession qui en a découlé a été très marquée et le PIB a chuté de 8,1 %.

Dans ces pays, les investissements ont été particulièrement touchés par les restrictions budgétaires, plus que les dépenses courantes qui ont été maintenues à un niveau relativement constant. La chute des investissements publics a le plus souvent entraîné la chute des investissements privés, tout au moins dans un premier temps. Dans ce contexte récessif, les salaires réels ont fortement chuté et leur niveau actuel est généralement très inférieur à celui du début de la décennie. Au Mexique par exemple, l'indice du salaire réel minimum urbain était de 45 en 1988 (base 100 en 1980), soit une chute de 55 % du pouvoir d'achat du salaire minimum entre 1980 et 1988.

A cela s'ajoute une croissance des prix alimentaires à la consommation généralement plus forte que l'inflation (IPC), ce qui a contribué également à la détérioration des conditions de vie des secteurs urbains pauvres, des paysans sans terre ou avec trop peu de terre pour être autosuffisants.

Les politiques d'ajustement menées dans les pays non pétroliers - le Costa Rica et la Colombie - n'ont pas présenté un caractère aussi dramatique, les mesures de compression de la demande, plus progressives et moins importantes en volume, n'ont pas conduit à une récession de l'ampleur de celles observées au Mexique et en Équateur à partir de 1983 et plus récemment au Venezuela. Au Costa Rica et en Colombie, les dépenses publiques réelles ont crû légèrement entre 1980 et 1988, de même que le salaire réel moyen, dont l'indice était, pour chacun des pays, de l'ordre de 106-107 en 1988 (base 100 en 1980).

## NATURE ET IMPACT DES POLITIQUES SUR LE REVENU AGRICOLE

### *Les politiques agricoles*

La politique économique générale a fortement conditionné les politiques sectorielles qui ont perdu de ce fait l'autonomie relative dont elles jouissaient auparavant. La politique agricole a dès lors essentiellement consisté à appliquer au secteur des mesures inspirées par les orientations de politique générale. La modification des structures de prix relatifs, la logique de contrôle de la demande interne et de stimulation des exportations ont très directement touché le secteur agricole et joué sur son évolution, tant au niveau de la production elle-même qu'à celui des structures productives. Dans la plupart des pays, les principales mesures ayant affecté le secteur agricole ont été la suppression échelonnée des subventions à la production dans le cadre de la libéralisation des prix et des échanges agricoles, la réorientation du crédit et des investissements destinés à l'agriculture, ainsi que l'introduction d'incitations fiscales à l'exportation, notamment pour les produits non traditionnels.

### *Baisse des prix à la production des cultures de consommation interne par suppression des subventions*

Les mesures ont touché tout particulièrement la collecte et la commercialisation des cultures vivrières. Dans chaque pays, les organismes publics chargés de réguler le marché en assurant un prix minimum aux producteurs tout en contrôlant les prix à la consommation ont fortement réduit leurs interventions, tant au niveau des volumes traités qu'à celui de l'importance des subventions aux prix garantis. La Banque mondiale a porté une attention toute particulière sur ce point puisque la réduction en termes réels des prix de soutien a constitué l'une des conditions des programmes d'ajustement de nombreux pays.

### *Réorientation du crédit et de l'investissement*

Dans le cadre des mesures de stabilisation, un effort important a été mené pour contrôler la masse monétaire et réduire les dépenses publiques. Le secteur agricole a été l'un des secteurs productifs les plus directement touchés par ces politiques restrictives, les premières économies étant souvent faites à son encontre.

Dans chaque pays, on observe une tendance à la réduction de la part relative des dépenses publiques affectées au développement rural au cours des années 80. Cette réduction a souvent été accompagnée d'une modification de la structure d'affectation des ressources budgétaires, les cultures vivrières étant délaissées au profit des

cultures d'exportation non traditionnelles. La chute de l'investissement agricole a été très lourde de conséquences car, comme le soulignent divers auteurs, le niveau de celui-ci conditionne la capacité de réponse du secteur agricole et l'accroissement de sa productivité.

Cette tendance est également vérifiée en ce qui concerne le crédit. Le secteur agricole a été sévèrement touché par la politique monétaire restrictive, tant sur les volumes de prêts consentis que sur la réduction des bonifications sur les taux. Là encore, les restrictions ont été très sélectives : la tendance générale est une forte baisse des volumes de crédit pour les cultures vivrières, une baisse plus modérée pour les cultures d'exportation traditionnelles et l'apparition de lignes de crédit spécifiques pour stimuler le développement de certaines cultures d'exportation non traditionnelles, telles que les fleurs, les plantes ornementales, les fruits et légumes.

### *Incitations fiscales à l'exportation*

Pour appuyer la politique de change, les pays ont souvent cherché à stimuler le développement des exportations par le biais d'incitations fiscales telles que les CAT (*Certificados de abono tributario*) et de programmes de promotion financés généralement par les droits de douane perçus sur les importations. Les exportateurs se sont vu ainsi proposer toute une panoplie d'avantages fiscaux parmi lesquels des exemptions d'impôts sur les bénéfices des exportations non traditionnelles et sur les produits importés entrant dans la fabrication des exportations, des permis d'importer sans nécessité d'un accord préalable et avec droits de douane réduits.

### *Impact sur le secteur agricole*

Les différentes mesures de politique économique mises en œuvre au cours des années 80 n'ont pas toutes joué dans le même sens quant à leur impact sur le secteur agricole. Les mesures correspondant à la phase de stabilisation ont sans conteste pénalisé durement le secteur agricole du fait de la réduction des services publics et de l'élimination de certaines subventions. Celles ayant trait à la phase d'ajustement proprement dit ont eu un impact plus mitigé. Selon la théorie, le secteur agricole, étant essentiellement constitué de biens commercialisables, devait tirer profit d'une politique de dépréciation du taux de change, car celle-ci est censée améliorer les termes de l'échange interne au profit de l'agriculture. De plus, la modification du système de prix relatifs, l'une des orientations fondamentales des politiques d'ajustement structurel, devait favoriser l'offre de biens en général, l'offre de biens agricoles en particulier.

La prise en compte de la réalité nuance de manière importante cette analyse : dans la grande majorité des pays latino-américains, le produit intérieur brut agricole a certes crû légèrement plus vite que le produit intérieur brut total au cours des années 80, mais cette amélioration a toutefois été inférieure à l'accroissement démographique. De plus, cette lente croissance de la production agricole généralement observée masque une évolution très différenciée au sein du secteur.

Ainsi, en ce qui concerne la production, les principales activités agricoles ont réagi très différemment aux mesures de politique économique et de politique agricole. Bien que d'importantes variations existent d'un pays à un autre, rendant malaisée toute généralisation tranchée, quelques grandes tendances peuvent être esquissées :

- croissance modérée mais régulière de la production animale, qui semble moins sensible aux aléas conjoncturels que les cultures annuelles ou pérennes ;
- accroissement de la production agricole à plus forte utilisation d'intrants et de main-d'œuvre salariée (riz, soja, sorgho), particulièrement dans les pays où les salaires réels ont chuté à la suite du processus de stabilisation (Mexique, Equateur) ;
- évolution plutôt erratique des cultures traditionnelles d'exportation (café, cacao, banane, sucre). Les effets incitatifs des dévaluations sur ces exportations semblent avoir été partiellement annulés par un contexte international peu favorable. De plus, l'existence de quotas sur les marchés mondiaux de la plupart de ces produits a constitué un frein à l'accroissement des exportations ;
- baisse tendancielle de la production de cultures vivrières par habitant, notamment pour le maïs et le haricot (*frijol*). Cette baisse a été accompagnée par une augmentation des importations alimentaires. Notons toutefois pour la plupart des pays l'absence d'une politique suivie en matière de cultures vivrières (soutiens conjoncturels à la production introduits une année, supprimés l'année suivante), même si la tendance à long terme est à la suppression de toute subvention considérée comme faussant le système de prix relatifs optimum ;
- forte progression des cultures non traditionnelles destinées à l'exportation. Il s'agit principalement de fruits et légumes, fleurs et plantes ornementales, produits de la pêche (crevettes). La modification des taux de change et les nombreuses incitations fiscales ont sans conteste favorisé cette évolution récente, mais divers indicateurs laissent supposer que le rythme de progression de ces dernières années ne pourra être maintenu à l'avenir. Les marchés de ces produits sont

relativement étroits alors que de nombreux pays, obéissant à une même politique, ont développé simultanément leurs exportations en se faisant ainsi une vive concurrence. Des signes de saturation commencent à apparaître.

L'impact des programmes d'ajustement sur les structures productives a été également marqué. La tendance de fond est la fragilisation des petites exploitations agricoles diversifiées et la constitution d'oligopoles productifs, le plus souvent à base de capitaux étrangers, pour les cultures d'exportation non traditionnelles.

Les petits producteurs ont été, dans leur très grande majorité, directement touchés par la réduction des dépenses publiques agricoles et du crédit, et de ce fait pénalisés au niveau des productions pour le marché interne. Par ailleurs, ils n'ont que très partiellement pu profiter des politiques incitatives visant à développer les cultures d'exportation. L'un des principaux facteurs limitant l'intégration des petits producteurs est l'inorganisation des circuits de commercialisation des produits d'exportation au niveau national. De ce fait, il n'y a pas d'autre possibilité pour les petits producteurs que de passer par les conditions d'un très petit nombre d'entreprises qui possèdent un accès direct au marché international. Ce sont ces entreprises qui profitent principalement des augmentations de prix dues à la dévaluation et des incitations fiscales de toute nature.

A cet égard, le cas du Costa Rica est significatif.

Le développement rapide des exportations d'ananas au cours des années quatre-vingts est directement lié à la création en 1982 de l'entreprise PINDECO, filiale du groupe international DEL MONTE, qui possédait à elle seule en 1988 46 % de la surface cultivée en ananas et contrôlait la quasi-totalité de la commercialisation de ce fruit.

Outre l'ananas, selon des données du Banco Nacional de Costa Rica, 40 % des 5 000 hectares de noix de macadamia, 80 % des 6 100 hectares d'agrumes et 52 % des surfaces en fleurs appartiennent à des entreprises à capitaux étrangers qui se sont installées ou ont développé leurs activités à partir de 1984-1985 du fait de la modification du taux de change mais aussi des nombreuses incitations fiscales octroyées par le gouvernement.

Cette tendance à la concentration des capacités productives, accompagnée d'une introduction croissante de capitaux étrangers, est observée non seulement pour les exportations agricoles nouvelles, mais également pour la banane. Selon une note du Banco Nacional, la participation nationale dans la production de bananes a baissé au cours des dernières années (36 % en 1988) et pourrait continuer à baisser à court et moyen termes,

alors que l'Etat fait un gros effort fiscal pour stimuler la production bananière. Il semble bien qu'une part importante des incitations financières destinées aux exportations agricoles ait été captée par un nombre très restreint d'investisseurs et que la grande majorité des producteurs ait été dans l'incapacité d'en tirer profit.

Au cours des années quatre-vingts, le secteur agricole a été traité dans les différents pays d'Amérique latine comme tout autre secteur productif. Les orientations de politique économique générale ont été déterminantes pour l'évolution du secteur. La politique agricole n'a plus eu l'autonomie ni les moyens de compenser les effets les plus négatifs sur le secteur, mais aussi sur la pauvreté rurale et périurbaine.

### LE SECTEUR AGRICOLE EST-IL UN SECTEUR PRODUCTIF COMME LES AUTRES ?

Une première constatation s'impose : dans tous les pays où l'agriculture a été délaissée, les indicateurs sociaux sont mauvais. C'est notamment le cas du Venezuela qui possède le plus fort PNB par habitant d'Amérique latine (3 250 dollars en 1988) et présente pourtant un taux de mortalité infantile et des indices de malnutrition anormalement élevés. Au Mexique, l'agriculture vivrière était excédentaire avant 1970 ; le pays est devenu depuis importateur net d'aliments, avec une dégradation correspondante des indicateurs sociaux. A l'opposé, le Costa Rica dont le secteur agricole a été historiquement jugé prioritaire, présente les indicateurs sociaux les plus élevés d'Amérique latine.

De toute évidence, le secteur agricole joue un rôle social spécifique dans le processus de développement d'un pays. Outre sa contribution à la richesse nationale et au maintien de l'emploi, donc de la population, dans les zones rurales, le secteur agricole fournit dans tous les pays latino-américains une partie importante de l'alimentation nationale, c'est-à-dire qu'il contribue de façon prépondérante à la sécurité alimentaire nationale. Certes, le concept même de sécurité alimentaire n'implique pas nécessairement l'autosuffisance complète et les besoins alimentaires d'une population peuvent être conjoncturellement couverts par des importations, mais il ne paraît pas souhaitable

qu'une forte dépendance vis-à-vis des importations alimentaires devienne structurelle. En effet, cette dépendance augmente la sensibilité aux fluctuations du marché international et à d'éventuelles pressions politiques externes. Dans certains pays où le prix national de divers produits alimentaires est actuellement supérieur au prix mondial, il est impossible d'assurer que la situation ne s'inversera pas et que même à un prix largement supérieur aux coûts de production nationaux, il sera toujours possible de s'approvisionner sur le marché mondial. Il faut donc intégrer au concept de sécurité alimentaire une dimension de long terme qui se trouve être en univers incertain. Or, s'il est facile de freiner, voire d'arrêter, une activité productive au nom de données conjoncturelles, il est beaucoup plus difficile, si les conditions changent, de relancer cette activité une fois que les capacités de production ont été détruites.

De par son statut particulier et le rôle qu'il joue dans la société, le secteur agricole ne peut être considéré et traité comme un secteur productif tout à fait comme les autres au moment de définir la politique sectorielle. Le souci d'améliorer la productivité doit y être présent comme ailleurs, mais ne doit pas constituer l'unique critère d'orientation de la politique agricole. Les considérations d'efficacité économique des agents doivent s'articuler avec la prise en compte d'autres aspects tels que le partage du revenu et de la richesse nationale, le maintien de la paix sociale, l'équilibre démographique entre villes et campagnes, sous peine de conduire à des désordres politiques et une déstructuration en profondeur de la société. Or, les désordres sociaux et politiques sont sources de distorsions économiques importantes : allocation de ressources vers des secteurs non productifs (armée, police), destruction de l'infrastructure existante... La prise en compte du coût de ces désordres modifierait sans nul doute le calcul de l'optimum économique en faveur du secteur agricole.

### Indicateurs sociaux

	PNB/hab. 1988, US\$	Taux de mortalité ‰	Apport calorique quotidien moyen	Analpha- bétisme %	Popul. rurale en pauvreté absolue %
Vénézuela	3250	35	2494	13	56
Mexique	1760	46	3132	10	49
Costa R.	1690	18	2803	6	34
Colombie	1180	39	2542	12	67
Equateur	1120	62	2058	18	65

Banque Mondiale et FAO

Dans cette perspective, l'évolution récente du secteur agricole dans la plupart des pays d'Amérique latine est préoccupante. L'abandon de toute politique agricole autonome au profit de l'application sectorielle d'une politique globale prive l'agriculture du traitement particulier qui devrait être le sien, notamment en ce qui concerne la fourniture de services et le maintien d'un minimum de protection de la production pour le marché interne. L'élimination des politiques de soutien à la production vivrière marchande et le recours de plus en plus fréquent à des importations alimentaires livrées à des conditions concessionnelles, la concentration accélérée des structures productives aux mains d'un petit nombre d'entreprises, souvent filiales de groupes étrangers, ont fortement contribué à fragiliser les petites exploitations agricoles.

Il est donc important de redonner à la grande majorité des producteurs agricoles les moyens de participer activement au processus productif national. Cela passe tout d'abord par le soutien d'une agriculture destinée à satisfaire la demande interne, mais aussi par la création des infrastructures et des services nationaux permettant aux petits et moyens producteurs de s'associer à l'agriculture d'exportation en position moins désavantageuse que par le passé.

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale. 1990. *Rapport sur le développement dans le monde*.
- Banque mondiale. 1989. *Colombia, country economic memorandum : productivity, growth and sustained economic development*.
- CEPAL. 1986. *The economic crisis : policies for adjustment, stabilization and growth*. Cuadernos de la CEPAL n°54.
- DE JANVRY, A. et SADOULET, E. 1989. "Investment strategies to combat rural poverty : a proposal for Latin America" in *World Development*, vol. XVII, n° 8, pp. 1203-1221.
- FALLAS, H. et RIVERA, E. 1988. *Agricultura y cambio estructural en Centroamérica*. Serie Documentos de Programas. n° 8. IICA. Costa Rica.
- FAO. 1989. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*.
- LUISELLI, C. 1988. *Las políticas de ajuste estructural sobre el sector agroalimentario de México*. Editorial IICA. Costa Rica.
- MARTINEZ, A. 1987. *Colombia : effects of the adjustment policy on agricultural development*. CEPAL review n° 33 pp. 91-105.
- MORA, J. 1989. "Los campesinos y la exportación de productos agropecuarios" in *Los campesinos frente a la nueva década*. William Reuben Soto compilador. Editorial Porvenir. Cecade. Costa Rica.
- NORTON, R. 1987. "Agricultural issues in structural adjustment programs." *FAO economic and social development paper* n° 66. FAO. Rome.
- POMAREDA, C. y al. 1989. "Las políticas macroeconómicas y la agricultura" Serie *Documentos de Programas*. n° 14. IICA. Costa Rica.
- RIVERA, R. et ROMAN, I. 1989. "Ajuste estructural y alternativas productivas para los pequeños productores" in *Los campesinos frente a la nueva década*. William Reuben Soto compilador. Editorial Porvenir. Cecade. Costa Rica.
- SALGADO, G. 1987. *Ecuador : crisis and adjustment policies. Their effect on agriculture*. CEPAL review n° 33 pp. 129-143.
- VERMEER, R. 1989. "La política agraria de la administración Arias en el marco del ajuste estructural" in *Los campesinos frente a la nueva década*. William Reuben Soto compilador. Editorial Porvenir. Cecade. Costa Rica.

# CHANGEMENT TECHNIQUE ET STRATÉGIES PAYSANNES

Trois études de cas :  
Chili, Colombie, Honduras

Guy Durand  
ENSA-INRA  
Rennes, France

Le processus de modernisation<sup>1</sup> des agricultures latino-américaines (CHONCHOL, 1986 et 1990) n'a pas touché de la même manière les diverses formes de production. Les grands bénéficiaires ont été sans conteste les moyennes et grandes exploitations qui se sont transformées en véritables entreprises agricoles faisant appel au travail salarié. Les grands perdants étant les minifundistes et paysans sans terre réduits à l'état de réservoir de main-d'œuvre, dans lequel on peut puiser au gré des besoins. Ils constituent actuellement la majeure partie des pauvres dans le monde rural (FAO, 1988). L'agriculture paysanne au sens où on l'entend habituellement - exploitations employant peu ou pas de salariés et possédant de faibles moyens de production - n'a pas pour autant disparu. A la fin des années soixante-dix, on peut résumer son importance à quelques chiffres : 13,5 millions d'exploitations, 20 % des terres mais 44 % des surfaces récoltées. Si son activité est souvent confinée dans la production de denrées de base (maïs, haricot, pomme de terre...), sa part est significative pour quelques produits exportables (café, cacao, fruits et légumes...). En dépit des diverses politiques : réforme agraire, colonisation, développement rural intégré, on peut affirmer que cette agriculture paysanne a été peu touchée par cette modernisation. Plus grave, le "gap" technique entre elle et les formes dites modernes ne cesse de s'accroître<sup>2</sup>. Selon Martin PINEIRO<sup>3</sup>, les faibles performances obtenues dans le passé s'expliquent, entre autres, par une approche trop partielle qui ne prend pas en compte la complexité des situations ; les institutions chargées du changement

technique n'offrent pas d'options viables et compatibles avec les besoins et ressources des petits paysans<sup>4</sup>. Pourtant, depuis quelques années, les centres internationaux de recherche agronomique ont développé des recherches socio-économiques en suivant une approche systémique qui rend mieux compte de la complexité des exploitations agricoles<sup>5</sup>. Ces travaux mobilisent des équipes de chercheurs issus de plusieurs disciplines mais les délais de réalisation sont souvent fort longs.

Nos études de cas au Chili, Colombie et Honduras, montrent comment la diversité des comportements paysans s'oppose à une vision souvent simpliste du changement technique. On s'attachera en priorité à analyser le comportement au niveau de l'unité de production au moyen d'une méthode de diagnostic rapide s'appuyant sur l'analyse systémique. Après avoir présenté la nature et le contexte des programmes de transfert de technologie, nous exposerons succinctement la méthode utilisée et les différents types de stratégies adoptées par les paysans.

## TROIS ÉTUDES DE CAS

Les trois projets ont en commun d'être dirigés à des exploitations mêlant agriculture et élevage. Ils visent à introduire des techniques plus productives (accroissement de la productivité de la terre, du travail ou des performances des animaux).

### *Chili : développement de l'élevage bovin et ovin dans l'île de Chiloë*

La recherche se situe en amont d'une opération de recherche-développement. AGRARIA, ONG d'appui à la petite agriculture, souhaitait compléter son diagnostic de l'île par une connaissance des différents types d'éleveurs bovins et ovins lui permettant d'identifier les atouts et contraintes des systèmes observés. Le produit de cette recherche servira de base à l'élaboration d'une stratégie d'intervention d'AGRARIA : type d'appui technique et financier, nature des expérimentations à conduire sur sa station de Caulín dans le nord de l'île. L'île de Chiloë présente la particularité de concentrer un nombre important de petits agriculteurs (environ 12 000), apparemment relativement homogènes du point de vue de leur taille et des types d'activités, la plupart délaissés par les services de vulgarisation

<sup>1</sup> Au sens de l'utilisation des progrès récents de la science et de la technique.

<sup>2</sup> ECHENIQUE J, ROLANDO N, 1989.

<sup>3</sup> PINEIRO M., 1989, p.47.

<sup>4</sup> Voir aussi (P. CAMPAGNE, 1982 pp. 37-44) pour une discussion sur les rapports entre les institutions et les paysans.

<sup>5</sup> PILLOT D., 1987 ; SIMMONDS N.W., 1986.

étatiques. Beaucoup ont une activité autre qu'agricole : pêche, charroi du bois, migration temporaire en Argentine pour la tonte des moutons, artisanat rural. Ces activités extérieures restent aléatoires, il est donc normal de chercher dans l'agriculture les voies d'amélioration des conditions de vie. Bien que Chiloé soit l'une des régions d'origine de la pomme de terre, son avenir local semble compromis par la concurrence du continent, il reste donc l'élevage bovin et ovin qui possèdent un potentiel appréciable.

*Colombie : programme de Développement rural intégré (DRI) dans le département de Magdalena, le village de Media Luna*

L'originalité de Media Luna réside dans la présence d'une étendue plate d'environ 3 000 ha de terres communales : la *Colorada* sur laquelle le bétail est interdit et cela dans une région où domine l'élevage extensif. Ces terres sont données en usufruit aux agriculteurs en parcelles de 1 à 10 ha. On y cultive le manioc, culture de base du système, pur ou en association avec maïs ou sésame, un peu de haricot et du riz sur les terres basses. Quelques agriculteurs pratiquent en outre l'élevage en dehors de la *Colorada*.

Plusieurs problèmes se posent dans cette zone auxquels doit faire face le DRI : manque de terres, baisse de fertilité des sols, développement des maladies des plantes, difficultés de commercialisation du manioc, monopole des détenteurs de tracteurs. L'axe central du DRI reste l'augmentation de la production et de la productivité des exploitations par l'adoption d'un paquet technique adapté aux conditions de la petite agriculture. La recherche s'est donc centrée sur l'adéquation des projets aux différentes exploitations et sur l'explication des réticences des agriculteurs.

*Honduras : transfert de technologies pour relancer la production laitière dans le nord du pays (région de La Ceiba)*

Le programme de transfert de technologies conduit par le service agriculture de la Banque centrale s'adresse à tous les éleveurs petits ou grands. Si l'élevage domine dans la région, on y rencontre aussi des cultures d'exportations : ananas, cacao, palme africaine et des cultures vivrières : maïs, haricot. Les performances (moins de 600 litres de lait par vache et par an) justifient ce programme de transfert de techniques déjà utilisées et éprouvées dans d'autres pays (deux traites par jour, introduction de races améliorées, insémination artificielle, complémentation alimentaire...). D'une exploitation jugée représentative on

définit un modèle amélioré qui permet de déduire, à partir d'une liste établie par la Banque, les techniques à introduire. Elles sont diffusées en premier lieu dans les exploitations pilotes suivies sur le plan technique et financier. Là aussi, la recherche se situe en aval : il s'agit de vérifier l'adéquation du programme aux différents systèmes identifiés. Contrairement aux deux cas précédents, nous avons d'emblée une population hétérogène : agriculture paysanne et grandes exploitations.

**DU FONCTIONNEMENT TECHNICO-ÉCONOMIQUE À LA STRATÉGIE**

La compatibilité entre les programmes d'intervention et les paysans ciblés s'appuie sur une connaissance du comportement technico-économique de ces derniers. A ce titre l'analyse systémique est un outil privilégié. Elle repose sur deux principes clés : le couple famille-exploitation est assimilé à un système<sup>1</sup>, et les décisions prises par l'agriculteur sont considérées cohérentes par rapport à sa vision. C'est le postulat de rationalité qui peut s'exprimer par cette formule "les agriculteurs ont des raisons de faire ce qu'ils font"<sup>2</sup>. C'est donc bien l'unité de production, en tant que système de production qui est l'objet de la recherche. Sa caractérisation fait appel aux outils de l'agronome et de l'économiste. Il nous faut en décrire la structure (éléments constitutifs stables du système) et le fonctionnement (flux entre les éléments et mécanismes de régulations qui dépendent ou non de l'intervention du paysan). La caractérisation doit déboucher sur une typologie qui nous renseigne seulement sur les relations particulières qui existent entre structure et fonctionnement des systèmes. Elle ne présente pas de valeur explicative des pratiques paysannes. Pour cela il nous faut ajouter l'acteur principal du système, le paysan, et essayer d'identifier ce qui le conduit à adopter telle pratique ou tel système. C'est de cette confrontation que l'on pourra réellement déceler sa logique et donc déduire sa stratégie. Ainsi, le repérage des techniques et des possibilités d'amélioration ne se fait pas indépendamment du contexte dans lequel elles s'insèrent. Ce sont les inter-relations entre techniques et fonctionnement du système-stratégie qui constituent la pièce centrale du diagnostic.

<sup>1</sup> Pour une discussion sur la notion du système et une application à l'exploitation agricole, voir BONNEVIALE *et alii*, 1989, chapitres I et II. Voir aussi BROSSIER J., 1989.

<sup>2</sup> BONNEVIALE *et alii*, 1989, p.65.



La réalisation d'une typologie de fonctionnement et l'identification des stratégies reposent sur la réalisation d'enquêtes approfondies débouchant sur des monographies d'exploitations. Elle pose deux types de questions : la taille et la représentativité de l'échantillon et le type d'enquête. L'échantillon est relativement réduit (diagnostic rapide) et vise à représenter au mieux la diversité des systèmes. La représentativité statistique n'est pas recherchée, les exploitations enquêtées font l'objet d'un choix raisonné. L'enquête, elle-même, est de type semi-directif : il s'agit de décrire le plus précisément possible le système mais aussi de faire parler l'agriculteur.

## RÉSULTATS

### *Honduras*<sup>1</sup>

L'observation des techniques et des pratiques a permis d'élaborer une typologie fonctionnelle des systèmes de production. On a pu constater que certaines techniques (l'allotement) conditionnent le fonctionnement global du système : elles constituent de ce fait un critère discriminant de la typologie. La division du troupeau détermine les méthodes d'élevage des veaux, le contrôle de la reproduction, l'utilisation des pâturages... On ne peut donc pas introduire de techniques nouvelles sans remettre en cause la cohérence du système. Cette typologie fonctionnelle distingue ainsi :

- les exploitations sans division du troupeau. Très petites (moins de 20 ha), niveau technique très faible, toutes les opérations sont manuelles, le capital fixe est limité aux clôtures. Elles pratiquent souvent des cultures vivrières.
- systèmes extensifs "de base" ou "avancés". L'exploitation est grande mais sous-utilisée. La division du troupeau entraîne de nombreuses modifications mais l'élevage reste rudimentaire. Dans les systèmes "avancés" apparaît un apport extérieur de sels minéraux et un meilleur contrôle du troupeau.
- systèmes intensifs. L'intensification apparaît à divers niveaux : pâturages, alimentation complémentaire, deux traites par jour. Parmi les plus intensives (en général de dimension moyenne : 40 ha) on pratique l'insémination artificielle, la fertilisation des pâturages.

Partant de cette typologie, l'étude socio-économique apportera l'explication du choix des différents systèmes par les éleveurs. L'enquête fait clairement ressortir les différences de comportement suivant que l'exploitation est familiale ou d'entreprise (capitaliste) :

- par rapport au revenu extérieur à l'élevage (culture vivrières, cultures de rente, travail extérieur) qui est un complément pour l'exploitation familiale et une source de placement pour l'exploitation d'entreprise. Dans certaines petites et moyennes unités familiales l'élevage, en fournissant une épargne préalable voire un accroissement de la surface, peut faciliter un passage des cultures vivrières aux cultures de rente .
- risque : l'exploitation familiale utilise l'élevage dans le cadre d'une stratégie anti-risque, d'écêtement des revenus par un processus d'épargne-désépargne en têtes de bétail. En revanche, les exploitations d'entreprise peuvent se permettre des investissements plus risqués grâce notamment aux crédits bancaires.
- travail : l'abondance et le faible coût du travail familial (coût d'opportunité quasi nul) conduit à des pratiques techniques gourmandes en main-d'œuvre mais cependant très productives à l'hectare s'agissant notamment des fourrages.

A l'issue de cette typologie fonctionnelle et de l'analyse socio-économique, il ressort que les comportements des éleveurs peuvent s'articuler autour de quatre stratégies principales :

- une stratégie dite "cheptel" qui vise à maximiser le nombre d'animaux, le troupeau étant utilisé à la fois comme banque ou comme assurance. Elle est surtout le fait de petites exploitations familiales qui ne pratiquent pas de division du troupeau ; l'intensification est basée sur le travail familial.
- une stratégie dite "terre" qui concerne des systèmes extensifs avec division du troupeau. L'augmentation de la capacité de production passe par l'achat de terres de préférence à l'augmentation du cheptel ou au recours aux intrants. S'il s'agit d'exploitations familiales, l'éleveur ne veut pas prendre de risques pour sa famille en intensifiant, l'augmentation de la surface lui permet d'employer toute la main-d'œuvre familiale et à plus long terme diviser l'exploitation entre ses enfants. Pour l'exploitation d'entreprise, l'achat de terres correspond à un investissement sans risque qui permet en outre à l'éleveur (souvent absentéiste) de garantir les emprunts bancaires pour l'exploitation ou d'autres activités (commerciale, immobilière, etc.).
- une stratégie dite "capital" qui concerne des exploitations qui intensifient sur une surface réduite. Tous les éleveurs de ce type ont un travail extérieur qui leur donne un revenu élevé et peuvent donc prendre des risques. Les profits souvent élevés réalisés sont systématiquement réinvestis et se trouvent capitalisés dans la valeur vénale de l'exploitation.

<sup>1</sup> BEURET J.E. 1987, 1988.

- enfin une stratégie "mixte" qui consiste à intensifier modérément en continuant à augmenter progressivement la taille de l'exploitation. C'est souvent le fait d'éleveurs qui ne vivent que du revenu de leur exploitation et donc qui ne peuvent pas prendre les mêmes risques que ceux cités précédemment.

En termes dynamiques, il apparaît que l'évolution d'une situation à une autre peut s'effectuer selon deux voies possibles : soit par intensification, soit par un accroissement des superficies de l'exploitation. Les chemins sont donc multiples mais les possibilités réelles d'évolution sont limitées du fait de l'importance des modifications engendrées par un changement de système ainsi que du poids des facteurs sociaux sur le choix d'une stratégie.

#### *Chili : les systèmes d'élevage chiliotes<sup>1</sup>*

La typologie a permis d'identifier deux groupes et plusieurs sous-types.

Le premier groupe réunit les paysans qui ne vivent que de l'élevage et dont la taille économique permet de dépasser le seuil de reproduction simple. L'objectif principal de ces paysans est l'amélioration de la productivité de l'élevage. On y trouve deux sous-types, l'un plus orienté vers la production laitière destinée à la vente (laiterie d'Ancud ou vente directe auprès des consommateurs urbains sous forme de lait fluide ou de fromage), l'autre se spécialisant plutôt vers la production de bovins-viande et vendant surtout des animaux maigres qui seront engraisés chez de gros éleveurs de l'île ou du continent.

Les éleveurs de ce premier groupe sont confrontés à deux types de problèmes : l'amélioration des prairies et l'organisation de la commercialisation des produits. L'amélioration des prairies se heurte à la fertilisation (correction du niveau de phosphore notamment) et à celle du choix entre deux voies : l'amélioration des prairies permanentes ou la création de prairies temporaires. Pour l'une et l'autre de ces questions, on manque de références agronomiques précises adaptées aux conditions agro-écologiques de l'île. D'autres problèmes sont plus spécifiques à chacun des sous-systèmes identifiés : alimentation et santé des vaches en lactation, amélioration génétique des animaux à viande, conduite de l'engraissement. La commercialisation doit passer notamment par l'organisation des producteurs de viande pour mieux valoriser leurs produits auprès des intermédiaires de l'île ou sur les *ferias* du continent et par une renégociation des conditions d'accès à la laiterie Chilolac d'Ancud.

<sup>1</sup> TOSCA G., 1989.

Le deuxième groupe réunit les paysans qui doivent compléter leurs revenus par le travail extérieur et les activités non agricoles, la location de prairies lorsque l'argent manque pour acheter les animaux et le recours au charroi du bois pour le compte des scieries en utilisant la traction bovine. Ce groupe semble peu préoccupé par l'accroissement de la production. La sécurité l'emporte ici sur l'objectif d'accroissement de la productivité. Un premier sous-groupe réunit des minifundistes dont les activités sont relativement diversifiées (cultures, élevage bovin orienté vers l'autoconsommation et une fonction d'épargne et l'élevage ovin pour la laine) mais qui doivent cependant recourir au travail extérieur et des paysans propriétaires de terres pour l'achat desquelles ils s'étaient endettés vers la fin des années 70 et qui ne disposent plus de ressources suffisantes pour acheter les animaux seuls susceptibles de les valoriser. Ces derniers prennent alors des animaux en location pour valoriser leurs terres. Un deuxième sous-groupe correspond à des paysans disposant d'un cheptel ovin orienté vers l'autoconsommation et de quelques bovins de trait qu'ils utilisent pour l'exploitation de la forêt : vente de travail de charroi de bois aux scieries voisines. Dans ce cas, les sols sont souvent de mauvaise qualité et les prairies mal entretenues. Les revenus sont faibles et ne permettent pas d'épargner de façon continue, seuls les animaux constituent un fonds de réserve mobilisable.

Ainsi, dans ce groupe, le comportement des éleveurs est dominé par trois types d'objectifs : assurer une autoconsommation aux moindres frais, maximiser l'apport de travail des bœufs, constituer un fonds de réserve.

#### *Media Luna (Colombie)<sup>2</sup>*

Partant de systèmes de cultures relativement homogènes, les différences de fonctionnement apparaissent dans les relations entre le système de culture et le reste du système de production selon que l'agriculteur possède ou non un troupeau et/ou exerce une activité extérieure. Les besoins de la famille (selon la taille, l'âge du chef d'exploitation) sont aussi importants. Enfin l'évolution historique sur les vingt-cinq dernières années nous fournit un élément essentiel. En effet, en 1960, les agriculteurs pratiquaient une agriculture tournante sur 1 ou 2 ha (brûlis, culture de manioc, maïs et jachère) pour l'autoconsommation. L'introduction du tracteur a constitué un puissant facteur de différenciation. Dès 1964, la situation foncière était bloquée, toute la *Colorada* étant défrichée. L'accroissement de la superficie cultivée a surtout bénéficié aux agriculteurs qui avaient à l'époque une trentaine d'années et

<sup>2</sup> MOUTON F., 1986.

qui avaient charge de famille (groupe 1), les autres plus jeunes, ayant de faibles besoins familiaux ou qui exerçaient une activité extérieure n'ont pas changé (groupe 2). Dans le groupe 1, certains agriculteurs cherchent à capitaliser et à devenir éleveur et cela par un processus assez complexe : constitution d'un troupeau, puis vente pour acheter des terres et enfin reconstitution progressive d'un nouveau troupeau, le tout en dehors de la *Colorada*. Cependant, les crédits DRI pour les cultures sont souvent "détournés" pour l'achat des animaux, le remboursement se faisant par le travail extérieur (migration au Venezuela). Une activité de négoce agricole ou un élevage complémentaire (porcs par exemple) peuvent permettre cette épargne préalable. L'importance des ressources extérieures permet seule d'expliquer les différences de taille du troupeau et de surface. Dans le groupe 2, le retard pris n'a jamais pu être comblé, l'insuffisance de terres oblige les agriculteurs à recourir à une activité extérieure (maçonnerie, ébénisterie, pêche, travail dans les exploitations d'élevage...) pour couvrir les besoins de la famille. Il en va de même pour les agriculteurs installés après 1970 sur moins de 3 ha : le seuil de viabilité semble être d'au moins 5 ha sur la *Colorada*.

### CONCLUSION

Les programmes de transfert de technologie élaborés et mis en œuvre par les institutions, même si un effort est fait pour les adapter aux paysans à faibles ressources, s'appuient tous sur le même raisonnement. Il s'agit le plus souvent d'actions portant sur une production ou une activité (crédit, assistance technique) qui privilégie l'objectif d'accroissement du revenu monétaire que le paysan est censé atteindre par l'intensification. Or les typologies obtenues à la suite des diagnostics rapides dans les trois cas étudiés nous suggèrent des comportements beaucoup plus différenciés que ceux habituellement retenus par ces institutions. Sauf cas exceptionnels, la maximisation du revenu monétaire n'est pas l'objectif prioritaire. La sécurité du système famille-exploitation lui est souvent préférée, elle conduit à rechercher un cheptel plus nombreux plutôt que plus performant, à accroître la superficie plutôt qu'à intensifier. Dans les deux cas, la diminution du risque productif semble être l'explication. L'accumulation apparaît aussi comme un objectif important mais reste perçue dans le long terme et passe par l'accroissement des capacités de production. On remarquera d'ailleurs à ce propos que dans ce processus l'animal ne constitue qu'un moyen transitoire vers

l'acquisition de terres, considérée comme seule base solide de l'accumulation. L'animal peut en revanche jouer le rôle d'épargne de précaution face aux aléas productifs, voire familiaux. L'accumulation sous forme de terre n'est pas recherchée pour elle-même mais là aussi pour une sécurité actuelle et future (transmission aux enfants).

L'intensification n'est pas non plus la seule voie retenue par les paysans, on le voit bien sûr au Honduras avec la stratégie "terre" ou dans le groupe 2 de Chiloë. A Media Luna, le cas est d'ailleurs original puisque l'intensification recherchée par l'action crédit n'a pas lieu. Celui-ci est détourné vers l'achat d'animaux et son remboursement s'effectue par le recours au travail extérieur qui entre de ce fait en concurrence avec le travail nécessaire à des pratiques plus intensives. Le DRI n'avait pas pris en compte l'ensemble du système de production agriculture et élevage.

On comprend alors que les stratégies déterminent autant les choix techniques que l'inverse. Il ne suffit donc pas de proposer des techniques à priori plus performantes pour conduire automatiquement à leur adoption. En revanche, la connaissance des stratégies et des relations stratégies-fonctionnement des systèmes peut permettre de mieux cibler les interventions. Ainsi au Honduras, les éleveurs adoptant une stratégie cheptel seront sans doute réceptifs à des apports concernant la santé animale, l'amélioration génétique, la maîtrise de la reproduction, actions peu coûteuses qui s'intègrent bien dans leur logique. En revanche proposer une intensification aux éleveurs de stratégie terre et dont l'objectif est la recherche de la sécurité est inutile.

Ce type de diagnostic rapide utilisant l'approche systémique se révèle donc un outil intéressant d'évaluation, il peut aussi être utilisé en amont des programmes pour orienter les actions à mettre en œuvre comme c'est le cas à Chiloë. Les résultats obtenus doivent cependant être appréciés avec modestie : il s'agit plus de pistes pour les recherches complémentaires que de certitudes pour l'action. Tout programme de développement doit en effet s'accompagner d'un processus d'évaluation permanente et laisser la possibilité d'inflexions et de modifications. Cela suppose aussi, et c'est l'orientation que prend une ONG comme AGRARIA à Chiloë, une participation effective des paysans au processus de recherche et de développement les concernant. Permettre, selon les termes de SORJ et WILKINSON "aux paysans d'accéder à l'état de citoyens". En fin de compte le progrès technique n'est pas automatiquement un progrès économique et social.

## BIBLIOGRAPHIE

- BARLOY J., DURAND G., 1988. *Systèmes de production et transfert de techniques. Le cas du Honduras*, compte rendu de recherche, ENSA Rennes.
- BEURET J.E., VALLET L., octobre 1987. *Etudes des systèmes et stratégies d'élevage laitier dans le Nord du Honduras*, mémoire DEA de l'université de Montpellier, mémoire fin d'études ENSFA Rennes.
- BEURET J.E., mai 1988. *Evaluation d'un programme de développement de la production laitière dans la région nord du Honduras. L'apport de l'analyse systémique*, ENSA Rennes, document ronéotypé.
- BEURET J.E., 1989. *Les typologies de stratégies agricoles : un outil pour l'agro-économiste. Proposition méthodologique et applications*, ENSA Rennes, document ronéotypé.
- BONNEVIALE J.R., JUSSIAU R., MARSHALL E., 1989. *Approche globale de l'exploitation agricole*, Institut national de recherches pédagogiques, Dijon, document INRAP n° 90.
- BROSSIER J., 1989. "Risque et incertitude dans la gestion de l'exploitation agricole. Quelques principes méthodologiques", *Le risque en agriculture*, ELDIN M. et MILLEVILLE P. éditeurs, ORSTOM, Paris.
- CAMPAGNE P., janvier-mars 1982. "Etat et paysans : la contradiction entre deux systèmes de reproduction", *Economie rurale* n° 147-148.
- CHONCHOL Jacques, 1986. *Paysans à venir. Les sociétés rurales du Tiers Monde*, La Découverte.
- CHONCHOL Jacques, mai 1990. "Modernisation agricole et stratégies paysannes en Amérique latine", *Revue internationale des sciences sociales*, n° 124.
- ECHENIQUE J., ROLANDO N., 1989. *Pequeña agricultura, una reserva de potencialidades y una deuda social*, AGRARIA, Santiago de Chili, 193p.
- FAO, 1988. "Le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes", *Revue Développement rural*, n° 10, janvier-décembre.
- MOUTON Florence, mai 1986. *Critiques d'un projet de développement rural dans une zone d'agriculture traditionnelle au nord de la Colombie. Apports de l'approche systémique*, ENSA Rennes.
- PILLOT Didier, 1987. "Recherche-développement et farming system research, concepts, approches et méthodes", *Travaux de Recherche-Développement*, GRET, Paris.
- PINEIRO Martin E., 1989. "Generation and Transfer of Technology for Poor Small Farmers", *Technology systems for small farmers. Issues and Options*, Abbas M. KESSEBA, Boulder, San Francisco and London.
- REINHARDT Nola, BARLETT Peggy, 1989. "The Persistence of Family Farms in United States Agriculture", *Sociologia Ruralis*, vol XXXIX-312.
- RIVERA Rigoberto A., 1988. "Los campesinos chilenos", série GIA/3, Santiago de Chile.
- SIMMONDS N.W., 1986. "A short Review of Farming System Research in the Tropics", *Farming Systems Series 1*.
- SORJ B., WILKINSON J., mai 1990. "Du paysan au citoyen : évolution technologique et transformation sociale dans les pays en développement", *Revue internationale de sciences sociales*, n° 124.
- TOSCA Gilles, 1989. *Diagnostic de l'élevage paysan de Chiloë (Patagonie chilienne) : éléments pour une démarche recherche développement*, ENSA Rennes.

# LES CHANGEMENTS AGRAIRES AU CHILI SOUS PINOCHET

## Une nouvelle géographie économique

Anne Dubreucq  
Université libre de Bruxelles  
Belgique

Nous allons aborder dans notre exposé le thème des transformations du secteur agricole au Chili, l'agro-exportation constituant un des piliers du modèle d'accumulation mis en place par Pinochet.

Nous structurerons notre exposé autour d'une série de cartes<sup>1</sup> qui illustrent d'une part le processus de formation de l'espace chilien et plus précisément de l'espace agricole jusqu'en 1973, d'autre part le processus de transformations qui s'opèrent sur cet espace après la prise de pouvoir de Pinochet et la mise en place de sa politique économique.

### LA FORMATION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE JUSQU'EN 1973

Le Chili naît des péripéties de l'histoire du Pérou colonial, fonctionnant en quelque sorte comme un trop-plein lorsque l'augmentation de la population espagnole au Pérou laisse de moins en moins de possibilités pour une carrière seigneuriale. Pedro de Valdivia dans son expédition de conquête du Chili espère pouvoir se tailler une concession territoriale relativement importante et trouver de l'or, ce qui lui permettrait d'articuler l'économie chilienne à l'économie espagnole. Le Chili est alors faiblement peuplé et une partie de sa population n'a pas été soumise par les Incas. L'occupation du territoire par les Espagnols ne pourra s'établir de manière stable que jusqu'au fleuve Bio-Bio, là où les Indiens avaient subi l'influence ou la domination inca. Au-delà, la résistance des Araucans confèrera à l'occupation espagnole un caractère précaire, elle ne sera alimentée que dans le but d'y exploiter l'or et bien encadrée militairement. Dans le Chili central, les *encomiendas de indios* fournissent une base démographique, rapidement raréfiée, à la cueillette des métaux dans les lavoirs d'or.

<sup>1</sup> Cartes disponibles dans l'édition des actes du colloque disponible au sein du réseau documentaire CEDOCAL.

Les *encomiendas* et les donations de terres octroyées par la couronne espagnole comme récompense pour les services rendus seront à l'origine de l'*hacienda* qui va se mettre en place dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Les mines d'or sont alors tombées en décadence car épuisées, manquant de main-d'œuvre ou retombées aux mains des *araucans* insoumis. La faible densité de population indigène durant la période coloniale fait du Chili un cas relativement atypique dans le contexte latino-américain : les *hacenderos* sont obligés pour attirer la main-d'œuvre d'offrir une parcelle de terre aux indigènes, ce qui sera à la base du système d'*inquilinaje*. Les *inquilinos* doivent en échange de l'usufruit de leur parcelle travailler un certain nombre de jours pour l'*hacienda*. Ceci diffère du système qui prévaut au Pérou où l'*hacendero* tire ses ressources principalement d'un tribut et de la *mita* imposé aux Indiens qui ont été regroupés en *reducciones*. Les *haciendas* occupent toute la partie du Valle Central et se consacrent essentiellement à l'élevage, produisant suif, cuirs et viande salée à destination du pôle minier péruvien.

### La période républicaine

La situation s'est alors complètement inversée : les contrées qui constituaient auparavant les marches de l'empire colonial ont pris de l'importance par rapport à son cœur, sous l'influence des Anglais. Ceux-ci s'attaqueront au monopole colonial là où il est le plus faible, à partir de l'Argentine, et du détroit de Magellan.

Le Chili du XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par une certaine prospérité. Les *haciendas* se sont reconverties dans la culture du blé et exportent vers le marché péruvien structurellement déficitaire, la Californie et l'Australie où la ruée vers l'or crée une demande. La volonté d'occuper les terres du Sud, propices à la culture du blé motivera le nouvel État à engager la guerre contre les Araucans. C'est l'époque où l'Araucanie sera "pacifiée". Le confinement des Mapuches dans des "réserves" va permettre la colonisation de la région.

Cette ouverture de la frontière agricole au sud aura deux effets importants sur la structure agraire :

- elle sera à la base d'un courant migratoire vers le sud et de la création d'une couche de moyenne propriété trouvant son origine d'une part dans l'offre de terres par l'Etat aux soldats ayant participé à la guerre indigène, d'autre part dans l'installation d'environ 65 000 immigrants européens, principalement allemands. Il n'y aura donc que très peu de grandes propriétés dans le Sud du pays, les quelques exceptions s'étant constituées à partir de domaines de taille moyenne par des colons qui furent capables d'agrandir leur propriété. Les exploitations gardent un caractère familial, l'usage de la terre y est plus intensif et les rapports de production sont plutôt du type salarial que d'*inquilinaje* - métayage.

- le confinement du peuple *mapuche* dans des espaces limités et l'usurpation de leurs terres va restreindre considérablement l'espace vital des indigènes et les obliger à se sédentariser et à convertir leur économie basée sur l'élevage extensif à la culture du blé.

Les profits tirés des exportations de blé fourniront au pays une certaine prospérité, ce qui rendra possible sa victoire sur le Pérou et sur la Bolivie dans la guerre du Pacifique (1879-1883). L'annexion du *Norte Grande* qui s'ensuit va permettre au Chili de s'approprier d'importants dépôts de salpêtre et des mines de cuivre et d'argent récemment découvertes. L'exploitation minière du salpêtre et de l'argent à l'aide des capitaux britanniques devient alors le secteur dynamique de l'économie tandis que les exportations de blé ont nettement diminué suite à la fermeture des marchés californiens et australiens dans les années 1858-1860.

Cependant les *terratenientes* gardent les rênes du pouvoir. Le contrôle territorial leur permet d'exercer un contrôle social sur la population paysanne et leur procure une position hégémonique face au reste de la société et à l'Etat. A son tour, le contrôle de l'Etat par les *terratenientes* leur permet de s'approprier une partie de la rente minière et financière.

#### *La situation agraire avant l'application de la réforme agraire (début des années soixante)*

La structure agraire peut être résumée comme suit :

- un *latifundio* toujours en place occupant l'essentiel du Valle Central et basé sur le système de l'*inquilinaje*.
- un cordon minifundiste dans la cordillère côtière et sur la pré-cordillère andine. C'est là, sur des terres de moindre qualité agricole qui n'avaient pas été appropriées par les *haciendas*, que la population qui a pu échapper aux *encomiendas* s'est réfugiée et a donné naissance à un secteur de petites propriétés individuelles.
- des ceintures minifundistes autour des villes. Leur origine est liée aux donations par la couronne espagnole aux soldats autour des villes récemment fondées. Ces propriétés de moindre taille se sont également subdivisées au fil du temps, et au gré des héritages.
- dans le Norte Chico, où l'agriculture ne peut bénéficier que d'un espace limité aux vallées irriguées, les *mercedes* de terre ont été à l'origine d'une forme d'exploitation communautaire où les descendants, ne pouvant s'étendre, plutôt que de diviser leurs terres, ont continué leur exploitation en commun.
- un cordon minifundiste dans la pré-cordillère centre-sud, lié à une politique de colonisation sous forme de petites propriétés encouragée par l'Etat dans les années 30.

Tous ces secteurs minifundistes alimentent un exode rural important, principalement dirigé vers Santiago :

- l'Araucanie et la région de La Frontera où prédomine la moyenne propriété à caractère familial ;
- les réserves *mapuches* dont le caractère restreint s'est encore accentué suite à l'expansion démographique ;
- la consolidation de grandes *estancias* d'élevage d'ovins dans le Sud encore très peu peuplé.

### LES TRANSFORMATIONS AGRAIRES SOUS PINOCHET

#### *Pourquoi la structure agraire a-t-elle peu évolué ?*

Lors de la crise de 1930, il y avait au Chili, d'une part des capitaux, d'autre part une base urbaine liés à l'exploitation minière et à l'essor économique sous l'influence du commerce avec les Anglais. Les conditions étaient donc réunies pour la mise en place d'un nouveau mode d'accumulation basé sur la substitution d'importations et qui sera financé par les exportations de cuivre.

Pourtant, malgré la crise du modèle primaire-exportateur, les classes latifundières conservent une place importante dans le système de pouvoir, même si elles sont amenées à partager une part de celui-ci avec certains secteurs des classes moyennes et de la bourgeoisie industrielle naissante. Cela déterminera la stagnation des rapports de production dans le secteur agraire.

*Vers 1960, un changement s'avère nécessaire.*

#### *Pourquoi ?*

Le modèle d'accumulation basé sur la substitution d'importations s'essouffle. Le marché interne est limité, ce qui conditionne l'existence d'une importante capacité installée oisive pour les grandes entreprises manufacturières, contribuant de façon significative à la chute des taux de profit et au peu de dynamisme économique. Une fois le processus de substitution facile épuisé, les ressources externes ne sont pas suffisantes pour entamer l'industrialisation des secteurs qui exigent une technologie et un volume de capitaux plus important. L'augmentation des importations de biens intermédiaires et de biens de production que requiert la poursuite du processus d'industrialisation grève de manière croissante la balance des paiements. D'autre part, l'incapacité du secteur agricole de répondre à la demande d'un marché urbain en expansion détermine un déficit chronique de la production, qui doit lui aussi être comblé par des importations.

Crise structurelle donc, à laquelle la politique réformatrice de Frei puis d'Allende cherchera à répondre avant que le régime de Pinochet intervienne d'une manière choc dans la mise en place d'un nouveau modèle d'accumulation.

*Quelles sont ces réponses qui auront des influences profondes sur le secteur agricole ?*

La politique réformiste tentera de jouer sur deux plans : en agissant sur la balance des paiements et sur l'extension du marché interne. Pour résoudre le problème du déficit structurel de capitaux, le gouvernement Frei tentera d'attirer au Chili les capitaux étrangers, de s'approprier une part plus grande des ressources provenant du cuivre (chilénisation sous Frei, mesure qui sera radicalisée sous Allende avec la nationalisation), et de trouver une solution au problème du déséquilibre agricole.

Dans ce cadre, la mise en place du processus de réforme agraire, commencé sous Frei, radicalisé sous Allende, répond à plusieurs objectifs :

- modernisation et capitalisation agricole visant à augmenter la production ;
- extension du marché interne par le biais d'une demande accrue de biens de production et d'intrants ;
- incorporation sur le plan économique et politique de vastes secteurs paysans jusqu'alors marginalisés.

Nous ne détaillerons pas ici les effets de la réforme agraire. La politique réformiste ne parviendra pas à résoudre les problèmes centraux de la crise. Ceci se marquera par une recrudescence de l'inflation, une diminution du rythme de croissance économique et surtout par une dynamique sociale toujours plus violente et plus aiguë débouchant sur une véritable épreuve de force par laquelle les nouvelles tendances structurelles et la nouvelle alliance de classes pourront s'imposer.

Le nouveau modèle mis en place par Pinochet sera basé d'une part sur la pénétration du capital étranger, d'autre part sur la concentration des revenus, qui devaient permettre d'aborder une nouvelle étape d'accumulation. Par une violente limitation des salaires, on devait à la fois agir sur le taux de profit et stimuler la pénétration du capital étranger. Etant donné que la tendance à la concentration du revenu et à la réduction de la demande des secteurs populaires impliquait de croissantes difficultés de réalisation pour les biens traditionnels, les possibilités de poursuite de l'industrialisation reposeront sur la diversification productive dans le domaine des biens de consommation durable et dans l'orientation à l'exportation vers les marchés internationaux des secteurs les plus dynamiques de l'économie. D'autre part, la production aux fins d'exportation se propose d'être une réponse à la crise chronique du commerce extérieur. Afin d'être compétitif sur le marché extérieur, un vaste processus de restructuration économique va être entamé par le biais d'une libération quasi totale des barrières dou-

nières protectrices, ce qui fera disparaître du marché les secteurs non compétitifs accélérant ainsi le processus de centralisation de capitaux et le renforcement des grands monopoles économiques. L'obtention des ressources nécessaires à l'accumulation repose donc sur le capital étranger et sur le dynamisme des secteurs exportateurs, industriels et agricoles. Dans ce cadre, un accent particulier sera porté sur l'agro-exportation, domaine dans lequel le Chili bénéficie "d'avantages comparatifs".

Comme on le voit, l'agriculture est un des points centraux du nouveau modèle d'accumulation mis en place par le régime Pinochet. Les transformations agricoles se doublent d'importantes transformations agraires qui s'articulent autour des points suivants :

- contre-réforme agraire, création d'un secteur agricole capitaliste dans le domaine de l'agro-exportation ;
- ouverture des barrières douanières à l'importation de blé et effondrement de la production de produits agricoles de consommation interne.

La contre-réforme ne peut être isolée du contexte des réformes antérieures qui, en dernière instance, ont favorisé la pénétration des forces capitalistes dans l'agriculture.

Le gouvernement Pinochet opérera la restitution d'environ un tiers des terres expropriées à leurs anciens propriétaires (la plupart des propriétés n'ont donc été restituées qu'en partie, celles qui l'ont été de manière complète correspondaient aux unités de moindre taille). Un autre tiers sera vendu en grandes unités en licitation publique tandis que le dernier tiers sera distribué sous forme de parcelles individuelles aux paysans. Cette politique sera complétée en 1979 par la parcellisation des terres communautaires des réserves mapuches.

La contre-réforme aura trois effets majeurs :

- le déracinement de nombreux paysans par rapport à l'*hacienda* traditionnelle. Une partie de ces paysans ne pourra bénéficier de l'attribution d'un lot de terre et constitueront une importante réserve de main-d'œuvre ce qui permettra aux entreprises capitalistes qui vont opérer dans l'agro de faire pression sur les salaires. Tous les rapports de production de type archaïque (métayage, *inquilinaje*) vont être éliminés et on assiste à un processus de prolétarianisation de la main-d'œuvre.
- la constitution d'un marché capitaliste de la terre renforcé par le fait qu'une partie des *parceleros*, manquant du capital suffisant pour rendre leur exploitation viable, seront poussés à vendre.
- la parcellisation va contribuer à casser le mouvement paysan et à réduire sa force politique.



### La nouvelle structure agraire

Elle va servir de base à la pénétration des forces capitalistes dans l'agriculture. Ces nouvelles entreprises s'orienteront vers les secteurs ayant un taux de profit élevé, c'est-à-dire les secteurs présentant les fameux "avantages comparatifs", tournés vers l'exportation : principalement la fruticulture (pommes, poires, abricots, kiwis,...), la viticulture et le bois. Ils bénéficieront de la part du gouvernement de toute une série de subsides. Le tableau qui suit montre l'évolution de la superficie cultivée, respectivement pour les espèces de cycle court (céréales, cultures industrielles) et celles de cycle long (vignes, arbres fruitiers, exploitations forestières).

L'ouverture des barrières douanières et le désengagement de l'Etat vont provoquer une grave crise de la production céréalière. La chute des prix va réduire considérablement les revenus de tous les petits agriculteurs, qui par manque de capital ne peuvent se reconvertir aux cultures d'exportation, ainsi que des agriculteurs du Sud du pays, où les conditions climatiques ne permettent pas le développement de cultures autres que céréalières. Constituant à la fois une unité de produc-

L'expansion de la sylviculture s'opérera surtout dans la zone tempérée du pays, mais d'une manière différenciée, puisque le Nord de la région forestière est essentiellement constitué de plantations de pins insignes, tandis que dans le Sud les entreprises se consacrent à l'exploitation de la forêt naturelle. La demande de main-d'œuvre saisonnière dans le cadre de l'exploitation forestière est beaucoup plus occasionnelle que dans les autres types de cultures : la première année pour la plantation, postérieurement pour la coupe, combiné à un nombre très réduit de travailleurs permanents chargés de la surveillance et de l'entretien. Comme le montre le tableau, ces grandes entreprises forestières sont parvenues à contrôler des surfaces immenses, parfois au détriment des *parceleros*, obligés de vendre leurs terres. Ces paysans sont alors regroupés dans des bourgs ruraux, à proximité des exploitations, et les entreprises y puisent leur main-d'œuvre.

Enfin, dans la zone céréalière du pays, la crise a engendré une chute de la demande de main-d'œuvre, provoquant par ce fait un courant migratoire vers la zone fruitière tandis que les agriculteurs qui disposaient d'un capital suffisant se sont reconvertis dans l'élevage bovin.

	cycle court 1000 ha	% du total	cycle long 1000 ha	% du total	vignes et fruits 1000 ha	% du total	plantat. forest. 1000 ha	% du total
1954-55	1300	68.3	602	31.6	180	9.4	422	22.2
1964-65	1335	68.4	6163	31.6	198	10.1	419	21.4
1975-76	1310	56.6	1006	43.4	203	8.8	803	34.7
1985-86	1235	45.8	1459	54.1	226	8.4	1234	45,8

*Censos agropecuarios* pour les années agricoles 54-55, 64-65, 75-76 ; pour 85-86 statistiques officielles de INE et de la CONAF.

tion et de consommation, les petits paysans n'ont d'autre alternative que de continuer à produire et serviront de lieu de reproduction de la force de travail temporaire que les entreprises capitalistes nécessitent. Le modèle d'accumulation actuel attribue donc au secteur minifundiste deux fonctions : la production de biens alimentaires bon marché et la reproduction de la force de travail et constitution d'une importante réserve de main-d'œuvre. Ces deux fonctions servent à maintenir le niveau des salaires bas.

### LE NOUVEL ESPACE RURAL CHILIEN

Le développement de la fruticulture et de la viticulture se localise dans la partie méditerranéenne du Valle Central. La spécialisation dans la fruticulture dans ces régions provoquera une augmentation du caractère saisonnier de la demande de main-d'œuvre.

### CONCLUSION

La politique agraire du régime Pinochet peut être définie par trois aspects essentiels :

- pénétration des forces capitalistes et spécialisation dans l'agriculture d'exportation ;
- processus de *campesinización pauperizante* avec formation d'un important secteur minifundiste très pauvre et de paysans sans terre jouant à la fois le rôle de fournisseur de produits alimentaires bon marché et de réserve de main-d'œuvre pour les entreprises capitalistes ;
- accentuation des différences régionales par le biais d'une spécialisation en fonction des "avantages comparatifs".

Le secteur agricole remplit ainsi une double fonction dans le nouveau modèle d'accumulation : l'obtention de ressources nécessaires à l'accumulation et le maintien de bas salaires.



# NICARAGUA: LES CHANGEMENTS TECHNIQUES BLOQUÉS PAR LES RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES

LEVARD  
Université Centre Américaine  
Managua

## LE DÉVELOPPEMENT BLOQUÉ

Le modèle agro-exportateur s'est développé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec le café et, après la deuxième guerre mondiale, avec le coton et l'élevage extensif. Il a surtout profité à la bourgeoisie latifundiaire, la paysannerie apparaissant comme réservoir de main-d'œuvre saisonnière et garante de l'indépendance alimentaire. Jusqu'en 1979, le modèle agro-exportateur a profité de prix internationaux favorables, des bas salaires et de l'aide de l'Etat (crédit, infrastructures).

- Les cultures de la plaine occidentale, coton, canne à sucre et riz (marché intérieur) intensives en travail (récolte manuelle du coton et de la canne<sup>1</sup>) et en moyens de production importés (motorisation partielle).
- La caféiculture, intensive en travail au moment de la récolte.
- L'élevage à viande, extensif en travail et en moyens de production qui, compte tenu des surfaces considérables, exige une quantité de main-d'œuvre abondante (fauche annuelle des refus).

Le modèle est entré en crise au cours des années 70. Du fait de la détérioration des cours mondiaux, le surplus dégagé est devenu insuffisant. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer : le PIB par habitant passe de 1 265 dollars en 1977 à 536 en 1988 ; la valeur des exportations chute à 273 millions de dollars alors qu'elle avait atteint près de 640 dans les années 70<sup>2</sup>. L'autosuffisance en grains a été en moyenne de 67 % entre 1986 et 1988, et 80 % dix ans plus tôt<sup>3</sup>. Certes, la politique d'ajustement structurel du gouvernement sandiniste a permis un certain "assainissement" de la situation. Cependant, loin de poser les prémisses d'un nouveau développement elle a plutôt affaibli la base productive du pays (petite industrie, artisanat et paysannerie).

<sup>1</sup> A l'exception du riz dont la culture est intégralement motorisée.

<sup>2</sup> *Encuentro*, décembre 1989, et annuaires du commerce extérieur du Nicaragua.

<sup>3</sup> Données du ministère du Développement agricole et du ministère du Commerce extérieur.

## LA VOIE PAYSANNE, BASE D'UN DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Dans un contexte marqué par l'importation des intrants les plus coûteux et par la baisse des cours mondiaux des produits exportés, le développement agricole pose un défi. La répartition du surplus entre les différentes couches sociales et son utilisation finale (production ou importation ; investissement ou consommation) se posent avec davantage d'acuité.

L'évaluation des différents modes de conduite des cultures<sup>4</sup> tient compte des dépenses réelles en devises et des prix mondiaux (prix d'exportation pour les produits exportés, prix d'importation pour les biens destinés au marché intérieur) :

- pour les cultures annuelles : culture au bâton fousseur, avec traction animale (bœufs) "intégrale", avec traction animale "partielle" (travaux de préparation du sol motorisés), culture motorisée ;
- pour le café : culture "extensive", à la fois en travail et en intrants, intensive en travail (densité des plants plus élevée, travail d'entretien des arbres), intensive en intrants et à forte densité de plants ;
- pour l'élevage : divers niveaux depuis l'élevage "extensif" (alimentation basée exclusivement sur le pâturage de prairies très peu entretenues) jusqu'à l'élevage intensif en travail et en intrants (pâturage rotatif avec entretien des prairies, aliments concentrés).

Les critères d'évaluation se fondent essentiellement sur le rapport terre-homme, la dépense en devises par travailleur et différents indicateurs d'efficacité : productivité nette du travail (valeur ajoutée annuelle par travailleur), rendement net à l'hectare (valeur ajoutée annuelle/hectare), génération nette de devises (dollar de valeur ajoutée/dollar dépensé en moyens de production).

### *Les technologies socialement "acceptables"*

Nous avons déterminé les niveaux techniques "acceptables" du point de vue de la société : ceux dont la mise en place permettrait de maximiser la valeur ajoutée nationale et d'obtenir un surplus élevé.

Notre première hypothèse est que la maximisation de la valeur ajoutée nationale implique le plein emploi des ressources disponibles (force de travail, superficie agricole et devises) et une distribution relativement égalitaire de la terre et des devises. Une distribution inégalitaire se traduirait par la motorisation des systèmes de

<sup>4</sup> Maïs, sorgho, haricot, riz, sésame, coton, café et l'élevage bovin ainsi que les principaux systèmes techniques qui leur sont associés.

production les mieux dotés tandis qu'une partie de la force de travail resterait sous-employée. Les niveaux techniques "acceptables" sont donc caractérisés par un rapport terre/homme et un niveau de dépenses en devises par travailleur tels que la distribution de ces ressources soit relativement égalitaire.

Notre seconde hypothèse prend en compte la génération nette de devises (GND). Les devises, contrairement à la force de travail et à la terre, impliquent un coût réel pour le pays (intérêts de la dette) et un coût d'opportunité (elles pourraient être utilisées dans d'autres secteurs d'activité). Les niveaux retenus sont donc caractérisés par une génération nette ou une économie de devises élevées.

Pour les cultures annuelles, le coton mis à part<sup>1</sup>, les niveaux "acceptables" correspondent à la traction animale "intégrale" (GND de 0,8 à 3,3 selon la culture) et, pour certaines cultures, à la traction animale "partielle" et à la culture permanente au bâton fouisseur (GND de 0,15 à 2,1 selon la culture). Pour le café, les niveaux "acceptables" correspondent à la culture extensive en travail et en intrants et à la culture intensive en travail (GND de 6,7 et 5,6). Enfin, dans le cas de l'élevage, seuls les niveaux intermédiaires ont été retenus (GND de 2,6 à 7,5). Les niveaux les plus intensifs (fortes rations d'aliments supplémentaires) ont été exclus, de même que l'élevage "extensif" qui n'est pas associé aux cultures.

#### *Les conditions du décollage économique*

Les modes de conduite retenus correspondent généralement à la petite et à la moyenne paysannerie. Les systèmes de production des *latifundia* sont, ou trop extensifs (cas de l'élevage), ou trop intensifs (mécanisation). Dans les deux cas, ils utilisent moins de main-d'œuvre : la force de travail constitue un coût pour le latifundiaire, pas pour le paysan. Seul le café, culture hautement rentable, admet dans les *latifundia* des modes de conduite conformes à l'intérêt du pays.

La généralisation de l'usage de la traction animale sur les terres arables exige une structure agraire paysanne. La réforme agraire permettrait une meilleure utilisation des terres, de la force de travail et des sous-produits des cultures et des élevages. Elle faciliterait le reboisement des pentes surpâturées ou cultivées par des paysans pauvres dans des conditions qui tendent à la destruction des sols.

Elle susciterait une répartition plus efficiente du surplus. La bourgeoisie latifundiaire consacre ses revenus, au mieux à l'achat de moyens de production importés et, au pire, à

l'importation de biens de consommation, à des activités spéculatives ou à des placements hors du pays. Une fois assurée la reproduction de sa force de travail, la paysannerie consacre une part beaucoup plus importante de ses revenus à l'investissement (achat de matériel, de bétail). La composante nationale de ses dépenses en biens de consommation ou de production est beaucoup plus élevée. Cet élargissement de la demande intérieure est une condition indispensable du développement dans la mesure où le pays ne dispose ni des ressources, ni des capacités et des savoir-faire indispensables pour orienter l'ensemble de son économie en fonction de l'évolution du marché mondial.

Notre analyse suppose aussi :

- généralisation des systèmes de culture pratiqués actuellement par la petite et moyenne paysannerie (utilisation en particulier, de la traction animale "intégrale") ;
- allocation en devises au secteur agricole supérieure à ce qu'elle est actuellement (250 millions de dollars au lieu de 150, les importations totales du pays s'élevant à l'heure actuelle à 700 millions de dollars) ;
- augmentation de la population agricole de 20 %, avec retour à la terre d'une partie de la population d'origine agricole au chômage ou sous-employée ;
- réinvestissement dans l'agriculture, dès la deuxième année, de 30 % du surplus agricole supplémentaire, le reste étant disponible pour les autres secteurs ;
- croissance progressive des rendements agricoles par la reconstitution des réserves de matière organique dans le sol (+ 1,5 % par an) ;
- augmentation progressive des labours, développement de la caféiculture et intensification progressive de l'élevage parallèlement à l'accès à de nouvelles ressources en travail et en devises.

La valeur actuelle des exportations agricoles du pays est de l'ordre de 300 millions de dollars. Selon nos estimations, l'agriculture pourrait garantir un niveau d'exportations de 455 millions d'ici deux ans et 824 millions d'ici dix ans. Cette croissance s'accompagnerait d'une amélioration sensible des niveaux de consommation énergétique et protéique de la population et de la mise à disposition d'un surplus agricole croissant pour le reste de l'économie.

Cette stratégie de développement suppose l'adoption de mesures d'accompagnement tendant à améliorer l'efficacité des systèmes de production paysans et à faciliter l'intégration poussée des cultures et des élevages. En dépit du soutien exprimé dans les campagnes, la voie de développement choisie par le FSLN, au pouvoir de 1979 à 1990, a cependant été tout autre.

<sup>1</sup> Dont aucun niveau technologique n'a été retenu (GND négative dans tous les niveaux).

## L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE AGRAIRE SANDINISTE

En 1979, une réforme agraire partielle visait à répondre aux exigences de la paysannerie sans terre. Les sandinistes visaient également à garantir l'indépendance alimentaire du pays et à assurer son industrialisation. Le modèle mis en place reposait sur l'utilisation intensive de machines et d'intrants, sur l'irrigation des meilleures terres et la transformation industrielle d'une part de la production (coton, lait, sorgho, fruits et légumes). Ce modèle supposait de lourds investissements qui furent assurés grâce à l'aide extérieure. Bien souvent, l'Etat les prit en charge directement au sein des fermes d'Etat, dans le cadre notamment des fameux "grands projets". Le modèle s'est appuyé également sur les *latifundia* de la bourgeoisie agraire (environ 25 % des terres agricoles<sup>1</sup>) et sur la production paysanne organisée en coopératives de production (13 % des terres agricoles<sup>2</sup>), les fermes d'Etat qui ne représentaient que 12 % des terres agricoles<sup>3</sup> ne pouvant suffire à la tâche. Ces deux secteurs furent largement subventionnés (dotation de machines et d'intrants à des prix symboliques<sup>4</sup>). Les coopératives de production furent bien souvent soumises aux "lignes directrices" du ministère du Développement agricole. En matière de choix techniques, le modèle renforçait donc la tendance amorcée dans les années 70, au détail près que la démocratisation instaurée par les sandinistes (accès au crédit) a permis une large diffusion des intrants importés dans la paysannerie.

<sup>1</sup> Estimation d'après "La reforma agraria...", *op. cit.*

<sup>2</sup> *La reforma agraria...*, *op. cit.*

<sup>3</sup> *La reforma agraria en Nicaragua, 1979-1989*, CIERA, 1989.

<sup>4</sup> Les deux principaux instruments de la politique économique agricole sandiniste entre 1980 et 1987 furent : 1) l'établissement d'un système de taux de change multiple favorisant les importations de machines et d'intrants, 2) la généralisation du crédit à taux d'intérêt réels négatifs.

### *Les causes de l'échec*

Dans les années 80, le Nicaragua a bénéficié d'une aide internationale considérable<sup>5</sup>. Le niveau des investissements était le plus élevé d'Amérique centrale<sup>6</sup> et l'utilisation d'intrants dans l'agriculture était bien supérieure à ce qu'elle était dans les années 70<sup>7</sup>. La production agricole a pourtant sensiblement diminué (30 % entre 1974-1978 et 1984-1989<sup>8</sup>).

Elle peut être due à une baisse de l'efficacité technique : les coûts se sont accrus alors que, globalement, les rendements physiques n'ont pas connu d'amélioration sensible et que la surface cultivée a diminué.

L'augmentation des coûts est due à l'utilisation massive d'intrants et de machines (tracteurs, moissonneuses) subventionnés à l'extrême : les agriculteurs ont eu tendance à les utiliser à la limite du gaspillage. La motorisation a conduit à remplacer du travail par du capital importé, alors que le Nicaragua souffre d'un sous-emploi structurel. Elle a maintenu les salaires ruraux à un niveau bas et encouragé la migration vers les villes et l'essor d'activités non productives. La stagnation des rendements renvoie aux facteurs suivants<sup>9</sup> :

- le centralisme n'a pas permis une adaptation rapide de la production et des techniques aux aléas (climat, attaques parasitaires). Les coopérateurs ne se sont souvent pas sentis maîtres de leurs terres et se sont comportés comme de simples ouvriers agricoles ;

<sup>5</sup> Selon la Banque centrale du Nicaragua, le transfert net de ressources a été de 368 millions de dollars par an en moyenne entre 1980 et 1987.

<sup>6</sup> 21 % du PIB en moyenne entre 1980 et 1987. Richard Stahler-Sholk et Max Spoor, rapport final de mission, projet PAN/CADESCA/CEE.

<sup>7</sup> Les importations annuelles d'engrais atteignaient 114 000 tonnes en moyenne lors des années 1984 à 1986, alors qu'elles avaient été de 68 000 tonnes lors des années 1970 à 1978. Dans un même temps, la superficie cultivée a baissé de 15 % environ (d'après les *Annuaire...*, *op. cit.*).

<sup>8</sup> Cette baisse ne traduit d'ailleurs que partiellement la crise : si l'on y ajoute l'accroissement de la population, l'effet est encore plus net (baisse de 54 % de la moyenne annuelle du produit brut agricole par habitant entre les deux périodes).

<sup>9</sup> Notons que, dans le cas du café, la diminution des rendements s'explique avant tout par la guerre (pression militaire accrue au moment de la récolte et problèmes de main-d'œuvre).

- l'inadaptation des techniques (vaches laitières de grand potentiel inadaptées au climat) et leur fragilité dans un contexte où les intrants et les pièces de rechange n'étaient pas toujours disponibles à temps ;
- la décapitalisation effectuée par la grande production privée, qui préféra souvent placer ses revenus à Miami ou au Costa Rica. Cas notamment de l'élevage extensif (diminution de 40 % du cheptel bovin national entre 1978 et 1984) ;
- la dégradation des écosystèmes cultivés, illustrée par la baisse des rendements de coton dans la plaine occidentale.

L'augmentation éventuelle des rendements (maïs et sorgho) s'est accompagnée d'une forte augmentation des coûts de production, du fait de l'utilisation de doses croissantes de pesticides, exigées par la dégradation des écosystèmes et les monocultures systématiques. Plus généralement, en excluant la polyculture-élevage, le modèle sandiniste était incapable d'augmenter les rendements de manière durable et à un faible coût. Il a mal pris en compte le potentiel productif de la paysannerie non soumise à la planification centralisée<sup>1</sup>, et les subventions qu'elle a reçues visaient à l'incorporer au modèle "officiel" de développement. Dans le Centre du pays, paysan et peu fertile, les dépenses d'engrais ont tout juste permis de maintenir les niveaux de rendements.

La diminution de la superficie cultivée a été très marquée dans la zone occidentale (-18 % entre 1974-1978 et 1980-1984). L'essor de l'élevage extensif et des friches est le fait de grandes exploitations (fermes d'Etat, coopératives, *latifundia*) : l'effort d'intensification en capital s'est concentré sur les meilleures terres.

La croissance de l'agriculture a eu peu d'effets d'entraînement sur les autres secteurs. La réforme agraire n'a pas véritablement cherché à mettre en place des systèmes de production plus efficaces ni à renforcer l'articulation des différents secteurs productifs. Elle a été avant tout conçue comme une mesure politique visant à répondre à une exigence de la base sociale du sandinisme et comme étape vers la collectivisation : 28 % des terres du pays ont été expropriées et ont presque toutes été converties en fermes d'Etat ou en coopératives de production (12 % et 13 % des terres).

#### *Pourquoi de tels choix ?*

Le gouvernement sandiniste s'est trouvé dans la nécessité d'atténuer les effets de la crise sur la population. Les mesures prises relèvent ainsi souvent d'objec-

tifs d'ordre social, politique et militaire plutôt qu'économique. La coopérativisation d'une partie de la paysannerie a suscité d'importants gaspillages, mais a aussi permis la création d'une armée de réservistes. Dès 1984, l'objectif n'était plus de reconstruire le pays, mais d'assurer la survie de la révolution.

Les cadres du sandinisme sont surtout d'origine urbaine, issus des classes moyennes et aisées et des secteurs dotés d'une culture et d'une formation leur permettant de prendre en charge le mouvement révolutionnaire et la direction du nouvel Etat. Or, l'idéologie dominante au sein de ces couches sociales voit volontiers dans la paysannerie un monde retardé, incapable d'effectuer par lui-même les transformations techniques qu'exige le pays. Cette idéologie est d'autant plus forte que les couches privilégiées ont des racines agraires. Aujourd'hui, la plupart de leurs membres ont encore au moins un parent propriétaire d'une *finca*. La formation et le statut social des cadres et des techniciens les amenèrent donc davantage à diriger la paysannerie de façon autoritaire qu'à se mettre à son service.

L'alliance du Front sandiniste et d'une partie de la bourgeoisie latifundiaire a été une constante de la révolution. Or, la survie économique de la bourgeoisie dépendait du maintien de salaires ruraux bas<sup>2</sup> et des subventions. Le patronat latifundiaire a donc cherché une entente avec le pouvoir révolutionnaire : il a été associé depuis 1989 à des organismes de cogestion (commissions chargées de gérer la production et le marché par branche d'activité). Cette alliance explique le caractère limité de la réforme agraire<sup>3</sup>.

Les idées dominantes sur la paysannerie et sur l'essor des forces productives ont été renforcées par les conceptions véhiculées par les responsables, les écoles et les manuels cubains et soviétiques de l'époque brejnévienne. L'aide, des pays de l'Europe de l'Est comme de la Communauté européenne, est venue appuyer ce modèle de développement : il est difficile de refuser un crédit permettant d'acquérir à bon compte du matériel agricole. Or, ces crédits sont plus fréquents que ceux destinés à l'entretien du matériel existant...

<sup>2</sup> La réalisation de ses produits dépendait peu de la demande intérieure et donc du pouvoir d'achat de la population.

<sup>3</sup> Elle n'a touché qu'environ 28 % des terres : 20 % correspondent aux *latifundia* contrôlés par le clan Somoza et 8 % à des *latifundia* de la bourgeoisie agraire non somoziste (indemnisés). Cette dernière possède encore à l'heure actuelle 25 % des terres agricoles du pays.

<sup>1</sup> Exploitations de moins d'un hectare à quelques dizaines d'hectares, sur environ la moitié des terres cultivées, d'après *La reforma agraria...*,

**DES RAPPORTS SOCIAUX FIGÉS,  
UNE BOURGEOISIE  
EN CRISE D'HÉGÉMONIE**

Si certains secteurs du gouvernement, du FSLN et de l'Union des agriculteurs et éleveurs (UNAG) défendaient clairement les intérêts d'une catégorie sociale à court d'alternative, la plupart des autres secteurs ont été directement influencés par l'idéologie et la conception du développement dominantes.

L'objectif d'union des différentes composantes de la société contre Somoza puis face à l'ennemi commun nord-américain et, enfin, l'effort engagé pour prouver au monde occidental le caractère démocratique et tolérant du régime, ont contribué à figer les rapports économiques et sociaux et à bloquer les transformations

nécessaires à l'amorce d'un processus de développement. Ce choix est allé de pair avec le discours sandiniste qui attribuait à la guerre et à l'ennemi nord-américain l'ensemble des maux dont souffrait le pays.

La politique du nouveau gouvernement consiste avant tout à accentuer le réajustement monétaire, à privatiser les entreprises d'Etat (dont les fermes d'Etat), souvent au profit de leurs anciens propriétaires, et à créer les conditions favorables à l'investissement étranger. Il est ainsi question, à quelques variantes près (développement des "cultures non traditionnelles", etc.) de relancer le modèle agro-exportateur. Aucune véritable alternative de développement n'est donc proposée. La crise du modèle agro-exportateur occultée un moment par l'intermède sandiniste est plus présente que jamais.



## COSTA RICA : POLÍTICA ECONÓMICA Y EXCLUSIÓN CAMPESINA EN LOS OCHENTA

Jorge A. Mora A.

*Universidad Nacional de Heredia*

La sociedad costarricense experimentó una situación de cambio paulatino en la década de 1980. La liberalización de la economía ha introducido modificaciones sustanciales en el contexto social global y en los procesos económicos y políticos. En el agro, el tipo de desarrollo introducido en estos años ha provocado cambios importantes en la estructura agraria, y en el comportamiento de los agentes, de las organizaciones sociales y del Estado.

En los tres apartados siguientes se presentarán algunos de los aspectos más relevantes de la estructura agraria conformada o reconstituida en el país, en las tres décadas en las cuales prevaleció la estrategia denominada de industrialización por sustitución de importaciones. Asimismo, se examinarán las modificaciones provocadas por el fomento de las exportaciones agropecuarias. Este análisis permite percibir las nuevas condiciones en las cuales se desenvuelven los productores e identificar sus formas de resistencia.

Una de las características más importantes del agro costarricense es la conformación de su particular estructura capitalista. Sobresale un conjunto de empresas nacionales y transnacionales, entrelazadas con un significativo sector de productores familiares, secularmente establecidos en el Valle Central del país, vinculados a las actividades agropecuarias más dinámicas de la economía nacional. La estructura agraria muestra también la presencia de grupos importantes de productores campesinos, cuyo acceso al suelo se llevó a cabo como resultado de las políticas agrarias estatales. Entre 1963 y 1986, el Instituto de Desarrollo Agrario (IDA) compró 663 889 hectáreas que distribuyó entre 32 961 familias (Robinson, 1987 : 143-144). De igual manera, grandes grupos de campesinos a lo largo del territorio nacional ocuparon fincas y se (re) establecieron como productores familiares (Villareal, 1983).

El proceso de diversificación de la estructura productiva, que amplió las actividades agropecuarias de exportación (café, plátano, azúcar, ganadería, al-

godón), y la modernización del agro, que como parte integrante de la estrategia de industrialización se impulsa en este período, genera una doble situación :

- por un lado, fortalece la capitalización del agro integrando a un sector relevante de productores familiares en el proceso agrario.
- por otro lado, provoca el desplazamiento de asalariados agrícolas y productores familiares, quienes son reinstalados por el Estado o inician procesos de (re) campesinización por su propia iniciativa. En este caso, la expansión del capital no requirió de la proletarización ni la descampesinización generalizada, para alcanzar su constitución a escala social.

Es importante recalcar como, a pesar de sus limitaciones informativas, los Censos Agropecuarios de 1973 y 1984 expresan las tendencias generales del agro costarricense. En estos años la extensión de las fincas ubicadas entre menos de 5 y 100 hectáreas pasó del 33 % al 38.9 % del total de tierra en fincas. Las explotaciones de 100 y 500 y más hectáreas, que agrupaban en 1973 el 67 % de la tierra, redujeron ese porcentaje al 61.1 %. Si bien se conserva una concentración de la propiedad relativamente acentuada, lo más significativo lo constituye la ampliación de la tierra agrupada por las fincas de hasta 100 hectáreas y la disminución de las fincas más grandes. Esta información resulta congruente con el proceso de capitalización del agro : el fraccionamiento de latifundios y la consolidación de un sector de empresas agrarias, de tamaño mediano, se relacionan con el surgimiento de una tendencia hacia el uso más intensivo - más capitalista - del suelo. La consolidación de un sector de productores familiares y los procesos de recampesinización se expresan en el incremento de la superficie agrupada por las fincas de menores tamaños<sup>1</sup>.

La economía costarricense sufre una aguda crisis a partir de 1978. El deterioro de la economía mundial y el agotamiento de la modalidad de desarrollo prevaleciente en el país durante las tres décadas anteriores, provocan el estancamiento de la producción agropecuaria. El principal producto de exportación del país, el café, ve disminuir su precio de 5.10 dólares por kilo en 1977 a 3.54 en 1978. Los precios pagados a los productores de café en el país pasan de 4 860 colones en la cosecha 1976-1977 a 3 001 en la de 1978-1979. La tasa anual de crecimiento del PIB agropecuario pasa de 6.6 % en 1978 a 0.5 en 1979, y - 0.5 en 1980, recuperándose en 1981 cuando alcanza 5.1 %, para caer de nuevo en 1982 a - 4.9 %.

<sup>1</sup> Mora y Fernández, 1987 : 106-111.

El empobrecimiento de las familias rurales, la paralización de los programas estatales ejecutados en el campo y la desocupación de sectores importantes de trabajadores rurales provocan una creciente presión sobre la tierra, en áreas rurales o en los espacios urbanos. El número de familias pobres alcanzó una proporción similar a la existente en el país en la década de 1960<sup>1</sup>.

En consecuencia, la crisis trajo consigo el desplazamiento de amplios sectores de asalariados agrícolas y su reinstalación en otras áreas rurales, o su traslado hacia los espacios urbanos en donde por lo general pasan a engrosar la creciente informalidad urbana.

La respuesta a la crisis, formulada desde el Estado, es la adopción de una estrategia orientada a fortalecer las exportaciones, a abrir la economía integrándola de manera más decisiva en el mercado internacional y a liberalizar los procesos económicos. En el agro, la política denominada "Agricultura de cambio" es la expresión de la modalidad de desarrollo implantada en el país. Pretende reorganizar la actividad agropecuaria, de tal manera que se sustituya la producción tradicional por nuevos cultivos destinados al mercado internacional. El reforzamiento de la producción tradicional de exportación, el fomento de actividades no tradicionales destinadas a atender la demanda del mercado internacional y la modernización de la agricultura, son tres de los aspectos centrales de esta política agraria.

La diversificación de las exportaciones agropecuarias, el surgimiento de nuevos complejos agro-industriales, ligados a los cultivos de exportación<sup>2</sup>, así como el establecimiento de nuevas modalidades de subordinación de los productores familiares, son algunos de los resultados de la política adoptada en la década de los años ochenta.

Asimismo, la modalidad de desarrollo agrario implantado agudiza los procesos de diferenciación social. Los productores agropecuarios en capacidad de orientar sus inversiones hacia las actividades de exportación, o quienes se dedicaban a éstas con antelación, reciben los estímulos destinados a ampliar y dinamizar la producción para el mercado exterior. Las devaluaciones permanentes de la moneda fortalecen a los exportadores y estimulan las inversiones en actividades de exportación. Esta misma medida encarece los costos de producción de muchos productores y eleva los precios de gran parte de los bienes consumidos por sus familias.

La eliminación de los subsidios (crédito barato, precios de sustentación), el aumento de las importaciones de productos agropecuarios, el incremento de

los costos de producción y la creciente inflación experimentada por el país, colocan en una situación muy difícil a amplios grupos de productores familiares. La suspensión de las medidas que han contribuido a su permanencia en el mercado les excluye.

No obstante, la iniciativa de los campesinos, la ampliación de sus organizaciones y las movilizaciones llevadas a cabo tratando de influir en la orientación de las políticas económicas, constituyen un proceso que puede amortiguar los efectos de la estrategia de desarrollo implantada en la pasada década.

El gobierno actual, instalado el 8 de mayo de 1990, no ha variado las líneas generales de la política agraria. La única propuesta novedosa ha sido la de impulsar medidas de "compensación social", orientadas a enfrentar los problemas más agudos de las familias empobrecidas en el campo y la ciudad. Este programa es, sin duda, el principal delator de la estrategia neoliberal aplicada en el país: si es necesaria la compensación social, es porque la modalidad de desarrollo provoca el empobrecimiento de miles de familias. Se compensa a quienes quedan excluidos de la economía y la sociedad, aunque por cierto tiempo puede ser que no de la política. Es aquí en donde volver la mirada hacia el campo de los otros países centroamericanos, resulta un buen consejo para los responsables de la definición de las políticas agrarias.

Un aspecto central del proceso agrario costarricense de los ochenta, es la ampliación del número de organizaciones campesinas y del número de productores afiliados. En 1986, se encontraban inscritas 98 organizaciones campesinas y de asalariados agrícolas, en el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social (Mora, 1987: 175-182). 79.7 % de los afiliados son agricultores integrados en sindicatos de pequeños y medianos productores.

Son también significativos los aspectos cualitativos del análisis de las organizaciones campesinas. La variación en la composición social de las organizaciones y de los movimientos sociales es llamativa: los productores y asalariados desplazados, que ocupaban la posición más destacada en los años sesenta y setenta, dejan el lugar a los productores familiares, establecidos como tales en diversos momentos históricos. Estos asumen las principales luchas reivindicativas: se organizan y fortalecen su capacidad movilizadora y de negociación con el gobierno. Demuestran una autonomía muy clara con respecto a los partidos políticos y al Estado. Agrupados desde la sociedad civil, a partir de la propia iniciativa campesina o alentados por otras organizaciones de trabajadores, plantean reivindicaciones tales como el reestablecimiento de subsidios a los productores campesinos, la detención del incremento de los costos de

<sup>1</sup> Céspedes *et al*, 1990: 99-108.

<sup>2</sup> Altenburg *et al*, 1990: 183-196.



producción, acceso al crédito y a otros servicios estatales, extensión del seguro social a las familias campesinas, establecimiento de sistemas de comercialización adaptados, representación de los campesinos en distintas instancias gubernamentales y recursos para el establecimiento de proyectos productivos. De igual modo, las organizaciones campesinas son las principales proponentes de una política agraria orientada a propiciar la seguridad alimentaria en el país. La movilización y la formulación de políticas agrarias alternativas constituyen aspectos novedosos de los movimientos campesinos. La consecución de algunas de estas reivindicaciones ha constituido una forma efectiva de impedir la marginalización de numerosas familias campesinas.

Para los campesinos, la adopción de las técnicas exigidas por la agricultura de exportación no es impensable. Gran parte de los productores familiares de café alcanzan una productividad similar al promedio (la más alta del mundo en esta actividad). El campesino costarricense ha incorporado los adelantos técnicos estimulados por el proceso modernizador en las tres décadas anteriores.

Su integración en los complejos agro-industriales muestra que los está en condición de adoptar los requerimientos establecidos por la empresa agro-industrial, aún a costa de su autonomía como productor.

Su mayor problema, que no ha resuelto aún, es la comercialización de sus productos en el mercado internacional. El control de mercado por un reducido número de empresas procesadoras y comercializadoras establece fuertes lazos de dependencia de los productores familiares con esas empresas. Esta situación, a la vez, constituye una forma por medio de la cual los productores directos transfieren excedentes a quienes

controlan la industrialización y la venta en el exterior de sus productos. La agricultura de exportación es, sin duda, una política que cambia las condiciones en las cuales se desenvuelven los productores campesinos.

## BIBLIOGRAFÍA

- ALTENBURG, TILMAN *et al.*, 1990. *El desafío económico de Costa Rica. Desarrollo agro-industrial autocentrado como alternativa*. DEI, San José.
- CESPEDES, Víctor Hugo *et al.*, 1990. *Costa Rica frente a la crisis política y resultados*. Academia de Centro-América, San José.
- ALVAREZ, Antonio. 1990. *Nuestro reto agropecuario*. Editorial Costa Rica, San José.
- HERNÁNDEZ, Jorge Luis. 1990. *Política agraria para los 90. UPANACIONAL toma la palabra*. CECADE, San José.
- MORA, Jorge. 1989. *La distribución de la tierra y los asentamientos humanos en Costa Rica*. FAO, Roma.
- MORA, Jorge. 1987. "Crisis y movimientos campesinos en Costa Rica 1978-1986". *REVISTA ABRA*, No. 5-6, Universidad Nacional.
- MORA, Jorge y FERNANDEZ, Fernando. 1987. "Costa Rica : cambios en la distribución y uso del suelo 1963-1984". *REVISTA ABRA*, No. 7-8, Universidad Nacional.
- ROBINSON, Walter. 1987. "Desarrollo y límites agrícolas". *REVISTA ABRA*, No. 78, Universidad Nacional.
- VERMEER, René. 1990. *El cambio en la agricultura*. Litografía COMARFIL, San José.
- VILLAREAL, Beatriz. 1983. *El precarismo rural en Costa Rica*. Editorial Papiro, San José.
- VILLASUSO, Juan Manuel *et al.*, 1984. *El sector productivo, crisis y perspectivas*. Editorial Porvenir, San José.



# LES ONG LATINO-AMÉRICAINES ET LES CHANGEMENTS TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

Philippe BARRET

GEYSER, ST MICHEL L'OBSERVATOIRE.

France

L'amélioration de la production agricole repose sur la résolution de problèmes techniques concrets, sur l'adoption d'innovations et s'appuie également sur des actions de formation et d'organisation. De nombreuses ONG latino-américaines affirment que les projets "techniques" doivent toujours s'insérer dans un processus organisationnel ayant sa dynamique propre : si ce processus est déjà en marche, la proposition technique s'intègre dans la stratégie globale définie par les groupements paysans ; si ce n'est pas le cas, le travail technique va de pair avec une action éducative et organisationnelle qui permettra aux paysans de formuler leurs propres hypothèses.

Une fois posé ce préalable, on peut alors examiner le cheminement suivi par les ONG pour résoudre les problèmes techniques concrets de l'agriculture paysanne. Faire des choix techniques pour résoudre des problèmes, c'est d'abord les identifier et les prioriser en fonction des objectifs de développement. Autrement dit, quels problèmes techniques va-t-on résoudre ?

Une fois le problème identifié, on se tourne vers les références techniques dont on dispose, on puise dans ce réservoir d'idées pour trouver la ou les solutions appropriées. Mais de quels types de références dispose-t-on en Amérique latine ? Si les solutions disponibles ne conviennent pas tout à fait, un travail d'adaptation, de mise au point est nécessaire. Comment les ONG latino-américaines mettent-elles au point une innovation technique ?

Finalement, vient le choix proprement dit : entre différentes solutions possibles, entre les innovations et les pratiques actuelles. Comment les ONG latino-américaines mènent-elles à bien ce choix ?

## QUELS PROBLÈMES TECHNIQUES VA-T-ON RÉSOUDRE ?

C'est d'abord, et avant tout, le diagnostic qui permet d'identifier avec plus ou moins de précision les contraintes et les axes de travail du projet. Il ne s'agit

souvent que d'un diagnostic partiel, initial : au Costa Rica, l'ONG "C" réalise une enquête préalable qui lui permet de sélectionner certains systèmes de culture et les thèmes d'expérimentation correspondants. Au Pérou, les techniciens du CCAJO repèrent la culture prioritaire et tentent d'améliorer les différents points de l'itinéraire technique (qualité des semences, fertilisation,...).

Ailleurs, c'est beaucoup plus les besoins exprimés par les producteurs qui pèsent sur le choix des thèmes d'expérimentation. Pour Agraria, au Chili, ce choix s'effectue très tôt, au cours de réunions avec les producteurs, et les résultats du diagnostic ne sont intégrés que peu à peu. Avec l'ONG "P" (Pérou), le diagnostic joue seulement un rôle de cadre référentiel pour l'introduction d'innovations ; le choix des problèmes techniques à résoudre dépend à la fois des besoins exprimés par les producteurs, et des modèles de production colportés par les techniciens (on pense, *a priori*, qu'il faut introduire des variétés améliorées et généraliser l'usage des intrants).

Ce dernier élément se retrouve dans d'autres projets. On y expérimente tel ou tel thème technique plus sous l'effet d'influences ou de pressions extérieures, qu'en se nourrissant des besoins et conditions propres aux communautés. Des influences qui visent, par exemple, l'extension du modèle productiviste, ou bien l'introduction de techniques intermédiaires. C'est donc, parfois, l'agent de développement qui a un rôle prédominant : le modèle de développement qu'il véhicule ou, plus simplement, ses compétences propres pèsent lourd dans le choix des thèmes techniques.

## QUELLES RÉFÉRENCES TECHNIQUES ?

De manière générale, les ONG latino-américaines font largement appel à des références techniques élaborées hors de la zone du projet. Schématiquement, il s'agit soit de techniques "conventionnelles", soit de techniques "alternatives".

Les techniques conventionnelles sont mises au point dans les centres de recherche officiels et divulguées par les universités nationales ou par les organismes spécialisés. Ce type de référence est celui auquel on accède le plus facilement, il a l'inconvénient d'être souvent inadapté aux conditions propres du petit paysannat.

Les techniques alternatives sont proposées par des ONG spécialisées, par quelques universités et par certains services officiels. On regroupera sous ce vocable les technologies dites "intermédiaires" ou celles dites "appropriées" ou "adaptées". Les ONG latino-américaines ont souvent recours à ce type de références qui répond mieux à leur vision du développement et aux besoins des paysans.

Toutefois, on assiste à une remise en cause de la notion même de technologie appropriée. "C'est une technologie de sous-développés", dit-on parfois ; de nombreuses ONG y voient une nouvelle stratégie des pays du Nord pour maintenir la dépendance. Ces ONG s'orientent de plus en plus vers des technologies "populaires" ou "paysannes" ; c'est-à-dire des technologies qui ont fait l'objet d'un processus d'adaptation plus ou moins long en milieu paysan ou qui sont le fruit de l'ingéniosité paysanne.

La démarche consiste, plus que jamais, à partir de l'étude précise des besoins et des savoir-faire pour trouver des alternatives. Ce qui n'exclut pas l'utilisation de techniques "alternatives" ou "conventionnelles", mais privilégie le recours à des références plus endogènes.

De fait, la plupart des ONG latino-américaines tentent de diversifier au mieux leurs sources de références techniques pour accroître les possibilités de choix entre différents modèles de production. Toutefois, pour certains cet effort n'est pas prioritaire. Le CADEP, au Pérou, n'utilise que les références facilement disponibles. Si les réponses obtenues par ce biais ne sont pas "satisfaisantes", les paysans seront toujours à même de réorienter le choix initial. L'essentiel serait de lancer une dynamique et de rendre la communauté maîtresse de l'action engendrée.

#### CONCEPTION ET ADAPTATION DE NOUVELLES TECHNIQUES

On distingue schématiquement deux phases :

- une phase de conception de l'innovation dans des conditions contrôlées par l'innovateur ;
- une phase d'adaptation aux conditions réelles d'utilisation.

L'adaptation peut s'effectuer avec ou sans la participation des intéressés. Au Mexique, les systèmes intégrés de production agricole sont conçus par les chercheurs, puis adaptés aux conditions particulières de chaque famille ou communauté en collaboration étroite avec ces familles ou communautés. Au Costa Rica, le "C" teste l'innovation proposée auprès de différents groupes d'agriculteurs ; des enquêtes réalisées avant l'introduction de l'innovation et après permettent d'analyser le changement induit et de réajuster la proposition initiale.

Quant au "G" péruvien, il cherche à donner aux paysans la maîtrise des connaissances et des techniques, pour leur permettre de les adapter eux-mêmes à leurs conditions écologiques, économiques et sociales. Reste à savoir quel est, dans ce cas, le rôle du technicien, notamment en matière de formation.

Parfois, le processus est plus complexe, par exemple lorsqu'il s'agit de mettre au point un nouvel outil. La conception d'une nouvelle charrue au CIFEMA, en Bolivie, commence par des essais techniques en atelier ; puis le prototype est testé sur une parcelle expérimentale non semée. L'essai se poursuit au sein des systèmes de culture les plus représentatifs, que l'on met en place dans le centre expérimental. Il se termine hors du centre, dans des exploitations paysannes. Cette dernière étape permet, notamment, de recueillir les réactions des futurs utilisateurs ; dans un tel processus, l'adaptation est progressive.

Notons, enfin, que la phase d'adaptation n'est pas toujours présente : soit la technique n'est pas facilement adaptable, (tracteur, médicament,...), soit elle n'a pas besoin d'être adaptée, en particulier quand elle a été conçue dans les conditions mêmes de l'utilisation.

#### LE CHOIX D'UNE SOLUTION

Avant d'opter pour telle ou telle solution technique, certaines ONG mettent à l'essai, en conditions réelles, les différentes solutions possibles. C'est particulièrement vrai dans le domaine agricole ; les essais effectués chez les paysans doivent permettre de comparer :

- différentes valeurs d'un paramètre technique (doses de fertilisant) ;
- plusieurs innovations entre elles (compost et engrais chimiques) ;
- l'innovation avec pratique traditionnelle (charrue et araire).

De tels essais fournissent d'importants éléments de choix aux techniciens, mais aussi aux producteurs. Dans le Yucatan, l'université autonome de Chapingo est allée jusqu'à adapter les protocoles expérimentaux classiques, afin de favoriser l'interprétation des résultats par les producteurs (taille de la parcelle et prise en compte de la classification vernaculaire des sols).

Ces essais en conditions réelles sont encore trop souvent difficiles à interpréter. D'une part, l'opérateur n'est pas unique, il n'y a donc pas répétition des mêmes erreurs ; d'autre part, les protocoles conventionnels les plus utilisés sont inadaptés face à l'hétérogénéité de nombreux systèmes agraires latino-américains (sols, pentes, micro-climats...). Des essais "multi-locaux" sont parfois mis en place, mais leur gestion est lourde.

Le choix des problèmes à résoudre est, nous l'avons vu, largement déterminé par le diagnostic, les besoins prioritaires de la base, et les modèles de développement véhiculés par les techniciens. Le choix de solutions techniques, censées résoudre ces problèmes, dépend largement des mêmes facteurs.

Le diagnostic permet de prévoir que telle solution est plus adaptée que telle autre à telle ou telle situation. Les responsables du projet et les techniciens, forts d'une certaine vision du développement et de leurs expériences passées, peuvent peser lourd dans le choix. Quant à la base, elle joue un rôle déterminant dans de nombreux projets.

Pour le JUNDEP chilien, non seulement les propositions doivent cadrer avec la rationalité paysanne, mais la recherche d'alternatives s'accompagne d'une réflexion avec les producteurs. Toujours au Chili, le CETAL réalise des maquettes ou des montages audiovisuels pour présenter aux groupes de base les différentes solutions possibles et faciliter le dialogue (choix de latrines, par exemple).

A Piaxtla, au Mexique, promoteurs de santé et paysans passent en revue les limites et avantages des techniques traditionnelles (cataplasmes) et des techniques modernes (injections) ; selon la pathologie, c'est l'une ou l'autre des techniques qui prédomine, souvent elles se complètent.

D'ailleurs, pour certaines ONG latino-américaines, le plus important est de donner aux producteurs les moyens de choisir, en l'occurrence par la formation. A ce propos, nous reprendrons un proverbe chinois célèbre : "il ne suffit pas de donner du poisson, il faut apprendre aux gens à pêcher", CICDA rajoute : "...mieux encore, il faut aider le pêcheur à choisir et réaliser le genre de pêche qui lui convient le mieux".

### VALORISER LES PRATIQUES TRADITIONNELLES

Nous l'avons vu, les ONG latino-américaines font de plus en plus appel aux savoir-faire paysans. Pour certaines ONG, valoriser les pratiques traditionnelles ou les savoirs populaires devient un axe prioritaire d'action. En effet, ces pratiques sont le fruit d'un processus d'adaptation plus ou moins ancien, dans lequel le paysan a joué un rôle essentiel. Non seulement parce que ces pratiques sont souvent adaptées au

milieu ; mais encore parce que les valoriser c'est renforcer l'identité culturelle du groupe concerné, c'est favoriser sa participation au processus de développement et, sans doute, réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

La valorisation des pratiques traditionnelles a lieu en trois étapes :

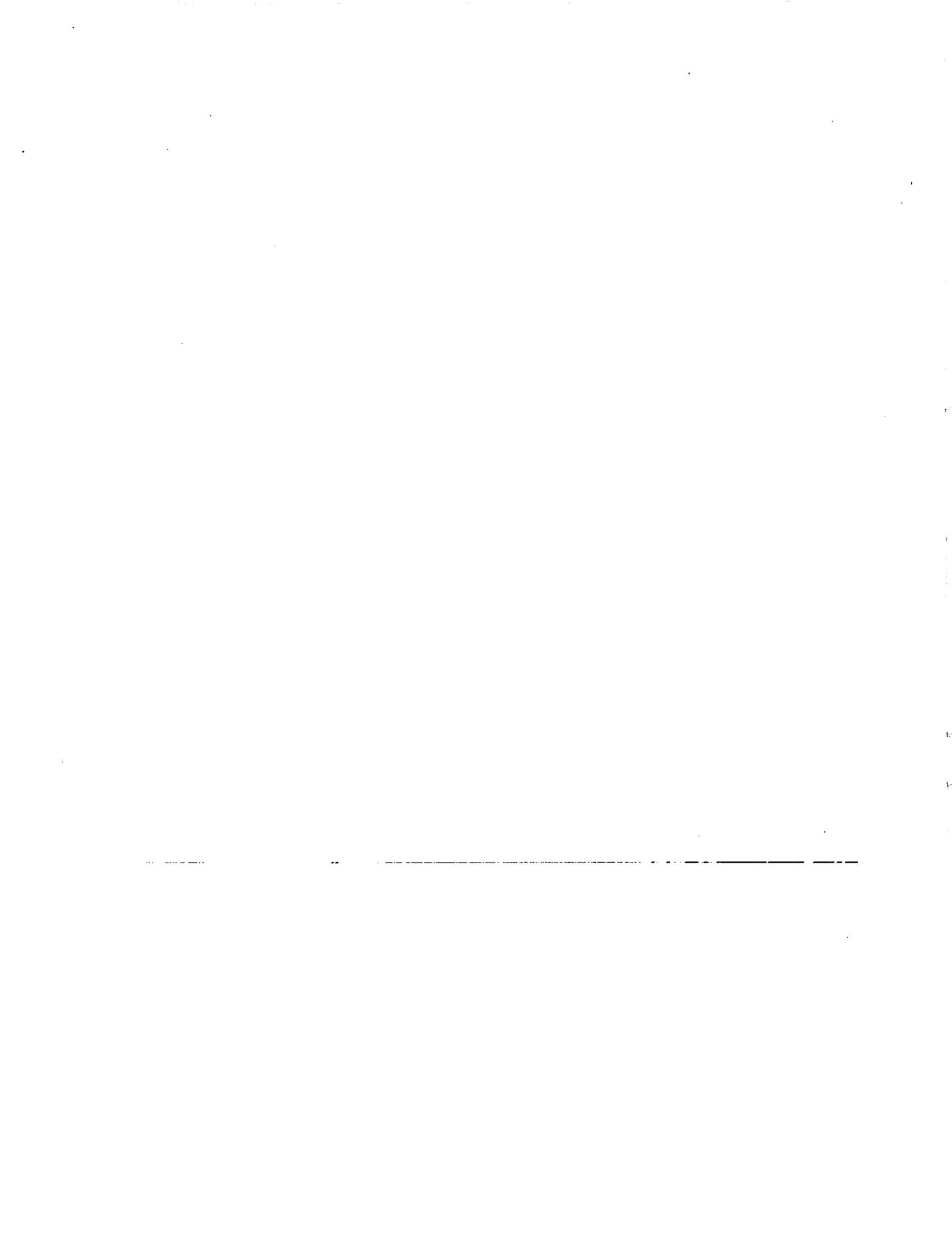
- identification de ces pratiques, compréhension de leur rationalité (cf. diagnostic) ;
- mise en ordre des données, synthèse ;
- reproduction en milieu contrôlé de certaines pratiques pour mieux les comprendre, les diffuser et, le cas échéant, les adapter...

Une démarche adoptée par plusieurs ONG, aussi bien dans le domaine de la santé que dans le domaine agricole. Face à cette démarche, plusieurs questions subsistent ; tout d'abord, est-il souhaitable et possible de valoriser toutes les pratiques traditionnelles, quelles qu'elles soient ? Les tenants de la recherche participative estiment qu'une fraction du savoir populaire a été introduite par l'idéologie dominante et qu'il faut donc retirer de ce savoir les éléments exogènes imposés. D'autres se rendent compte qu'il n'est pas toujours possible de recueillir et de transmettre un savoir populaire ; cas du SEMTA bolivien qui a œuvré à la récupération de la médecine Kallawayaya.

Enfin, et au-delà de la seule valorisation des pratiques traditionnelles, une question reste posée par les ONG latino-américaines : comment renforcer la capacité d'innovation des paysans ?

### ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- SAED-ERA-GEYSER-PDP-CRUCO-CREFAL-FES-FPH, non daté, *La apropiación de tecnologías para el desarrollo rural - mito, experiencia y realidad*.
- GEYSER, ed. GEA, non daté, *Desarrollo rural en América latina - La experiencia de organismos no gubernamentales*, México.



# LA DYNAMIQUE D'UNE FRONTIÈRE AGRICOLE TECHNIFIÉE

## Le cas des Cerrados (Brésil)

Jean-François FRITSCHÉ

IHEAL-CREDAL

Paris

La région des *Cerrados* est l'objet depuis une dizaine d'années d'un phénomène de front pionnier, caractérisé par une agriculture moderne, technifiée et capitalisée, fortement insérée dans les complexes agro-industriels. Ce mouvement trouve ses origines conjointement dans la restructuration de l'agriculture du Sud du Brésil, expulsant une fraction de la paysannerie moyenne, par un mouvement spéculatif découlant de larges subventions en capitaux, et par une demande mondiale en soja. Malgré la crise qui s'installe au Brésil l'occupation de ces espaces nouveaux du Centre-Ouest se poursuit et se structure. La frontière non seulement avance, mais se consolide produisant de nouvelles localisations spatiales des activités, tant de production que de transformation.

### L'ÉTAT ET LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES CERRADOS

Ces fronts pionniers des *Cerrados* sont caractérisés par le recours à une agriculture moderne, technifiée et capitalisée, fortement insérée dans les complexes agro-industriels. Contrairement à de nombreux fronts pionniers, celui des *Cerrados* est le fait de paysans moyens, originaires du sud du Brésil, habitués à une agriculture intensive et à l'usage de techniques modernes. Souvent intégrés dans de puissantes coopératives, et avec un profil plus proche de l'entrepreneur rural que de l'agriculteur traditionnel, ils forment l'embryon d'une "nouvelle classe paysanne". Cette dynamique pionnière a son origine dans l'action volontariste de l'Etat fédéral, et dans l'apparition de nouvelles formes d'accumulation et d'expansion (tant spatiale qu'économique) des segments dominants du capital privé. En rupture avec les formes précédentes de mise en valeur du Centre-Ouest, la phase actuelle, dont le programme

*Prodecer*<sup>1</sup> représente le prototype en même temps que le point d'articulation, vise moins des buts politiques ou géopolitiques que des objectifs économiques. Par la conquête des *Cerrados*, l'Etat brésilien garantit le développement du capital agro-industriel, tout en permettant, sans trop de tensions économiques et sociales, des restructurations dans l'agriculture des régions d'origine des migrants. En ce sens, le front pionnier est "une frontière du point de vue du capital, compris en tant que relation sociale de production"<sup>2</sup> et de reproduction. L'Etat fédéral apparaît ainsi comme l'acteur fondamental dans le processus de développement des *Cerrados*. Il détermine la dynamique de la transformation agraire, par la gestion des taux de change et des exportations, par des politiques de prix, et principalement par une politique de crédit rural. L'Etat délimite les enjeux (combien y-a-t-il à gagner), les acteurs (qui peut participer), ainsi que les règles de la participation à la mise en valeur des espaces nouveaux. Quant au capital agro-industriel oligopoliste, il s'agit pour lui de se créer de nouveaux territoires économiques de reproduction élargie, d'étendre son hégémonie à l'ensemble de l'espace brésilien, ainsi que de s'adapter aux nouvelles conditions de la concurrence internationale.

### CONSOLIDATION DU FRONT PIONNIER MALGRÉ LE RETRAIT DE L'ÉTAT

Depuis le début des années quatre-vingts on assiste à un désengagement de l'Etat dans le développement des *Cerrados* : mise en sommeil de *Polocentro*<sup>3</sup>, réduction des aides financières, diminution des investissements en infrastructures, réduction des différentiels de taux de crédits entre les régions d'agriculture déjà consolidées du Sud et les nouveaux espaces du Centre-Ouest. Ce

<sup>1</sup> Programme de développement des *Cerrados*. Projet Nipo-Brésilien conçu sur la notion de pôle de croissance. Le modèle est basé sur des exploitations familiales intensives et mécanisées, de 300 à 500 ha, encadrées par des coopératives. Cf. Bertrand/Thry/Waniez/1989; Lavinias in INRA/1987.

<sup>2</sup> Suivant l'expression de J. G. da Silva, 1981.

<sup>3</sup> Programme de Développement intégré des *Cerrados*. Programme fédéral implanté dans le cadre du II<sup>e</sup> Plan national de développement à partir de 1975, il a été quasiment désactivé à partir de 1979.

désengagement traduit aussi, au-delà de la crise financière, un certain changement dans le statut et le rôle de l'Etat brésilien. D'un Etat autoritaire et interventionniste, cherchant sa légitimité dans une politique de grands travaux et dans la croissance économique, il passe lentement à un Etat régulateur des conditions macro-économiques, moins impliqué dans la production. Cependant, malgré la forte réduction du volume du crédit rural, son renchérissement (les taux sont devenus supérieurs à l'inflation), la quasi-suspension des programmes officiels, et en dépit d'un fléchissement des cours internationaux du soja, la mise en valeur des *Cerrados* continue, à un rythme soutenu. Alors que dans le cas de l'expérience amazonienne, le désengagement de l'Etat avait provoqué une chute de l'investissement privé, dans les *Cerrados*, au contraire, de nouvelles articulations entre les régions de frontières et le marché interne surgissent, incorporant ces espaces nouveaux aux processus d'accumulation du capital agro-industriel, et indiquant une certaine "autonomisation" de la dynamique par rapport à l'intervention de l'Etat. La frontière non seulement avance mais se consolide. Parallèlement, on assiste à une relocalisation des activités. Traditionnellement les Etats du Sud du Brésil concentraient la quasi-totalité des surfaces cultivées en soja, ainsi que l'ensemble des capacités de stockage, de trituration et de raffinage. Or depuis une dizaine d'années on assiste, dans ces Etats, à une stagnation des surfaces ensemencées en soja, ou même à une déprise. Dans le même temps, au contraire, sa progression dans les *Cerrados* est spectaculaire : de moins de 900 000 ha. à la fin des années soixante-dix (11 % du total des surfaces en soja), près de 4,9 millions d'ha sont récoltés en 1989, soit plus de 40 % des surfaces en soja. Parallèlement, et en dépit de l'existence, au niveau national, d'une surcapacité de trituration, les industries de transformation commencent à s'implanter dans les *Cerrados*.

#### DYNAMIQUE DES CERRADOS DE LA BAHIA

Comment expliquer cette progression du complexe soja dans les *Cerrados* ? Ce front pionnier, situé à mi-chemin entre Brasilia et Salvador, a commencé en 1980 avec l'arrivée des premiers migrants méridionaux, attirés par le très faible prix des terres et l'existence d'un différentiel de taux d'intérêts, rendant le crédit rural moins cher dans le Nordeste que dans le Sud du

Brésil. En 1981, les premières surfaces sont plantées en soja (320 ha). Huit ans plus tard près de 600 000 tonnes sont récoltées sur 400 000 ha. Plus de 4 000 familles de producteurs, regroupées au sein de puissantes coopératives, ont déjà migré, auxquelles il faut ajouter tout le personnel d'encadrement technique, commercial et financier, lui aussi originaire majoritairement du Sud du Brésil. Parallèlement à l'implantation dans les *Cerrados* baianais de deux pôles du *Prodecer II*<sup>1</sup>, deux unités de transformation du soja se montent à Barreiras, toutes deux issues de groupes agro-industriels régionaux. Il s'agit de "Industrias Coelho", de Petrolina (PE), et du groupe Chaves de Itabuna (BA), longtemps spécialisé dans le commerce de cacao. La première tranche a été mise en fonctionnement au printemps 89, avec une capacité initiale de 300 t/jour. A terme la capacité de trituration de soja installée à Barreiras atteindra près de 500 000 t/an<sup>2</sup>. Alors que dans le Sud du Brésil, le soja entre en concurrence avec d'autres cultures, et que les choix sont faits entre elles en fonction d'une rentabilité espérée, dans les *Cerrados* il représente la seule production rentable, d'autant plus que toute l'infrastructure d'appui et de commercialisation s'est montée autour de ce grain. Les agriculteurs des nouveaux fronts n'ont pratiquement pas d'autre choix, sinon planter du soja. Ce n'est que maintenant que commence à s'ébaucher, surtout au niveau de la recherche agronomique, un effort de diversification. Cependant, si le soja connaît un développement aussi spectaculaire, c'est qu'il est rentable, même dans ces espaces où les coûts de production sont plus élevés que dans le Sud. Or, depuis l'approfondissement de la crise financière de l'Etat, celui-ci n'intervient pratiquement plus dans ces nouveaux espaces (soutien de la recherche, construction d'infrastructures...). De même, la rente différentielle qui existait du fait des conditions de crédit s'est considérablement réduite. Si la faible

<sup>1</sup> Projet de colonisation "Ouro Verde", 16 500 ha divisés en 47 lots, sous la responsabilité de la Cotia. Projet "Brasil Central", 15 000 ha, 38 lots, mis en œuvre par la Coaceral.

<sup>2</sup> Une troisième industrie de transformation envisageait de s'installer dans la Bahia, la Ceval (SC), premier complexe brésilien de commercialisation et d'industrialisation du soja, mais la localisation, au moment de l'enquête de terrain, n'avait pas encore été choisie (Salvador ou Barreiras?).



valeur des terres a permis, au départ, une plus faible immobilisation des capitaux et des investissements productifs plus importants, ce phénomène joue de moins en moins actuellement. De manière générale, on assiste donc à une homogénéisation des conditions économiques avec l'ensemble du Brésil. Or bien que les avantages comparatifs initiaux ayant permis son développement soient en train de se réduire, le front du soja continue à se développer dans les *Cerrados*.

### APPARITION D'UNE DYNAMIQUE RÉGIONALE

Il semblerait que le point principal qui permette la rentabilité macro-économique de la culture du soja dans les *Cerrados*, et plus particulièrement dans la Bahia, soit un prix d'achat des grains par les industries supérieur au prix du marché dans le Sud. Ces agro-industries destinent la majeure partie de leur production au marché régional des huiles, alimentaires ou industrielles (savon), mais sont peu tournées vers l'exportation. Il faut prendre en compte le fait que l'huile de soja représente près de 90 % du marché brésilien des huiles comestibles, et enregistre un fort accroissement de sa consommation dans les régions du Nord et du Nordeste pour deux raisons : d'abord parce qu'il existe dans ces régions une demande "réprimée", et ensuite parce que le soja est en train de se substituer aux oléagineux traditionnels (huile de palme, de coton, de riz), d'où une forte demande, et des cotations élevées, afin de garantir l'approvisionnement<sup>1</sup>. Cette demande provient principalement des agro-industries traditionnelles des oléagineux du Nordeste. De fait, l'expansion du soja a ouvert de nouvelles possibilités de diversification et de reconversion pour le capital agro-industriel régional, qui commence à concurrencer les firmes de négoce international des grains sur les marchés locaux de consommation d'huile. Initialement le soja a permis une meilleure rentabilité du capital productif en réduisant la sous-utilisation des capacités régionales de trituration et de raffinage, mais à terme il représente une meilleure option que les oléagineux traditionnels, surtout qu'une partie des investissements industriels

sont financés par les incitations fiscales en vigueur dans ces régions. Même si les grandes firmes de négoce de grains, originaires du Sud, ont augmenté leurs achats dans la région des *Cerrados*, il s'agit encore d'acquisitions marginales par rapport à leurs capacités de trituration, la majorité de leurs approvisionnements continuent à venir du Sud. Si leur présence sur ce nouveau front des *Cerrados* baianais répond à certaines exigences oligopolistiques du marché, il n'en reste pas moins vrai que leurs stratégies d'expansion se tournent davantage vers des espaces déjà plus consolidés (Triangle minier, région de Brasília). De ce fait, la croissance enregistrée par les groupes régionaux paraît relativement assurée. Cependant, la concurrence entre le capital régional et le capital multinational risque à terme de devenir plus aiguë, surtout dans le cadre actuel de restructuration de la filière agro-industrielle du soja et de concentration des capacités de raffinage. Pour le moment, la stratégie des grandes firmes de commerce international des grains paraît plus être de s'assurer un pied dans la région, que de contrôler le marché régional du soja dans les *Cerrados* de la Bahia. Les industries régionales des oléagineux s'approvisionnent principalement auprès des coopératives, notamment par des contrats de lots particulièrement favorables pour ces dernières, qui commercialisent plus de 2/3 de la production baianaise de soja. Le moteur de l'expansion du front pionnier dans les *Cerrados* de la Bahia, comme de ceux du Centre-Ouest, semble plus être lié à la dynamique du marché interne des huiles comestibles et à la reconversion des capitaux agro-industriels, notamment régionaux, et beaucoup moins une demande mondiale en tourteau de soja, demande qui fut le moteur de l'expansion du complexe soja dans le Sud du Brésil jusqu'au début des années quatre-vingts<sup>2</sup>. Il faut noter que l'installation d'unités d'industrialisation du soja entraîne et viabilise d'autres maillons de la chaîne agro-alimentaire : élevage intensif, abattoirs, frigos, industries de conditionnement. L'exemple de Rio Verde (GO), ou de Uberlândia (MG) est à cet égard significatif. Le même phénomène est en train de se reproduire à Barreiras, où des élevages intensifs envisagent de s'implanter, afin d'utiliser le tourteau de soja. Si, dans ce cas, le tourteau apparaît dans un premier temps

<sup>1</sup> Cf. *Gazeta Mercantil* du 19 4 88 "Novas industrias esto provocando alta da soja", et A Tarde du 2 12 88 "Industria de beneficiamento de soja torna preos mais competitivos".

<sup>2</sup> Cf. la thèse de Leclercq /1986, G. Muller /1982, Bertrand /1981.

comme un dérivé du raffinage de l'huile, il permet à terme une meilleure utilisation des capacités de trituration de soja, et une meilleure rentabilité des investissements, les deux phénomènes se renforçant mutuellement. La dynamique du front pionnier a donc actuellement un effet d'entraînement sur l'économie régionale, créant ainsi un processus de développement relativement autonome vis-à-vis de l'Etat fédéral. Cependant les structures de commercialisation sont encore en pleine évolution, sans définition stable. La situation peut évoluer très rapidement. Il suffit par exemple que l'option d'exportation devienne rentable (notamment par des investissements de l'Etat en infra-structures de transport), pour que de sérieuses tensions apparaissent sur les marchés régionaux de soja.

#### VERS UNE RECOMPOSITION POLITIQUE ?

Il est intéressant d'observer l'alliance entre les producteurs de soja, migrants venus du Sud, et les groupes d'entrepreneurs régionaux, les uns cherchant à rendre viable le processus d'accumulation des autres, les producteurs offrant une nouvelle matière première plus rentable, et les entreprises régionales de trituration offrant des prix plus élevés. Mais on n'observe aucune relation de cette articulation sur le plan politique. Les agriculteurs du Sud cherchent alors à définir des alternatives en développant des stratégies spécifiques (création de nouvelles localités, avec la volonté de les transformer, à terme, en municipes autonomes) qui leur permettraient de concurrencer, au niveau local et régional, le pouvoir encore exercé par les groupes oligarchiques.

En conclusion, il semblerait donc que, malgré le déclin ces dernières années des programmes spéciaux d'intégration des *Cerrados* implantés par l'Etat (comme le *Polo Centro*), le mouvement d'expansion de la frontière agricole n'ait pas été compromis par le désengagement de l'Etat, comme on aurait pu le penser. Le recul de l'Etat dans les *Cerrados* n'a pas arrêté le développement du complexe agro-industriel dans cette région, ni l'établissement de nouvelles relations entre acteurs économiques locaux et extra-régionaux. Cette dynamique semble s'appuyer actuellement sur la croissance du marché

local, en associant à cette expansion les groupes régionaux dominants en voie de modernisation et de reconversion. Mais il reste à savoir si l'apparition de ces nouvelles articulations internes est capable de soutenir de manière prolongée une expansion des nouvelles frontières ? La croissance de l'agro-industrie dans les *Cerrados*, jointe à la surcapacité actuelle de trituration du soja va entraîner une restructuration des groupes agro-industriels, se traduisant par la condamnation des unités les moins rentables et les plus vétustes, notamment dans les régions Sud et Sud-Est. Quels seront alors les effets de cette expansion sur la restructuration du secteur des oléagineux dans le cadre d'une nouvelle division, tant spatiale que sectorielle, du travail ?

#### BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN, C. ; LENA, P. (Coord.), 1986. "Frontières, mythes et pratiques." *Cahier des Sciences humaines de l'ORSTOM*, vol. XXII, n° 3/4.
- BERTRAND, J.P., 1981. "Le boom du soja au Brésil : apparition d'un complexe national dépendant". In *Document de recherche n° 1 Equipe Brésil*, CNRS - CREDAL, Paris, pp. 11-25.
- BERTRAND, J.P. ; THERY, H. ; WANIEZ, P., 5 et 6 juin 1990. "Les Japonais et la mise en valeur agricole des *Cerrados* au Brésil". Communication SFER, Paris.
- CREDAL, 1981. "Les phénomènes de frontière dans les pays tropicaux". *Travaux et Mémoires de l'IHEAL* n° 34, CNRS-CREDAL, Paris.
- Economie et Finances agricoles*, novembre 1989. Dossier spécial : "Brésil, les promesses de l'agro-alimentaire", EFA, n° 246.
- FERNANDES, A. ; SANTOS Filho, M. de ALMEIDA, P.H., 1988. "A modernização do campo nos *Cerrados* baianos". In *Espaços e Debate*, vol. XXV., pp. 63-77.
- FRITSCHÉ, J.F., 1988. "Migraos e mercado da terra nos *Cerrados* da Bahia". *Annales du IX ENGA*, Universidade Federal do Santa Catarina, Florianópolis.
- GOODMAN, D. ; SORJ, B. ; WILKINSON, J., 1985. "Agroindústria, políticas públicas e estruturas sociais rurais". In *Revista de Economia Pública*, vol. v, n° 4, pp. 31-54.
- INRA (J.P. Bertrand Coord.), juin 1987. *Agro-industrialisation, approvisionnement et agro-exportation des grains ; la dynamique de la frontière agricole des *Cerrados* au Brésil*. Compte rendu de la réunion des 26/27, INRA, Paris.

LECLERCQ, V., 1986. *Conditions et limites de l'insertion du Brésil dans les échanges mondiaux du soja*. Thèse de doctorat, INRA, Montpellier.

LOUREIRO, M.R. (Coord.), 1981. *Cooperativas agrícolas e capitalismo no Brasil*. Ed. Cortez/Ed. Associados, São Paulo.

MULLER, G., 1982. "O Complexo agro-industrial e as transnacionais. O complexo agroindustrial da soja". *Document de recherche* n° 24, Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro.

RIVIERE d'ARC, H. (Coord.), 1987. *Portrait de la Bahia*. Editions de la MSH, Paris.

SILVA, J.G. da, 1981. *A modernização dolorosa, Estrutura agrária, Fronteira agrícola e Trabalhadores rurais no Brasil*. Zahar Ed., Rio de Janeiro.

WILKINSON, J., 1986. *O Estado, a agroindústria e a pequena produção*. Hucitec/Cepa-Ba, São Paulo/Salvador.



# MODERNIZACIÓN Y CRISIS : LA ECONOMÍA CAMPESINA EN EL SUR ANDINO DEL PERÚ

Volkmar BLUM  
*Instituto de Estudios Latinoamericanos*  
*Universidad Libre de Berlín*

Las teorías opuestas de modernización y de marginación compartían una visión parecida del campesinado : el campesinado es tradicional, excluido del desarrollo social y estancado en una tecnología atrasada. Por cierto su situación es caracterizada por pobreza, poca inserción al mercado y baja productividad, pero el campesino andino siempre ha incorporado nuevas técnicas. El sistema de cultivo de maíz bajo riego, desarrollado y controlado por especialistas incas, se transformó en una técnica manejada por los campesinos, y los bueyes traídos de Europa se usaron como principal fuerza de tracción. La eficacia del sistema de rotación para mantener la fertilidad de la tierra se basa en el uso de leguminosas y en el pastoreo de vacas y ovejas en terrenos de descanso, todos de origen europeo.

En los últimos veinte años el proceso de modernización se aceleró. Comenzó con el uso de pesticidas, seguidas por la aplicación de fertilizantes y culminando en la siembra de semillas híbridas para productos meramente mercantiles y el uso de tractores en donde sea factible. La difusión de estas nuevas técnicas ya no se limita a ciertas regiones ni a ciertas capas sociales, como fue anteriormente, abarca a gran parte del campesinado andino. Al mismo tiempo los cambios técnicos asumen una nueva calidad frente a los antiguos procesos de difusión del cambio técnico : ninguno de los nuevos factores de producción puede ser reproducido y proveído por la misma economía campesina. Cada gota de pesticida, cada grano de fertilizante químico y cada semilla híbrida tienen que ser comprados. Y también para conseguir y mantener un tractor se debe recurrir al mercado.

No sorprende el hecho, que este proceso ocurre, ya que caracteriza el desarrollo o subdesarrollo agrario en todas las zonas latinoamericanas, pero sorprenden sus circunstancias y consecuencias. La modernización se desenvuelve en una sociedad en crisis permanente, que no dedica ningunos recursos económicos al desarrollo campesino. La política agraria, si aún existe, se concen-

tra en el fomento de productos exportadores no tradicionales e ignora a los productores de alimentos básicos en los Andes (vea Figueroa 1983). Paradójicamente, la difusión de insumos modernos se realiza, cuando ninguna agencia estatal la propaga en forma coherente.

Las consecuencias visibles del proceso de modernización contradicen lo que teóricamente siempre se ha constatado : los campesinos mantienen una amplia producción de subsistencia. No se transforman en productores de mercancías y la competencia entre ellos no resulta en procesos de concentración de capital fijo. Más bien persisten parcelación y descentralización de entidades medianas y grandes, resultando en números crecientes de familias campesinas. No se nota un proceso de proletarianización como en otros países latinoamericanos.

Conocemos mal el proceso de modernización, poco sabemos de las razones por las cuales los campesinos aplican nuevas técnicas o acerca de los conflictos que este cambio genera. El estudio de esta problemática fue probablemente iniciado por Golte (1980) y llevado adelante por los trabajos de Gonzales y Kervyn (1987), Carrasco (1987) y Cotlear (1989). Mi aportación se basa en estudios de campo realizados entre 1982 y 1989 en una comunidad campesina del Distrito de Lamay en el Valle Sagrado de los Incas, Cusco, concentrándome en las siguientes preguntas : ¿ Cómo afecta la crisis de la economía nacional a la economía campesina ? ¿ Por qué y en qué formas se incorporan nuevas tecnologías ? ¿ Qué rol juegan el mercado y los recursos comunales ? ¿ Qué conflictos arrastran y que tendencias se vislumbran ?

## CRISIS ECONÓMICA Y ECONOMÍA CAMPESINA

Los campesinos sólo comercializan una parte de su producción. Es menor de lo que se estimaba todavía en los años setenta. En el sur andino venden en promedios comunales sólo entre un décimo hasta un tercio de su producción (datos detallados vea Blum 1989 :150-157). Si bien la evolución de los precios agrícolas sólo afecta a esta parte mercantilizada, las relaciones con el mercado no son de ninguna manera insignificantes para la reproducción campesina. Su importancia salta a la vista cuando se observa el comportamiento campesino frente a una sequía en 1982-1983, la cual disminuyó la producción promedio por un tercio. Tal baja de la producción arriesgó la sobrevivencia aún de campesinos "medios", que cultivan alrededor de una hectárea. La producción ya no les alcanzaba para cubrir las necesidades de subsistencia.

La escasez de alimentos de origen campesino, como maíz y papa, elevaba los precios. Los campesinos aprovecharon los precios altos, vendiendo algo de lo poco que cosecharon, para comprar alimentos de origen agro-industrial, sobre todo arroz. Vendiendo papa y maíz y comprando arroz triplicaron la cantidad de calorías disponibles por estos productos. Sólo esta triplicación de calorías a través del mercado les salvó de una hambruna. Tal "desvío reproductivo" - excepcional pero importante - ilustra que la tesis de Gonzales diciendo que cada transacción por el mercado significaría una pérdida de calorías es falsa (Gonzales 1987 : 158).

Los acontecimientos a fines de la década, sin embargo, previenen contra una sobreestimación de las posibilidades del mercado. A partir de 1987 los precios reales de productos campesinos declinaron y la hiperinflación a partir de septiembre 1988 dificultó las transacciones mercantiles. Los precios de arroz subieron y el arroz mismo escaseó. Vendiendo maíz y comprando arroz ya no se podía ganar ninguna caloría. Los campesinos de la comunidad estudiada respondieron con la intensificación del cultivo de verduras. Pero no se transformaron en productores meramente de verduras, sino los que tenían acceso a terrenos aptos y vías de comercialización dedicaron una chacra pequeña al cultivo de verduras, sembrándolas además en forma consecutiva y alteradamente. Cosechando cada dos o tres semanas un saco de zanahorias o de cebollas se disminuyó los efectos devolutivos de la hiperinflación. Además, de los ingresos de ventas se compraba lo que se conseguía. Mientras que anteriormente se compraba arroz, fideos, sal o azúcar, cuando se lo necesitaba, ahora se lo compra en cantidad, cuando hay dinero. Mientras que anteriormente sólo se almacenaba los productos de la chacra, como maíz y papa, ahora se llena la dispensa también con productos del mercado, incluyendo insumos productivos como fertilizantes o pesticidas.

Estos comportamientos sólo son factibles cuando se tiene productos para vender. Pero igualmente se basan en una amplia producción de subsistencia. Si los mismos productores no pudieran comer el maíz y la papa, tampoco los podrían retirar del mercado cuando los precios son desfavorables, y si cultivaran verduras en grandes cantidades, los precios caerían a tal nivel, que la mayoría de los productores no podrían sobrevivir. Recién el alto nivel de producción de subsistencia posibilita el comportamiento selectivo frente al mercado. La interdependencia mutua de producción de subsistencia y de producción mercantilizada explica también porque los campesinos no se arruinan cuando ciertos precios declinan, lo que ocurre por ejemplo con productores de café. Ya que por el otro lado es indis-

pensable aprovechar las ventajas del mercado para sobrevivir, los campesinos andinos ni en fases de crisis nacional podrían retirarse por completo a la producción de subsistencia, lo que ocurre por ejemplo en África.

Eso indica algunos factores del efecto de la crisis al comportamiento campesino y algunas razones por qué los campesinos pueden sobrevivir y en pequeña escala aún ganar por la crisis. Pero eso no aclarece todavía por qué se aplica insumos modernos.

### REMIGRACIÓN, INTENSIFICACIÓN Y NUEVAS TÉCNICAS

Hasta los años 70 la población agrícola creció en menos de 1 % al año, la migración hacia las ciudades sirvió como principal canal de fuga del campo. El lento crecimiento demográfico se acompañó por una extensión de la tierra controlada por los campesinos gracias a la reforma agraria. Si bien entonces ya se intensificaba la agricultura, disminuían los barbechos y se sufría una "crisis ganadera" por la extensión de las tierras cultivadas a expensas de los pastos naturales (Gonzales y Kervyn 1987 : 115, 139).

La crisis económica de los años 80, sin embargo, provoca la remigración de jóvenes, que ya no pueden conseguir medios de sobrevivencia en las ciudades. En la comunidad estudiada de Lamay, por ejemplo, el número de socios subió de 81 en 1984 a 120 en 1989. Ellos demandan terrenos de sus padres. Como ninguna familia posee suficientes terrenos para cubrir las demandas de todos sus hijos, y como ya no hay pastos naturales aptos para los cultivos, se trata a ganar tierras abandonando el sistema de descanso. Eso reduce aún más las posibilidades de pastoreo y agrava la "crisis ganadera". Escasea el guano de corral cuando el abandono parcial del descanso aumenta la demanda de fertilización. La aplicación de fertilizantes químicos es ya indispensable. Se intensifica también la agricultura en terrenos bajo riego. Donde anteriormente se cultivaba maíz en monocultivo con tres meses de descanso, se introducen verduras o cereales para forraje como cultivos intermedios, llevando así tres cultivos en dos años (maíz - papa - cebada).

La intensificación fomenta la parcelación y privatización en aquellos terrenos bajo control de la comunidad. La comunidad trabaja parte de los terrenos fértiles en el piso del Valle Sagrado a través de comités. En algunos comités el sistema de cultivo se apoya en el muy "tradicional": se reparte el espacio en partes iguales entre los socios. Cada socio tiene que poner semillas, fertilizantes, pesticidas y fuerza de tracción, sean buyes o tractor. El comité determina el producto a

cultivar y los días de labores culturales. Después de la cosecha se permite el pastoreo indiscriminado entre los socios. En 1985 por primera vez un grupo de cinco campesinos ignoró la autoridad del comité, sembrando papa inmediatamente después de la cosecha de maíz. Ya no permitían el pastoreo comunal y privatizaron de facto su parcela. Bajo estas condiciones, una redistribución del terreno entre los socios ya no era factible.

La importancia de los procesos de intensificación y privatización dentro de los comités se entiende mejor, cuando se considera su rol dentro de la comunidad. Los comités son parte de una empresa comunal (vea *Comunidad Campesina* 1986). Esa empresa comunal fue fundada en 1976 después de una toma de tierras para ordenar el cultivo de las tierras recuperadas. Se instaló tres comités regionales entregándoles una parte del terreno de la empresa comunal. Los comités cultivan estas tierras a favor inmediato de sus socios. En recompensa del terreno entregado, cada socio tiene que trabajar para la empresa comunal quince días al año, cultivando aquella mitad de los terrenos en manos de la empresa. Los ingresos de estos terrenos comunales sirven para mantener el tractor, para comprar fertilizantes y para cubrir los gastos monetarios de la comunidad. Los socios por su lado pueden recurrir al servicio del tractor y conseguir fertilizantes de la empresa comunal a través de la entrega de días de trabajo adicionales.

Aunque este sistema es muy conflictivo, resuelve tres problemas a la vez :

- cada socio tiene acceso a terrenos fértiles aptos para el cultivo de maíz blanco ;
- la empresa comunal se asegura la mano de obra para el cultivo de sus terrenos y el mantenimiento del tractor ;
- los socios tienen acceso a nuevos medios de producción sin tener que comprarlos en forma individual, lo que en el caso del tractor jamás podrían.

Sobre todo el tercer punto es de suma importancia para entender las razones por las cuales los campesinos introducen nuevas técnicas : en los meses de siembra de maíz - agosto y septiembre - la fuerza laboral de una unidad doméstica ya es altamente aprovechada. La escasez de mano de obra en estos meses se agrava, cuando la cosecha de cereales en secano se prolonga. Sólo el uso del tractor para la preparación del terreno les posibilita extender las tierras cultivadas con maíz. El uso de fertilizantes con variedades de maíz blanco - variedades incaicas de altos rendimientos -, duplica la productividad de la tierra frente al cultivo de maíz amarillo. El efecto combinado de los tres factores - selección de semillas, uso de fertilizantes químicos y

mecanización - triplica la productividad del trabajo. Considerando la baja productividad del trabajo con las técnicas tradicionales, la pobreza general del campesinado y el alto grado de aprovechamiento de la fuerza laboral familiar en los meses de siembra se puede entender el afán de los campesinos conseguir y mantener las técnicas modernas, aún, si se trata de una técnica tan criticada como la del tractor (cf. Linck 1986).

Por otro lado, el modelo organizativo de la empresa comunal limita los riegos del mercado y la dependencia mercantil de la reproducción de la unidad campesina hacia la empresa comunal. Pagando el costo del uso de los insumos modernos por días de trabajo, ninguna unidad campesina tiene que vender más de sus productos ni tiene que pedir créditos personales ni es necesario que compita en el mercado con unidades de producción más modernizadas. De esa manera, la empresa comunal absorbe las diferencias que producen las fuerzas atomizadoras del mercado.

Ese sistema, sin embargo, resulta arriesgado no sólo por una privatización clandestina dentro de cada comité, sino sobre todo por los acontecimientos recientes debidos a la crisis nacional y la remigración. A pesar de la intensificación de la agricultura en los terrenos individualmente controlados, la mayoría de los jóvenes remigrantes no consiguen una base suficientemente sólida para asegurar su reproducción. Presionan por eso sobre todo a los terrenos bajo control colectivo. Frente a esa creciente presión demográfica los comités ya no admiten nuevos socios, porque se reduciría la cantidad de tierras asignadas a cada socio. Los jóvenes son de esta manera excluidos de las tierras de la empresa comunal, porque sólo pueden usufructuar terrenos de la empresa comunal siendo miembro de un comité. A esa situación ellos respondieron con la fundación de un comité nuevo, el comité de jóvenes. A través de la asamblea general consiguieron la asignación de algunas tierras a su comité.

Fuera de la asignación de tierras al comité de jóvenes, las tierras trabajadas directamente para la empresa comunal se reducen continuamente. Alrededor de una hectárea fue transformada en zona residencial para aquellos jóvenes sin tierras, que ya han fundado un nuevo hogar. Otros mantienen terrenos entregados en recompensa para cargos comunales, aunque ya no los tengan. De esa manera las tierras trabajadas para el fondo comunal se han reducido entre 1984 y 1989 por la mitad. Esa disminución pone en riesgo este bien elaborado sistema, por el cual los campesinos pueden conseguir los nuevos medios de producción sin sufrir sus consecuencias negativas.

Los resultados, que el proceso de parcelación lleva consigo, ya se vislumbraban en 1989. A la empresa comunal le faltaba el dinero para comprar semilla de papa y pesticidas. Recurrieron por eso a una entidad nacional de desarrollo, la cual debía prestar la semilla por la reentrega de la misma cantidad de semilla después de la cosecha. Los ingenieros, sin embargo, prestaron la semilla más los pesticidas y aconsejaron los labores culturales, reclamando la mitad de la cosecha total. Aprovecharon la debilidad económica de la empresa comunal para introducir una forma de trabajo al partir que hasta entonces jamás se hubiera aceptado. Este ejemplo muestra que los campesinos se encuentran en una situación explotada, cuando sus recursos comunales ya no les alcanzan para conseguir y mantener los medios de producción modernos.

### CONCLUSIONES

Aunque cada comunidad campesina en sí es única, los procesos observados de Lamay permiten sacar algunas conclusiones válidas no solamente para el Sur-Andino del Perú. La crisis económica de la sociedad en conjunto afecta a los campesinos sobre todo por dos vías : precios agrícolas y remigración.

- Una amplia producción de subsistencia facilita un comportamiento selectivo frente a los movimientos de precios. En fases de altos precios, los campesinos pueden ganar calorías vendiendo sus productos y comprando alimentos de origen agro-industrial. Durante la hiperinflación y hiperrecesión a fines de la década, los productos agro-industriales escaseaban y los campesinos intensificaron la producción de productos de altos precios, sin abandonar su base de producción de subsistencia.
- La crisis nacional es en primer lugar una crisis de reproducción en las ciudades. La remigración de jóvenes se acelera y la presión sobre la tierra se agudiza. Eso tiene dos efectos entre sí relacionados : intensificación y privatización.
- La intensificación es indispensable, porque ya no hay tierras baldías o en descanso largo. La tierra gana una nueva calidad, porque no es manejable dentro de la antigua matriz técnica. Tiene que adoptar insumos modernos provenientes del mercado. Éstos se puede conseguir en forma individual y manejar, sólo si se tiene dinero y los conocimientos. Esto fomenta un proceso de individualización y debilita el control comunitario sobre el proceso productivo.
- La privatización se agudiza por la escasez de recursos y la presión de los remigrantes sobre la tierra. Esto lleva a fuertes conflictos, que ya no se desarrollan entre clases

sociales claramente definidas, como en los años sesenta y setenta, sino dentro del mismo campesinado.

- Detrás del conflicto de generaciones se esconde un conflicto fundamental entre los intereses de cada unidad campesina para controlar terrenos suficientes para su sobrevivencia y entre los intereses de la colectividad por mantener tantos recursos comunales para conseguir medios de producción modernos, que no pueden ser conseguidos individualmente sin graves riesgos.
- En la medida en que la comunidad mantiene una fuerza productiva suficiente para conseguir y mantener medios de producción, éstos no generan procesos de expulsión o proletarización como en otras partes de América Latina. La fuerte presión sobre la tierra, sin embargo, pone en peligro el sistema elaborado por los campesinos al exponerlos a ciertos riegos del mercado.
- El conflicto entre intereses individuales y colectivos de sobrevivencia nunca puede resolverse en favor de uno u otro lado ya que el campesinado sólo puede sobrevivir si se mantiene la base comunitaria. Mientras el conflicto sigue vigente, impulsará una modernización acelerada, que se desenvolverá hacia rumbos totalmente diferentes de los recorridos en otras partes del mundo.

### BIBLIOGRAFÍA

- BLUM, Volkmar, 1989. *Zur Organisation kleinbäuerlichen Wirtschaftens. Entwicklungstendenzen, Erklärungsansätze und Fallstudien aus den sätlichen Anden Südperus*, Saarbrücken/Fort Lauderdale.
- CARRASCO V., Alfonso, 1987. *El cambio tecnológico en poblaciones rurales andinas*, ITDG Lima.
- Comunidad Campesina 1986. *Comunidad Campesina y Empresa Comunal*, (C. Barrios y M. Padrón eds.), CLA/CEDEP/DESCO Lima.
- COTLEAR, David, 1989. *Desarrollo Campesino en los Andes*, IEP Lima.
- FIGUEROA, Adolfo, 1983. "Mito y Realidad de la Economía Campesina" en Javier Iguñiz (ed.), *La Cuestión Rural en el Perú*, PUC Lima.
- GOLTE, Jrgen, 1980. *La Racionalidad de la Organización Andina*, IEP Lima.
- GONZALES de OLARTE, Efrain, 1987. *Inflación y Campesinado. Comunidades y Microregiones frente a la Crisis*, IEP Lima.
- GONZALES de OLARTE, Efrain y BRUNO, Kervyn, 1987. "La Lenta Modernización : Cambio técnico en comunidades campesinas" en Gonzales de Olarte, Efrain et al. (eds.), *La Lenta Modernización de la Economía Campesina*, IEP Lima.
- LINCK, Thierry, 1986. "Mechanisierung des Regenfeldbaus. Welches Gesellschaftsmodell soll man wählen?" in : *Peripherie* 22/23 : 44-59.



## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

### Le "Programa Valles Altos" dans les Andes vénézuéliennes

Jean-Christian Tulet  
GRAL - CNRS  
Toulouse, France

Pour beaucoup, la réussite des programmes d'irrigation dans le Tiers Monde apparaît pour le moins très discutable, tant est élevé le coût de leur construction et médiocre leur utilisation. Elle l'est encore bien plus lorsqu'ils doivent, comme c'est souvent le cas, être réhabilités à grands frais, parfois quelques années après leur inauguration, alors que leur simple amortissement est en général prévu sur trente ans. Le Venezuela n'est pas à l'abri de ces échecs. En revanche, il dispose d'un extraordinaire exemple de succès avec l'édification de petits systèmes d'irrigation dans les Andes vénézuéliennes. Toute cette région s'en est trouvée transformée.

Il existe donc des périmètres heureux. Parmi les raisons de ce succès, il faut souligner tout particulièrement l'action d'un groupe d'animateurs locaux, ingénieurs agronomes et responsables administratifs. Mais, tout autant que leur réussite, ce sont les formes, le cheminement de leur action qui semblent tout aussi importants.

#### TRANSFORMATION RADICALE DES HAUTES VALLÉES

Il y a moins d'une génération, on pouvait classer les Andes vénézuéliennes parmi les régions les plus pauvres du pays. A présent, les foyers de pauvreté ou même de misère n'ont pas disparu. Mais ils se juxtaposent désormais à des foyers d'activité économique intense, nés de la mise en place progressive de ces petits systèmes d'irrigation.

Il n'existe pas de source précise sur leur extension globale, du fait de l'actuelle multiplicité des maîtres d'œuvre, mais on peut l'estimer à environ 20 000 ha, répartis en près de 300 périmètres. Cela peut paraître assez peu... Toutefois, leur localisation en altitude (entre 1 500 m et 2 500 m) leur permet de se consacrer à des cultures maraîchères, impossibles ailleurs dans ce pays tropical. Non seulement ces produits possèdent

une très haute valeur ajoutée, mais ils ne demandent que quelques mois de travail. L'exploitant peut ainsi obtenir deux à trois récoltes par an selon les lieux.

D'après des estimations relativement grossières, 30 000 emplois auraient été créés directement par l'ensemble de ces systèmes, ce qui est tout à fait considérable si l'on tient compte des emplois induits. Cela ferait alors au total entre 100 000 et 150 000 travailleurs. Ces derniers, avec leur famille, repré-senteraient ainsi un demi-million de personnes, chiffre à rapprocher de la population de la région andine : 2,5 millions d'habitants. Même si un bon nombre de ces emplois ne se situe pas sur place (intermédiaires, grossistes...), cela éclaire malgré tout le poids considérable acquis par cette nouvelle activité.

Aussi dynamique soit-il, un seul groupe d'animateurs n'aurait pu aboutir à un tel résultat. La demande urbaine en produits alimentaires "tempérés" constituait un appel considérable, comme en témoignent des transformations analogues en d'autres pays latino-américains. Par ailleurs, il semble évident que certains producteurs, souvent d'origine canarienne, ont provoqué un effet notable d'entraînement. L'action de ces animateurs s'inscrit donc dans un contexte éminemment favorable, mais qu'ils ont su exploiter, en lui donnant une orientation originale.

#### LES ORIGINES : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les débuts de la démocratie, après 1958, voient porter un grand intérêt aux problèmes de lutte contre l'érosion, avec une priorité pour les milieux les plus fragiles (fortes pentes en montagne). Le nouveau "ministère de l'Agriculture et de l'Élevage" crée un "service de conservation des sols" qui reçoit le soutien des plus hautes sphères de l'État. Ce nouvel organisme se trouve alors dans une situation assez paradoxale. Ses membres ne possèdent en général que très peu d'expérience concrète; par contre, ils disposent de beaucoup de moyens, rente pétrolière aidant. Un grand volontarisme préside aux premières mesures, décrétées nationalement. Il s'agit de mettre en œuvre une série de pratiques anti-érosives, visant à la protection des versants et au reboisement, en luttant contre le surpâturage, celui des chèvres en particulier. Au besoin, on utilise la répression par l'intermédiaire de la Garde nationale.

On peut encore apprécier aujourd'hui les effets de telles mesures, en particulier dans le centre des Andes vénézuéliennes, dans le bassin de Mucuchies : quelques bosquets étriqués (de pins, bien sûr) s'accrochent sur

des pentes où l'absence totale d'autre végétation souligne l'ampleur des terrassements effectués (banquettes perpendiculaires à la pente), totalement inutiles. Parfois même le remède a été pire que le mal, avec le profond ravinement provoqué par des travaux mal contrôlés (San Rafael de Mucuchies).

Même en faisant abstraction de pareils résultats ou encore des mesures coercitives, de telles mesures ne pouvaient que rencontrer l'opposition, ou au mieux l'indifférence, des populations paysannes, en rentrant en contradiction avec l'utilisation traditionnelle de ces milieux. Dans les Andes, on cultive les pentes (les plus abruptes ne font pas peur), au besoin en laissant la terre se reposer pendant une longue période après quelques récoltes de blé ou de maïs. On utilise le reste des surfaces disponibles, ou les jachères, en parcours. Les fonds de vallée, souvent difficiles à cultiver pour cause de l'existence de grosses pierres et de mauvais drainage (et en dépit de la présence d'alluvions très fertiles), servent de pâturages d'appoint, en particulier pendant la saison sèche. Toutes mesures ne proposant pas de solution alternative à ce système d'utilisation risquent ainsi de priver les paysans d'une partie de leurs ressources déjà trop maigres. Elles ne peuvent donc pas être acceptées.

#### DU SUBSIDIO CONSERVACIONISTA AU PROGRAMA VALLES ALTOS<sup>1</sup>

Ce n'est que peu à peu, de manière empirique, que divers responsables de l'Administration se sont localement acheminés vers des solutions plus efficaces, en particulier par la mise en place d'antennes locales, toujours dépendantes du ministère de l'Agriculture, mais dotées d'une certaine autonomie d'action. A cela s'est ajouté l'instrument spécifique de financement constitué par la création du "*Subsidio Conservacionista*" (1961). Dans un premier temps, l'action autour de celui-ci reste fidèle aux origines. Il s'agit avant tout d'une "incitation économique" accordée par l'Etat vénézuélien à des communautés rurales organisées en comités pour favoriser la conservation, le développement et la mise à profit des ressources naturelles

<sup>1</sup> Tous ces développements doivent beaucoup à l'ingénieur Jaime SORIANO, et aux longues conversations qu'il nous a accordées, alors même qu'il était particulièrement occupé. Ses informations sont d'autant plus précieuses qu'il a été au cœur des transformations opérées, sans jamais se départir d'une singulière appréciation critique sur son action.

renouvelables tout en améliorant la situation socio-économique de ces mêmes communautés"<sup>2</sup>. Dans l'Etat du Trujillo, où il connaît ses applications les plus remarquables, les deux premières années restent encore des périodes de tâtonnements. Une partie des fonds octroyés est même reversée pour cause de non-utilisation.

Pour ces responsables locaux, l'option forestière devient de moins en moins prioritaire, pour être par trop opposée aux intérêts immédiats des agriculteurs. Ils se tournent au contraire bien plus volontiers vers des pratiques "agronomiques", plus proches d'ailleurs de leur formation professionnelle. Ils en viennent, peu à peu, à créer une forme de pédagogie de protection de l'environnement destinée à faire adopter volontairement les mesures proposées. On met ainsi l'accent sur la construction de murs de contention, édifiés par épierrement des champs. Ces travaux sont réalisés par les paysans eux-mêmes, moyennant une rétribution. Ces derniers y voient dans un premier temps une source nouvelle de revenus et guère plus. Toutefois, leur défiance initiale laisse place à une volonté de collaboration, plus favorable à leur faire accepter l'éventuel bien-fondé de certaines mesures proposées.

Toutefois, le saut qualitatif va s'effectuer avec la création des premiers systèmes d'irrigation. Leur intérêt apparaît alors évident. Les débouchés urbains sont énormes (les légumes frais ne peuvent pas être importés de manière aussi massive que d'autres produits alimentaires). Le producteur est donc assuré non seulement de vendre, mais à un bon prix. De plus, il n'a pas besoin d'investir à long terme, il encaisse les bénéfices de son travail au bout de quelques mois seulement. Les frais d'installation du système, terrassement, aménagements divers, pose de tuyauterie... sont pris en charge par le *Subsidio*, et ne pèsent donc pas directement sur les finances des producteurs, qui sans cela auraient eu les pires difficultés pour en venir à bout.

La technique utilisée est celle de l'aspersion, qui, bien que gaspillant beaucoup plus d'eau que celle par gravité, offre le grand avantage de s'adapter à toutes les formes de terrain, même ceux les plus pentus, moyennant un nivellement sommaire. Elle aboutit ainsi à justifier pleinement toutes les actions proposées : épierrement, mise en place de surfaces régulières (mêmes inclinées) séparées par des murettes, drainage... Moyennant quoi, il se produit un bouleversement complet du système d'utilisation du sol : l'agriculture tend à se concentrer

<sup>2</sup> AGUILAR Luis A., *El subsidio conservacionista y la difusión y adopción de innovaciones tecnológicas*, Mérida, 1978.

dans les bas-fonds, sur les terrasses alluviales (qui se révèlent d'une très grande fertilité), tandis que les versants autrefois cultivés sont peu à peu délaissés au profit d'un élevage de plus en plus extensif. Cela ne signifie d'ailleurs pas qu'ils deviennent inutiles ou parfaitement indépendants du nouveau système de production, bien au contraire. L'absence presque totale de mécanisation dans les hautes vallées ne tient pas seulement à la présence de fortes pentes, mais surtout à un calcul économique très clair. Une paire de bœufs utilisée pour les labours et qui ensuite s'entretient tout seul sur les parcours revient beaucoup moins cher que l'achat d'un tracteur et son entretien.

Tout cela ne s'est pas effectué spontanément... Là encore, les hésitations, les échecs mêmes n'ont pas été rares. Certains responsables se souviennent encore, vingt ans après, de leur déconvenue lorsque leur première tentative d'installation d'un réseau d'irrigation, à Tuñame, a tourné au fiasco, les tuyaux cédant sous la pression de l'eau, devant toute la communauté villageoise rassemblée. Il faut alors tout reprendre, recommencer les réunions de producteurs, convaincre à nouveau de participer, ce qui n'est pas toujours évident après un tel avatar...

Par ailleurs, le *Subsidio* se révèle progressivement inadéquat par rapport à la situation nouvelle. Les crédits ne sont plus à la hauteur des demandes, ayant été initialement prévus pour des actions "coup par coup" et non pour des opérations de plus grande ampleur. En 1974, le "*Programa de Desarrollo Agrícola de los Valles Altos del Estado Trujillo, Venezuela*" (*Programa Valles Altos*), alors décidé, prend en compte chaque vallée dans son ensemble en mettant systématiquement en place des réseaux d'irrigation par aspersion, comme moyen fondamental de lui apporter la richesse. *Les problèmes de protection de l'environnement deviennent alors des sous-produits d'une opération délibérément tournée vers le développement.*

#### PROGRAMA VALLES ALTOS : UNE MÉTHODOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT<sup>1</sup>

Le passage du *Subsidio* au *Programa* n'exprime pas seulement une vision plus ample des questions à régler, ni même une plus grande quantité de crédits octroyée. Il constitue aussi une officialisation, le *Programa* devenant l'instrument unique de toutes les opérations d'irri-

gation en montagne pour le Trujillo, disposant de l'appui des différents gouverneurs. Toutefois, cette officialisation ne constitue pas une institutionnalisation, jugée non nécessaire à cette époque, ce qui, par la suite, ne manquera pas de poser de gros problèmes.

C'est aussi le moment où les expériences accumulées se matérialisent dans un "manuel" didactique<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas, dans ce cas bien précis, d'un des innombrables "*planes*", "*anteproyectos*" et "*diagnósticos*", passages obligés d'une quelconque opération que l'on s'empresse ensuite heureusement de ranger sur un rayon de la bibliothèque du service. Là, le manuel met l'accent sur les aspects pragmatiques et en premier lieu, sur l'organisation des producteurs avec la création de "*Comités de Riego*" qui reprend les formes traditionnelles du travail collectif en usage dans les Andes (*convite, cayapa, mano vuelta*...). Il invite pour cela à distinguer les producteurs les plus éclairés, destinés à fonctionner comme "agents de développement". Les travaux sont décidés en commun, sans appel (sauf cas extrême) à des entreprises extérieures et sans rétribution individuelle. Il se produit donc un véritable contrôle paysan sur le programme qui devient "leur" programme. Bien entendu, tout cela ne se passe pas sans d'innombrables réunions, discussions collectives ou privées, ce qui suppose une singulière disponibilité de la part des responsables administratifs. Au bout du compte, la communauté dispose d'un "capital" constitué par les heures de travail effectuées, et c'est celui-ci qui "paye" les équipements et l'installation du réseau d'irrigation (même si son coût réel est très largement supérieur). Ce réseau est considéré par les producteurs comme une véritable propriété collective, son dessin et son implantation ne font pas davantage appel à des entreprises privées. Tout est réalisé en commun, à partir des recommandations des techniciens du Programme. Cela donne parfois des résultats plus que pittoresques. Il n'est pas rare de voir des tuyaux traverser les routes, juchés sur des fourches d'arbres, ou même s'appuyant sur des carcasses de voitures. De même, il faut assez souvent ressouder, ou remplacer des tuyaux, construire des bassins destinés à rompre la pression. Mais globalement tout cela marche, et même bien !

Ce *Programa* a donc connu un remarquable succès. Il est devenu un véritable exemple, une référence pour l'ensemble de la région, preuve qu'il peut y avoir véri-

<sup>1</sup> WETTSTEIN L., Germain. *Modernisation agricole et affirmation d'une nouvelle paysannerie en Amérique latine*, Toulouse, 1980.

<sup>2</sup> CORPOANDES : *Programa de desarrollo agrario de Valles Altos de la región andina : fundamentos y metodología*, Mérida, 1978.

tablement des actions de développement suivies d'un succès incontestable. Une dynamique a été lancée, largement reprise par d'autres, même sous des formes souvent édulcorées (en particulier avec le recours à des entreprises privées pour la mise en place des systèmes d'irrigation). Les résultats à présent sont jugés tellement positifs de la part même des paysans non directement intéressés que les diverses instances administratives ne peuvent absolument plus faire face aux demandes des communautés souhaitant de nouvelles implantations en leur faveur, d'autant que la conjoncture n'est plus tout aussi favorable à la distribution de crédits.

Il faut toutefois ajouter que l'enthousiasme du début n'existe plus guère à présent. Diverses déconvenues personnelles, les logiques de carrière, la fatigue aussi, ont provoqué le départ ou l'abandon d'un bon nombre des responsables parmi les plus actifs de l'équipe originale. De même, ce qui au début n'apparaissait que relativement peu important, en comparaison avec les tâches entreprises, l'est devenu beaucoup plus. L'institutionnalisation du *Programa*, non demandée au départ, alors qu'elle ne posait guère de problème, pèse à présent très lourdement. En l'absence d'une identité spécifique, les administrations intéressées tendent à récupérer leurs prérogatives un moment abandonnées, pour ne laisser au *Programa* qu'une structure de plus en plus vide. Enfin, celui-ci est aussi dans une certaine mesure victime de son succès : les tentatives de récupération de ses bénéfices "politiques" deviennent de plus en plus puissantes.

## CONCLUSION

Le succès économique des petits systèmes d'irrigation apparaît donc incontestable. On peut affirmer que, dans ce cas précis, "on a semé le pétrole", même si finalement les capitaux investis sont loin d'être à la hauteur de ce qui a pu être dépensé par ailleurs. Mais cette expérience propose un enseignement qui, pour être discret, ne semble pas moins important. Certes, il serait extrêmement abusif d'attribuer la responsabilité de toute cette opération à l'action de quelques personnes, aussi brillantes soient-elles. Aussi bien, c'est la démarche utilisée, le souci de se confronter au concret et d'en tirer les éléments pour une pratique du développement qui semblent le plus significatif. Il n'est pas sans conséquence de penser que, même si ce groupe a bénéficié de circonstances exceptionnelles, il a pu longtemps mener à bien son programme sans affronter de difficultés majeures : comme si les entraves administratives et la corruption cessaient de faire obstacle à un programme lorsque son bien-fondé et son profit social ne font pas de doute.

## SOURCES ET RÉFÉRENCES

- AGUILAR Luis A., 1978. *El subsidio conservacionista y la difusión y adopción de innovaciones tecnológicas*, ULA, Facultad de Forestales, IGCRN, Mérida, Venezuela, 114 pages.
- WETTSTEIN L., Germain, 1980. *Modernisation agricole et affirmation d'une nouvelle paysannerie en Amérique latine*, Thèse 3<sup>e</sup> cycle, université Toulouse le Mirail, pp. 109-222.
- CORPOANDES, 1978. *Programa de desarrollo agrario de Valles Altos de la región andina : fundamentos y metodología*, Mérida.

# CHANGEMENT TECHNIQUE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## Le cas de la culture du soja au Brésil

Derli DOSSA  
EMBRAPA-CNP Soja  
Brésil  
Eduardo CHIA  
INRA-SAD  
Dijon, France

Le milieu rural brésilien s'est beaucoup transformé en trente ans. L'association, industrialisation agricole et production du soja, a changé d'une manière radicale l'agriculture du pays. La modernisation des exploitations s'est faite essentiellement à partir de l'introduction de la mécanisation et des engrais industriels. Cela a entraîné une augmentation de la productivité de la terre et du travail. La culture du soja est devenue très compétitive et procure le plus de devises au Brésil. Mais sa croissance a développé d'importants problèmes techniques et sociaux.

L'objectif de cette communication est d'analyser l'adoption de quelques techniques par les agriculteurs du soja à partir des enquêtes réalisées au Parana et au Goiás en 1987-1988. Dans la première partie nous présentons les principales caractéristiques du développement de la culture du soja de 1940 à 1990 et son importance économique et sociale pour le pays. Dans la deuxième, nous analyserons quelques techniques développées par la recherche agricole et leur utilisation par les agriculteurs du soja.

### LA CULTURE DU SOJA

Après la deuxième guerre mondiale, la structure agricole du Sud du Brésil (Parana-PR, Santa Catarina-SC et Rio Grande do Sul-RS) était constituée d'exploitations familiales. Les pratiques consistaient à brûler la forêt et cultiver la terre. Les paysans profitaient des conditions naturelles du sol pour produire des cultures vivrières. Dans les régions de Sao Paulo, Rio de Janeiro, Espírito Santo, Minas Gerais et le Parana, la principale production était le café pour l'exportation. Au nord-est du Brésil les principales cultures étaient la canne à sucre et le manioc. La première était exportée et le second utilisé comme aliment de base par les

paysans. Dans la période 1950-1960 plus de 50 % de la population était rurale. Mais les approvisionnements vivriers du pays n'étaient pas assurés. Le gel du prix des produits vivriers, le manque de moyens pour la recherche, la vulgarisation et le stockage des produits ont freiné le développement de l'agriculture. C'est à cette période que le soja est introduit au Rio Grande do Sul. Quelques industries d'oléagineux végétaux se sont intéressées à son industrialisation. Avec la participation gouvernementale, ils ont organisé la diffusion de la culture du soja. Les agriculteurs, qui cultivaient du blé d'hiver se sont orientés vers le soja (l'été). D'autant plus que le soja pouvait être produit avec les mêmes machines et équipements que le blé et, que le marché était stable et les prix plus avantageux. Les problèmes du milieu rural étaient nombreux : concentration de la terre, manque de crédit pour l'agriculture et de place pour le stockage des produits. Entre 1964 et 1980 le gouvernement militaire au Brésil donne la priorité à l'industrialisation du pays. Il crée, en 1967, le crédit agricole, pour favoriser les investissements et le développement dans ce secteur. La mécanisation permet aux grandes exploitations d'entrer dans le processus de production de soja. L'association, mécanisation agricole, production du soja et industrialisation urbaine, contribue à accélérer l'exode rural et la concentration de la terre au sud du Brésil. On remarque que vers 1967, l'année où est créé le crédit agricole, la surface du soja était de 700 000 hectares, avec une croissance de 20 % par an, cultivé essentiellement dans les régions du Rio Grande do Sul, Saint Catarina, Parana et Sao Paulo (région traditionnelle du soja). Le rôle donné à l'agriculture dans le processus de l'industrialisation du pays était de fournir des biens agricoles à bon marché, de la main-d'œuvre et d'aider à l'équilibre de la balance de paiement. L'utilisation des outils fiscaux, les taux de change, le gel des prix des produits agricoles, l'importation des aliments défavorisent l'agriculture. Les agriculteurs, en réaction, s'organisent dans un système de coopératives qui les aident pendant tout le processus productif : production, commercialisation et industrialisation. Elles soutiennent leurs revendications sur le crédit agricole et les prix et s'impliquent dans la recherche et la vulgarisation agricoles. La culture du soja a ainsi contribué à fortifier le système coopératif dans tout le Brésil.

Au début des années soixante-dix, le gouvernement encourage les exportations agricoles. Le crédit agricole commence à être subventionné. La hausse des prix sur le marché international pour les oléagineuses stimule l'expansion de la culture du soja. Elle passe de

1,3 millions d'hectares en 1970, à 8,7 millions d'hectares en 1980<sup>1</sup>. A la fin des années 70, la production du soja atteint 15 millions de tonnes. Mais la région traditionnelle fournit 70 % de la production totale. Au début des années 1980, un fort mouvement populaire pour le retour à la démocratie a entraîné une lutte pour la terre. Sous les effets conjugués du deuxième choc pétrolier (1979), de la hausse de taux d'intérêt (1983), de la dette extérieure, du déficit public, le Brésil est victime d'une inflation très importante. Le gouvernement augmente les taxes sur les exportations agricoles, réduit le crédit subventionné des moyennes et des grandes entreprises agricoles et libère les importations du soja pour le *draw back* (importations du soja en grains, obligation de le transformer et de le réexporter). En 1981-1982, la surface du soja diminue d'un million d'hectares, la production tombe alors à 12,8 millions de tonnes. C'est dans les années 1987-1988 seulement que cette culture revient au niveau des années 1980. En 1986 le pays a vécu le *Plan Cruzado*, caractérisé par le gel des prix, une forte consommation, une réduction de l'épargne, l'importation de biens alimentaires, la confiscation du cheptel, la réduction des réserves monétaires disponibles, etc. Ce plan est ensuite devenu le *Plan été*, de courte durée, il a été suivi de petites mesures économiques restrictives. Ces plans successifs avaient comme principal objectif de combattre l'inflation. Le nouveau gouvernement du pays, élu au suffrage universel en 1989, après trente ans sans élections présidentielles a mis en place, comme l'ancien, une économie de grande austérité<sup>2</sup>. Il fait des efforts pour combattre la crise économique, financière, sociale et morale. L'agriculture est de nouveau très touchée par ces nouvelles dispositions.

#### *La culture du soja dans l'économie brésilienne*

En 1988-1989, la culture du soja s'étend sur 12,2 millions d'hectares et la production est de 24,1 millions de tonnes. Le pays a exporté 4,55 millions de tonnes de grains, 9,84 millions de tonnes de tourteau et 862 000 tonnes d'huile<sup>3</sup>. Le soja est devenu l'un des premiers produits exportés par le Brésil. Il a rapporté 3,3 milliards de dollars en 1989. Il fait vivre plus de 400 000 agriculteurs et 500 000 ouvriers. Les emplois sur la filière peuvent être évalués à plus de 1,5 million. 40 % de la production du soja est consommée sur le marché intérieur. 6 millions de tonnes de blé sont produites en hiver sur les mêmes terres, avec les mêmes machines et

mêmes équipements. La culture du soja n'a pas eu que des effets directs sur l'agriculture, elle a également changé les pratiques alimentaires des Brésiliens. C'est un produit qui contient 20 % d'huile et 40 % de protéines (10 fois moins chère que les protéines animales). L'expansion du soja dans la région de Cerrados participe fortement au développement économique et social de cette région. Nous observons la naissance du cycle du soja dans l'agriculture du Brésil à côté de ceux déjà existants : canne à sucre, caoutchouc et café.

#### *Le soja dans la région traditionnelle et cerrados*

La production de soja se répartit en deux régions, *traditionnelle* et *Cerrados*. Dans la région traditionnelle la culture entre en concurrence d'une part avec les haricots, le maïs, le manioc et le riz et d'autre part avec des produits d'exportation comme le coton, la canne à sucre, le café, les viandes bovines et ovines. Dans cette région, un contraste peut être noté entre les productions alimentaires (haricots, manioc, maïs), de faible productivité, et les cultures d'exportation (soja, coton, canne à sucre), modernisées, industrialisées et ouvertes aux marchés interne et externe. Dans la région de Cerrados, les agriculteurs qui se sont installés vers 1975 étaient d'anciens producteurs de soja de la région traditionnelle. Ils ont acheté la terre à bas prix et ont pu constituer de grandes exploitations. Ils ont également bénéficié du développement de la recherche qui avait mis au point de nouvelles techniques. L'introduction du soja a entraîné une concurrence pour la terre avec les producteurs de viande bovine extensive. Aujourd'hui encore, il existe une concurrence avec la canne à sucre utilisée pour la production d'alcool.

Le développement du soja au Brésil est dû essentiellement au gel du prix des produits vivriers, à l'introduction de la mécanisation agricole, à l'adaptation du pays aux techniques développées aux Etats-Unis, à des prix internationaux favorables aux oléoprotéagineux, aux mesures de subvention du crédit agricole, à la structuration du secteur coopératif, à la réponse des producteurs de blé et de viande bovine, ainsi qu'à la mobilisation des industriels, fournisseurs et exportateurs. Aujourd'hui l'importance sociale et économique du soja est incontestable. D'une part, par ses possibilités d'utilisation dans la fabrication d'aliments pour les humains et les animaux. D'autre part, du fait de ses débouchés sur le marché international. La production du soja pourrait rapporter chaque année encore plus de cinq cents millions de dollars. Cela pourrait accélérer l'intégration du *Cerrados*, et soutenir la modernisation des petites villes qui se sont développées autour de la culture du soja.

<sup>1</sup> Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística-IBGE.

<sup>2</sup> L'inflation atteint 1 630 % par an.

<sup>3</sup> *Safras & mercado* 600/XIV et 604.



## SOJA ET CHANGEMENT TECHNIQUE<sup>1</sup>

### La diffusion du changement technique

De 1967 à 1980, la production de soja a bénéficié de conditions favorables. Un nombre significatif de producteurs a pu accroître son patrimoine. A partir de 1980, les conditions économiques dans le pays se sont modifiées d'une manière radicale. La réduction des prix de la filière soja, de l'huile et du tourteau, les difficultés liées à la compétitivité des marchés internationaux, la croissance des taux d'intérêt du crédit agricole, ont entraîné une réduction du revenu des agriculteurs. Ce diagnostic nous conduit à nous interroger sur l'avenir des producteurs de soja. Plusieurs aspects doivent être analysés au niveau des exploitations : augmenter la productivité, réduire les charges structurales et opérationnelles. Diversifier la production et la qualification de la main-d'œuvre. Aux niveaux méso et macro-économiques les efforts doivent porter sur la formulation des politiques de crédit et de prix ainsi que sur la vulgarisation.

Nous constatons, à partir des données des 479 enquêtes réalisées au Parana (370) et au Goiás (109), que les producteurs de soja n'utilisent pas toutes les techniques disponibles. La réponse englobe certainement plusieurs niveaux : le court et long terme, la hiérarchisation des objectifs et des contraintes dans les exploitations, la perception technico-économique de l'agriculteur, l'agriculture familiale et l'entreprise agricole. J.P. DARRE *et al* (1989) dans une synthèse considèrent que : "les transformations techniques ne sont ni le simple produit d'effets de diffusion, ni de logiques techniques ou de techniques économiques, ou de rapports macro-sociologiques. Elles sont le produit d'interactions sociales. L'adoption d'une technique nouvelle, introduite dans un système existant est un processus de négociation permanent". Ainsi les agriculteurs adoptent une technique si elle est adaptée au contexte. C'est-à-dire que pour qu'une technique puisse être adoptée elle devra s'insérer dans la logique du producteur, de sa famille et de son environnement (J. BROSSIER *et al* 1990). Cette hypothèse s'applique aussi bien aux exploitations de type familial qu'aux exploitations de type capitaliste<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Les données que nous présentons sont issues d'une enquête au Parana (370 agriculteurs) et au Goiás (109 agriculteurs) réalisée pendant l'année agricole 1987-1988.

<sup>2</sup> E. CHIA. 1987.

### Progrès technique et diffusion du soja

Au Brésil, la mécanisation de l'agriculture est ce qui a le plus modifié les conditions du milieu rural, même si d'autres facteurs y ont aussi contribué. Elle permet une croissance importante de la productivité du travail et de la terre. En 1960, un producteur de céréale et d'oléagineux produisait pour deux personnes. Aujourd'hui, il produit pour cinq Brésiliens et trois étrangers. Le progrès technique a bénéficié aussi aux clients de l'agriculture : par une meilleure qualité du produit et par une réduction de leur prix. Au Parana, les indices de parité (formule de Laspeyres) montrent que la relation des prix reçus et payés par les agriculteurs en février 1989 était de 0,84 pour l'ensemble de l'agriculture et de 0,77 pour la culture du soja (1977 = 100<sup>3</sup>). La production agricole au Brésil augmente plus vite que la population, par l'incorporation de nouvelles techniques.

Cette évolution entraîne l'exode d'une partie de la population. Mais les créations d'emplois indirects compensent les pertes initiales dues au changement technique. Les régions de Sao Paulo, du Parana et du Rio Grande do Sul, qui ont connu les plus fortes réductions de la population rurale sont, aussi, les régions les plus développées et où les inégalités sociales sont les moins importantes. Dans ces régions les ouvriers ruraux sont mieux qualifiés et le niveau de vie est supérieur à celui des autres régions. Cette qualification favorise les agriculteurs, elle leur permet d'augmenter la productivité physique par hectare et de mieux utiliser les machines et les équipements en réduisant les coûts moyens de production. Le tableau présente quelques techniques développées au Brésil par le Système national de recherche du soja avec la participation des gouvernements, des industries privées et des coopératives.

### Quelques techniques développées au Brésil pour le soja

	Objectif	gain espéré
Rationalisation Insecticide	1 et 3	101
Nouvelles Variétés	2 et 4	510
Utilisation des engrais	1 et 2	838

1 = Réduction coûts. 2 = Augmentation productivité. 3 = Protection environnement. 4 = Réduction risques climat et marché.

<sup>3</sup> SEAB/DERAL, 1990.

### Les agriculteurs de la région traditionnelle (Parana) et Cerrados (Goiás)

Sur 2,4 % de la surface du Brésil, le Parana est le premier producteur de blé, orge, tournesol, coton, maïs, haricot, pomme de terre et porcs. Le second pour le soja, le café, les volailles, le tabac. Il est bien placé dans la production de la canne à sucre, du manioc, de l'avoine, du lait et de viande bovine. Plus de 460 000 agriculteurs produisent 25 % des grains et 12 % des exportations. Dans le Goiás, situé au cœur du Brésil la production du soja est récente. Cet Etat est considéré comme la nouvelle région agricole au premier plan dans la production de riz et de la viande bovine. La surface du soja y passe de 128 000 hectares en 1978-1979 à 905 000 en 1989-1990 (8 % de la surface du soja du pays)<sup>1</sup>.

### Répartitions des Producteurs par classe de superficie en soja

Sup soja	PARANA		GOIAS	
	product.	sup soja	product.	sup soja
< 50 ha	63	14	60	
< 150 ha				
51 à 170 ha	24	28	32	
151 à 500				
> 170 ha	13	58	8	
> 500 ha				
TOTAL	100	100	100	

Données d'enquête. 1987/88.

Nous constatons dans le tableau ci-dessus la forte participation des petits agriculteurs dans la production du soja au Parana et au Goiás. La *concentration* de terres au Parana est illustrée par le fait que les gros agriculteurs (> 170 ha), 13 % du total, possèdent 58 % de la surface du soja et que les petites exploitations, 63 % possèdent 14 % de la surface du soja.

### Structure de Production (ha)

	PARANA		GOIAS	
	SAU	Soja	SAU	Soja
Moyenne	190	93	494	186
Mode	24	12	720	50
Médiane	49	29	200	100
Ec. type	518	250	710	228

Données d'enquête. 1987/88

Les données du tableau indiquent que les agriculteurs que nous avons enquêtés, ont une productivité supérieure à la moyenne nationale (1 830 kg/ha en 1987-1988). Cela est dû aux conditions climatiques plus favorables, à la qualité supérieure du sol et au savoir-faire des agriculteurs du Parana et du Goiás.

### Répartition des producteurs par classes de rendement (%)

Kg/ha	PARANA	GOIAS
< 1500	23	12
1501 à 2000	33	38
> 2001	44	50
Total	100	100
Moyenne	2024 Kg/ha	2086 Kg/ha

Données d'enquêtes 1987/88

De 1950 à 1975 pour le *contrôle des insectes du soja* (chenilles et pucerons) on utilisait 4 à 5 applications d'insecticides par an. La recherche a mis en place une méthode de conduite qui permet de réduire l'utilisation des insecticides. Ceci peut se faire soit avec le minimum d'applications d'insecticides, soit par contrôle biologique, soit par les deux méthodes associées. Ainsi, pour le puceron, l'application d'insecticides est recommandée quand l'attaque est supérieure à quatre insectes par mètre carré (période de développement jusqu'à la maturité des grains du soja). Il est par ailleurs possible d'utiliser des insecticides sélectifs qui permettent le développement des ennemis naturels des insectes nuisibles. La lutte biologique de la chenille du

### Utilisation du Baculovirus et nombre de traitements (% des exploitations enquêtées)

	PARANA	GOIAS
Baculovirus	11	7
Applic. insecticide		
Chenille un fois	22	45
Chenille deux fois	23	21
Puceron un fois	35	57
Puceron deux fois	3	5
Tissus de touche	19	

données d'enquêtes. 1987/88.

soja, se fait en utilisant le *Baculovirus anticarsia*. La technique consiste à suivre quotidiennement le développement des chenilles et de ses ennemis naturels. Au-delà d'un seuil maximum, l'agriculteur devra répandre le *Baculovirus*. Cette technique permet de réduire les

<sup>1</sup> On peut remarquer que les critères utilisés sont insuffisants et discutables.



coûts et préserve l'environnement. Au Parana, 59 % des agriculteurs l'utilisent peu. Le "tissu de collecte" (qui permet une meilleure maîtrise de la technique) n'est utilisé que par 19 % des agriculteurs. Le faible recours à la lutte biologique est dû à des problèmes de maîtrise technique et à la disponibilité de main-d'œuvre pour la surveillance des insectes et la production de *Baculovirus*. Il faudrait ajouter les conséquences de la publicité des fournisseurs d'insecticides, et le faible écart de coût entre insecticide et *Baculovirus*. Ces raisons peuvent expliquer les freins observés dans le développement de la lutte biologique. Mais, les applications d'un insecticide, en deux fois, pour combattre les pucerons, ne constitue pas forcément une mauvaise pratique culturale. En effet, l'utilisation des insecticides est très liée aux conditions climatiques qui conditionnent le développement des insectes.

### Principales variétés

*origine, année de recommandation et participation (%) des producteurs.*

Variété	Origine	année	Parana	Goias
Bragg	Floride	1963	40	
Davis	Arkansas	1965	18	
Bossier	Red River	1962	8	
Doko	Brésil	1980		64
Cristalina	Brésil	1979		38
EMGOPA	Brésil	1980		37

Données d'enquête. 1987/88.

Les nouvelles variétés ont pour but d'augmenter la productivité et d'introduire des pôles de résistance aux aléas climatiques, du sol et des maladies. Mais aussi elle permettent d'améliorer le pourcentage d'huile et de protéines. Dans les recommandations de variétés du PNP/SOJA (1989) 135 variétés sont recommandées par la recherche<sup>1</sup>. Les données d'échantillon indiquent que trois des six principales variétés utilisées dans le Parana sont originaires des Etats-Unis. Dans le Goias, toutes ces variétés sont développées au Brésil (DOKO, CRISTALINA, EMGOPA, entre autres). Mais au Parana (région traditionnelle) les agriculteurs préfèrent toujours les variétés développées par la recherche américaine il y a plus de vingt ans : Bragg par 40 %, Davis par 18 % et Bossier par 8 % des exploitations. Les agriculteurs utilisent plus d'une variété chaque année et des cycles différents. La diversification des variétés selon les

<sup>1</sup> Pour la région traditionnelle 51 variétés sont utilisées, 67 dans la région de Cerrados et 17 autres variétés dans l'ensemble des deux régions.

cycles illustre le comportement des agriculteurs face aux risques et face à la recherche d'une meilleure répartition des tâches. Ils veulent optimiser l'utilisation des facteurs structurels de production : main-d'œuvre, machines et équipements. Les variétés plus récentes et plus productives ne sont pas utilisées faute de disponibilité. Les agriculteurs essayent ces nouvelles variétés sur une petite partie de leur exploitation.

### Utilisation des engrais et inoculants

	PARANA	GOIAS
Azote dans la formule	60	
Engrais foliaire		15
Produits inoculants	37	67

Données d'enquête. 1987/88.

La recherche nous a appris que les légumineuses prennent l'azote directement de l'atmosphère (aucun apport complémentaire d'azote n'est nécessaire s'il s'agit de semences inoculées). Cependant, 60 % des agriculteurs du Parana utilisent de l'engrais azoté. Cela peut s'expliquer par le fait que les fournisseurs cherchent à proposer sur le marché une variété de produit standard contenant une part plus ou moins importante d'azote. 63 % et 23 % des agriculteurs du Parana et de Goias n'utilisent pas de produits inoculants. Les travaux supplémentaires, nécessaires pour l'incorporation des inoculants aux semences est un obstacle à son utilisation. Les conditions climatiques sont très importantes pour la germination de la semence. Les agriculteurs ne disposent pas d'une longue période pour semer. Ainsi, même dans les petites exploitations, avec de la main-d'œuvre familiale, on n'utilise pas toujours d'inoculants. 15 % des agriculteurs du Goias utilisent des engrais foliaires.

La diversification des cultures est une pratique qui permet d'améliorer la structure du sol et de réduire les risques liés au marché. 22 % des agriculteurs du Parana et 30 % au Goias ne la pratiquent pas. Si les agriculteurs

### Diversification des cultures d'été

	PARANA	GOIAS
SOJA	22	30
SOJA + MAIS	57	28
SOJA + MAIS + RIZ	2	29
SOJA + HARICOT	7	
SOJA + AUTRES	12	3
TOTAL	100	100

Données d'enquête 1987/88.

préfèrent pratiquer la monoculture du soja c'est parce que cela leur permet de mieux la maîtriser et d'avoir des équipements plus adaptés à leur condition. Nous savons aussi que la production de maïs est plus risquée et qu'elle est bloquée par des problèmes de transport et de commercialisation. La production de haricots et de riz, dans le cas du Parana, vise également à assurer l'auto-consommation familiale.

### CONCLUSION

Les données statistiques sur l'évolution de la production de soja nous ont permis de montrer l'importance des potentiels existants. La recherche peut développer de nouvelles techniques tout en tenant compte de la protection de l'environnement. Les données de l'enquête montrent qu'il y a un écart entre les techniques proposées et leur adoption. Mais il serait dangereux de conclure que pour augmenter la productivité du soja, il suffirait d'accroître l'effort de vulgarisation, de multiplier les aides ou de libérer le marché du soja.

Il nous paraît essentiel de développer des nouvelles méthodes d'études des processus d'adoption du changement technique. Il faut prendre en compte l'exploitation agricole dans son aspect global : technico-économique et social. Le développement de travaux et recherches, dans une démarche de type recherche-action<sup>1</sup>, qui permet la participation des agriculteurs dans le processus de production et l'adoption technologique, peut être utile.

### BIBLIOGRAPHIE

*Acompanhamento da situacao agro-pecuaria do Parana*, 1988. Curitiba. SEAB.  
*Anuario estadístico* 1982-1987. CFP. Ministerio da Agricultura do Brasil.  
 ASSOULINE G., 1989. "Concentration, innovation, pratiques concurrentielles dans l'industrie des phytosanitaires". *Economie et Société*.

BERTRAND J.P., nov.1989. "Le développement spectaculaire du soja." *Economie et Finances agricoles*.  
 BILLOT A., 1990. *Rationalité et Incertitude*. Université de Paris II.  
 BONATO, E.R. & BONATO, A.L.V., 1987. *A soja no Brasil : historia e estatística* EMBRAPA. CNPSo.  
 BONNY S. et DAUCE P., 1989. "Les opinions des agriculteurs à l'égard des nouvelles technologies. Une enquête dans le Centre et la Bretagne." 192-193 *Economie Rurale*.  
 BROSSIER J., CHIA E., MARSHALLE. et PETIT M., 1990. "Recherches en gestion : vers une théorie de la gestion". In J. BROSSIER et al. éditeurs : *Modélisation systémique et système agraire. Décision et organisation*. INRA-SAD-VERSAILLES.  
 CHIA E., 1987. *Les pratiques de trésorerie des agriculteurs. La gestion en quête d'une théorie*. Thèse, université de Dijon.  
 Dossa D. DIAS S., 1989. *Perfil socioeconomico e tecnologico dos produtores de soja no Parana*. EMBRAPA. CNP.  
 DARRE J.P., LE GUEN R., LEMERY B., 1989. "Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture". *Economie rurale*. 192-193. Juillet-octobre.  
 HOMEM de MELLO F.B., 1985. *Prioridade agricola : sucesso ou fracasso ?* Sao Paulo. Pioneira.  
 JOLY P.B., 1989. "Stratégie d'entreprises et rupture technologique dans l'industrie des semences". *Economies et Société* n° 9.  
 MENDONCA de BARROS, J.R., 1982. "Politica e desenvolvimento agricola no Brasil". *X encontro nacional de economia*. ANPEC. Aguas de Sao Pedro. V.1.  
 MEYER R.L., ADAMS D.W. & ARAUJO P.F.C., 1982. "Mercado de credito rural e os pequenos agricultores do Brasil". In *Desenvolvimento da Agricultura : Analise da Politica Economica*. Sao Paulo. Pioneira.  
 SAYAD J., 1984. *Credito Rural no Brasil. Estudos economicos*. FIPE-USP. Pioneira.  
 SHULTZ T.W., 1965. *A transformacao da agricultura tradicional*. Rio de Janeiro, Zahar.  
 TAIEB E. et BARROS O., 1989. *Economie et société brésiliennes*. Nathan. Paris.  
 WILLIANS G.W., 1988. *A industria de soja no Brasil : estrutura economica e politicas de intervencao do governo no mercado*. Coleção Analises e Pesquisa. Vol. XXXIV. Brasilia. CFP.

<sup>1</sup> Parmi ces méthodes nous pouvons citer le diagnostic global (DIGREX), l'analyse de trésorerie, l'utilisation de la programmation linéaire comme méthode de recherche, l'élaboration de typologies, la démarche clinique, etc.

# LES INSTRUMENTS DU CHANGEMENT TECHNIQUE EN AGRICULTURE

## La protection des végétaux au Brésil

Gérald ASSOULINE  
*Præcepta Rhône-Alpes*  
Grenoble, France

### LA MODERNISATION AGRICOLE

#### *L'Etat, acteur essentiel des changements techniques en agriculture*

L'Etat a permis le développement d'un modèle technique de production agricole fondé sur la consommation intensive d'intrants : engrais, phytosanitaires, semences, machines, matériel d'irrigation... L'influence des Etats-Unis a été déterminante dès la fin de la seconde guerre mondiale dans l'adoption des priorités de la politique agricole et du modèle de fonctionnement du système de vulgarisation - extension rurale ; les années 1960-1970 constituent une période charnière importante.

D'une part, l'Etat va participer à la création d'un véritable marché des intrants dont les phytosanitaires, en adoptant plusieurs orientations :

- mise en place du système national de crédit rural, créé en 1965, et induisant la croissance d'une demande solvable d'intrants.
- planification de l'implantation au Brésil d'une industrie locale de tracteurs au début des années 1960, d'engrais et de phytosanitaires (par le plan national de défensifs agricoles, lancé en 1975).

D'autre part, sont créées deux agences d'adaptation et de diffusion de ce modèle technique : l'EMBRAPA en 1973, et l'EMBRATER en 1974 (dissoute en 1989).

Tous ces éléments ont permis la consolidation d'une agriculture caractérisée par l'augmentation très rapide de ses consommations en intrants industriels dont les pesticides.

#### *Un modèle de développement dynamique et contradictoire*

De 1970 à 1980, le financement du développement et des importations industrielles et la croissance spectaculaire de la dette, poussent les responsables gouvernementaux à faire de l'agriculture un outil de rééquilibrage de la balance commerciale :

- directement, en encourageant les exportations de produits agricoles.
- indirectement, en faisant de l'agriculture un vecteur de substitution partielle au pétrole, par l'intermédiaire de la production et consommation d'éthanol, alcool sucrier (Plan national alcool).

### Croissance de la consommation des pesticides au Brésil de 1965 à 1985 (indice d'après volume)

	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
1965	100	100	100	100
1970	158	1417	184	176
1975	233	9302	337	350
1980	135	10205	592	330
1985	56	7288	378	194

ANDEF

Jusqu'en 1982, le crédit rural à taux d'intérêt négatif a servi à financer les avances sur production et les investissements. Cette politique de soutien a été très sélective et a permis une croissance spectaculaire des cultures industrielles et/ou d'exportation.

Ont bénéficié de cette option les exploitations agricoles moyennes ou grandes et les industries productrices d'intrants. Par contre, elle n'a pas résolu les problèmes alimentaires d'une majorité de la population urbaine, qui, faute de revenus suffisants, n'a pas accès aux disponibilités alimentaires. Le soutien de la production agricole pour le marché intérieur a rencontré une limite dans la subordination de la fixation des prix agricoles à la lutte contre l'inflation.

Les années 80 sont marquées par la crise des finances publiques qui conduit à la faillite du système de crédit rural après 1982, et par la détérioration de la conjoncture internationale : la chute continue des cours mondiaux des matières premières, la concurrence croissante entre pays producteurs et le maintien de barrières de protection dans les principaux pays ou espaces économiques développés, participent à cette dégradation.

Ce retournement se traduit par une baisse relative de la part des produits agricoles et agro-industriels dans le total des exportations brésiliennes à partir du début de la décennie 80 et des gains relatifs de la consommation intérieure par rapport aux marchés externes. Plusieurs conséquences résultent tout à la fois de cette logique de la politique agricole et des ruptures dans le mode d'insertion du Brésil dans l'économie mondiale :

- la poursuite de l'exode rural des petits agriculteurs et paysans sans terre vers les villages ou régions frontalières.

- l'instabilité croissante des revenus des exploitants intensifs, touchés par le coût exorbitant du crédit et la chute importante des cours des produits agricoles exportés (notamment sucre, cacao, café, soja). Et là, c'est le cœur même du marché de l'agro-fourriture qui est déstabilisé durablement.

### STRATÉGIES DE L'INDUSTRIE AGROCHIMIQUE

Depuis la fin des années 1970, le contexte international de l'industrie des phytosanitaires s'est fortement modifié :

- tendance à la stagnation globale de la consommation.
- rigueur croissante des normes éco-toxicologiques dans les pays développés notamment.
- ralentissement du processus d'innovation dans le domaine des nouvelles molécules chimiques.
- coût croissant de la recherche-développement, marquée par les biotechnologies végétales.

Ces évolutions nourrissent depuis une dizaine d'années un puissant mouvement de concentration industrielle à l'échelle mondiale.

Dans un contexte de difficultés des agricultures des pays développés et en développement, comment les entreprises agrochimiques internationales font-elles face à l'émergence d'industries locales de phytosanitaires très agressives ?

#### *Le Brésil, marché essentiel*

Cinquième marché mondial en 1986 (836 millions de dollars et près de 5 % des ventes mondiales), quatrième en 1985 (654 millions de dollars) et en 1984 (714 millions de dollars), le Brésil occupe une place de choix dans la stratégie de l'industrie internationale. C'est un des tous premiers producteurs et exportateurs agricoles mondiaux :

#### Structure de la consommation de pesticides au Brésil en 1986

Cultures	%	Cultures	%
Soja	20,3	Canne	10,4
Céréales	9,4	Agrumes	8,8
Café	8,5	Coton	6,9
Riz	5,0	Pâturages	3,3
Pomme de terre	3,2	Traitement semences	3,0
Tomate	2,8	Maraîchage	2,5
		Sous-total	84,1
Total Brésil			
en M de \$	836,0	en %	100,0

ANDEF

- ses réserves en terres cultivables sont considérées comme particulièrement vastes.
- il est doté d'une structure industrielle et de capacités techniques favorables à l'installation d'unités industrielles de formulation et de synthèse chimique de produits phytosanitaires.

Il existe bien plusieurs marchés de la protection chimique.

L'un repose sur la petite exploitation et des revenus faibles et irréguliers ; c'est un marché constitué de produits banals (non protégés par des brevets) vendus à gros volume et prix assez faible ; les entreprises brésiliennes y sont fortement présentes.

L'autre repose sur les "entreprises agricoles", équipées, soutenues financièrement, bien encadrées techniquement, orientées vers les productions exportables ou industrielles, les pesticides utilisés sont plus sophistiqués, plus chers, plus récents, à spectre plus étroit et sans doute moins toxiques. Les entreprises internationales contrôlent cette demande. Toutefois, la crise économique actuelle et la baisse quasi générale des revenus agricoles incitent ces catégories de producteurs à réduire leurs coûts et à diminuer leurs consommations intermédiaires.

La lecture des performances des entreprises présentes sur le marché brésilien montre que les dix premières sociétés sont internationales. Les deux premières sociétés brésiliennes se situent entre la 11<sup>e</sup> et la 20<sup>e</sup> place.

Plusieurs facteurs sont invoqués par les firmes internationales pour expliquer que ce marché soit devenu beaucoup plus concurrentiel que dans les années 1970 :

- l'évolution de l'agriculture considérée comme trop dépendante des fluctuations de la politique agricole et des mouvements des marchés mondiaux.
- la politique en matière de protection de la propriété industrielle et de brevets du Brésil qui ne reconnaît pas la possibilité de breveter les molécules et le vivant ; seuls les procédés de fabrication peuvent être protégés.
- la limitation des importations de matières actives.
- la tendance à une plus grande rigueur réglementaire en matière de production et de commercialisation des produits.
- la montée des sociétés brésiliennes considérée comme une menace sérieuse, commerciale et industrielle.

Ces entreprises à capital national ont vu leur croissance s'intensifier, pour plusieurs raisons :

- présence commerciale sur des créneaux serrés, tels que les herbicides, soja ou fongicides café.
- coûts de production suffisamment bas (en tablant sur les économies d'échelle) pour s'imposer sur les marchés intérieur et extérieur.

- peu d'investissements en recherche-développement ; elles s'appuient sur le travail des structures de recherche publique et sur l'achat de technologies de process étrangères permettant de produire des molécules concurrentes de celles déjà présentes sur le marché (protégées ou non par des brevets).

Leur grande faiblesse est le manque de capitaux.

## LA PRIMAUTÉ DU FAIT ORGANISATIONNEL

### *Le rôle fondamental des coopératives*

Comme dans d'autres pays, les coopératives sont un instrument puissant de diffusion de ce modèle technique en agriculture. Est-il besoin d'insister sur l'importance et la diversité de leurs fonctions ? Encadrement technique, distribution des intrants, collecte et transformation des récoltes, voire dans de nombreux cas, transformation des produits agricoles. Comme en France, pour beaucoup de coopératives d'approvisionnement et collecte, la vente de phytosanitaires a été et reste un moteur essentiel de croissance et de rentabilité.

Dans le sud du Brésil, la FECOTRIGO a même financé la constitution d'une entreprise productrice de phytosanitaires, devenue en quelques années un des principaux producteurs d'herbicides pour le soja (trifluraline).

Structure d'étude des marchés à échelle réelle, elles sont un partenaire indispensable de l'industrie des phytosanitaires : ces structures de distribution négocient sur les prix, les volumes, les délais de paiement, le coût du stockage et l'exclusivité... Mais la tendance qui s'affirme aujourd'hui est de faire payer aux firmes chimiques l'apport informationnel qui leur est fourni et de les faire participer aux coûts informationnels de l'activité de distribution : publicité, formation, conseils.

Comme partout, ces coopératives ont quelques difficultés à respecter simultanément leur contrainte économique de maximisation des ventes, la nécessité pour l'agriculteur de limiter ses coûts, dans un contexte d'incertitude telle que ce dernier ne peut prendre aucun risque culturel. Elles sont, sans aucun doute, en partie à l'origine du surendettement des agriculteurs brésiliens et du mouvement de concentration.

### *Et la petite agriculture ?*

Agriculteurs familiaux à faible excédent, paysans sans terre *acampados* ou *assentados*, candidats à une hypothétique réforme agraire, qu'ont-ils à voir avec cette logique du changement technique en agriculture ?

Les banques s'intéressent peu à cette population à "haut risque économique". Dans la période très récente, les structures de vulgarisation ont recentré leur intervention sur les cultures et les exploitations économiquement viables.

Ces couches de petits paysans se reconnaissent avec difficulté dans les structures coopératives existantes ; la relation avec le négociant proche suffit souvent pour l'approvisionnement, voire la vente de la récolte. Toutefois, une tendance est perceptible : le renouvellement sur une base très locale de formes d'organisations collectives, s'appuyant sur des organisations proches de l'église ou des syndicats ruraux de la CUT (Centrale unique des travailleurs) ; l'encadrement technique et l'organisation économique de ces paysans est au centre des préoccupations de ces mouvements.

La mise au point collective de solutions techniques adaptées, telles que banque de semences, fertilisation verte, cultures associées ou redécouverte des vertus de la traction animale témoignent de la prise de conscience de l'inadaptation du modèle technique dominant et du refus de l'endettement.

Préalable au développement des solutions techniques adaptées, l'organisation est aussi un canal d'accès au marché et donc un mode spécifique d'intégration par le financement, la collecte ou la mise en place de circuits de commercialisation directe : point de passage "adapté" vers l'intégration économique ou, au contraire, outil alternatif de survie économique et sociale ?

### CONCLUSION

L'industrie internationale des phytosanitaires se retrouve face à un dilemme. Le modèle agricole qui a assuré sa prospérité montre ses limites. Il débouche sur :

- la montée des tensions sociales.
- le souci de limiter les coûts de production et donc les dépenses en intrants.
- la croissance de firmes locales de pesticides bon marché.
- une orientation vers la diversification des activités agricoles.

Les formes de la protection végétale se diversifient sous la pression de nombreux facteurs :

- le modèle chimique semble inadapté économiquement et techniquement à la petite agriculture.
- des solutions biologiques et intégrées existent et sont en mesure d'assurer une protection bien moins coûteuse.
- Les phénomènes de résistance croissante obligent à se tourner vers des techniques non chimiques, mais efficaces.
- Dans certaines régions, la pollution des eaux, des sols et les problèmes de santé sont devenus tels qu'ils provoquent une réaction de rejet des phytosanitaires.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ASSOULINE G., 1990. *Transition technologique en amont de l'agriculture ; le cas des phytosanitaires*. UNICAMP, Campinas, Brésil.
- ASSOULINE G., 1988. *Stratégies et performances dans l'industrie des phytosanitaires en France*. PRECEPTA, Paris.
- ASSOULINE G., DAVID E., GARIN M. : *Changements techniques dans l'agriculture. Conditions économiques et instruments*. GRAD, Bonneville.
- GRZYBOWSKI C., 1989. *Política agrícola e reforma agraria : subsidios ao programado P.T.*, Mimeo, Rio, Brésil.
- JANK M., 1990. *Mudanças no padrão de crescimento e dinâmica do ajusto externo do setor agroindustrial*, in "A agricultura e agroindustria dos anos 90" XXVIII congresso brasileiro de economia e sociologia rural (SOBER), Florianopolis, Brésil.
- NAIDIN L., 1985. *Crescimento e competição na industria de defensivos agrícolas no Brazil*, UFRJ, Rio, Brésil.
- REPETTO R., 1985. *Paying the price: pesticide subsidies in developing countries*, World Resource Institute, Washington.

Atelier II      Taller II

## SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT

## SISTEMAS DE ABASTO

### SÍNTESIS Y COMENTARIOS

Fernando Rello  
FAO  
Rome, Italia

La diversidad de los sistemas de abasto de América Latina y del Caribe refleja la diferencia en los grados de desarrollo económico y social de los países y de las regiones en un solo país. En los extremos de esta diversidad se encuentran los sistemas de abasto semi-cerrados de las comunidades andinas y los complejos macrosistemas que abastecen a las grandes urbes. Su investigación implica problemas metodológicos distintos, pero en todos los casos marcados por un acelerado proceso de urbanización y por los efectos de una severa crisis económica sobre los campesinos, los pequeños productores rurales y los consumidores urbanos de ingresos medios y bajos, los que están tratando de amortiguar los impactos negativos de la crisis y adaptarse a nuevas situaciones.

El acceso a los alimentos en las comunidades andinas de Perú y Bolivia está basado en dos formas de abasto complementarias. Una es de tipo tradicional, fincada en relaciones de solidaridad y reciprocidad, en las cuales prevalecen el trueque y el autoconsumo. Es una viejísima forma de abasto que pierde fuerza conforme avanza la articulación de la microeconomía andina con el resto de la economía nacional. Todavía conserva cierta importancia: la mitad de los alimentos consumidos en estas regiones pasa por estas formas de abasto.

El abasto basado en el comercio de alimentos producidos fuera de la región de consumo (del país o importados), proporciona nuevos alimentos y complementa la disponibilidad local de alimentos estacionales. Sin embargo genera dependencias que se exacerban y se tornan peligrosas en tiempos de crisis:

- con respecto a alimentos que no se pueden producir localmente y determinan hábitos alimenticios en comunidades con un frágil acceso a la comida;

- con respecto a agentes externos colocados en situación ventajosa frente a los comuneros (comerciantes, agro-industrias, sectores públicos que canalizan la ayuda alimentaria).

La recesión y la caída del empleo abaten los ingresos de los comuneros y su poder de compra. La inflación eleva rápidamente los precios de los alimentos que se venden en mercados locales muy imperfectos. Todo se conjuga para amenazar el acceso a los alimentos de las comunidades en el límite de la sobrevivencia.

En este caso, la respuesta social es una huida del mercado, del intercambio, de la moneda y un buscar refugio en el autoconsumo, el trueque, la solidaridad y el ahorro en especie (cuando se tiene, y no en dinero ya que éste pierde valor). La crisis hace resurgir las formas de abasto tradicionales, aquellas sobre las cuales el campesino tiene mayor control. Es una manera de obtener con recursos propios y a través de relaciones sociales conocidas un acceso alimentario precario, pero seguro en tiempos de desquiciamiento de la economía.

El sistema productivo-comercial que abastece a las grandes ciudades es sumamente complejo. Comprenden a la vez instituciones comerciales tradicionales como el pequeño comercio o los mercados informales, y modernas, como los supermercados. Abarca a los productores rurales de todo un país creando nuevas oportunidades de ganancia, pero también riesgos para los campesinos con poca experiencia comercial. El puente entre el campo y la ciudad lo realizan los grandes comerciantes en los mercados centrales, quienes establecen relaciones comerciales, financieras y económicas sumamente complejas con los productores.

No resulta fácil enfocar el estudio de este complicado sistema. En el taller, ganó consenso la idea de abordarlo como un todo, analizando en primer término el papel estructurante de las ciudades en su formación y funcionamiento. El estudio de los mercados centrales - como instancia articuladora de relaciones rurales y urbanas - es por ello muy importante. El enfoque resulta muy recomendable aún para quienes investigan temas más específicos. Por ejemplo, el estudio de las posibilidades que tienen los campesinos de vender mejor sus produc-

tos a través de los canales del sistema de abasto de las ciudades no puede realizarse sin una buena comprensión de estos sistemas.

Conforme avanzan la urbanización y el magnetismo ejercido por las grandes ciudades sobre sus zonas de abastecimiento, se va dando una nueva subordinación de los campesinos con respecto a agentes comerciales y financieros que dominan los sistemas de abasto urbanos. Sin embargo, estos sistemas implican para los campesinos y los pequeños productores, mercados alternativos y posibilidades de ganancias atractivos. La investigación de la capacidad de los campesinos de insertarse ventajosamente en los sistemas de abasto modernos y de las políticas implementadas para incrementar esa posibilidad resultan ser tema de interés para el futuro.

También se discutió de los efectos de la crisis y del impacto de los programas de ajuste sobre los consumidores de ingresos medios y bajos. Los datos disponibles indican una caída del nivel de ingreso y un aumento absoluto de la población que se ubica abajo de los umbrales de pobreza y desnutrición.

La caída del poder adquisitivo tuvo un impacto notable sobre la alimentación, aunque las familias de bajos o medianos ingresos encontraron forma de limitar el impacto de la crisis sobre sus niveles nutricionales. Una fue de cambiar el contenido de la canasta alimentaria básica, sustituyendo alimentos caros (carnes de res y puerco, aceites y alimentos procesados) por alimentos baratos (cereales, tubérculos, leche, carne de pollo). Desde un punto de vista nutricional, se trata de una adecuación racional de la dieta. Otra forma, en los países que aún mantienen este tipo de programa, fue de comprar una mayor cantidad de alimentos subsidiados. Muchos países carecen de encuestas nutricionales recientes, pero se puede suponer que estas formas de hacer frente a la crisis han logrado, hasta el momento y de manera incompleta, amortiguar los efectos negativos de la crisis.

Donde se cuenta con encuestas nutricionales recientes (México por ejemplo), se observa que las familias pobres han reducido sus gastos en alimentos en una proporción mayor que en otros rubros del consumo básico (transporte, vivienda). Ello significa que el gasto alimentario está funcionando como mecanismo compensatorio ante la caída del ingreso familiar. De aquí se desprende la importancia de las encuestas de seguimiento nutricional para evaluar los efectos de la crisis sobre la alimentación y definir políticas adecuadas.

Otra forma de adaptación ha sido aumentar a la vez el número de horas trabajadas y el número de miembros de la familia que trabajan (mujeres y niños), principalmente en el sector informal. El pequeño comercio callejero ha representado una fuente de ingresos complementaria que, en algunos países, resulta muy importante.

Se opina a menudo que los sectores de ingreso intermedio han resultado más afectados por la crisis. Ello es cierto en lo que se refiere a *disminución relativa* del ingreso. Sin embargo, el *costo absoluto* pagado por los grupos más pobres es mucho mayor. Para ellos, significa reducir su nivel de alimentación por debajo del umbral en el cual empieza a peligrar el desenvolvimiento normal de los niños y a cuestionarse la estabilidad familiar misma.

El tema de la relevancia de los subsidios a la comida debe discutirse tomando en cuenta esta vulnerabilidad social y alimentaria. En el pasado, muchos gobiernos han subsidiado fuertemente el consumo de alimentos populares. En la actualidad se aconseja suspender estos programas porque contribuyen en buena medida a incrementar el déficit presupuestal y porque se considera que los subsidios no llegan en forma eficiente a los grupos más necesitados. Conviene preguntarse si los subsidios al consumo alimentario popular son realmente necesarios. Si la respuesta es positiva, corresponde encontrar los instrumentos que permitirán incrementar su eficiencia económica y social.

Existen evidencias empíricas que el subsidio a los alimentos ha desempeñado un papel muy importante como amortiguador de la crisis entre los grupos urbanos de bajo ingreso. Es una buena razón para seguir otorgando subsidios; sin embargo, se requieren políticas alimentarias muy selectivas y más eficientes. Algunas experiencias indican que la participación comunitaria o de los grupos de beneficiarios mejora el manejo de los subsidios y su eficacia social. Debe agregarse también que este tipo de ayuda se ha concentrado excesivamente en las ciudades, recrudeciendo así el problema de las migraciones campo-ciudad.

Se discutió por último de las relaciones entre comercio y acceso a la alimentación. ¿Encarece el comercio los alimentos que consumen los grupos pobres? ¿Se deben las carencias alimenticias a un mal funcionamiento del sistema comercial o a la falta de empleos e ingresos? Está muy extendido el argumento de que el comercio constituye un importante factor de encareci-



miento de los alimentos, sobre todo para las familias pobres. Sin embargo, se argumentó también que muchos estudios contradicen esta opinión. En efecto, se manejan en las ciudades sistemas de abasto muy complejos y desarrollados dentro de los cuales funcionan tipos de comercio bastante adaptados a las necesidades de las familias pobres y que no parecen estar encareciendo los alimentos en forma desmedida. Se añadió que tal vez la trillada idea del encarecimiento provocado por el comercio sirva para encubrir el hecho de que el verdadero problema es la pobreza y una injusta repartición de la riqueza.

Se trata en todo caso de un problema relevante para investigaciones futuras, sobre todo en la perspectiva de la definición de políticas orientadas a mejorar el acceso a la alimentación de los sectores de bajo ingreso. Habrá que tomar en cuenta también que los sistemas de abasto rurales y urbanos funcionan de manera diferente pese a que estén muy ligados. Las zonas rurales están menos abastecidas ; el comercio encuentra allí condiciones propicias para la especulación y la venta de productos a un precio mayor que en los centros urbanos.



## MEXIQUE : HABITUDES ALIMENTAIRES ET SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT

Thierry Linck  
GRAL IPEALT  
Université de Toulouse le Mirail, France

Il est permis de voir dans l'évolution des habitudes alimentaires et dans les transformations apparues dans l'organisation des approvisionnements vivriers des grandes villes latino-américaines un indicateur intéressant de la portée et de la nature des mouvements de recomposition en cours. Au Mexique en particulier, trois décennies de prospérité ont en effet profondément marqué les modes de vie et l'orientation de l'appareil productif. La crise qui éclate brutalement en août 1982 apparaît comme une rupture profonde du type de développement suivi. Les ajustements qui ont pu être observés depuis s'inscrivent dans un processus de redéfinition du régime d'accumulation qui se dessine progressivement, de façon parfois tâtonnante, tout au long de la décennie. La prise en compte dans ce domaine des modes d'urbanisation, de l'essor des classes moyennes et de la répartition des revenus permet de mieux comprendre, en cette période d'austérité et de désengagement de l'Etat, l'action structurante sur l'agriculture des nouveaux facteurs de changement. A cet égard, le cas des filières fruits et légumes, illustré ici par les exemples de la pomme de terre, des oignons et de la tomate est significatif.

### URBANISATION ET MONTÉE DES CLASSES MOYENNES

Entre 1950 et 1982, le produit intérieur brut mexicain s'est accru à un rythme moyen annuel supérieur à 6 %. Cette croissance forte et relativement stable a profondément bouleversé les structures économiques et sociales du pays. Le recul de la population active agricole, l'essor spectaculaire des villes et des activités de transformation en témoignent. De tous ces changements, l'essor des débouchés intérieurs urbains mérite une attention toute particulière dans la mesure où il s'agit là d'un des ressorts les plus fondamentaux du régime d'accumulation suivi au cours des années de prospérité.

L'émergence et le renforcement des classes moyennes sont perceptibles dans l'évolution de la structure de répartition des revenus. Globalement, la

moitié de la population mexicaine a vu ses revenus augmenter plus rapidement que la moyenne nationale. Comme l'indique le tableau présenté *infra*, il s'agit des déciles V à IX.

La croissance des débouchés intérieurs s'inscrit également dans un mouvement long de croissance et de concentration urbaines. Si l'on range au nombre des villes les localités de plus de 2 500 habitants, la part des citadins dans la population totale passe d'un tiers en 1940 à la moitié et deux tiers respectivement en 1960 et 1980. Cette période reste en outre marquée par un renforcement notable de la polarisation du système urbain : la poussée urbaine a surtout profité aux plus grandes villes et à la capitale. En contraste, l'essor des villes de rang intermédiaire est bien plus modeste, quand il n'est pas négatif. C'est notamment le cas des petites villes entre 1970 et 1980. Or ces localités assument un rôle de relais très important entre les campagnes et les villes de premier rang, véritables centres de gravité de l'économie mexicaine. Au-delà du système urbain proprement dit, ces ruptures sont aussi celles de l'appareil productif.

### Répartition des revenus Mexique, 1958 - 1977.

déciles	1958	1970	1977
I à III	10.7	7.3	6.5
IV à VI	18.5	18.2	17.5
VII à IX	36.2	35.3	39.8
X	35.7	39.2	36.7

Eugenio Rovzar, "análisis de las tendencias en la distribución del ingreso en México, 1958-1977" in Rolando Cordera et Carlos Tello *La desigualdad en México*. Mexico, Siglo XXI 1984.

Ce double mouvement de concentration urbaine et d'essor des classes moyennes est à l'image d'un régime d'accumulation trop étroitement tiré par la croissance des débouchés intérieurs finals. Les déséquilibres qui caractérisent le marché intérieur mexicain (forte concentration des revenus, développement régional inégal, rupture fréquente des filières industrielles) limitent en effet notablement la longueur et la complexité des circuits économiques, l'intensité des liaisons intersectorielles ainsi que la portée des effets d'entraînement susceptibles de reporter sur l'ensemble de l'économie l'essor d'une branche d'activité. L'industrialisation par substitution d'importation s'est ainsi durablement épuisée dans une croissance inflationniste et dépendante trop exclusivement basée sur l'essor des branches aval des filières industrielles.

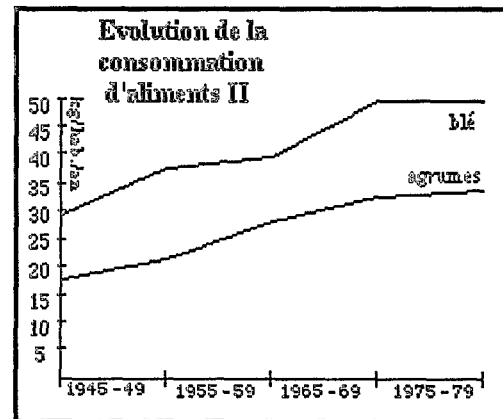
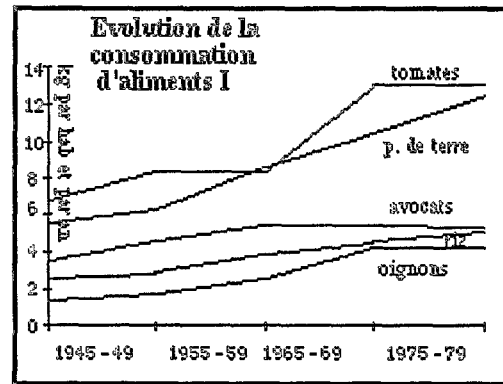
### NOUVELLES HABITUDES ALIMENTAIRES ET VIEILLES RECETTES : VERS UNE GESTION BIEN COMPRISE DE LA PÉNURIE

Dans le domaine qui nous intéresse, l'importance de la croissance des débouchés intérieurs peut être soulignée par l'évolution des habitudes alimentaires et leur impact sur l'organisation des approvisionnements. Les mutations qui se dessinent de façon de plus en plus marquées dans ce domaine au cours des années soixante et soixante-dix définissent le cadre d'une nouvelle dynamique d'accumulation dans l'agriculture.

L'évolution des habitudes alimentaires peut être rapprochée de l'augmentation globale du pouvoir d'achat ; elle reflète également une transformation profonde des modes de vie qui est loin de se limiter aux grandes métropoles et aux classes moyennes : les progrès de la scolarisation, l'augmentation du taux d'activité des femmes, le temps perdu dans les déplacements et l'influence croissante des médias, autant d'éléments qui soulignent l'ampleur de l'évolution des modes de vie, contribuent à expliquer une diffusion large d'habitudes alimentaires inspirées des modèles nord-américains ou européens.

L'évolution des consommations apparentes de différents produits alimentaires que nous avons retenue comme indicateur ne permet pas de rendre compte avec précision de la nature du phénomène. Elle permet cependant de procéder à un classement significatif de l'évolution à long terme de la demande. Il fait apparaître une augmentation sensible de la consommation de produits riches : produits d'origine animale et fruits et légumes frais notamment.

Sur la longue période (1945-1980), la comparaison de moyennes quinquennales fait apparaître une forte augmentation de la consommation d'oignons par habitant (plus de 4 % d'augmentation annuelle), de pommes de terres (supérieure à 3 %), de haricots frais, de tomates, d'avocats et d'agrumes (plus de 2 %). L'évolution de la consommation de produits d'origine animale n'a pu être appréciée que sur une période plus courte (1972-1981). La comparaison de moyennes bi-annuelles fait apparaître une forte augmentation de la consommation de viande de porc par habitant (plus de 5 % en rythme annuel), de volaille et de viandes rouges (supérieure à 4 %) et d'œufs (plus de 3 %). Ces pourcentages élevés sont sans doute en partie dûs à l'imprécision des sources statistiques, mais ils tiennent également au fait qu'il s'agit de produits qui n'occupent souvent qu'une place secondaire dans les régimes alimentaires traditionnels : cette évolution est donc bien le reflet d'une profonde transformation des habitudes alimentaires.

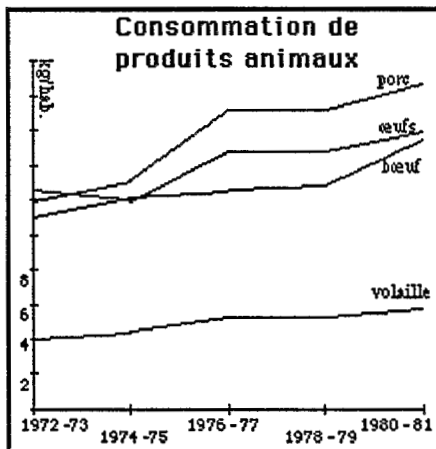


Elle s'inscrit sur un fond de forte poussée démographique (jamais inférieure à 3 % sur la période considérée). Elle peut donc être placée à l'origine de fortes pressions sur l'organisation des approvisionnements : non seulement l'agriculture a dû s'adapter rapidement à une demande nouvelle et en expansion rapide mais encore la collecte, le transport et le stockage de denrées périssables ont soulevé des problèmes logistiques difficiles. Paradoxalement, ces difficultés ont pu être surmontées sans véritable rupture des approvisionnements. C'est dire que les revenus qui pouvaient être attendus de l'accès à des débouchés particulièrement porteurs sont élevés et que l'agriculture mexicaine recèle un potentiel de développement élevé.

Le partage des rentes de situation liées à l'essor des nouvelles habitudes alimentaires peut ainsi être considéré comme un enjeu structurant l'organisation des approvisionnements et l'orientation des stratégies adoptées par les acteurs impliqués aux différents maillons des filières agro-alimentaires. Dans l'agriculture, les progrès du maraîchage et des productions liées à l'élevage (cultures fourragères nouvelles, élevages hors-sol ou spécialisés) sont spectaculaires, aux dépens, très souvent, des cultures traditionnelles ainsi que des cultures d'exportation. En aval, la polarisation

du système urbain autour de la ville de Mexico favorise la constitution de réseaux d'approvisionnement fortement centralisés. Ce centralisme permet aux acteurs qui les dominent de mettre en concurrence à leur profit des régions très éloignées les unes des autres : il s'agit alors pour eux de limiter autant que possible les variations saisonnières en jouant sur la diversité des situations climatiques du pays tout en consolidant leur monopole (et leurs rentes) en restreignant l'accès aux marchés urbains. Ce monopole est renforcé par le développement, à partir des halles centrales de la ville de Mexico (*Central de Abasto*), de filières de distribution spécialisées qui tendent à couvrir progressivement l'ensemble du tissu urbain national.

Une telle organisation pèse évidemment fortement sur le sens des transformations agricoles. Les producteurs - du moins ceux qui ne sont pas pénalisés par une mauvaise localisation par rapport aux réseaux de communication ou par rapport aux stratégies définies par les firmes qui contrôlent la commercialisation - peuvent, s'ils respectent les standards stricts imposés en matière de qualité (choix des variétés notamment), de volume et de présentation avoir partiellement accès aux rentes de situation. Les autres - une large majorité - devront subir la perte progressive de leurs débouchés traditionnels dans les villes de rang intermédiaire ou inférieur. Les nouveaux débouchés urbains et l'érection de barrières qui en limitent de plus en plus strictement l'accès entraînent alors, paradoxalement, un rétrécissement de leurs bases matérielles de reproduction. Les exclus se voient dès lors contraints d'opérer un repli aléatoire sur des cultures-refuge (le maïs essentiellement) peu rentables ou de développer des activités extra-agricoles.



La filière *pomme de terre* offre un exemple caractéristique de cette situation. L'essor des nouveaux débouchés urbains peut être associé étroitement à l'adoption

de nouvelles habitudes alimentaires : il n'a profité qu'aux variétés nouvelles, correspondant aux standards de consommation européens ou nord-américain. Il s'agit en fait essentiellement de la variété alpha dont la chair blanche, la taille respectable et le bel aspect sont appréciés. Sa diffusion rapide a été acquise aux dépens des variétés locales et des régions productrices traditionnelles : les reliefs du Centre du pays où la pomme de terre était cultivée sans irrigation.



COABASTO, op. cit. Departamento del Distrito Federal, Serie temática sistemas productivo Mexico, 1987 et 1988.

L'emprise des grossistes des halles centrales de Mexico peut être perçue, dans un premier temps, dans la forte concentration des zones de production et dans leur localisation dans des régions très éloignées les unes des autres, du Nord-Ouest au Sud-Est du Mexique. Douze centres de production seulement, dont la superficie ne dépasse jamais quelques milliers d'hectares, assurent ainsi la quasi-totalité des approvisionnements des halles centrales de Mexico en variété alpha. Leur localisation judicieuse permet de tirer parti de la grande diversité écologique du pays et d'échelonnner les campagnes de production tout au long de l'année.

Le nombre restreint des centres de production et l'échelonnement des campagnes n'auraient de toute évidence pu se convertir en réalité sans une coordination effective de l'ensemble des parties prenantes. Cette tâche revient aux grands négociants qui dominent la place de Mexico. Dix grossistes contrôlent directement plus de 85 % des arrivages de pomme de terre alpha, plus de 60 % pour les six premiers d'entre eux. Cette position de monopole leur permet d'exercer un contrôle strict sur les arrivages : les agriculteurs ne peuvent avoir accès aux débouchés qu'offre la ville de Mexico que dans la mesure où ils ont, au préalable, passé un contrat avec le négociant ou l'un de ses mandataires directs. Dans de telles conditions, l'ouverture d'un nouveau centre de production est virtuellement impos-

sible. Elle est rendue plus difficile encore par le fait que les gros négociants sont fortement incités à faire front commun. Ces tractations visent tout autant à interdire l'accès de la place à tout nouveau venu qu'à permettre le maintien en activité des négociants dont les centres d'approvisionnement sont taris une fois les récoltes achevées. Ces ententes reposent ainsi sur un véritable partage territorial qui limite encore la portée des rapports de concurrence. Tendanciellement, ce partage joue tout autant en direction de l'amont (définition de zones d'approvisionnement exclusives) que vers l'aval pour ce qui est de la commercialisation du produit en direction de la province.

La commercialisation des oignons présente de nombreuses similitudes avec celle de la pomme de terre. La demande a été particulièrement dynamique au cours des deux dernières décennies : la production a augmenté à un rythme annuel apparent<sup>1</sup> de quelque 8 % entre 1965 et 1985. Cet accroissement spectaculaire est lié à l'utilisation de variétés à haut rendement et à une forte intensification de la production dans un petit nombre de centres assez étroitement spécialisés. Une fois encore, les rentes de situation liées à l'essor des débouchés urbains sont réservées. Trois Etats (Morelos, Guanajuato et Chihuahua), répartis sur une distance supérieure à 2 000 km, assurent à eux seuls plus de 80 % des approvisionnements de Mexico en oignons. Cette concentration de la production permet d'assurer un contrôle efficace de l'offre et donc d'éviter des arrivages trop abondants. De même, la localisation des centres de production permet d'échelonner de façon satisfaisante la production tout au long de l'année.

Ce type de régulation repose sur l'exercice d'un contrôle strict de la part des négociants des halles centrales de Mexico. Il est rendu possible par une concentration marquée de ce maillon de la filière : les six premiers grossistes contrôlent à eux seuls (en 1987) plus de 80 % des arrivages. Cette position de monopole trouve un prolongement logique dans l'exercice d'une emprise directe sur la production proprement dite : dans tous les cas, le nombre d'intermédiaires est virtuellement nul. En effet, les négociants peuvent prendre en

<sup>1</sup> Il s'agit évidemment de la production effectivement prise en compte par les statistiques agricoles nationales. La production issue d'exploitations paysannes, celle qui provient de cultures d'appoint dans des exploitations qui n'ont pas une vocation maraîchère est sous-estimée. Or il est probable que le maraîchage intensif se soit développé aux dépens de ce type de production.

charge eux-mêmes la production, en qualité de propriétaires ou comme locataires : c'est une situation fréquente dans le Morelos. Le contrôle qu'ils exercent peut passer par l'établissement de contrats d'intégration avec de moyens propriétaires : cette formule est courante dans l'Etat de Guanajuato où ce type d'exploitation est prédominant. Enfin les mêmes effets peuvent être obtenus dans le cadre de conventions (incluant une clause d'auto-limitation des superficies) passées avec des associations professionnelles régionales : c'est le cas en particulier dans le Chihuahua où les grandes exploitations qui se prêtent à ce genre de convention sont en position dominante. Dans ce montage<sup>2</sup>, les petites ou moyennes exploitations "libres" n'ont qu'un rôle marginal de soupape de sécurité : ce sont elles qui fournissent, si besoin est, le "volant spéculatif" qui donne au système sa souplesse et assure son efficacité.

Comme dans le cas de la pomme de terre, l'emprise de ces négociants couvre également les activités de distribution en direction des centres urbains de province. On estime ainsi qu'en 1985, le tiers des arrivages d'oignons n'ont fait que transiter dans la ville de Mexico avant d'être réexpédiés en province. Cela sans compter, bien sûr, les livraisons effectuées directement dans les entrepôts que les négociants de Mexico possèdent dans les différents marchés secondaires du pays (Guadalajara, Monterrey, Puebla, notamment).

Le cas de la *filiale tomate* appelle un jugement plus nuancé : cet aliment s'identifie moins étroitement aux nouvelles habitudes alimentaires que la pomme de terre alpha ou les oignons.

En l'occurrence, la concentration de la production est moins poussée. A l'exception du Sinaloa et du Morelos (deux Etats qui assurent cependant plus de 50 % des arrivages), aucune région ne contribue de façon décisive aux approvisionnements de la ville de Mexico : 12 Etats au total y contribuent. La concentration est également moins marquée au niveau des halles centrales de Mexico. Selon la saison, les onze plus gros négociants ne contrôlent que de 35 à 50 % des arrivages. Leur emprise sur la production est également plus lâche : l'établissement de liens directs avec les producteurs (prise en charge directe de la production, contrats d'intégration ou conventions avec les associations professionnelles régionales) ne concerne que 55 % des arrivages. Dès lors, en dépit d'une plus grande

<sup>2</sup> Ces observations pourraient être renouvelées à propos de la filière pomme de terre où les variétés locales et les producteurs "libres" assument ces fonctions de régulation "en dernière instance".

dispersion des centres de production, les fluctuations saisonnières sont particulièrement fortes : le volume des arrivages peut varier de 1 à 4. Enfin, à la différence des deux filières évoquées ci-dessus, le poids des petites exploitations est bien plus décisif dans le cas de

la tomate. Pour ne considérer que les deux premières régions productrices, si la taille moyenne des exploitations dans le Sinaloa est de 38 ha (ce qui est déjà relativement peu par rapport à d'autres cultures maraichères), elle n'est que 1.2 ha dans le Morelos<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La production de tomates est cependant en régression dans le Morelos. Cepal *Economía campesina y agricultura empresarial en México. Siglo XXI*, México 1980. SARH, Dirección General de Información y Estadística Sectorial. *Agenda estadística* 1984.





# MEXICO : CRISE ET CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Jacques Arnauld  
GRAL-IPEALT  
Université de Toulouse Le Mirail, France

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, les économies domestiques se trouvent soumises depuis une dizaine d'années aux secousses de l'inflation et des mesures d'austérité prises par les gouvernements. Il n'est de notre ressort ici ni de déterminer les causes ni d'analyser les ondes de choc de ces séismes, mais d'observer leurs effets au niveau des familles.

Les économies latino-américaines se caractérisent par des tensions particulièrement fortes entre les différents secteurs sociaux pour le partage des revenus. Un tel contexte favorise la propagation des ondes inflationnistes, et entraîne des inégalités très grandes dans la répartition des charges réelles lors de l'application de mesures d'ajustement. Faute de disposer d'excédents commerciaux, c'est sur la compression de la demande intérieure que sont obtenues en grande partie les ressources nécessaires au paiement des intérêts de la dette. Cette compression se fait au détriment des salaires en jouant sur leur faible vitesse relative d'indexation<sup>1</sup>. Les mesures d'ajustement cherchent ainsi à provoquer une épargne domestique forcée en ciblant la classe moyenne salariée. Elles atteignent de façon plus ou moins efficace selon les pays les couches élevées et les secteurs de rente. Quant aux classes marginalisées du marché formel du travail et des services, qui atteignent parfois des pourcentages relativement élevés, elles subissent des effets directs et indirects dont on ignore presque totalement la nature et l'ampleur.

Les modèles économétriques ne rendent pas compte des effets différenciés de l'ajustement, soit parce qu'ils sont trop agrégés et centrés sur les équilibres globaux, soit par manque de données. Quant aux mesures directes, elles sont encore pratiquement inexistantes. Entre les approximations des modèles, les indices partiels, les avis

<sup>1</sup> J. Adda, "Economies d'Amérique latine. Inflation et hyperinflation", *Alternatives économiques* n° 77, 1990.

d'experts et les affirmations des divers groupes sociaux, les contradictions sont grandes : selon des estimations de CASAR<sup>2</sup>, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté en Amérique latine serait passé de 20 à 150 millions entre 1981 et 1986 ; dans le Nordeste brésilien l'inversion en 1982 des tendances de la mortalité infantile coïncide avec l'application d'une politique d'ajustement<sup>3</sup> ; l'Argentine et le Venezuela connaissent des émeutes de la faim, sans que l'on sache très bien de quelles couches sociales elles émanent ; par contre le verrouillage économique au Brésil ne semble pas ébranler la cote politique du président Collor ; enfin selon une étude récapitulative de la FAO, les couches urbaines marginales et vivant au salaire minimum seraient plus touchées par les mesures d'ajustement que les catégories dites défavorisées du milieu rural<sup>4</sup>.

La nutrition offre une perspective intéressante pour apprécier le phénomène au niveau familial : elle permet d'introduire une dimension anthropologique dans l'étude des phénomènes économiques. En effet, la nutrition mesure les conséquences sur l'état physique de la population des phénomènes dans leur ensemble et inscrit la consommation alimentaire dans un cadre physiologique et socio-culturel. Elle est directement liée aux facteurs économiques qui pèsent sur le niveau de vie, tels les prix, les salaires, l'emploi et l'accès aux services publics et aux subventions.

## LA CRISE MEXICAINE

L'inflation, qui déjà en 1981 atteignait le taux annuel de 26 %, s'élevait en 1983 à 99 % et dépassait 100 % en 1986 après un léger répit en 1984-1985. En 1986, la valeur réelle du salaire minimum ne représentait plus que 50 % de celle de 1976. Les salaires réels avaient chuté de 32 % entre 1981 et 1985. En même temps, les dépenses publiques relatives au développement social ont été réduites de 23.5 % entre 1981 et 1984, les

<sup>2</sup> CASAR (Comité de Acción para la Seguridad Alimentaria Regional), "National food programs in Latin America and the Caribbean : a response to the economic crisis", Buenos Aires, 1986.

<sup>3</sup> U.N. ACC/SCN (Comité administratif de coordination/ Sous-Comité de nutrition des Nations unies), "First report on the world nutrition situation", c/o OMS, Genève, nov. 1987.

<sup>4</sup> FAO, "Effects of stabilization and structural adjustment programmes on food security", FAO-ESD, Document technique n° 89, Rome, 1989.

subventions à la consommation de *tortilla* et de pain se sont trouvées considérablement réduites à partir de 1986. L'emploi, en termes généraux a souffert une réduction moindre que les revenus et la production, mais les tendances ont été différentes suivant les secteurs : entre 1981 et 1986, il a diminué de 12 % dans l'industrie mais a progressé de 20 % dans la construction. Analysant la politique d'ajustement du gouvernement, David Ibarra<sup>1</sup> conclut : "D'un point de vue purement économique, la politique gouvernementale a mis l'accent sur les mesures à court terme recommandées par le FMI... En n'apportant pas de solutions aux déséquilibres de fond qui se présentent du côté de l'offre, les politiques récessives doivent être maintenues durant des périodes de plus en plus longues, ce qui représente des coûts humains de plus en plus lourds". Est-il nécessaire de rappeler que la ville de Mexico compte près de 20 millions d'habitants, que la force de travail au Mexique est organisée en une fédération nationale qui constitue une base électorale importante du PRI et que les programmes de subvention et de redistribution ont jusque-là constitué des instruments importants de stabilisation politique?

#### L'ENQUÊTE DE L'INSTITUT NATIONAL DU CONSOMMATEUR (INCO)

En juin 1985, l'INCO a entrepris une étude longitudinale afin de suivre les effets de la crise au niveau des familles de revenus faibles et moyens. Semestre après semestre la situation laborale, économique et alimentaire d'un échantillon fixe de foyers, choisis de façon aléatoire, a été suivie. L'échantillon n'est pas pondéré, le but n'étant pas d'extrapoler les résultats en termes quantitatifs mais plutôt d'analyser et d'interpréter un phénomène. Deux grandes catégories de familles ont été distinguées : celles dont le chef appartenait au secteur dit *formel* (emploi fixe et jouissant d'une couverture sociale étendue à sa famille) et celles dont le chef appartenait au secteur *informel*, (à son compte, sans couverture sociale).

Des tranches de revenus familiaux ont été établies arbitrairement à l'intérieur de ces deux catégories. Un premier échantillon d'environ 50 familles par groupe a été enquêté à six reprises, de juin 1985 à février 1988. En août 1986, une nouvelle série de six enquêtes a été commencée sur un nouvel échantillon de même taille.

<sup>1</sup> David Ibarra, 1989, "Ajuste y progreso social en México", *Investigación Económica*, n° 190, pp. 87-105, México.

#### Identification des familles enquêtées

	Sigle	Tranche de revenu familial
Formel, revenus faibles	FB	0.8-1.5 x S.M.*
Formel, revenus moyens-faibles	FMB	1.5-2.5 x S.M.
Formel, revenus moyens	FM	2.5-3.5 x S.M.
Informel, revenus faibles	IB	0.8- 1.5 x S.M.
Informel, revenus moyens	IM	1.5- 3.5 x S.M.

\* S. M. Salaire minimum individuel

Les résultats publiés<sup>2</sup> de cette enquête se rapportent au premier échantillon. Ils montrent que le secteur le plus touché par la crise, en termes de perte de pouvoir d'achat, est le secteur "formel de revenus moyens"; le groupe FM a en effet perdu 25 % de son pouvoir d'achat entre juin 1985 et février 1988. Les catégories qui semblent faire le mieux face à la crise sont paradoxalement les secteurs de faibles revenus, formels ou informels, dont le pouvoir d'achat a globalement connu au cours de cette période une légère amélioration. Cette étonnante adaptation des couches qualifiées habituellement de "défavorisées" s'explique par leur capacité à multiplier les sources de revenus en lançant sur le marché du travail informel un nombre de plus en plus grand de personnes. Le nombre de "percepteurs de revenus" a en effet augmenté de 35 à 40 % dans les couches de faibles revenus (FB et IB respectivement) contre seulement 4 % dans les couches de revenus moyens (FM et IM).

Si on analyse la dépense alimentaire, on constate des chutes de 23% et 14% pour les groupes de faibles revenus, formels et informels, qui sont semblables à celles enregistrées pour les groupes homologues de

<sup>2</sup> José Manjares M. "Los cambios en el consumo alimentario por los efectos de la crisis económica en la ciudad de México y área conurbana, 1985-1988" *Investigación económica* n° 190, UNAM, Mexico 1989, pp. 107-142. Jacques Arnauld, "Repercusiones nutricionales en situaciones de crisis y de políticas de ajuste económico", *L'Ordinaire Mexique Amérique centrale* n° 124 GRAL-IPEALT, Toulouse, 1990. INCO, "El gasto alimentario de la población de escasos recursos de la ciudad de México", *Comercio Exterior*, vol. xxxix, n° 1 Mexico 1989.

**Revenus monétaires et dépenses alimentaires**  
(pesos et %, août 1986)

	FB	FMB	FM	IB	IM
Revenu hebdomadaire \$	20560	31650	37762	21021	35572
Revenu chef de famille \$	18 269	22 980	23 155	17 378	21 740
(%)	89	73	61	83	61
Apport revenus fixes (%)	87	85	83	36	56
Dépense alimentaires \$	10 570	14 161	13 762	10 977	13 846
Dépense /revenu (%)	51	45	36	52	39
Dépense produits animaux \$	4 969	6 719	7 050	5 207	6 849

revenus moyens (28 % et 15 % respectivement). Ces résultats corrigent les interprétations trop optimistes des données sur les revenus, dans la mesure où ils révèlent des difficultés d'équilibre de budget, qui obligent les familles de tous les groupes à comprimer de façon considérable leurs dépenses alimentaires<sup>1</sup>. La réduction des dépenses alimentaires dans toutes les familles se traduit par un ajustement de la composition du panier. On observe un accroissement des achats de céréales, mais aussi de lait et de viande de poulet qui viennent compenser une réduction des achats d'huile et de viande de bœuf et de porc. Cette restructuration, que l'on constate dans tous les groupes, va dans le sens d'une minimisation des risques nutritionnels par le maintien d'un équilibre remarquable du panier alimentaire. Les données concernant la valeur nutritionnelle des paniers indiquent que l'apport énergétique s'est maintenu dans les couches de faibles revenus, mais à un niveau inférieur aux normes recommandées.

#### LA PÉRIODE AOÛT 1986 - FÉVRIER 1988

Les résultats qui sont présentés ici se rapportent au deuxième échantillon et couvrent quatre prises de données successives effectuées respectivement en août 1986, février et août 1987 et février 1988. Les données utilisées proviennent d'une série de tableaux non encore publiés de l'INCO. Il s'agit d'une analyse préliminaire dont le but est de formuler un certain nombre d'hypothèses.

#### Août 1986. Situation économique et alimentaire

La différence de revenus entre les groupes est en partie due à une différence de niveau de rémunération par personne, en particulier entre les chefs de familles. Elle s'explique également par le nombre absolu de percepteurs par famille, plus élevé dans les couches de revenus moyens, dont les familles sont plus nombreuses et plus âgées.

Ces différences de revenu ne se transmettent que de façon très amortie au niveau des dépenses alimentaires, puisque le groupe formel de revenus moyens (FM) ne dépense par personne en alimentation que 1.14 fois plus que le groupe formel de revenu faible (FB) alors que son revenu est 1.84 fois supérieur. On notera par ailleurs que la part du revenu réservé au panier alimentaire est très inférieure, dans un groupe comme dans l'autre, à celle indiquée par les enquêtes nationales de budget des familles. S'il est vrai que la fiabilité des données, en ce qui concerne les revenus, est limitée et pourrait expliquer en partie ces divergences, le nivellement incontestable de la dépense alimentaire indique néanmoins que la crise exerce une pression extrêmement forte sur le volet des dépenses alimentaires, dans tous les groupes ; l'alimentaire apparaît de fait comme un volet d'une compressibilité insoupçonnée.

Etant donné les faibles différences entre les groupes dans la dépense alimentaire *per capita*, on ne peut s'attendre à de grands écarts dans la composition des paniers. Effectivement chacun des cinq groupes ne fait que s'écarter modérément, dans un sens ou dans l'autre

<sup>1</sup> Cela signifie que le taux officiel d'inflation utilisé ici comme déflateur pour mesurer l'évolution du revenu réel est largement sous-estimé. Le pouvoir d'achat alimentaire des couches de faibles revenus a dangereusement chuté.

**Achats de produits alimentaires de base**  
(gr. par personne et par jour)

	FB	FMB	FM	IB	IM
Total	371	331	335	383	340
Céréales					
Tortillas de maïs	271	214	230	271	234
Haricot	25	23	25	27	21
Lait	257	164	195	169	163
Viande	46	63	57	42	52

suivant les produits, d'une structure de consommation commune. Ainsi on observe les tendances classiques d'augmentation de la consommation de viande (de préférence de bœuf mais également de porc). Inversement, la consommation de *tortillas*, d'œufs, de poulet diminue avec le revenu. Curieusement, à Mexico, la consommation de lait est en fonction inverse du revenu : le programme de subvention sélectif à la consommation de lait, exécuté par l'entreprise d'Etat LICONSA semble efficace.

Il est difficile d'apprécier la valeur nutritionnelle des paniers : il serait hasardeux de calculer un taux d'adéquation aux besoins, les données sont insuffisamment précises. Cependant, la part du budget occupée par les dépenses en produits d'origine animale, quel que soit le groupe, et la consommation de lait remarquablement importante, sont des éléments positifs qui dénotent un certain niveau de diversification et d'équilibre alimentaire. Par contre, la faible consommation de graisses, peu différenciée entre les groupes, et la consommation élevée de céréales (plus de 1 000 KCal par jour par personne) sont caractéristiques de régimes pauvres. Le groupe informel de faibles revenus est celui dont le panier est le plus déséquilibré ; le lait y est

présent dans une proportion nettement plus faible que dans le panier de son homologue du secteur "formel".

*Évolution de la situation économique d'août 1986 à février 1988.*

Globalement, les données de février 1988 coïncident avec les observations faites sur le premier échantillon : elles reflètent un tassement vers le bas des revenus moyens, les revenus faibles se maintenant (mieux d'ailleurs dans le secteur "formel" que dans le secteur "informel").

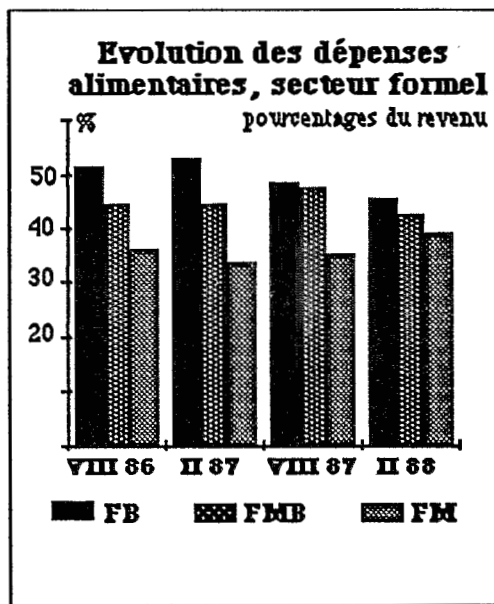
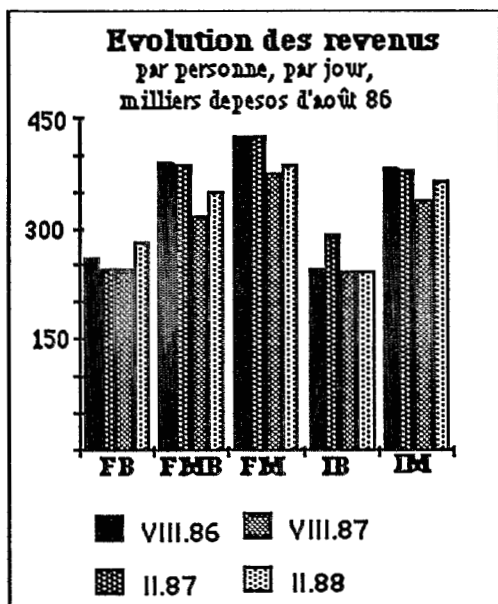
Est-ce à dire que les couches de faibles revenus ne sont pas touchées par la conjoncture économique, voire qu'elles parviendraient à en tirer parti ?

Le salaire du chef de famille a diminué en valeur réelle de 3 % pour le groupe FB et de 14 % pour les groupes FMB et FM, ce qui traduit une certaine protection des bas salaires. Par contre, le groupe FB aura dû augmenter de 10 % la force de travail et compenser par des emplois informels la perte sèche d'emplois formels : la part des revenus fixes dans le revenu global est tombée de 87 % en août 1986 à seulement 62 % en février 1988.

Le secteur informel présente un comportement particulier. Le revenu individuel du chef de famille dans le groupe de faibles revenus a diminué de 12 % et la force de travail a augmenté de 18 %, ce qui représente une baisse considérable du niveau de rémunération par personne (17 %). De plus, l'évolution du revenu de ce groupe apparaît beaucoup plus erratique que celle des autres groupes, ce qui suggère une plus grande fragilité. Par contre, le secteur informel de revenus moyens semble mieux s'adapter à la conjoncture, si l'on en juge par la capacité du chef de famille à maintenir son revenu individuel et par la faible incorporation (4 %) de nouveaux membres au marché du travail.

**Revenus monétaires et dépenses alimentaires**  
(février 1988, pesos d'août 1986)

		FB	FMB	FM	IB	IM
Revenu hebdo	%	22807	27141	35517	20608	33820
Variation 1988/1986	%	+ 11	- 14	- 6	- 2	- 5
revenus fixes	\$	17672	20169	20339	15306	21992
Part du revenu	%	62	78	77	43	58
Dépenses alimentaires	\$	10434	11627	13940	9710	12804
Variation 1988/1986	%	- 1	- 18	+ 1	- 12	+ 8



Ces données traduisent donc un phénomène d'aplatissement de la pyramide des revenus dans le secteur formel et de glissement de ce secteur vers un secteur informel dont les revenus par personne sont de plus en plus bas. Seul le secteur informel de revenus moyens montre une capacité d'adaptation réelle, en indexant sur l'inflation les revenus "moyens" des chefs de famille.

**Évolution du panier alimentaire, d'août 1986 à février 1988**

L'évolution des revenus familiaux, semestre par semestre indique une légère récupération en février 1988 pour l'ensemble des groupes étudiés. Les dépenses alimentaires suivent globalement ces variations, tant à la baisse qu'à la hausse, quoique de façon plus ou moins amortie suivant les groupes. Dans le secteur formel on note une grande convergence des trois groupes en ce qui concerne la part du revenu allouée aux dépenses alimentaire.

Par contre, quel que soit le groupe, un parallélisme presque parfait peut être établi entre revenu et dépenses en produits alimentaires d'origine animale. Le pourcentage des revenus alloué à l'achat de produits d'origine animale est remarquablement constant d'un groupe à l'autre et dans le temps : il est de l'ordre de 22 % et ne s'écarte de cette valeur que de quelques points.

Contrairement aux résultats de l'analyse transversale comparative entre groupes socio-économiques, qui met en évidence des phénomènes de substitutions en fonction du revenu entre produits de "prestige" et produits

de "base", l'analyse longitudinale révèle qu'une récupération des revenus moyens entraîne un accroissement de la consommation de produits de base tels que la "tortilla" (pour le groupe FMB), le haricot ou le poulet (FMB et FM). En d'autres termes, le comportement alimentaire des couches dites de revenus moyens est analogue à celui des couches de revenus faibles : il est caractéristique d'une situation alimentaire précaire, pour ne pas dire plus. De fait, pour ce qui est de la consommation de viande, de haricot et de lait, les différences entre groupes s'estompent. Pour le lait, l'antagonisme avec le revenu, même dans une perspective longitudinale est surprenante ; tout se passe comme si obtenir le lait de LICONSA ne relevait pas tant d'un problème de coût que de contraintes d'autant moins acceptées que la pression économique est moins forte.

**CONCLUSION**

En prenant comme limite supérieure de revenu familial 3.5 fois le salaire minimum individuel, lors de la mise en place de l'enquête en juin 1985, l'INCO estimait prendre en compte un univers comprenant environ 50 % de la population de la ville étendue de Mexico. Le même critère appliqué aujourd'hui concernerait un pourcentage de personnes beaucoup plus élevé. D'un point de vue économique, les données de l'enquête coïncident avec l'hypothèse d'un étalement des revenus vers le bas, la base de la pyramide élargie puisant de plus en plus les ressources de sa survie dans des activités informelles sous-rémunérées.

Même si le plancher de cette pyramide résiste, il serait faux d'en conclure que l'impact de la crise est relativement plus fort dans les couches de revenus moyens que dans celles de faibles revenus. L'utilisation de la variation relative du pouvoir d'achat comme indicateur d'impact est à ce sujet trompeuse car cette variation n'est pas indépendante du revenu ; les revenus les plus faibles semblent avoir atteint un seuil incompressible. Le pouvoir d'achat des familles à revenus moyens a chuté, mais le coût, quoique très élevé, s'inscrit surtout dans le court terme : il relève d'un processus qui semble réversible. Par contre, pour les familles de faibles revenus, le sacrifice apparaît centré sur des facteurs plus structurels et induit donc des effets largement irréversibles et préjudiciables dans le long terme. Là, le coût s'exprime en termes de santé, de soins donnés aux enfants, et se traduit par un déficit en éducation et en formation : il hypothèque donc l'avenir. Seul un certain secteur informel, sans doute relativement spécialisé dans ses activités, semble montrer un dynamisme positif et une réelle capacité d'adaptation.

Du point de vue de la consommation alimentaire, les données ne laissent pas transparaître de comportements fondamentalement différents entre les groupes. Tous sont perçus comme attachés à un même modèle de consommation urbaine, qui valorise les produits d'origine animale en y allouant une part étonnamment constante du revenu, qui maintient une certaine diversité, et qui se réfugie en cas de difficulté vers les produits traditionnels de base avec une remarquable rationalité nutritionnelle. Avec le nivellement des revenus, se produit une homogénéisation

de la consommation alimentaire. Tout se passe comme si les groupes de faibles et de moyens revenus tendaient vers un même point de fuite. L'écart entre les paniers, déjà relativement faibles en août 1986, se sont réduits de façon significative au cours de la période étudiée.

Le panier alimentaire des groupes de revenus dit "moyens" présente les caractéristiques d'un régime relativement pauvre. La faible part du revenu consacré à son acquisition indique que c'est sur l'alimentaire que se reporte une grande partie du sacrifice exigé par la crise. Est-ce à dire que la population est menacée massivement de dénutrition ? Une étude<sup>1</sup> sur dossiers médicaux, réalisée dans les hôpitaux périphériques de la ville de Mexico durant la même période, n'a permis de relever aucun indice tangible de recrudescence notable de la dénutrition. Ce résultat, conforme aux observations faites à partir de l'enquête de l'INCO, ne signifie pas pour autant que l'impact nutritionnel ait été négligeable. La dénutrition qui caractérise le milieu urbain, est une dénutrition relativement légère mais chronique, dont les effets imperceptibles affectent le développement de l'enfant puis de l'adulte en agissant sur sa santé, sa réussite scolaire puis professionnelle. Les données de consommation de l'INCO soutiennent l'hypothèse que la dénutrition légère s'est largement répandue, atteignant les couches de revenus moyens. En d'autres termes, elles indiqueraient que la crise économique porte préjudice à long terme au développement intégral d'une part de plus en plus importante de la population de la ville de Mexico.

<sup>1</sup> FAO, 1988, "Indicadores hospitalarios de nutrición y salud". Rapport de consultation du projet SISVAN, MEX/82/014, FAO-ESN, Rome.

# LES MUTATIONS DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT DANS LES CARAÏBES

Denise DOUZANT ROSENFELD  
INTERGEO, Paris  
GRAL-IPEALT, Toulouse, France

Situés dans l'un des espaces-carrefour les plus remarquables du monde à l'interface entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, les quatre îles-nations que nous avons sélectionnées et dans lesquelles nous avons enquêté directement sur les systèmes de commercialisation, appartiennent aux Grandes Antilles. Il nous a paru intéressant de comparer d'une part la *République Dominicaine, la Jamaïque et Haïti* dont la production et la commercialisation sont privées, avec des degrés variables de capitalisation, et d'autre part *Cuba*, seule république socialiste d'Amérique, isolée depuis trente ans par le blocus et un régime militant, dont le commerce est entièrement étatisé.

Situés dans la même zone géographique tropicale, ces quatre pays ont en effet un large passé commun de colonisation, de peuplement, d'habitudes alimentaires, de potentiel agricole. Partout les meilleures terres, en grand nombre, ont été accaparées pour les cultures d'exportation et les importations alimentaires prennent le relais de l'offre devenue insuffisante, alors que la population urbaine s'accroît très vite. Ces économies ouvertes dépendent d'un nombre relativement limité de denrées ou de minerais exportés. Le déséquilibre des balances commerciales est devenu chronique à la suite d'une détérioration particulièrement nette des termes de l'échange dans la décennie 1980. *Dans ce contexte de crise*, la République Dominicaine, la Jamaïque et Haïti ont recouru à la thérapie douloureuse du FMI, tandis que Cuba bénéficiait encore des échanges privilégiés avec l'URSS... et l'ensemble des pays du CAEM jusqu'aux changements récents en Europe de l'Est.

Les événements des dernières années - en particulier les émeutes de 1984 en République Dominicaine, de 1985 en Jamaïque - et la détérioration de la situation économique de ces pays ont signalé l'approvisionnement alimentaire comme le révélateur d'une crise profonde. Nourrir des métropoles devenues plus que

millionnaires est devenu un impératif inéluctable. C'est donc du poste d'observation des métropoles-capitales que nous allons examiner les mutations des systèmes d'approvisionnement.

## LA CRISE DES APPROVISIONNEMENTS

### *L'accroissement de la demande urbaine*

La dynamique de l'urbanisation métropolitaine est bien connue. La conjonction d'un accroissement démographique fort sur place et des migrations venues des campagnes se traduit par un accroissement de la population urbaine qui profite surtout aux complexes métropolitains. Les capitales, construites sur le modèle de la ville-port coloniale, ont concentré la dynamique du développement moderne. Le manque de profondeur territoriale n'a pas permis au  $xx^e$  siècle l'affirmation de pôles secondaires en rivalité ou en complémentarité avec le pôle principal. Ainsi, en République Dominicaine, le District national incluant Santo Domingo (2 millions d'habitants) représente 35 % de la population totale et Santiago, la deuxième ville, n'a que 480 000 hab. Le phénomène est plus accentué en Jamaïque (aire métropolitaine de Kingston - 700 000 hab et 35 % de la population totale - comparée à Montego Bay - 70 000 hab -) et en Haïti (agglomération de Port-au-Prince, 1 million d'habitants, 18 % de la population totale et Cap-Haïtien - 130 000 hab -). A Cuba, la primauté de La Havane (2 millions d'habitants et 20 % de la population cubaine) a été contrecarrée de façon volontariste par la création d'un nouveau réseau urbain dont les villes, en particulier les nouvelles capitales provinciales, s'accroissent plus vite que la capitale ou la deuxième cité traditionnelle Santiago - 400 000 hab -. Ainsi le taux d'urbanisation de Cuba (70 %) est le plus élevé de la région (58 % en République Dominicaine, 51 % en Jamaïque, seulement 30 % en Haïti).

A cette augmentation quantitative s'ajoute un accroissement de la masse des pauvres urbains à côté des groupes des couches moyennes et des hauts revenus. La diversité de la demande et des coutumes alimentaires, comme les dépenses consacrées à se nourrir, sont en rapport étroit avec la place sociale et le niveau des ressources. Au recensement de 1981 on comptait à Santo Domingo un tiers des habitants parmi les revenus hauts et moyens. A la même époque, 7 % seulement des habitants de Port-au-Prince pouvaient entrer dans la même catégorie. A Kingston, 60 % des ménages étaient répertoriés sous le seuil de pauvreté. A l'exception de Cuba, la hausse brutale des prix dans les années 80 a



réduit de façon drastique, y compris pour les couches moyennes habituées à bénéficier jusqu'alors des bienfaits de la croissance, le pouvoir d'achat, d'autant qu'elle se conjugue avec un faible rattrapage salarial mais surtout un niveau de sous-emploi et de chômage énorme. Toutes les données disponibles attestent que la qualité de l'alimentation de la très grande majorité des habitants des trois pays cités s'est ainsi dégradée (moins de protéines et de vitamines) et que les quantités consommées par tête ont baissé.

#### *La modification des habitudes alimentaires*

Le modèle urbain dominant a très sensiblement modifié l'alimentation créole. La diète paysanne antillaise faisait largement appel aux *viveres* (tubercules, racines, banane plantain) et aux céréales traditionnelles (maïs, sorgho). *Le riz est devenu la céréale de base*, accompagné dans le plat typique de haricots, de *viveres*, de légumes et bien sûr de viande. Les produits laitiers sont aujourd'hui considérés comme indispensables. Surtout la consommation du pain et des pâtes alimentaires, des biscuits, des boissons gazeuses s'est généralisée sous l'influence des pays du Nord (aide alimentaire en particulier) alors que ces îles ne produisent pas de blé. Il convient de signaler l'originalité de la Jamaïque et de Cuba dans cette évolution. En Jamaïque, depuis l'époque de l'esclavage, la farine de blé et les poissons et viandes séchés (salés, en boîte et aujourd'hui surgelés) importés d'abord d'Angleterre et aujourd'hui d'Amérique du Nord sont la base de la nourriture locale. A Cuba, le régime a développé pour tous la consommation du poisson et des produits laitiers, en particulier sous forme de yaourts et de glaces.

La crise a accéléré certaines évolutions. En République Dominicaine les classes populaires et même les couches moyennes ont substitué la viande de poulet et les œufs, moins chers comparativement, à la viande de bœuf et de porc. Les pauvres en Jamaïque ne consomment plus de produits frais : ils se nourrissent des produits subventionnés : farine, sucre, lait écrémé, huile de soja et des bas morceaux de poulet (*necks and backs*). En Haïti, les protéines animales et les produits frais sont toujours restés le luxe de quelques-uns. A partir de 1986, la contrebande massive de riz a en partie substitué cette céréale au maïs moulu artisanalement dans la consommation urbaine.

A Cuba la composition des repas reste régie, non par les revenus (sauf pour le marché noir) mais par les produits subventionnés et garantis pour tous se trouvant dans le rationnement même si, depuis la fin des années 1970, le nombre des denrées non rationnées a sensiblement augmenté (le marché parallèle d'Etat représente

17 % du commerce alimentaire). Parmi les produits "libérés", les plus importants sont des denrées de base telles le pain, les œufs, le poisson, les pâtes. Actuellement la ration mensuelle de la *libreta* comprend du riz, du sucre, du lait condensé, de la viande tous les neuf jours, du saindoux, de l'huile, une petite quantité de café et de cigarettes. Mais beaucoup de Cubains se nourrissent pour pas cher dans les cantines sur les lieux d'études et de travail.

#### *Des productions insuffisantes*

Les agricultures locales se sont adaptées à ces nouvelles demandes. C'est le cas de l'aviculture et de l'élevage porcin sous forme d'installations industrielles autour des villes. La culture de la tomate et d'autres primeurs (concombres, aulx), de la pomme de terre et de certains légumes s'est étendue dans des terroirs spécialisés. L'élevage laitier est devenu une priorité à Cuba. Bien que développé aussi en République Dominicaine, l'élevage créole y souffre de la concurrence massive du lait en poudre importé à bas prix. Par contre la production des *viveres* et des céréales traditionnelles, pour lesquels la demande reste forte, n'a pas suivi le rythme de croissance de la population. Elle est directement concurrencée par les nouvelles exportations "non traditionnelles" d'agrumes, fruits, légumes verts, etc. pour lesquels ces pays jouiraient d'"avantages comparatifs" sur les marchés des pays du Nord.

En République Dominicaine, l'agriculture, potentiellement autosuffisante, est entrée en crise pour des raisons à la fois structurelles et conjoncturelles. Le binôme *latifundio-minifundio* s'est encore agrandi. Or ce sont les petits producteurs (81 % des exploitants ; 12 % de la surface) et les producteurs moyens (16 %) qui produisent pour le marché intérieur. L'augmentation des coûts des intrants importés réduit les rendements, détourne de la production davantage de paysans et de capitaux. Même la culture du riz, grande bénéficiaire de la révolution verte (la production a doublé entre 1974 et 1984) et largement aidée par les pouvoirs publics est touchée. Depuis 1985 les chiffres des productions vivrières stagnent ou baissent. Mais le potentiel productif reste très grand.

Ce n'est plus le cas en Haïti. Ce pays de paysans ne nourrit plus sa population. L'évolution des productions vivrières qui se sont pourtant substituées aux cultures de rente est totalement négative. Surexploitée, parcellisée, érodée, la terre n'y est plus un outil de production à protéger et à entretenir mais un moyen de survie avec lequel la paysannerie haïtienne fait encore des miracles. L'assistance étrangère s'est orientée vers l'aide alimentaire au détriment de l'aide au développement. En



*Jamaïque* l'agriculture est délaissée : dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les cultures d'exportation et les cultures vivrières sont entrées en crise. Ici aussi ce sont les petits producteurs qui produisent pour le marché interne.

*L'agriculture cubaine* présente des caractéristiques différentes mais n'échappe pas aux grandes évolutions signalées. Issues des réformes agraires de 1959 et 1963, les *granjas del pueblo* (anciens *latifundia* non partagés) constituent le secteur d'Etat et occupent 90 % de la surface agricole. Les petits producteurs privés (exploitations inférieures à 67 ha) sont en partie regroupés en Coopératives de production agricoles (CPA); ils jouent un rôle important dans la production globale (23 % en 1985) et plus encore dans celle des *viveres*. Par contre l'élevage bovin - 34 % de la surface agricole utile -, la culture du riz, celle des agrumes récemment développée, les cultures industrielles - la canne à sucre occupe toujours 50 % de la SAU - et une grande partie des cultures vivrières sont le fait des grandes exploitations recourant périodiquement à la main-d'œuvre de la jeunesse scolarisée et aux brigades de volontaires des villes. Si, globalement, la production non sucrière a augmenté de 50 % dans les quinze dernières années (surtout pour les produits de l'élevage et les agrumes), les déficits restent très sensibles en *viandas* (tubercules, en particulier le *taro*, racines, banane plantain), en haricots, en riz, en primeurs.

#### *Des importations alimentaires structurelles*

Depuis la décennie 1970 une nouvelle donnée est introduite avec la possibilité d'importer largement des aliments. Il s'agit bien d'une remise en cause de l'équilibre précédemment établi sur une population moins nombreuse et rurale : en dehors des catastrophes naturelles, ces petits pays n'avaient pas éprouvé de difficultés sérieuses pour s'alimenter. Aujourd'hui les importations se convertissent en un fait structurel : outre les produits nouveaux adoptés massivement (blé, huile de soja, lait en poudre, conserves et autres produits élaborés) ce sont des aliments autrefois cultivés sur place qui viennent de l'extérieur : le maïs pour l'élevage porcin et avicole, les corps gras, le riz etc. Les gouvernements, et pas seulement à Cuba où le commerce extérieur est étatisé, interviennent dans ce secteur hautement stratégique (organisme d'Etat JCTC en Jamaïque ; INESPRES en République Dominicaine) pour contrôler quantités et prix souvent plus bas sur le marché mondial que les

produits locaux. L'aide alimentaire (loi PL 480 américaine, Canada, CEE) est aussi devenue structurelle en Jamaïque, en République Dominicaine et surtout en Haïti, pays complètement assisté.

#### *L'adaptabilité des réseaux de commercialisation*

On peut distinguer trois grands secteurs dans la commercialisation alimentaire des pays antillais. Le secteur dit traditionnel ou non moderne repose sur de petits marchands ayant de faibles moyens ; outre sa fonction commerciale, il accueille les nouveaux citadins pauvres multipliant les "emplois informels" dans la distribution. Le secteur capitaliste ou moderne géré par des firmes privées et des associations de commerçants contrôle transports, transformation alimentaire et chaînes de supermarchés. Enfin le secteur d'intervention publique repose sur des institutions créées par l'Etat. La crise a secoué ces réseaux, mais ces derniers ont montré de grandes capacités d'adaptation.

#### *De la campagne à la ville : les flux de produits vivriers*

*Le secteur public a le monopole du commerce à Cuba.* L'expérience des marchés libres paysans au début des années 80, qui avait eu pour mérite d'augmenter sensiblement la disponibilité et la qualité des produits frais ou rares, mais à des prix très élevés (enrichissement des paysans et des intermédiaires, corruption), a été rapidement arrêtée ; l'Etat cubain a alors créé son propre marché parallèle à côté du système du rationnement, pratiquant souvent des prix élevés. Ainsi la collecte à la ferme est organisée par des offices publics spécialisés par produits ayant chacun leurs réseaux de transport, de stockage, de distribution, comme CUBAZUCAR pour le sucre, CUBA TABACO pour le tabac, etc. En ce qui concerne les produits vivriers il s'agit d'ACOPIO et dans les dernières années de FRUTAS SELECTAS (il y a souvent confusion entre les deux au niveau de la collecte). C'est au niveau de ces deux entreprises que se trouvent les problèmes les plus graves : bureaucratie envahissante ralentissant la mise à disposition de la population des produits frais, grosses pertes après la récolte par défaut de collecte ou mauvais traitement en cours de route, stockage déficient entraînant la mauvaise qualité des produits, etc. Ces entreprises régulent les flux vers les différents destinataires : usines

agro-alimentaires, marchés d'exportation, "alimentation collective" (restaurants, cantines), enfin alimentation "privée" (rationnée et libre). Elles répartissent également les flux d'importations, ces diverses activités se faisant sous le contrôle du plan.

En République Dominicaine, les trois secteurs sont représentés mais aujourd'hui le secteur capitaliste l'emporte nettement : 54 % selon le rapport de la CEPAL en 1984, contre 28 % au commerce traditionnel et 18 % à l'organisme d'Etat INESPRES, créé en 1969 pour écouler dans le pays les surplus américains de blé, maïs et soja suivant la loi PL 480. Le secteur public joue un rôle important : il contrôle les importations, subventionne les prix de certaines productions, patronne les ventes populaires et le programme dit du panier familial pour les plus démunis. Cependant le monopole de l'INESPRES, devenu un organisme énorme et corrompu, a été diminué sous la présidence libérale de BALAGUER, depuis 1986. Le secteur moderne intégrant les camionneurs, les entreprises d'import-export, l'agro-alimentaire et la grande distribution est marqué par une concentration rapide : le manque de devises, le renchérissement du coût du pétrole exigent des investissements solides.

En Haïti au contraire, c'est le secteur traditionnel qui tient toujours la première place. La permanence d'une majorité rurale, le faible niveau de vie, la parcellisation de l'offre ont contribué à modeler un système remarquablement adapté à un environnement économique difficile. Le système de commercialisation des vivres est animé par les *madan sara*, commerçantes itinérantes, transportant les produits depuis la ferme ou les marchés locaux par les transports collectifs vers les marchés urbains. Les marchés sont les lieux centraux où se déroulent les transactions (entourés de *dépôts*). L'Etat n'a jamais créé d'institution pour contrôler les vivres ou leurs prix. Le secteur capitaliste moderne reste limité à l'import-export et à quelques supermarchés.

La Jamaïque occupe une position intermédiaire. Elle partage avec Haïti la force du secteur traditionnel de collecte et de distribution des vivres et le rôle décisif des marchés publics, pour les mêmes raisons structurelles d'organisation de la production agricole (parcellisation, faibles volumes); les femmes *higglers*, comme les *madan sara* haïtiennes opèrent avec peu de capital et de faibles marges bénéficiaires. Mais le volume des importations, celui des agro-industries, la demande de couches urbaines plus diversifiées et du tourisme ont développé un secteur capitaliste dynamique qui embrasse les mêmes activités qu'en République

Dominicaine. On remarque une symbiose entre les deux circuits : la multiplication des supermarchés n'a pas entraîné la baisse de fréquentation des marchés publics. Des *higglers* approvisionnent aussi des supermarchés. Comme en République Dominicaine, l'Etat contrôle les importations, subventionne les produits de base en utilisant les bas prix des denrées importées ou données, mais il s'est désengagé de la commercialisation directe : l'office public AMC, créé dès 1963, a été supprimé en 1981 à la chute du gouvernement MANLEY : pris entre une offre rigide et parcellisée et de lourds frais de fonctionnement, il n'avait jamais pu capter plus de 20 % du marché local.

### LA DIVERSITÉ DES FORMES DE DISTRIBUTION URBAINE

Le secteur traditionnel gère les *marchés publics*. Chaque grande ville possède son marché de gros, point d'arrivée et de redistribution des produits. Débordant de son cadre initial, congestionné, ce marché central est le baromètre de la croissance urbaine. En dépit de conditions d'hygiène et de surpeuplement déplorables il fonctionne, témoin de la formidable capacité d'adaptation du circuit traditionnel. Le ventre de la capitale dominicaine, Mercado Nuevo, où 30 000 personnes et 8 000 camions de tous gabarits transitent chaque jour, n'a vu aucun des projets de rénovation aboutir. Le marché de la Croix des Bossales à Port-au-Prince, immense ruche hyperactive, se développe dans le marais côtier. Par contre les autorités de Kingston mènent depuis plusieurs années un projet de rénovation de la zone des marchés de la capitale. A Cuba les marchés traditionnels ont disparu. Leurs installations ont été réouvertes ces dernières années pour le *marché parallèle*.

Les marchés publics, les épiceries et autres boutiques spécialisées, les commerces de proximité du secteur traditionnel, tissent le dense réseau de la distribution de détail fixe traditionnelle. Les points de vente se sont développés au rythme de la création des nouveaux quartiers et de la densification des anciens quartiers. La vente informelle d'aliments, voire de repas dans la rue, traditionnellement active sur les trottoirs urbains et dans les zones commerciales, s'est accrue avec la crise (phénomène des *marchés spontanés*) et a été renforcée par l'augmentation des vendeurs ambulants, comme les *tricycleros* à Santo Domingo apportant fruits et légumes de saison aux femmes des couches moyennes, ou bien les revendeurs en *pushcart* de laits et boissons réfrigérées en emballage carton dans les rues de Kingston. La crise a aussi multiplié les vendeurs à la sauvette aux

feux rouges. La multiplication des points de vente s'explique par la nécessité d'approvisionner une clientèle dont le revenu est souvent gagné au jour le jour et davantage probablement par la source d'emploi qu'offre le commerce de rue.

Les *supermarchés* de toute taille et les centres commerciaux sont la réponse du secteur capitaliste moderne à la clientèle des consommateurs urbains qui peuvent payer comptant, sont souvent motorisés et disposent de réfrigérateurs. Ils commencent à toucher aussi les classes populaires, mais leur expansion reste fondamentalement liée à celle des revenus. Leur multiplication est sensible à Kingston et à Santo Domingo. Dans cette dernière ville, la crise énergétique se manifestant par de fréquentes coupures de courant électrique est une des causes de la disparition des supérettes n'ayant pas les moyens d'acquérir un groupe électrogène. En revanche il naît de nouveaux espaces de vente de produits périssables sans réfrigération mais adaptés au pouvoir d'achat des classes populaires. Enfin la restauration type *fast food* a aussi fait son apparition ainsi que des variétés locales adaptées aux goûts et au pouvoir d'achat des salariés locaux.

L'Etat en République Dominicaine intervient dans la distribution, par l'intermédiaire des ventes populaires de l'INESPRE, des marchés de producteurs où les paysans vendent eux-mêmes, des *ferias* agricoles, mais les volumes concernés sont faibles. Il met peu de moyens pour lutter contre la contrebande qui peut créer des pénuries localisées (en particulier de produits subventionnés comme le sucre, le riz, les pâtes, la farine) au profit des Haïtiens du pays voisin. En Haïti, les aliments introduits en contrebande concurrencent les produits locaux ; les gouvernements laissent faire car les pauvres se nourrissent ainsi à moindre coût. Mais les paysans sont encore plus pénalisés. Dans les trois pays précédemment cités, les effets de la crise sur le ravitaillement urbain sont donc importants et les plus pauvres, faute d'argent, éprouvent de grandes difficultés à se nourrir.

*Le cas de Cuba*<sup>1</sup> est une fois encore distinct. Il n'y a plus depuis les premières années de la révolution de commerces privés. Les galeries marchandes sont vides,

<sup>1</sup> Denise Douzant poursuit ses travaux sur une société qui a été profondément bouleversée depuis la rédaction de cet article. La suspension des échanges avec l'ancien bloc soviétique a confronté Cuba à un "double blocus" de fait, d'autant plus lourd de conséquences que le secteur agricole et l'organisation des approvisionnements dépendaient d'une division

à peine occupées par les commerces de proximité et quelques supermarchés. Les commerces se signalent à l'attention par les queues, en particulier en début de mois lorsque chaque famille vient chercher les produits auxquels lui donnent droit sa *libreta*. A plusieurs reprises, toute l'alimentation des Cubains s'est réduite aux quantités inscrites sur le carnet de rationnement et aux repas pris dans les cantines, ce qui garantit à chaque famille de manger à bas prix, mais pas toujours ce qu'on veut, ne permet pas de recevoir à dîner facilement ni de manger dans la rue. Ces dernières années les disponibilités semblent avoir augmenté grâce à l'ouverture des marchés parallèles, aux achats directs tolérés avec les paysans, mais aussi au *marché noir* (détournement des aliments de l'Etat ou provenant des magasins spéciaux) et au *marché gris* (échange entre voisins de

du travail stricte au sein du COMECON. La suspension des importations alimentaires (céréales, pommes de terre, par exemple) a entraîné une rupture stricte des approvisionnements ; des branches essentielles (sucre, bien sûr, mais aussi agrumes) ont été brutalement privées de débouchés extérieurs, d'autres, stratégiques du point de vue des approvisionnements vivriers urbains ont été profondément déstabilisées par l'absence de fournitures (engrais et aliments composés pour le bétail). Ces nouvelles contraintes sont d'autant plus difficiles à assumer que le modèle de développement agricole suivi depuis des décennies reposait sur la recherche systématique d'économies d'échelle ainsi que sur une forte consommation d'intrants d'origine industrielle et d'énergies concentrées. Le processus de recomposition en cours passe pour l'immédiat par un rationnement extrêmement strict (notamment en ce qui concerne les produits animaux), un encadrement plus serré des approvisionnements (suspension du marché parallèle de produits alimentaires) et le sacrifice de pans entiers de l'agriculture cubaine (élevage porcin et, dans une moindre mesure, bovin), au profit de branches jugées prioritaires (tubercules, légumes). La "période spéciale" instaurée pour répondre au défi posé par le double blocus doit conduire à un recentrage de l'agriculture cubaine et de ses systèmes d'approvisionnement. Ce recentrage impose la diffusion de modèles mieux adaptés aux contraintes qui pèsent sur l'économie cubaine ainsi que l'adoption de nouveaux cadres organisationnels (décentralisation plus poussée, unités de production de taille plus réduite et mieux intégrées). Aujourd'hui, rien ne semble permettre de préjuger de l'issue du processus. (TL).

produits rationnés, car la ration est uniforme et ne tient pas compte des goûts individuels). Cependant, l'examen attentif des statistiques officielles du commerce intérieur montre que l'augmentation de l'offre, en particulier pour les primeurs, les fruits, les yaourts et fromages a profité davantage aux circuits de *l'alimentation publique* (comprenant aussi le secteur touristique où l'on paye en dollars) qu'à l'alimentation privée. Les pénuries sont en train de revenir suite à la diminution récente des importations en provenance des anciens pays du CAEM régies par la *division socialiste du travail*. Ainsi les excédents de pétrole fournis par l'URSS, qui permettaient à Cuba de se procurer des devises, ont disparu en 1990 (la consommation d'énergie intérieure n'est même plus assurée) et de nombreux produits devront être payés en devises.

### CONCLUSION

La *sécurité alimentaire* de ces îles-nations, en particulier au niveau des complexes métropolitains où il est devenu politiquement indispensable de subvenir aux besoins essentiels de couches sociales nombreuses et diverses, est devenue une question stratégique. La position des pays étudiés est particulièrement délicate parce qu'ils cumulent les inconvénients d'une petite taille et d'une exposition à des interventions extérieures. Les Etats-Unis l'ont largement prouvé en maintenant le blocus de Cuba, obligeant le régime castriste à dépendre de la lointaine aide soviétique ou en intervenant en République Dominicaine. La poursuite de l'urbanisation ne peut plus être envisagée désormais sans référence aux pays de la région.

# DE RECOLECTORES A PORCICULTORES : CIEN AÑOS DE GANADERÍA PORCINA EN GUANAJUATO, JALISCO Y MICHOACÁN

Patricia Arias  
IES/Universidad de Guadalajara  
Guadalajara, México

En la pequeña franja fronteriza donde se localizan las poblaciones de La Piedad en Michoacán y Santa Ana Pacueco en Guanajuato crece y prospera desde hace más de veinte años la ganadería porcina en México ; allí, en esa pequeña microregión del occidente del país se localiza sin lugar a dudas el epicentro nacional de la producción de puercos para el enorme mercado de la Ciudad de México : en 1985, unas trescientas granjas de engorda de puercos enviaron casi un millón de animales en pie a los mercados urbanos extrarregionales.

De hecho, sólo de la pequeña localidad de Santa Ana Pacueco, donde en ese mismo año había 198 granjas porcícolas, salió más de la mitad (481 084) de los puercos en vivo engordados en el estado de Guanajuato hacia los rastos del Distrito Federal, el Estado de México y otros más alejados. Y esto sin contar los miles de animales que salen directamente empacados para los obradores de la ciudad de México y los que en forma de embutidos se distribuyen a toda la república.

Este indudable crecimiento y éxito de la porcicultura en esa pequeña micro-región fronteriza entre las tierras altas de Jalisco y Michoacán y las tierras bajas de Guanajuato suele atribuirse convencionalmente a esa dinámica general del desarrollo agropecuario que empezó a configurarse desde los años sesenta en el campo mexicano. Así la porcicultura piedadense aparece como un típico buen ejemplo de la manera en que durante casi veinte años se volvió tan común para interpretar la sociedad rural : su relación y sometimiento a las tendencias y mecanismos extralocales, por lo regular internacionales, de la economía agropecuaria nacional (Feder, 1980).

Manera que se volvió tan persistente e impermeable que ha tenido a lo menos dos grandes y prolongadas consecuencias : la dificultad para captar la existencia e incidencia de los factores locales en los desarrollos agropecuarios regionales y la dificultad adicional para

detectar los cambios recientes que la propia sociedad rural ha puesto en marcha para sobrevivir, mantenerse y crecer. A la luz de lo que se observa en el mundo rural de ahora, esas nociones de los setentas parecen cada vez más insuficientes para entender la economía y sociedad ganaderas que se han desarrollado en la región occidental del país en estos últimos años.

Desde principios de los años setenta se empezó a difundir y a hacer cada vez más común la idea de que el desarrollo porcícola piedadense era un ejemplo más del resultado de la influencia externa impuesta por los capitales transnacionales en la agricultura mexicana : la producción de pollo, puerco y huevo tenía que ver sobre todo con las tendencias de consumo de los países centrales y se basaba en los modelos tecnológicos más modernos acuñados en esos países : confinamiento de los animales en granjas donde se controlaba su engorda o capacidad de postura con base en dietas altamente especializadas, para lo cual se requería además de una gran transformación en los cultivos (Pérez Espejo, *sf* y 1987).

Los cambios agrícolas que se habían constatado dos décadas más tarde eran sin duda impresionantes : en esos veinte años se había modificado drásticamente el patrón de los cultivos regionales. Entre 1961 y 1980, el crecimiento medio anual del sorgo fue de 16.6 % en el estado de Michoacán, lo que acarrió el rotundo desplazamiento del trigo, el segundo cultivo comercial tradicional de esa entidad. En Guanajuato, donde están las mejores tierras de la región, la expansión del sorgo fue también espectacular : de las 197 566 hectáreas que se sembraron en 1963, se pasó, en veinte años, a 1 517 763 hectáreas bajo ese cultivo. La porcicultura era cada vez más dependiente y fomentadora de ese grano que volvió a ser el enorme paisaje abajeño entre Celaya y San Ana Pacueco.

Por si fuera poco en la actividad propiamente porcícola se advertían algunas peculiaridades y se constataban sus consecuencias : la proliferación de granjas de engorda y la nula normatividad sobre el giro habían contaminado sin límite al río Lerma, el que un día fuera el más imponente del México central ; existía y se mantenía una estructura de comercialización tan caótica y enmarañada que resultaba tremendamente encarecedora de los puercos en el mercado urbano ; la expansión de las empresas porcícolas dependía de las oportunidades que creaban las crisis recurrentes del giro más que de sistemas planificados de desarrollo (Chapela y Mendoza, 1982).

El importante sector local de porcicultores que había surgido había aprovechado muy bien la expansión del mercado urbano de la ciudad de México para crecer y consolidarse, para comenzar a integrar de manera verti-

cal sus empresas<sup>1</sup>. El proceso era sin embargo muy selectivo - eran cada vez menos los que podían efectivamente crecer -, y sobre todo muy peculiar: aunque la integración avanzaba en muchos sentidos - implementación de modernos rastros, fábricas de alimentos balanceados, laboratorios de medicinas, desarrollo de complejos sistemas de almacenamiento de granos y de transporte de animales -, persistía la separación entre la cría y la engorda y se mantenía y reproducía, por toda la región, la explotación doméstica o de "traspatio" de animales. A diferencia de lo que se encontraba en otras regiones, en La Piedad-Santa Ana no se daba una tendencia consistente hacia la formación de granjas de ciclo completo como se llama al sistema que reúne la reproducción y la engorda de los animales.

De un modo u otro, estas peculiaridades se han considerado la expresión más palpable del carácter "intermedio", finalmente "dependiente" de la porcicultura en esa región central del país.

Pero, mirar el pasado y observar el presente desde la óptica local ofrece otra historia y trayectoria de la porcicultura que ayuda a entender quizá mejor, tal vez de un modo distinto, esas cercas peculiaridades de la porcicultura piedadense: la vitalidad y organicidad de la separación entre las actividades de cría y de engorda, los vínculos entre las grandes y pequeñas explotaciones de ganado, finalmente, la fortaleza de su especialización y articulación regionales.

### HISTORIA DE POLLOS Y PUERCOS (1890-1930)

El ferrocarril porfiriano que a partir de 1888 empezó a comunicar como nunca antes a las ciudades de México y Guanajuato, instaló a seis kilómetros de La Piedad, pero del otro lado del río, en tierra guajuatense, la estación "La Piedad" que le permitió a esa población de casi veinte mil habitantes mantener y en verdad modificar su vieja condición de "puerto", de frontera política y sobre todo ecológica entre dos regiones de posibilidades muy distintas: las tierras magras de los altíos de Michoacán y Jalisco y las muy ricas del Bajío guajuatense que allí precisamente comienza.

<sup>1</sup> Ciertamente la otra clave para entender las peculiaridades y posibilidades de la porcicultura regional, radica en el origen y las modalidades de desarrollo del empresariado local que ha sido capaz de desplazar y sustituir a las transnacionales en la región, pero esto es algo que no se puede abarcar en este trabajo.

Frontera que hasta ese momento había sido utilizada como lugar de un intenso mercadeo por los arrieros que allí intercambiaban los bienes agrícolas de Colima y el interior de Michoacán y los artículos y productos de las tradiciones manufacturera y agrícola cerealera del Bajío. La Piedad era un centro mercantil importante para los arrieros de múltiples rumbos de tierras tropicales, alteñas y abajeñas.

A la vuelta del siglo, la arriería basada en esa producción rural diversificada y de pequeña escala ya había sido minada por el comercio a través del ferrocarril, por los nuevos productos y sistemas de mercadeo que a partir del tren se habían estrenado en la región.

Sin embargo, había comenzado a cobrar fuerza una modalidad comercial mucho más especializada. La posibilidad de llegar con facilidad y rapidez a las ciudades de México y Guadalajara, los mercados más importantes del país en ese momento, dinamizó como nunca antes un pequeño quehacer mercantil que se practicaba desde antaño en las regiones alteña y abajeña: el embarque de animales y huevo con destino a la ciudad de México, que se convirtió desde entonces en su mercado indiscutible.

Aparte de los que ya existían, muchos de los viejos arrieros se hicieron "rancheadores", otros se iniciaron como tales, es decir, como gente que con algunos caballos, burros o mulas, recorría las rancherías en busca del puerco gordo, gallina, pollo o huevo que hubiera "para vender". El rancheador no cubría rutas fijas, aunque cada uno prefería ciertos rumbos de los tres estados que se abarcaba: el noroeste michoacano hasta Purépero; los Altos de Jalisco hasta Degollado; el suroccidente guajuatense hasta las cercanías de Pénjamo.

Las mujeres de los ranchos estaban siempre muy atentas a la visita de los rancheadores: ellas eran en verdad las propietarias y cuidadoras de huevos, pollos y puercos y su venta era la manera más socorrida, a veces la única, que tenían las mujeres para procurarse un ingreso en efectivo.

Para que un viaje "costeara", un rancheador tenía que regresar con unas 30-40 gallinas o pollos que entregaba a los "gallineros" o "puerqueros" que había en cada localidad cercana a La Piedad, quienes a su vez los llevaban a esa ciudad a los embarcadores, a las casas especializadas en trasladarlos y colocarlos en los mercados y tiendas de la capital del país.

Los animales de entonces eran "criollos" que andaban sueltos y crecían, engordaban, daban crías y ponían huevos a partir de una alimentación donde abundaba el maíz, el garbanzo, las mezclas variadas de semillas también criollas. Pero aunque el tipo de animal y la alimentación eran similares, los animales se daban

mejor, se enfermaban y morían menos en las tierras altas de Jalisco y de Michoacán. Allí, en los Altos se localizaban sin duda los territorios de la engorda de los animales y la postura de huevo, ése era el epicentro de las ganaderías porcícola y avícola de la época.

Y esta diferencia se conocía y manejaba muy bien en la micro-región. A fines del siglo pasado, los ingresos más elevados del municipio de Arandas en los Altos de Jalisco se obtenían por la venta de tres mil cargas de huevo y cinco mil puercos gordos (Olveda y Castillo, 1988). En contraste, hacia las mismas fechas, en todo el distrito rentístico de La Piedad había sólo 3 385 puercos y en el municipio piedense se contaron apenas 912 puercos (lechones, berrendos y puercas) en doce ranchos.

Así iban las cosas, durante los muchos años que duró el porfiriato, en torno a la micro-región de La Piedad se acuñó una nueva microhistoria y cultura del trabajo : la cría de pollos y puercos, ese quehacer pecuario de pequeña escala que prosperó en lo linderos de los quehaceres agrícolas y ganaderos - sobre todo vacunos - de la región ; que dio lugar a nuevos oficios masculinos y dinamizó el trabajo femenino, dándole a la mujer uno de los primeros ingresos en efectivo y una forma segura, aunque fluctuante, de complementar el presupuesto familiar : en sus casas, las mujeres aprendieron a conocer y manejar las razas, variedades, novedades y costumbres de los animales, a integrar esa actividad dentro de la cooperación infantil y los quehaceres domésticos.

Los hombres, por su parte, desarrollaron muy bien los oficios de rancheador y acaparador : descubrir y trazar rutas ; saber comerciar, es decir, comprar barato y vender caro ; a tratar con comerciantes y acaparadores los que, a su vez, conocieron y establecieron relaciones complejas y percederas con los abarroteros e introductores de ganado de la ciudad de México.

Una multitud de pequeños conocimientos, habilidades, intereses, relaciones, densificó la red pecuaria que se tejió entre la micro-región de La Piedad y la capital del país. Con esta cultura y trayectoria pecuarias se afrontaron y enfrentaron los cambios externos de las décadas siguientes : la expansión del mercado, la llegada de las transnacionales, la consolidación de los grandes consorcios porcícolas.

#### HASTA LA ERA DE LAS TRANSNACIONALES (1960)

Hacia 1930-1940 las engordas de puercos y la cría de pollos para carne y para postura empezaron a desplazarse hacia el Bajío. Al parecer, el reparto agrario consumado en esa década en las tierras abajeñas daba

seguridad para aproximar los territorios pecuarios con los agrícolas. Al parecer, influyó también la compra de camiones para trasladar a los animales por carretera, vía que empezaba a resultar más transitable y rápida para colocarlos en esa ciudad de México que crecía a cada vez con mayor velocidad.

Pero curiosamente en la década siguiente se suscitaron las dos mayores mortandades de animales que se conocen : en 1947 la fiebre aftosa que acompañada del "rifle sanitario" acabó con las vacas y puercos y, poco después, en 1953 el *new castle* que arrojó con los pollos. Ciertamente hay muy plausibles explicaciones técnico-económicas de ambas mortandades. Pero quizá se puede pensar que algo tuvo que ver el desplazamiento de los animales a las tierras más cálidas e insalubres del Bajío, la ruptura de esa vieja norma nunca explícita pero plenamente vigente de la vida económica regional : que los animales nacen, se crían y engordan mejor en las tierras altas de la franja fronteriza de Guanajuato, Jalisco y Michoacán.

Lo cierto es que a partir de los años cincuenta y sobre todo los sesenta se advierte de nuevo la tendencia a regresar y reforzar los territorios tradicionales de la crianza de los animales : la engorda de pollos y la postura de huevo se subió de nueva cuenta a los Altos de Jalisco, de donde no ha vuelto a bajar. Como es sabido, allí, en diferentes ciudades alteñas, se localizan las más grandes granjas avícolas del occidente del país. Pero hubo un cambio notable : las granjas de pollo empezaron a organizar sus propios sistemas de abasto y cría de animales y desapareció la modalidad de los rancheadores que los proveían, se puso punto final al abasto de pollo y huevo de pequeña escala. En el caso de la avicultura el proceso de desarrollo e integración parece haberse dado de la manera más convencionalmente "moderna".

En la porcicultura fue algo distinto. Con la penetración de las compañías transnacionales hubo sin duda muchos cambios : en el patrón de cultivos, en la calidad genética, en el cuidado y alimentación de los animales, en el nivel y envergadura de las empresas. Pero al mismo tiempo se mantuvieron, aunque renovadas, algunas tercas continuidades.

Hasta los años cincuenta no existía la distinción entre la cría y la engorda : los puercos eran "gordos" o "flacos" y de acuerdo a esa clasificación eran movidos dentro de la región : se compraban flacos en un lado para engordarlos en otro.

La organización pecuaria que promovían las transnacionales se basaba en cambio en la diferencia de etapas en la vida del animal lo que en la región dio lugar a una nueva modalidad de especialización del espacio regio-

nal : la cría de los animales, es decir, la etapa más riesgosa y costosa de la vida del puerco se trasladó a las tierras más elevadas : los Altos de Jalisco, el nororiente de Michoacán. La engorda, es decir, el período en que el animal es más fuerte y requiere sobre todo de cantidades impresionantes de comida, se ubicó en el Bajío, allí donde es más fácil y menos costoso proveer el alimento que llega desde múltiples rincones de la geografía nacional... e internacional.

Esta renovada articulación espacial y especialización pecuaria permitió el mantenimiento de un quehacer y un ingreso femininos que resultó cada vez más crucial en la economía familiar de las familias rurales de la micro-región. La cría y venta de lechones forma parte de la historia secreta del trabajo con que las mujeres han podido enfrentar la crisis agraria y agrícola que tanto afectó las actividades sobre todo masculinas y las exigencias crecientes de dinero en la sociedad rural desde los años sesentas (Arias, 1990).

También mantuvo y dinamizó el oficio de "rancheador", ahora de "lechón", del pequeño puerco que a los diez kilogramos empieza a ser apto para iniciar la fase de engorda. Dos "tianguis" de puerco - uno en las cercanías de Puruándiro, en el nororiente michoacano y el otro en San Julián, en un extremo de los Altos de Jalisco - son las instituciones comerciales - ciertamente "informales" pero ampliamente conocidas y utilizadas - donde se reúnen cada día los miles de lechones que han nacido en casi todas las casas rurales de la amplia región de abasto y que a través de los rancheadores son incorporados a las granjas de La Piedad-Santa Ana Pacueco para su etapa final de engorda. Es el momento y la ocasión donde cotidianamente se reúnen y articulan la porcicultura doméstica y la porcicultura de granja, las engordas de gran escala.

Esto no es extraño porque a diferencia de lo que se suele afirmar sobre la calidad de los puercos domésticos o de traspatio, hay que decir que los lechones que nacen y se crían en condiciones domésticas correspon-

den perfectamente a las razas y tipos que actualmente se utilizan en las granjas de engorda. En este sentido las familias rurales - rancheras y campesinas - han participado y se han adaptado a cada fase y modalidad del desarrollo pecuario regional desde hace más de un siglo a los menos.

#### DIVERSIFICACIÓN Y ESPECIALIZACIÓN : LOS AÑOS RECIENTES

Así van las cosas, parecería que la especialización de La Piedad-Santa Ana en la engorda de puercos y la persistencia de las explotaciones domésticas de cría puede entenderse no tanto como una fase "intermedia", de algún modo unilineal, en el desarrollo de la porcicultura, sino sobre todo como la expresión de una modalidad de organización porcícola basada en la capacidad de hacer persistir de manera siempre renovada una vieja articulación micro-regional originada en la diversidad ecológica entre las tierras altas de Jalisco y Michoacán y las del Bajío guanajuatense.

Capacidad que se relaciona sin duda también a la existencia y fortaleza de esa microhistoria del trabajo rural de la avicultura y porcicultura de pequeña escala que desde el porfiriato a lo menos se convirtió en una de las vías más diversificadoras del empleo y dinamizadoras del trabajo y los ingresos femenino y masculino en la región y que, poco a poco, dio lugar además a una auténtica cultura del trabajo pecuario. Esta cultura del trabajo es la que ha estado detrás de la enorme habilidad de la población para hacer suyas las técnicas y los sistemas de trabajo, para afrontar los muchos cambios de la ganadería porcícola en este siglo.

Ciertamente esta microhistoria de complementariedades complejas y cambiantes ha sido siempre desventajosa para los de las tierras altas, pero también ha sido seguramente imprescindible, por lo menos en ciertas etapas, para el conjunto de la vida micro-regional. Como la actual sin duda.



Porque la especialización de La Piedad-Santa Ana es también un producto plenamente moderno, como se dice tanto ahora en México: es el resultado y en verdad uno de los más notables ejemplos de ese doble proceso bastante generalizado que se advierte en las ciudades pequeñas de la región central del occidente mexicano: la diversificación de la economía rural y, al mismo tiempo, la especialización regional de la economía, en este caso, la ganadería porcícola (Arias, 1990).

Diversificación y especialización de las economías rurales que hacen posible que, hoy por hoy, las familias rurales de la región obtengan los recursos de su sobrevivencia a partir de una multitud de ingresos, donde la cría de lechones juega un papel cuya relevancia fluctúa de acuerdo a las posibilidades familiares y a los ciclos de la porcicultura, pero nunca desaparece como alternativa.

Parecería que la diversificación y especialización de las economías rurales como la de La Piedad-Santa Ana han hecho posible una gran pero silenciosa transformación: que la gente del campo haya podido seguir viviendo en su tierra, aunque cada vez menos del campo y los quehaceres agrícolas.

## BIBLIOGRAFÍA

- ARIAS P., 1990. *Diversification et Spécialisation dans la société rurale. San Francisco del Rincón, un exemple de l'Ouest mexicain*, Thèse, Toulouse-Le Mirail.
- CHAPELA Y MENDOZA G., Julio de 1982. "La producción porcina en la región de La Piedad" en *Revista de Geografía Agrícola* 3. Universidad autónoma de Chapingo, Chapingo.
- FEDER E., 1980. "La irracional competencia entre el hombre y el animal por los recursos agrícolas de los países subdesarrollados" en *El Trimestre Económico*, vol. XLVII, núm. 185. México, FCE.
- OLVEDA J. Y., CASTILLO M. G., 1988. (Compls.) *Estadística de los Altos de Jalisco*. Gobierno de Jalisco, Unidad Editorial, Guadalajara.
- PÉREZ ESPEJO R. *Aspectos económicos de la porcicultura en México: 1960-1985*. Asociación Americana de Soya, sin fecha, México.
- PÉREZ ESPEJO R., 1987. *Agricultura y ganadería*. Ediciones de Cultura Popular, Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, México.



# BRÉSIL : ÉLECTRIFICATION RURALE, CONTRAINTES ÉCONOMIQUES ET LIMITE DES EFFETS MODERNISANTS DANS L'AGRICULTURE

Christophe de GOUELLO  
CIREDE EHESS  
Paris, France

## L'ÉLECTRIFICATION, CATALYSEUR SÉLECTIF DU DÉVELOPPEMENT

Les programmes d'électrification rurale brésiliens dépendent de deux institutions :

- selon le *Plano Estratégico de Desenvolvimento* (1968-1970), l'électrification est un programme prioritaire associé à la modernisation de l'agriculture. Cette position est défendue par le ministère de l'Agriculture à travers le GEER (*Grupo Executivo de Eletrificação Rural*), elle favorise l'initiative privée, encourage les coopératives.
- la seconde est en partie une conséquence du premier choc pétrolier et vise à substituer l'électricité d'origine hydraulique aux équipements consommateurs de dérivés pétroliers. L'initiative vient du ministère des Mines et de l'Energie (MME) et conduit à la création en 1976 du DEER (*Departamento de Eletrificação Rural*) au sein de la compagnie fédérale Eletrobras. Les programmes d'électrification du DEER s'appuient sur les compagnies publiques régionales d'électricité.

### DES EFFETS D'ENTRAÎNEMENT LIMITÉS

En dépit d'une forte augmentation de la consommation rurale d'électricité, (92 Mtep en 1970, 591 en 1980 et 1 690 en 1987), l'effet dynamisant de l'électrification sur les activités rurales reste très incertain. L'évaluation du second PNER (*Plano Nacional de Eletrificação Rural, réalisé de 1980 à 1982*) fait ainsi apparaître une substitution relativement efficace du diesel par l'électricité ; mais seulement 12 % des exploitations connectées lors du deuxième PNER n'utilisaient pas les équipements concernés auparavant (GEER, 1989).

### *La diffusion des usages de l'électricité suit la modernisation agricole*

Les exploitations qui utilisent engrais chimiques et électricité sont passées de 14,4 % à 27,7 % entre 1970 et 1980 (R. A. da Silva), soit + 12 % par an. La proportion d'exploitations électrifiées est passée de 7,6 % en 1967 à 10,4 % en 1970 (+ 4,4 %). Cela explique les différences régionales observées au Brésil : la répartition des exploitations qui utilisent l'électricité est quasiment identique à celle des utilisateurs d'engrais. Le Brésil présente l'intérêt de rassembler des régions où le cadre de l'électrification rurale s'apparente à celui des régions rurales européennes, et d'autres où elle est confrontée aux difficultés

### Taux de raccordement

	Exploit. utilisant des engrais %	Exploit. électrifiées %
Norte	1.3	0.6
Nordeste	19.3	8.3
Sao Paulo	19.7	21.7
Sudeste	13.0	16.0
Sud	42.1	49.9
Centre Ouest	4.6	3.6

*IBGE, Censos Agropecuarios 1970/1975/1980 et  
Enid Rocha A. da Silva*

que vivent la plupart des PED. Cette analyse est conforme à l'examen de l'évolution des consommations de diesel et d'électricité dans l'agriculture, où l'on voit nettement que le "décollage" de la consommation de diesel devance celui de la consommation d'électricité. Elle confirme que l'usage de l'électricité se concentre principalement dans les régions où la modernisation de l'agriculture a déjà commencée depuis quelques années avec le diesel.

### LIMITES DES PROGRAMMES CLASSIQUES D'ÉLECTRIFICATION RURALE

#### *Un poids économique croissant*

Dans la plupart des PED, l'électrification rurale est confrontée à des problèmes structurels qui (J. CH. Hourcade) :

- problèmes technico-économiques liés aux coûts de construction, de fonctionnement et de maintenance du réseau.
- caractéristiques de la demande qui s'opposent à l'exploitation du réseau aux taux et dans les délais prévus.
- contexte démographique peu favorable.

On observe une "déséconomie d'agglomération" due à la dispersion des consommateurs. Plus une compagnie d'électricité réalise de programmes d'ER, plus s'abaisse la densité de consommateurs et plus s'élève le coût marginal des nouvelles connexions<sup>1</sup>.

Une "déséconomie d'échelle" apparaît au niveau de la distribution. Au Brésil, la consommation moyenne par exploitation est de 4 035 kWh/an. On estime la consommation domestique à 400 kWh/an par personne. Le fait qu'un village soit desservi ne signifie pas pour autant que tout le monde soit effectivement raccordé : la taxe de raccordement est souvent trop élevée. L'écart

#### Variation des coûts de raccordement (unités et dollars)

	Nombre d'exploitations	Investissements (1000 \$)	Coût moyen de raccordement (\$)
Sud	183.000	300.840	1.640
Sudeste	225.560	497.550	2.210
CentreOuest	25.795	89.070	3.450
Nordeste	113.895	297.680	2.610
Nord	6.670	17.920	2.690

#### *Electrobras*

est grand entre les régions rurales modernisées (90 % de taux de raccordement effectif dans la zone rurale de la CPFL, Etat de Sao Paulo) et les régions plus traditionnelles comme la micro-région MS 131 (Etat de Bahia : environ 30 % dans les communes électrifiées). S'y ajoute le fait que la dynamique des consommations rurales est généralement bien plus faible que prévu. Il en résulte des surdimensionnements durables. Les courbes de charge des réseaux ruraux présentent généralement des pointes très accentuées, et donc des taux de charge très bas (autour de 20 %) en raison du synchronisme horaire (illumination) et saisonnier (irrigation) des besoins au sein d'une même région.

Les recettes et la participation des usagers sont rarement suffisants. Il est donc nécessaire d'opérer au niveau de chaque compagnie le transfert de recettes du réseau urbain. Or, la situation démographique des PED est très différente de ce qu'elle était dans les pays industrialisés. Le rapport population rurale-population urbaine y était déjà inférieur à 1 (de l'ordre de 0,7 en 1925), alors qu'il s'établit fréquemment autour de 3 dans la plupart des PED. Le cas brésilien présente un éventail des situations intéressant : la zone de la CPFL se caractérise par un taux très favorable (0,20) qui s'apparente à celui de n'importe quel pays industrialisé ; les taux des micro-régions MR 131 et MR 134 de l'Ouest de l'Etat de Bahia varient de 2 à 3 en 1980.

Cette approche souligne l'impact limité des coopératives d'électrification rurale : elles doivent reporter l'intégralité des coûts sur les coopérateurs. Dès lors que le réseau de la coopérative ne constitue plus un système isolé et s'insère dans le maillage d'une compagnie régionale ou nationale, elle perd sa raison d'être aux yeux de ses membres.

#### DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

A partir de 1979, la situation financière des PED est aggravée dans le cas du secteur électrique :

- déphasage croissant entre les coûts et les tarifs, du fait des politiques anti-inflationnistes ;
- programmes d'électrification rurale déficitaires, notamment en raison des subventions en faveur des ruraux ;
- augmentation tendancielle des pertes de transmission et de distribution et des fraudes ;
- poids croissant des intérêts sur soldes négatifs et dettes aux fournisseurs.

Les coûts élevés de la desserte rurale sont donc dûs à des raisons techniques et à de faibles taux de charge. Au moment où les problèmes financiers sont au cœur de la crise du développement, ces coûts peuvent constituer des facteurs de blocage. L'innovation technique doit alors proposer des alternatives au rationnement de fait, et dans certains cas à l'absence totale de l'offre énergétique en zone excentrée. L'émergence de solutions techniques innovantes peut nécessiter l'évolution d'une législation qui, souvent soucieuse de préserver le service public, décourage les acteurs privés et limite leur contribution au service public, notamment par la vente des surplus de l'autoproduction.

<sup>1</sup> Le cas de l'Algérie est de ce point de vue exemplaire : la densité moyenne était de 26 consommateurs par kilomètre de ligne en 1975. Elle est tombée à 17 en 1983 puis à 10 en 1987. Dans la même période, le coût moyen d'une nouvelle connexion est passée de 750 à 2 500 \$.

## EXPÉRIENCES D'INNOVATIONS TECHNIQUES ET LÉGISLATIVES EN COURS

### *Les réseaux monophasés avec retour par la terre (MRT)*

Dans plusieurs Etats, des réseaux inspirés des expériences canadiennes et australiennes, incluant des solutions à priori éloignées de l'optimum technique, ont permis d'atteindre des coûts inférieurs de 75 % à ceux des réseaux triphasés :

- MRT monofilaire : 27 000 km de lignes installées pour 72 800 consommateurs jusqu'en 1988.
- MRT version neutre partiel<sup>1</sup>: 13 211 km de ligne et 51 420 consommateurs.

Les conducteurs utilisés permettent d'espacer les poteaux de 400 m au lieu de 60 ; les poteaux de béton sont remplacés par des poteaux en bois ; usage de transformateurs simplifiés de faible puissance (2,5 ou 10 kVA). Des économies sont également réalisées au niveau de la mise en œuvre avec la participation active de la population locale<sup>2</sup>.

### TRANSFORMATIONS LÉGISLATIVES

La première loi (janvier 88) envisage le recours aux PCH construites et gérées par des acteurs privés pour alimenter des systèmes isolés. L'intérêt est évident pour les compagnies publiques responsables de ces zones : pouvoir fournir de l'électricité à un coût inférieur au coût actuel sans investissement additionnel. Les coûts variables d'une PCH étant négligeables, le coût de l'électricité produite est directement dépendant du taux d'utilisation de la puissance installée ; de ce fait une PCH connectée sur un réseau lui permettant de revendre son excédent à un concessionnaire est beaucoup plus rentable qu'une centrale isolée. En ce sens, la législation de décembre 1988 définissant les conditions dans lesquelles un autoproduiteur a la possibilité de vendre ses excédents augmente la rentabilité des investissements en PCH.

<sup>1</sup> Cela consiste, pour des sols à haute résistivité à relier les "terres" des transformateurs branchés sur le même conducteur à l'aide d'un conducteur supplémentaire

<sup>2</sup> Ces expériences révèlent un potentiel de réduction des coûts d'électrification très conséquents par simple adaptation des normes techniques aux normes rurales. Le coût moyen du km de ligne chute par exemple de 3 810\$ pour le triphasé conventionnel, à 1 050\$ pour du MRT monofilaire (Guia Abril, CELPE, 1988).

## CONCLUSION

Les expériences brésiliennes de MRT et de transformation de la législation constituent des alternatives prometteuses. Elles contribuent à la diffusion plus rapide d'usages domestiques restreints mais ardemment souhaités par la population. En ce qui concerne les usages productifs dans l'agriculture, elles ne réhabilitent en aucun cas le mythe de l'électricité catalyseur d'un rapide développement des zones rurales.

## BIBLIOGRAPHIE

- BARNES D., JECHOUTEK, 1985. "Rural electrification issues : growth, options, impacts". *Draft Report to the World Bank*. Non publié.
- ENID ROCHA A., 1990. "A Eletrificação Rural e o Processo de modernização na Agricultura, 1970-1985". CEDEPLAR - UFMG.
- FURTADO A.T., de GOUVELLO Ch., 1989. "A concepção do Espaço no Planejamento Energético. Primeira Parte : Análise e crítica da concepção vigente". *Primeiro Congresso Brasileiro de Planejamento Energético*. Campinas.
- Guia Abril. "Manual técnico de Eletrificação Rural". Janv. 1988.
- MENANTEAU Ph., mars 1988. *L'électrification rurale dans les pays du Tiers Monde : les conditions économiques d'un projet politique technique approprié*. Thèse, université Paris IX, Dauphine, INSTN.
- POPPE M.K., 1987. *Análise das alternativas energéticas para a região Oeste do Bahi*". Secrétariat d'Etat à l'Energie de Bahia, Brésil.
- PLANVASF. 1987. *Plano Diretor para o Desenvolvimento do Val Sao Francisco - Fornecimento de Energia Elétrica a AP VIII - Oeste Baiano*. Brasilia.
- SMITH D.V., METHA D.B., HAYES, P.J. "Report of the Regional rural electrification survey to the Asian Development Bank". *Draft Report*, Manilla, 1983.



## **BOLIVIE : COMMUNAUTÉS PAYSANNES ECARTELÉES ENTRE ÉCONOMIE DE SUBSISTANCE ET ÉCONOMIE MONÉTAIRE**

Joseph Laure  
ORSTOM-INCAP  
Guatemala

Une enquête *directe* (1985 et 1987), et une enquête *rétrospective* sur 1980-1981 ont été entreprises dans quatre communautés des différentes régions écologiques du pays :

- la communauté aymara de Bamburuta (altiplano, à plus de 4 000 m d'altitude) ;
- la communauté quéchua de Tipajara dans les vallées andines, à 2 200 m d'altitude moyenne) ;
- la zone d'élevage de Capirenda Norte, dans le Chaco, à 400-500 m d'altitude ;
- la communauté, de Santa Rita dans l'Amazonie (Béni), à moins de 200 m.

La santé, la nutrition et l'alimentation, les terres et le cheptel, les moyens de production, les échanges (autoconsommation, troc, dons, ventes), les périodes de pénurie, l'encadrement, l'impact de la crise et ce qu'en pensent les paysans et les stratégies de survie ont été particulièrement étudiés. Le tout a donné lieu à un livre (versions française et espagnole) et à divers articles.

### **PÉRIODES DE DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE ET ORIENTATION DES ÉCHANGES**

Si les périodes de pénurie, dans les hauts-plateaux et les vallées, correspondent à la saison des pluies, le contraire s'observe dans les zones basses (*Llanos*). Les communautés étudiées sont essentiellement tournées vers l'autoconsommation et peu ouvertes aux échanges (vente, troc, dons). L'indice d'autoconsommation varie de 65 % à Santa Rita en Amazonie à 84 % à Bamburuta sur les hauts-plateaux. Les ventes monétaires n'atteignent que 11 % à Bamburuta et 23 % à Tiparara dans les vallées. Le troc, pratiquement inexistant à Capirenda dans le Chaco, atteint 9 % à Santa Rita (et des valeurs intermédiaires dans les autres communautés). Les dons sont plus élevés à Santa Rita, ils atteignent 6 %.

## **ABANDON DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES**

Les services de l'Etat ou autres sont très peu présents dans les communautés. Si toutes avaient une école primaire, celle de Chaco a fermé, ce qui a entraîné l'exode d'une partie de la population - très dispersée - vers le chef-lieu. Les taux de vaccinations des hommes (et des bêtes) sont très faibles : 31 % de la population de Capirenda dans le Chaco n'est pas vaccinée. Ces proportions sont de 57 % à Santa Rita dans l'Amazonie, 60 % à Bamburuta sur les hauts plateaux et 91 % à Tipajara dans les vallées andines. Le taux estimé de mortalité infantile (avant 5 ans), calculé à partir des réponses des femmes, varie dans le même sens que le taux de non-vaccination. Ils varient de 127 ‰ à Capirenda dans le Chaco où 50 % des enfants de 0 à 4 ans n'ont aucune vaccination, à 415 ‰ à Tipajara dans les Vallées où 84 % des enfants de 0 à 4 ans ne sont pas vaccinés.

La malnutrition affecte plus d'un tiers des enfants de moins de douze ans à Tipajara dans les vallées, près d'un tiers à Bamburuta sur les hauts plateaux, un huitième à Santa Rita en Amazonie et aucun à Capirenda dans le Chaco. La taille des adultes aymara et quéchua est restée stable depuis au moins 1829 (premières données disponibles): 159-160 cm pour les hommes et 148-149 cm pour les femmes. Ce phénomène témoigne de la stabilité des conditions de vie - alimentation et santé en particulier - depuis plus d'un siècle et demi.

Le goitre est endémique : 30 à 53 % de la population est touchée, les femmes davantage. Les paysans ne reçoivent pratiquement aucune assistance technique. La dégradation de la dentition, qui varie en fonction inverse de l'altitude, ainsi qu'une différence sexuelle significative (les fillettes ont de meilleures dents que les garçons, situation inverse pour les adultes) ont également été mises en évidence.

### **LA CRISE VÉCUE PAR LES PAYSANS**

Vu l'isolement des communautés et le niveau d'autoconsommation, la crise et l'inflation (qui a atteint en 1985 le taux de 8 171 %) affectent les paysans, mais moins que les aléas climatiques (sécheresses ou inondations). Répondant à des questions sur le présent (1985-1987) et le passé (1980-1981), les paysans ont expliqué ce que furent pour eux la crise et les changements de leurs conditions de vie et de travail. Le crédit agricole est extrêmement limité, sauf à Santa Rita, en Amazonie, où les prêts servent à financer des achats d'aliments et presque jamais à investir dans la production. La plupart des habitants se plaignent du manque

d'assistance technique et sanitaire. Deux communautés ont vu leur situation alimentaire s'améliorer (Santa Rita et, dans une moindre mesure, Capirenda) et deux disposent de moins d'aliments qu'auparavant (Tipajara et surtout Bamburuta). Du fait de l'inflation, beaucoup de paysans se sont retirés du marché : ils utilisent plus souvent le troc et le travail communautaire. Ils n'achètent et ne vendent rien et autoconsomment leur production. L'épargne en monnaie nationale a disparu. Les rares éleveurs du Chaco qui épargnent encore le font en dollars. Les surplus, s'il y en a, sont soit vendus, soit troqués, selon ce qui paraît le plus intéressant. Enfin, le bétail joue souvent le rôle d'épargne sur pied. Les familles expliquent leurs stratégies face à la crise :

- intensification du travail fourni (parfois émigration),
- priorité à l'autoconsommation,
- recours au troc et refus de la monnaie nationale,
- recours à l'entraide (pour l'alimentation, le travail et le groupement des achats).

## BIBLIOGRAPHIE

- LAURE J. et alii, 1988. *Les paysans et la crise. Etude de communautés rurales de Bolivie*. INAN-ORSTOM, La Paz, oct. 1987. En microfiches, TDM 36, ORSTOM, Paris.
- LAURE J. et alii, 1988. *Los campesinos y la crisis. Estudio de algunas comunidades rurales de Bolivia*. INAN-ORSTOM, La Paz.



## BRÉSIL : CONSÉQUENCES DES PLANS DE STABILISATION SUR LES PROBLÈMES ALIMENTAIRES

Raymonde LADEFROUX,  
STRATES/CNRS  
Paris, France

Plus de trente ans ont passé depuis le célèbre livre de Josué de Castro, *Géographie de la faim : le dilemme brésilien : pain ou acier*. Bien qu'au cours de cette période, le Brésil soit parvenu à se hisser au huitième rang des puissances industrielles, le problème de la sous-alimentation et même de la faim y sévit toujours, au Nordeste en particulier, avec même une acuité accrue en raison des énormes concentrations urbaines actuelles.

En dépit de la gravité de cette situation, les analyses concernant les problèmes alimentaires au Brésil évoquent toujours des difficultés de "ravitaillement", consécutives à la faiblesse d'une production vivrière sacrifiée aux cultures d'"exportation" et à la structure des circuits de distribution où la présence de nombreux intermédiaires engendre un renchérissement des denrées. Or la modernisation rapide de ces deux composantes du ravitaillement, en dépit de la persistance d'archaïsmes évidents, présents surtout dans la région nordestine, a diminué l'impact qu'elles pouvaient avoir dans la période ayant précédé la dictature militaire ; le gouvernement issu du coup d'Etat de 1964 a en effet joué un rôle déterminant dans la transformation des structures économiques et sociales du pays, durant la période du "Miracle".

L'aspect social du problème alimentaire - le caractère massif de la pauvreté, voire de la misère, qui a frappé la population brésilienne tout au long de son histoire - reste d'actualité ; il n'a cessé de s'aggraver depuis les débuts de l'industrialisation et de l'urbanisation du pays. Cette misère résulte de la grande faiblesse des salaires, de l'importance des emplois non qualifiés, du chômage ou du sous-emploi inhérents au mode de développement choisi dès les années trente et dont les lignes directrices continuent à produire leurs effets, malgré les aménagements ultérieurs.

## LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIENS ET L'ÉVOLUTION DES SALAIRES ET DES PRIX ALIMENTAIRES

Depuis sa création dans les années trente, le salaire minimum a toujours servi de base de calcul pour l'ensemble des revenus salariaux. Ses réajustements successifs n'ont jamais pris totalement en compte les besoins nouveaux nés d'une urbanisation explosive et les gains de productivité résultant de la croissance économique. Il a subi en outre une érosion par l'inflation rampante quasi permanente qui a accompagné l'industrialisation. Enfin, il a, jusqu'au début des années 1980, été l'objet d'une discrimination régionale. Dans les régions les plus prospères, où l'agriculture moderne et dynamique offre les meilleures conditions d'approvisionnement en vivres aux centres urbains proches, la valeur du salaire minimum était supérieure à celui des travailleurs des zones traditionnelles.

Les gouvernements qui se sont succédé durant toute la période initiale du développement urbano-industriel au coup d'Etat de 1964 ont eu, à plusieurs reprises, à faire face à des flambées inflationnistes et à une progression trop rapide des prix alimentaires. Ils ont tenté d'y remédier en gelant les prix de détail des produits de grande consommation et en jetant sur le marché les stocks alimentaires qu'ils contrôlaient. Mais il ne s'agissait que d'actions sporadiques, au coup par coup, destinées à prévenir des révoltes urbaines provoquées par la misère.

Confronté à une forte dévalorisation de la monnaie, le gouvernement militaire se contenta en 1967 d'une réforme monétaire instituant le "Nouveau Cruzeiro", d'une valeur mille fois moindre que celle du cruzeiro de 1943, sans mesures d'accompagnement susceptibles de s'attaquer aux causes mêmes de l'inflation. Sa politique a favorisé une concentration accentuée des revenus et une extension des couches sociales aisées, au détriment des salariés des couches populaires, totalement écartés des bénéficiaires du "Miracle" : selon les données du Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE), en décembre 1971, une ration alimentaire de base représentait 113 heures de travail au salaire minimum contre 87 heures en 1965 (le temps légal de travail étant de 240 heures par mois).

En 1974, la prise de conscience des problèmes posés par la misère généralisée, l'essoufflement de l'économie et le redémarrage des mouvements sociaux étouf-

fés pendant la dictature, favorisèrent une certaine redistribution des revenus, grâce à l'indexation différenciée dont bénéficièrent les salaires les plus bas qui récupérèrent du pouvoir d'achat malgré l'inflation toujours présente. Mais à partir de 1979, cette dernière prit un rythme galopant. En 1981, le ministre de l'Économie Delfim Neto recourut à une politique de forte réduction de la demande pour remédier à la détérioration de la balance des paiements. La récession aboutit à un chômage important et à une baisse générale des salaires, tandis qu'une période de mauvaises récoltes portait l'augmentation des prix alimentaires à un niveau supérieur à l'inflation, en particulier au Nordeste, affectant profondément les plus bas revenus.

Ce rythme d'inflation s'est poursuivi jusqu'à l'entrée en vigueur du plan Cruzado, alimenté par l'alourdissement de la dette extérieure résultant de la très forte augmentation des intérêts internationaux conjuguée à un important endettement intérieur. L'indexation sur la valeur du dollar des obligations couvrant les emprunts de l'Etat provoqua l'indexation générale de l'économie brésilienne, tous les contrats se basant sur la valeur de ces obligations.

Les années 1984-1985 furent cependant marquées par une reprise de la croissance et une amélioration de l'emploi et des salaires, désormais réajustés tous les trois mois et indexés sur l'inflation. La consommation augmenta, mais en fin 1985, la spirale inflationniste devint vertigineuse. Au début de 1986, au rythme désormais pris, on s'attendait à une inflation dépassant les 500 % par an. Les mesures extrêmement limitées des mini-dévaluations successives furent abandonnées pour entrer dans l'ère des plans de stabilisations portant sur l'ensemble de l'économie : quatre s'échelonnèrent entre 1986 et 1990, sous le nom de *plan Cruzado*, *plan Bresser*, *plan Verao* et enfin, le dernier en date, celui du 17 mars 1990, dit *plan Brasil Novo*, plus connu sous le nom de *plan Collor*.

### LES PLANS DE STABILISATION ÉCONOMIQUE ET LES PROBLÈMES ALIMENTAIRES

L'analyse portera surtout sur le *plan Cruzado* et le *plan Collor*, parce qu'ils diffèrent sensiblement et parce que leur durée d'application a été plus prolongée que celle des deux autres.

#### *Le plan Cruzado (28 février 1986-décembre 1986)*

La logique de ce premier plan de stabilisation dit "hétérodoxe" repose sur l'hypothèse d'une spirale inflationniste auto-alimentée par le comportement

général des agents économiques anticipant les hausses dans le but de préserver à tout moment leurs revenus réels. Les promoteurs du plan voulaient, pour briser le cercle infernal, éliminer totalement la mémoire de l'inflation. C'est le premier but visé par l'ensemble des mesures-chocs, annoncées par effet de surprise, par le président Sarney le 28 février 1986 :

- tout d'abord, la réforme monétaire substituant au cruzeiro en cours le "Cruzado", valant mille cruzeiros, avait valeur symbolique pour marquer une nouvelle ère.
- visant immédiatement une "inflation zéro", le gouvernement gela les prix pour un temps indéterminé, au niveau atteint à la veille de l'annonce du plan. Un organisme d'Etat, la Superintendance au ravitaillement (SUNAB), était chargé du contrôle des prix, mais chaque citoyen était invité à dénoncer les hausses de prix sauvages, et les commerçants contrevenants risquaient l'emprisonnement et la fermeture de leur établissement.
- l'indexation automatique des salaires, une fois l'an, limitait les réajustements à 60 % de l'inflation accumulée au cours de l'année, le partage des gains de productivité devant être négocié avec le patronat. Toutefois, un réajustement anticipé, le "gatilho", était autorisé pour un niveau d'inflation atteignant 20 %. Pour prévenir les risques de récession, les salaires furent réajustés à leur valeur réelle moyenne des six mois précédents, avec une amélioration de 8 %, portée même à 15 % en faveur du salaire minimum, lors du démarrage du Plan.
- la vieille aspiration des syndicats ouvriers pour l'instauration d'une indemnité de chômage fut satisfaite ; servie durant quatre mois aux travailleurs licenciés de leur emploi justifiant de trente-six mois de versement à la Sécurité sociale, elle est proportionnelle au salaire du bénéficiaire, sans être jamais inférieure à 70 % du salaire minimum.
- les contrats comportant des paiements à terme en cruzeiros devaient être calculés en cruzados, et les taux d'intérêts calculés en valeur réelle et fixe, sans indexation. Seule, l'épargne populaire bénéficiait d'une indexation monétaire sur l'inflation.
- enfin, pour briser la spéculation sur le dollar, le plan gela le taux de change de celui-ci.

#### *Le déroulement pratique du plan*

Dès le premier jour, des commerçants cherchèrent à changer subrepticement les étiquettes avec des prix à la hausse. Mais, au moins dans le premier mois d'application du plan, les sanctions prévues frappèrent de nombreux contrevenants. L'amélioration des revenus salariaux aboutit à une consommation accélérée, à

laquelle participaient les couches populaires. Au mois d'avril, l'inflation était proche de zéro et dans certaines régions, on constatait même une déflation. A Recife par exemple, des produits de base comme le riz et le haricot noir diminuèrent respectivement de 3,5 et 3,6 %. Toutefois, en juin, le coût de la vie subit une hausse plus accentuée, de 1,27 % et surtout, la part de l'alimentation repartait à la hausse, avec un taux officiel de + 0,45 %, encore accentué en juillet (+ 1,2 %); pour l'aliment populaire par excellence qu'est la farine de manioc, la hausse atteignait 23,2 %... Mais partout, dès la fin avril, beaucoup de produits disparaissaient des étalages, surtout le lait et la viande, mais aussi des produits comme les tomates et même, à Recife, en pleine zone sucrière... le sucre ! Toutefois, qui pouvait et acceptait de payer au marché noir souffrait peu de cette pénurie, trouvant, dans les arrière-boutiques, viande et lait en poudre. En octobre 1986, le plan était déjà bien essoufflé, les étalages peu achalandés et les boucheries fermées ; les couches sociales aisées recouraient au marché noir. Jusqu'en novembre, le gouvernement, paralysé par des échéances électorales importantes, ne put prendre des mesures correctives énergiques. Il lui fallut attendre le 21 novembre 1986 pour promulguer le "Cruzado II", décrétant un relèvement sensible des taxes sur les voitures, les cigarettes, les boissons et les tarifs publics, ce qui lui valut l'impopularité, tant auprès des couches aisées que des couches populaires.

Les commerçants adoptèrent alors une stratégie de détournement des mesures de gel des prix du plan Cruzado, par une baisse de la qualité, des changements de conditionnement, des dissimulations de poids, etc. Les hausses de prix, d'abord déguisées, furent assorties en janvier 1987 de menaces de désobéissance civile. A cette date, le plan était dépassé et l'inflation avait fortement repris. En juin 1987, le plan Bresser décrétant un nouveau gel des prix, mais surtout des salaires, ne parvint pas à corriger la tendance inflationniste et à la fin de l'année 1987, l'inflation atteignait 366 %. L'alimentation avait augmenté de façon vertigineuse : selon l'Estado de Sao Paulo du 13 janvier 1988, le lait de qualité inférieure avait augmenté de 677 %, la farine de manioc, de 8 745 %, le pain, de 654 %, le sel, de 616 %. La valeur des salaires subissait une nouvelle chute, malgré des réajustements de plus de 337,6 %. En octobre 1987, selon les données du DIEESE, un travailleur de Sao Paulo (capitale économique du pays) percevant le salaire minimum devait travailler plus de 204 heures pour acquérir une ration alimentaire de

base, contre 176 heures 50 minutes en octobre 1986 et 156 heures en novembre 1985. A la fin de 1987, la détérioration du pouvoir d'achat de l'alimentation vida les commerces alimentaires de détail de leur clientèle, en particulier les boucheries. Le marasme de la demande se répercuta sur la production, dans un réflexe de réajustement de l'offre à la demande.

### *L'échec du plan Cruzado dans le domaine de l'alimentation*

Le plan Cruzado a débuté lors d'une période de redémarrage de l'économie brésilienne, accompagnée d'une forte remontée de l'emploi et des salaires (+ 15,2 % en termes réels entre janvier et septembre 1985), donc de la demande, au moment où l'offre de produits alimentaires souffrait d'une diminution des récoltes dans les régions agricoles les plus dynamiques et les plus productives, le Sud et le Centre-Ouest, à la suite d'une sécheresse prolongée. Mais au moment de l'entrée en vigueur du plan, les ajustements au prix réel des produits agricoles n'avaient pas encore été répercutés sur l'ensemble des produits, si bien que le gel des prix conduisait à la vente à perte de certains d'entre eux. La filière de la boucherie a allégué cette perte pour expliquer la disparition de la viande des étals et justifier les prix des ventes clandestines. En revanche, tandis que l'amélioration des revenus des couches populaires a enflammé la demande alimentaire, l'absence d'encadrement du crédit a favorisé la constitution de stocks spéculatifs. La multiplication des moyens de paiement ajoutés aux agios prélevés sur les ventes par la pratique du marché noir ont en fait alimenté une inflation réelle importante, non reflétée dans les statistiques officielles. Paralysé par la perspective électorale, le gouvernement n'a pu procéder en temps utile au réajustement des prix à la valeur réelle des marchandises et des services, se contentant de palliatifs comme la réduction de l'impôt sur la circulation des marchandises pour la viande bovine, au détriment des recettes fiscales des quatre Etats les plus producteurs. Les importations massives de produits alimentaires ont alourdi la balance commerciale, souvent même sans que ces produits arrivent dans les commerces de détail.

Le plan Bresser de 1987 et le plan Verao de janvier 1989 ne réussirent à contenir l'inflation au-dessous de 10 % par mois que durant quatre mois pour le premier et trois mois pour le second. A la veille de l'entrée en vigueur du plan Collor, l'inflation brésilienne dépassait 1 000 % par an.

### *Le plan Collor*

Son ambition première, outre le contrôle de l'inflation dans des limites plus raisonnables, est la neutralisation du déficit public. Comme le plan Cruzado, il s'accompagne d'une réforme monétaire par la substitution du cruzeiro au cruzado du plan de 1986. Comme lui, il gèle les prix, mais pour une courte durée d'un mois, leur réajustement devant être ensuite préfixé en fonction de l'inflation prévue. Mais, contrairement au plan Cruzado, il s'attaque aux salaires, gelés à la date du 17 mars 1990, dont le réajustement dépend de négociations avec les employeurs, pour les aligner sur les gains de productivité. Il procède surtout à une retenue immédiate de l'épargne dépassant 50 000 cruzados (4 000 francs) durant dix-huit mois, les fonds ainsi retenus devant servir à financer des secteurs jugés prioritaires. L'assainissement des finances publiques passe par l'ajustement des tarifs publics à leur coût réel, par la suppression d'un certain nombre d'organismes publics, la réduction du nombre de fonctionnaires dans l'ensemble des administrations et la vente au secteur privé de biens et d'entreprises appartenant à l'Etat. Enfin, le plan prévoit une augmentation des impôts et l'instauration d'un impôt sur la fortune. Ce plan, considéré par le gouvernement comme un plan de reconstruction nationale, regroupe la plus grande série de mesures jamais adoptée dans l'histoire économique du Brésil.

### *Les effets du plan Collor*

Après six mois de fonctionnement, le plan a abouti à une très forte récession : le gel des liquidités, malgré les assouplissements dans le déblocage des fonds de réserve des entreprises dès le mois d'avril, a durant les premières semaines paralysé totalement l'activité économique, engendrant la faillite des entreprises les plus faibles et des vagues de licenciement des salariés, tandis que les plus grandes procédaient à des mises à pied provisoires, en attendant des ajustements réduisant la rigueur du plan. Outre l'augmentation du chômage qui a frappé des salariés du secteur privé, mais également un grand nombre de fonctionnaires, beaucoup de salaires restent gelés au niveau de mars 1990, ceux de la fonction publique, mais aussi ceux des salariés les moins bien payés du secteur privé, dont le pouvoir de négociation est nul, face aux menaces de la récession, même si l'activité a un peu repris. L'inflation, après un temps de freinage consécutif au gel total des prix décrété jusqu'au 15 avril, a repris après leur déblocage progressif, notamment pour les prix alimentaires. En septembre, ceux-ci ont pratiquement retrouvé leur

liberté, et le taux d'inflation général est déjà de 300 %. Cependant, malgré une pression à la hausse due à des chutes de l'offre de certains produits agricoles durant la période de soudure, la variation des prix alimentaires, en hausse de 183 %, a été inférieure à celle de l'inflation. Et contrairement à ce qui s'est passé durant le déroulement du plan Cruzado, la demande s'est considérablement réduite et les magasins ont toujours été achalandés. Pour prévenir les incidences de cette réduction de la demande sur la production agricole de l'année 1991, le gouvernement Collor a élaboré, en août 1990, une série de mesures destinées à éviter une rétraction de la production des denrées de base consommées en particulier par les couches populaires, le riz et le maïs notamment, mais aussi le haricot noir et le manioc. L'octroi de crédits à intérêts faibles doit être consenti aux petits producteurs pour financer ces cultures. La mesure originale de ce projet est la régionalisation des prix minimums garantis à la production, les plus avantageux étant réservés aux agriculteurs des régions les plus urbanisées ; il s'agit d'une incitation à la production des zones proches des grands centres, pour que, par la suite, la vente des produits sur les marchés urbains soit dégagé le plus possible des coûts de transport.

### CONCLUSION

Les vastes plans de régulation de l'économie, pas plus que les actions au coup par coup entrepris par les divers gouvernements du pays ne sont parvenus à résoudre les problèmes alimentaires posés aux masses urbaines pauvres. Les derniers plans de stabilisation, par leur laxisme vis-à-vis des liquidités monétaires comme le plan Cruzado, ou au contraire par leur rigueur extrême comme le plan Collor, n'ont pu freiner l'inflation dans des limites supportables. L'amélioration du pouvoir d'achat des salaires par le blocage des prix n'a été qu'une brève illusion, rapidement battue en brèche par l'aggravation des prix réels des marchandises dans le processus de pénurie de l'offre intervenue durant le plan Cruzado, ou par les restrictions brutales imposées à la demande par le plan Collor, en raison des atteintes aux salaires résultant directement des pertes d'emploi ou indirectement de la récession consécutive à la contraction des liquidités monétaires. A plus ou moins brève échéance, tous ces plans semblent avoir abouti à une amputation aggravée du pouvoir d'achat des plus faibles revenus, ceux pour lesquels l'alimentation constitue le chapitre majoritaire et incompressible du budget familial.

## BIBLIOGRAPHIE

- AYERBE L. F. et PACHECO C. A., 1986. *O choque economico e a transição democratica - Brasil e Argentina*. Ed. Vertice. Sao Paulo.
- CARVALHO M. A. de- et LEITE DA SILVA C., 1990. "Políticas de ajustamento e as relações Agricultura - Industria no Brasil." In *Revista de Economia Política*, vol. x, n° 3, Ed. Brasiliense. Julho-setembro.
- HOMEM DE MELO F., 1983. *O problema alimentar no Brasil. A importancia dos equilibros tecnologicos*. Ed. Paz e Terra. Rio de Janeiro.
- LEITE LINHARES M. Y. e TEIXEIRA DA SILVA F., 1985. *Historia politica do abastecimento 1918-1974*. Ed. BINAGRI. Brasilia DF.
- LUQUE C. A. e ZEETANO CHAHAD J.P., 1990. "Salario real e oferta de alimentos basicos no Brasil." In *Revista de Economia Política*, vol. x, n° 3, Ed. Brasiliense. Julho-setembro.
- Folha de Sao Paulo* du 15 septembre 1990. Carnet spécial "Seis Meses", 8 p.
- Folha de Sao Paulo* du 16 août 1990. Feuilles B 9 Economie.



# ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION ET CONSTITUTION D'UNE CEINTURE VERTE. LE CAS DE LA MÉTROPOLE DE RECIFE (Etat de Pernambuco, BRÉSIL).

Pernette GRANDJEAN  
Laboratoire STRATES/CNRS,  
Université de REIMS, France.

Située dans la zone littorale humide (Zona da Mata) de Pernambuco, un des premiers foyers de la colonisation portugaise et domaine traditionnel de la canne à sucre, la grande métropole nordestine de Recife est cernée par un paysage de plantations qui peut apparaître quelque peu insolite lorsqu'on pense aux besoins de ravitaillement en produits frais d'une agglomération de cette taille : lors du recensement de 1980, la région métropolitaine abritait 2 347 000 habitants, dont 1 203 900 résidaient au cœur même de la ville. Or, si l'on excepte les petites fermes consacrées à un élevage de volailles, la métropole nordestine est dépourvue d'une véritable "ceinture verte". Celle-ci commence aux limites de la Zona da Mata, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Recife, et se présente comme une série de taches localisées principalement dans l'Agreste, zone traditionnelle de production alimentaire pour la métropole. Ces cultures maraîchères, par leur aspect rationalisé et ordonné, forment un contraste frappant avec les grandes fermes d'élevage et les petits lopins de cultures de subsistance.

Leur extension est un phénomène récent qui a débuté dans les années 70 ; elle correspond à la période du "Miracle", quand se sont conjugués une intense croissance urbaine et un développement relativement important de couches sociales aisées dont les modes de consommation ont fortement et rapidement évolué. En effet, à la ration monotone, constituée essentiellement de riz, de haricot noir et de *chague* (viande de bœuf séchée) qui composaient l'ordinaire des menus de l'ensemble des citadins de Recife jusqu'au début des années soixante, s'est substituée, dans les familles aisées, une alimentation beaucoup plus diversifiée, incluant une consommation de plus en plus importante de légumes verts et de fruits. C'est pour répondre à ces besoins nouveaux qu'une CEASA, marché de gros

institutionnalisé détenant un quasi monopole de la distribution des produits maraîchers dans la zone urbaine, a été implantée à Recife, au début des années soixante, à titre d'expérience pilote, en remplacement de l'aire de grossistes fonctionnant au cœur du marché central de la ville, dans des conditions d'hygiène et de commercialisation extrêmement précaires : les fruits et légumes étaient exposés à même le sol et il n'existait aucune transparence des prix de la part des commerçants qui constituaient une véritable maffia.

Outre les transformations de la vie urbaine qui lui offrent un marché de plus en plus ouvert, la production maraîchère a également été favorisée par la politique gouvernementale des années soixante-dix, visant à la modernisation de l'agriculture et à l'intégration des petits producteurs au marché interne, grâce à de plus larges facilités d'accès à un crédit rural à taux négatifs.

Ces cultures maraîchères sont en effet pratiquées par de petits exploitants, travaillant dans un cadre familial. Cependant, la nécessité de techniques culturales spécifiques, notamment l'irrigation, et la fragilité de ces productions qui exigent un système de commercialisation rapide et très ancré sur le marché urbain, éloignent ces producteurs des schémas observés dans le Nordeste pour les cultures de subsistance traditionnelles. Dans les espaces brésiliens les plus développés, Sud et Sudeste en particulier, les cultures maraîchères sont pratiquées dans le cadre de petites exploitations modernes "technicisées". Dans le Nordeste, il n'y a pas vraiment de modernisation de l'exploitation familiale, mais adaptation des maraîchers aux appels du marché. En effet, outre l'existence d'une demande stable et même croissante, les cultures maraîchères présentent de grands avantages pour des petits paysans qui se consacrent traditionnellement à des cultures de subsistance non rentables. Cultivées de façon intensive, elles requièrent des superficies agricoles réduites et leur cycle végétatif extrêmement court (trois semaines en moyenne entre le semis et la récolte), permet, en les pratiquant dans le cadre d'un système rotatif, de percevoir un revenu hebdomadaire assurant les fonds nécessaires à la fois à la poursuite de l'activité et à la subsistance de la famille. Enfin, le transport des produits maraîchers bénéficie d'un taux de recouvrement de l'impôt sur la circulation des marchandises réduit par rapport à celui des autres produits alimentaires.

Notre travail de recherche a été consacré à cette catégorie de petits producteurs nordestins, afin d'analyser le système de production maraîchère pratiqué dans l'Etat de Pernambuco et les formes d'adaptation des exploitations familiales à ce type de cultures. L'étude a été focalisée sur la production des légumes verts en

branche (laitue, coriandre, ciboule, etc.) qui délimite des zones spécifiques, de développement récent. La recherche a été menée dans les deux communes productrices les plus importantes de l'Etat de Pernambouc, Vitoria de Santo Antao, située à 60 km de Recife et Caruaru, à 150 km. Il s'agit de zones de fortes densités rurales, dans lesquelles les cultures de subsistance s'inscrivent dans une tradition ancienne.

### L'ACCÈS À LA TERRE, À L'EAU ET LES MODES DE COMMERCIALISATION DIFFÉRENCIENT LES MARAÎCHERS

Bien qu'engagés dans le même type d'activité pratiquée dans un cadre resté généralement traditionnel, les maraîchers de l'Etat de Pernambouc sont loin de bénéficier de conditions homogènes. Différents facteurs se conjuguent pour constituer, à l'intérieur de cette catégorie de producteurs, une grande variété de situations.

#### *L'accès à la terre et aux voies de communication*

On trouve dans ce domaine des situations très diverses.

La propriété de la terre ne représente pas nécessairement un avantage. Les producteurs ne doivent souvent ce statut qu'à l'isolement des terroirs, d'accès difficile. C'est le cas des maraîchers de la région de Mocoto, dans la commune de Vitoria de Santo Antao et de ceux des régions de Serra dos Cavalos et de Peladas, dans la commune de Caruaru. Les exploitations sont petites (un à quatre hectares), éparpillées sur les versants assez raides d'amples vallées, reliées à la ville par des chemins de terre précaires, et disposent donc de conditions peu favorables à la commercialisation de produits fragiles.

Dans les mêmes conditions d'isolement, les producteurs de Murici (commune de Caruaru) sont des "occupants illégaux" sur les terres d'une ancienne usine de fabrication d'eau de vie expropriée par l'Etat. Par rapport à celles des maraîchers propriétaires, ces terres présentent l'avantage d'être situées dans un fond de vallée inondé durant l'hiver. Elles sont mises en culture durant la saison sèche, leurs exploitants disposant en général d'autres terroirs où ils pratiquent des cultures de subsistance.

Les deux autres communautés étudiées, malgré un rapport à la terre moins stable que la propriété, bénéficient néanmoins de meilleures conditions liées à la fois à la situation géographique des terres et à des structures d'organisation collectives. Les *posseiros*, occupants légaux à titre gratuit mais non propriétaires de la terre, du périmètre de Natuba, à quatre kilomètres de Vitoria de Santo Antao, sont installés dans le cadre d'une association de producteurs, sur les vingt-cinq hectares d'une ancienne usine de canne à sucre expropriée par l'Instituto de Colonização e

de Reforma Agraria (INCRA) en 1982. Ils disposent de lots certes minuscules (entre 2 500 et 3 000 m<sup>2</sup>), mais situés en continu sur une grande surface de fond de vallée, bien reliée à la route, position favorable pour l'acheminement des produits sur les lieux de consommation.

Enfin, à Conceição (commune de Vitoria de Santo Antao), les cultures maraîchères sont pratiquées depuis six ans par des métayers installés sur les vingt hectares de terre appartenant à un propriétaire de Recife, en bordure de la route nationale PE 50, entre Gloria do Goita et Vitoria de Santo Antao.

#### *L'accès à l'eau est essentiel*

C'est en effet un bien rare, très inégalement réparti suivant les zones, donc jouant un rôle très discriminant :

- les mieux pourvues sont les fonds de vallée (*varzeas*) et les premières pentes. A Natuba, cette situation favorable n'exclut cependant pas certains inconvénients : en dépit du drainage effectué dans la plaine d'inondation de la rivière Natuba, certains terrains sont trop fortement inondés et présentent des problèmes de salinité. Dans les zones non inondables, l'eau du fleuve est pompée à l'aide de petits moteurs et distribuée dans un réseau de canaux et de rigoles. L'irrigation des plantes se fait à la main, deux fois par jour, au moyen de tuyaux. Les terres de Conceição, situées sur les premières pentes, bénéficient d'un système d'irrigation plus moderne, par aspersion, installé par les soins du propriétaire du terrain.
- en revanche, les zones de fortes pentes sont moins favorisées. C'est le cas de Mocoto et Peladas. L'eau est captée dans des sources par un système de canaux en plastique auxquels sont reliés de petits tuyaux en caoutchouc. Cette eau, cédée par de grands propriétaires de la région, vient parfois de plus de dix kilomètres, et durant les périodes d'étiage, les producteurs sont contraints à réduire l'aire cultivée. L'arrosage s'effectue à l'aide de tuyaux, ou même parfois au moyen de simples arrosoirs.

#### *Les modes de commercialisation*

Si quelques rares producteurs disposant d'un camion peuvent se permettre d'assurer eux-mêmes la commercialisation directe de leur production sur les grands marchés urbains et même d'acheter la récolte d'autres exploitants pour la revendre, la plupart doivent recourir à des intermédiaires. Ces derniers peuvent soit acheter la production sur pied en se chargeant eux-mêmes de la cueillette, soit négocier les produits amenés par les producteurs sur les marchés de gros des centres urbains, Feira do Mangalho connu sous le nom de "A Pedra" à Vitoria de Santo Antao ou le marché central de Caruaru.



L'achat de la production sur pied est celle qui met le plus souvent les producteurs à la merci des intermédiaires. Coupés du contact direct avec le marché, ces agriculteurs n'ont aucun pouvoir de négociation. Aussi la possession d'un camion est-elle très recherchée : les producteurs de la zone isolée de Mocoto se groupent pour louer un camion deux fois par semaine afin d'acheminer leur production jusqu'à Vitoria de Santo Antao, même si cette solution s'avère peu satisfaisante en raison du prix très important du fret, fixé au nombre de sacs de marchandises transportées et non par utilisateur. A Natuba, le regroupement en association des producteurs permet d'envisager l'acquisition d'un camion et de formuler une demande au PRORURAL pour l'attribution de deux stands de vente, l'un à la CEASA de Recife, l'autre au marché de Vitoria de Santo Antao. L'obtention de ces deux éléments assurerait aux maraîchers des possibilités de vente directe, et leur permettraient d'échapper à la mainmise des intermédiaires sur les récoltes. Certains producteurs pratiquent un système mixte en commercialisant une partie de leur production sur les marchés locaux et en vendant l'autre à des intermédiaires. A Conceição, c'est le propriétaire des terres qui commercialise l'ensemble de la production de ses métayers en la vendant directement à des grandes surfaces de Recife.

#### LES MARAÎCHERS NORDESTINS RESTENT DES PETITS EXPLOITANTS TRADITIONNELS

Ces productions à cycle court sont le résultat d'un travail considérable, comportant des horaires harassants, et requièrent la participation de l'ensemble de la famille du producteur, y compris celle des enfants à partir de sept ans. En effet, les techniques utilisées, peu modernes, exigent une main-d'œuvre considérable : labour à la houe et constitution de planches délimitées par les rigoles d'irrigation (renouvelées à Natuba toutes les six semaines), semis et repiquage des plants, souvent cultivés en association (par exemple laitue/ciboule, coriandre-ciboule), épandage d'engrais organiques (fumier de poule ou de vache) auxquels s'ajoutent des engrais chimiques, désherbage, arrosages à la main au moins deux fois, sinon trois fois par jour. Ces deux dernières tâches sont souvent assurées par la femme et les enfants. Le recours à la main-d'œuvre salariée, notamment dans les zones isolées, est très peu courante. Son emploi n'est systématique que dans deux cas : à Natuba, il permet, de façon temporaire, de faire face aux travaux les plus absorbants (reconstitution des planches par exemple). A Conceição, l'emploi de salariés par les métayers est permanent : cette zone compte une soixan-

taine d'ouvriers agricoles. La scolarisation importante des enfants de ces deux aires explique le moindre recours à la main-d'œuvre familiale. Les parents eux-mêmes ont un niveau de scolarité supérieur à ceux des producteurs des autres aires de maraîchage. Les ouvriers agricoles de Natuba ont également une bonne formation, car il s'agit de jeunes, dont beaucoup ont participé au mouvement paysan de 1983, à l'origine de la naissance de la communauté agricole. Membres de l'association, mais n'ayant pas pu recevoir de lot de terre lors du processus de distribution par l'INCRA, ils espèrent pouvoir en obtenir un dans le cas où les perspectives d'achat de nouvelles terres au voisinage de l'aire communautaire actuelle se concrétiseraient ; les *posseiros* emploient en moyenne deux salariés, trois à cinq dans les plus grands lots.

Les stratégies de production caractérisent également les différentes aires et comportent des degrés de spécialisation. A Natuba, les cultures dominantes sont la laitue, la ciboule et le coriandre, cette dernière plante ayant une grande valeur marchande, mais quelques agriculteurs tentent une diversification en produisant du persil, de la betterave, des aubergines et des poivrons, toutefois en quantités assez modestes. A Conceição, la diversification est infiniment plus grande. Dans les zones plus isolées où la commercialisation des produits reste très tributaire des intermédiaires, les producteurs procèdent à des tentatives au coup par coup, dans une recherche assez désordonnée des productions les plus rentables, telles les cultures florales, très demandées sur le marché. Ce sont donc des zones de moindre stabilité.

Etant donné la diversité des situations, la réussite des exploitations est très variable. En ce qui concerne l'aire de Natuba, où existait déjà une tradition des cultures maraîchères, il est certain que la structure associative offre aux producteurs une véritable opportunité de "décollage" de leur exploitation, grâce aux infrastructures de base qui leur ont été fournies par les organismes locaux de développement rural (EMATER), infrastructures d'irrigation et aides techniques, ainsi que des facilités pour accéder aux prêts bancaires. La plupart des *posseiros* de Natuba résident à Vitoria de Santo Antao. Leur niveau de vie est généralement bien supérieur à celui de la moyenne des petits producteurs ruraux ; les deux tiers d'entre eux sont propriétaires de maisons en dur, souvent équipées de postes de télévision et d'appareils ménagers. Cette aire contribue largement à faire de la commune de Vitoria de Santo Antao la première zone productrice de produits maraîchers de l'Etat, destinés non seulement au marché urbain de Recife, mais également aux marchés d'autres Etats nordestins, Joao Pessoa

(Paraíba) et Macéio (Alagoas). Mais cette prospérité relative ne dispense pas les associés d'avoir à mener une lutte permanente pour tenter de résoudre encore nombre de difficultés : lutte d'abord pour tenter d'acheter les terres voisines, afin de pourvoir les 132 associés sans terre, lutte pour obtenir l'électrification qui économiserait du travail dans les tâches d'arrosage, et surtout, lutte contre les intermédiaires. Bien que fortifié par leur organisation en association, le pouvoir de négociation de ces maraîchers reste fragile face aux grands commerçants : ainsi, les magasins de la CEASA de Recife qui leur avaient été attribués ont été occupés par des marchandises autres que les leurs, telles des bananes ou des pommes de terre. Même au marché de Vitoria de Santo Antao, l'espace réservé à l'exposition de leurs produits est trop exigü.

En revanche, les autres aires sont moins favorables à un décollage des exploitations. Dans l'aire de Conceição, les métayers disposent des conditions tech-

niques de production moderne, mais se trouvent totalement sous le contrôle du propriétaire pour la commercialisation de leurs produits. Les exploitants des autres aires ajoutent au handicap de la sujétion aux intermédiaires ceux de l'isolement, des difficultés d'accès à l'eau et de leur extrême pauvreté, qui peut compromettre les moyens techniques nécessaires à la bonne marche de leur exploitation.

Bien que le secteur des produits maraîchers soit un secteur récent, en pleine croissance, destiné surtout à la consommation des couches sociales aisées et fournissant au marché intérieur des produits de plus haute valeur commerciale que les cultures traditionnelles, il n'en demeure pas moins, au Nordeste, entre les mains de producteurs sinon marginalisés, du moins situés dans les bas échelons de la hiérarchie paysanne.

## CONTRAINTES EXTÉRIEURES ET INTERNATIONALISATION DES AGRICULTURES

## PRESIONES EXTERIORES E INTERNACIONALIZACIÓN DE LAS AGRICULTURAS

### SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES

Jean-Pierre BERTRAND  
INRA  
*Economie et Sociologie rurales,*  
Paris

Il nous revenait d'essayer de traiter des relations extérieures, des influences externes, des mouvements d'internationalisation auxquels les agricultures et les paysanneries sont soumises. Nous avons également débattu - c'est le point qui a le plus alimenté les débats et le mieux inspiré les auteurs - du problème de la politique macro-économique qui fournit le cadre - aujourd'hui le plus souvent contraignant - des politiques agricoles. Ce qui a été le plus intéressant, c'est que les politiques dites d'ajustement structurel (les politiques macro-économiques suivies par la plupart des pays Amérique latine dans les années quatre-vingts) sont souvent présentées comme des politiques homogènes ayant des caractéristiques similaires<sup>1</sup>. Mais dès lors que l'on s'interroge sur leurs modalités de mise en œuvre dans les différents pays d'Amérique latine, on constate une assez grande diversité de situations, une assez grande hétérogénéité de trajectoire.

Ainsi, le Brésil a suivi depuis le début des années quatre-vingts un certain nombre de politiques dites d'ajustement. D'abord orthodoxes - on fait ici le plus souvent référence aux plans développés par la Banque mondiale - Ils ont été suivis de plans dits "hétéro-

doxes", c'est-à-dire de plans centrés sur la lutte contre l'inflation et associés éventuellement à une action sur la répartition des revenus. Ces politiques étant elles-mêmes mises en défaut, le Brésil est revenu à des politiques d'inspiration plus orthodoxe. Dans le cas brésilien, les politiques d'ajustement ont eu des effets tout à fait paradoxaux sur l'agriculture. Loin de pénaliser globalement l'agriculture, les gouvernements ont en permanence cherché à lui préserver ce que l'on a appelé un certain avantage comparatif. Les mécanismes mis en œuvre relèvent le plus souvent de l'indexation, ils ont permis de faire face dans les années quatre-vingts à la diminution du crédit subventionné et, dans une période par ailleurs particulièrement turbulente, de maintenir l'offre agricole à un niveau en fin de compte tout à fait étonnant.

Dans le cas du Chili, les politiques d'ajustement ont principalement porté sur la définition d'un taux de change stable. Les effets ont été positifs pour une certaine partie de l'agriculture, la fruticulture notamment, qui a pu se développer et saisir les opportunités qu'offrait le marché international : le développement spectaculaire de l'agro-exportation en témoigne.

Au Costa Rica, nous avons affaire à un petit pays soumis depuis des années à des politiques d'ajustement orthodoxes, d'inspiration néo-libérale, avec toute la panoplie des mesures habituelles (privatisations, recours aux mécanismes du marché, soutien du secteur exportateur, notamment en ce qui concerne les nouveaux produits - fruits en particulier). Cette politique a été très loin, notamment en ce qui concerne l'importation de produits de base ; elle a eu des effets extrêmement brutaux, en termes de restructuration et d'éviction ou de promotion de certains secteurs.

Lorsque l'on tente de mesurer l'impact de ces politiques sur les acteurs, principalement sur les paysans, on s'aperçoit que les effets peuvent être très différents d'un cas à l'autre. Ce constat peut être vérifié dans le cas des études qui portent sur une branche particulière (ainsi celle qui a été présentée sur la fruticulture chilienne). On voit bien que ces politiques ont bénéficié au secteur exportateur, aux grandes firmes, multinationales en

<sup>1</sup> On les présente souvent comme étant d'inspiration libérale ou néo-libérale, provoquant partout les mêmes effets, en tout cas développant les mêmes instruments politiques. Elles sont également caractérisées par le recours aux instruments du marché, par l'idée qu'il faut absolument libérer la plupart des marchés, marchés agricoles en particulier.

particulier, dans le cas du Chili. Mais elles ont bénéficié aussi à une tranche de producteurs moyens qui ont pu en tirer parti pour se moderniser. Par contre, les petits producteurs et le secteur des salariés n'ont pu profiter de quelques opportunités qu'au prix de salaires bas, dans le cas des salariés, ou, pour les paysans, d'une sélectivité renforcée. En conclusion de ce point, il apparaît que le débat et les travaux présentés ont permis de remettre en question l'idée trop vite admise que les politiques d'ajustement avaient partout les mêmes effets. Les études de cas, les analyses détaillées qui ont été présentées montrent qu'il n'en est rien, qu'il faut regarder de très près ce qui se passe.

Nos discussions ont ensuite porté sur les réactions de certaines communautés paysannes, sur les stratégies qu'elles ont pu développer face aux modifications de leur environnement. Il a surtout été question du cas de producteurs de l'altiplano bolivien et équatorien. Là des producteurs ont réussi à adopter des stratégies de survie consistant à utiliser non seulement toutes les ressources (souvent insuffisantes) disponibles localement, mais aussi celles qu'ils peuvent trouver en ville, notamment grâce aux migrations. La pluri-activité leur permet de préserver un minimum leurs structures paysannes de départ. L'un des auteurs a ainsi parlé d'urbanisation du milieu rural : le clivage activités agricoles-activités spécifiquement urbaines devenant de moins en moins pertinent. On constate donc qu'il y a dans les stratégies suivies association, mélange, imbrication des différents espaces au profit souvent des communautés de départ.

Deux autres thèmes ont été traités. Le premier concerne les expériences de réhabilitation de certains projets de développement lancés par des agences internationales. On constate trop souvent que les investissements réalisés dans ces projets sont faits une fois pour toute, sans préoccupation particulière pour le suivi ou l'évaluation des résultats. Les travaux évoqués portaient sur des projets de drainage ou d'irrigation et cherchaient à déterminer si un investissement supplémentaire dans la maintenance ou la réhabilitation de ces projets ne se justifiait pas davantage qu'un investissement dans des secteurs absolument nouveaux. L'idée consiste à associer les communautés paysannes qui ont pu bénéficier de ces projets, mais qui manquent de moyens pour en assurer la maintenance à long terme, à la constitution d'un fonds.

Dernier point : l'intervention de personnes appartenant au milieu coopératif français qui ont fait état d'une expérience de mise en relation de coopératives françaises et brésiliennes. Ces relations visent à développer les échanges entre coopératives. L'expérience montre que c'est difficile, en particulier dès qu'il est question de prix, dans la mesure où les prix internationaux des produits agricoles sont notoirement instables. Cette collaboration est rendue difficile également par l'emprise des firmes multinationales sur le commerce international des produits agricoles et alimentaires. La mise en place d'instruments originaux s'impose donc ; elle exige, en préalable, l'instauration d'un climat de confiance entre les coopératives.

# BRÉSIL ET ARGENTINE : POLITIQUES AGRICOLES, POLITIQUES D'AJUSTEMENT ET COMPÉTITIVITÉ SUR LES MARCHÉS AGRICOLES ET AGRO- ALIMENTAIRES INTERNATIONAUX

Jean-Pierre BERTRAND  
INRA-ESR  
Guillermo HILLCOAT  
IEDES université de Paris I, France

Le Brésil et l'Argentine ont rejoint le groupe de Cairns des exportateurs dits "loyaux". Ils se situent en effet parmi les pays qui soutiennent peu l'agriculture et même, dans le cas de l'Argentine qui la taxent. Ils font face à des difficultés de même nature : endettement, inflation et ralentissement de la croissance (surtout en Argentine), situation qui est à la base de leur rapprochement récent dans le cadre d'une politique d'intégration et de coopération.

Ces deux pays ont pourtant des comportements et des performances très dissemblables sur les marchés internationaux des produits agricoles et agro-alimentaires. Quels sont les facteurs de la compétitivité du Brésil et de l'Argentine ? Quels peuvent être les effets de leur politique commune d'intégration sur la position qu'ils occupent dans les échanges mondiaux ? Enfin, quels sont les effets des politiques d'ajustement menées par les deux pays dans les années 80 ?

## FACTEURS COÛTS ET "HORS-COÛTS" DE LA COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité, - capacité de conquérir, conserver et accroître les parts de marché - est en réalité un phénomène complexe. Mesurer l'évolution des parts d'exportation en volume ou en valeur ne renseigne que très imparfaitement sur les dynamiques en cours. Les différences de compétitivité entre le Brésil et l'Argentine s'expliquent non seulement par des avantages relatifs de coût (au niveau agricole et sur l'ensemble de la filière production-transformation-exportation et-ou importation des produits agro-alimentaires) mais aussi par de très nombreux éléments "hors-coûts", notamment de nature organisationnelle : recherche de la qualité et création de réseaux de commercialisation

stables, capacité à fidéliser sa clientèle, à adapter les politiques agricole et macro-économique aux conditions des marchés internationaux, actions volontaires de l'Etat pour maintenir ou améliorer les conditions générales de la compétitivité. Enfin, il faut souligner le rôle décisif des politiques macro-économiques, qui dans le contexte de crise que traverse cette région du monde, sont particulièrement importantes pour comprendre les fluctuations de la plupart des indicateurs que l'on peut construire pour représenter le niveau et la dynamique de la compétitivité. L'internationalisation des économies modifie les conditions d'élaboration des politiques agricoles et des politiques macro-économiques et la manière dont leurs effets se transmettent dans l'économie. Le taux de change, l'équilibre de la balance commerciale et le niveau des taux d'intérêt deviennent des variables de commande essentielles.

### Rappels méthodologiques

Si l'on définit la compétitivité comme l'aptitude pour un pays à vendre ce qu'il produit, de multiples facteurs doivent être pris en compte.

Nous avons utilisé une série d'indicateurs : les parts de marché d'exportation et les soldes bilatéraux<sup>1</sup>, l'indicateur d'avantage comparatif révélé proposé par Balassa et modifié par G. Lafay<sup>2</sup> et les indicateurs de taux de change réels qui permettent d'appréhender l'évolution de la compétitivité-prix<sup>3</sup>.

Globalement, le Brésil apparaît comme plus volontariste, il développe une stratégie active d'insertion dans les nouveaux créneaux ouverts ces dernières années sur les marchés internationaux, et pour cela n'hésite pas à soutenir son agriculture et son agro-industrie.

<sup>1</sup> Utilisation au niveau des branches agricoles et agro-alimentaires de la base *Chelem* du CEPII.

<sup>2</sup> CEPII, 1989. Lafay suggère un indicateur de contribution au solde commercial qui a la même structure logique que les indicateurs de spécialisation internationale mais qui tient compte d'une double pondération par le commerce extérieur total et la PIB (CEPII, 1989, p. 196).

<sup>3</sup> Rapport des taux de change nominaux à une norme dite de "parité des pouvoirs d'achat" (PPA). Le taux de change réel d'un produit, d'une branche ou d'un agrégat permet de comparer le pouvoir d'achat des différentes devises. Il présente également l'intérêt, au niveau des branches, d'exprimer la compétitivité-prix des pays les uns par rapport aux autres.

L'Etat argentin a eu jusqu'à une période récente un comportement plus "prédateur", considérant l'agriculture comme un moyen de financement de ses activités et du reste de l'économie. Ici l'Etat laisse jouer les forces du marché et opère un prélèvement sur les exportations sous forme de taxes (et éventuellement d'un taux de change "vert" inférieur au change officiel). L'agriculture argentine parvient, malgré tout, la plupart du temps, à rester compétitive. Depuis le début des années 80, le Brésil comme l'Argentine ont développé des politiques d'ajustement structurel dont l'impact a été différent sur leur compétitivité agricole et agro-alimentaire.

#### *La compétitivité-coût du Brésil et de l'Argentine*

Il est utile de distinguer la compétitivité-coût (et la compétitivité-prix qui en découle) de celle qui renvoie à des éléments plus durables, la compétitivité structurelle telle qu'elle peut s'exprimer par des relations salariales et des formes de mise au travail ou des régimes fonciers particuliers.

Le Brésil et l'Argentine rencontrent des difficultés dans les années 80 : leurs exportations de produits bruts et de produits IAA deviennent plus instables. On notera que le Brésil a substitué une part importante de ses importations de produits agricoles grâce au développement de sa production : c'est le cas pour le blé et certains fruits tempérés. Seule l'Argentine parvient à conserver une place sur le marché brésilien, grâce aux accords d'intégration entre les deux pays. Les succès, quand ils existent, sont très localisés sur quelques créneaux. Les deux pays ont opté pour le développement du soja et une stratégie de remontée de filière. Une première appréciation de la compétitivité-prix montre que cette variable semble acquérir de l'importance pour le Brésil surtout à partir des années 80, alors qu'elle constitue pour l'Argentine un élément clef dès le début du processus de développement de la production. L'Argentine a un avantage-coût absolu sur le Brésil et les Etats-Unis, pour le blé, le soja et le maïs. Un raisonnement en termes de coûts relatifs fait apparaître un avantage argentin plus grand pour le blé et le maïs que pour le soja vis-à-vis du Brésil. Dans le cas de la comparaison Argentine - Etats-Unis, l'avantage relatif argentin est plus net dans le cas du blé et du soja. Enfin entre le Brésil et les Etats-Unis, l'avantage relatif américain se manifeste surtout pour le blé et dans une moindre mesure le maïs, alors que l'avantage relatif est clairement brésilien pour le soja. Au Brésil, le coût de production du soja se rapproche du coût américain dans sa structure, mais avec un poids beaucoup plus élevé des consommations intermédiaires en grande partie compensé par un très faible coût de la main-d'œuvre et du foncier. Comme au niveau de la transformation du

soja, les écarts de coût entre le Brésil ou l'Argentine et les Etats-Unis sont beaucoup plus faibles (la taille des usines, notamment les plus récentes, est pratiquement la même et les avantages de coût de la main-d'œuvre sont partiellement réduits par des coûts de transport et de manutention dans les ports, plus élevés qu'aux Etats-Unis), on comprend pourquoi les Etats-Unis ont dû commencer à faire entrer les produits du soja dans les programmes de soutien à l'exportation (à partir de 1988).

#### *Les facteurs "hors-coûts" de la compétitivité et l'évolution de l'avantage comparatif*

Le tourteau de soja brésilien a pu bénéficier de prix à l'exportation plus bas - ce qui explique sa pénétration sur le marché international - et la qualité offerte a un taux de protéine plus élevé. Le Brésil a su très intelligemment s'insérer sur les marchés internationaux, en utilisant le savoir-faire des firmes multinationales du négoce (et de ses propres firmes privées et publiques) et en sachant se substituer aux fournisseurs défaillants dans diverses situations. Il participe ainsi au détournement de l'embargo américain sur les exportations de grains vers l'URSS et s'installe durablement sur le marché soviétique des tourteaux de soja. Il pratique une politique de troc avec des pays pétroliers du Moyen-Orient, d'Amérique latine ou d'Afrique : huiles végétales ou tourteaux de soja et savoir-faire avicole contre pétrole, par exemple.

Dans le cas de l'Argentine, la politique envers les pays de l'Est européen et surtout l'URSS a été spectaculaire. Elle a permis à l'Argentine de trouver rapidement des débouchés considérables (entre 1980 et 1983) pour le blé, le maïs ou le soja, mais sans que cela se traduise par des flux permanents, consolidés par une action commerciale ou technologique particulière.

Le Brésil et l'Argentine ont des avantages comparatifs pour la production agricole et agro-alimentaire, encore peu stabilisés (surtout pour l'Argentine) : leur part de marché international plafonne désormais autour de 2 % pour l'Argentine et est retombée à 3,5 % pour le Brésil sur chaque marché agricole et agro-alimentaire pris globalement. Les deux pays ont clairement opté pour le développement d'un complexe d'activités autour du soja, avec une certaine avance du Brésil. Dans les deux cas, l'industrie a été fortement encouragée. Le développement de la production de blé au Brésil et la perte de compétitivité du blé argentin sont peu explicables par les seuls facteurs coûts, mais tiennent certainement aux effets du volontarisme politique, aux progrès techniques réalisés au Brésil et au contre-coup des politiques de soutien menées dans les pays développés dans le cas de l'Argentine.

Les deux pays ont sans aucun doute des atouts structurels. Il existe des surfaces disponibles et des réserves de productivité au Brésil. L'accord de coopération du Brésil avec le Japon pour la mise en valeur agricole de la région des Cerrados, vise à exploiter ce "gisement" de productivité. L'Argentine dispose d'une structure foncière dont le fonctionnement a été rendu particulièrement flexible par le développement de l'entreprise de travaux agricole (sous ses diverses formes).

### COMPÉTITIVITÉ ET POLITIQUE DE L'ÉTAT

En fait, les facteurs coûts sont en grande partie modelés par la politique de l'Etat et la réponse que lui donnent les différents acteurs par leurs comportements et les structures qu'ils créent. L'écart entre la compétitivité potentielle (qu'expriment les avantages-coûts) et la compétitivité effective (mesurée notamment par les parts de marché ou les avantages révélés) peut être en partie expliqué par les caractéristiques fondamentales des politiques agricoles et macro-économiques : plus volontaristes au Brésil, davantage adaptatives en Argentine.

#### *La politique agricole au Brésil : la construction des avantages comparatifs*

Depuis le début des années 60, on assiste à une vaste restructuration de l'agriculture et du système alimentaire brésilien : les productions se déplacent, de nouveaux producteurs apparaissent - et, dans les années 80, de petits et moyens producteurs -, des régions entières sont remodelées par le développement des transports et de l'agro-industrie. Cette transformation majeure est le résultat conscient, délibéré des politiques agricoles et macro-économiques. Elle est aussi le résultat d'une insertion toujours plus grande du Brésil sur les marchés internationaux des capitaux, des technologies et des produits agricoles et agro-alimentaires. L'Etat brésilien a construit progressivement des avantages comparatifs grâce à une politique volontariste de crédit et de prix. Elle visait un développement conjoint de l'industrie et de l'agriculture dans certaines régions et pour certains produits soigneusement sélectionnés. Le développement à marche forcée du complexe soja est représentatif de cette orientation. Trois piliers définissent le mode d'intervention de l'Etat dans l'agriculture : la politique de crédit et la fixation des prix minima, l'action sur le commerce extérieur et le taux de change et la régulation des marchés du travail. Le moteur véritable de la politique agricole a été la politique de crédit subventionné. Elle a connu son apogée en 1980 pour les crédits finançant les coûts de production et de commercialisation et en 1976 pour les crédits d'équipement. Depuis le début des années 80, le crédit se raréfie

et devient plus cher. A partir de 1984, son coût est totalement indexé sur l'inflation. Ainsi le taux de subvention du crédit à l'agriculture rapporté à l'inflation va sensiblement diminuer à partir de cette date.

Face au rationnement du crédit et aux difficultés qui s'accumulent sur les marchés internationaux, les prix de soutien acquièrent un rôle plus important de même que les mécanismes correcteurs classiques (stockage et importations stabilisatrices). La compétitivité est dès lors conditionnée par le niveau réel des prix de soutien et par le coût croissant du transport et du fonctionnement des infrastructures de commercialisation. Dans ce contexte, le taux de change devient le facteur clef.

#### *La relance de l'agriculture pampéenne*

Après une longue période de stagnation, l'agriculture pampéenne connaît un véritable boom dans les années 70 et 80. Plusieurs facteurs structurels de modernisation sont intervenus successivement. Ils concernent essentiellement les activités situées en amont de l'agriculture. La motorisation de l'agriculture à l'aide d'instruments et d'équipements modernes ont permis d'augmenter la puissance par hectare et d'effectuer le labour et la préparation des sols à temps et de façon précise. Les innovations dans les semences, notamment l'utilisation des hybrides pour le maïs, le sorgho et le tournesol, l'incorporation d'un nouveau germoplasme pour le blé et la diffusion d'un ensemble de moyens et procédés techniques pour le soja ont entraîné une spécialisation de la production de grains. Une large diffusion de produits phytosanitaires, de pesticides et surtout d'une gamme complète d'herbicides et de nouveaux procédés d'application (en particulier dans la culture du soja), qui se répandent peu dans les autres cultures. Une amélioration des installations de stockage et de séchage des grains, qui permet de rendre plus flexible le moment de la récolte et de mieux contrôler les conditions d'humidité des grains. Une amélioration de la gestion des exploitations : de nouveaux comportements et de nouvelles formes d'organisation se développent en fonction des changements dans la structure de la propriété et de l'apparition d'entreprise de travaux et de services agricoles. Le sous-traitant de travaux agricoles, le *contratista*, propose un "contrat de services". Il s'agit d'une entreprise capitaliste, très souvent de caractère familial disposant d'équipements adaptés. L'entreprise de travaux permet une rotation plus importante des machines et des outils, ce qui augmente la rentabilité des investissements. En outre, elle devient de plus en plus un "contractant de services-fermier", qui loue des terres sous des formes et statuts divers. A ce titre, il joue un rôle important dans l'extension des surfaces cultivées et dans la diffusion de la pratique de la double culture (blé/soja ou blé/tournesol).

*La politique macro-économique en Argentine : un biais anti-agricole*

En Argentine, la politique macro-économique privilégiée depuis les années 30 le développement de l'industrie, avec un fort biais "anti-agricole". La taxation des exportations agricoles, l'existence d'un taux de change pénalisant l'agriculture ont été les instruments utilisés pour financer les dépenses publiques et la croissance du parc industriel. Le retour vers l'agriculture sous forme de crédit ou de soutien à l'industrie d'amont a été très limité. Après 1976, les taxes seront supprimées un court moment, mais le retard du taux de change continue de pénaliser l'agriculture, d'autant plus qu'un dollar "vert" (de parité plus faible) est instauré. Dans les années 80, les taxes sont rétablies pour faire face à un déficit public croissant. Mais la conjoncture défavorable sur les marchés internationaux va contraindre le gouvernement à les diminuer. Le différentiel de taxation au profit de l'industrie devient la règle et l'Argentine adopte un comportement adaptatif par rapport à des marchés internationaux de plus en plus fluctuants. Pour le blé, le maïs ou le soja, l'Argentine n'a guère les moyens d'imposer ses prix, mais cherchera en plusieurs occasions à s'insérer dans des créneaux laissés vacants par ses concurrents. Les taxes sur les grains ont varié de 3,6 % à 47 % tandis que l'écart entre le taux de change réel et le taux de la parité théorique, ou celui du marché parallèle, connaissait de plus fortes variations : 2 % en 1962 et 118 en 1980. La taxation des grains depuis 1960 a été ainsi le résultat des prélèvements appliqués sur les exportations et de la surévaluation de la monnaie nationale. Ces deux facteurs ont agi ensemble ou alternativement mais ont toujours pénalisé le secteur.

**POLITIQUES D'AJUSTEMENT  
ET PROCESSUS D'INTÉGRATION**

*L'indexation des prix agricoles au Brésil*

Les gouvernements brésiliens successifs ont cherché à limiter les effets du rationnement du crédit et des tendances inflationnistes en mettant en place un système d'indexation des prix payés aux agriculteurs. Bien entendu, toute la difficulté consistait à indexer les éléments de coûts, éviter une hausse excessive des prix alimentaires et maintenir la compétitivité externe du secteur.

Depuis le début des années 80, la hausse des prix minima d'un certain nombre de produits de base - censée compenser la diminution du volume réel de crédit subventionné - a provoqué une augmentation importante de l'offre des produits de base (riz, maïs et

haricot) qui a conduit le gouvernement à intervenir davantage pour réguler les marchés, soit par le stockage, soit par le recours à l'échange international. Le gouvernement tente aussi, depuis 1987, de définir les prix minima de manière pluriannuelle. Il a adopté un système d'indexation parallèle des prix et des remboursements fondé sur l'évolution des obligations du Trésor public. Ces mécanismes deviennent particulièrement difficiles à gérer lorsque l'inflation s'accélère. Quel indicateur choisir pour indexer les prix des produits et ceux des intrants, et notamment les remboursements des emprunts ? De multiples conflits ont opposé les producteurs et l'Etat sur cette question au cours des dernières années. L'adoption d'une indexation généralisée depuis deux ans des prix des produits agricoles de base, et notamment des grains, explique certainement le maintien de l'offre agricole, mais pose de redoutables questions sur les prix alimentaires, mais aussi sur les prix relatifs produits agricoles - intrants.

L'épisode du plan Cruzado montre bien toute la difficulté et les enjeux de ces politiques. Un très faible accroissement du pouvoir d'achat des bas revenus - en mars 1986, le salaire minimum a augmenté en valeur réelle d'environ 5 % - a suffi à élargir dans des proportions importantes les marchés intérieurs des produits agricoles et agro-alimentaires et a entraîné du même coup une chute importante des surplus exportables. En 1986, les exportations de viandes de volailles ont ainsi diminué de 18 %, leur consommation s'est accrue de 118 %. Une évolution identique s'est produite pour l'huile de soja et bien d'autres produits. Au total près de 2 milliards de dollars ont été "soustraits" de l'exportation cette année-là. Il y a bien un rapport étroit au Brésil entre la compétitivité externe de l'agriculture et du complexe agro-alimentaire et la dynamique du marché intérieur qu'une répartition plus équitable du revenu permettrait d'élargir dans des proportions considérables.

*Vers une diminution de la pression fiscale en Argentine ?*

En Argentine, la dynamique est très différente. Depuis les années 40, le déficit fiscal chronique, le contexte de "répression financière" (contrôle des taux d'intérêt et des mouvements de capitaux) et le prélèvement sur l'agriculture forment une "structure" d'intervention publique difficile à remettre en cause. Les politiques d'ajustement cherchent à s'y attaquer, en proposant notamment la libéralisation financière, la dérégulation des marchés des capitaux et une réforme fiscale de grande ampleur. L'ouverture vers l'extérieur devrait, dans ce cadre, s'accompagner d'une disparition des taxes à l'exportation des produits agricoles. Ce



programme a rencontré d'énormes difficultés. Divers facteurs expliquent cet échec : certains sont liés à la situation d'endettement et au prélèvement qu'elle entraîne, d'autres sont plus directement explicables par l'opposition des organisations professionnelles, notamment agricoles. Dès lors, la compétitivité du secteur agricole va dépendre étroitement de l'évolution de la conjoncture internationale et de la variable taux de change qui devient le principal moyen de maintenir la compétitivité-prix. Les taxes sur les exportations sont alors ajustées au plus près, pour maintenir un niveau "raisonnable" (du point de vue de l'Etat) de ressources fiscales. Comme le gouvernement engage timidement une réforme de la fiscalité (mise en place de la TVA), la transition s'avère particulièrement délicate.

Il est certain que les autorités argentines ne peuvent pas compter indéfiniment sur les rentrées fiscales prélevées sur l'agriculture. Le risque serait de contrecarrer les effets de la politique de change. Et cela d'autant plus qu'à partir du mois d'avril 1990, on constate une accalmie sur le marché des changes tandis que l'inflation bien que ralentie n'a pas cédé, ce qui ne peut qu'entamer la rentabilité du secteur exportateur.

Constatant l'évolution divergente du dollar et des prix, et donc des coûts de production, le gouvernement a décidé de renouer avec sa promesse de diminution des taxes à l'exportation. Le 19 mai 1990, il annonce la baisse des taux sur le blé de 15 % à 9 % et promet une réduction d'un point supplémentaire pour chaque accroissement de 250 000 hectares au-delà de 6,5 millions d'hectares emblavés attendus. Il s'agit là d'une nouveauté qui consiste à lier le niveau des taxes à l'offre des producteurs. Le 4 août, le ministre de l'Economie diminue encore les taxes de 50 % sur les cultures d'été (maïs, soja, sorgho et tournesol) ce qui veut dire qu'il abandonne l'équivalent de 160 à 170 millions de recettes fiscales. Le taux pour le soja passe à 13 % et pour le maïs de 17 % à 8 % (cela revient en fait à une majoration des marges brutes de 20 % pour le maïs, de 33,3 % pour le soja et 41,6 % pour le sorgho).

### *La politique d'intégration*

Le programme d'intégration engagé entre les deux pays (et qui pourrait s'élargir à d'autres pays du cône sud, Uruguay et Chili notamment) est-il en mesure de leur permettre de surmonter certaines de leur difficultés ?

Leurs échanges réciproques ont incontestablement été stimulés par les nombreux protocoles signés depuis 1986, notamment dans le domaine agro-alimentaire. Les échanges de blé de l'Argentine vers le Brésil devraient s'accroître légèrement. Un contrat à long

terme fixe le niveau d'importation de blé argentin du Brésil. Le protocole "blé" devra gérer le conflit potentiel entre les producteurs brésiliens, qui souhaiteront continuer à produire, et les producteurs argentins, en principe plus "efficaces" dans cette branche, mais dont la compétitivité dépend, en fin de compte, du prélèvement effectué par l'Etat argentin.

Le Brésil n'abandonnera pas sa production de blé et ses producteurs. Le gouvernement Collor, tout en proposant une privatisation progressive de la commercialisation interne du blé, va mettre en place un système de protection aux frontières et renforcer la garantie au niveau des prix de soutien agricoles.

Le Brésil et l'Argentine se sont engagés au GATT dans le groupe de Cairns qui défend une position radicale en matière de soutien de l'Etat à l'agriculture et souhaite la disparition de toutes les subventions. A première vue, cette position ultra-libérale paraît logique compte tenu du faible soutien dans son ensemble de la production agricole brésilienne (surtout depuis le début des années 80) et de la taxation permanente opérée par le gouvernement argentin. Pourtant, les conséquences d'une libéralisation du commerce international sont loin d'être nécessairement positives pour les deux pays. La plupart des études montrent, par exemple, que le rééquilibrage de la protection dans la CEE pourrait se faire au profit des productions européennes d'oléo-protéagineux. Le Brésil et l'Argentine, qui ont été les principaux bénéficiaires de la politique d'ouverture de l'Europe, pourraient s'en trouver pénalisés.

D'autre part, il est clair que l'instabilité du taux de change, des prix du pétrole et des matières premières agricoles et agro-alimentaires rend très difficile une négociation "raisonnable" au GATT. Ce qui est en cause, au travers des subtiles discussions techniques sur l'accès au marché ou la diminution des subventions à l'agriculture, c'est bien sûr le partage du revenu au niveau mondial pour les producteurs.

### BIBLIOGRAPHIE

- BAULANT C., 1988. *Taux de change réels, niveaux d'industrialisation et normes de change*. Université Paris X, Nanterre.
- BERTRAND J.P. et al. (x), 1988. *Le monde des oléo-protéagineux : politiques des Etats et stratégies des acteurs*. Economica, Paris.
- BERTRAND J.P.; avril 1980. "Les trois grands axes de la politique agricole brésilienne : modernisation de l'agriculture, développement du commerce extérieur et de l'agro-industrie." *Problèmes d'Amérique latine*, n° 4567-4568, La Documentation française, Paris.

- BERTRAND J.P., oct.-déc.1985. "Modernisation agricole et restructuration alimentaire dans la crise internationale". *Tiers-Monde*, n° 104, pp. 80-99.
- CAVALLO D. et DADDONE A., 1989. *El impacto de las políticas macro-económicas sobre el sector agropecuario con ejemplos de la experiencia argentina*. IIERAL, Buenos Aires.
- CEPII 1989. *Commerce international : la fin des avantages acquis*. Economica, Paris.
- CFP. juillet 1989. "Os Efeitos das Políticas Macro-económicas sobre a Agricultura". Coleao Analise et Pesquisa, vol. XXXVII.
- CHARVET J.P., 1989. *La guerre du blé*, Economica, Paris.
- GRAZIANO da SILVA J., 1982. *A modernização dolorosa*. Zahar, Rio de Janeiro.
- IICA 1989. *Os Desafios da Agricultura Brasileira nos Anos 90. Da Crise macroeconômica ao crescimento auto-sustentado*. Brasília.
- IICA 1988. *Ajuste macroeconômico y sector agropecuaria in America Latina*" Buenos Aires.
- KAGEYAMA A.A. et al., 1987. *O Novo Padrao Agricola : do Complexo Rural ao Complexos Agro-industriais*. Unicamp, Campinas.
- LAFAY G., 1990. "La mesure des avantages comparatifs révélés." *Economie Prospective internationale*, n° 41, 1<sup>er</sup> trimestre, pp. 27-43.
- LOPES, M. R., 1988. "As Organizaões Políticas dos Produtores e o novo Equilibrio de Foras na Formulaaõ de politica Agricola no Brazil". *Rev. Econ. Sociol. Rural*, n° 26 (2), pp. 147 155, Brasilia, avril-juin.
- OBSCHATKO E.S. de-, 1988. *La transformación económica y tecnológica de la agricultura pampeana (1950-1984)*. Ed. Culturales Argentinas, Buenos Aires.
- ORTMANN G.F., 1986. *Comparative costs in Agricultural Commodities among major Exporting Countries*. "ESO, 1325, Dep. of Ag. Economics, The Ohio State University, Columbus.
- REGUNAGA M., 1988. "The competitiveness of Argentina grain production in the world market". in *The Argentine agricultural economy*, XX<sup>e</sup> International Conference of Agricultural Economists, AEEA, Buenos Aires.
- RESENDE G., nov. 1987. *Ajuste Externo e Agricultura no Brazil 1981-1986*. IPEA/INPES.
- STURZENEGGER A.C. et al., 1988. "A comparative Study of the Political economy of agricultural pricing Policies". *Argentine report*, World Bank, Washington.
- WORLD BANK septembre 1981. *A Review of Agricultural policies in Brazil*. Report n° 3305-BR.

# POLITIQUE D'AJUSTEMENT ET AGRICULTURE EN AMÉRIQUE LATINE

Alexandre MINDA  
Université de Nantes,  
LEREP, université de Toulouse I, France

Régulièrement, le Mexique ou le Brésil, vedettes involontaires de la dette extérieure du Tiers Monde, viennent rappeler la fragilité du système financier international. Huit ans après le déclenchement de la crise de la dette, l'encours de la dette extérieure de l'Amérique latine continue de progresser. Il atteint aujourd'hui plus de 430 milliards de dollars, soit plus du tiers de la dette des pays en développement. Pour y remédier, la plupart des pays de la région ont mis en œuvre des politiques d'ajustement qui ont donné lieu à de nombreuses études. Dans ces travaux, l'agriculture n'occupe peut-être pas la place qu'elle mériterait. L'objectif de cet article est précisément d'analyser l'impact des politiques d'ajustement sur l'agriculture en Amérique latine.

## L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT

Les politiques d'ajustement mises en œuvre en Amérique latine se sont sensiblement modifiées ces dernières années. Pour mieux comprendre ces modifications nous commencerons par nous interroger sur la signification du concept d'ajustement puis nous examinerons le débat que ce terme a suscité entre orthodoxes et hétérodoxes.

### *Le concept d'ajustement*

Ajustement, stabilisation, austérité, comment s'y reconnaître dans le vocabulaire employé et dans les concepts qu'il recouvre ? Comme le souligne P. Hugon (1989), l'ajustement est un terme qui présente plusieurs sens. Dans certains cas, il désigne une politique de stabilisation qui a pour objectif de réduire la demande globale ; dans d'autres circonstances, il s'agit plutôt d'une série de mesures destinées à modifier les structures économiques. Au sens large, P. Hugon définit l'ajustement comme le processus par lequel la balance des paiements s'équilibre à la suite d'une perturbation. Ce même auteur montre que dans un sens plus restreint,

l'ajustement doit être distingué de la stabilisation puisqu'il correspond à une croissance de la production, à une promotion des exportations ou à un processus de substitution des importations. L'ajustement structurel, quant à lui, désigne la remise en ordre du système économique d'un pays. Il est défini par Guillaumont (1986) comme un ajustement durable de la balance des paiements obtenu au moyen d'une adaptation des structures économiques (principalement des structures de production), c'est-à-dire autrement que par une réduction de la croissance économique ou par un recours accru ou excessif aux capitaux extérieurs.

La mise en place des politiques d'ajustement est assurée par des prêts d'ajustement structurel ou sectoriel délivrés par des organismes internationaux comme le FMI, la Banque mondiale ou encore la Banque inter-américaine de développement<sup>1</sup>. Ces prêts sont destinés à appuyer des réformes en profondeur des politiques et des institutions afin de consolider la stabilité macro-économique, notamment par le biais d'une réduction du déficit de la balance des paiements.

### *Le débat entre orthodoxes et hétérodoxes*

La lutte contre l'inflation et le déficit de la balance des paiements a été une constante des politiques pratiquées en Amérique latine depuis la fin des années cinquante. Au cours de cette période, la nature des déficits extérieurs s'est modifiée. Comme le montre M. Ikonicoff (1987), jusqu'à la fin des années soixante-dix, la balance commerciale était la plupart du temps à l'origine des déficits à cause de la diversification de la structure économique. Aujourd'hui, c'est essentiellement le déficit de la balance des services et des transferts. En effet, dans les années soixante-dix, les pays développés ont libéralement accordé des prêts aux pays latino-américains. Les taux d'intérêt étaient bas, l'inflation mondiale importante et le dollar fluctuait à la baisse. En s'endettant, l'Amérique latine conservait l'impression que sa dette pouvait être aisément remboursée. Le renversement de la politique monétaire américaine, au début des années quatre-vingts, va provoquer une montée des taux d'intérêt, une augmentation du dollar et un ralentissement de la hausse des prix. Ces événements, auxquels il faut ajouter la dégradation des termes de l'échange, vont alourdir la dette de l'Amérique latine et rendre le poids du service insupportable.

<sup>1</sup> En 1989, plus de la moitié des engagements de la Banque mondiale vis-à-vis de l'Amérique latine ont consisté en prêts à l'ajustement.

Parmi les mesures prises par les économies latino-américaines dans les années quatre-vingts pour remédier à ces déséquilibres externes, on peut distinguer, d'une part, les plans dits orthodoxes<sup>1</sup>, très liés à la crise financière déclenchée par le moratoire du Mexique en août 1982, et d'autre part, les plans dits hétérodoxes<sup>2</sup> appliqués en réaction aux premiers.

Les politiques orthodoxes, directement inspirées des recommandations du FMI, sont qualifiées ainsi en raison de leur filiation avec le modèle libéral. Leur principal objectif est de pouvoir continuer à payer le service de la dette en rétablissant l'équilibre des échanges extérieurs et en réduisant le déficit budgétaire. Les orthodoxes partent du principe que tout déséquilibre extérieur a son origine dans un excédent de la demande sur l'offre. Dès lors, toute correction nécessite une diminution de la demande et une réallocation des facteurs de production de façon à stimuler l'offre globale (G. Grellet, 1987). Dans cette optique, deux séries de mesures sont systématiquement préconisées : une action à court terme sur la demande globale et des changements plus structurels tels que le désengagement de l'Etat et l'ouverture de l'économie sur l'extérieur. Dans les faits, cela se traduit par un blocage des salaires accompagné par un encadrement du crédit et une politique de taux d'intérêt élevés, à la fois pour encourager l'épargne et pour attirer les investisseurs étrangers. Simultanément, les dépenses publiques sont comprimées et les tarifs publics augmentés. Enfin, on dévalue la monnaie nationale pour restreindre les importations, favoriser les exportations et dégager ainsi un excédent commercial.

L'échec de ces politiques va donner naissance à une nouvelle génération de plans d'ajustement, qualifiés d'hétérodoxes dans la mesure où ils proviennent davantage d'une interprétation keynésienne des mécanismes économiques. Leur principal objectif ne consiste pas à assainir les comptes extérieurs et à rembourser la dette mais à briser l'inflation sans comprimer la demande intérieure, c'est-à-dire en évitant une récession. Pour les économistes hétérodoxes, le pari semble possible dans la mesure où l'inflation latino-américaine leur paraît en partie inertielle. Ils pensent en effet qu'une part de l'inflation se reproduit elle-même en raison de la capacité des agents économiques à indexer l'économie afin de défendre leur part dans la distribution du revenu national. Dans ces conditions, les hétérodoxes pensent que seul un gel des salaires et des prix peut briser l'inertie inflationniste (B. Jetin, 1987). Certains auteurs ajoutent à ces mesures une désindexation générale de l'économie et une réforme monétaire.

### *Les politiques d'ajustement en pratique*

Le débat entre orthodoxes et hétérodoxes va marquer profondément l'évolution des politiques économiques. Jusqu'au milieu des années quatre-vingts, le modèle orthodoxe est prépondérant. Au cours de cette période, les politiques de stabilisation et les programmes d'ajustement structurel sont très influencés par les recommandations du FMI. L'objectif prioritaire du Fonds est alors de rééquilibrer les balances des paiements ; les moyens privilégiés sont la dévaluation, une politique monétaire restrictive, des mesures visant à réduire le niveau de l'activité économique et une politique d'intégration croissante de l'économie au marché mondial (Lichtensztejn, 1984).

A titre d'exemple, en 1980 le Brésil met en place une politique économique très restrictive (libération des taux d'intérêt et réduction des dépenses publiques) pour obtenir un accord de rééchelonnement avec le FMI. De même, le Chili en 1985 se lance dans un programme d'ajustement qui comprendra un processus de privatisation, une libéralisation financière et commerciale.

Face à l'alourdissement de la dette extérieure et à l'accélération de l'inflation, plusieurs gouvernements latino-américains vont modifier leur politique et choisir des modèles plus ou moins hétérodoxes. Le plan Cruzado engagé au Brésil en mars 1986 et dans une moindre mesure - parce qu'il comportera des mesures orthodoxes<sup>1</sup>, le plan Austral lancé en Argentine en juin 1985, sont les exemples les plus connus. A la différence des politiques orthodoxes, ces plans se caractérisent par un renversement des priorités en faveur de la lutte contre l'inflation. Le plan Cruzado a essayé, par exemple, de supprimer les mécanismes d'indexation par une réforme monétaire<sup>2</sup>, un blocage des prix et une désindexation des salaires. Comme l'inflation dans un premier temps se ralentit, la "culture de l'échec" incite les ménages à utiliser leur épargne pour rattraper leur retard de consommation. Les capacités productives ne pouvant suivre, d'autant plus que le remboursement du service de la dette renforce le désinvestissement déjà causé par la perte de confiance dans l'économie, l'hyperinflation réapparaît.

<sup>1</sup> Parmi les aspects orthodoxes du plan Austral, E. Amadéo (1987) retient principalement le refus de recourir à la Banque centrale pour financer le déficit fiscal et l'objectif de réduire substantiellement le déficit budgétaire.

<sup>2</sup> La réforme monétaire s'est concrétisée par la création d'une nouvelle monnaie, le cruzado, correspondant à 1 000 cruzeiros et l'adoption d'une politique monétaire expansive afin d'accompagner la remonétarisation de l'économie.

Face à ces échecs, il semblerait qu'une troisième génération de plans soit en train de voir le jour. En effet, les traitements de choc appliqués récemment par F. Collor au Brésil, A. Fujimori au Pérou et C. Menem en Argentine reposent sur une analyse identique : pour eux, il est désormais impossible d'échapper à l'austérité. Le plan Collor, sans doute le plus draconien jamais adopté en Amérique latine, comporte un volet structurel d'inspiration très libérale<sup>1</sup>. Le président brésilien n'a pas hésité pour vaincre l'hyperinflation à imposer un gel massif de l'épargne financière. L'Etat pour réduire son déficit budgétaire a annoncé des mesures particulièrement sévères : réduction du nombre de fonctionnaires, mise en vente de logements de fonction, suppression de toutes les subventions à l'économie. Un programme massif de privatisations a par ailleurs été entrepris. Sur le plan extérieur, la libéralisation concerne la suppression du protectionnisme et un assouplissement de la législation sur les investissements étrangers. Mais le caractère novateur de ce plan, c'est qu'il entend associer toute la population à l'effort national puisque, pour la première fois, les grandes fortunes et les revenus du capital sont taxés.

### EFFETS PRÉVISIBLES DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT SUR L'AGRICULTURE

Les politiques d'ajustement mises en œuvre depuis le début de la décennie quatre-vingts visent à modifier les structures économiques pour lutter contre l'hyperinflation et rétablir les autres grands équilibres. Si les objectifs de ces politiques ne sont pas toujours atteints, elles modifient cependant en profondeur le tissu économique et notamment l'agriculture. En effet, le faible nombre d'objectifs structurels concernant le secteur agricole<sup>2</sup> ne signifie pas pour autant que la restructuration économique n'affecte pas - de manière directe et indirecte - ce secteur d'activité. Les effets prévisibles des politiques d'ajustement sur l'agriculture sont d'ailleurs relativement nombreux, quoique difficiles à apprécier.

#### *Une évaluation difficile*

L'étude de l'impact des politiques d'ajustement sur l'agriculture se heurte à de nombreuses difficultés<sup>3</sup>. Il y a en premier un problème d'information. Certes, des

efforts récents ont été faits pour quantifier l'impact des processus d'ajustement sur le secteur agricole. Des études ont ainsi cherché à montrer l'impact des politiques commerciales (taux de change, tarifs et contingents), des politiques financières (réserves de change et emprunts extérieurs) ou encore des politiques budgétaires (fiscalité, dépenses publiques et emprunts locaux) sur l'agriculture. Si ces travaux ont le mérite de montrer que les mécanismes d'ajustement exercent des effets directs et indirects - positifs comme négatifs - sur le développement de l'agriculture ou que l'offre agricole réagit parfois vigoureusement aux changements macro-économiques, ils demeurent encore incomplets. Pour ne prendre que quelques exemples, on ne connaît pas suffisamment les incidences des politiques d'ajustement sur les mouvements intersectoriels de main-d'œuvre et sur la répartition des revenus agricoles.

Les mécanismes d'ajustement ont des effets qui se prolongent dans le temps et dans l'espace. Si les politiques monétaires et fiscales compriment la demande à court terme, d'autres mesures, en revanche, comme les réformes organisationnelles et institutionnelles modifient parfois les structures agricoles.

Une dernière difficulté réside dans le fait d'imputer aux politiques d'ajustement certains effets concernant l'agriculture. Ainsi, la difficulté actuelle de certaines branches agricoles est-elle surtout due à la dégradation des termes de l'échange des produits de base, à des conditions climatiques défavorables ou aux effets déflationnistes des politiques d'ajustement ? Dans le même ordre d'idées, les résultats encourageants de plusieurs productions agricoles doivent-ils être imputés à des effets positifs des mesures d'ajustement, à une meilleure adaptation des agriculteurs à l'évolution nationale et internationale des marchés ou aux politiques agricoles ?

#### *Les effets possibles sur l'agriculture*

Malgré ces difficultés, on peut cependant essayer d'isoler quelques effets prévisibles des processus d'ajustement sur l'agriculture. C'est ainsi que les mesures à court terme visant à réduire la demande globale risquent de restreindre les débouchés intérieurs. De même, les maxi-dévaluations doivent en principe stimuler les exportations agricoles dans la mesure où leurs valeurs en monnaies étrangères diminuent.

Parallèlement, les maxi-dévaluations renchérissent les prix des importations. Elles augmentent le prix des intrants agricoles et des produits alimentaires importés ; elles rendent plus compétitives les entreprises agro-alimentaires qui destinent leur production au marché intérieur. La volonté de réduire les déficits

<sup>1</sup> Pour un exposé détaillé de ce plan, voir J. Adda (1990).

<sup>2</sup> On peut citer le ralentissement de l'exode rural et le transfert de revenus de la ville vers la campagne.

<sup>3</sup> L'étude des incidences sociales des politiques d'ajustement se heurte aux mêmes difficultés, voir P. Hugon (1989).

budgétaires pousse l'Etat à comprimer ses dépenses et notamment à diminuer les subventions à l'agriculture. Si le monde agricole est touché par la baisse des subventions et l'augmentation des prix alimentaires, on peut supposer que les réformes structurelles stimulent l'offre globale et entraînent des réallocations vers des

secteurs comme l'agriculture. Comme le précise P. Hugon (1989), la revalorisation des prix agricoles et le rationnement des importations alimentaires doivent conduire à une réallocation des ressources vers l'agriculture et du monde urbain vers le monde rural (transferts de revenus villes/campagnes).

### Programmes de type orthodoxe

Principales mesures	Effets macroéconomiques	Effets sur l'agriculture
Politique monétaire restrictive	Contraction de la demande globale	Perte de débouchés intérieurs
Dévaluation	Baisse du prix des exportations	Avantage pour les exportateurs
	Renchérissement des importations	Augmentation du prix des importations agricoles et alimentaires
Compression des dépenses publiques	Stimulation de l'offre globale	Diminution de subventions
Diminution des salaires réels		Réallocation de ressources vers l'agriculture

### Programme de type hétérodoxe (ex. Plan Cruzado)

Gel des salaires et des prix	Contraction de la demande sans récession	Perte de débouchés
désindexation		
Réforme monétaire		

### Programme mixte (ex. Plan Collor)

Gel massif de l'épargne	Contraction de la demande globale	Perte de débouchés
Alourdissement de la pression fiscale		
Compression des Dépenses publiques	Stimulation de l'offre	Diminution des subventions
Réformes structurelles (Privatisation, déréglementation)		Réallocation des ressources vers l'agriculture

## IMPACT RÉEL DES PROCESSUS D'AJUSTEMENT SUR L'AGRICULTURE

Sont-ils proches ou éloignés des effets attendus ? Si les résultats semblent contrastés au niveau macro-économique, les politiques d'ajustement provoquent des effets pervers importants.

### *Des résultats contrastés*

Dans un de ses rapports annuels, la Banque inter-américaine de développement (BID) montre que les ajustements macro-économiques dûs à la crise de la dette semblent avoir moins affecté l'agriculture et pourraient même l'avoir favorisée<sup>1</sup>. En réalité, la situation est plus complexe comme en témoigne les résultats contrastés de l'agriculture latino-américaine au cours de la dernière décennie.

Le secteur agricole ne peut pas s'être autant replié que des secteurs clés comme l'industrie et le bâtiment. Plus récemment, l'agriculture s'est même développée plus vite que l'ensemble de l'économie latino-américaine<sup>2</sup>. Sa part dans le PIB qui était de 10,7 % en 1986 est passée à plus de 11 % en 1988 (BID, 1989). Cette année-là, elle a varié d'un minimum de 3,8 % à Trinité-et-Tabago à un maximum de 32,6 % et 28,4 % respectivement en Haïti et au Honduras. La forte croissance de l'agriculture en 1987 (+ 7 %) s'est fortement ralentie en 1988 : elle n'atteint que 1,4 % alors que la croissance démographique a été supérieure. Dans ces conditions, le PIB agricole par habitant de 1988 est resté inférieur à celui de 1981.

Si ces résultats ne sont pas imputables aux seules politiques d'ajustement, il est à noter que ces dernières ont joué un rôle non négligeable. R. French-Davis (1989) explique le moindre repli de l'agriculture par l'association de deux phénomènes. D'une part, le secteur agricole fut moins affecté que le reste de l'économie nationale par la contraction de la demande interne. D'autre part, les entreprises agro-alimentaires tournées vers l'extérieur ont bénéficié directement des politiques favorisant une plus grande insertion internationale des économies. La contraction de la demande globale a moins touché l'agriculture pour deux raisons essentielles : une plus faible élasticité de la demande de produits agro-alimentaires et une plus grande flexibilité à la baisse des prix des produits agricoles destinés au marché intérieur. L'agriculture joue, par ailleurs, un

rôle important dans le commerce extérieur de l'Amérique latine. Dans de nombreux pays, elle assure plus de la moitié du total des ventes à l'extérieur. Pour la région dans son ensemble, les exportations de produits agricoles représentent près de 30 % du total des exportations. Dès lors, ce secteur a bénéficié de quelques aspects positifs de l'ajustement : dévaluation, prix de soutien, stimulants pour les exportateurs. L'impact des dévaluations sur la compétitivité externe a été renforcé par la baisse des salaires réels. Cette baisse, toutes choses égales par ailleurs, a freiné les importations alimentaires et favorisé les exportateurs dans la mesure où ils ont connu une diminution de leur coût de main-d'œuvre. L'évolution du commerce extérieur des produits agricoles fait apparaître un excédent commercial tout au long des années quatre-vingts malgré la baisse des prix internationaux. Dans le même temps, la composition de la production agricole régionale s'est modifiée : les cultures d'exportation ont connu un taux de croissance très supérieur à celui des cultures de subsistance.<sup>3</sup>

### *Les effets pervers de l'ajustement sur l'agriculture*

Dans la presque totalité des pays latino-américains, les mesures d'ajustement se sont révélées incompatibles entre elles et ont entraîné des effets pervers que l'on retrouve dans l'agriculture.

La plupart des études disponibles montrent que les politiques d'ajustement ont pénalisé les groupes sociaux les plus pauvres. Les paysans sans terre ou les petits producteurs sont les premières victimes de la diminution des subventions alimentaires, de la baisse des dépenses de santé et d'éducation ou de la hausse des prix des produits alimentaires importés. Cette hausse des prix alimentaires entraîne parfois des effets de substitution, d'où l'aggravation du déficit nutritionnel. La baisse des subventions et la hausse des prix alimentaires poussent les plus démunis à quitter la campagne. On connaît les problèmes qu'entraîne cette urbanisation massive et désordonnée : infrastructures et logements insuffisants, chômage déguisé, délinquance accrue, pénurie alimentaire...

La dévaluation n'entraîne pas toujours les effets escomptés. L'accès aux marchés mondiaux a, en effet, été limité par les politiques agricoles des pays développés. Les Etats-Unis le Japon et la CEE ont continué à verser d'importantes subventions à leurs agriculteurs et à vendre leurs excédents à des prix qui ont fait baisser les recettes d'exportation des principaux producteurs

<sup>1</sup> Voir le rapport de 1986, page 80.

<sup>2</sup> A long terme, la part relative de l'agriculture a toutefois tendance à diminuer puisqu'elle représentait 16,6 % du PIB en 1960.

<sup>3</sup> Cf. BID (1986), tableau VI-1.

latino-américains. L'agriculture latino-américaine est fortement tributaire des importations de semences, d'engrais, de machines ou de technologies. Le renchérissement du prix des importations s'est traduit par une malnutrition accrue (les produits alimentaires importés concernent également des biens de subsistance) et par une augmentation des coûts pour les producteurs qui ne peuvent accéder au marché international.

Enfin, l'effort que l'endettement oblige à entreprendre pour accroître les exportations afin d'acquérir des devises a conduit à privilégier les cultures d'exportation au détriment de celles destinées au marché intérieur. Le Brésil, à la tête du troisième cheptel bovin du monde, doit ainsi importer du lait et parfois de la viande pour satisfaire les besoins vitaux de sa population. Ce pays a même dû importer certaines années des haricots rouges, base de l'alimentation brésilienne (H. Théry, 1990). Ces effets pervers ont conduit les gouvernements à prendre des mesures compensatoires comme l'octroi de crédits agricoles bonifiés, la réduction du coût du matériel agricole importé ou des dégrèvements fiscaux. En fait, ces mesures n'ont fait qu'accentuer le dualisme agricole car ce sont les moyens et grands producteurs commerciaux - le plus souvent à vocation exportatrice - qui en ont bénéficié.

Les faibles résultats des politiques d'ajustement invitent à une réflexion sur les conditions de développement du secteur à l'aube d'un nouveau millénaire. Ce développement nécessite que plusieurs impératifs doivent être satisfaits. Pour rester dans le cadre de notre étude, nous privilégions deux axes essentiels.

Le premier consiste à accorder une plus grande priorité à l'agriculture. Il est évident que ce secteur ne bénéficie pas des ressources suffisantes à sa modernisation. Les pressions exercées par la démographie ont conduit à adopter des mesures destinées à maintenir le prix des produits alimentaires à un niveau bas, et ce, au détriment des agriculteurs à une époque où les centres urbains et l'industrie recevaient la plus grande part des ressources publiques.

Par ailleurs, les politiques d'ajustement ne peuvent exercer des effets favorables sur l'agriculture que dans le cadre d'une restructuration de l'économie mondiale et d'une réforme du système financier international. Il est difficile par exemple d'envisager une adaptation

structurelle des économies latino-américaines sans un transfert de capitaux globalement positif. Or ce transfert de ressources demeure négatif depuis 1982. De même, sans un nouveau système monétaire international, sans une régulation du cours des produits de base et sans l'abolition des mesures protectionnistes, il sera impossible à l'agriculture de la région de connaître un développement harmonieux et équitable.

## BIBLIOGRAPHIE

- ADDA J., mai 1990. "Inflation et hyperinflation", *Alternatives Economiques*, n° 77.
- AMADEO E., janvier-mars 1987. "Le Plan Austral, ajustement ou changement structurel ?", *Tiers-Monde*, n° 109.
- Banque interaméricaine de développement, 1986 et 1989, *Progrès économique et social*, Washington.
- CARTIER-BRESSON J., janvier-mars 1987. "Le plan Cruzado et l'hétérodoxie économique", *Tiers-Monde*, n° 109.
- GUILLAUMONT *et al.*, 1986. *Les prêts d'ajustement structurel*, rapport provisoire, CERDI.
- FFRENCH-DAVIS, Abril-Junio 1989. "Rajuste y agricultura en la América Latina : un examen de algunos temas", *El Trimestre Económico*, México, n° 222.
- GRELLET G., janvier-mars 1987. "Les politiques d'ajustement orthodoxes, un point de vue critique", *Tiers-Monde*, n° 109.
- HUGON P., janvier-mars 1989. "Incidences sociales des politiques d'ajustement", *Tiers-Monde*, n° 117.
- IKONICOFF M. "Une politique économique alternative pour le Tiers Monde ? Les leçons du plan Austral et du plan Cruzado", *Tiers-Monde*, n° 109, janvier-mars 1987.
- JETIN B., mars 1987. "La culture inflationniste : une présentation du débat sur l'inflation inertielle en Amérique latine", *Tiers-Monde*, n° 109.
- LICHTENSZTEJN S. 1<sup>er</sup> semestre 1984. "De las políticas de estabilización a las políticas de ajuste", *Economía de América Latina*, Buenos Aires, n° 11.
- SALAMA P., janvier-mars 1989. "Les effets pervers des politiques d'ajustement dans les économies semi-industrialisées", *Tiers-Monde*, n° 117.
- SALAMA P., avril-juin 1984. "Endettement et appauvrissement en Amérique latine", *Amérique latine*, n° 18.
- THÉRY H., novembre 1989. "Brésil : les promesses de l'agro-alimentaire", *Economie et Finances agricoles*, n° 246.



# AGRICULTURA CHILENA Y ECONOMÍA INTERNACIONAL

## Continuidad y cambio en la década de los noventa

David E. HOJMAN  
*Department of Economics  
and Institute of Latin-American Studies  
University of Liverpool*

La agricultura chilena presenta en los años noventa características muy diferentes de aquellas observadas 20 años atrás. Los procesos de reforma y contra-reforma agraria eliminaron los "cuellos de botella" descritos por los estructuralistas. El predio agrícola predominante es ahora de tamaño mediano, usa métodos modernos, los agricultores responden a los estímulos del mercado. Las exportaciones agropecuarias y forestales aumentaron de 299 millones de dólares en 1981 a 753 millones en 1988, las importaciones de alimentos cayeron de 823 a 258 millones. Algunos problemas del pasado persisten, otros nuevos han surgido. Se ha polemizado respecto a si lo dominante en el campo chileno actual es homogeneidad o heterogeneidad. Pero esta es una discusión algo artificial: hay homogeneidad, en el sentido de que se avanza aceleradamente hacia el desarrollo capitalista de la agricultura, pero también heterogeneidad, puesto que la velocidad del cambio es muy diferente según los sectores, regiones y productos.

### CONDICIONES DOMÉSTICAS

Quiz lo más notable de las políticas del gobierno Aylwin es cuán semejantes son a las de Pinochet después de 1985. El ministro es un agricultor, militante del Partido Radical. El subsecretario, Maximiliano Cox, tuvo un papel destacado en el pasado en estudios académicos a partir de los cuales las nuevas políticas fueron diseñadas. Cox y otros funcionarios hicieron su aprendizaje por lo menos en parte, o en el extranjero, o en organizaciones no gubernamentales. Las riendas han sido tomadas por una nueva generación, respecto al gobierno de Allende. El énfasis está en, por un lado, continuidad, no sólo en tenencia de la tierra, sino también en precios, tasa de cambio, tasa de interés, normas legales en el mercado laboral, etc., y por el otro, legitimidad, de manera que campesinos, trabajadores

asalariados, temporeros, pequeños agricultores, y los pobres del campo en general, acepten las políticas del nuevo gobierno como propias (Cox, 1988; Cox y Chateaufeuf, 1988). Nuevos programas sociales, por ejemplo en vivienda rural, están siendo implementados. La estabilidad de precios agrícolas ha sido hasta ahora garantizada por bandas de precios para algunos productos, pero existe la posibilidad de que se cree una Bolsa de Productos Agrícolas, y mercados de futuros. No hay escasez de crédito. El programa CORFO-BID-III cuenta con 600 millones de dólares. Por otra parte, muchos agricultores están seriamente endeudados.

### CAMPAÑAS DE ASISTENCIA TÉCNICA A CAMPESINOS

Las políticas macroeconómicas son tan importantes como las políticas agrícolas. El control de la inflación es fundamental junto con el mantenimiento de una tasa de cambio estable y realista. El costo de la mano de obra, a pesar de que ha subido, no constituye un problema para los exportadores. Una tarea necesaria, donde le caben responsabilidades tanto al sector público como al privado, es mejorar la infraestructura de transporte. Se ha construido una nueva carretera desde el Valle Central al puerto de San Antonio, que evita Santiago (la "carretera de la fruta"), están en estudio nuevas facilidades en los puertos de Coronel y San Vicente, la división de carga de LAN-Chile aumentó su flota, está construyendo un terminal en el aeropuerto de Pudahuel y arrendando bodegas en Miami, etc. Ciertos cuellos de botella son inevitables. El servicio de correos ha llegado al extremo de enviar encomiendas por vía aérea que habían sido aceptadas para transporte marítimo, con el objeto de descongestionar este último.

Incluso el hecho de que el gobierno de Aylwin no esté dispuesto a seguir adelante con las privatizaciones típicas de los últimos años del régimen de Pinochet, tendrá un efecto positivo sobre las exportaciones. Eliminada la posibilidad de nuevas privatizaciones, energías empresariales y capitales locales y extranjeros se volcarán hacia la producción para las exportaciones. El objetivo del gobierno es incrementarlas de 30 % del producto en 1989, a 35 % en 1993-1994. Se espera que la economía crezca en promedio a una tasa de 5 % anual, lo que significa un crecimiento de las exportaciones de más del 40 % en cuatro años. Aún así, el volumen de exportaciones será todavía modesto en comparación con Singapur o Taiwán.

### CONDICIONES INTERNACIONALES Y RELACIONES CON ESTADOS UNIDOS

La fama de Chile como exportador de productos agrícolas es tan grande como su fama como receptor de inversión extranjera directa. Utilizando dos tipos de mecanismos, el DFL 600, que básicamente otorga el mismo tratamiento al inversionista nacional y al extranjero, y la conversión de deuda externa, en 1989 la inversión extranjera directa alcanzó 6 % del producto. Esto es de lejos la proporción más alta en América Latina. Dirigida esencialmente hacia los sectores con mayores ventajas comparativas, la participación de los rubros agropecuario y forestal es muy alta, la segunda en tamaño después de minería. Está claro que el conjunto de condiciones de suelo, clima, de localización, económicas, y políticas, representa una fuente de ventajas comparativas inmensas para la producción. Pero las condiciones específicas de cada mercado requieren estudios cuidadosos. Por la importancia de los Estados Unidos como socio comercial (importó 20 % del total de las exportaciones chilenas en 1989, pero mucho más en ciertos rubros claves), las relaciones con este país son críticas en la estrategia exportadora. Problemas como el Sistema Generalizado de Preferencias (GSP), del que se excluyó a Chile en 1988, al igual que de la posibilidad de estímulo a inversiones a través de OPIC, y la Emenda Kennedy, que prohíbe la venta de armas a Chile, deberán solucionarse en el futuro próximo.

Otros problemas más serios son los *marketing orders*, y el asesinato de Letelier en Washington durante los 70. Los *marketing orders* son controles de calidad que se aplican en Estados Unidos tanto al producto doméstico como al importado, por periodos determinados. Actualmente afectan a la uva de mesa, y se han propuesto también para papayas, pistachos, kiwis, duraznos, ciruelas y manzanas. Por el desfase estacional no han afectado seriamente a la fruta chilena (ya que se aplican por la duración de la temporada en el hemisferio Norte), pero constituyen un precedente peligroso. Estados Unidos quiere indemnizaciones para la familia de Letelier y extradición de los sospechosos. Ambas cosas son difíciles. Si paga, el gobierno chileno será acusado por la derecha de aceptar responsabilidad por el asesinato, y puede abrir el camino para muchas otras demandas de compensación monetaria. Extraditar a los sospechosos es imposible dada la difícil relación entre el gobierno civil y el General Pinochet. En lo positivo, el "acuerdo marco" propuesto por el Presidente Bush y aceptado por el Ministro Foxley, podría llevar a un tratado de libre comercio, y a la libertad de comercio absoluta entre los dos países, pero pueden oponerse quienes prefieren ver primero algún progreso en términos de integración latinoamericana.

### CONTROL DE CALIDAD

La cuestión de la calidad y del control de calidad es particularmente importante. El proteccionismo usualmente aparece disfrazado como defensa de los intereses del consumidor, en cuanto a calidad. Los *marketing orders*, el caso de las uvas envenenadas, y así sucesivamente, están estrechamente vinculados al tema. En fruta, los productores aceptan que elevar la calidad es la mejor manera de combatir las tendencias proteccionistas, al mismo tiempo que se disminuye la oferta y sube el precio. Los productores serios necesitan más o menos desesperadamente eliminar a los *rastrojeros*, o exportadores de fruta de calidad inferior. Sin embargo, hasta el momento la creación de una comisión de control de calidad ha sido imposible, básicamente porque el gobierno parece desear un poder interventor mayor que aquél que el sector privado está dispuesto a concederle. Por otra parte, no está claro que la mejor manera de cautelar el interés del consumidor es restringiendo la oferta. Podría argumentarse que el consumidor estaría mejor servido si puede elegir entre calidades diferentes, a precios diferentes.

En otras esferas la introducción de controles de calidad ha sido más fácil. Después del caso del sorbitol, que significó la retirada de grandes cantidades de vino chileno en Europa por tener este aditivo (que es por lo demás completamente inofensivo), el gobierno chileno ha declarado que agregar sorbitol no estaba permitido, tanto porque no se encuentra en la lista de sustancias permitidas, como porque se trata de un alcohol, y como tal estaría específicamente prohibido. El problema surge porque algunos vinos chilenos contienen sorbitol naturalmente, pero en todo caso, en cantidades menores que las establecidas por las regulaciones de la Comunidad. Temporalmente, el gobierno ha adoptado los límites de sorbitol aceptados por la Comunidad como propios.

### FRUTA

La superficie de huertos frutales creció de 53 000 hectáreas en 1965 a 66 000 en 1973, y 173 000 en 1989. La producción cuadruplicó entre 1965 y 1989. Las frutas más significativas son manzanas, uva de mesa, peras, ciruelas, duraznos, naranjas, limones, paltas y damascos. En volumen, entre las temporadas 1988-1989 y 1989-1990 la producción creció 10 % y las exportaciones 20. El fenómeno más característico de la exportación de fruta es la concentración. En el número de empresas exportadoras (las cuatro mayores controlan 43 % de la exportación en fresco, y 30 % de congelado, en contraste con los productores, que son más de 10 000), el mercado (Estados Unidos representa más del 50 %), el producto (uva de mesa es tres cuartos del total) e incluso

el puerto (Filadelfia recibe el 70 % de la fruta chilena). Parte de esto está mejorando - Filadelfia está expandiendo sus instalaciones, y otros puertos están siendo considerados -, pero el resto puede ser inevitable, por lo menos a corto o mediano plazos.

Al principio del boom (de mediados a fines de los 80) las ganancias eran tan altas que algunas firmas esperaban recuperar su inversión en 2 o 3 años. Tanto firmas productoras como bancos se comportaron irresponsablemente. Más del 40 %, la deuda interna agrícola es de corto plazo. Entre 1984 y 1990 el precio de la caja de uva bajó de 10 a 5 dólares, y el retorno real de los productores cayó de 26 % en uva, 12 % en manzanas, 22 % en nectarines, y 36 % en ciruelas. Entre mediados de febrero y fines de marzo de 1990, los exportadores de uva sufrieron pérdidas. Hay también problemas puntuales: el episodio de las uvas envenenadas en marzo de 1989 provocó pérdidas de 350 millones de dólares; la aparición de la mosca de la fruta en enero de 1990 significó pérdidas de 80 a 100 millones. En los próximos años se espera que miles de hectáreas de nuevas plantaciones entren en producción. Hay que mejorar la calidad, lo que implica automáticamente reducir la oferta, y así subir el precio, pero hasta ahora no hay acuerdo al respecto.

#### PRODUCTOS FORESTALES, HORTALIZAS Y OTROS

A pesar de que varios estudios han sugerido que los subsidios forestales son demasiado altos, y que han favorecido excesivamente a grandes empresas, el gobierno de Aylwin no los ha disminuido. Es posible que se haya concluido que éste es un costo necesario pagar para mantener el dinamismo de este rubro de exportación, que creció de 42 millones de dólares en 1970 a 468 en 1980, para caer a 326 en 1983, y recuperarse a 784 en 1989. En 1990 se aumentó el subsidio a la plantación de especies nativas, que ahora alcanza 70 % del costo, y hay preocupación por estimular la solicitud de créditos por parte de pequeños y medianos empresarios. Algunos organismos han protestado por el peligro en que está expuesto el bosque nativo, y ciertas inversiones extranjeras han sido canceladas o en espera de definiciones más precisas.

Las exportaciones de hortalizas crecieron de 12 millones de dólares en 1983, a 41 millones en 1987 y 88 en 1989. Las principales en orden de importancia son cebolla, espárrago, ajo, tomate, melón, rábano, orégano, alcachofa y pimienta. También hay interés en brocolí, choclo dulce, endibia, camote, coliflor, nabo, espinaca, puerro, berenjena, zapallito, choclo en minia-

tura y otros. Una sola pequeña empresa exportó 700 000 dólares en callampas. Aparte del espárrago se trata de cultivos anuales, que requieren inversiones bajas y permiten al agricultor cambiar de rubro en años malos. En ganadería, se exporta desde conejos a subproductos de matadero. La exportación de ovinos ha sufrido como resultado del conflicto del Medio Oriente.

#### VINO Y OTROS PRODUCTOS ELABORADOS

Es ya un lugar común que la industria vinícola chilena, que produce en volumen para el mercado interno, está en crisis. Sin embargo esta crisis no es determinante de la situación del vino chileno en el mercado mundial. Entre 1987 y 1989, las exportaciones de vino aumentaron de 34 a 53 millones de dólares. En principio, Chile está en condiciones de producir algunos de los mejores vinos del mundo. Lo han confirmado inversionistas como Miguel Torres, Rothschild (el mismo del Chateau Laffite), la firma californiana Franciscan Vineyards, y muchos otros. Dados los bajos costos de la producción, lo fundamental es mejorar la calidad. En particular el costo de la tierra en comparación con, por ejemplo, Burdeos, es insignificante. Con la calidad adecuada, el potencial es enorme. A principios de 1990, dos vinos chilenos fueron escogidos por la prestigiosa publicación estadounidense Wine Spectator como la mejor compra del trimestre. Como resultado, esta viña aumentará sus ventas en el mercado norteamericano en 1990, de 7 500 a 50 000 cajas. En promedio los norteamericanos consumen 4 litros de vino al año, mientras los chilenos consumen 30, y los franceses 70, lo que da una idea del potencial de crecimiento del mercado estadounidense.

Muchos inversionistas producirán sólo para la exportación, porque el mercado chileno no pagará sus precios, que son ridículamente bajos. Por ejemplo en Inglaterra el vino chileno se vende al consumidor a precios entre 5 y 10 dólares. Pero el mercado inglés sufrió del episodio del sorbitol. Sólo las botillerías especializadas (tipo boutique) han conservado o renovado sus stocks, pero no así los supermercados. Una ventaja de la concentración del mercado es que este episodio ha sido manejado muy discretamente. Pocas viñas chilenas exportan a Europa y pocos consumidores europeos saben que algunas partidas de vino chileno fueron retiradas. Esto contrasta con el caso de las uvas envenenadas.

Las exportaciones de otros productos elaborados están recién empezando. Sin embargo, entre 1987 y 1989 las exportaciones de conservas y jugos de frutas y hortalizas crecieron de 32 a 75 millones de dólares, y

las de manufacturas de madera, de 20 a 52 millones. Se ven con perspectiva items tan disímiles como cebollas y ajos deshidratados, pasta de tomate, levaduras secas para vinificación y panificación, palitos de helado, muebles o arreglos florales. En algunos casos con ayuda de organismos estatales de fomento, o de inversionistas extranjeros asociados, empresas pequeñas y medianas han sido muy efectivas en incorporar nuevas técnicas y explorar nuevos mercados (Pietrobelli, 1990). En la exposición permanente *Promoexpo* en Santiago algunos de los primeros *stands* fueron tomados por, además de viñas y elaboradores de madera, empresas industriales productoras de cerveza, mermeladas, conservas, chocolates, caramelos y otros derivados del azúcar, y tallarines.

#### ALGUNAS CONCLUSIONES

En general, se puede decir que las condiciones domésticas e internacionales para la exportación de productos agropecuarios y forestales chilenos son extraordinariamente favorables. Peligros tales como el proteccionismo deberán ser abordados mediante diversificación en productos y mercados, y controles de calidad rigurosos. Los problemas con Estados Unidos pueden ser resueltos. También habrá que tener en cuenta el nuevo interés en temas ecológicos y estar alerta del peligro de abuso de pesticidas, fertilizantes y hormonas. Y se requiere cierto esfuerzo, flexibilidad y el abandono de posturas ideológicas, para delimitar las responsabilidades de los sectores público y privado de la manera más conveniente.

#### REFERENCIAS

##### *Libros, artículos y documentos de trabajo*

- COX M., 1988. "Bases de un programa para el desarrollo sostenido y equitativo del agro chileno", *Seminario Internacional GIA CLACSO : La Agricultura Latinoamericana : Crisis, Transformaciones y Perspectivas*, Punta de Tralca, 1-4 Septiembre.
- COX M. Y., CHATEAUNEUF R. ed., 1988. *Potencial y políticas para el desarrollo agrícola de Chile*, CED, Santiago.
- HOJMAN D.E., 1990a. Ed., *Neo-liberal agriculture in rural Chile*, Londres, Macmillan.
- HOJMAN D.E., 1990b. "Chile after Pinochet : Aylwin's Christian Democrat economic policies for the 1990s ", *Bulletin of Latin-American Research*, 9.
- PIETROBELLI C., 1990. "Technological change, local capabilities and international trade : the case of selected non-traditional manufactured exports from Chile", *Conferencia Anual de la Sociedad de Estudios Latinoamericanos*, Oxford, 30-31 Marzo .

##### *Periódicos y revistas*

- Análisis*  
*Apsi*  
*Decanter*  
*The Economist*  
*Economist Intelligence Unit, Chile, Quarterly*  
*La Época*  
*Estrategia*  
*Fortin Mapocho*  
*Latin-American Newsletters, Weekly Report*  
*El Mercurio*  
*¿Que Pasa?*  
*Revista del Campo*

## LA FRUITICULTURE CHILIENNE : bilan et perspectives

Jean-Marie CODRON  
INRA ESR  
Montpellier, France

Le Chili exporte aujourd'hui un million de tonnes de fruits tempérés, quinze fois plus qu'en 1973. De tous les pays de l'hémisphère sud, c'est celui qui a le plus profité des fortes augmentations de consommation de "fruits d'hiver" qui se manifestent depuis plus d'une décennie sur les différents marchés de l'hémisphère nord. Cette ascension exceptionnelle le place aux premiers rangs des exportateurs mondiaux de fruits tempérés et largement en tête de l'hémisphère sud (le Chili représente environ 15 % du total mondial et 50 % du total hémisphère sud). Elle repose fondamentalement sur un certain nombre d'avantages naturels, géographiques et historiques et s'explique également par la dynamique très particulière dont il a su faire preuve au cours de ces dix ou quinze dernières années.

La fruticulture chilienne qui représente aujourd'hui une des principales sources de devises du pays (11 % en 1987) après le cuivre (54 %) et à égalité avec les produits de la mer et de la forêt, est citée fréquemment comme l'un des plus beaux exemples du "miracle économique chilien". Mais quelles en sont effectivement les retombées économiques et sociales pour le pays, en termes d'emploi, de consommation, de développement agro-industriel...? Au prix de quels bouleversements des structures de production et d'exportation et au prix de quelle dépendance vis-à-vis de l'étranger s'est-elle construite ? Quelle est la capacité du gouvernement à contrôler et orienter le développement d'un tel secteur économique ? Quelle peut être la durabilité d'un tel processus d'exportation, compte tenu notamment des perspectives d'évolution de la

demande sur les différents marchés internationaux, des marges de progrès technique réalisables à moyen terme, des pressions sociales qui pourraient désormais s'exercer en faveur d'une répartition plus équitable des fruits de cette croissance... ?<sup>1</sup>

Il y a vingt ans, il n'y avait guère que l'Europe qui consommait des fruits d'hiver. Aujourd'hui, la plupart des pays riches forment la clientèle de l'hémisphère sud, à commencer par l'Amérique du Nord qui constitue désormais un marché presque aussi important que l'Europe. Il y a vingt ans, la demande européenne portait essentiellement sur deux produits, les pommes et les oranges. Aujourd'hui, une gamme de produits très étendue remplit les étalages de contre-saison. Certains de ces fruits sont totalement nouveaux (kiwis, pêches et nectarines), d'autres étaient encore hier considérés comme mineurs (raisin de table et poires). Au total, environ deux millions de tonnes de fruits tempérés - l'expansion des agrumes date plutôt des années soixante et soixante-dix - sont actuellement importées par l'hémisphère nord, soit deux fois plus qu'il y a tout juste dix ans. Le transport et la conservation ont joué un rôle de tout premier plan dans la croissance de ces exportations. Grâce à eux certains produits moyennement périssables tels que les fruits à noyau peuvent désormais voyager par bateau. Des produits peu périssables tels que la pomme, le kiwi, le raisin et la poire sont désormais en concurrence directe avec les produits de l'hémisphère nord, sur certaines périodes au moins. La contribution des multinationales du grand négoce a été tout aussi décisive. Anciennes compagnies bananières ou agrumicoles pour la plupart, ces multinationales dont les plus connues sont Castle and Cook, United Brand, Polly Peck (qui a racheté Del Monte) et Albert Fisher, manifestent depuis quelques années un intérêt grandissant pour les fruits et légumes frais et plus spécialement pour tous ceux qui font l'objet d'une diffusion de masse, qui ne présentent pas de problème particulier de qualité (donc pas trop périssables) et qu'il est possible de se procurer toute l'année. Il n'est donc pas étonnant que les produits de l'hémisphère sud soient pour elles d'une importance extrême.

<sup>1</sup> L'exposé s'appuie sur les conclusions des études suivantes :

CODRON J.M., 1989. *Les fruits et légumes frais du Chili : quelles stratégies d'expansion ?* CFCE Paris.

CODRON J.M., 1990. "L'hémisphère sud et la mondialisation des échanges de fruits tempérés", *Economie des fruits et légumes*, séminaire, Ghania, Grèce.

**Exportations de fruits\* tempérés de cinq pays de l'hémisphère Sud**  
milliers de tonnes et %

	74-76		79-81		84-86		87-88	
	vol	%	vol	%	vol	%	vol	%
Chili	74	9	253	25	529	37	750	42
Argentine	305	37	324	32	292	21	305	17
Afr. du Sud	255	31	253	25	309	22	325	18
Australie	115	14	81	8	60	4	67	4
Nlle.Zélande	74	9	101	10	233	16	340	19
Hem Sud	824	100	1012	100	1423	100	1787	100

\* pomme + poire + raisin + kiwi + pêche nectarine

Source : FAO et USDA pour 87 et 88

### LA SUPRÉMATIE DU CHILI

Vers le milieu des années 70, lorsque la pomme constituait encore l'essentiel des exportations (600 000 tonnes de pommes, 120 000 de poires, 60 000 de raisin de table et quasiment pas de pêches, nectarines et kiwis), l'Argentine et l'Afrique du Sud réalisaient ensemble plus des deux tiers des exportations de l'hémisphère sud et dominaient largement leurs concurrents directs, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Chili.

Deux pays seulement ont été les artisans de la forte croissance des années 80, le Chili et la Nouvelle-Zélande. Ils ont respectivement décuplé et quintuplé leurs exportations et occupent aujourd'hui les première et deuxième places du classement, devant l'Argentine et l'Afrique du Sud. En déclin depuis le début des années 70, c'est-à-dire depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, l'Australie est aujourd'hui loin derrière tous les autres. Des deux pays qui ont créé l'événement de ces dix dernières années, le Chili est sans aucun doute celui qui a le mieux réussi. Il est le seul à avoir assis sa domination sur une réelle diversification. Contrairement à la Nouvelle-Zélande dont le succès reste fondé sur deux produits (180 000 tonnes de pommes et 155 000 de kiwis), le Chili peut se targuer d'être désormais présent sur tous les produits et de régner quasiment en maître absolu sur le raisin de table et les fruits à noyau. Sur la moyenne des deux années 87 et 88, il a exporté 340 000 tonnes de pommes (36 % du total), 53 000 tonnes de poires (20 %), 30 000 tonnes de raisin de table (86 %) et 46 000 tonnes de pêches-nectarines (93 %). En kiwis, sa participation est encore très limitée par rapport à celle de la Nouvelle-Zélande mais ses exporta-

tions sont en croissance exponentielle (800 tonnes en 86, 13 000 tonnes en 89) et devraient franchir le seuil des 100 000 tonnes d'ici quelques années lorsque toutes les surfaces déjà plantées seront en pleine production.

Plusieurs raisons expliquent le dynamisme exceptionnel du Chili et sa contribution décisive à l'expansion de ces dix dernières années.

La première est sans aucun doute sa *proximité des Etats-Unis* et plus particulièrement de la Californie, principal fournisseur de fruits et légumes de ce pays. Grenier à blé de la côte ouest lorsque les bateaux passaient encore par le détroit de Magellan, le Chili est depuis longtemps un partenaire privilégié des Etats-Unis. Petite sœur australe de la Californie - leurs traits naturels, géographiques et climatiques, ont des similarités étonnantes -, le Chili réfléchissait déjà au début du siècle sur les avantages qu'il pourrait tirer d'une telle situation. Conçue en grande partie selon un modèle californien, la fruticulture chilienne a été édifiée en concertation étroite avec les professionnels et les scientifiques de cet Etat. Elle était donc infiniment mieux préparée que toutes les autres à répondre à la demande nord-américaine de fruits hors-saison (raisin de table et fruits à noyau notamment).

### Distances entre pays exportateurs et importateurs milles nautiques

	San Francisco	New York	Rotterdam	Jeddah	Yokohama
Valparaiso	5.140	4.630	7.490	10.380	9.330
Buenos Aires	8.740	5.870	6.380		12.090
Le Cap	9.690	6.790	6.190		8.350
Melbourne	6.960	9.680	11.120		4.870
Wellington	5.910	8.520	11.530		4.980

Rand Mc Nally Cosmopolitan World Atlas.

Les fructicultures néo-zélandaise, australienne, sud-africaine et argentine ont toujours été principalement tournées vers l'Europe et de ce fait presque uniquement axées sur les pommes et les poires. Faiblement incitées à se diversifier - l'Europe a récemment commencé à consommer du raisin et des fruits à noyau de contre-saison - ou encore pour certaines, techniquement freinées par les problèmes d'éloignement, elles ont accumulé beaucoup de retard sur leur concurrente chilienne et l'ont laissée se développer librement sur les nouveaux créneaux européens. L'Afrique du Sud qui était seule un peu présente, aurait pu profiter de l'occasion pour accroître ses parts de marché. Elle ne l'a guère fait jusqu'ici : son retard en matière de variétés apyrènes et de pêches nectarines et son image de marque politique en sont probablement responsables.

L'Argentine fait un peu exception. Elle a eu l'avantage et en même temps l'inconvénient d'avoir à sa porte l'un des grands marchés mondiaux d'importation de fruits et légumes frais (et notamment de pommes) : le Brésil. Avantage dans la mesure où celui-ci est resté très longtemps un débouché important faisant jeu égal avec l'Europe. Inconvénient dans la mesure où il a considérablement réduit ses importations et concurrence même l'Argentine.

Le Chili doit également son succès à la richesse de son *milieu naturel*. Il jouit d'abord d'une grande variété climatique - ce qui n'est pas le cas de la Nouvelle-Zélande par exemple -. Cela lui permet de cultiver de nombreuses espèces, depuis celles de climat tropical aride jusqu'à celles de climat tempéré humide, de débiter les récoltes précocement - le kiwi se récolte un mois plus tôt qu'en Nouvelle-Zélande - et de les échelonner sur une période très longue : le raisin se récolte de la mi-novembre dans la vallée de Copiapo (désert du petit Nord) à la mi-avril dans la province de Talca, 1 100 km plus au sud. Il jouit également de très bonnes conditions climatiques notamment en ce qui concerne le raisin de table et les fruits à noyau, et de protections naturelles contre les maladies et les parasites exceptionnels : rappelons qu'il est borné à l'est par la cordillère des Andes, au nord par le désert d'Atacama, à l'ouest par l'océan Pacifique et au sud par l'Antarctique. Il ne rencontre enfin pratiquement aucun problème au niveau de l'eau et du foncier et dispose aujourd'hui de ces deux facteurs en abondance.

Le Chili tire également sa force de la *structure* et de la *durée de sa campagne d'exportation*. Leader incontesté en matière de raisin de table - aux Etats-Unis qui en sont toujours et de loin les premiers consommateurs -, il est le seul à asseoir sa campagne d'exportation sur le couple raisin de table-pomme et à commen-

cer à exporter dès le mois de décembre. Il gagne ainsi trois mois sur tous les autres, économise sur les coûts de transport, moins élevés qu'à la haute saison, et se donne par ailleurs la possibilité logistique - approvisionnement fréquent et régulier - de développer tous les produits synchrones des premiers raisins - exportation de décembre à février. Sa seule faiblesse est peut-être de ne pas être présent sur le marché des agrumes. La possibilité d'utiliser les charters d'oranges pour d'autres produits est cependant d'un intérêt limité, les principaux produits susceptibles d'en profiter (kiwis, pommes tardives), ne posant aucun problème de transport ou de conservation.

Le Chili est enfin le seul pays de l'hémisphère sud dont le processus d'exportation soit aujourd'hui sous *contrôle de capitaux étrangers*. D'origines variées, ces sociétés sont pour les plus grandes d'entre elles des multinationales du grand négoce de fruits et légumes frais. On y retrouve notamment la Standard Fruit, filiale de Castle and Cook, la United Trading Company à capitaux arabes, Unifrutti à capitaux arabes et italiens. D'autres grandes multinationales telles que United Brand, Turbana, Albert Fisher ou Polly Peck se sont installées récemment ou seraient sur le point de le faire.

Parmi les éléments qui ont pesé de façon décisive dans l'installation des multinationales, il convient de citer la prospérité fruticole du pays (l'essor de la fructiculture chilienne est antérieur à l'arrivée des multinationales), la variété des produits exportés, la liberté d'entreprise et d'exportation (absence de board, contrairement à l'Afrique du Sud et à la Nouvelle-Zélande), les avantages accordés au capital étranger (subventions à l'investissement par le biais des *pagarès*) et les conditions générales de la rentabilité (main-d'œuvre bon marché, stabilité politique à long terme).

Implantées, pour les premières d'entre elles, à la suite de la grande crise économique de 1982, elles ont donné à la fructiculture chilienne un second souffle. Disposant le plus souvent d'un vaste réseau commercial, elles lui ont procuré de nombreux débouchés, sur des marchés quelquefois totalement nouveaux, et l'ont introduite dans les circuits de distribution les plus modernes. De grande dimension et parfois équipées de leur propre flotte, elles ont géré au mieux le problème crucial du transport qui constitue encore aujourd'hui un des principaux enjeux de l'exportation. Le transport est une composante importante du prix qui fait pratiquement doubler le prix de la marchandise et sur laquelle on peut réaliser des économies tout à fait décisives. C'est par ailleurs une activité dont dépendent très fortement la qualité du produit et l'efficacité commerciale (rapidité d'acheminement, compatibilité avec la grande distribution).



### RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La crise économique et financière qui secoue le Chili en 1982, n'épargne pas le secteur de l'exportation fruticole. Elle provoque la faillite de deux des trois plus grands exportateurs du pays et met fin à une période de forte concentration. Les six années qui suivent cette crise sont relativement prospères. La production est en expansion du fait des nombreuses plantations effectuées antérieurement. La demande sur les marchés extérieurs (USA, Moyen-Orient, Europe...) est forte. Les entrées dans la branche sont nombreuses. Les producteurs se groupent pour exporter. Le fait marquant de cette nouvelle période est incontestablement l'arrivée des *capitaux étrangers*. En peu de temps de grandes sociétés étrangères se constituent et acquièrent une position dominante. Leur stratégie d'investissement est dans un premier temps assez prudente. Elles rachètent à bon prix les entreprises en faillite, louent leurs installations ou s'appuient sur les équipements de leurs producteurs. Les investissements s'effectuent massivement depuis 1987 ou 1988. Ils sont encouragés par le gouvernement qui leur accorde dans le cadre du rachat de la dette extérieure, d'importantes subventions. Mais ils sont également le signe d'une plus grande confiance dans les perspectives à long terme offertes par ce secteur.

Les *exportateurs nationaux* qui ont survécu à la grande crise économique de 1982 et aux mini-crisis fruticoles de 1988 et 1989 (faillites de Coexport et de Frutandes, découverte de cyanure et embargo nord-américain), sont d'un optimisme plus mitigé. Encore très nombreux, ils ne pèsent plus néanmoins que pour un tiers environ des exportations - pour certains produits et notamment ceux qui s'exportent majoritairement vers l'Europe (kiwis, pommes et poires), leur participation est encore plus faible -. De taille plus réduite et implantés pour la plupart dans une seule région, ils sont souvent spécialisés sur un petit nombre de produits (le raisin de table qui a fait la prospérité de la fruticulture chilienne, est souvent leur dénominateur commun), interviennent de façon irrégulière sur le marché, sont tournés pour l'essentiel vers les Etats-Unis ou vers l'Europe - les grands exportateurs verrouillent la plupart des marchés secondaires - et n'ont qu'un petit nombre de partenaires commerciaux. Ils subissent donc de plein fouet les aléas du marché. D'autant plus qu'ils sont encore souvent très endettés et n'ont pas comme les multinationales la possibilité de s'organiser de façon autonome pour le transport. Face

aux nouvelles difficultés qui se profilent sur les marchés internationaux, ils aspirent à davantage de concertation et à des efforts accrus en matière de recherche, de transfert technologique, de formation, de normes techniques, de contrôle de qualité, de transport, de connaissance des marchés, de stratégies commerciales, de promotion des produits...

Les *producteurs* partagent les préoccupations des exportateurs nationaux. Leurs revendications vont cependant bien au-delà, la plupart étant dans une relation de dépendance étroite avec l'exportateur. Assumant une grande partie des risques du marché sans avoir le plus souvent beaucoup d'informations sur les comptes des exportateurs ni sur les prix, ils aspirent aujourd'hui à davantage de transparence. Pour les producteurs de taille moyenne qui n'exportent pas eux-mêmes, le choix de leur exportateur est d'une importance extrême. Souvent très endettés malgré les six années de prospérité qui ont suivi la crise de 1982, ils affrontent depuis deux ou trois ans des difficultés qui, s'ils n'y prennent garde, pourraient leur être fatales.

Pour les *petits producteurs*, cette possibilité de choix ne constitue pas un enjeu aussi décisif. D'abord parce que leurs exploitations ne sont pas entièrement axées sur l'arboriculture d'exportation - pour compenser de trop petites structures et une dépendance trop étroite vis-à-vis de l'exportateur, ils ont eu tendance à diversifier leurs activités -. Ensuite parce que ces exploitations sont trop petites et le plus souvent trop endettées pour pouvoir choisir leur exportateur. Leur problème est en fait un problème de survie et ceci depuis de nombreuses années. C'est particulièrement vrai pour les petites exploitations issues de la contre-réforme agraire de 1973<sup>1</sup>, dite de "régularisation de la propriété foncière" qui a surtout bénéficié aux grands propriétaires. Dans les statistiques et malgré une sous-estimation de la grande propriété, le mouvement de concentration apparaît assez nettement. De 1981 à 1986, le pourcentage de surface en vergers détenu par les grandes exploitations (de plus de 50 hectares de vergers) passe de 27 à 36. Un bilan très contrasté doit ainsi être tiré de l'analyse des conséquences de l'expansion fruticole sur les différentes catégories de producteurs et d'exportateurs de ce pays. Il en va de même pour l'emploi.

<sup>1</sup> Dans la zone fruticole, 26 % des terres expropriées sont rendues à leurs anciens propriétaires et 65 % assignées à des travailleurs du secteur réformé. 21 000 petites exploitations d'une surface moyenne de 12 hectares irrigués sont ainsi créées.



La fructiculture chilienne qui occupe au moment de la récolte et du conditionnement, plus de 300 000 travailleurs - en majorité des jeunes et des femmes - semble avoir fortement contribué à l'amélioration de l'emploi rural. Qualitativement, cette contribution reste très modeste : amplifiée par l'élimination de nombreux petits producteurs, elle se résume le plus souvent à la création d'emplois de courte durée - trois à quatre mois - non qualifiés et n'est obtenue qu'au prix d'un vaste mouvement de remise en cause des droits syndicaux. En forte expansion depuis plus d'une dizaine d'années, la fructiculture se heurte depuis deux ou trois ans à de relatives pénuries de main-d'œuvre qui obligent les employeurs à relever le niveau des salaires - + 50 % environ en dollars constants de 1987 à 1989 - et à concéder quelques avantages sociaux - cantine, service de transport, meilleure protection sociale... Ces pénuries nourrissent par ailleurs, ce qui est nouveau, d'importants courants migratoires inter-régionaux. Le coût du travail reste cependant relativement bas. En pleine saison et pour des journées de dix ou douze heures, le coût horaire n'est que de 0,4 à 0,5 dollars, quinze fois moins qu'en France.

Plus positive semble avoir été la contribution de la fructiculture d'exportation au développement de l'agro-industrie. Mise en place au début du xx<sup>e</sup> siècle avec l'installation de conserveries et d'usines de déshydratation, l'agro-industrie fruitière est orientée vers le marché national puis à partir des années 60 également vers le marché latino-américain grâce aux accords régionaux (ALALC, pacte andin). Limitée par l'étroitesse de ces débouchés (réduits en 1973 par la sortie du Chili des accords régionaux), elle ne prend réellement d'importance que depuis quelques années. La gamme des produits concernés s'élargit, les jus et la congélation se développent, de nouvelles techniques sont introduites et les exportations, qui s'effectuent de plus en plus vers les grands marchés de l'hémisphère nord, progressent rapidement (20 millions de dollars au début des années 80, 50 millions en 86, 70 en 88, soit actuellement plus de 10 % de la valeur exportée en frais). L'exportation en frais est à bien des égards responsable de cette évolution récente. La production continuant à progresser à vive allure et les marchés internationaux se montrant de plus en plus exigeants sur la qualité des produits importés, elle met à disposition de l'agro-industrie une matière première (écarts de triage) croissante qui ne peut guère être utilisée autrement, le marché national du frais étant aujourd'hui largement saturé. Elle lui fait profiter par ailleurs, même si les entreprises ne sont pas toujours les mêmes, de son expérience et de sa connaissance des marchés étrangers. D'autres secteurs de la filière fruits et légumes profitent également du dynamisme de la fructiculture

d'exportation. Il en va ainsi de la production de légumes pour l'exportation (et notamment d'asperges et de melons), de l'agro-industrie légumière et de la production de semences potagères. Ces trois secteurs rapportent aujourd'hui plus de 50 millions de dollars.

On ne saurait terminer ce tour d'horizon sans parler des conséquences qu'a pu avoir un tel développement sur la *consommation nationale*.

La plupart des espèces fruitières ont été développées dans un objectif d'exportation en frais ou en transformé. Font exception à cette règle les agrumes presque exclusivement tournés vers le marché national. Les pêches et les nectarines apparaissent dans une situation intermédiaire : très appréciées des Chiliens, les pourcentages dirigés vers le marché national sont toujours très élevés. Mais là comme ailleurs, les plus beaux fruits sont réservés à l'exportation. La fructiculture nationale est donc bien dans sa quasi-totalité une fructiculture d'exportation qui imprime sa logique tout au long du processus de production : conception des plantations, choix des techniques de culture, méthodes de conditionnement. Le marché national est là pour absorber les écarts de triage, les fruits de moindre qualité ou trop mûrs pour être exportés. Sa capacité est toutefois relativement limitée. La consommation par habitant n'a pas augmenté depuis dix ans et ceci malgré la formidable expansion du secteur fruitier. Il est vrai que le Chilien consomme relativement beaucoup de fruits (73 kg/an contre 40 aux Etats-Unis, 93 dans l'Europe des douze, 73 en France). Il est vrai aussi que sa consommation est fortement limitée par le niveau des revenus. Selon une enquête réalisée par l'INE en 1978, 20 % des foyers de plus hauts revenus consommaient alors huit fois plus de fruits que les 20 % les plus pauvres

## PERSPECTIVES

Les années 90 s'annoncent davantage sous le signe de la concurrence et ne seront pas aussi favorables que les années 80. Les grands produits peu périssables surtout posent aujourd'hui problème. Leurs débouchés montrent des signes de saturation évidents depuis deux ou trois ans - la pomme en Europe ou le raisin de table aux Etats-Unis. Leur commercialisation se heurte par ailleurs de plus en plus aux intérêts des producteurs de l'hémisphère nord, suscitant ainsi toute sorte de mesures protectionnistes. L'expansion de l'hémisphère sud n'est pas pour autant terminée. Elle doit néanmoins être réorientée, trouver de nouveaux marchés (Japon, Asie du Sud-Est, Europe continentale...), en diversifiant la gamme des produits exportés ou en améliorant les techniques de

conservation et de transport de façon à rendre accessibles aux produits périssables et notamment aux fruits à noyau un plus grand nombre de marchés.

Pour garder sa place de leader dans l'hémisphère sud et relever les nouveaux défis de la concurrence internationale, le Chili se trouve aujourd'hui confronté à un dilemme. Doit-il continuer de confier son sort aux multinationales ou au contraire s'efforcer d'organiser une réponse collective avec ou sans le concours de ces multinationales ?

La première solution serait obtenue en poursuivant la politique de "libre concurrence" adoptée par le gouvernement précédent. Elle conduirait à renforcer la position dominante du capital étranger et à accélérer le mouvement de concentration-élimination à l'œuvre dans les structures d'exportation et surtout de production. On s'attend en effet dans les prochaines années avec le renforcement de la concurrence, le relèvement des exigences de qualité et les fortes augmentations de production - le ralentissement des plantations depuis deux ou trois ans ne se fera sentir, compte tenu des délais de mise en production, qu'à moyen terme - à de fortes réductions des marges. Si le mécanisme actuel n'est pas modifié, ces réductions affecteront en premier lieu les producteurs, puis les exportateurs nationaux. Le développement sous l'égide des multinationales présente comme nous l'avons vu un certain nombre d'avantages sur le plan commercial (accès aux circuits les plus modernes et aux marchés les plus divers, appartenance à des réseaux actuellement en pleine expansion...). Elle comporte néanmoins un certain nombre de limites. En abandonnant le contrôle du processus d'exportation à des groupes étrangers dont les intérêts dépassent largement ceux du pays - parce que intervenant dans des pays très variés et dans des champs d'activités souvent très divers -, le risque est grand. Les investisseurs étrangers

ont misé ces dernières années sur une "stabilité politique et sociale" à long terme. Qu'advierait-il si la pression sur les salaires devenait trop forte ou si, poussé par des lobbies de producteurs ou d'exportateurs nationaux, le gouvernement venait à supprimer certains avantages actuellement accordés au capital étranger ou à réglementer le processus d'exportation ?

Le nouveau gouvernement pourrait être tenté d'intervenir de façon beaucoup plus importante dans le processus d'exportation. Il pourrait chercher à améliorer les salaires et les conditions de travail ou réactiver la production paysanne en aidant les petits producteurs à se regrouper. Il pourrait encore encourager l'organisation professionnelle des producteurs arboricoles pour les aider notamment à faire circuler l'information sur les prix. Il pourrait encore relancer la recherche publique. Il couvrirait ainsi un certain nombre de champs aujourd'hui délaissés par le privé faute de rentabilité à court terme. Il résoudrait également des problèmes spécifiques à l'hémisphère sud et de ce fait peu abordés par les chercheurs de l'hémisphère nord (transport longue distance). Il pourrait enfin répondre davantage aux attentes des exportateurs nationaux.

La marge de manœuvre du nouveau gouvernement est bien évidemment très étroite. Les sociétés étrangères et multinationales sont trop impliquées dans le processus d'exportation pour qu'une rupture soit possible. En supposant que tel soit son projet - le Chili pourrait par exemple envisager de fonctionner à terme selon un système de Board, comme cela se fait en Nouvelle-Zélande - il lui faudrait alors se donner suffisamment de temps pour que la reprise en main des fonctions techniques, financières et commerciales aujourd'hui largement assurées par le capital étranger, se fasse dans de bonnes conditions.

# ARGENTINE : INTRODUCTION DE NOUVELLES CULTURES ET DIVERSIFICATION DES RISQUES DE PRODUCTION

Charles M. Baldy,  
LECSA-INRA  
Montpellier

Le développement agricole de l'Argentine a débuté réellement au XVII<sup>e</sup> siècle par des productions *coloniales* dans la zone subtropicale périandine, et un *élevage extensif* dans la zone pampéenne. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle apparaît une production agricole diversifiée, tournée dans un premier temps vers l'exportation des cuirs, puis de viande bovine, quand l'invention des frigorifiques le permit.

A la fin du siècle, l'introduction progressive dans la Pampa de la culture du blé et de la luzerne, bientôt suivies de celles du maïs, du lin, etc. transforma le pays en un des plus importants fournisseurs de l'Europe, et développa une économie essentiellement agricole.

La production exportable des années trente était encore formée d'un très petit nombre de produits agricoles et forestiers : blé, orge, maïs, sorgho, lin, viande bovine, laine, sucre de canne, tannin extrait du *quebracho colorado*. D'autres produits, comme le vin de Mendoza ou l'huile d'olive des Pré-Andes, étaient essentiellement consommés localement.

Après la guerre de 1939-1945, des produits comme le tournesol, le coton, l'arachide, prennent de l'importance à l'exportation. Mais il s'agissait presque uniquement de productions vendues "en l'état", peu ou pas transformées. La seule culture annuelle nouvelle réellement importante introduite depuis 1960 a été le soja. Les exportations d'agrumes d'Entre-Ríos et de pommes et poires du Rio Negro ont débuté aussi il y a plus de quarante ans.

Ces productions sont soumises aux "prix mondiaux" eux-mêmes encore réduits par le prélèvement par l'État de *réentions* (taxes sur les exportations), qui sont souvent la principale source de financement du budget de l'État. Après la guerre de 1939-1945, elles ont permis pendant quelques années à l'Argentine de participer au rythme de développement mondial et elles ont financé un début d'industrialisation (anarchique et souvent extravagante) à la fin des années quarante et au début des années cinquante...

Aujourd'hui encore le commerce extérieur de l'Argentine reste basé sur un très petit nombre de très grosses productions agricoles, sans aucune protection contre les à-coups du marché mondial. On peut dire en caricaturant à peine qu'en matière de production agricole, chaque mise en place d'une culture se décide en fonction des cours de la bourse des céréales de Chicago.

Les céréales (blé, maïs, sorgho, orge, riz...), et la viande bovine sont toujours produites pour l'essentiel par les trois provinces de Buenos Aires, Santa Fe et Córdoba et vendues en l'état, ainsi que près de la moitié de la laine. Les oléagineux (tournesol et soja surtout) sont plus complètement transformés en huiles ; mais les "pellets" protéiques sont surtout exportés *en l'état*. Moins de la moitié du coton-fibre produit est filé localement, et une grande partie de l'huile n'est pas extraite des graines de cotonnier, consommées par le bétail ou parfois même perdues, faute de débouchés.

## SITUATION ACTUELLE DES CULTURES ET DES ÉLEVAGES

Un effort important de diversification des exportations a été engagé récemment. Il s'agit de productions souvent nommées *marginales* ou *non-traditionnelles*, offertes sur le marché mondial à *contre-saison* : aulx et oignons, pommes de terre, pomelos, raisin de table, tomate d'industrie... et, très récemment, asperges, kiwis, fleurs coupées et plantes en pot. De très nombreux produits sont destinés exclusivement ou presque au marché national : fraises, tomates ou poivrons produits en hiver sous abris plastiques, par exemple. En 1988-1989, l'ensemble de ces productions fruitières et maraîchères (y compris pommes, raisins et citrus) a dépassé *en valeur à l'exportation* la viande de bœuf. Cet événement historique n'a été relevé que très discrètement par les journaux...

Des "fronts de colonisation" existent de nos jours en Argentine, plus particulièrement dans les provinces du Nord (Santiago del Estero, Chaco, Formosa, Salta) mais aussi (là où des programmes d'appui provincial le permettent) dans les hautes plaines désertiques de San Juan, La Rioja et Catamarca, et les Andes de Patagonie (El Bolsón par exemple). Mais de vastes zones restent encore à rattacher à une économie de marché : Esteros de Corrientes, littoral mésopotamien, voire Misiones, par exemple.

Une meilleure gestion de l'espace est indispensable dans tout le pays : faute de moyens financiers suffisants, et soumis à une politique à la fois étatiste et de "laisser faire", la majeure partie des exploitants de l'ensemble pampéen utilisent leur capital-sol sans aucun souci d'entretien de la fertilité. L'érosion est souvent impressionnante (dans la

région de Río Cuarto, au sud de la province de Córdoba, par exemple) ou dans les "cuchillas" d'Entre-Ríos, dans les llanos semi-arides de La Rioja ou à l'ouest de la province de la Pampa : déboisements et pâturages désordonnés (souvent accompagnés d'incendies géants "malencontreux", mais forcément involontaires) provoquent des départs spectaculaires d'érosion en griffe et une désorganisation croissante des ressources en eau.

### QUELS MOYENS POSSÈDE L'AGRICULTURE ARGENTINE ?

Depuis sa création en 1958, l'Institut national de technologie agro-pastorale (INTA) s'est préoccupé de développement et du maintien de la fertilité des sols. Mais son action n'a pu se développer réellement que très récemment dans les secteurs considérés comme "marginiaux" ou "sans intérêt économique", qui représentent en réalité les trois quarts de la superficie nationale... La concentration des moyens financiers et en personnel sur une demi-douzaine de provinces a bien traduit pendant de longues années les "priorités nationales" alors retenues. On doit cependant souligner ses implantations fortes et anciennes à Mendoza (vigne, et plus récemment arboriculture fruitière et maraîchage), en Entre-Ríos et Corrientes (riz et citrus) et dans la vallée du Río Negro (arboriculture fruitière tempérée).

Les nombreuses universités agronomiques (plus d'une quarantaine pour 34 millions d'habitants, dont 10 % seulement sont directement liés à la production agricole *lato sensu* et cinq cents mille agriculteurs *stricto sensu*) jouent des rôles très variables dans l'encadrement (faute de moyens le plus souvent). Les provinces se sont dotées de conseillers agricoles, parfois encore perçus par les producteurs comme des "agents du fisc"... Ils sont souvent actifs et efficaces, malgré des moyens encore plus réduits que ceux du *service de vulgarisation* de l'INTA. On a enfin les "conseillers" des maisons de semences et des maisons de pesticides, très actifs... mais intéressés.

### QUELLES CULTURES "NOUVELLES" PROPOSER ?

De nombreuses cultures courantes en Europe et aux USA sont actuellement plus ou moins inconnues en Argentine.

- On peut citer le blé dur (*Triticum durum*, *trigo fideo*), encore très peu cultivé (prix peu satisfaisant, rendements et qualité souvent médiocres) : peu compétitif sur les marchés internationaux alors qu'une demande de blés de haute qualité existe.

- Il y a aussi les colzas oléagineux : les colzas de type *double zéro* permettent d'utiliser sans problème les tourteaux pour l'alimentation du bétail. Il permettrait de réduire l'incertitude due à la monoculture du blé, seule production hivernale importante actuelle. Les industriels de l'huile s'y intéressent pour boucher le trou de production laissé par le soja et le tournesol en cours d'année.
  - De nombreuses cultures fourragères seraient d'un grand intérêt pour diversifier les productions hivernales et mieux alimenter les animaux (dans la perspective d'une intensification maîtrisée des élevages bovins). On peut citer les pommes de terre fourragères, les betteraves fourragères et demi-sucrières, ou des crucifères fourragères (déjà utilisées à petite échelle, mais mal exploitées, car l'ensilage est peu développé). Les rendements obtenus en station expérimentale montrent tout leur intérêt, dès lors que les éleveurs prendront conscience de la nécessité absolue dans laquelle ils se trouveront bientôt d'intensifier leur production (en évitant de perdre des dizaines de kg de poids vif chaque hiver pendant la "soudure" : trop de vaches argentines sont dans un état pitoyable à la fin août...)
  - D'autres cultures, comme les *arachides de bouche à grosses graines* existent de façon marginale, la "zone de production" actuelle est loin d'être climatiquement la meilleure ; un déplacement vers des terres plus adéquates du Chaco (voire de Corrientes et Misiones), et l'emploi de cultivars résistants aux maladies, pourraient changer les perspectives et ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation...
  - De très nombreuses *espèces fruitières* pourraient trouver leur place en Argentine : je citerai simplement le palmier dattier (à La Rioja, Catamarca, San Juan, par exemple) ; le pistachier (à Mendoza, San Juan, La Rioja) ; le manguier (de Catamarca et Tucuman à Salta et Misiones), le litchi (ou le longane) dans les provinces subtropicales, sans parler de l'avocatier (palta) et le raisin de table, déjà connus, qui pourrait se développer sur des dizaines de milliers d'hectares.
  - De nombreuses cultures maraîchères (produites à contre-saison de l'Europe et des USA) pourraient se développer bien davantage : on peut citer simplement les asperges, les oignons et les aulx, pour lesquels des efforts très importants de production et de commercialisation à l'étranger sont actuellement faits par des groupes de producteurs.
- Pendant longtemps, l'Argentine est passée pour (et a cru être) un pays de très grandes propriétés ; on a enfin pris conscience que sur 500 000 agriculteurs, plus de 200 000 sont des petits ou très petits producteurs (parfois dépourvus de terres).

L'INTA se préoccupe sérieusement depuis cinq ans des *productions marginales*, comme les canards et les oies (y compris pour le foie gras), mais aussi les lapins (de chair et angoras) et d'autres "petits élevages" ; ils trouveraient tout leur sens chez des petits ou moyens producteurs situés à des distances raisonnables des marchés de consommation et des ports (disons 500 km...). Des programmes réellement coordonnés concernant les chèvres laitières, à viande (chevreaux) et angora voient le jour dans plusieurs provinces du Nord-Ouest ; il s'agit d'une autre voie intéressante pour les petits producteurs.

### CONCLUSION

Mon but n'était pas de faire ici une étude exhaustive des cultures et élevages nouveaux possibles, mais simplement de souligner que le développement d'un grand pays agricole comme l'Argentine ne peut plus dépendre d'une "poignée" de grandes cultures indifférenciées : les blés argentins, faute d'efforts au niveau des exportateurs, sont généralement mal "classés" à Chicago. Trop de producteurs de maïs croient encore que "le monde entier" réclame leurs maïs *flint-blanc* alors que la norme est de plus en plus le *semi-denté jaune*, etc. Les agro-industries argentines commencent à prendre conscience de ce potentiel, et à mieux le valoriser. Un jour prochain, de grandes entreprises multinationales seront plus incitées à s'implanter dans le pays, maintenant qu'il s'ouvre au monde. On peut donc penser que les "pionniers" qui choisiront de s'orienter vers des "nouveauautés" (qui n'en sont pas vraiment, mais ont l'avantage d'arriver à contre-saison des productions de l'hémisphère nord) trouveront avantage à leur "hardiesse".

### INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- BALDY C.M., 1989. *Agrometeorología y desarrollo en Argentina de cultivos o rubros nuevos*. INTA Castelar, Agua y Clima Publ. N° 31.
- BALDY C.M., REBELLA C.M., 1990. *Diversité bioclimatique et potentiel de diversification des cultures : un atout pour le développement de l'Argentine*. Agronomie, sous presse.
- COSCIA A.A., 1983. *Segunda revolución agrícola en la región pampeana*. CADIA Ed., Buenos Aires.
- DAUS F.A., 1987, 1988. *Geografía de la Argentina*. Editorial Estrada, Buenos Aires.
- FECIC-PROSA, 1988. *El deterioro del ambiente en la Argentina : centro para la promoción de la conservación del suelo y del agua (PROSA)*. FECIC Ed. Buenos Aires.
- FLICHMAN G., 1986. *La renta del suelo y el desarrollo agrario argentino*. Buenos Aires, Siglo XXI Edit.
- MAGRIN G.O., 1990. *Etude des causes climatiques et physiologiques influant sur le rendement du blé*. Thèse ENSA-USTL Montpellier.
- ROCCATAGLIATA J.A. (Coordinador), 1988. *La Argentina. Geografía general y los marcos generales*. Editorial Planeta Buenos Aires.
- SAENZ QUESADA M., 1980. *Los estancieros*. Edit. Belgrano, Buenos Aires.
- TRAVASSO M.I., 1990. *Etude des facteurs agroclimatiques limitant les rendements du blé dans la province de Buenos Aires*. Thèse, université de Paris-Orsay.



## LAS IMPLICACIONES SOCIALES, ECOLÓGICAS Y POLÍTICAS DE LA "NUEVA AGRICULTURA DE EXPORTACIÓN"

Alberto Arce y David Booth  
*Centre of Developing Area Studies*  
*University of Hull, England*

Décadas de olvido y estancamiento de la agricultura en América Latina parecen haber terminado durante los años ochenta. La agricultura en general (de exportación en particular) aparece hoy como el sector más dinámico de la economía latinoamericana (de Janvry y Sadoulet, 1989). Países como Chile y México han implementado drásticos programas de estabilización y ajuste estructural siguiendo una política de liberalización que ha buscado la inversión internacional y el aprovechamiento de sus ventajas comparativas. Esta nueva orientación ha generado un aumento sustancial de las exportaciones agrícolas (de Janvry y Sadoulet 1989). Gracias al desarrollo en la presentación y *marketing*, en las técnicas de preservación y transporte, especialmente en las frutas y verduras tropicales y mediterráneas de contra temporada, comienza a organizarse un perfil agrícola local que sigue las tendencias de los consumidores en los mercados internacionales. En México por ejemplo, la agricultura de exportación que incluye café, fresa, tomate, verduras, carne y azúcar, aumentó de 1.89 billones de dólares a 2.16 entre 1987 y 1988 (*Financial Times Survey*, 12 oct. 1989).

El nuevo estilo de agricultura de exportación parece estar jugando un papel importante en la recuperación económica de México y Chile así como de otros numerosos países de América Latina. Siendo esta evidencia clara en términos estadísticos es lamentable que aún se conozca relativamente poco acerca de las implicaciones sociales, políticas y ecológicas de este tipo de agricultura. Es así sobre todo cuando parece existir poca base empírica para aceptar una visión positiva de las consecuencias ecológicas y de distribución del estilo predominante de "modernización agrícola" en la región (Redclift 1989). La "nueva" agricultura de exportación ha tenido mala reputación entre los científicos sociales. Uno de los estudios más importantes en este respecto fue el que se concentró en el fenómeno del *Imperialismo fresa* en México (Feder 1977) el cual

describió la agricultura de exportación como explotación desenfadada de la mano de obra barata y de los recursos naturales por intereses ajenos que dejaban beneficios mínimos a las comunidades locales que cayeron bajo su dominio. Sin embargo, una investigación más reciente sugiere la necesidad de ser más cuidadoso y quizás menos negativo en relación con las potencialidades que ofrece este tipo de agricultura, incluso en términos de beneficios para la localidad.

### LA NECESARIA APROXIMACIÓN "DESDE ABAJO"

Los estudios más influyentes acerca de la internacionalización de la producción de verduras y vegetales en México desde los sesenta han tendido a enfocarse en problemas de economía política. El trabajo de Sanderson (1986) acerca del rol de la agricultura mexicana en la nueva división internacional de trabajo entrega un esquema que permite reflexionar acerca de los posibles impactos de la agricultura de exportación en los diferentes sistemas de producción y en las comunidades de México. Pero el nivel de análisis es bastante general. Han habido relativamente pocos estudios que abarquen desde la perspectiva de la "localidad hacia arriba", que hayan analizado los parámetros sociales de los nuevos cultivos y su impacto en las estrategias de sobrevivencia y en el modo de vida de los pequeños y medianos productores rurales y en la sostenibilidad de los patrones que han resultado para la utilización de los recursos locales. Por consiguiente no se conoce mucho acerca de la variabilidad de los resultados que ha producido la agricultura de exportación de una localidad a otra y por lo tanto de las posibilidades que existen para integrar la agricultura de exportación dentro de un proceso de desarrollo que sea social y ecológicamente sostenible.

Hay excepciones. Una de éstas serían las investigaciones de Hewitt de Alcantara (1976) y Winder (1979) en el Norte de México. Otra sería el proyecto dirigido por Norman Long en Jalisco, en el Occidente de México en 1987-1988, en el cual participó uno de los autores de este artículo. Este proyecto, aunque no haya sido específicamente diseñado para analizar los efectos de la agricultura de exportación, entregó evidencia empírica importante que es posible usar en este sentido. La información de campo de los investigadores del proyecto no entrega un cuadro general muy satisfactorio de los efectos de la agricultura de exportación a nivel del área de estudio, sin embargo plantea interrogantes importantes en cuanto al proceso de incorporación de la economía y la sociedad locales en los nuevos circuitos internacionales, proceso que no aparece como algo homogéneo, sin conflictos o totalmente lineal.

### NUEVOS ESQUEMAS POLÍTICO-ECONÓMICOS

Uno de los elementos que más llaman la atención en este nuevo estilo de agricultura de exportación en México, es la evolución que ha sufrido en el tiempo y parcialmente, por consecuencia, las distintas formas que ha asumido en diferentes regiones del país.

En México los extensos sistemas de irrigación que concentraron los recursos públicos durante tres sexenios (1959-1976) hicieron del Norte de México el área de exportación por excelencia. El trabajo de Hewitt de Alcántara señala que el Estado mexicano en ese entonces impulsó un sector social agrícola empresarial a través de la inversión pública, de la investigación científico-técnica (la revolución verde) y de las políticas de créditos, precios y comercialización; un escudo que hacía a estos pequeños empresarios agrícolas menos vulnerables a la competencia del mercado y más susceptibles a las influencias político-corporativistas del Estado mexicano. "La falta de competencia que significa el control oligopólico de la agricultura en zonas de riego, permite sustituir criterios de eficiencia en la utilización de los recursos materiales disponibles por criterios de presión política, que pueda rendir los mismos beneficios monetarios" (1984 :150).

El estilo reciente de agricultura de exportación difiere con el programa de modernización implementado en el Norte de México. La diferencia fundamental entre los dos periodos reside en la naturaleza que adopta la intervención del Estado en la agricultura desde 1970 en adelante. Hasta mediados de los años 60 el Estado mexicano promueve una política de modernización agrícola basada en la sustitución de importaciones. Esta política protegió a los empresarios agrícolas del Norte de la competencia. De 1970 en adelante los efectos del estancamiento del crecimiento industrial, la necesidad del Estado de mantener el precio del trigo y el maíz bajo, para el beneficio de los consumidores urbanos, finalmente determinan una reacción de los productores agrícolas. Muchos productores dejaron el campo para migrar a las ciudades o irse a trabajar a la agricultura en los Estados Unidos. Otros productores comenzaron a sustituir los cultivos tradicionales por cultivos más rentables. Casos importantes de reemplazo de cultivo fueron reportados por Barkin y Suarez (1982) en las áreas del Bajío y del Noroeste de México y por Feder en el Estado de Michoacán (1977).

En 1979 México presenta una crisis de granos de tal magnitud que el gobierno de Lopez Portillo no puede ignorarla y se ve obligado a organizar un programa de revitalización del sector rural. El Sistema Alimentario

Mexicano (SAM) a través de incentivos y la introducción de innovaciones técnicas intentó aumentar la producción de alimentos básicos para el mercado doméstico.

A pesar de los logros de este programa (Austin y Esteba 1987 : 362), el crítico contexto macro-económico mexicano, en el cual sobresalen la sobrevaluación del peso, la necesidad de pagar la deuda externa, la baja del precio del petróleo, el déficit fiscal, la acelerada inflación y la fuga de capitales, finalmente determinan un cambio en la política macro-económica en donde el Estado termina por retirar su tradicional rol intervencionista que auspiciaba y facilitaba la participación de los productores en el mercado. La política agraria desde los años ochenta en adelante se vira hacia la organización e implementación de programas que tienden a aumentar la competitividad y no la protección política o social del ejidatario o del pequeño productor. Los tradicionales grados de protección política, que habían insulado a través de la historia económica mexicana a diferentes grupos económicos, hoy aparecen como cada vez más difíciles de organizar, financiar y justificar. Estas diferencias son cruciales para entender algunos de los problemas de representación política que hoy día enfrenta la agenda de los programas de desarrollo en México.

### IMPLICACIONES ECOLÓGICAS

El impacto ecológico que genera en las localidades este nuevo estilo agro-exportador es uno de los problemas que está bajo discusión. Varios analistas han enfatizado los efectos negativos de este tipo de agricultura para la localidad. El agotamiento del suelo, los problemas fitosanitarios del monocultivo, el desplazamiento de ejidatarios de sus parcelas y la concentración de tierras son mencionados como una ilustración del tipo de problemas que esta agricultura introduce en la localidad (ver Redclift, 1987).

A partir de nuestra experiencia en el valle de Autlán de Navarro y el Grullo es posible decir, que después de 15 años de agricultura de exportación sí existen algunos problemas con el suelo. Sin embargo, éste está lejos de un proceso de desertificación. Además no se podría decir que los problemas están fuera de control.

Un hecho bien sabido en el valle es que las compañías permanecerán en la localidad porque las condiciones tropicales del valle permiten una producción de tomates y verduras más temprana que en los Estados del Norte. Esta situación hace que los productos del valle siempre tengan un bono económico extra en el mercado. En este sentido el clima más que el suelo



constituye el factor clave del porque las compañías agro-exportadoras continúan operando en Atlán de Navarro-El Grullo a pesar del incremento de los costos en el control del virus y de la irrigación.

Para solucionar problemas fitosanitarios las compañías no sólo contratan técnicos de Estados Unidos o Japón, sino también adaptan técnicas locales, como el uso de papel aluminio alrededor de las plantas de tomates para reflejar luz y así evitar que la mosca que se supone transporta el virus entre en las plantaciones. Haciendo uso de las creencias locales, se impide que las mujeres durante el periodo menstrual toquen las plantas, ya que se cree que éstas tienen la capacidad de quemarlas. Al interior de los invernaderos los trabajadores no fuman y en muchos casos son obligados a usar guantes y ropa especial para evitar la contaminación de las plantas. El suelo constantemente es desinfectado por vapor y en muchos casos una constante supervisión de cada sector de las plantaciones permite detectar problemas antes que estos se generalicen.

En relación con el riego, la utilización desmesurada de las aguas subterráneas, debido a la perforación masiva de pozos, ha producido problemas con el hundimiento del agua y por lo tanto ha aumentado el costo del riego. Para resolver estos problemas y hacer un uso más eficiente del agua las compañías han traído expertos israelitas y a la vez han financiado el establecimiento del sistema riego por goteo.

Los ejidatarios y pequeños productores han desarrollado diversas estrategias cuando han identificado problemas con el suelo o con el riego. Algunos productores buscan participar en programas del Ministerio de Agricultura de cultivos alternativos, para así permitir la recuperación del suelo, mientras que otros dejan áreas de sus terrenos sin cultivar, a manera de "ahorro" para el futuro. A pesar de estos quince años de agricultura de exportación el área en general ha mantenido la diversidad de cultivos (maíz, caña de azúcar, frutales y horticultura).

Quizás uno de los problemas más graves en el área es el aumento de envenenamientos por el uso indiscriminado de químicos (fumigación con aviones y tractores) y las muertes por cáncer.

### IMPLICACIONES SOCIALES Y ECONÓMICAS

La agro-exportación ha tenido un impacto significativo en la organización de un mercado local de fuerza de trabajo. Nuestra investigación abarcó áreas como Tuxcacuesco (ver Arce 1990) donde el uso del dinero era generalizado como forma de intercambio, pero donde no habían fuentes de trabajo cercanas. Antes de la llegada

de las compañías para tener acceso al dinero los productores migraban por temporadas largas a Estados Unidos y por temporadas cortas a regiones cercanas o, vendían animales y la producción de granos (maíz y frijoles) de la cual generalmente dependía la unidad familiar. En los periodos más críticos pedían préstamos a la familia o amigos o entraban en deuda con los prestamistas o caciques locales, mientras que en casos extremos los productores eran forzados a rentar o vender la tierra de cultivo. Con la llegada de la agro-industria se establecen circuitos de fuerza de trabajo local que provienen desde las comunidades agrarias más pobres. La organización de esta fuerza de trabajo está bajo la responsabilidad de una de las personas de la comunidad, generalmente un transportista, el cual se encarga de la movilización de los trabajadores desde el ejido al empaque o al terreno de cultivo y desde este a la comunidad.

Una percepción generalizada entre los productores de estas comunidades pobres fue que el trabajar como jornalero en una de estas compañías era mejor que migrar por largas temporadas al "Norte". Muchos de los productores entrevistados no se manifestaron satisfechos de trabajar en este tipo de agricultura, lo encontraban "duro y peligroso", especialmente por los pesticidas que se usaban en el control de las plagas. Muchos de los trabajadores se consideraban a sí mismos como jornaleros ocasionales, los cuales preferían trabajar en sus propias parcelas o encontrar su comida pescando en el río. Sin embargo reconocieron que cuando en la familia sucedían crisis, como una enfermedad repentina, era posible pedir dinero prestado para ir al doctor o comprar medicina: con el trabajo que otorga la compañía ahora existe la seguridad de que se puede cancelar la deuda.

En áreas como Tuxcacuesco los productores asociaban la llegada de las compañías agro-exportadoras con la modernización agrícola. Especialmente destacaron las formas más eficientes de utilizar el riego y la aplicación de fertilizantes químicos y pesticidas. Sin embargo los productores estaban conscientes de que este "progreso" había determinado una pérdida de las formas tradicionales de conocimiento y control de la agricultura.

Se reconocía que los conflictos sociales como la disputa por la tierra entre la compañía agro-exportadora y los hijos de los ejidatarios sin tierra en Tuxcacuesco se habían polarizado a niveles de violencia antes nunca vistos. De acuerdo con los productores en el pasado los conflictos por la tierra habían envuelto solamente a los actores locales, es decir el cacique local y productores individuales. Sin embargo uno de los últimos conflictos en 1986 había envuelto a la policía del Estado de Jalisco, a las autoridades del Ministerio de Agricultura (SARH) del Grullo, y al Secretario del Gobernador del Estado de

Jalisco con sede en Guadalajara. A pesar de todo esto, los productores y comerciantes del área, muchos de ellos en desacuerdo con las estrategias políticas de la compañía, finalmente aceptaban la realidad, de que si la compañía se iba de la localidad Tuxcacuesco y su región volverían al pasado (ver Arce 1990).

En Tuxcacuesco y Autlan-El Grullo, como probablemente en el resto de México, la práctica de la renta de la tierra siempre ha existido. Sin embargo como señala muy bien Verhulst (1988), la agricultura de exportación introdujo un nuevo sistema de renta. Esta nueva forma, autorizada por la Ley de Fomento Agropecuario que se promulgó en 1981 permitió la asociación de ejidatarios y pequeños propietarios bajo la supervisión de SARH y del Ministerio de la Reforma Agraria. La renta de la tierra propiciada por las compañías agro-exportadoras se dirigió hacia grupos de productores que poseían terrenos contiguos y no hacia individuos. Las rentas que se pagaban eran veintes veces mayor que las que había pagado tradicionalmente un arrendatario local. Los contratos se extendían por un promedio de cinco años y la compañía prometía generalmente realizar inversiones de infraestructura que eventualmente a la expiración del contrato pasarían a los productores. La inversión más costosa que una compañía realizaba era la exploración y perforación de pozos para dotar de irrigación a los terrenos. En muchos casos la necesidad de los ejidatarios de acceder a un sistema agrícola de irrigación los hacía rentar sus tierras a las compañías. En este tipo de asociaciones las compañías se comprometían a contratar prioritariamente mano de obra local. Con el tiempo las compañías se convirtieron en instituciones que realizaban cuantiosos adelantos de dinero a los productores locales. Este dinero era generalmente cargado a futuras rentas de la tierra. Uno de los grupos que se beneficiaron de esta forma de arrendamiento fueron las mujeres que tenían acceso a tierras ejidales.

En base de esta información es posible sugerir que los efectos de la agro-exportación a nivel local son considerados por los pequeños propietarios, ejidatarios y trabajadores como portadores de elementos positivos y negativos al mismo tiempo. El sistema agrícola de exportación posee un carácter contradictorio. Sin duda se aumenta la vulnerabilidad de los ejidatarios o medianos propietarios a las inestabilidades y fluctuaciones de la demanda del mercado internacional. Sin embargo la implementación de la política económica neoliberal si, ha permitido un aprovechamiento mejor de las ventajas comparativas de la localidad y con esto un mayor número de productores pequeños se ha integrado a los mercados supralocales. Esto dio a los productores acceso a servicios médicos y productos farmacéuticos y a bienes de consumo urbanos.

## RELACIONES DE TRABAJO Y DE GÉNERO

Cuando se analizan las ventajas comparativas de las localidades, generalmente se menciona el bajo costo de la mano de obra mexicana y como ejemplo específico la incorporación de la mujer a la producción agrícola y a la actividad de empaque. Para los analistas como Winder y Eade (1987) cualquier beneficio que se saque de este tipo de desarrollo será de corta duración, ya que Estados Unidos finalmente se verán obligados a restringir la entrada de vegetales y frutas mexicanas para proteger a sus propios productores. Esta posición que también es compartida por Sanderson (1986) no sólo tiende asignar a los sistemas agro-exportadores contradicciones político-ecológicas a nivel local, sino al mismo tiempo le niega a la agricultura de exportación la posibilidad de ser un medio que pueda contribuir de alguna manera al desarrollo rural.

Fue posible corroborar la tendencia hacia la feminización de la fuerza de trabajo empleada en la agro-exportación. En áreas como Tuxcacuesco las mujeres eran pagadas por las compañías un quinto menos de lo que normalmente se le paga al hombre (el salario oficial). Sin embargo no era así en Autlan-El Grullo, ni en los periodos en donde la demanda de la fuerza de trabajo era crítica para la producción. Un dato importante es que no toda la fuerza de trabajo femenina es considerada igual por las compañías.

En el informe de Verhulst (1988) es posible apreciar que existen trabajadoras que poseen la categoría de "especial" dentro de las compañías. El conocimiento adquirido por estas trabajadoras es altamente considerado. Una trabajadora con más de tres años de experiencia en la agro-exportación es vista como en condiciones de asumir responsabilidades de organización y confianza en la compañía (cabo por ejemplo). Estas trabajadoras generalmente poseen contratos permanentes y su sueldo es normalmente seguro y sobre el promedio de un trabajador ocasional.

Según Verhulst (1988) la actividad agro-exportadora ha constituido durante los últimos quince años una fuente importante para la reproducción de algunas unidades familiares, especialmente de aquellas que no poseen un esposo. Verhulst reporta que el trabajo en la agro-exportación ha permitido a las mujeres darse cuenta de que no necesitan casarse para poder sobrevivir en la localidad. La agricultura de exportación también implica un nuevo "modo de vida" y la posibilidad de desarrollar relaciones sociales más allá del ámbito restringido de la familia cercana o de la comunidad. Esta obtención de autonomía relativa por la

mujer debido a la actividad de exportación, también se plantea en el trabajo de Long y Villarreal (1989). Hasta qué grado la influencia de la agro-exportación ha generado las bases para una renegociación del contrato de matrimonio dentro de las unidades familiares, y en qué manera ha facilitado la creación de redes sociales diferentes a las existentes, es un problema que requiere de más estudios empíricos.

Analizando algunas historias de vida de trabajadores de las compañías agro-exportadoras fue posible detectar una evolución en las estrategias de las compañías en cuanto al empleo de la mano de obra. Al inicio de sus operaciones, la mano de obra era contratada por periodos cortos, de tres a seis meses. Con la consolidación de la actividad, las compañías comenzaron a contratar trabajadores de planta para así no tener que depender de las fluctuaciones del mercado. También se emprendió una diversificación de cultivos, además del tomate y de los cítricos, con la finalidad de usar mano de obra durante todo el año. Cabe mencionar que existe aún otra categoría minoritaria de trabajadores que poseen contratos permanentes.

De acuerdo al estudio de Verhulst (1988) una de las compañías de Autlán reportó que el 60 % de los trabajadores provenían de las localidades cercanas y el 40 % eran trabajadores migrantes de otras regiones. Fue en el grupo de trabajadores locales donde se encontró más difundido el sistema de contrato anual. La evolución de las estrategias de las compañías en relación a la contratación de la fuerza de trabajo, parece ser en este momento una tendencia generalizada de la agricultura de exportación, ya que también se ha observado en el caso de Chile (ver Leon y Rivera, 1990).

### IMPLICACIONES POLÍTICAS

En términos políticos la agricultura de exportación ha generado una reorganización importante de redes sociales locales y alianzas políticas. Por ejemplo en el ministerio de agricultura, el grupo de profesionales tecnócratas vio en la agro-exportación el futuro económico de la región y la posibilidad de erosionar la base social del grupo político del cacique del Sur de Jalisco (García Barragan) (información de trabajo de campo).

El cacique encontraba apoyo en los productores de caña y en su poderosa organización. La introducción de nuevos cultivos, significaba la posibilidad de crear nuevas organizaciones: abría la posibilidad de distribuir más equitativamente el poder político. Un gran vacío al interior del PRI local se expresaba en una lucha desenfadada de diversos grupos por conquistar espacios

locales como las presidencias municipales. La crisis de representación política se volvió tan aguda y la movilización de intereses tan compleja que las autoridades estatales tenían dificultades para implementar medidas de organización, regulación y control institucional.

Problemas de representación política también han sido reportados en Chile. De acuerdo al trabajo de Cruz (1988 :119-159) la implementación de la política agraria neoliberal destruyó en Chile los nexos entre los campesinos y las instituciones del Estado. La desaparición del "político" y de "los partidos políticos" finalmente ha permitido sugerir que los actores no están interesados en la revitalización de los antiguos mecanismos políticos-sindicales. Sin embargo están dispuestos a generar presión social para que sus intereses locales se mantengan como parte de la agenda política nacional. En este sentido se habla que la mejor institución para realizar este tipo de conexión es la Municipalidad; todo esto dentro de un contexto general de descentralización de recursos y decisiones políticas.

### CONCLUSIÓN

En este corto artículo no logramos ni quisimos terminar con la "mala reputación" de la nueva agricultura de exportación. Lo que rechazamos, siguiendo a Chambers (1983), es la tendencia aún común entre los investigadores de las nuevas experiencias en desarrollo rural a emitir juicios negativos en forma demasiado rápida. Nos limitamos a sugerir que los efectos político-sociales así como el impacto que ha propiciado la agricultura de exportación en el medio ambiente no son simples ni siempre negativos. Estos efectos no son los mismos en cualquier parte y en todos los tiempos. Más que un nuevo "modelo" de desarrollo dotado de un patrón único de elementos institucionales y un patrón generalizado de efectos cuyo evaluación no plantea mayores dificultades, la agricultura de exportación debiera ser considerada como un campo de posibilidades, cuyos límites deben ser investigados empíricamente con estudios cuidadosos que vayan desde la "localidad hacia arriba" en una gran variedad de contextos locales y nacionales.

### REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ARCE A., 1990. *The Local Effects of Export Agriculture : A Case Study from Western Mexico*, Hull Papers in Developing Area Studies, n° 3, Hull University, Centre of Developing Area Studies.

- AUSTIN J. and ESTEVA G., 1987. *Final Reflections in Food Policy in Mexico : The Search for Self-Sufficiency*, (eds) J. AUSTIN and Gustavo ESTEVA, Cornell University Press, Ithaca and London.
- BARKIN D. y SUAREZ B., 1982. *El Fin de la Autosuficiencia Alimentaria*, Centro de Ecodesarrollo, Mexico : Nueva Imagen.
- CHAMBERS R., 1983. *Rural Development : Putting the Last First*, London : Longman.
- CRUZ M. E., 1988. *El Proceso de Municipalización en el Sector Rural Chileno*, en Gobierno Local y Participación Social, GIA, Stgo. Chile.
- de JANVRY A. and SADOULET E., Aug. 1989. *Investment Strategies to Combat Rural Poverty : A Proposal for Latin America*, World Development, vol. xvii, n° 8.
- FEDER E., 1977. *Strawberry Imperialism*, The Hague : Institute of Social Studies.
- Financial Times Survey*, 12 oct. 1989 "Mexico".
- HEWITT de ALCANTARA C., 1976. *Modernizing Mexican Agriculture : Socio-economic Implications of Technological Change 1940-1970*, Geneva : UNRISD.
- HEWITT de ALCANTARA C., 1984. *La Revolución Verde como Historia*, Universidad y Campo, Cuadernos Huella, n°s 6 y 7. ITESO, Mexico.
- LEON F. y RIVERA R., 1990. *Informe de Investigación : Migraciones Temporales, Salud y Medio Ambiente (El Caso de Chile)* CEPAL-CELADE-GIA.
- LONG N., 1986. *Farmer Strategies and Planned Intervention in Irrigated Agriculture : The Case of Western Jalisco*, Mexico. Research Proposal.
- LONG y VILLARREAL, 1989. *The Changing Life-Worlds of Women in a Mexican Ejido : The Case of the Bee-Keepers of Ayuquila and the Issue of Intervention*, in Encounters at the Interface (ed) N. LONG, WUP.
- REDCLIFT M., 1987. *Sustainable Development : Exploring the Contradictions*, London : Methuen.
- REDCLIFT M., March 1989. "The Environmental Consequences of Latin America's Agricultural Development, Some Thoughts on the Brundtland Commission Report", in *World Development*, vol xvii n° 3.
- SANDERSON, 1986. *The Transformation of Mexican Agriculture*, Princeton : University Press.
- WINDER D., 1979. *An Analysis of the Consequences of Government Attempts to Promote Community Development through the Creation of Cooperative Institutions*, PhD thesis, University of Manchester.
- WINDER D. y EADE D., 1987. *Agricultural Issues in the United States and Mexico : Views from a Third Country*, in *US-Mexico Relations : Agriculture and Rural Development*, (eds) JOHNSON B., LUISELLI C., CONTRERAS C. and NORTON R., Stanford University Press, California.
- VERHULST J., 1988. *Agrarian Change and Households Strategies*. MSc Thesis, University of Wageningen.

## SOCIÉTÉS RURALES ET TRANSFORMATIONS AGRAIRES

## SOCIEDADES RURALES Y TRANSFORMACIONES AGRARIAS

### SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES

Alain RUELLAN  
CNEARC  
Montpellier, France

Pierre GONDARD  
ORSTOM Département SUD  
Montpellier, France

#### RÉSULTATS, PERSPECTIVES DE RECHERCHE ET D'ACTION

(Alain Ruellan)

L'atelier IV, dans le cadre de la thématique générale du colloque s'intitulait "Sociétés rurales et transformations agraires". En fait l'optique que nous avons adoptée a consisté à privilégier - puis à dépasser - une analyse des mutations et des recompositions des agricultures face à la crise. L'atelier s'est structuré autour de quatre axes principaux :

- la moitié des communications étaient centrées autour du thème de l'évolution des systèmes de production, en fonction des nouvelles données sociales, politiques et économiques.
- nous sommes allés progressivement vers les fronts de colonisation, soit de terres complètement nouvelles, soit de recolonisation ou de transformation profonde des systèmes agraires.
- un troisième thème concerne la place du foncier et des luttes pour la terre dans les évolutions en cours.
- un dernier thème, relativement peu traité, et on peut le regretter, touche les relations entre mutations agricoles et agraires et milieu naturel.

Il faut préciser que nous avons eu également la présentation d'un grand nombre d'études détaillées. C'est, je crois, une caractéristique des tendances actuelles de la recherche : il y a beaucoup d'études micro et relativement peu d'études macro, peu de

réflexions sur la signification des études micro en fonction de l'évolution du contexte d'ensemble. Pour achever de présenter l'atelier, précisons que nous avons balayé à peu près l'ensemble du continent, avec des points forts dans les Andes et en Amazonie. On a également beaucoup parlé du Mexique et de l'Argentine et on a peu ou pas parlé d'une zone importante dans le domaine agricole, qui est le Centre et le Sud du Brésil.

#### Résultats

Le premier point marquant, c'est que les communautés paysannes, dont on avait annoncé la prochaine disparition, ne sont pas, de loin, toutes en voie d'extinction. Un certain nombre sont au contraire en voie d'extension, voire de développement, d'accumulation. Il y a encore, dans bien des régions, création de communautés paysannes, en Amazonie par exemple.

Le deuxième point important, c'est que les sociétés rurales apparaissent de moins en moins isolées, de plus en plus en relation entre elles. Elles semblent avoir un poids de plus en plus important dans les politiques régionales et dans les politiques nationales. On s'est tout de suite demandé si cela correspondait à la réalité ou si il s'agissait d'un biais introduit par la recherche. Les sociétés rurales d'Amérique latine sont-elles vraiment en train de développer une dynamique nouvelle ? La recherche adopte-t-elle de nouvelles démarches en même temps qu'elle s'intéresse à d'autres catégories de communautés paysannes ? Laissons la question en suspens pour retenir, comme l'ont souligné de nombreux intervenants, que la crise n'est pas la même pour tout le monde.

Il apparaît aussi que les sociétés rurales d'Amérique latine sont extrêmement diverses. La caractérisation des paysans est fondamentalement différente selon que nous sommes dans des régions qui ont une vieille histoire agricole et agraire ou si nous analysons au contraire des zones de colonisation récente. Sans oublier, bien sûr, que le foncier joue également un rôle extrêmement important.

### *L'avenir de la réflexion scientifique*

J'évoquerai l'avenir de notre travail, de ce que nous pouvons et nous devons essayer de faire. Les chercheurs latino-américains et ceux qui travaillent avec eux ont accumulé une quantité impressionnante de données. Ces données sont encore dispersées. Elles n'ont pas encore donné lieu à de nombreuses études comparatives, tant sur les démarches suivies qu'en ce qui concerne les résultats. Il est essentiel de fournir un effort de synthèse, de comparaison, afin de mieux dégager les facteurs d'évolution des sociétés rurales : les facteurs rationnels, mais aussi les autres (les questions de pouvoir, etc.).

L'une des richesses de ce colloque est d'avoir souligné que l'étude des sociétés agraires d'Amérique latine relève de disciplines scientifiques très diverses. Il y a un effort de comparaison des approches disciplinaires. Ici, le travail interdisciplinaire ne se résume pas au domaine des sciences sociales, mais s'ouvre au monde des écologistes, des biologistes, des géologues, etc. C'est un point essentiel pour l'avenir, mais qui doit encore trouver un prolongement dans deux directions. D'une part, un effort doit être entrepris pour mieux analyser, mieux comprendre, les relations qui existent entre les sociétés rurales et les ressources renouvelables dont elles disposent. Ces ressources sont, en bien des endroits, en danger. Certaines études donnent le frisson. Dans le même temps, d'autres disent "oui, d'accord, cela se passe comme ça à tel endroit, mais à tel autre, dans des conditions absolument identiques, cela se passe autrement". Sans doute, à conditions naturelles identiques, le résultat peut être différent selon la nature des sociétés rurales. Il reste, en tout état de cause, qu'il y a un problème : l'avenir des ressources renouvelables en Amérique latine est menacé.

### *Réflexion et action*

Un dernier point a été débattu un peu rapidement, sur la fin, mais mérite d'être souligné. Les scientifiques doivent faire un effort pour se rapprocher davantage des utilisateurs. Cela afin de leur transmettre non pas des recettes, mais ce que j'appellerai des démarches d'observation et des démarches de compréhension. Ce transfert ne pourra s'opérer que dans le cadre d'une relation étroite entre le monde scientifique d'une part, le monde des agriculteurs d'autre part et, enfin, le monde de ceux que j'appelle les intermédiaires : les

ingénieurs, les techniciens, qui tentent de se mettre au service des agriculteurs sans forcément y parvenir. Ils disposent souvent de recettes, de modèles, mais n'ont pas forcément les outils nécessaires pour analyser la situation. C'est dans la relation entre monde scientifique et monde des utilisateurs que l'on peut mettre au point et transférer des outils d'observation qui permettront de discuter et de trouver les solutions d'avenir.

### LES DYNAMIQUES SOCIALES

(Pierre Gondard)

Je me limiterai à souligner quelques thèmes de convergence entre cet atelier et les autres afin de tenter de dégager ce qui pourrait constituer des lignes de recherche actuelles sur les sociétés rurales et les agricultures d'Amérique latine.

### *L'innovation*

Les sociétés rurales d'Amérique latine sont des sociétés innovantes. La recherche, loin d'appréhender ces sociétés paysannes comme fermées, en décrépitude, s'attache essentiellement à dégager l'orientation et les moteurs du changement et de la transformation. Bien sûr ce changement ne relève pas exclusivement des sociétés paysannes elles-mêmes. Pour reprendre une expression utilisée dans l'atelier, ces innovations ne s'inscrivent pas dans un "indigénisme béat". Il est clair qu'elles sont largement suscitées par l'extérieur et reliées au milieu environnant. Elles résultent souvent de pressions émanant de la société globale. Le thème de la crise ici vient très bien.

L'innovation elle-même est perçue dans un sens large. Elle peut se faire sur place, mais aussi en un lieu différent. On s'est plu, bien sûr, à considérer des communautés enracinées dans leur terroir et dans leur territoire. Si elles évoluent "sur place", ce n'est le plus souvent pas sans relations avec l'extérieur. Les sociétés complètement repliées sur elles-mêmes évoquées dans un autre atelier constitueraient plutôt une exception. Si on a également parlé de communautés qui se refermaient, on a souligné aussi combien certaines, en liaison avec le marché, profitant de la proximité d'une petite ville, s'ouvraient à l'innovation et comment d'autres, par contre, s'engageaient dans un processus migratoire sur de longues distances. L'innovation alors se fait ailleurs, les gens partent et par là je rejoins tout ce qui a été dit sur les phénomènes de front pionnier.

*Les réseaux*

L'importance accordée à l'innovation et au changement conduit à une conception qui n'est pas nouvelle, mais qui transparait dans de nombreuses communications et qui permet de relier plusieurs recherches. Il s'agit de la notion de réseau. Au lieu d'essayer d'approcher les communautés paysannes comme des isolats, comme des îles, indépendantes et enfermées dans leur territoire, il vaut sans doute mieux les concevoir comme des archipels. Loin d'être isolées, ces communautés sont reliées entre elles et avec les lieux de pouvoir, de marché et de communication par de multiples réseaux qui tissent les liens effectifs de ces nouveaux archipels. Cette notion a été abondamment étudiée et présentée pour expliquer les sociétés andines

pré-colombiennes. Cette conception de l'espace que l'on retrouve également dans les sociétés mélanésiennes me paraît ici intéressante pour interpréter plusieurs des communications présentées.

*Le marché foncier*

Enfin, je soulignerai un dernier point, assez fortement marqué dans l'atelier et en même temps relativement nouveau : c'est l'approche de la dynamique des sociétés paysannes à travers le marché foncier. On s'est beaucoup polarisé sur les réformes agraires, mais on a encore peu étudié le marché foncier comme facteur dynamisant des communautés paysannes. Je n'en dirai pas plus, puisque sur ce point, Alain Ruellan a dit l'essentiel.





# ANALYSE AGRO-ÉCOLOGIQUE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION EN ZONE ARIDE CHILIENNE

J.M. D'HERBES  
ORSTOM  
Niamey, Niger

## LES COMMUNAUTÉS AGRICOLES DE LA RÉGION DE QUOQUIMBO

*La zone méditerranéenne aride chilienne* correspond géographiquement au secteur connu sous le nom de "Norte Chico" et coïncide à peu près avec la IV<sup>e</sup> région administrative dite de Coquimbo (29° et 32° de latitude sud). Elle est marquée par un gradient pluviométrique croissant du nord au sud (70 à 250 mm de précipitations moyennes) et un gradient altitudinal Est-Ouest, des Andes à l'océan Pacifique. Le territoire est divisé en trois bassins versants principaux, les ríos Elqui, Limari et Choapa, le long desquels se concentrent un peu moins de 100 000 ha de terres irriguées.

La IV<sup>e</sup> région a une superficie totale de près de 40 000 km<sup>2</sup>. La zone aride représente environ 3 millions d'hectares, dont un million sont considérés "non productifs" (INE, 1978). La population active agricole, relativement stable, représente 22 400 personnes, un cinquième des actifs de la région, et contribue pour à peine 9 % (en 1978) au produit régional brut, compte non tenu de l'importante autoconsommation.

### *Les communautés agricoles*

Le trait le plus marquant de l'agriculture chilienne actuelle est sans doute le contraste entre des secteurs productivistes, utilisant des techniques et des méthodes de gestion modernes, et un secteur marginalisé depuis longtemps pratiquant une agriculture d'autoconsommation ayant peu évolué depuis l'époque coloniale. Ce fossé, encore accentué aujourd'hui, entre des secteurs dont la production est destinée à l'exportation (encouragée par les autorités, et continuellement améliorée par une recherche universitaire qui lui est presque exclusivement consacrée) et des zones de plus en plus dégradées dont la production ne suffit plus à satisfaire les besoins d'une population croissante, trouve en partie ses racines dans l'histoire foncière du pays.

Le cas des communautés agricoles de la IV<sup>e</sup> région est particulièrement significatif : avant le processus de légalisation foncière des deux dernières décennies, leurs définitions officielles correspondaient à "un

système intégré simultanément par le sol et la population qui l'habite, dans lequel le terrain est indivis, les limites généralement imprécises et l'exploitation réalisée sans souci de proportionnalité" (JORQUERA, 1960, *in* VALDES, 1983)... ou "des terrains sur lesquels le nombre de *comuneros* est manifestement (*sic*) supérieur à la capacité productive de la propriété" (IREN 1977). 162 communautés agricoles occupent plus d'un million d'hectares pour une population de 80 000 habitants, soit 50 % de la population rurale régionale. Les études phyto-écologiques (ARCHILI, 1984) concluent que les niveaux les plus sévères de désertification touchent essentiellement ce secteur, qui coïncide avec une situation d'extrême pauvreté (IREN, 1977 ; SUGG, 1984) : revenu inférieur à 180 dollars par habitant et par an, provenant pour moitié seulement de l'exploitation des terres agricoles, pour un cinquième des produits de l'élevage.

Les caractéristiques climatiques de la zone aride déterminent une situation de précarité économique et des risques de catastrophe structurelle avec l'augmentation de la densité de la population. Les études sur les flux migratoires démontrent bien les mécanismes de survie développés par les *comuneros* en réponse à cet environnement instable : la migration vers les centres de travail est un phénomène cyclique qui exporte la force de travail vers les centres urbains et surtout les centres d'activité minière (ZUNIGA, 1972 ; BUSTAMENTE *et al.*, 1979). Les bonnes années ramènent les chefs de famille liés à leur terre par la possession, inaccessible jusqu'à une législation récente (1986), de leur droit de *comunero*. Un rapport du CIDA conclut dès 1966 que "l'organisation de la communauté agricole constitue plus qu'une forme d'exploitation de la terre, mais bien un recours, désespéré, dans la lutte pour survivre (...) qui jusqu'à maintenant a prouvé être le moins inadéquat, compte tenu de la situation foncière existante". Depuis, la succession de réformes et de contre-réformes n'a pas amené de changement notable.

Les études et actions entreprises par le programme de coopération ARCHILI entre la faculté d'Agronomie de l'université du Chili et le Centre d'études phyto-sociologiques et écologiques (CEPE - CNRS) de Montpellier ont eu pour objectif, entre 1978 et 1987, de proposer des "bases écologiques" pour le développement des communautés et d'en analyser les conditions d'application avec les intéressés, les responsables du développement régional et les organisations non gouvernementales. Nous évoquerons ici quelques aspects de ce programme de recherche-développement, en particulier ceux ayant trait à sa deuxième phase (1983-1987).

## DIAGNOSTIC ET FONCTIONNEMENT DES COMMUNAUTÉS AGRICOLES

### *L'utilisation de l'espace et des ressources*

Les impacts principaux des activités anthropiques sont dus aux trois formes d'intervention fondamentales sur le milieu : le *défrichement et la culture* périodique en zone pluviale, la *récolte de combustibles* ligneux et le *pâturage* des animaux domestiques. Les effets de ces trois activités ont été analysés, quantifiés, et leurs conséquences sur le long terme évaluées dans deux communautés agricoles "pilotes" : *Yerba-loca*, située dans le Sud de la région (pluviométrie moyenne annuelle voisine de 200 mm), d'une trentaine de familles (140 hab. en 1983) réparties sur 3 742 ha ; et *Higueritas Unidas*, dans le Nord de la région (pluv. légèrement supérieure à 100 mm), de 4 438 ha sur lesquels ne subsistent plus que 24 familles (111 hab.). Sur les 41 droits de *comuneros* définis lors de sa création, seuls subsistent 11, les autres étant soit locataires, soit simplement "accueillies" (*allegados*).

L'*agriculture en sec* répond historiquement aux exigences de l'auto-approvisionnement. Le niveau technique, inadapté aux conditions d'exploitation sous une pluviométrie inférieure à 200 mm, s'est traduit par une détérioration des sols et une perte d'activité biologique du milieu. Il en résulte aujourd'hui des récoltes irrégulières, qui ne couvrent souvent pas les coûts d'exploitation.

Avec la diminution de l'activité des mines voisines, et une pluviométrie très irrégulière, inférieure à 150 mm, l'agriculture pluviale a disparu de *Higueritas Unidas*, tandis qu'elle demeure une activité essentielle plus au sud où elle se traduit par le défrichement périodique de terrains communautaires.

L'*agriculture en zone pluviale* se pratique dans les "*lluvias*" (de *lluvia* = pluie), attribuées temporairement par l'assemblée des *comuneros*. Le *comunero* ferme généralement ses quelques hectares (de 5 à 20 suivant l'importance de sa famille) par une haie de cactus (*Trichocereus chilensis*) et l'exploite tant que les rendements lui semblent suffisants : le cycle de successions cultures-jachères travaillées (*barbechos*) a moins de 10 ans. Le cycle cultural commence par le semis des cultures commerciales (anis, cumin), suivies de blé puis d'orge à mesure que la fertilité décroît avec l'invasion des mauvaises herbes. Une fois le cycle achevé, le *comunero* demande un autre terrain, il doit alors rendre la première *lluvia* au *campo común* (terrain communautaire). La superficie clôturée atteint entre 10 et 30 % de la superficie totale suivant les cas et correspond (à *Yerba Loca* en 1983) pour un tiers aux *barbechos*, la moitié au blé, 10 % à l'orge et le reste aux cultures commerciales,

plus rarement maraîchères (haricots, pommes de terre, maïs). Ces dispositions permettent un certain contrôle de la superficie cultivée, en fonction des besoins et non de la force de travail de la famille, dans la mesure où le fonctionnement de la communauté est "normal" et non soumis au bon vouloir de l'une ou l'autre des familles dominantes : le cas est malheureusement fréquemment observé, surtout durant la dernière période militaire...

Ce système de culture signifie que tous les dix ans, au moins 10 % de la superficie de la communauté subit un défrichement total, suivi par un cycle de labours annuels sans aucune mesure de conservation des sols, quelle que soit la pente du terrain<sup>1</sup>. Le système écologique est ensuite restitué dénudé au pâturage des chèvres et à l'exploitation des ressources ligneuses. Une étude sur la phytodynamique post-culturale réalisée dans la région de *Yerba Loca* par C. GOZO (1986) a permis d'évaluer à une quinzaine d'années le temps nécessaire à une "cicatrisation" (retour au stade antérieur à la dernière mise en culture), et à plus de 50 ans celui faisant apparaître un stade se situant parmi les premières étapes successionales de la dynamique générale de la zone, déterminée à partir de l'analyse de la végétation de l'ensemble de la région.

Les besoins sont évalués à 100 quintaux annuels pour une famille de cinq personnes. Avec les rendements actuels (pouvant varier de 0 à 25, soit 10 q/ha en moyenne), une famille doit cultiver 10 à 15 ha, ce qui représente près de 200 jours-homme de travail, chiffre considérable pour n'assurer qu'une partie de la subsistance familiale. L'intensification des cultures sur des terrains aménagés (l'irrigation quand elle est possible, la captation des eaux de ruissellement, l'aménagement de terrasses,...), ou son remplacement par des flux commerciaux exogènes semblent constituer un préalable indispensable à la résolution des problèmes des communautés agricoles.

L'*élevage des petits animaux domestiques*, ovins et surtout caprins, n'intéresse le *comunero* que dans la mesure où il ne lui demande pratiquement aucun investissement en temps et en argent. Les animaux sont lâchés sur les terrains de parcours communautaires, sans influence ou presque sur la direction prise par le troupeau. La traite et l'alimentation des jeunes ne sont pas clairement distinguées, et le produit final (lait pour la fabrication de fromage et viande) est peu défini. La reproduction n'est pas contrôlée et survient à des époques souvent défavorables. Il n'y a pas de sélection.

<sup>1</sup> L'épuisement des sols provoque la mise en culture de terrains de plus en plus pentus, jusqu'à 100 % de pente!

La production de lait est faible : 100 à 150 l par chèvre lactante, durant une période inférieure à 150 jours ; elle est très variable dans l'espace et dans le temps. Huit litres de lait sont nécessaires à la fabrication d'un kg de fromage, dont les qualités hygiéniques interdisent la vente par les circuits agréés. La vente des chevreaux survient presque exclusivement lors de la Fête nationale, le 18 septembre. La transhumance vers les *veranadas* (estives andines), ou vers les parcelles irriguées n'est pratiquée qu'en cas de nécessité absolue (coût trop élevé) et souvent trop tard.

Le nombre d'animaux, théoriquement limité dans chaque communauté, souffre des fluctuations classiques observées dans toutes les zones arides : le "capital" troupeau augmente inconsidérément durant les bonnes années. L'impact écologique provient du déphasage entre les courbes de production pastorale et de croissance animale qui provoque une sous-utilisation ou un gaspillage en période de haute production fourragère, et un surpâturage lorsque la charge animale est trop forte. L'impact est d'autant plus important que le surpâturage intervient durant les périodes de sécheresse prolongée.

La problématique du système de production animale peut en définitive être ramenée à quatre aspects :

- l'amélioration et l'allongement de la période de production végétale consommable, ensemble conditionné en partie par :
- l'utilisation des parcours par les animaux et la complémentarité fourragère (diverses formes possibles combinées), qui déterminent à leur tour :
- le niveau de production animale, lui-même dépendant de la qualité et de la gestion du troupeau, ainsi que de la définition du produit final (lait, viande ou production mixte).
- la destination de la production (autoconsommation ou vente), détermine enfin la capacité d'investissement et la qualité du produit.

Dans les conditions actuelles des communautés agricoles, les deux premiers points sont fondamentaux, ils dépendent du statut même de la communauté : l'investissement communautaire n'est pas compatible avec des bénéfices individuels et réciproquement.

*La récolte de combustibles ligneux* est la troisième activité humaine s'exerçant aux dépens des ressources naturelles, elle a débuté très tôt, avec le développement des mines, au XVII<sup>e</sup> siècle et jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup>, lors de la création des villages de mineurs. La fonderie des minerais utilisait de grandes quantités de bois<sup>1</sup>. Une étude réalisée par S. BENEDETTI (1986) dans la communauté de *Yerba Loca* a permis d'évaluer la consommation énergétique moyenne par famille et par habitant. Les résultats distinguent la cueillette "de routine" effectuée 2 à 3 fois par semaine aux alentours de l'habitation<sup>2</sup> et la récolte "exceptionnelle" lors des grandes occasions (fêtes familiales, moisson, ou lorsqu'on "tue le cochon") : les distances parcourues jusqu'aux zones d'approvisionnement atteignent 12 km, pour des charges d'ânes de l'ordre de 100 kg. La consommation quotidienne atteint 18,3 kg par famille, soit 3 kg par personne en hiver et 13,1 kg par famille (1,6 kg par personne) en été. La consommation totale de la communauté (144 habitants pour 3 742 ha) s'élève à 121 t/an, c'est-à-dire 32 kg/ha/an. Si l'on ne considère que l'"espace ligneux" - les formations végétales comportant des végétaux ligneux récoltables -, la pression de récolte atteint 53 kg/ha/an. Sur cette base, une extrapolation permet de prévoir un épuisement total des ressources ligneuses au bout de 50 ans ...

#### *Bilan des effets écologiques*

L'analyse de la détérioration de la couverture végétale permet d'interpréter la structure actuelle des systèmes écologiques dans les communautés étudiées. A *Yerba Loca*, 50,7 % de la superficie correspond à des formations herbacées, et 40,7 % à des formations ligneuses, avec ou sans

<sup>1</sup> Jusque vers les années 50, par exemple, la mine de PANULCILLO, proche de la communauté de HIGUERITAS UNIDAS, achetait son combustible aux habitants du voisinage, en même temps qu'elle justifiait la présence d'une population de près de 1 200 personnes (en 1907), là où ne subsistent plus que 63 habitants, et un *matorral* (formation ligneuse basse) très clair et de faible productivité.

<sup>2</sup> Par charges humaines de 10 à 30 kg ; 2 à 3 heures quotidiennes lui sont consacrées par l'un des membres de la famille effectuant des trajets de l'ordre de 3 km.

espèces succulentes (Cactacées ou Broméliacées). Le reste est occupé par des zones totalement dégradées, sans végétation (5,9 %), des zones agricoles (2,1 %) ou d'habitat. 47 % des formations ont un recouvrement global inférieur à 25 %, et à peine 18 % dépassent 50 % de recouvrement. A *Higueritas Unidas* où l'agriculture a disparu il y a trois décennies, les formations ligneuses occupent une superficie plus importante : 70 %, contre 26 % pour les formations herbacées et le reste en zones dégradées. Le recouvrement global dépasse 50 % dans 20 % des formations, et reste inférieur à 25 % sur la moitié de la superficie.

Sans entrer dans les détails d'une analyse minutieuse, nous pouvons conclure que, paradoxalement, les communautés agricoles du Sud de la région aride, où continuent de se pratiquer l'agriculture pluviale et la récolte de bois à usage domestique, sont plus exposées aux phénomènes de désertification que celles du Nord, en dépit - ou en raison - d'une pluviométrie plus élevée. La comparaison des termes écologiques des deux communautés renvoie aux différences socio-économiques. Elle souligne surtout l'urgence des problèmes soulevés par l'utilisation individualiste de terrains communautaires.

### PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS

Tous les éléments intervenant dans le fonctionnement des communautés n'ont pu être abordés de manière exhaustive. Les différentes formes de propriété présentes à l'intérieur de ce système complexe n'ont pas été exposées : parcelles privées (*hijuelas*), lots destinés aux habitations (*posesión de campo* ou  *piso*), complètent les formes déjà mentionnées. La structure de ce système foncier, organisé au cours des siècles passés puis institutionnalisé, est l'un des obstacles les plus fréquemment dénoncés au développement des communautés.

La marginalisation des territoires et des groupes sociaux s'est traduite par une marginalisation économique, politique et technique. Dans la plupart des cas, des "avantages comparatifs" n'ont pu être mis en évidence et les diagnostics réalisés depuis le siècle passé démontrent l'évolution excessivement faible du secteur (C. GAY, 1865). Cela doit être mis en relation avec la forte influence des traditions culturelles développées en réponse à un environnement écologique et foncier agressif et qui constitue en retour un obstacle au développement des communautés. Il est possible de

ramener la problématique à un jeu de trois questions-clés, à partir desquelles un raisonnement associant les dynamiques sociales et écologiques peut être mené.

#### *Les comuneros sont trop nombreux par rapport aux rendements et aux ressources*

Cette situation provient des processus mêmes qui donnèrent naissance aux communautés :

- l'occupation progressive par une population pratiquant alternativement ou conjointement des activités minières et agricoles et qui n'a pas développé de société agraire ou pastorale. Cette population ne possède pas de traditions de conservation des ressources renouvelables, de leur gestion et donc de leur utilisation partagée permettant une régulation autonome et interne du nombre de bénéficiaires.
- l'aggravation du phénomène par les régimes fonciers et les réponses sociales provoquant la concentration progressive sur des zones déjà détériorées, mais accessibles, contrastant avec le maintien d'une faible densité sur des zones bien conservées et généralement plus productives.

#### *La structure d'exploitation des systèmes écologiques des communautés agricoles est en partie responsable de la dégradation des ressources naturelles renouvelables*

L'exploitation individuelle de terrains communautaires est souvent mise en cause. On parle alors de bénéfices privés obtenus à partir d'un investissement (ou d'un bien) communautaire : "tout le monde (re)cueille, personne ne (ré)-investit". A la différence des parcelles privées (*gozos singulares*), souvent irriguées et sur lesquelles les *comuneros* ont tendance à investir (plantation d'arbres, jardins fertilisés,...), les terrains communautaires servent uniquement aux activités extensives, proches de la cueillette (*cosechadores-recolectores* d'après la terminologie de J. GASTO, 1985).

Le développement des communautés agricoles ne peut faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la ou les formes qu'il conviendrait de substituer à la structure d'exploitation actuelle. De cette réponse dépendent le niveau technique applicable et l'investissement nécessaire (crédits, formation, organisation paysanne), en définitive la productivité. De là découlent des éléments nuanciant les réponses données à la première question.

***La dispersion géographique des comuneros limite leur développement***

L'abandon des zones marginales va s'accroître à mesure que le *comunero* prendra conscience des vertus d'un rapprochement des centres de services : santé, éducation, eau, électricité, etc. L'organisation de la production doit obligatoirement s'adapter à la structure (très dispersée) de l'habitat, et à des moyens de communication rudimentaires (ou la modifier).

**L'INTERFACE SYSTÈMES ÉCOLOGIQUES - SYSTÈMES SOCIAUX**

Notre réflexion montre l'ampleur des changements nécessaires. Une "simple" réforme agraire ne saurait suffire, puisqu'il s'agit de faire évoluer une société archaïque de type "cueillette" à une société agricole organisée.

Du point de vue des résultats de la recherche, l'élaboration d'un modèle spatial théorique a permis d'identifier les techniques à mettre en œuvre pour optimiser l'utilisation de l'espace en évitant la compétition entre usages et usagers. Ce "modèle" reste cependant académique et doit se doubler d'une réflexion sur l'organisation sociale productive, qui peut prendre plusieurs formes, depuis la privatisation totale des terres communautaires à un modèle de type associatif, en passant par le maintien d'un *statu quo* amélioré par les interventions techniques. Deux éléments peuvent guider la réflexion :

- les différents niveaux de perception, tant sur les plans écologique que social,
- les différentes échelles de temps, en veillant à la compatibilité entre les dynamiques sociales et écologiques.



## AUX MARGES DE L'ŒKOUMÈNE ANDIN

### Les mutations récentes du système agricole de la *papa* dans la Cordillère centrale colombienne

Yves POINSOT  
Université de Bordeaux III  
France

La *papa* - terme d'origine quechua que nous utiliserons de préférence à celui de "pomme de terre" - est un des principaux produits agricoles colombiens. C'est, avec le maïs, le *yuca* et le *frijol* un des aliments traditionnels de la population rurale. C'est aussi un tubercule qui occupe d'importantes surfaces dans les Cordillères orientales et centrales. Son caractère "national" (moins de 5 % de la production est exportée) en fait un indicateur social et économique intéressant : comme produit alimentaire, il subit les effets des recompositions socio-spatiales agitant le pays, comme monoculture commerciale à certaines altitudes, l'évolution de ses cours détermine les transformations des systèmes agricoles et des sociétés rurales. Ce deuxième aspect attire l'attention du géographe : les espaces concernés, entre 2 500 et 3 700 m, sont situés aux marges de l'œkoumène andin. Les contraintes bioclimatiques pèsent donc lourdement sur l'organisation de l'espace agricole qui impose en retour une marque durable dans ces milieux fragiles.

L'étude d'une région témoin dans la Cordillère centrale permet de mettre en évidence les mutations récentes de cette culture et des espaces agricoles concernés. L'aire traitée est incluse dans celle du projet *Ecodynamique* de cartographie globale des paysages développé par l'Institut géographique A. Codazzi entre 1978 et 1983 qui a permis de déceler les mutations paysagères et de choisir un secteur d'étude représentatif. Ce dernier couvre la crête sommitale de part et d'autre du Nevado del Ruiz selon un axe nord-sud d'une centaine de kilomètres, dominant les villes caféières de Pereira, Manizales et Salamina à l'ouest et de Libano, Fresno et Manzanara à l'est. Les *municipios* de Marulanda et Salamina, situés dans la partie nord de la région ont été particulièrement étudiés compte tenu de la richesse des informations disponibles. Sur ces versants, deux niveaux altitudinaux sont densément peuplés : le

*cinturón cafetero*, de 1 000 à 2 000 m et celui de la pomme de terre entre 2 700 et 3 700. Le *cinturón de la papa*, clairement identifié dans l'espace colombien, doit son identité au produit dont il est pourvoyeur, à la société rurale qui s'y est constituée et au climat (température moyenne annuelle comprise entre 12° et 7°) qui le distingue des terres tièdes ou chaudes qu'il domine.

## ORIGINE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE LA PAPA

### Deux étapes de mise en place

Ces terres d'altitude sont considérées comme répulsives dans un pays équatorial du fait des températures et de la très forte nébulosité (la station d'El Paso, située à 3 250 m est atteinte par le brouillard 29 jours par mois et connaît un ensoleillement moyen de 2 heures/jour). La colonisation agricole y est donc bien plus tardive que dans les vallées. La ville de Manizales (2 100 m, 200 000 habitants) n'a été fondée qu'en 1849 tandis que les villages situés vers 3 000 m n'apparaissent qu'au début du siècle. Ce peuplement tardif est lié aux colons *antioqueños* (de la région de Medellin) qui envahissent la Cordillère par le nord, s'octroyant souvent des domaines de 500 à 1 000 hectares à proximité de la crête sommitale jusqu'alors totalement délaissée. Les défrichements du *bosque de niebla* semblent lents jusque vers 1940. Ils s'accroissent ensuite avec l'arrivée massive d'immigrants originaires du Boyaca (Nord de Bogota) chassés par la *violencia*. Ces nouveaux venus apportent un savoir-faire en matière de pomme de terre. Ils sont "embauchés" par les propriétaires issus de la vague de colonisation précédente. Durant deux décennies (1945-1965), se créent une société et un système agricole centrés sur la pomme de terre.

### L'organisation du *cinturón de la papa*

L'occupation de l'espace s'appuie sur quelques villages, accessibles par des pistes carrossables, vers 2 900 m. Ils jouent un double rôle de centres de services de premier niveau (quelques commerces, une poste, parfois une mairie) mais surtout de centres de collecte de la *papa* lors du marché hebdomadaire qui voit affluer les convois de mules. Ils viennent des *caseríos* situés parfois à 3 ou 4 heures de marche et jusqu'à 3 200 m d'altitude. Les versants, totalement défrichés tant que la pente n'excède pas 35°, portent un semis de *fincas* reliées par un réseau de chemins muletiers. Si la plupart sont de petite taille - une seule famille - certaines possèdent plusieurs bâtiments. Ce contraste de l'habitat rural reflète la structure sociale et agraire.

Quelques grands propriétaires, résidant dans les villes de l'étage caféier (Manizalès, Salamina,...), se partagent l'essentiel des terres agricoles. Chacun possède quelques centaines d'hectares, rarement plus d'un millier, souvent répartis en plusieurs domaines. Un *majordome*, résidant dans les plus vastes des *fincas*, dirige la production. Sous sa conduite, les *agregados* logés dans les petites fermes, vendent leur force de travail contre un maigre salaire et quelques ares, généralement plantés en maïs et *frijoles* pour l'autoconsommation. Les parcelles de culture, de 2 à 20 hectares suivant la proximité du village, la pente, l'altitude, sont toutes striées de terrassettes régulières (60 cm de large, 20 à 40 cm de haut), disposées en courbes de niveau. Leur mise en culture obéit à un cycle régulier : elles portent 2 à 3 récoltes de pommes de terre à 9 mois d'intervalle avant une jachère de 6 à 8 ans et sont alors reconverties en pâturages destinés aux vaches créoles, omniprésentes sur les versants herbeux qui séparent la *papa* du café (de 2 200 à 2 700 m). Ce cycle cultural amène logiquement les champs de pommes de terre à couvrir 25 à 30 % des parcelles tandis que les superficies restantes sont laissés aux bovins. Ce système agricole s'appuie sur de fortes densités de peuplement liées aux besoins en main-d'œuvre de la pomme de terre sur ces versants impossibles à mécaniser (environ 120 jours de travail ha/an). A ce mode de mise en valeur, correspond donc incontestablement un paysage bien structuré, fortement humanisé.

### DE LA PAPA À L'ÉLEVAGE BOVIN

*Les facteurs de déstabilisation du système agricole se multiplient dans les années soixante-dix*

La mutation du système agricole est clairement apparue au début des années quatre-vingts. Des travaux complétant le projet "Ecodynamique" (Poinsot 1985) ont mis en évidence la régression très nette de la *papa* sous 3 200 m et l'apparition d'un front pionnier entre 3 300 et 3 700 m. Ces changements relèvent de trois ensembles de facteurs qui se conjuguent dans le courant des années 70.

Le premier, inscrit dans le temps long, renvoie à une perte sensible du poids de la *papa*. A l'échelle nationale le nombre d'exploitations concernées passe de 108 000 en 1960 à 75 000 en 1976. (FEDEPAPA, 1977). A l'échelle du Caldas, les surfaces régressent de 13 250 ha en 1965 à 6 500 ha en 1969 (*Caja de crédito agrario*, 1971). Enfin, les prix moyens au producteur sont multipliés par 28,6 entre 1950 et 1981 tandis que ceux du riz le sont par 40,3. Ces données corroborent les analyses de J.M. Sierra (1980) et J.A. Bejarano

(1982) qui observent une forte diminution de la demande en *papa* et *yuca*, aliments traditionnels d'origine indienne. A l'opposé, le riz et les produits animaux (lait et viande) se répandent dans une population de plus en plus citadine, sous influence nord-américaine.

Le second renvoie à l'exode rural, à l'origine d'une fuite continue des jeunes et temporairement accéléré par la *bonanza cafetera* des années soixante-dix. La tension sur le marché du travail a abouti à une hausse des coûts de main-d'œuvre.

Le troisième relève plutôt du domaine agronomique : les sols sont affaiblis par la monoculture et par la diffusion rapide d'un vers blanc (*Ancognatha scaraboides burmeisteri*). Il en résulte de plus fortes consommations d'engrais, d'insecticides et de fongicides à une période où le coût de ces produits s'envolait. L. Lujan (1980) a évalué la part de ces intrants à 50 % du coût de production.

*Les bovins remplacent la papa, l'espace agricole s'étend vers les hautes altitudes*

La moindre rentabilité de la *papa* a incité les producteurs à reconsidérer les modes d'exploitation à un moment où l'élevage bovin bénéficiait de deux conditions favorables : diffusion dans les terres froides des races Holstein et Normande, plus productives que les créoles ; multiplication des pistes. La culture de la *papa* dans le *cinturón* traditionnel a été remplacée par l'élevage de bétail normand. Il s'est bien adapté à la pente, mettant à profit les terrassettes de culture, parfaitement construites, qui permettent le parcours de bêtes atteignant la tonne sur des pentes comprises entre 15° et 35°. L'extension des parcours a été rendue possible par le défrichement des versants de plus de 3 300 m. Là les propriétés dépassent 1 000 ha et correspondent généralement à une ancienne vallée glaciaire en grande partie boisée. Leur mise en valeur jusque vers 3 700 m débute par un cycle de plantation de pommes de terre, que justifie moins le bénéfice attendu que la construction des terrassettes.

### LES EFFETS DE LA COLONISATION DES MARGES DE L'ÉKOUÏMÈNE ANDIN

*L'apparition du gel nocturne marque une frontière socio-spatiale majeure*

Le nouveau système agricole se heurte à un obstacle climatique de taille. L'altitude de 3 200 m correspond précisément au seuil d'apparition du gel nocturne. Dans les milieux équatoriaux où les oscillations thermiques saisonnières sont faibles (1° en moyenne), l'apparition



de ce phénomène est brutale. A 2 950 m il est exceptionnel tandis qu'à 3 400 m il survient 1 jour sur 2 en saison sèche (Poinsot, 1985). Cet accroissement brutal est mal perçu par les populations "équatoriales" : il marque incontestablement le début des *tierras heladas*, monde hostile et répulsif. La plupart des *agregados* de la société traditionnelle ont donc refusé de travailler ces terres, préférant généralement émigrer vers les villes ou, parfois, la région de Pasto dans le Sud du pays. Les propriétaires ont donc fait appel à une main-d'œuvre "étrangère" venue de l'étage caféier dont l'installation reste extrêmement précaire.

Dans chaque vallée glaciaire, 3 ou 4 *fincas*, baraques sommairement construites, sont dispersées à des altitudes de 3 200 à 3 500 m. Les familles qui y résident défrichent la forêt, préparent les terrassettes, sèment et récoltent la *papa* de façon autonome. Le travail sur ces versants escarpés, dans le brouillard et par des températures souvent comprises entre 0 et 10°, est très pénible. Le renouvellement de la main-d'œuvre est rapide, la résidence moyenne varie de 3 mois à un an. Il s'agit d'une population marginale, sans aucun lien avec la société traditionnelle, exception faite du *majordome* qui supervise le travail une fois par semaine. A la barrière climatique correspond ici un seuil socio-spatial majeur qui sépare l'ancienne société des "étrangers" isolés dans les vallées qu'ils défrichent.

#### *Ce front pionnier conduit à une "paramisation" de l'alto-andin*

A ces altitudes, la formation végétale climacique est une forêt alto-andine peu élevée (4 à 5 m) mais dense, les espèces arborées qui appartiennent aux genres *Polylepis*, *Hesperomeles* ou *Gynoxys* dominant une strate muscinale extrêmement épaisse. Son remplacement par des parcelles de pommes de terre est temporaire : après quelques mois, elles cèdent la place à des pâturages semés. Leur composition floristique est initialement dominée par des espèces souvent d'origine européenne (*Pennisetum clandestinum*, *Dactylis glomerata*, *Holcus lanatus*, *Anthoxantum odoratum*...). Après quelques années, de nouvelles espèces descendues du Paramo sont introduites : éricacées et graminées (*Festuca sublimis*, *Poa annua*, *Calamagrostis effusa*),

carex et séneçons. Cette évolution qui suit le déboisement des versants exposés au gel constitue une *paramisation* incontestable de l'alto-andin (Cuatrecasas, 1958) qui modifie durablement les paysages compte tenu de la lenteur de la recolonisation forestière à ces altitudes proches de la *timberline* située ici vers 3 800 m.

Les transformations des systèmes agricoles découlent de l'évolution macro-économique. Elles révèlent des limites bioclimatiques qui imposent une recomposition de l'organisation socio-spatiale. Trois phénomènes semblent spécifiques à ces marges des hautes altitudes :

- les déplacements de population imposés par le passage d'une agriculture consommatrice de main-d'œuvre à un élevage extensif. La gamme des productions agricoles possibles à ces altitudes est en effet fort restreinte.
- la précarité des installations pionnières et la marginalisation des familles installées dans les "terres du gel".
- la transformation durable des paysages forestiers en prairies paramisées, la recolonisation forestière, rapide dans la plupart des milieux intertropicaux, est ici ralentie par les basses températures.

## BIBLIOGRAPHIE

- BEJARANO J.A., 1982. "La economía en el siglo XX" in *Manual de historia de Colombia*, tome III Procultura S.A. Instituto colombiano de cultura, Bogota.
- CUATRECASAS J., 1958. "Aspectos de la vegetación natural de Colombia", *Rev. Acad. Colombiana Cien.* n° 10, Bogota.
- CUATRECASAS J., 1958. "Cartografía integrada del medio natural, Chinchina, Manizales", *Análisis Geográficos*, n° 8 Bogota.
- LUJAN L., 1980. "Situación actual del cultivo de papa", *El cultivo de la papa*, ICA Medellin.
- POINSOT Y., 1985. *Etagement et discontinuité dans l'organisation altitudinale des milieux équatoriaux andins : l'exemple alto-andin dans la Cordillère centrale colombienne*. Thèse, université de Pau.
- SIERRA J.M., 1980. "Algunas consideraciones de tipo económico para la industria papera", *ICA Compendio* n° 24, Medellin.



# SIERRA PÉRUVIENNE : STRATÉGIES PAYSANNES FACE À LA CRISE

Quelques cas d'évolution  
de l'utilisation du sol

Evelyne MESCLIER  
Institut français d'études andines  
Lima, Pérou

Nous présenterons ici les premiers résultats d'une étude en cours sur les choix de production de paysans de la sierra péruvienne - minifundiaires, organisés en "communautés" rurales dotées d'institutions et de règles - qui destinent une proportion importante de leurs produits agricoles au marché urbain. Ces choix se réalisent actuellement dans un contexte de dégradation rapide de la situation économique : baisse de la production et hyperinflation accompagnée de l'incohérence des prix relatifs et de la dollarisation de l'économie. D'autre part, la sécheresse a frappé durement lors de la dernière campagne agricole, 1989-1990, en particulier dans le Sud du pays. Les dernières années ont été également marquées par l'interventionnisme du gouvernement García (1985-1990) en matière de politique agraire. Ces divers éléments s'imbriquent pour expliquer les choix actuels des paysans, qui eux-mêmes portent à conséquence pour les consommateurs, et entrent en jeu dans le degré de dépendance alimentaire - traditionnellement élevé pour certains produits comme le blé - d'un pays à court de devises. Nous chercherons ici à comprendre, à travers l'évolution de l'utilisation du sol dans les dernières années, comment les paysans réagissent à la crise. Il y aurait bien sûr toute une typologie d'exploitations à réaliser : Hopkins et Barrantes ont démontré<sup>1</sup> que la taille de l'exploitation considérée joue un rôle dans la proportion de la superficie allouée à telle ou telle culture, selon sa place dans la consommation familiale et ses exigences en travail. C'est à l'échelle de ou des zones de production "plutôt" tournées vers le marché de trois communautés rurales que nous analyserons les changements.

<sup>1</sup> *La lenta modernización de la economía campesina.*  
1987.

## TROIS COMMUNAUTÉS DE CUSCO

Elles présentent des caractéristiques relativement originales. Un de ces traits particuliers est la facilité des liaisons au Cusco. Un autre est l'augmentation rapide du nombre de foyers munis d'un téléviseur, un troisième est l'accès général à l'éducation secondaire sur place ou à proximité et à l'université, les "universitaires" qui reviennent formant par la suite un groupe un peu à part dans cette communauté. Ces éléments se conjuguent pour souligner la grande importance de l'économie et de la politique nationales et régionales dans la dynamique de ces communautés. Enfin, leurs territoires sont situés à un étage altitudinal (entre 3 300 et 3 700 m) et dans des conditions climatiques qui permettent un choix relativement large de cultures.

*Pucyura* (communauté Juan Velasco Alvarado) est à environ une demi-heure en bus de la ville. Les habitants sont pour la plupart regroupés dans la capitale de district, Pucyura. Le territoire de la communauté comprend, outre la vallée principale où est installé le village, des vallées secondaires et les hauteurs qui les dominent. Nous nous intéresserons ici aux fonds de vallées, irrigués et spécialisés dans les cultures commerciales. Les cultures d'oignons et de carottes y sont implantées depuis une vingtaine d'années. Celle des pommes de terre "primeur" est très ancienne. Pucyura est la seule localité de notre échantillon où elles occupent des superficies importantes (disponibilités en eau et relative faiblesse des gelées). Le maïs, qui occupait auparavant la plupart des parcelles irriguées, n'est plus qu'un élément de la rotation. Il garde malgré tout une place que justifient son rôle dans l'alimentation humaine et animale et le fait que l'alcool de maïs sert à "faire travailler" la main-d'œuvre agricole. Oignons, carottes et pommes de terre alimentent les marchés de Cusco, ville en forte croissance au cours des trois dernières décennies (80 000 habitants en 1961, 275 000 en 1990) et, pour l'oignon, des villes plus petites d'Abancay et Quillabamba.

Les structures sociales et foncières de Pucyura sont très inégalitaires. Autour de la place d'Armes vivent des gens qui marquent volontiers leur différence avec les autres habitants du village et plus encore avec ceux des hauteurs qui viennent travailler pour eux comme *peones* ou main-d'œuvre rémunérée mais pratiquent encore, "entre eux" nous dit-on, l'échange de travail ou *ayni*. Il est d'usage de qualifier les premiers de "métis", la différence est moins raciale que culturelle - perceptible dans l'habillement, la maîtrise de l'espagnol, le type de fêtes auquel on participe, etc. - et économique. Les "métis" disposent de plus de terres irriguées, héritées ou achetées, que les simples

paysans. Ces terres sont les plus convoitées, elles sont d'ailleurs considérées comme des propriétés privées. Les terres d'altitude ne suscitent en revanche guère d'intérêt : elles sont éloignées et difficilement mécanisables. Comme il s'agit de culture pluviale, la prise de risques est plus importante, les cultures de rente, oignons ou carottes, n'y sont pas possibles. Les "métis" ont en outre l'avantage d'avoir pu développer d'autres activités : le commerce de bétail, une des plus lucratives mais qui demande un capital initial important, celui de la pomme de terre, le commerce de détail dans le village. Certains ont profité de leur activité politique ou syndicale après la réforme agraire pour améliorer leur position sociale dans le village.

La croissance naturelle de la population, que ne compensent plus les migrations crée un manque de terres, en particulier de terres irrigables, qui ne trouve pas de solution dans un marché pratiquement bloqué. Les "métis" se plaignent de ne pouvoir acquérir facilement de nouvelles parcelles : les paysans reçoivent maintenant des prêts pour cultiver - c'était une des lignes de la politique agraire du gouvernement García - se rendent maintenant compte de la valeur de la terre, et ne sont donc plus disposés à la leur céder. Les paysans, surtout les plus jeunes, plus instruits et plus dynamiques, affirment qu'ils cultiveraient volontiers de plus grandes superficies dans la zone de production irriguée. Ils surmontent en partie la difficulté en louant les terres de personnes âgées (souvent apparentées) ou des propriétaires terriens vivant en ville. Le propriétaire du terrain fournit souvent fertilisants et pesticides, éventuellement fait labourer le terrain à ses frais; le métayer fournit la main-d'œuvre (lui-même et les *peones*) et les semences. La récolte est partagée moitié-moitié. Ce type de métayage est logiquement préféré au fermage par les paysans des Andes, comme l'ont démontré divers auteurs : il permet un partage des risques et n'implique pas l'usage de fortes sommes d'argent.

*Tambo-Real*, à une heure et demie environ du Cusco, appartient à la *pampa* de Anta : une cuvette naturellement marécageuse, où les gelées accidentelles sont toujours possibles. Anciennement occupé par de grandes *haciendas* d'élevage, cet espace, plat et proche du Cusco, a servi de "laboratoire" de la réforme agraire, d'où la présence de diverses institutions de développement. Après l'échec (1976-1977) de l'immense coopérative créée au début de la décennie, les communautés récupèrent les terres de la *pampa*. Se forme alors une entreprise communale qui contrôle les terres associatives (aujourd'hui près de la moitié des 466 hectares de la communauté), et s'organise la parcellisation des terres de la *pampa* en lots d'un hectare. La parcellisation a laissé une structure foncière relativement égalitaire, qui

répond à une composition raciale et sociale assez homogène : une seule famille se dit "métisse", l'un des fils est d'ailleurs exclu de la communauté. Certains jeunes paysans qui n'ont pas encore reçu de lot ou veulent en exploiter de plus grands, cultivent quelques parcelles en métayage. Grâce aux travaux de drainage, les pâturages naturels ont laissé peu à peu la place aux cultures de maïs, pommes de terre, fèves, blé, en moindre proportion quinoa, oignons, et aux pâturages cultivés, introduits il y a quelques années. Les paysans commercialisent essentiellement le lait tiré de quelques vaches, une partie de leur récolte de pommes de terre et, éventuellement un peu de blé. L'entreprise communale dispose d'un troupeau d'environ 200 têtes de bétail "amélioré" (races locales et Holstein), laitier et d'embouche, dont une partie est vendue chaque année aux paysans. Elle commercialise également des pommes de terre. Elle dispose en outre d'infrastructures (magasin d'intrants, silos) et de machines agricoles, dont font usage également les paysans sur leurs exploitations individuelles. L'institution de développement présente ces dernières années est en train de mettre fin à son intervention : *a priori* les jeunes, "universitaires" et autres, ont pris l'avenir en main. Le travail est encore très souvent fourni par l'*ayni*. Les paysans qui cultivent de grandes superficies ou qui s'absentent souvent de la communauté et ne peuvent donc rendre le travail emploient des *peones*.

*Maras-Ayllu*, à environ 2 heures de Cusco en bus, est une communauté qui était, il y a trois ou quatre ans, spécialisée dans la culture de l'orge : la brasserie de Cusco, installée au début du siècle a mis en place un système de prêt de semences, avec remboursement en orge et priorité sur l'achat de la production. Nous verrons pourquoi le blé est en train de remplacer l'orge dans les parties basses. Le territoire est vaste (presque 4 000 hectares pour 700 à 800 familles) mais très sec (phénomène de foehn sur un plateau situé à l'ouest de la cordillère de l'Urubamba, et prédominance de terrains calcaires). Les étroites vallées sont traditionnellement cultivées en maïs, l'eau, trop peu abondante pour d'autres cultures, est fournie par des sources et captée par plusieurs systèmes de canaux. Le maïs est essentiellement destiné à la consommation domestique et à la vente dans une moindre mesure. Le reste du territoire, plat et mécanisable dans son ensemble, est essentiellement cultivé en céréales, en rotation avec les pommes de terre, les fèves et petits pois. La structure foncière est très inégalitaire : la superficie déclarée va de un à une centaine d'hectares. Quelques grandes familles se partagent le pouvoir et les plus grandes superficies de terrain. Les jeunes pratiquent le métayage, pour le blé ou l'orge : ils fournissent deux

dixièmes de la récolte seulement au propriétaire (vraisemblablement parce que l'investissement en fertilisants est beaucoup moins lourd que dans le cas des cultures maraichères). Ceux qui disposent du capital nécessaire (les membres des grandes familles, mais aussi des paysans plus modestes) font du commerce de bétail : ils se déplacent dans le département voisin d'Apurímac. Une autre ressource importante est l'exploitation, assez exigeante en travail (mais Maras dispose dans les autres communautés du district, plus pauvres, d'une main-d'œuvre relativement abondante) des salines situées en contrebas du plateau. L'exploitation des "puits" de sel se fait individuellement : la plupart des familles de Maras-Ayllu disposent d'un ou de plusieurs puits. La production est vendue obligatoirement à la municipalité, mis à part la "ration" - un quintal - gardé par chaque travailleur par jour de travail. Il s'agit d'un revenu important pendant plus de la moitié de l'année (la production s'arrête en saison des pluies), utilisé parfois pour financer la campagne agricole.

La communauté est divisée par des conflits autour de trois pôles, le président et sa bande, jeunes activistes d'extrême-gauche, la paroisse, où se relaient des clercs étrangers qui mènent une action politique et humanitaire, et une organisation non gouvernementale de développement, accusée par le président d'avoir voulu accaparer des terres et d'être l'agent de l'impérialisme étranger. Ces conflits jouent bien sûr un rôle économique, en particulier dans la mesure où le président gère les biens, machines agricoles, moulin électrique et maintenant four électrique, de la communauté.

## ÉVOLUTION DES CHOIX DE PRODUCTION

### *Le poids des aléas climatiques*

Si en 1988-1989 le climat a été favorable, la campagne 1989-1990 a été marquée par une sécheresse générale et prolongée au milieu de la saison des pluies. A l'échelle régionale il y a eu au mois de juin des chutes de neige et localement, dans la *pampa* de Anta et jusqu'à Pucuyra, des gelées nocturnes tardives (novembre) puis précoces (mars). La sécheresse a provoqué ici comme ailleurs des pertes importantes pour les céréales (petite taille des plants et grains sans substance) et pour les pommes de terre qui ont en outre subi l'attaque de vers. Les chutes de neige ont aggravé les pertes subies par les céréales. Les producteurs céréaliers de Maras-Ayllu n'envisagent pas pour autant d'abandonner la culture du blé et de l'orge, car, disent-ils, il n'y a rien d'autre à faire sur le plateau, tant qu'on

ne réalise pas les travaux d'irrigation. En outre, les récoltes sont parfois excellentes. Les effets de la sécheresse sur les stratégies est en revanche marquée, bien qu'indirecte, pour la pomme de terre : à Maras comme à Pucuyra, on attribue la plus grande violence de l'attaque des vers à la sécheresse. Or la présence des vers, déjà importante dans les années antérieures, est un des facteurs de désaffection pour cette culture. Nous devons établir une distinction également entre pommes de terre et autres productions en ce qui concerne les changements de stratégie provoqués par les gelées. A Tambo Real, la gelée de novembre a affecté durement le maïs, à tel point qu'on s'est résigné à arracher les plants. Or, on a constaté, que près de la moitié des parcelles ont été resemées en maïs. Il n'avait que peu de chances d'arriver à maturité avant les gelées de saison sèche : les paysans en le semant ont eu pour objectif principal d'assurer l'alimentation du bétail grâce aux tiges, la production de grains étant secondaire. A Pucuyra, le maïs a survécu à la gelée de novembre, moins forte que dans la *pampa*. Les oignons et carottes présentent l'avantage d'une bonne résistance aux gelées. Les gelées accidentelles n'ont donc pas entraîné de désaffection pour ces cultures. En revanche, on s'inquiète du rythme des gelées lorsqu'il s'agit de décider si l'on sèmera ou non des pommes de terre "primeur". L'arrivée tardive des gelées de saison sèche laisse craindre aux paysans qu'elles se prolongent après la fin du mois d'août et affectent les jeunes plants semés normalement en juillet. D'autres considérations entrent alors en jeu : si on sème ces pommes de terre plus tard, elles seront récoltées trop tardivement pour être vendues à un prix intéressant. Si on sème malgré tout en juillet, on prend un risque d'autant plus important que l'investissement est lourd.

Les accidents climatiques évoqués se produisent avec une certaine fréquence : ils sont toujours envisagés par le paysan. Les systèmes de production ne sont donc pas remis en cause : on n'envisage pas de se séparer du bétail à Tambo Real, mais on prend des mesures pour assurer sa survie; on en reste aux céréales à Maras, déjà céréalier à l'époque coloniale. Le cas de la pomme de terre est différent : l'accident climatique ne fait que porter à leur comble les difficultés créées par le contexte économique.

### *Hyperinflation : repli ou anticipation*

L'inflation péruvienne, en 1989, a atteint 2 700 %. Au cours des premiers mois de 1990 elle était d'environ 30 à 40 % par mois. Le 8 août 1990, le nouveau gouvernement fixait l'essence à 30 fois son prix antérieur. Le prix du pain passait quant à lui de 5 000 à 25 000 intis.

Dans cette situation d'instabilité générale, les prix relatifs évoluent constamment. Javier Escobal D'Angelo<sup>1</sup> montre la complexité de l'évolution des coûts réels des intrants, main-d'œuvre, utilisation de machines dans l'agriculture. La politique de subvention des intrants mise en place au début du gouvernement García avait permis d'abaisser le coût réel de ces produits. Dès 1988 le prix réel des pesticides augmente. Sans entrer ici dans des calculs, nous évoquerons les effets sur les choix des paysans de ces variations, en prenant comme exemple l'évolution du rapport entre prix des fertilisants et prix de vente de la pomme de terre au cours de l'hiver 1990. Le cas de la pomme de terre est bien sûr un cas extrême, car il s'agit d'une culture exigeante en intrants. Par malchance pour les paysans, le "choc" d'août 1990 s'effectue précisément à un moment où ils doivent investir, et ont déjà vendu leurs récoltes de pommes de terre à Tambo Real, de céréales à Maras-Ayllu, pour pouvoir rembourser les prêts de la Banque agraire et commencer les préparatifs de la nouvelle campagne. En août 1990, le prix des fertilisants chimiques est brutalement multiplié, par 6 pour le nitrate, par plus de 10 pour les sulfates et potasses (environ 10 millions pour un sac de 50 kilos). Le prix de la pomme de terre subit lui-même une augmentation relative similaire dans les jours suivants, de façon anarchique : elle atteint 200 000 ou 300 000 intis le kilo. Mais les paysans de Tambo Real ont vendu leurs pommes de terre au mois de juin ou juillet, à un prix de 13 000 à 20 000 intis le kilo et n'ont pu acquérir de fertilisants à ce moment-là, car ENCI (l'entreprise de commercialisation contrôlée par l'Etat) ne les mettait pas en vente. Ils se retrouvent donc en août 1990 dans l'obligation d'acheter le sac de nitrate à un prix correspondant à la valeur de 500 kilos de pommes de terre. Les paysans de Tambo Real, interrogés dans les jours suivants sur leurs choix de production, estiment qu'ils sèmeront en pommes de terre seulement ce qui est nécessaire à leur consommation. Mais leur pessimisme contraste avec l'optimisme des dirigeants de l'entreprise communale : elle cultivera davantage de pommes de terre cette année que la précédente. Ils ne se sont pas laissés abuser par la campagne "contre le choc" du nouveau président. Comme le dollar poursuivait sa hausse après les élections, ils ont jugé préférable d'acquérir des dollars en juillet avec les produits de la vente du bétail et des pommes de terre (mais le dollar, en septembre, n'avait pas encore atteint le niveau que

tous attendaient) ; ils ont labouré au tracteur avant le changement de gouvernement, pour ne pas souffrir de la hausse du prix du combustible ; ils ont constitué des réserves de pesticides, fertilisants et produits vétérinaires acquis antérieurement (en quantités suffisantes pour cultiver également les terres individuelles). Seul le nitrate n'a pu être obtenu.

#### *L'évolution des prix relatifs : tirer parti de la crise*

Les jeunes de Maras-Ayllu font preuve, comme les dirigeants de Tambo Real, d'un dynamisme réel. Depuis 1987, ils ont décidé de cultiver du blé dans les terres communales. Le blé se vend en effet à un prix intéressant car l'Etat achète une partie de la production à un prix garanti. Le discours des jeunes de Maras souligne également le désir d'échapper au "capitalisme international" personnifié par la brasserie. Avec l'aide de la Banque agraire, et en effectuant des opérations financières qu'ils préfèrent taire, ils ont acquis peu à peu, au nom de la communauté, des tracteurs et une moissonneuse-batteuse, un moulin électrique et récemment, fin 1989, un four électrique qui fournit du pain à toute une partie de la Vallée Sacrée de l'Urubamba. Peu à peu les producteurs individuels ont également commencé à cultiver plus de blé, alors que la brasserie, affectée par le ralentissement de la consommation de bière après le premier choc anti-inflationniste de 1988, n'avait plus intérêt à les inciter à produire de l'orge. Les critiques (l'entreprise communale ne paye pas - pas encore, disent les responsables - les producteurs qui lui vendent du blé, et ne redistribue pas les bénéfices) et procès intentés contre le président et ses partisans n'empêchent pas le bon fonctionnement de l'entreprise. En raison des investissements réalisés, on peut penser qu'il serait difficile à l'entreprise communale de Maras de changer à nouveau de production dominante. Cependant, seul le four à pain est ici un élément de rigidité. En effet, le moulin comme les machines agricoles trouveraient leur usage également dans l'hypothèse d'un retour à l'orge.

#### TOUTES LES RÉACTIONS NE SONT PAS DE REPLI

L'audace dont font preuve les jeunes paysans de Maras-Ayllu ou de Tambo Real a de quoi surprendre. Tout aussi audacieuse peut d'ailleurs paraître la persistance des paysans de Pucyura à cultiver oignons et carottes, alors que les risques de commercialisation sont réputés élevés, même en période de stabilité économique. On aurait pu s'attendre, dans la crise qui frappe le Pérou, à des réactions de repli par rapport au

<sup>1</sup> *Políticas de precios y subsidios agrícolas, impactos macro-económico y sectorial. Perú 1985-1989* (1989).

marché. Or, si ces réactions existent, en particulier pour la pomme de terre, les paysans des environs de Cusco cherchent également de nouveaux débouchés et se lancent dans des opérations financières risquées. Ils agissent souvent en association ou collectivement, contournant ainsi le problème du manque de terres et partageant des risques dont on ne sait d'ailleurs pas s'ils pourront toujours les assumer. Il s'agit certes de paysans placés dans des conditions favorables, par la proximité de la ville et par les caractéristiques des territoires qu'ils cultivent. Ces espaces peuvent passer pour des îlots de relative prospérité, alors qu'une partie du Pérou est aujourd'hui plus isolée que jamais par suite

de la présence du groupe terroriste Sentier Lumineux. Les paysans des environs du Cusco sont bien sûr affectés par l'instabilité des prix, par la désorganisation du pays, qui rend difficile l'accès aux capitaux et aux intrants, et par un manque de terres plus structurel qui reflète l'absence de possibilités d'emploi dans les autres secteurs de l'économie. Cependant, l'accès des paysans, et non plus seulement des "métis", aux connaissances nécessaires pour maîtriser les données du contexte économique et politique national est, dans ces lieux, un élément nouveau. Il s'ajoute à leur habitude du risque pour faire de certains d'entre eux d'étonnants gestionnaires dans la crise.





## PÉROU : ÉDUCATION ET ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES

Marguerite BEY  
CECOD  
Paris, France

Depuis les mouvements qui ont abouti à la réforme agraire de 1969, les rapports des paysanneries andines avec la société nationale vivent un changement accéléré. Nous nous limiterons ici à analyser les effets de l'éducation sur les transformations de l'organisation communale<sup>1</sup>.

La vallée du Canete se trouve à 150 km au sud de Lima. Les communautés de Casinta et de Tomas se trouvent, respectivement, dans les parties basses (de 1 700 à 2 400 mètres d'altitude) et haute (de 3 300 à 4 800 mètres) de la province de Yauyos. Cette situation explique le fait qu'elles aient des histoires distinctes. Aussi bien en ce qui touche la genèse des communautés que leurs formes d'appropriation et d'utilisation de l'espace et leurs type d'organisation.

Casinta est une petite communauté (595 hectares, 35 familles) d'agriculteurs et d'éleveurs de bovins située dans une zone semi-aride, elle souffre du manque d'eau, alors que les terrains (un tiers du territoire) ne sont cultivés que sous irrigation. Les parcelles, de propriété privée, se trouvent de plus en plus réduites par suite du morcellement imposé par le système d'héritage (la propriété privée est très répandue dans les communautés de terres basses). L'émigration (vers Lima et la côte) est forte et la main-d'œuvre fait défaut dans les exploitations les plus grandes (de 5 à 8 hectares).

Tomas est une vaste communauté d'éleveurs (28 000 hectares de pâturages pour 80 hectares de terres agricoles). La terre appartient à la communauté qui en contrôle la répartition : les parcelles, à peine suffisantes pour la provision des familles en tubercules, en légumes secs et en grains, sont en possession privée. Les pâturages naturels sont répartis en usufruit aux éleveurs (de camélidés andins, d'ovins et, dans une moindre proportion, de bovins) selon leurs besoins. Tomas compte 140 familles permanentes et une

<sup>1</sup> Cette contribution s'appuie sur les résultats d'enquêtes (de 1986 à 1989) dans des communautés paysannes des Andes centrales du Pérou.

cinquantaine de travailleurs dans les mines voisines. Les mines et les *haciendas* d'élevage fournissent depuis longtemps des revenus complémentaires aux familles *tomasinas*, qui se reconnaissent elles-mêmes comme étant particulièrement mobiles. Les activités commerciales, complémentaires du troc, suivent la même direction que ce dernier : les voyageurs de la zone de *puna* convergent traditionnellement vers la vallée du Mantaro et la ville de Huancayo. La proximité de Lima et l'usage généralisé de l'espagnol rendent les communautés du Canete plus perméables que d'autres aux influences de la "culture moderne", ce qui donne une dimension particulière à cette étude.

La problématique de l'éducation dans le milieu rural soulève de nombreuses questions. Nous tenterons ici de répondre à celles qui concernent directement l'organisation des activités dans les familles paysannes. A cet effet, nous considérerons la communauté selon deux aspects : sa fonction essentielle est de garantir à ses membres l'accès aux ressources productives (terre et eau) et à certains services sociaux (éducation, santé...). Les familles *comuneras* entretiennent un rapport dialectique avec leur communauté : la communauté se fonde et se maintient dans la lutte pour la terre, principal facteur de production. Les enjeux sociaux sont donc inséparables du territoire. Les familles paysannes entretiennent des rapports sociaux et de travail avec l'espace extérieur à la communauté, tant pour renforcer leur position sociale et économique que pour ouvrir des perspectives dans le "monde moderne". Pour les paysans les plus pauvres, la communauté se présente comme une nécessité, tandis que pour les "comuneros" plus aisés, elle constitue une source de revenus parmi d'autres.

Dans ce contexte, l'éducation joue un rôle prépondérant :

- les paysans se représentent l'instruction scolaire comme synonyme de "progrès" ; c'est pourquoi l'école constitue une revendication permanente dans les communautés, surtout depuis les années soixante. Pourtant, en créant des perspectives de promotion individuelle, le phénomène scolaire entre en contradiction avec une stratégie collective de développement. Cette observation suscite une question : les communautés rurales peuvent-elles se moderniser sans perdre leur caractère communautaire? (M. Haubert, 1981)
- l'émigration apparaît comme une conséquence de l'opposition entre le processus de socialisation dans le milieu familial et celui administré par le système éducatif. La dispersion géographique des membres de la famille et l'ouverture sur l'espace urbain entraînent une redéfinition du cadre de vie des paysanneries. Ce point souligne l'importance du lien entre espace de vie et changements des valeurs.

◦ la scolarisation - et en particulier le prolongement des études - provoque des changements dans les objectifs et l'organisation de la famille : la force de travail diminue tandis que les besoins monétaires augmentent, les choix de production et l'organisation du travail et des activités doivent évoluer en conséquence.

Ce dernier aspect, bien que plus étudié a été que rarement analysé du point de vue de ses conséquences sur l'organisation de la communauté. Nous allons traiter ces trois points successivement, en commençant par le dernier.

Jusqu'aux années soixante, l'instruction était réservée aux enfants des familles aisées. Aucun déséquilibre ne venait alors affecter l'organisation des tâches paysannes. Lorsque l'éducation devient accessible à tous - dans les communautés comme dans le reste du pays, l'instruction primaire est obligatoire - les activités paysannes sont touchées dans leur ensemble. Il n'est pas nécessaire de répéter qu'elles se basent sur la force de travail familiale et que l'argent ne s'est pas encore complètement substitué au troc ni à l'aide réciproque (*ayni* en quechua).

Les déséquilibres dans les ressources humaines, s'ajoutant aux coûts de l'éducation, vont remettre en question la nature non monétaire de l'économie communale. Durant leurs études, les enfants se soustraient aux activités de l'unité de production. Lorsque ces derniers poursuivent leur scolarité hors de la communauté, les coûts sont plus élevés : non seulement leurs besoins monétaires augmentent, mais ils entraînent souvent avec eux l'un des parents. Cette période de scolarité correspond généralement à une décapitalisation de l'unité de production. Elle se trouve touchée dans ses principaux facteurs de production : force de travail et capital. Les familles les plus aisées peuvent investir une partie du capital de leur exploitation (le plus souvent, des animaux) dans de nouvelles activités, principalement le commerce. Les petits magasins prolifèrent dans les zones rurales, la vie villageoise s'intensifie alors que les champs paraissent délaissés. Il n'est pas rare d'observer un abandon total des parcelles les plus éloignées, ou bien de voir des troupeaux gardés par des bergers, bien que le dicton prêche que "l'œil du patron fait grossir le bétail". Enfin, là où il est possible d'intensifier l'exploitation de la terre, la production devient de plus en plus marchande.

Deux facteurs sont déterminants : la force de travail et les gains monétaires. Puisque la main-d'œuvre familiale diminue d'une manière inégale selon que les familles ont les moyens ou non de financer les études de leurs enfants, l'aide réciproque tend à disparaître. Les familles les plus riches sont à la fois celles qui souffrent le plus d'une pénurie de force de travail familiale et celles qui requièrent le plus de bras.

L'emploi de salariés pour des cultures vivrières augmenterait considérablement les coûts de production. Les activités agricoles et d'élevage accusent donc une tendance à la spécialisation dans des productions marchandes peu exigeantes en main-d'œuvre. C'est ainsi que les *casintanos* abandonnent progressivement les cultures vivrières pour consacrer de plus en plus de surfaces aux champs de luzerne pour l'élevage de vaches laitières et aux plantations de pommiers.

Ces modifications du paysage agraire ont de graves répercussions sur la gestion collective des ressources hydriques et stimulent les migrations. Puisque ces cultures permanentes sont plus exigeantes en eau que les cultures traditionnelles, l'augmentation de la production aggrave les inégalités entre les gros propriétaires, intéressés par ce type de production, et les paysans pauvres, dépendants des cultures vivrières. Le poids des grands propriétaires dans les décisions communales permet pratiquement d'annuler la fonction de contrôle de la communauté sur ses ressources.

Parallèlement, la demande de travailleurs diminuant, les paysans pauvres trouvent de plus en plus difficilement un complément monétaire à leur maigre production. A Tomas, l'élevage, qui est l'activité la plus rémunératrice, prend le dessus sur les cultures vivrières que beaucoup de paysans ont déjà abandonnées. Ainsi, comme à Casinta, où le contrôle communal sur la distribution de l'eau est contourné par les paysans les plus aisés, à Tomas, ce sont les pâturages naturels, considérés comme des biens collectifs, qui font l'objet de l'accaparement des grands éleveurs qui, parallèlement, abandonnent les terrains agricoles aux paysans les plus pauvres.

Ces tendances à la spécialisation ne sont observables qu'à une échelle régionale : les parties basses, comme Casinta, développent les cultures permanentes (maïs, à l'exception d'héritiers émigrés qui laissent leurs terres en métayage, personne ne se spécialise dans une seule production). Dans les communautés d'altitude comme Tomas, on observe plus souvent une concentration des activités paysannes dans l'élevage (cette zone étant éloignée du village et des secteurs agricoles), alors que la diversification des activités se poursuit dans des domaines extra-agricoles.

Ces remarques appellent une réflexion sur l'importance de la notion de *cycle vital* pour comprendre l'évolution de la famille paysanne. Le contraste entre les familles de Casinta et celles de Tomas reflète les conditions locales mentionnées plus haut. A Casinta, un jeune *comunero* ne peut que travailler sur l'exploitation familiale ou s'employer comme salarié en attendant d'hériter. La structure sociale fait preuve d'une grande rigidité : les fils de paysans aisés étudieront puis

s'installeront à Lima, alors que les fils de paysans pauvres n'auront d'autre recours que de s'employer comme salariés chez leurs homologues plus riches ou d'émigrer pour rechercher un emploi. Plus tard, ce seront les études de leurs propres enfants qui freineront encore le développement de leur exploitation.

A Tomas, en revanche, le système communal de répartition des ressources garantit à chacun, sinon un accès égalitaire, du moins la possibilité de démarrer une exploitation familiale. Le marché de l'emploi étant relativement développé dans la région, la démarche la plus répandue chez les jeunes est de s'employer à l'extérieur le temps de réunir un capital qui, ajouté aux quelques animaux habituellement cédés par les parents, permettra de "rétribuer" la communauté en assumant le rôle d'amphitryon de la fête patronale et de démarrer un élevage. Pour cette raison les *tomasinos* se marient rarement avant l'âge de 25 ou même 30 ans. Après une période d'investissements intenses dans le cheptel, la scolarisation des enfants viendra absorber une partie de ce fonds. Selon ses conditions matérielles, chaque famille aura alors l'occasion de diversifier ses activités, voire d'investir à l'extérieur de la communauté. Les familles pauvres n'ont que l'alternative de compléter leurs revenus par le salariat dans la communauté ou de s'employer dans une mine. Les familles mieux loties choisissent généralement d'ouvrir un commerce dans le village, il leur permet de surcroît d'accompagner leurs enfants qui y poursuivent leur scolarité. Quant aux familles les plus aisées, leurs activités s'ouvrent rapidement sur l'espace urbain, où elles prépareront l'installation de leurs enfants, étudiants puis diplômés, qui ne resteront pas dans leur communauté. Finalement, riches et pauvres se retrouvent, dans leurs vieux jours, avec des ressources tout juste suffisantes pour assurer leur subsistance. Ils voient rarement leurs enfants émigrés, à moins qu'ils n'aient eux-mêmes quitté la communauté pour s'installer avec eux.

Cette description rapide des comportements paysans à travers les étapes du cycle vital de la famille suggère une remarque : selon leurs stratégies de reproduction, les familles manifestent un changement d'attitude à l'égard de la succession. Chez les paysans, désigner et préparer un successeur pour l'exploitation familiale est une préoccupation centrale. Or, elle n'est envisagée ni à Tomas, ni même à Casinta, où la propriété foncière justifierait pourtant davantage d'intérêt pour la succession. Dans ces deux communautés, une expression revient fréquemment aux lèvres des parents : "l'éducation, c'est le meilleur héritage qu'on puisse leur laisser". Cette phrase justifie à elle seule tous les sacrifices offerts par la communauté dans son ensemble.

Mais si la succession n'est plus une préoccupation pour les parents, il est difficile de concevoir ce qui pourrait retenir les jeunes dans la communauté. L'émigration, nous l'avons vu, n'est pas un phénomène nouveau. L'image de paysanneries andines autarciques et repliées sur elles-mêmes est depuis longtemps surannée. Le paysan des Andes est voyageur, ses longues pérégrinations dans les époques de troc en témoignent. Mais, comme le soulignait un vieillard de Tomas, "avant aussi, les gens allaient en ville, mais ils revenaient vite car ils n'étaient pas habitués. Maintenant, les jeunes n'ont plus envie de rester ici, on les a habitués trop jeunes à la ville".

Avec son petit nombre d'habitants, Casinta ne dispose que d'une école primaire, tandis que Tomas possède aussi un collège secondaire. Les causes d'émigration pour les études sont différents dans ces deux communautés. Les jeunes *casintanos* ont tendance à émigrer plus tôt que leurs homologues de Tomas. Dans cette dernière communauté, seuls les fils de familles aisées quittent le village avant la fin du secondaire, et ceci en dépit de l'obligation imposée par l'institution communale de scolariser les enfants dans la communauté. Cette décision est cruciale pour la compréhension du rôle de la communauté comme médiatrice des intérêts souvent divergents de ses membres.

En ce qui concerne le phénomène éducatif, la tendance migratoire des jeunes qui en ont les moyens met en péril la continuité de l'éducation dans le village, seul moyen d'instruction pour les catégories les plus défavorisées. Aussi, en contradiction avec leurs propres comportements, les autorités tentent d'imposer l'école communale à tous. Si l'émigration est une conséquence du phénomène éducatif (forcée dans le cas de l'absence du niveau de secondaire dans la communauté, nécessaire pour ceux qui recherchent un emploi approprié à leur niveau d'instruction), elle est aussi une conséquence du système éducatif. En effet, la socialisation dans la famille et dans le milieu rural se trouve mis en cause par les contenus pédagogiques : l'enseignement valorise un système de valeurs différent de celui des paysans. En apprenant à s'insérer dans la société nationale, l'enfant apprend aussi à mépriser ses parents, leurs valeurs sociales et de travail. Il devient difficile pour les jeunes de s'identifier à un monde que l'éducation éloigne d'eux en leur faisant miroiter une ascension sociale qui ne peut être qu'individuelle. Nombreux sont donc ceux qui iront tenter leur chance en ville où, le plus souvent, des parents ou des amis les ont précédés. A Casinta plus qu'à Tomas, les retours d'émigrés pour des motifs éducatifs sont très rares.

L'éclatement de la famille paysanne va imposer une redéfinition du cadre de vie des paysans. La problématique de l'émigration est donc bien liée à l'attrait des "lumières de la ville", et au-delà, à un changement dans le système de valeurs. Une bergère de Tomas nous confiait qu'il valait mieux ne pas avoir d'instruction pour supporter la vie austère dans la *puna*. La terre nourricière et le travail font place à un nouveau cadre de référence : l'instruction est perçue comme l'instrument le plus sûr de promotion sociale. L'éducation n'est plus seulement un moyen pour affirmer son statut au sein de la communauté, elle est aussi le passage obligé pour assimiler les normes sociales de la société moderne. La communauté est une société d'interconnaissance dans laquelle chacun joue une multitude de rôles correspondant à différents statuts de parent, d'allié, de catholique ou d'évangéliste, de *comunero*, d'agriculteur, d'éleveur, de commerçant, etc.

Les rapports avec la société englobante sont médiatisés par des notables (H. Mendras, 1976). Leur fonction a évolué avec l'interpénétration des sphères urbaine et rurale, favorisée par l'élévation du niveau d'instruction. Au début du siècle, chaque communauté avait son petit groupe de notables dont le pouvoir reposait sur une situation économique prospère et les alliances nouées. Le prestige social de ces familles se rattachait à une fonction traditionnelle de redistribution : à l'instar des chefs préhispaniques, les *comuneros* les plus puissants devaient protéger leur communauté. La collectivité attendait d'eux qu'ils financent les fêtes et rétribuent généreusement (aussi bien en produits qu'en parrainant un baptême ou un mariage, principal moyen pour entériner les alliances interfamiliales) l'"aide" reçue pour les travaux sur leurs terres. Il y a peu de temps encore, l'une des plus riches *casintanas* qualifiait d'"aide aux pauvres" le fait de laisser à ces derniers une partie de ses terrains agricoles en métayage. Mais la fonction principale de ces notables était de défendre la communauté contre les abus de son voisinage. Leur niveau d'instruction leur assurait le monopole des démarches auprès des pouvoirs publics.

Avec la démocratisation de l'éducation, le nombre de ces privilégiés a augmenté, les contacts avec la ville sont devenus plus fréquents. De nouvelles exigences vont apparaître au sein de la collectivité. Les communautés font preuve d'une grande capacité d'adaptation aux nouvelles conditions de l'économie de marché et adoptent aussi les symboles de la modernité importés de la ville. Les indicateurs les plus apparents de cette assimilation se trouvent dans les usages alimentaires et vestimentaires. L'élévation des niveaux d'instruction et l'usage généralisé des postes de radio, entre autres, témoignent aussi d'une idéologie du progrès qui n'est pas qu'économique et qui agit comme moteur des comportements paysans.

Les facteurs externes du changement sont réinterprétés pour configurer une nouvelle scène locale. Comment la communauté s'adapte-t-elle à ce renouveau social ? Une catégorie nouvelle d'intermédiaires vient supplanter les anciens notables de la communauté. Ces médiateurs sont de jeunes diplômés qui résident le plus souvent en ville. Armés de connaissances "modernes", ils viennent injecter une nouvelle dynamique à leur communauté. Après avoir compté des siècles durant sur leurs propres ressources, les paysans apprennent à utiliser des crédits et des dons pour moderniser leur village. Mais objectifs et résultats ne coïncident pas nécessairement. Si, dans les faits, il s'agit de stimuler la modernisation de la communauté, il ne faut pas s'attendre pour autant à ce que le village puisse désormais retenir ses jeunes générations. Le dispensaire de Tomas rappelle le problème posé par l'école communale : revendiqué avec la même insistance, peu de personnes en ont pourtant franchi le seuil depuis son ouverture. Ce résultat contradictoire illustre la confusion entre développement et modernité.

Dans le domaine de la production, les communautés de Casinta et Tomas ont chacune mis en œuvre un projet de développement. La première a construit un canal d'irrigation. Tomas a choisi une laiterie communale. Les deux projets s'inscrivent dans une volonté explicite de partage collectif des bénéfices. De façon plus implicite, ces projets élaborés par de jeunes diplômés résidant en ville servent les intérêts des catégories paysannes dominantes. Dans le premier cas, il augmente la capacité d'irrigation avec la culture de la luzerne - au profit donc des grands propriétaires - sur un sixième des terrains gagnés sur le désert. A Tomas, la laiterie servira en premier lieu les intérêts des éleveurs qui pourront améliorer la qualité de leurs troupeaux et utiliser la laiterie pour transformer leur production.

Ces projets illustrent la politique de promotion de la coopération mise en place depuis la réforme agraire de 1969. En trente ans, les communautés ont vu s'élargir leur espace de communication grâce au développement du réseau routier et à l'élévation des niveaux éducatifs. Mais elles demeurent subordonnées au système politique et économique dominant. L'absence de participation favorise une attitude passive qui impose la nécessité d'un encadrement extérieur.

L'échec au moins partiel de ce type d'entreprises dans les communautés andines a laissé des séquelles, mais il indique que seules des formes d'organisation résultant d'une évolution interne peuvent rendre aux communautés la capacité de conquérir l'espace politique et économique qui leur revient. Bien sûr, les communautés étudiées se distinguent par leur proximité de Lima, dont elles reçoivent une influence plus forte que celles de régions reculées. Néanmoins, les conclusions que nous avons pu en tirer sont représentatives d'une tendance générale.

# SYSTÈMES SPONTANÉS D'ÉCHANGE DE TRAVAIL ENTRE PETITES EXPLOITATIONS D'UN FRONT PIONNIER ARGENTIN

Christophe ALBALADEJO  
Systèmes agraires et développement  
INRA TOULOUSE

La province de Misiones, une zone subtropicale humide, est encore en pleine phase de colonisation. Il s'agit d'un mouvement spontané, qui ne bénéficie d'aucune aide d'organismes publics ou privés, et relève pour l'essentiel de petits paysans mis en faillite par la "modernisation" agricole des Etats voisins du Sud brésilien. La recherche touche 100 et 500 familles rurales dans deux collectivités. Elle vise à montrer l'importance des réseaux informels d'entraide et d'échanges non monétaires de travail et de biens. Le cadre de référence adopté met en relief une organisation sociale et économique forte au niveau collectif local (système agraire) qui rend quelque peu artificielle la référence exclusive au système de production. Les organismes de développement ont pourtant du mal à s'affranchir d'une approche qui fait de l'exploitation le seul interlocuteur et bénéficiaire des aides, des conseils techniques et du dialogue.

Lorsque l'on demande à un petit agriculteur s'il fait parfois appel à ses voisins, la réponse est invariablement qu'ici, "chacun travaille de son côté, que les gens sont très individualistes et que, lui, il ne demande rien à personne". Ce jugement fréquent ne contient rien qui justifie une remise en cause de l'exploitation en tant qu'unité technique et économique jouissant d'une autonomie propre à asseoir l'établissement de plans individuels de développement. Des entretiens plus poussés montrent une réalité très différente. Le plus souvent, le fonctionnement des exploitations ne peut se comprendre sans référence aux liens d'interdépendance entre les UD. Ainsi, Pedro possède deux vaches laitières, mais pas de taureau ; il cultive trois hectares de soja mais la main-d'œuvre familiale est insuffisante. Celso produit de la *rapadura* (sucre non raffiné), il a un demi-hectare de canne, mais pas de *trapiche* (pressoir). Antonio possède trois paires de bœufs, mais il est vieux, un seul enfant l'aide et ils ne cultivent que cinq hectares. Pourquoi une telle force de traction ? Ces déséquilibres traduisent l'existence de réseaux informels denses d'échanges techniques. Ces

réseaux peuvent conditionner la viabilité même des exploitations en leur ouvrant accès localement, dans le cadre d'une économie informelle en grande partie non monétaire, à des ressources dont elles ne pourraient disposer autrement (outils, force de travail, information).

## LES DIFFÉRENTS TYPES DE RAPPORTS TECHNIQUES

### *El ayutorio*

C'est la forme d'entraide dont les agriculteurs parlent le plus volontiers. L'*ayutorio* est une forme de travail collectif qui ne donne lieu à aucune rémunération en argent. Il met en rapport toujours plus de deux UD, généralement 5 ou 6, ce qui peut signifier 8 à 9 travailleurs. Il peut s'agir d'un travail ponctuel chez un particulier (construction d'un hangar à tabac, récolte, etc.) ou d'un ouvrage collectif (construction d'une école, d'un chemin...). Les hommes seuls sont concernés par l'*ayutorio* ; les femmes les accompagnent parfois : elles aident alors la maîtresse de maison à préparer les repas (le bénéficiaire de l'*ayutorio* offre repas et *maté*). Un *ayutorio* ne dure pas plus de deux ou trois jours ; les participants apportent parfois leur matériel (tronçonneuse, attelage, etc.).

Les modalités de rétribution ou de réciprocité sont complexes et variables. Dans leur discours, les gens lient l'*ayutorio* à un groupe social ou à une localité : "on fait l'*ayutorio* entre nous dans la *picada*<sup>1</sup> du kilomètre 311" : il résulte donc d'une identification collective ou y contribue. En règle générale, la réciprocité n'est jamais établie clairement : ni la quantité de travail, ni sa forme, ni les délais de dévolution ne sont précisés. Les délais dépassent fréquemment l'année ; pour un agriculteur, le fait de ne pas avoir sollicité d'aide ou participé à un *ayutorio* au cours de l'année ne signifie pas qu'il en est marginalisé. L'*ayutorio* est un composant de la vie sociale locale et un symbole de sa cohésion : les gens en parlent donc facilement (encore qu'ils sont moins bavards lorsqu'il faut en faire un décompte précis et nommer les participants) : la totalité des enquêtés de Luján et (selon des modalités d'enquête différentes), 88 % de ceux de Caá Gazú ont déclaré avoir participé à un *ayutorio* ces dernières années. Il ne faut pas croire enfin que l'*ayutorio* soit "donné" : le bénéficiaire doit pouvoir assurer l'entretien de ses hôtes et être prêt à leur fournir un coup de main ou à leur prêter outillage et équipement. D. Baranger (1990) a montré qu'à Caá Guazú la participation à l'*ayutorio* est d'autant plus fréquente que le niveau de vie est élevé.

<sup>1</sup> Chemin de desserte locale utilisée ici pour définir les unités territoriales de référence.

### *El pucherão*

Nous ne l'avons pas observé directement (cette pratique semble avoir disparu), mais de nombreux agriculteurs en ont fait état. Il ressemble fort à l'*ayutorio* tout en étant lié à une activité festive intense ; il est aussi plus ouvert : tous peuvent y participer.

### *El cambio de día*

Littéralement, échange de jours, lie les UD deux à deux. L'échange est davantage comptabilisé : ainsi, une journée de travail avec un attelage compte double, on considère couramment que les jours prêtés doivent être remboursés dans l'année<sup>1</sup>. Cette comptabilisation stricte invite à quelque prudence lorsqu'il est question de "solidarité" entre exploitations.

### *Prêts de matériel et échange de travail*

Des échanges de matériel et d'animaux (araire, char, tronçonneuse, pulvérisateur, *trapiche*, bœufs, reproducteurs, etc.) ont pu être observés tant à Luján qu'à Caá Guazú. A Luján, ces échanges semblent être liés à des échanges en travail moins formels que *el cambio de día*. Les prêts font plus souvent l'objet d'accords informels spécifiques (donc difficiles à apprécier par questionnaire). La souplesse et la densité de ces échanges en font pourtant un élément très important (quoique souterrain) du fonctionnement des systèmes de production.

## LA FONCTION DES ÉCHANGES TECHNIQUES

Les échanges techniques peuvent permettre de faire face à des pointes de travail occasionnelles (construction de bâtiments par exemple) ou périodique (récolte de coton, de soja, de tabac, etc.) ou à l'absence d'un équipement.

Ils peuvent pallier une insuffisance de main-d'œuvre sur l'exploitation pour l'ensemble des travaux. Dans ce cas de figure, le prêt en travail est remboursé en terre. Il s'agit à la limite d'une assurance vieillesse proche d'un viager : à Luján, un agriculteur âgé reçoit une aide permanente contre la promesse de cession de son exploitation. Le *chacrero* s'apparente à cette catégorie d'échange technique : c'est un individu qui n'a pas les moyens d'acquiescer un droit sur une parcelle, mais peut prendre en charge un lopin au nom de son occupant officiel (le "propriétaire"). Le *chacrero* y gagne la possibilité de cultiver, le propriétaire (qui ne peut

<sup>1</sup> Pour tous les échanges non monétaires, l'évaluateur est le temps alors que pour les échanges monétaires, l'évaluateur du travail est la surface : le rapport de confiance semble s'affaiblir lorsque la prestation en travail est rémunérée.

légalement occuper deux lots en même temps) bénéficiera après quelques années d'une adjudication définitive au coût de l'occupation. Cette pratique peut lui donner accès à bon compte à une plantation de *maté* déjà établie au-delà, éventuellement, du maximum légal (5 hectares).

Les échanges techniques visent également à constituer une assurance contre le risque (santé, climatique ou commercial). Ils ne répondent donc pas nécessairement à une stratégie définie dans le court ou le moyen terme. La fonction "assurance" explique que certaines UD bien dotées développent des stratégies d'échange multiples, destinées à constituer ce que Bourdieu définit comme "capital social". Ainsi, Armando et Ramona ont deux enfants en bas âge et déclarent que l'*ayutorio* et le *cambio de día* sont faits pour les riches. Ils ont placé cinq bovins chez quatre voisins différents sans "rien demander en retour". Dans leur cas, l'assurance est double : les bovins constituent un capital sur pied et ils contribuent à assurer un capital social.

De manière complémentaire, les échanges techniques assurent des fonctions sociales et culturelles multiples. Il est impossible de les rapprocher des seules stratégies productives ou familiales. Ils ont une fonction symbolique et cérémoniale très importante, à ce titre ils font partie de la sociabilité locale.

## LA DENSITÉ DES ÉCHANGES TECHNIQUES

Nous nous sommes efforcés de l'apprécier en rapprochant liens sociaux (interconnaissance) et familiaux, rapports techniques et liens géographiques. Le tableau 1 donne un aperçu de la densité des échanges techniques et de leurs liens avec les rapports d'interconnaissance et familiaux. Il est à noter que les échanges techniques sont mentionnés plus fréquemment par les bénéficiaires que par les prestataires, les données présentées sont donc très vraisemblablement sous-évaluées, surtout si elles se rapportent à des liens entre agriculteurs enquêtés et non enquêtés. De même, il est possible de mettre en évidence une forte intersection entre rapports techniques et rapports familiaux et d'interconnaissance (72 à 58 % des binômes ayant des relations techniques ont également des relations familiales ou d'interconnaissance). L'intersection entre rapports techniques et interconnaissance est tout aussi important qu'entre rapports techniques et relations familiales. Ce résultat qui n'était pas évident *a priori* confirme le jugement de P. Darré (1985) sur l'importance de l'interconnaissance dans le fonctionnement technique d'une localité.

## Décompte des différents types de relations simples

Parenté	Intercon- naiss <sup>es</sup> .	matériel ou animaux		Cambio de día	Ayutorio		Total
		bénéficiaire	prestataire		bénéficiaire	prestataire	
229 28 %	189 23%	100 12%	95 12%	68 8%	98 12%	40 5%	819 100%

## L'ORGANISATION TECHNIQUE LOCALE

La cartographie des échanges de travail et de leur évolution entre 1984 et 1988 permet d'identifier plusieurs niveaux locaux d'organisation. Le *paraje*<sup>1</sup> tout d'abord puisque les relations avec l'extérieur sont peu nombreuses. La *picada* ensuite puisque l'on retrouve nettement sur les cartes les contours des trois *picadas* nord, est et sud. Déjà en 1984, la *picada* sud se démarquait sensiblement des deux autres ; sa différence s'est accentuée en 1984. Entre temps, ses habitants ont construit une école, donné un nom (Bello Horizonte) à leur *picada* ; ils projettent aujourd'hui de construire une église. La *picada* a donc tendance à former un *paraje* à elle seule. De nombreux liens de sociabilité existent cependant encore avec les deux autres *picadas*, notamment pour l'organisation des fêtes, de bals et de kermesses. Contrairement à ce que nous pensions, le caractère de localité tend à se renforcer après quatre années d'intégration nationale. Il peut ne s'agir que d'une étape, mais on sent bien que les échanges techniques constituent davantage qu'un simple échange de jours ou un simple "prêt" d'équipements.

Les différents échanges peuvent être classés selon le gradient suivant :

- échanges non comptabilisés : ils relèvent de l'économie "domestique", c'est bien sûr le domaine de l'UD mais aussi du "Groupe domestique", ensemble d'UD liés par des relations familiales étroites. Ces groupes sont aisément identifiables à Luján ; en leur sein, les échanges techniques sont très denses (Albaladejo 1987), à tel point qu'ils permettent de reconnaître des limites des systèmes de production bien plus pertinentes que celles dérivées des UD.
- échanges à comptabilité "sociale" : ils procèdent d'une économie du don, complémentaire souvent de l'économie domestique et qui implique davantage les groupes domestiques plus étendus. L'*ayutorio* ainsi qu'une grande partie des prêts appartiendraient à cette

catégorie. Une enquête réalisée en 1989 auprès de trois grands groupes domestiques montre que tous ne suivent pas la même stratégie d'"animation" des échanges, dans la mesure où leur situation géographique ne les aide pas toujours. Tous y tendent cependant et s'appuient sur le rôle des femmes (accueil des participants, etc.). C'est tout à fait la stratégie de la famille Opichanyj, par qui passe toute réalisation collective dans la *picada* sud : ce groupe domestique parvient même à orienter les investissements personnels des autres UD dans une logique collective. Logiquement, l'échelle de référence de ce type d'échange est la *picada*.

- échange à comptabilité en biens matériels ou en temps de travail : ils procèdent d'une économie de troc dont l'échelle de référence est le *paraje*. Le *cambio de día* ainsi qu'une part des prêts relèvent de cette catégorie. Evidemment, les UD les plus aisées sont davantage concernées.
- échanges à comptabilité stricte en argent. Ces échanges lient les "nantis" aux UD pauvres en sociabilité ou en moyens de production. Ici, l'échelle de référence peut dépasser le cadre de la localité.

## Indicateurs d'échanges techniques et participation au PAF

	Participe au PAF		différence significative au seuil de
	oui	non	
<i>ayutorio</i>	93%	62%	0.002
<i>cambio de día</i>	62%	36%	0.029
nb. éléments prêtés	4.48	3.19	0.044
nb. UD prêtant	2.26	1.50	0.070
nb UD recevant des prêts	2.37	1.54	0.045
nb total d'UD	29	26	

<sup>1</sup> Ensemble de *picadas*, trois dans le cas de Luján.



### QUELLE INTERVENTION POUR UN ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT ?

Reprenant l'expression "morphologie sociale" de Marcel Mauss (1973), J.-M. Gastellu a tenté de définir des unités économiques en milieu rural en identifiant la "morphologie économique" des sociétés rurales. Par analogie, nous nous sommes attachés à décrire la "morphologie technique" des collectivités rurales de Misiones. Comme Gastellu, nous avons souligné l'importance du réseau familial, à travers notamment de Groupes domestiques formés de différentes unités familiales. Mais les échanges techniques débordent largement ce cercle.

Les unités domestiques participent simultanément à différentes formes d'"économie" (domestique, de don, de troc; monétaire). Ces échanges offrent des ressources importantes, leur densité et leur diversité sont susceptibles d'expliquer la subsistance et la souplesse des systèmes de production face aux aléas climatiques, commerciaux et aux risques de santé. Dans un tel contexte, limiter l'analyse d'un système de production à une exploitation ne permet pas d'en comprendre le fonctionnement ni d'en saisir les atouts et les limites.

Quelles unités de production doivent-elles être prises en compte par les organismes de développement ? Différents niveaux emboîtés peuvent être pris en compte : Groupe domestique, *picada*, *paraje*. L'INTA s'est spontanément appuyé sur la *picada* pour organiser des groupes de producteurs dans le cadre du Projet agro-forestier (PAF), il a également associé l'*ayutorio* au projet et promu cette pratique, ce qui semble pertinent dans la mesure où l'*ayutorio* peut être rapproché du sentiment d'appartenance à une collectivité locale. Cette pratique a été renforcée indirectement par l'INTA qui a encouragé une culture très exigeante en travail au moment de la récolte : le coton.

A partir des données recueillies à Caá Guazú, D. Baranger a montré que "la probabilité pour une UD d'intervenir dans une forme quelconque d'échange technique est plus grande quand elle est liée au PAF". Bien sûr, l'effet du projet, des réunions et des contacts avec les techniciens, sur la disposition des agriculteurs à évoquer spontanément les échanges techniques n'est pas à négliger. Ces résultats soulignent toutefois la synergie entre les efforts d'un organisme extérieur et les formes locales d'organisation... Encore qu'il ne soit pas possible de savoir si cette intensification des échanges horizontaux survivra à l'action de l'INTA.

### BIBLIOGRAPHIE

- ALBALADEJO C., 1987. "Aménagement de l'espace rural et activités d'élevage dans des régions de petites exploitations agricoles. L'exemple des Cévennes sud en France et de la province de Misiones en Argentine". Thèse de 3<sup>e</sup> Cycle, université de Grenoble I, INRA-SAD. Toulouse, 540 p.
- BARANGER D., octobre 1990. "Rapports d'entraide technique chez de petits agriculteurs de Colonia Caá Guazú" x<sup>e</sup> Symposium annuel de la AFSRE, State University of Michigan, East Lansing.
- DARREJ.-P., 1985. *La parole et la technique*. L'Harmattan Paris.
- EIDT R., 1971. *Pioneer settlement in Northeast Argentina*. Univ. of Wisconsin Press Madison.
- GASTELLU J.-M., 1971. "Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?" *Cahiers de l'ORSTOM*, Sc Humaines, XVII (1-2) ; 3-11, Paris X.
- MAUSS M. *Sociologie et anthropologie*. PUF Paris 1973.
- ROGERS E.M. et KINCAID D.L., 1981. *Communication networks. Towards a new paradigm for research*. The Free Press, New York.



# L'AGRICULTURE DE VÁRZEA ET LE PAYSANNAT D'AMAZONIE CENTRALE

Pierre GRENAND  
ORSTOM-Paris  
Sylvia BAHRI  
USTL-Montpellier, France

La *várzea*, représentant 3 % de la superficie du bassin amazonien (600 000 km<sup>2</sup>), correspond à la plaine d'inondation de l'Amazone. Elle est généralement considérée comme une zone à haute potentialité agricole et halieutique. Par ailleurs, à la différence des autres milieux amazoniens, elle constitue une unité écologique indéniable, s'étirant du Pérou à l'île de Marajó.

Notre exposé s'appuiera essentiellement sur les observations qu'une équipe pluridisciplinaire ORSTOM-INPA<sup>1</sup> a réalisées entre 1985 et 1989 dans une région proche de Manaus, l'île de Careiro, qui peut être considérée comme une zone représentative des changements contemporains (quoique minoritaires) dans la *várzea* prise dans son ensemble.

## BREF HISTORIQUE DU PEUPEMENT ET DE L'AGRICULTURE DE LA VÁRZEA

Bien que le sujet ait été longtemps controversé, il est aujourd'hui admis que la *várzea* amazonienne était, à l'arrivée des Européens, une région infiniment plus peuplée que les régions de terre ferme la bordant. Des densités de 5,2 hab.<sup>2</sup> à 14,6 hab./km<sup>3</sup> ont été déduites des textes des chroniqueurs ; elles impliquent un peuplement en continuum de nations amérindiennes partageant quelques grandes caractéristiques : villages sédentaires, chefferie centralisée, agriculture permanente liée au cycle annuel de l'eau. En bref, la *várzea*

des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> était un univers aménagé, les Amérindiens ayant su tirer parti de ses potentialités.

A partir de la fin du xvii<sup>e</sup>, la *várzea* sera progressivement désertée, tout d'abord en raison de l'effroyable baisse démographique (esclavage et épidémies) chez les Amérindiens et surtout à la suite de leur concentration en missions que les Portugais installèrent dans les affluents d'eaux noires jugées plus salubres que les riches eaux blanches de la *várzea*. La concentration des indigènes en des points précis va confiner l'agriculture sur brûlis sur des surfaces restreintes de terre ferme, avec des rendements de plus en plus faibles. A la fin du xviii<sup>e</sup> et dans la première moitié du xix<sup>e</sup>, tous les observateurs soulignent la morosité des missions et des villages qui leur ont succédé, ainsi que l'abandon de la *várzea*, lieu où l'on ne se rend plus que pour des activités de prédation : capture de tortues et de leurs œufs, lamantins et poisson géant *pirarucu*. Il est donc évident que l'agriculture de *várzea* que nous décrivons au xx<sup>e</sup> ne doit pas grand chose à l'ancienne, même si les contraintes du milieu sont bien les mêmes.

## LA FORMATION DE TERROIRS : L'ÎLE DE CAREIRO

La réapparition de zones cultivées en *várzea* peut être considérée comme une conséquence du boom du caoutchouc (1870-1910) qui enfiévrâ l'Amazonie. L'immigration massive d'étrangers et surtout de Nordestins<sup>4</sup> (500 000, selon C. Furtado, 1959)<sup>5</sup> modifia totalement la configuration de la démographie amazonienne.

Aux immigrants destinés aux centres d'extraction du latex, se joignirent de nombreux Amazoniens, ce qui entraîna une crise généralisée du ravitaillement. Nécessité se fit, à partir de 1890, d'en détourner une partie vers des colonies agricoles à proximité des grandes villes (Manaus et Belém). Après des débuts difficiles, seules les colonies localisées en *várzea* connurent une réelle expansion, alors que celles situées en terre ferme, comme Bragança (Pará), connurent le même processus de décadence que les missions du xviii<sup>e</sup>.

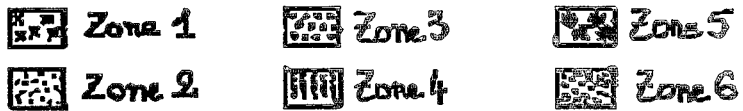
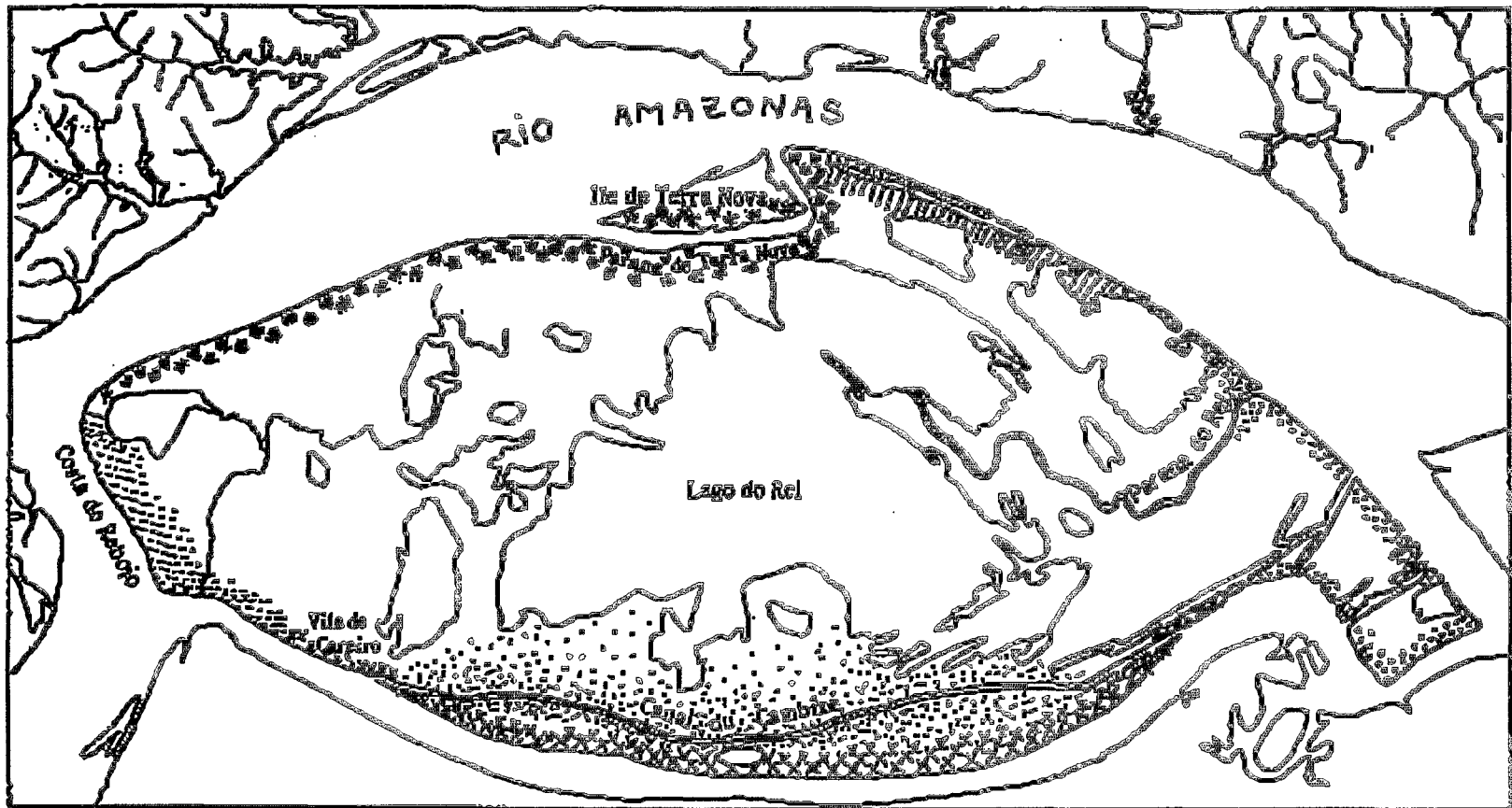
<sup>1</sup> INPA : Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia, à Manaus, Amazonas, Brésil.

<sup>2</sup> Porro A., 1981. "Os Omagua do Alto Solimões : demografia e padrões de povoamento no século XVII". Coleção Museu Paulista, Série Ensaio 4 : 207-231, São Paulo.

<sup>3</sup> Denevan W., 1976. "The Native Population of the Americas in 1492". The University of Wisconsin Press.

<sup>4</sup> Nordestinos, habitants du Nordeste brésilien.

<sup>5</sup> Furtado C., 1959. "Formação econômica do Brasil" Fundo de cultura. Rio de Janeiro.



**CARTE DES DIFFERENTS SYSTEMES AGRICOLES DE L'ILE DE CAREIRO**

L'île de Careiro est un bon exemple d'évolution positive : elle a vu progressivement se constituer un terroir aux aptitudes variées et un authentique paysannat relativement stable, surtout si on le compare aux agriculteurs extractivistes à haute mobilité de la terre ferme. Les phases du peuplement de l'île sont connues grâce au travail de O'Reilly-Sternberg (1956)<sup>1</sup>. Les premiers agriculteurs arrivent à Careiro en 1870, mais ce n'est qu'en 1889 qu'un gros contingent d'émigrants du Nordeste (1 415 colons) est débarqué. L'adaptation à un milieu annuellement inondé de gens habitués à une zone aride fut extrêmement dure. Néanmoins, après la forte mortalité qui marqua les premières années, ces migrants réussirent à faire souche. Quatre-vingt-dix ans plus tard, nous avons pu constater que sur un échantillonnage de 81 familles, 37 seulement comptaient pour partie ou en totalité parmi les descendants de cette première vague. Ce chiffre trahit à notre sens l'attrait que Careiro, bien placé à proximité de Manaus, continua d'exercer.

### LES TERROIRS CONTEMPORAINS DE L'ÎLE DE CAREIRO

Les zones que nous avons dégagées correspondent autant aux données du milieu naturel qu'à son aménagement par l'homme.

#### La zone un

La façade méridionale de l'île est occupée par de petites propriétés dont la superficie oscille entre 15 et 124 ha, la majorité se situant autour de 20 ha. Le cadastre de l'île (1981) indique des titres de propriété pour 54 d'entre elles (les deux tiers de la surface disponible dans cette zone, occupée dans son ensemble). En été (de fin septembre à mars), on y pratique des cultures de décrue : haricots, maïs, salade et chou vert. On y rencontre aussi, quoiqu'en petites unités, l'élevage. Les habitations sont souvent entourées d'un verger, mais ces petits complexes arborés ne parviennent pas à former une façade continue comme au nord de l'île. La pêche est présente uniquement à titre complémentaire, et seul le bourg de Vila do Careiro possède sa petite colonie de pêcheurs professionnels. La population est en léger accroissement : elle est passée de 1 178 personnes en 1950 à 1 412 en 1980. Néanmoins, il est probable que la croissance du bourg, dispensateur d'emplois, freine les départs vers la ville de Manaus, proche.

<sup>1</sup> O'Reilly-Sternberg H., 1956. "A água e o homem na várzea do Careiro". Tese de concurso a cátedra de geografia do Brasil. Rio de Janeiro.

#### La zone deux

Elle correspond aux deux rives du canal du Cambixe et à la zone comprise entre le Lago do Rei et le canal. Sternberg a bien montré comment cette région, à l'origine couverte de forêt de *várzea alta*<sup>2</sup>, était devenue, sous l'influence des immigrants nordestins, une zone d'élevage. En 1950, 55 % de la région étaient encore couverts de forêts de ce type ou étaient improductifs (15 % seulement aujourd'hui). Parallèlement à ce déboisement, en moins de quarante ans, le Cambixe, qui ravitaillait Manaus en lait frais<sup>3</sup>, est passé à un système latifundiaire en pleine expansion. La structure des petites propriétés en bandes perpendiculaires aux rives du canal, datant de 1889, est encore bien visible sur le cadastre, cependant que dans la réalité, par le jeu successif des locations et des rachats sur parole par une poignée de grands propriétaires, le terroir est aujourd'hui constitué d'immenses pâtures dévolues à un bétail clairsemé. Seules les habitations, égrenées le long du canal et encloses de barbelés protégeant les jardins et les arbres fruitiers, témoignent de ce que fut le paysage agraire des petits éleveurs. La population est en net recul : elle est passée de 3 862 personnes en 1950 à 1 252 en 1980. Encore largement *cearense*<sup>4</sup>, elle connaît cependant un renouvellement : les fermes réclament une main-d'œuvre servile, souvent fournie par des *caboclos* ayant échoué une première tentative de vie urbaine. Cette main-d'œuvre sous-payée et polyvalente tente de pallier sa pauvreté endémique par la petite pêche stimulée par la présence toute proche du marché de Manaus.

#### La zone trois

Il s'agit de la partie orientale de l'île et de la zone du Parana do Rei, pour laquelle nous ne disposons pas de données antérieures à nos enquêtes. La population (en 1980) est de 182 habitants, répartie en deux points.

Le premier groupe est une communauté composée de *caboclos* amazoniens récemment arrivés mais accoutumés aux zones inondables d'Amazonie centrale. Il s'agit de pêcheurs extrêmement diversifiés, exploitant aussi bien leur région que des eaux plus lointaines. Sur les quelques points émergés, après abattage de la forêt et brûlis, ils cultivent manioc et maïs pour leur subsistance. Quelques vergers constitués de jeunes fruitiers

<sup>2</sup> *Várzea alta* : forêt haute en zone de *várzea*, rarement inondée.

<sup>3</sup> Bittencourt A., 1925. "Corografia do estado do Amazonas". ed. fac-similada 1985. Manaus.

<sup>4</sup> *Cearense*, c'est-à-dire originaire du Ceara, l'Etat du Nordeste d'où vint le plus grand nombre d'immigrants.

sont parfois associés à ces cultures annuelles. On peut y voir le premier stade de colonisation de la *várzea*. Le second groupe, installé sur une des rares *restingas*<sup>1</sup> hautes de cette partie de l'île, restitue sans doute l'image de ce qu'était le Cambixé il y a quarante ans. L'élevage et l'agriculture de subsistance y restent prédominants cependant que la croissance des débouchés urbains les amène peu à peu à se tourner vers le maraîchage. Cette région de *várzea* en formation, milieu amphibie complexe comportant très peu de terres émergées, reste largement une zone de lacs et de forêts inondées difficilement colonisables par l'homme.

#### La zone quatre

S'étendant entre le Parana do Rei et l'entrée du Parana de Terra Nova, cette région est hétérogène, passant d'est en ouest d'une colonisation très récente à une colonisation plus stable.

La bande cultivable entre la dépression intérieure (occupée par le lac) et le grand fleuve est extrêmement étroite (de 20 à 50 m) et complètement inondée durant les crues. À l'ouest, le paysage, dominé par la petite propriété, se partage entre pâtures nouvelles et bananeraies, cependant qu'à l'est, les *restingas* sont basses et inondées dès le mois d'avril. Des *caboclos* amazoniens, sans titres de propriété, y vivent misérablement de maigres cultures vivrières et des pauvres revenus de la culture de la mauve et du jute, plantes qui supportent une longue inondation mais dont le traitement archaïque dans l'eau dormante est particulièrement pénible. Principalement concentrée à l'ouest, la population actuelle y est de 406 personnes. La rareté des titres de propriété (cinq seulement), rend bien l'idée d'une colonisation récente, mais il est difficile de se prononcer sur l'avenir de cette zone d'alluvionnement récent subordonné là plus qu'ailleurs à des facteurs écologiques fluctuants.

#### La zone cinq

Cette zone, incluant l'île de Terra Nova, parcourt la rive septentrionale de l'île et constitue un terroir assez homogène. Le peuplement, à l'inverse, est hétérogène, constitué du mélange de *caboclos* amazoniens avec les descendants de Nordestins ayant reflué après la grande crise du caoutchouc de 1910-1920. En 1980, la population était de 2 210 personnes, en faisant ainsi la région la plus peuplée de l'île et la plus typée par le dynamisme de son petit paysannat.

<sup>1</sup> *Restingas* : levées de terres naturelles plus ou moins hautes.

Les propriétés y sont moyennes et petites et, en dehors de la contrainte du régime des eaux, correspondent à une prise de possession de la terre assez confuse. En effet, notre enquête a fait apparaître une réalité foncière autre que celle que laissait supposer les 64 titres officiels de propriété : le nombre des exploitations s'élève à 298. En contrepartie, de nombreux propriétaires ou leurs héritiers, soit ont disparu, soit ne s'occupent plus de leur exploitation, d'autres la transforment en métairie, en demandant une partie de la récolte pour prix de la location. D'une façon générale, en dehors d'une grande ferme d'élevage très moderne qui grignote peu à peu les exploitations du Centre de la zone, les conflits de terre sont minimes.

Le paysage typique de cette région est un système arboré entièrement constitué par l'homme au cours du siècle dernier. L'importance du cacao en sous-bois peut correspondre autant à des peuplements sauvages préexistants qu'à d'anciennes plantations amérindiennes réutilisées. Divers héritages se croisent ici, comme par exemple la culture de clones de manioc hâtifs propres aux Amérindiens de la *várzea*, ou encore la pratique du potager, venue d'Europe avec ses plate-bandes, ses rotations et son paillage, ou bien enfin la culture de l'hévéa amenée du haut Amazone, non point tant pour son latex que pour l'ombre qu'il dispense. Ce paysage arboré est complété par des zones ouvertes en général localisées à la limite des eaux lacustres, portant des cultures vivrières et surtout des cultures maraîchères intensives, que l'on retrouve également sur les berges limoneuses du fleuve en période de décrue. La productivité est élevée, qu'il s'agisse de légumes ou de fruits, quoique, dans ce dernier cas, une mauvaise distribution aboutisse à une perte systématique qu'un élevage de basse-cour tente de compenser, cependant que l'élevage bovin est également présent par petites poches. Enfin la pêche, surtout pratiquée dans le système lacustre intérieur, est le fait de paysans. On rencontre aussi, dans chaque communauté, un petit groupe d'hommes assez marginalisés et spécialisés dans la petite pêche dont les aléas saisonniers les obligent à se louer comme journaliers chez leurs voisins agriculteurs. Les surplus de cette pêche sont vendus aux agriculteurs ou aux commerçants locaux, qui les expédient alors sur Manaus.

#### La zone six

Elle correspond à la Costa do Rebojo, à la pointe sud-ouest de l'île. C'est dans cette zone que l'on rencontre les berges les plus hautes. L'inclinaison des terrains vers l'intérieur de l'île est très faible et laisse donc une substantielle bande émergée (de quelques centaines de mètres de large), propice au développement de l'élevage. Les pâtu-

rages occupent de vastes superficies entre le cours du fleuve et la forêt inondée qui borde le lac central de l'île. Quelques hévéas et cacaoyers, disséminés çà et là sur les berges, témoignent de la présence ancienne d'une couverture arborée de même nature que pour la zone précédente. Dans cette zone, qui est une de celles qui regroupe le plus de descendants de la première vague migratoire, les petites fermes côtoient les grandes exploitations.

### CONCLUSION

A partir de l'exemple de l'île de Careiro, microcosme représentatif de la *várzea*, quel avenir peut-on assigner à cette région où l'eau le dispute à la terre, avec ses zones émergées restreintes, la constante évolution de ses rivages et son calendrier agricole calqué sur le mouvement des eaux ?

La *várzea* est avant tout un milieu fragile et l'extension des pâturages favorise sa dégradation rapide. Néanmoins, l'existence d'un petit paysannat relativement ancien tourné vers la fruticulture et le maraîchage est un atout de poids.

De ce point de vue, il faut miser sur la sauvegarde de ce petit paysannat que les pouvoirs officiels étranglent, en livrant la *várzea* aux spéculations des *fazendeiros*. Pourtant il paraît certain que le développement de la *várzea* ne pourra se faire sans un appui de l'Etat, que ce soit en termes de réforme agraire ou de soutien à un système coopératif. Ceci posé, la planification dans cette délicate région ne pourra qu'être souple et multi-vocationnelle, afin de tenir compte de la plus ou moins grande proximité des centres urbains. Enfin, en raison des difficultés de conservation des produits frais et des contraintes de marché, il est indispensable de créer de petites unités de stockage ainsi que des industries agro-alimentaires, même légères. De par ses potentialités, la *várzea* d'Amazonie centrale est à envisager plus comme un milieu sous-exploité que comme une zone sinistrée. Il n'en reste pas moins que son progrès, ici comme ailleurs, dépend essentiellement de la politique agricole générale du Brésil.



**LA GUYANE FRANÇAISE :  
UNE MINI-FRONTIÈRE  
AMAZONIENNE  
MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET  
TRANSFORMATION DES SYSTÈMES  
DE PRODUCTION AGRICOLE**

Jean-Paul GACHET  
INRA-SAD, Kourou, Guyane  
Myriam TOULEMONDE  
Eliane GARGANTA  
St-Laurent-du-Maroni, Guyane

La présentation d'un numéro des *Cahiers de l'ORSTOM* sur le problème de la frontière précisait : *"Rares sont aujourd'hui les pays où l'on peut observer un processus significatif d'occupation démographique et économique de vastes portions du territoire national comme c'est le cas au Brésil et en Indonésie. Pourtant à un moindre degré, il s'agit d'un phénomène très répandu dans la zone intertropicale"*.

De 1975 à 1981 le nombre d'exploitations et la population agricole ont diminué très sensiblement puis se sont stabilisés. La tendance s'inverse par la suite : le RGA de 1989 enregistre un quasi-doublement de l'un et de l'autre. Cette tendance se manifeste avec une intensité variable selon les communes. Elle est particulièrement marquée dans l'Ouest à partir d'Iracoubo. Ainsi entre 1981 et 1989 le nombre d'exploitations a augmenté de 246 % à St-Laurent et 1 875 % à Apatou.

La région ouest, au-delà d'Iracoubo et la vallée du Maroni rassemblent 44,9 % des exploitations recensées. La surface agricole utilisée a aussi doublé, passant de 7 349 à 20 642 ha (3 755 ha en 1975). Ces évolutions s'accompagnent de trois autres transformations significatives :

**Évolution de la population agricole**

	1975	1981	1986	1989
expl.	2528	2209	2249	4491
SAU	3755	7349	12201	20642
moy.	1,48	3,32	5,16	4,59
P A A	10633	9726	9320	18781

Recensement Général de l'Agriculture

- un rajeunissement de la population agricole : en 1981 les exploitants de moins de 35 ans ne représentaient que 22,1 % du total et ceux de plus de 50 ans 36,5 %, en 1989 ces proportions sont de 46,3 % et 28,2 %. L'évolution est nettement plus marquée dans la vallée du Maroni avec 51,3 % de moins de 35 ans et 11 % de plus de 50 ans.
- une évolution sensible des structures de production : en 1981 les exploitations de moins de 1 ha représentaient 45,6 % du total, celles de 2 à 5 ha 16,5 %. En 1989, ces proportions sont inversées avec respectivement 16,5 et 42,3 %. Les grandes exploitations de plus de 20 ha qui en 1981 étaient 57 (0,25 % du total) et occupaient 4 059 ha soit 55,2 % de la SAU, sont 109 en 1989 (0,24 %) - dont 30 ont plus de 100 ha - et occupent 10 609 ha soit 51,3 % de la SAU.
- une transformation marquée des systèmes de production : De 1981 à 1989 les surfaces en herbe et la riziculture ont très sensiblement augmenté passant de 46,4 % à 53,6 % de la SAU, cette évolution étant la résultante du Plan Vert et du programme rizicole initié en 1984. Alors que les cultures vivrières et donc l'agriculture itinérante avaient eu tendance à régresser jusqu'en 1986 pour se stabiliser autour de 2 100 ha, elles ont considérablement augmenté ces dernières années. Pour l'ensemble de la Guyane, 72 % des exploitations pratiquaient l'agriculture itinérante sur 4 847 ha (23,5 % de la SAU). Dans la région ouest et en particulier dans la vallée du Maroni cette évolution est encore plus marquée : à St-Laurent et Apatou 79,9 et 96,3 % des exploitations la pratiquent et exploitent 34,6 et 96,3 % de la SAU.

**LE RÉSULTAT  
DES ENQUÊTES RÉGIONALES**

En 1988 et 1989, notre station a réalisé des enquêtes qui avaient pour objectifs principaux l'identification et la caractérisation des systèmes de production et de leurs modalités d'articulation (chasse et pêche sont encore fortement liées à l'agriculture d'abattis). Dans la région de Montsinry-Macouria (A. Pindard, 1989) on observe :

- une très forte persistance de l'agriculture d'abattis, pratiquée pour l'essentiel par des créoles guyanais (majorité vieillissante de la population agricole).
- l'émergence de formes diverses d'agriculture fixe. Les systèmes de production structurés par l'élevage bovin - lait ou viande - se maintiennent difficilement face aux systèmes à base de cultures maraîchères et vivrières associées ou non à de petits élevages. L'agriculture fixe est pratiquée principalement par des migrants (principalement antillais, métropolitains, réunionnais, réfugiés du Vanuatu ; ou étrangers, surinamiens pour l'essentiel mais aussi haïtiens et hollandais).

Dans la région de Kourou-Macouria (P. Légal, I. Soenen, 1988), fortement marquée par les installations du Plan Vert et où se concentre désormais la majorité des grands élevages de zébus <sup>1</sup>:

- l'agriculture fixe est très largement dominante, les systèmes de production font une large place soit à l'élevage bovin viande (troupeaux importants et SAU supérieures à 100 ha) soit aux cultures maraîchères et vivrières associées ou non à différents élevages (bovins, porcs, exploitation ayant SAU de 5 à 20 ha). Elle est pratiquée principalement par des métropolitains, des Antillais, des Surinamiens (d'origine coolie) et des Hollandais.
- l'agriculture itinérante est très marginale et toujours associée à la précédente. Elle est massivement le fait de créoles guyanais relativement âgés et de quelques Antillais installés de longue date en Guyane.
- la proportion très importante de pluriactifs, de toutes origines. Situation liée aux opportunités d'emploi induites par le développement de Kourou. La pluriactivité apparaît souvent comme un moyen de faire émerger ou de pérenniser une activité agricole.

Dans la région de Mana (G. Garganta, 1989), la situation est extrêmement variée et en transformation rapide depuis trois ans. L'orientation des exploitations est fortement marquée par l'origine des agriculteurs :

- l'agriculture d'abattis, pratiquée exclusivement par les communautés amérindiennes, bushi nengue, haïtienne, sous des formes techniques très diverses est très largement dominante. Elle est en pleine évolution du fait des échanges et des transferts techniques qui se développent entre les différents groupes. Cette agriculture connaît une très forte expansion le long de la RN1, de la CD8 et à la périphérie des camps où sont regroupés depuis quatre ans une partie des populations bushi et nengue déplacées du Surinam.
- l'agriculture fixe présente deux visages : celui des grandes exploitations spécialisées en élevage bovin, arboriculture et riziculture en polders impulsées par l'Etat et dont les exploitants sont le plus souvent d'origine métropolitaine, hollandaise avec quelques créoles guyanais et quelques Surinamiens ; celui de petites et moyennes exploitations (moins de 20 ha), orientées principalement vers les cultures maraîchères et vivrières associées ou non à de petits élevages.

## L'ÉMERGENCE

### D'UN NOUVEAU SYSTÈME AGRAIRE

A travers la croissance de la population agricole, la transformation des systèmes de production et leur nouvelle répartition spatiale, un nouveau système agraire est en train de s'édifier. Dans la région ouest en particulier l'extension du peuplement, l'extrême diversité des formes d'activité s'accompagnent de l'établissement d'un réseau complexe de relations entre les différents types d'exploitations et groupes ethniques :

- les exploitations rizicoles vendent leurs sous-produits aux éleveurs.
- ceux-ci vendent du fumier aux exploitations pratiquant le maraîchage.
- Haïtiens et bushi nengue, en situation plus ou moins précaire, vendent leur force de travail.
- des échanges de semences et de techniques se développent entre Haïtiens, h'mongs, bushi nengue et autres migrants surinamiens.

## MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET FRONTS PIONNIERS

### *Les dynamiques migratoires*

L'agriculture guyanaise connaît une dynamique puissante de transformation, à l'image de celle que connaît la Guyane toute entière. Entre les deux derniers recensements, la population a augmenté de 57 % atteignant 115 000 habitants. Cette évolution s'est intensifiée depuis et reste le fait de puissants mouvements migratoires contrôlés ou spontanés.

La guerre civile au Surinam a entraîné un déplacement massif des populations bushi nengue et amérindiennes installées sur la rive surinamienne du Maroni. Ces populations sont installées dans des conditions plus ou moins précaires selon qu'elles ont pu ou non se fonder dans les structures tribales et familiales existantes. Un groupe de 6 000 personnes a été installé par l'Etat dans des camps. Des activités diverses se sont progressivement développées à leur périphérie et le long des principaux axes routiers.

L'économie guyanaise connaît un vrai boom grâce au développement des activités spatiales. Il a nécessité la venue de très nombreux travailleurs migrants, surtout brésiliens. Le flux contrôlé au départ a tout normalement suscité un afflux de migrants clandestins.

<sup>1</sup> À titre indicatif pour les neuf premiers mois de 1990, plus de 55 % des animaux abattus à Cayenne provenaient de cette région : J.P. GACHET, 1990.



Les mouvements migratoires qui se manifestent avec force dans la région de Kourou et Cayenne, sont beaucoup plus intenses dans la région ouest. Ceci du fait de la situation politique et économique surinamienne, mais aussi par son rôle de relais entre Haïti, Guyana et la vallée du Maroni. Jusqu'au début du Plan Vert les migrants s'inséraient dans différents secteurs économiques. Maintenant c'est essentiellement l'agriculture qui les absorbe.

#### *Le front pionnier - la frontière*

Les phénomènes d'occupation de l'espace et de mise en place d'une agriculture itinérante peuvent-ils être assimilés à ceux que l'on observe sur la frontière brésilienne ? Y-a-t-il constitution, formation d'une mini-frontière guyanaise ?

Selon P. Lena "l'occupation agricole est en général précédée par une phase essentiellement extractive, elle-même suivie par une agriculture extensive, avec un minimum d'investissement". L'occupation de l'espace dans l'Ouest guyanais ne connaît pas cette phase extractive et les formes d'agriculture mises en œuvre sont relativement intensives. P. Lena parle aussi pour le Brésil "de la dimension culturelle de la frontière. Elle est l'expression des caractéristiques et des contradictions de la société nationale dans son ensemble, tout en reflétant également les enjeux économiques internationaux". Dans l'Ouest guyanais, la conquête de l'espace est une extension des formes les plus anciennes d'emprise sur le milieu et d'activités assurant une certaine autonomie économique. Les dynamiques migratoires qui sous-tendent cette conquête ne trouvent pas directement leurs origines au sein de la société guyanaise mais bien plutôt au-delà de celle-ci, au Surinam en Haïti, au Brésil et dans la situation géopolitique spécifique de la Guyane. Enfin P. Lena insiste sur la dimension idéologique de la frontière : "L'espace, les ressources naturelles supposées, les possibilités de promotion sociale sont perçus de façon irréaliste, magnifiés". Ce rêve de la frontière comme espace à conquérir, regorgeant de richesses, attire de nombreux migrants. Mais le rêve cède peu à peu la place au réalisme qu'impose la nécessité de survivre dans un pays étranger et un milieu difficile.

## CONCLUSION

Cette dynamique d'occupation de l'espace et de valorisation de formes, trop longtemps méconnue ou sous-estimée, d'activités agricoles entraîne déjà une transformation puissante de l'agriculture. Cette dynamique soulève des questions délicates. Comment aménager, développer les infrastructures sans prendre en compte ces populations qui squattent l'espace et s'installent un peu n'importe où ? Comment organiser, intégrer cette agriculture informelle ? Est-il possible de fixer l'agriculture itinérante, d'en accroître la productivité sans réduire son autonomie ? Ces questions se posent aussi en Amazonie brésilienne.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN C., LENA P., 1986. "Frontières, mythes et pratiques". *Cahiers des Sciences Humaines*.
- Recensement général de l'Agriculture. Niveau général et niveau communal.* Service statistique.
- GACHET J-P., 2-3 mars 1989. "D'un élevage introduit au système agraire guyanais". *Modélisation systémique et système agraire, décision et organisation.* Séminaire INRA-SAD Saint-Maximin.
- GARGANTA E., 1989. *Système agraire et dynamiques agricoles*, INRA-SAD, univ. Antilles-Guyane.
- LEGAL P., SOENEN I., 1988. *L'agriculture entre diversité et conflit. Etude à partir du fonctionnement des systèmes d'élevage bovin et des réseaux entre agriculteurs.* INRA-SAD, ESA Angers.
- LENA P., 1986. "Aspects de la frontière amazonienne". *Cah. Sc. Hum.* vol. xxii.
- PINDARD A., 1989. *Systèmes agraires et problématique de développement. Exemple de Macouria-Montsinry-Tonngrande.* INRA-SAD GUYANE, université Antilles-Guyane.
- TOULEMONDE-NAUSSAT M., 1989. "Histoire d'ethnies : éléments pour une analyse des mouvements de population sur le Maroni". Questions d'identités comparées. Equipe *Identités et Développement.* Département SUD. ORSTOM.



# PEQUEÑA AGRICULTURA, DIVERSIFICACIÓN Y COMERCIALIZACIÓN. ECONOMÍA, NUTRICIÓN Y POLÍTICA AGRÍCOLA EN GUATEMALA

Maarten D.C. IMMINK  
Joachim von BRAUN  
*Instituto Internacional de Investigación para  
Políticas Alimentarias (IFPRI)  
Washington, D.C.*

En Guatemala, como en muchos países en vía de desarrollo se fomenta la diversificación y la comercialización entre pequeños agricultores para incrementar las exportaciones y generar nuevas fuentes de ingreso y empleo. La orientación neoliberal enfatiza el primer objetivo mientras la crisis y la marginación de la población pobre recalcan la importancia del segundo. El tema bajo consideración ha sido controvertido, en parte porque ha faltado un examen detenido de los factores más decisivos<sup>1</sup>. Estos factores se relacionan con el marco global del proceso de comercialización y diversificación : condiciones de acceso al mercado, instituciones de desarrollo rural, políticas de precios y crédito, acceso a infraestructuras rurales etc. También han faltado estudios sistemáticos de las relaciones entre los campesinos, las instituciones y las estructuras sociales : suele asignarle siempre al campesino el papel de un participante pasivo y no el de un actor que está construyendo su propio destino<sup>2</sup>.

El presente trabajo retoma algunos puntos claves de discusión sobre comercialización agrícola, examina las evidencias empíricas generadas en dos estudios realizados en Guatemala. Procura extraer de estas experiencias lecciones para políticas y programas tendientes a fortalecer los efectos positivos de los procesos de diversificación y comercialización agrícola.

<sup>1</sup> P. Pinstруп Andersen, *Export crop production and malnutrition*. International Food Policy Research Institute, Washington D.C. 1983.

<sup>2</sup> N. Long, "Encounters at the interface. A perspective on social discontinuities in the rural development". *Wageningen Studies in Sociology* 27, Agricultural University, Wageningen 1989.

## PRESENTACIÓN DE LOS PROYECTOS

El primer proyecto involucra pequeños agricultores de seis comunidades ubicadas a unos 35 km de la capital. La cooperativa Cuatro Pinos se constituyó en 1979 con fondos y asistencia técnica extranjeros, agrupando 177 agricultores ; en 1989 contaba con 1 600 socios. En la región se cultivan básicamente maíz y frijoles, y a veces hortalizas (zanahoria, repollo, rábano). En Cuatro Pinos, la diversificación-comercialización se logró con la producción de arveja china, coliflor, broccoli y perejil, destinándose los primeros tres cultivos principalmente a la exportación. El cultivo de hortalizas supone riesgos financieros muy superiores al maíz y frijol. Los mayores riesgos se relacionan con los áleas bioclimáticos, los costos de producción, las fluctuaciones del mercado y a la ineficiencia de la red de acopio. Las políticas de comercio exterior, la sobre-valoración del Quetzal y la existencia de varias tasas de cambios constituyen cargas adicionales para el agricultor diversificado. La cooperativa se encuentra sin embargo en una región dotada de buenas infraestructuras y no integra fincas de grandes dimensiones. Ello ha facilitado la integración al mercado nacional e internacional y limitado los conflictos sobre la tierra o relacionados con el control de la fuerza de trabajo. La cooperativa logró integrar el procesamiento y mercadeo de las hortalizas ; creó empleos estacionales para 150 a 200 personas, principalmente mujeres ; invierte, según sus estatutos, por lo menos el 10 % de sus ganancias anuales en programas y proyectos sociales: educación y alfabetización, salud, vivienda y electrificación, proyectos productivos para mujeres, etc.

El segundo estudio se llevó a cabo en el Altiplano Noroccidental de Guatemala. En esta región indígena de baja productividad agrícola y minifundismo, faltan infraestructuras y nexos con los mercados. Se ha experimentado un notable deterioro socioeconómico en los años ochenta : una parte apreciable de la población ha sido desplazada por la represión militar. Maíz y frijoles se cultivan para el autoconsumo, el trigo, la papa y las hortalizas principalmente para su venta. El gobierno lanzó en 1983 un proyecto de diversificación de cultivos (papa, hortalizas y frutas) y de cría de animales. Todos los programas son administrados y ejecutados por agencias estatales con escasa participación campesina. La comercialización recibe poca atención dentro del proyecto : los extensionistas agrícolas tratan de estimular el autoconsumo de papa y hortalizas. El crédito y la asistencia se canalizan con mayor frecuencia a los agricultores más acomodados que a los minifundistas.

En la cooperativa Cuatro Pinos, aproximadamente la mitad ( $n = 195$ ) de los 400 campesinos y familiares que conforman la muestra aleatoria eran socios de la cooperativa. Los datos fueron recolectados en dos visitas<sup>1</sup>, por medio de encuestas y de mediciones antropométricas. La investigación cubre condiciones socioeconómicas (educación, vivienda, ocupación), salud y estado nutricional (niños de hasta 10 años de edad), acceso a servicios básicos, fuentes de ingreso noagrícola, producción agrícola (tierra, insumos, productos, mano de obra), gastos alimentarios y noalimentarios y composición familiar.

Se realizaron también dos encuestas en el Altiplano noroccidental. La primera, de tipo agroeconómico, fue levantada por el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación en febrero y marzo de 1987 entre un total de 1,490 pequeños agricultores, procuraba evaluar el impacto de la diversificación sobre el ingreso y el cambio técnico. La información sobre el consumo alimentario familiar y entre niños preescolares se obtuvo de una submuestra de 906 familias, mediante una encuesta de recordatorio de 24 horas. La encuesta se llevó a cabo en octubre y noviembre de 1987, junto con la obtención de datos antropométricos en niños y adultos.

El estudio de la cooperativa Cuatro Pinos se centra en una comparación entre socios y nosocios, mientras en el estudio del Altiplano se comparan grupos de agricultores *ex post*, clasificados según diferentes patrones de diversificación agrícola. Los grupos son : agricultores de maíz (AM : maíz, o maíz y frijol), agricultores de papa (AP : maíz y/o frijol y papa), agricultores de trigo (AT : maíz y/o frijol y/o papa y trigo), y agricultores de hortalizas (AH : maíz y/o frijol y/o papa y hortalizas).

### EFFECTOS ECONÓMICOS DE LA DIVERSIFICACIÓN

Los efectos económicos de la diversificación agrícola se relacionan con la reasignación de recursos básicos : tierra y mano de obra. El maíz ocupa generalmente de 40 a 45 % del área cultivada entre agricultores diversificados y 65 a 70 % entre los nodiversificados. En la cooperativa, arveja china, broccoli y coliflor ocupan 40 % del terreno. En el Altiplano noroccidental la papa ocupa 26 %, el trigo 22 %, y las hortalizas entre 3 y 12 % del espacio cultivado. Los nuevos cultivos requieren más mano de

obra que el maíz, necesidad que se satisface a menudo contratando fuerza de trabajo. Por ejemplo, la arveja china requiere en promedio cinco veces más días-hombre por ha, la papa dos veces ; esta relación no varía mucho entre maíz y trigo.

La adopción de nuevos cultivos esta ligada a la disponibilidad de recursos y a la posibilidad de aumentarlos. Las variables económicas determinantes fueron identificadas por medio de modelos econométricos (modelos PROBIT). Algunos resultados coinciden en los dos estudios : las familias con más y mejores oportunidades de empleo fuera de la finca son menos propensas a diversificar. La disponibilidad de mano de obra es un factor limitante, como lo es también la localización de la unidad de producción, lo cual indica probables diferencias en el acceso a mercados, clima y calidad de tierra. En el caso de la producción de hortalizas de exportación, los agricultores con más tierra son más propensos a diversificar. En el Altiplano noroccidental el tamaño de la finca sólo juega un papel indirecto : la diversificación está condicionada por el acceso al crédito, más frecuente entre los agricultores con más tierra. En ambos estudios, el capital humano (educación, alfabetismo, edad) del jefe de familia no juega un papel notable.

La evolución del ingreso se relaciona con el incremento de la utilidad bruta por hectárea, los aumentos de los costos de producción y la disminución de los ingresos obtenidos de actividades fuera de la unidad de producción. El aumento neto y relativo del ingreso per capita es positivo, con excepción de los agricultores de papa con poca tierra. Disminuye a medida que crece el tamaño de la finca (con excepción de la papa) debido principalmente al incremento de los costos de mano de obra y a reducciones en los rendimientos. Las comparaciones que se presentan aquí no evalúan los riesgos dentro cada grupo, pero muestran que los productores de papa con poca tierra son más vulnerables.

### Diferencias de ingreso medio, diversificación y comercialización

Cuatro Pinos		Altiplano Noroccidental			
Superficie	socios*	Superficie	A.P.**	A.T.**	A.H.**
< 0.25	59.8				
0.25 - 0.5	33.1	hasta 0.5	- 9.0	30.3	19.2
0.5 - 1	20.2	+ de 0.5	10.4	15.4	9.8
> 1.00	3.4				
Total	32.2		- 6.2	18	-17.5

\* En comparación con los no socios

\*\* En relación con los productores de maíz ; productores de papa, de trigo y de hortalizas.

<sup>1</sup> Período de noviembre a enero de 1983-1984 y de 1985-1986.

## SITUACIÓN NUTRICIONAL

Se supone a menudo que la diversificación y la comercialización agrícola amenazan la seguridad alimentaria de los pequeños agricultores: las fluctuaciones del mercado implicarían inseguridad y reducción del poder adquisitivo real, el desplazamiento de cultivos básicos incidiría en la disponibilidad de alimentos, el mayor uso de mano de obra familiar en la producción propia aumentaría los requerimientos energéticos diarios, especialmente entre mujeres y niños<sup>1</sup>. Sin embargo, otros estudios han enfatizado la diversidad de los procesos de comercialización y de sus efectos - no siempre negativos -<sup>2</sup>. La disponibilidad de maíz auto-producido en general se encontró un tercio más alta entre los socios de la cooperativa que en los demás agricultores, pero menor entre los socios que disponen de poca tierra. El autoconsumo es similar en ambos grupos. Entre los agricultores con más de 0.25 ha, el incremento de los rendimientos (uso de fertilizante, trabajo más intenso) compensa ampliamente la disminución de la superficie de maíz.

Los resultados son algo diferentes en el Altiplano noroccidental: con excepción de los pequeños productores de trigo, los niveles de autoconsumo de maíz son siempre menores entre los agricultores diversificados. Los rendimientos de maíz son más altos entre los productores de trigo; difieren poco entre los productores de papa y de hortalizas y los de maíz, mientras los productores de hortalizas con poca tierra tienen rendi-

## Consumo de maíz autoproducido, Diferencias porcentuales entre agricultores diversificados y no diversificados

Cuatro Pinos		Altiplano Noroccidental			
Superficie	socios*	Superficie	A.P.**	A.T.**	A.H.**
< 0.25	- 16.3				
0.25 - 0.5	7.3	hasta 0.5	0.5	27.7	- 35.2
0.5 - 1	16.5	+ de 0.5	- 23	- 4.3	- 23.2
> 1.00	- 0.7				
Total	32.2		- 6.2	18	- 17.5

\* En comparación con los no socios

\*\* En relación con los productores de maíz; productores de papa, de trigo y de hortalizas.

mientos más bajos. El autoconsumo representa una proporción baja del ingreso total<sup>3</sup>, importa por lo tanto conocer la relación entre disponibilidad de alimentos, ingreso familiar, y diversificación. El análisis del gasto familiar en la cooperativa muestra que los gastos alimentarios aumentan proporcionalmente menos que el ingreso, que, en niveles de ingreso mayores, se gasta más en alimentos más costosos y que el incremento de la parte del ingreso controlado por el hombre (resultado de la comercialización) no afecta significativamente el peso del presupuesto alimenticio. Se requieren entonces aumentos significativos del ingreso per capita para que se incremente la disponibilidad de alimentos (medida como kilocalorías por día por adulto equivalente). A corto plazo no se esperan mejoras significativas debidas a aumentos de ingresos derivados de la diversificación. En los cuatro grupos las familias de productores de papa tienen un mayor riesgo de ingesta energético-proteínica inadecuada. En general, este riesgo es mayor para los niños de edad preescolar que para su familia.

En las áreas rurales de Guatemala el estado nutricional de los niños se ha deteriorado notablemente durante los años ochenta. Se nota tanto en cambios agudos (peso) como de largo tiempo (talla) y en el estado de salud. En la cooperativa se encontró que los hijos de los socios sufren menos de deficiencias de peso y talla<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> K. G. Dewey. "Nutritional consequences of the transformation from subsistence to commercial agriculture in Tabasco, Mexico", *Human Ecology*, n° 9, 1981 pp. 151-187. J. Laure, "Des vivres ou du thé?", *Travaux et documents*, n° 198, ORSTOM, Paris, 1986.

<sup>2</sup> J. Von Braun y E. Kennedy. *Commercialisation of subsistence agriculture: Income and nutritional effects in developing countries*. International Food Policy Research Institute Washington D.C. 1986. DE WALT K.M. y DE WALT B. R., ESCUDERO J.C. y D. BARKIN "Shifts from maize to sorghum production. Nutrition effects in four Mexican communities", *Food Policy* n° 15, 1990 pp. 395-407. VON BRAUN, PUETZ J.D. y WEBB P. *Irrigation technology and commercialization of rice in the Gambia: Effects on income and nutrition*. International Food Policy Research Institute Washington D.C. 1989.

<sup>3</sup> 11.3 % entre socios de la cooperativa; 5 % (agricultores de hortalizas) y 9 % (agricultores de papa) en el Altiplano).

<sup>4</sup> Entre 1983 y 1985 la prevalencia de deficiencia de peso y talla aumentó ligeramente menos entre niños de socios, la membresía a la cooperativa de larga duración es asociada con menor deficiencia de peso y talla, y la incidencia de morbilidad es más baja entre hijos de socios.

### Ingesta diaria de calorías y proteínas, familias y niños preescolares, Altiplano

Ade-cuación	AM		AP		AT		AH	
	Familia	Preesc.	Familia	Preesc.	Familia	Preesc.	Familia	Preesc.
Ingesta energética								
< 80%	16	54	22	74	15	55	16	57
80 a 100%	23	24	33	13	24	24	23	18
> 100%	61	23	45	13	62	21	61	24
Ingesta proteinica								
< 80%	6	25	7	23	8	26	4	23
80 a 100%	10	15	18	25	12	16	9	11
> 100%	84	60	74	52	80	58	87	66

### Retraso en crecimiento y deficiencia en peso, niños preescolares, Altiplano

Indicador antropométrico*	Tercil Bajo**				Tercil medio**				Tercil alto**			
	AM	AP	AT	AH	AM	AP	AT	AH	AM	AP	AT	AH
Talla por edad												
> -2 DE	17	3	13	24	25	4	23	15	16	19	38	23
de -2 a -3 DE	34	10	38	41	25	37	23	35	26	25	41	26
< -3 DE	49	87	50	35	50	59	55	50	58	56	21	51
Peso por edad												
> -2 DE	42	25	47	47	53	37	32	58	55	47	64	66
de -2 a -3 DE	32	47	41	41	35	41	32	23	36	34	33	30
< -3 DE	26	28	12	12	13	22	36	19	10	18	3	4

\*Patrón de referencia de NCHS

\*\* Tres clases de superficie

Se trata quizás de efectos positivos de largo plazo asociados con aumentos del ingreso o con los programas sociales de la cooperativa. En el Altiplano noroccidental los hijos de los pequeños y medianos productores de papa son los más vulnerables. Los hijos de los productores de trigo y de hortalizas sufren menos de deficiencia de peso y talla que niños de agricultores de maíz en fincas más grandes. Se requieren aumentos significativos del ingreso familiar para reducir el riesgo de deficiencia de peso y talla en estos niños.

### DIVERSIFICACIÓN Y POLÍTICAS AGRÍCOLAS

Los programas de desarrollo tienen que actuar sobre el entorno socioeconómico y los mecanismos de control y de manejo de los recursos. En Guatemala (pensando en la violencia y la represión), no pueden por sí solos mejorar la calidad de vida de los campesinos: una pre-condición crítica es el respeto pleno de los derechos humanos y de la dignidad individual de todos

por todos. Por otra parte, los efectos sociales (por ejemplo en la situación nutricional) requieren inversiones complementarias que mejoren el acceso a servicios de salud (tanto preventiva como curativa), las condiciones ambientales y las prácticas sanitarias<sup>1</sup>.

Los agricultores diversificados enfrentan fallas serias en las instituciones y en el acceso a los mercados que implican riesgos considerables. Ante esta situación, y como expresión de su propia identidad, afectan parte de sus tierras a una costosa producción de maíz de autoconsumo. Este cultivo tiene que mantenerse, pero mejorando su productividad mediante un acceso más fácil y autónomo<sup>2</sup> al crédito y a la asistencia técnica. De

<sup>1</sup> En todo caso, los aumentos del ingreso familiar no se asocian con una mejora en la seguridad alimentaria y en el estado nutricional de niños de agricultores diversificados.

<sup>2</sup> CHAMBERS R., PACEY A. y THRUPP A.I., *Farmers first. Farmer innovation and agricultural research*. Intermediate Technology Publications, Londres 1989.

## Caracterización sintética de los dos proyectos

Cooperativa Cuatro Pinos	Altiplano Noroccidental
Integración vertical de producción, procesamiento y mercadeo	Se contemplan únicamente aspectos productivos
concebido como proyecto colectivo	proyecto llevado a nivel individual
mercados e instituciones de mercadeo más formales y eficientes	canales de comercialización informales
los riesgos de mercadeo se asumen colectivamente	area de operación del proyecto muy grande, lo que limita su eficiencia operativa
implementan programas sociales y de infraestructura rural	aplica normas de operación estándares para situaciones muy disímiles.
recibió apoyo institucional por largo periodo	apoyo institucional incierto

manera complementaria, la experiencia de Cuatro Pinos también demuestra lo importante que resulta limitar los riesgos de mercadeo<sup>1</sup> y el papel que desempeña un apoyo externo flexible y de larga duración.

Los productores pequeños deben ser foco de atención prioritario. Definen el grupo caracterizado por mayores incrementos potenciales de ingreso per capita, su situación alimentaria es precaria y enfrentan mayores dificultades frente a los riesgos que impone la comercialización. Los programas de desarrollo han de tener criterios de selección de participantes y condiciones de crédito que fomenten su participación : más fácil acceso a las redes de crédito en áreas marginales e implementación de programas de legalización de títulos y de asesoría jurídica. En corolario, el plantea-

miento inicial del proyecto debería ser suficientemente flexible para permitir la plena incorporación de las ideas, soluciones y acciones priorizadas de los agricultores. Los estudios indican que la diversificación y comercialización tienen que ser considerados como procesos integrales de desarrollo, y no como simples estrategias de producción agrícola. Ello pone en juicio los vínculos entre la investigación científica y el desarrollo<sup>2</sup>. ¿Cual es la pertinencia de las soluciones basadas en nuestras investigaciones ? Como investigadores, ¿somos capaces de comprometernos con paradigmas alternativos en los cuales los campesinos son los sujetos de la investigación y del desarrollo agrícola, y el investigador simple socio en un proceso de generación de conocimientos y de acciones alternativo ?

<sup>1</sup> Entre las medidas prioritarias, se debe contar : infraestructura rural (caminos; centros de acopio), facilidades de transportes, servicios (radiales) que provean información, oportuna y en diferentes idiomas indígenas, sobre precios de mercado, y organizaciones que facilitan la diversificación en mercados y la integración de funciones de mercadeo con la producción (cooperativas).

<sup>2</sup> EDWARDS M. "The irrelevance of development studies", *Third World Quarterly* n° 11 (1), 1989 pp. 116 - 135.





Atelier V

Taller V

## RÉFORMES ET STRUCTURES AGRAIRES, MOUVEMENTS PAYSANS

## REFORMAS Y ESTRUCTURAS AGRARIAS, MOVIMIENTOS CAMPESINOS

### SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES

Christian Gros

*Institut des hautes études d'Amérique latine  
Paris.*

Comme on va le voir, ce qui a été débattu dans l'atelier V est en fait très complémentaire et recoupe bien des points déjà présentés. Trois grands thèmes ont en fait été traités. Celui des communautés paysannes et de leurs transformations, celui des réformes agraires, celui, enfin, des mouvements sociaux.

#### LES COMUNAUTÉS PAYSANNES

Quelles sont leurs capacités d'adaptation aux transformations sociales, aux situations de crise et aux politiques d'ajustement ? La discussion a permis de dégager plusieurs éléments de réponse. Le premier renvoie à la spécificité de certaines communautés marquées par une appropriation collective du sol. Toutes les communautés paysannes d'Amérique latine bien sûr ne vérifient pas cette particularité : il est surtout question ici de communautés orientées sur les pays andins et en particulier le Pérou et le Mexique. L'appropriation collective constitue-t-elle un obstacle à la modernisation ou constitue-t-elle au contraire un facteur favorable ? Le débat évidemment n'est pas épuisé, mais les monographies présentées ont permis d'éclairer le problème. On s'est bien rendu compte qu'il y avait disjonction entre la dimension des transformations économiques et celle qui relève de logiques sociales, politiques et culturelles qui continuent à se manifester dans les communautés, que la terre soit ou non collective. Ainsi certaines communautés étaient présentées comme les lieux d'une sociabilité riche et supposées capables de gérer des systèmes en transformation alors même que de nombreux paysans étaient articulés à un marché du travail extérieur et étaient conduits à

travailler et à se situer hors du cadre spatial et social de leur communauté. Cela montre que l'appropriation collective n'empêche pas la concentration de la terre. La mise en cause des rapports communautaires n'est pas nécessairement l'expression d'une dynamique économique inéluctable. Au contraire, la communauté apparaît également comme un espace performant de satisfaction de certains besoins collectifs.

De nombreux échanges se sont greffés sur ce premier débat. Il a ainsi été question des avantages relatifs de la grande et de la petite productions. Le thème, bien sûr, n'est pas nouveau ; en revanche, la façon dont il est abordé tant par les décideurs que par la recherche l'est à bien des égards. En Amérique latine, aussi bien dans les secteurs libéraux que dans ceux animés par une vision socialiste, le "grand" a longtemps été considéré comme le garant le plus sûr d'une plus grande efficacité. Les monographies présentées et les commentaires qu'elles ont suscités ont montré que cela n'était pas toujours le cas. La question exige par ailleurs que les critères d'appréciation permettent de dépasser le cadre étiqué d'une comptabilité sommaire de l'exploitation. Ces critères doivent notamment prendre en compte l'apport réel de l'Etat et des collectivités nationales dans l'un et l'autre cas ainsi que les externalités qui peuvent leur être associées à différentes échelles. La question, évidemment n'est pas étrangère au thème de la réforme agraire (dans la mesure où les réformes agraires peuvent proposer un renforcement de la coopération, pour obtenir notamment des économies d'échelle, etc.)

Le débat s'est également centré sur les demandes paysannes du point de vue de la gestion des terres. Il est apparu que dans un grand nombre de pays, les aspirations tendent bien davantage vers l'exploitation individuelle plutôt que la coopérative. Il suffit d'observer ce qui s'est passé partout où l'Etat est intervenu de façon forte pour modifier les règles du jeu. Au Pérou et au Nicaragua, les pressions paysannes se sont exercées dans le sens d'une suppression des coopératives pour retrouver une échelle de production plus petite, voisine de la taille de la famille paysanne. Ce regain d'intérêt en faveur de l'exploitation familiale ne traduit en aucun

cas une sorte de déréglementation communautaire. Les liens de solidarité et l'emprise de la communauté sur certaines ressources collectives - telles que l'eau, des infrastructures ou l'accès à des réseaux de commercialisation - se sont aussi, souvent, renforcés.

Le renforcement simultané de l'individualisme agraire et des rapports communautaires (réaménagés) n'est sans doute pas étranger au fait qu'un certain consensus ait pu se dégager sur le dynamisme des paysanneries. Cette conclusion provisoire rejoint les observations d'Alain Ruellan : l'impression d'une assez grande plasticité, d'une capacité de réponse notable - parfois même trop rapide - aux incitations du marché, avec parfois des désillusions quant au résultat des orientations choisies, laissée par les paysanneries évoquées. Dans la même optique, l'émergence de néopaysanneries, soit dans d'anciens secteurs de réforme agraires transformés, soit comme on l'a signalé, dans des fronts pionniers, mérite d'être relevée. De toute évidence, le paysan n'est pas condamné à disparaître : il a entamé sa transformation et engagé son adaptation aux nouvelles données de son environnement économique et social. Un bémol toutefois doit être apporté à notre vision plutôt optimiste de l'avenir des paysanneries d'Amérique latine : cette capacité d'adaptation et de plasticité a ses limites notamment dans des situations de crise aiguë, d'hyperinflation, notamment, dans laquelle s'épuisent les ressources qu'offrent la rationalité économique paysanne ou le cadre communautaire comme solution de repli.

### LES RÉFORMES AGRAIRES

C'est le deuxième thème de réflexion important. Les débats ont porté en premier lieu sur le résultat des réformes agraires et en second lieu sur les promesses non tenues. Ces deux thèmes devaient être traités séparément.

#### *Le bilan des réformes agraires*

On a souvent parlé un peu vite d'échec des réformes agraires et de contre-réformes. De nombreuses nuances ont pu être apportées. Au Pérou, par exemple, on a constaté qu'il n'y avait pas retour à la situation antérieure, mais plutôt une évolution des systèmes en place ; que le bilan était somme toute positif et que ce résultat était lié à la première réforme mise en place. Le Mexique suggère une question à rebours : quelle serait la situation s'il n'y avait pas eu de réforme agraire ? Le Chili offre un exemple de réforme agraire réussie, même si ce succès se traduit par la mise en place d'entreprises capitalistes performantes, de taille moyenne. Ces entreprises ont à l'évidence bénéficié

des réformes agraires de Frei et d'Allende. A ce propos, il n'est pas inutile d'évoquer l'expérience des pays d'Asie du Sud-Est : les réformes agraires ont incontestablement contribué au dynamisme économique des pays qui les ont mises en œuvre.

#### *Les promesses non tenues*

Il a essentiellement été question du Brésil et de la Colombie. Dans ces deux pays, le retour à une stratégie de réforme agraire n'est pas apparu en syntonie, en accord, avec un projet économique nouveau. Il s'agit en fait surtout d'un choix essentiellement politique, d'une alliance conclue dans un processus de démocratisation plus ou moins réel (volonté redistributive, assistancialiste ou de justice sociale) qui néglige la définition de nouvelles orientations des politiques économiques en faveur de la petite production. Les forces économiques qui poussent à l'élimination des petits producteurs continuent à opérer de la même manière. Cette dimension a fortement contribué à l'échec des projets de réforme agraire dans la mesure où ils n'apportaient pas de réponses crédibles aux situations de crise (pourtant très fortes, au Brésil notamment)

Dans ces deux pays où la population urbaine est majoritaire, l'idée qu'une réforme agraire est un projet qui doit se gagner autant à la ville qu'à la campagne a naturellement suivi son cours. Une réforme agraire ne saurait aujourd'hui être le fruit des attentes d'un groupe social particulier, aussi respectable soit-il ; elle doit être associée à un projet de développement global compatible avec les grandes orientations liées aux stratégies lourdes d'ouverture, de concurrence et d'efficacité économique qui prédominent désormais en Amérique latine. S'il n'y a pas accord entre ces deux propositions, la réforme agraire a peu de chances d'aboutir. Ceci dit, l'ajustement structurel ne place pas la réforme agraire au-dessus de tout enjeu social : sa mise en œuvre effective reste très largement tributaire des pressions que peuvent exercer les paysanneries et de leurs capacités de mobilisation.

### LES MOUVEMENTS PAYSANS

Cela nous amène au dernier point du débat : les mouvements paysans. Les difficultés économiques ont-elles renforcé ces mouvements ou ont-elles contribué à les affaiblir et à les désarticuler ? Les avis étaient partagés. Un certain consensus s'est cependant dégagé pour souligner le fait que l'on s'oriente vers des situations où les pressions sociales exercées par les ruraux vont augmenter avec les risques de conflit et de violence que cela suppose, ainsi que l'absence de perspective et de

projet politique globaux des mouvements paysans. Leurs projets semblent plus limités, plus pragmatiques, et peuvent de ce fait susciter des changements positifs. Cette orientation est perceptible dans l'évolution des organisations et des mouvements qui gèrent les conflits. Au thème traditionnel de la terre, encore très porteur (on a longuement parlé du mouvement des sans-terre au Brésil), d'autres dimensions prennent forme :

- Il s'agit, d'une part, des revendications de nature ethnique prises en charge par les paysanneries indigènes. Ces mouvements ont élargi leur audience et parviennent parfois à exercer un effet d'entraînement sur les paysanneries non indigènes.
- Il a été question, d'autre part, des revendications d'ordre économique : elles sont prises en charge par des organisations qui s'intéressent spécifiquement aux aspects liés à la production : problèmes de marché, de prix, de politique agricole. Ce sont des organisations qui assurent surtout la défense des intérêts d'une profession ou s'intéressent aux problèmes

spécifiques à des catégories bien précises de producteurs ; on les trouve au Mexique et dans beaucoup d'autres pays. Leur renforcement, s'il témoigne du dynamisme de certaines agricultures latino-américaines, alimente une inquiétude justifiée quant au sort des paysanneries pauvres.

### L'ÉTAT,

#### LES SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

Ce thème de l'Etat n'a pas été abordé directement, alors qu'il s'agit d'un acteur essentiel des transformations sociales. Il en a cependant été souvent question. Soit pour mettre en relief ses erreurs (notamment en ce qui concerne son attitude normative à l'égard des paysanneries) soit pour souligner son absence et ses carences. Le vide laissé par l'Etat peut alors être occupé par d'autres acteurs, comme l'Eglise, des ONG etc. Des expériences de coopération associant des agriculteurs français et brésiliens ont montré que des solidarités pouvaient se développer entre paysans du Sud et du Nord.



# PÉROU ET BRÉSIL : RÉFORMES ET CONTRE-RÉFORMES DE STRUCTURE DANS LES SYSTÈMES AGRAIRES

Claude AUROI,  
*Institut universitaire d'études du développement,  
Genève, Suisse*

L'étude des structures foncières et de leur évolution en Amérique latine avait apparemment perdu de son intérêt dans la littérature spécialisée des années 80. Les éclairages des chercheurs étaient plus souvent braqués sur les problèmes de production et de sécurité alimentaires, des effets des technologies intensives et des politiques agricoles en général. Il est vrai que sur le terrain seule la réforme agraire nicaraguayenne était véritablement mise en application, les autres pays paraissant figés dans un immobilisme décourageant.

L'intérêt pour les questions foncières a cependant été relancé au milieu des années 80 par le débat général qui a secoué le Brésil et la nouvelle tentative des milieux progressistes pour faire appliquer le *Estatuto da Terra* de 1964. Parallèlement, le Pérou, mobilisait l'attention par les secousses violentes que lui faisait subir le mouvement armé de Sentier Lumineux, mais aussi par la transformation agraire *retrograde* que connaissaient les coopératives créées par la réforme de 1969-1975. Les situations de ces deux pays, ne sont naturellement pas identiques et toute comparaison doit tenir compte d'écosystèmes, de peuplement et d'évolution historique différenciés. Il est cependant intéressant de tenter une comparaison au niveau de l'évolution des structures et surtout des aspirations paysannes quant aux formes de possession de la terre. De ce point de vue les deux pays connaissent des mouvements et des revendications qui présentent en fait beaucoup de points communs<sup>1</sup>.

Dans les deux cas notre interrogation s'est centrée autour des *structures agraires souhaitables*. Cet adjectif a un double sens : souhaitable pour la paysannerie elle-même, souhaitable pour la société au sens large, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement vivrier et l'écoulement des cultures de rente. Le point d'équilibre du modèle se situe là où les deux courbes du *souhaitable* se rencontrent, c'est-à-dire lorsque les revendications foncières fondamentales paraissent satisfaites et que l'articulation ville-campagne semble établie de manière satisfaisante. Les deux courbes sont naturellement constamment en mouvement, notamment sous l'effet du progrès techniques et de la variation dans la disponibilité en main-d'œuvre, mais c'est un point que nous n'avons pas la possibilité de développer ici.

Le terme paysannerie doit être compris dans le sens général de travailleurs *présents sur les terres*, comprenant aussi bien les fermiers, les métayers et les occupants sans titre, que les travailleurs salariés ou rémunérés en nature, ainsi que les petits et moyens propriétaires cultivant eux-mêmes. Sont exclus de ce terme les grands propriétaires, surtout absentéistes, les sociétés anonymes et les firmes commerciales contrôlant des terres, ainsi que l'Etat lui-même et ses organes représentatifs.

La question qui se pose dans une situation d'inégalité foncière comme celle du Pérou et du Brésil est double : quelles sont les formes de contrôle de la terre qui paraissent souhaitables, quelle est la taille et quel est le mode d'insertion économique de l'exploitation agricole qu'il faut promouvoir. Les deux questions sont partiellement liées : ainsi, par exemple la forme coopérative de contrôle de la terre est souvent associée à de plus grandes dimensions.

## PARCELLISATION À LA PÉRUVIENNE

La contre-réforme agraire péruvienne est certainement un cas unique, car le mouvement de dissolution des coopératives et sociétés agraires d'intérêt social (SAIS) créées par la réforme agraire, s'il a bien été voulu par

---

<sup>1</sup> Nos réflexions sont basées sur une séjour de trois ans au Pérou et un travail de terrain dans l'agriculture; plusieurs passages au Brésil et la supervision d'un travail de recherche dans la zone de la canne à sucre de Pernambuco.

l'Etat<sup>1</sup>, s'est doublé d'actions très autonomes et souvent spontanées à la base, et sans intervention musclée des organes de l'Etat, du moins à partir de 1980.

Sur la côte, les coopératives sont parcellisées, fractionnées, chaque coopérateur recevant une parcelle irriguée se situant entre 3 et 10 hectares. Dans la sierra, les grandes SAIS du Sud et certaines du Centre sont envahies par les communautés alentours qui se réapproprient la terre qu'ils détenaient souvent avant l'arrivée des Espagnols, et ensuite la répartissent entre leurs membres selon des modalités variables mais généralement sur une base familiale simple (famille nucléaire). En 1988, près des deux tiers des coopératives avaient été parcellisées, avec une moyenne de 6,6 ha irrigués distribués sur la côte et 20,8 ha toutes régions confondues, représentant en tout 520 000 ha et 25 270 nouveaux propriétaires<sup>2</sup>. Dans la sierra, à Puno, 41 SAIS ont perdu 1 million d'ha au profit de 600 communautés indiennes.<sup>3</sup> Certes le mouvement de

liquidation des structures coopératives n'est pas total mais il est à prévoir que sans prise en main par l'Etat ce secteur va pratiquement disparaître. On peut se contenter d'en prendre pour preuve le fait que malgré l'interdiction officielle de continuer les parcellisations décrétées par le gouvernement Garcia en 1985 le mouvement a continué de plus belle en dehors de la légalité.

La contre-réforme agraire péruvienne n'est certes pas une simple répartition des terres à la bolivienne (1953) puisque l'on a tenté de conserver des formes associatives pour l'utilisation du matériel agricole, certaines productions de rente parfois, et qu'une collaboration en ce qui concerne l'irrigation est inévitable puisqu'il n'y a pas de pluviosité substantielle sur la côte péruvienne. Mais il est aussi indéniable que les coopérateurs eux-mêmes ont cherché avant tout à acquérir des parcelles privées et qu'ensuite seulement ils se sont souciés de maintenir certains services en commun, d'ailleurs imposés par la loi. Ce processus de privatisation paraît irréversible, aussi bien sur la côte que dans la sierra, et le terme même de "coopérative" devra être redéfini à l'avenir au Pérou (De la Gala 1985 : 300), car dans son acception actuelle il est inacceptable pour pratiquement tous les milieux ayant un lien avec l'agriculture.

Le *souhaitable* du point de vue de la paysannerie péruvienne semble donc s'être réalisé, bien que l'avenir soit lourd d'incertitudes sur les possibilités de survie d'une multitude de petits et moyens paysans. En outre nous n'avons pas tenu compte des travailleurs temporaires des coopératives, dont le nombre a été considérablement réduit par la parcellisation : le parcellaire utilise surtout la main-d'œuvre familiale. Ces *eventuales* ont souvent des terres en altitude, dans leurs communautés, mais insuffisantes pour les faire vivre. La solution apparente du problème des travailleurs permanents des coopératives de la côte a ainsi aggravé le manque de terres dans la sierra.

Le *souhaitable* du point de vue macro-social est encore plus problématique. Si l'Etat n'appuie pas le nouveau secteur de paysans parcellaires ainsi créé il en résultera de sérieuses difficultés d'approvisionnement en intrants et par conséquent des baisses de production. Or la côte est la zone agricole la plus productive du pays et surtout la plus proche des grands centres urbains. A terme, sans intervention de l'Etat, la restructuration va

<sup>1</sup> La parcellisation des coopératives de production débute pratiquement dès que furent créées les Coopératives agraires de production (CAPs) vers 1973. Dans certaines CAPs le travail se réalise uniquement sur les parcelles familiales (Portugal Vizcarra 1984:60). Mais c'est la Loi de Promotion et de Développement agraires de 1980 qui annonce la possibilité légale de restructurer les entreprises agricoles. L'article 80 stipule : "Les entreprises associatives pourront librement décider du modèle d'entreprise qui convient le mieux aux intérêts des associés". La nouvelle loi générale des Coopératives du 20-05-81 quant à elle permet le véritable démarrage de la parcellisation. Fondamentalement sont prévus deux types de coopératives restructurées : les Coopératives agraires de travailleurs (CAT) où tout ou partie de la terre reste en propriété commune (décret loi n° 2 du 17-11-80) et les Coopératives agraires d'usagers (CAU) qui sont en fait des coopératives de services, la terre appartenant exclusivement aux membres individuels. Les CAPs et CATs ont généralement été parcellisées, la terre répartie entre les travailleurs permanents, une partie des terres variant entre 2 et 30 % suivant les cas restant en indivision sous la forme juridique de CAU. (Vidal Cobián 1985:177)

<sup>2</sup> "Reformando la Reforma". Caretas. 20 juin 1988.

<sup>3</sup> Idem.

prendre la forme de locations et ventes de terre<sup>1</sup> et, sans aller jusqu'à dire comme certains l'ont suggéré que les *latifundios* pourraient réapparaître (SEPIA II :1988), les dangers de l'expulsion à terme de nombreux parcelaires sont clairement perceptibles. Il n'est pas certain non plus que cette éventualité fasse partie du *souhaitable* social. C'est donc seulement si l'Etat s'attache à aider les petits paysans par une politique de prix stables et suffisamment rémunérateurs, par des crédits appropriés et par une réglementation de l'utilisation des canaux d'irrigation que ce secteur nouveau a une chance de se développer. Mais la situation catastrophique des finances de l'Etat péruvien fait craindre que les meilleures intentions restent lettre morte. D'autre part la possibilité donnée en 1988 par le décret suprême 029 à des groupes financiers de mettre en valeur de grandes étendues de terres incultes peut également conduire à favoriser un secteur agraire de grand capitalisme d'exportation.

### BRÉSIL : SOIF DE TERRE OU SOIF DE TRAVAIL ?

Les questions du *souhaitable* se retrouvent dans un contexte fort différent du Pérou, celui des tentatives toujours déçues de réforme agraire au Brésil. Ce vaste pays, où théoriquement tous les ruraux pourraient assez facilement disposer de surfaces suffisantes pour se nourrir et produire pour le marché (16 habitants au km<sup>2</sup>), est en fait

<sup>1</sup> La taille moyenne des exploitations parcelaires est relativement basse (autour de 6 has sur la côte et autour de 25 dans la sierra). On peut estimer qu'en dessous de 5 has de terres irriguées côtières la survie financière de l'exploitation est improbable. Un grand nombre de petits paysans seront donc obligés de vendre et de s'en aller. Il s'ensuivra une certaine reconcentration foncière. A partir de 10 ha une exploitation agricole est tout à fait viable et dégage même d'importants excédents suivant la conjoncture (pour des cultures alternées de coton, pommes de terre, patate douce, riz, maïs et légumineuses). Dans la sierra, sur bonnes terres de fonds de vallée il en va de même, la limite plancher se situant cependant autour de 20 ha (pommes de terre, maïs, pois et fèves). L'inquiétude de certains experts concernant la répartition individuelle des pâturages doit être partagée car le progrès technique sera difficile à diffuser, notamment en ce qui concerne l'amélioration génétique du bétail et l'introduction de pâturages artificiels. Les noyaux subsistant des SAIS et CAPs pourraient cependant continuer à fonctionner comme centres techniques pour les communautés (Auroi., 1982).

une des régions du monde où la concentration des terres est la plus forte. Le coefficient de Gini y avoisine 0,86, alors que 0,4 marque déjà une répartition fort inégalitaire<sup>2</sup>. D'un côté, des exploitations de plus de 1 000 ha, mais ne représentant que 0,9 % du total, contrôlent 45 % des terres, de l'autre des exploitations de moins de 10 ha, représentant 50 % du total, occupent à peine 2,4 % des terres<sup>3</sup>. L'ouverture de nouvelles terres de colonisation dans le Mato Grosso et en Amazonie ne fait que reproduire cette structure dans les zones défrichées. Une grande partie des terres des exploitations de plus de mille hectares est laissée en friche, constituant en fait un placement et une garantie contre l'inflation qui ronge toute autre forme d'épargne. En 1984, 41 % des terres des *latifundios* n'étaient pas exploités.<sup>4</sup> Ce sont ces terres que la proposition de réforme agraire faite par le président Sarney en mai 1985 visait en premier lieu.

L'évaluation des besoins des bénéficiaires potentiels de la réforme agraire a donné un chiffre de 166 millions d'ha pour 6 336 991 minifondiaires, métayers, locataires, travailleurs permanents et un nombre moyen de travailleurs temporaires. Les terres disponibles selon les termes du PNRA, représenteraient 404 millions d'hectares, soit plus du double de la superficie<sup>5</sup> considérée comme nécessaire. Dans les six régions du pays la couverture des besoins était assurée.

<sup>2</sup> Hoffman Rodolfo. "A distribuição da posse da terra no Brasil em 1980 e 1985". *Reforma Agraria* (Sao Paulo), agosto-nov. 1987, p. 62. Calculé d'après les résultats préliminaires du recensement agricole de 1985.

<sup>3</sup> Recensement de 1980, d'après Peritore, Patrick N. et Galve Peritore, Ana K. "Brazilian Attitudes toward Agrarian Reform: a Q-Methodology Opinion Study of a Conflictual Issue". *The Journal of Developing Areas*, 24, April 1990.

<sup>4</sup> MIRAD. Proposta para a elaboração do 1o Plano nacional de reforma agraria da nova Republica. Brasilia, 1984. Le terme "latifundio" désigne au Brésil deux réalités : le *latifundio par extension*, supérieur à 600 fois le "module rural", lui-même variable selon les régions et allant de 3 à 120 ha, et le *latifundio par exploitation*, de taille moindre mais exploité insuffisamment ou ne respectant pas la loi. Les deux types de *latifundios* étaient expropriables selon les termes du Plan national de réforme agraire (PNRA) de 1985, à l'exception des exploitations de moins de 3 modules et des "entreprises rurales", soit des fermes de moins de 1 000 ha gérées efficacement et respectant la loi, notamment celle sur le travail. Le *minifundio* comprend les exploitations de moins de 1 module (Correia de Andrade : 1980:25).

<sup>5</sup> Russo de Azevedo, Oswaldo, "Uma análise quantitativa da Proposta da CNRA". *Reforma Agraria* (Sao Paulo), Agosto-novembre 1987.

Le projet qui a finalement été présenté au Parlement par le président s'est révélé beaucoup plus modeste : il n'est question, entre 1985 et 1990 que de 1,4 millions de travailleurs et petits paysans. Une levée de boucliers des grands propriétaires regroupés dans l'UDR (Union démocratique rurale) et les menaces de violence physique proférées contre les agents du gouvernement firent que le projet ne fut pratiquement appliqué qu'à 10 % de ses objectifs initiaux, eux-mêmes déjà réduits à 20 % des besoins réels. Mais ce n'est certainement que partie remise car sans réforme agraire au Brésil il n'y aura pas de développement réel possible pour les deux tiers de la population actuellement laissée pour compte.

Les questions quant à la distribution des terres de la réforme à venir tourmentent autour des formes de propriété. Il est indéniable, comme au Pérou, mais dans un contexte totalement différent, que la soif de terre existe chez les paysans. L'existence d'un syndicat comme le très actif *Mouvement des sans terre* est là pour le rappeler. C'est bien la terre qui est au centre de ses aspirations. Comme l'exprimait un responsable syndical rural de la FETAPE de Pernambuco :

*"How could cane cutters become farmers? The Cubans had this problem, and their state enterprises are not a model for Brazil. Our union sees the reform as creating family property. Brazilians are very individualistic and want their own business. If they live on a parcel of good land, they can be self-sufficient and perhaps learn to utilize alternative technologies such as biogas, and produce their own butter, cheese, and meat. Gradually they can learn to work in cooperatives."*<sup>1</sup>

D'autres auteurs et enquêtes pourraient cependant nuancer la croyance en une simple revendication de parcelles individuelles. Les opinions des travailleurs peuvent varier selon les régions (plus ou moins riches) et le type de culture dans lesquels ils sont engagés. Malheureusement les exemples d'enquêtes d'opinion sur les aspirations, les *souhais* des principaux intéressés n'abondent pas. Une enquête récente auprès des travailleurs de la canne à sucre à Pernambuco (Rufino de Araujo 1990) permet cependant de se demander si c'est la terre qui est la priorité ou le salaire et des conditions de travail décentes. Sur 223 travailleurs (dont une centaine disposent d'une parcelle de terre, *roçado ou sitio*, de moins de 1 ha généralement) 48 % répondent qu'ils préféreraient un morceau de terre à un meilleur salaire s'ils pouvaient choisir, contre 43 % qui pensent

le contraire (Rufino 1990 : 169). Cela n'est guère concluant, ni dans un sens ni dans l'autre, mais on ne peut en déduire que la soif de terre soit secondaire comme la centrale syndicale CONTAG le prétend. Il se peut surtout que les travailleurs souhaitent tout simplement quitter l'agriculture et vivre en ville. D'après l'enquête 63 % des interviewés partagent cette opinion et 90 % de leurs enfants souhaitent des emplois urbains. Il faut se rappeler qu'à partir de la fin des années soixante de nombreux travailleurs ont été expulsés de leurs parcelles (Linhart 1980) et que bon nombre sont allés habiter dans des bidonvilles urbains. Ils peuvent être considérés comme travailleurs sans terre et leur opinion devrait aussi être prise en compte.

En définitif le *souhaitable*, du point de vue paysan penche certainement en faveur de l'accès à la propriété, pour la majorité des sans terre et des petits locataires. Le PNRA 1985 est d'ailleurs prudent quant aux formes de propriété à promouvoir dans le cadre du programme. Il reprend les termes du Estatuto da Terra de 1964 qui prévoyait de créer des exploitations familiales d'une part et des associations de producteurs de l'autre. Mais le projet de 1985 reste très discret sur les formes de coopérativisation, qui ont provoqué l'ire des grands producteurs, les taxant de "communistes". Il se pourrait donc que le Brésil évite, dans sa réforme agraire à venir, de commettre l'erreur de la collectivisation, qui n'apparaît pas comme une revendication primordiale pour la paysannerie brésilienne. L'impératif macro-social n'a probablement pas non plus besoin d'expériences de coopératives de production dont la gestion a été déficitaire dans pratiquement tous les pays du monde. Le cas péruvien laisse clairement entrevoir qu'une collectivisation de la terre dans un cadre d'une économie capitaliste, comme au Pérou, ne réussit ni en ce qui concerne la gestion des exploitations, ni en ce qui concerne la planification nationale. Et elle provoque à plus long terme des réactions épidermiques de rejet de toute forme intermédiaire d'association, même au niveau de coopératives de services. Même dans les pays qui ont connu des économies totalement planifiées depuis des décennies, la soif du contrôle familial des terres reprend lentement le dessus lorsqu'on laisse le choix aux intéressés.

#### EXPLOITATION FAMILIALE ET COOPÉRATIVE

Dans les situations de réforme agraire à venir il serait probablement sage de tenir compte des aspirations de la paysannerie et de lui donner satisfaction, quitte à sacrifier dans un premier temps le *souhaitable* macro-

<sup>1</sup> Cité par Peritore et Peritore, *op. cit.*, p. 389. La FETAPE est la Fédération des travailleurs de l'agriculture de l'Etat de Pernambuco.



social. Les formes collectives de gestion de la terre sont souvent considérées comme supérieures dans l'articulation ville-campagne, empêchant le repli du paysan sur l'autoconsommation, son exploitation par les intermédiaires et les gros agriculteurs, et permettant d'approvisionner correctement les centres urbains. L'expérience de ces quarante dernières années en Amérique latine n'a cependant pas fait la preuve que la coopérative soit supérieure à l'exploitation familiale. On ne peut pas soutenir qu'il y a eu repli dans le cas des parcelaires boliviens et que l'approvisionnement de La Paz a été interrompu.

Il est vrai cependant que la petite paysannerie, dans une vision dynamique de progrès technique et social, pose problème. Mais on peut être convaincu aujourd'hui que les solutions ne sont pas à rechercher dans de nouvelles expériences de coopérativisation de la terre et en général de structures boîteuses, mais plutôt dans l'amélioration des systèmes de fourniture d'intrants, de conservation et de commercialisation des produits et par conséquent dans des systèmes de prix suffisamment rémunérateurs. Il est peut-être bon aussi de considérer que l'évolution des structures agraires ne devrait pas trop être freinée ou orientée artificiellement, car le coût social à terme s'avèrera très élevé.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUROI C., 1982. *Contradictions et conflits dans la réforme agraire péruvienne : le cas de la SAIS Rio Grande*, Puno. Genève, IUED.
- CORREIA DE ANDRADE M., 1980. *Latifundio e Reforma agraria no Brasil*. Sao Paulo, Duas Cidades.
- FERNANDEZ DE LA GALA A., 1985. "La reforma agraria no fracasa, tampoco los campesinos, lo único que fracasa es la cooperativa (socio de la CAT Cahuide)", in Gonzalez y Torre, pp. 271-302.
- GONZALEZ A. ; TORRE G. *Las parcelaciones de las cooperativas agrarias en el Perú*. Chiclayo, Centro de estudios sociales "Solidaridad".
- LINHART R., 1981. *Le sucre et la faim. Enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien*. Paris, Ed. de Minuit.
- PORTUGAL VIZCARRA J. A., 1985. *Parcelación de las empresas asociativas, nueva estructura agraria en el Perú*. Lima, Consultoría de proyectos agro-industriales.
- RUFINO DE ARAUJO E., 1990. *O trator e o "burro sem rabo". Consequências da modernização agrícola sobre a mão-de-obra na região canavieira de Pernambuco*. Genève, Institut universitaire d'études du développement.
- SEPIA II 1988. *Perú : El problema agrario en debate*. Lima, Seminario permanente de investigación agraria, Lima.
- VIDAL COBIAN A. M., 1985. "La legalización de la parcelación en las CAPs", in Gonzalez y Torre, pp. 177-190.



# TRANSFORMACIÓN AGRARIA EN NICARAGUA EN LOS AÑOS OCHENTA Y PERSPECTIVA ACTUAL

Jan P. de GROOT  
Universidad Libre  
Amsterdam, Pays-Bas

## CARACTERÍSTICAS DE LA REFORMA AGRARIA SANDINISTA

La estructura agraria de Nicaragua antes de 1979 era heterogénea y relativamente bien articulada : combinaba el crecimiento de la agro-exportación con una provisión adecuada de alimentos para el mercado interno y una rápida acumulación de capital. La formación del excedente económico se concentraba en el sector agro-exportador, considerado por los sandinistas como clave. Esta articulación de diferentes formas de producción se asentaba en la concentración de la tierra en manos de la gran burguesía agraria, el control de las finanzas, del comercio rural y del procesamiento industrial (Kaimowitz, 1989 : 51). Su control sobre la tierra obligaba parte de la población campesina a vender estacionalmente su fuerza de trabajo. Los campesinos, que dependían de la red de intermediarios controlada por la burguesía agro-exportadora, enfrentaban términos de intercambio desiguales. El modelo somocista de desarrollo articulaba los sectores campesinos con su oferta de mano de obra y producción de bienes de exportación y granos básicos a un sector rentable y dinámico de agro-exportación. Este modelo ha sido caracterizado de "dualismo funcional" (De Janvry, 1981). El Estado fomentaba la formación de un excedente económico y su concentración en el sector agro-exportador. Esta acumulación favoreció en primer lugar los grandes terratenientes asociados con la familia Somoza, los sectores capitalistas anti-somocistas se beneficiaron en parte de las políticas estatales.

El régimen sandinista consideraba deseable continuar la agricultura en gran escala e intensiva en capital, pero pretendía hacer cambios estructurales en el modelo de acumulación. Buscaba la concentración del excedente económico en el sector estatal con el fin de acelerar y dirigir los procesos de transformación. En la *primera fase* de la reforma agraria sandinista (1979-1980) la tierra confiscada a los somocistas fue convertida en empresas estatales. Esta nacionalización servía para crear un sector técnicamente avanzado. Se proporcionaban fuertes incentivos económicos a la burguesía

agraria anti-somocista que se había quedado en el país, para así estimularla a seguir produciendo. Se pensaba controlar el excedente generado a través del comercio y del sector bancario, ambos en manos del Estado, sin tener que nacionalizar sus medios de producción. Este modelo necesitaba a la vez la continuación de la presencia de una clase semi-proletaria para suministrar la mano de obra estacional y los alimentos a precios bajos para la población urbana. Por lo tanto se percibía como contradictoria con este modelo dualista una reforma agraria redistributiva (De Groot & Clemens, 1989). El Estado invertía el excedente agrícola con prioridad en grandes proyectos agro-industriales, sobre todo con el fin de reducir la dependencia del país de la exportación de materias primas.

## LÍMITES Y AJUSTES DE LA REFORMA AGRARIA SANDINISTA

En principio la estrategia sandinista tuvo cierto éxito : logró incrementar las inversiones y concentrarlas en el sector estatal ; la gran burguesía agro-exportadora disminuyó su producción pero no la abandonó y se mantuvo la producción de granos básicos para la población urbana. Pero se notó pronto que la producción de las fincas estatales era ineficiente. La planeación centralizada incentivó a producir sin vigilancia de los costos, la administración era en muchos casos inadecuada y la productividad del trabajo baja. Las pérdidas de estas empresas estatales se cubrieron con nueva financiación. Su baja eficiencia contribuyó a priorizar, en la segunda fase de la reforma agraria sandinista (1981-1984), las cooperativas de producción, las CAS, mientras que en zonas de conflicto se dio énfasis en el aspecto de autodefensa de estas cooperativas. El Estado intentó controlar los planes de producción de estas cooperativas a través del crédito y de los servicios de insumos y asistencia técnica. Pero el traspaso de los fondos de inversión a las empresas cooperativas no conducía a una capitalización de las cooperativas incrementando su eficiencia de producción en forma sostenida.

Los grandes proyectos agro-industriales no marcharon bien ; eran más complicados y costosos de lo previsto y su maduración demoró demasiado. La financiación inflacionaria del sector estatal y de los servicios colectivos, y la manipulación de los precios relativos crearon distorsiones y fuertes desequilibrios económicos. Para los pequeños y medianos productores los términos de intercambio se deterioraron y los salarios agrícolas reales bajaron. La producción de granos básicos bajó y creció la escasez de mano de obra para

las cosechas de los cultivos de exportación. No se alcanzó la nueva articulación que los sandinistas habían diseñado. No se logró un modelo operante de acumulación de capital, de producción de alimentos, de provisión de divisas y una oferta suficiente de mano de obra para los cultivos de exportación.

La agresión de la contrarrevolución armada hizo necesario incrementar desproporcionalmente el presupuesto militar y él modificó el enfoque de la reforma agraria. La base política de la revolución en el campo tenía que ser fortalecida ya que el campesinado se volvió factor clave en el conflicto político-militar. En la *tercera fase* de la reforma agraria sandinista (1985-1987) la "alianza estratégica obrera-campesina" abrió las puertas para el reparto de tierras a productores individuales. Mientras que la CÁS seguía siendo el modelo normativo por ser compatible con la articulación y tecnificación que los sandinistas implementaron.

La "economía de sobrevivencia" requirió que se asignaran los recursos en manos del Estado para mantener la capacidad instalada de producción. El modelo de acumulación centralizada y concentrada en el sector estatal perdió su efectividad por la reducción del excedente. Mediante la "organización territorial de la producción y el intercambio" se trató de reactivar la producción en el sector campesino para reestablecer una articulación efectiva que permitiera la captación de excedentes. La nueva orientación enfatizaba la articulación a nivel local y regional de las diferentes formas de producción. Las empresas territoriales fueron dotadas de funciones de abasto en insumos y servicios de maquinaria agrícola, asistencia técnica, procesamiento y comercialización a las cooperativas y los productores campesinos. Éstos a su vez tenían que canalizar su producción por vía del Estado y no por los mercados paralelos. Esto significaba que las cooperativas y los productores campesinos no estaban en condiciones de capitalizarse.

En la *cuarta fase* de la reforma agraria, ya en el marco de las negociaciones de paz, el gobierno sandinista acordó con la Contra la suspensión de las afectaciones de tierra (Sapoá). Este acuerdo limitó las posibilidades de captar tierras para la reforma agraria. Con las reformas monetarias y económicas de 1988 el gobierno sandinista inició una política orientada a ajustar su intervención en el mercado a criterios de eficiencia tanto en el sentido macro- como micro-económico. Pero la hiperinflación hizo muy difícil rearticular los diferentes sectores de producción a través de los mecanismos del mercado.

## CAMBIO POLÍTICO Y REFORMA AGRARIA

El nuevo gobierno que inicia su mandato en el contexto de una crisis económica muy profunda intenta estabilizar y reactivar la economía. Entre los grupos de presión está la burguesía agraria que quiere volver al modelo prerevolucionario. El gobierno por su parte, con su programa de estabilización y de obtención de financiamientos externos, tiene que elevar rápidamente las exportaciones: da prioridad al sector algodonero. Como se trata de un cultivo de ciclo corto puede incrementarse rápidamente su producción. El Banco Central se ha comprometido a cancelar las cosechas de los productores de exportación en cordobas oro, de libre convertibilidad y con una paridad estable con el dólar. El sector agro-exportador insiste en la privatización del comercio exterior para tener acceso directo a las divisas.

Los productores para el mercado interno no reciben un trato igual. El costo de los insumos aumenta más que los precios de sus cosechas, reduciendo aún más los márgenes ya disminuidos por los ajustes económicos anteriores. Aunque utilizan menos insumos importados que la agricultura de gran escala, estos productores sufren más de la contracción de la demanda interna y de la restricción del crédito.

En estas prioridades se encuentra la *lógica económica* de las nuevas propuestas para la reforma agraria. El nuevo gobierno ha expresado desde el principio su intención de revisar las confiscaciones llevadas a cabo por los sandinistas. En el Protocolo de Transición firmado en marzo de este año entre el gobierno saliente y el entrante el tema de la reforma agraria es tocado explícitamente. Por un lado "se garantizará la propiedad rural a las familias beneficiadas por la revolución", pero por otro lado "armonizándose los problemas de propiedad con los legítimos derechos que pudieran tener ante la ley los nicaragüenses afectados en sus bienes".

El Decreto 10-90 autoriza arrendar tierras estatales a productores privados. Su propósito es crear una comisión nacional donde la burguesía expropiada en los años de la revolución pudiera pedir una revisión de sus expedientes.

## POLÍTICA ECONÓMICA Y REFORMA AGRARIA

Desde 1988 los gobiernos de Nicaragua han implementado políticas de ajuste estructural. El reajuste de los precios relativos ha redundado en un aumento de los costos de los insumos importados mientras la política crediticia restrictiva aumentó el costo del capital. En principio esto debería aventajar la producción campesina que utiliza pocos insumos importados y capital. A finales de 1989 se perciben los siguientes resultados:

- una recuperación modesta de la producción agro-exportadora. Es en primer lugar consecuencia de la política cambiaria y se realiza sobre todo en las medianas y grandes explotaciones privadas, mientras que la participación del sector campesino queda atrás ;
- un estancamiento de la producción alimentaria que resulta del aumento de los costos de producción y de la reducción de la demanda.

La fuerte contracción del sector campesino se debe en primer lugar a las condiciones recesivas que implica un deterioro de las relaciones de intercambio entre campo y ciudad. La aplicación más estricta de la política de ajuste significa que el gobierno ya no está dispuesto a garantizar la producción mediante una política crediticia que comprende subvenciones y condonaciones de la deuda. De hecho, la política de precios y de crédito funcionaba como un sistema de producción por contrato (*contract farming*) con un "seguro agrícola contra todo riesgo" financiado con la inflación. Al eliminarse este sistema se introduce de nuevo el factor riesgo, lo que explica una producción campesina baja (Ellis, 1988). Ambos factores, el deterioro de las relaciones de intercambio y la reintroducción del riesgo explican la reducción de la producción para el mercado y enfatizan la importancia del autoconsumo. Por un lado las ventajas relativas de la pequeña producción (usa pocos insumos importados y capital) no se materializan. Por el otro, la ausencia de política de desarrollo campesino implica la necesidad de importar alimentos y la pérdida de empleo productivo refuerza la espiral recesiva.

La estrategia de desarrollo actual tiene su eje en la gran producción agro-exportadora. Sin embargo el instrumento de la política cambiaria que favorece a este sector resulta insuficiente para incentivar la producción. Es así que se tuvo que reducir el porcentaje de autofinanciamiento de 30 % a 15 %. Tampoco se dieron las inversiones privadas esperadas en la producción agro-exportadora que el gobierno había pensado incentivar al abrir la posibilidad de arrendar tierras del APP. Por lo tanto esta estrategia bimodal se presenta con todas las ineficiencias macro-económicas en el uso de los factores de producción.

La contradicción entre la política macro-económica y de desarrollo agrícola se resume en la contradicción entre el control de la inflación y la profundización de la recesión. Existe además una contradicción entre las políticas macro-económicas y las estructuras monopólicas y monopsónicas de comercialización. La articulación de la economía entre los productores primarios y las empresas agro-industriales ha tenido consecuencias muy negativas para el campesinado tanto por la formación de precios de monopolio como al quitarles la posibilidad de acumular, tal como sí es factible en los complejos económicos integrados.

Los resultados de la competencia imperfecta son ineficiencias en la asignación de los recursos a nivel macro-económico. El gobierno piensa aumentar la eficiencia productiva, contribuir a la formación de mercados competitivos y eliminar precios de monopolio mediante la privatización de las empresas estatales. El plan económico, tal como ha sido presentado en la conferencia de donantes celebrado en mayo en Roma, plantea los elementos de la política de ajuste y de privatización sin definir estas medidas como complementarias e interdependientes. El modelo bimodal no garantiza mercados competitivos. Más bien tiende a promover la concentración de los excedentes en el sector "moderno" con una tecnología intensiva en capital y divisas y a expensas de las posibilidades de acumulación en el sector campesino.

#### PERSPECTIVAS DEL SECTOR REFORMADO

Las *empresas estatales* han sido establecidas en tierras de la familia Somoza y nadie cuestiona estas confiscaciones. Más importante es la presión para privatizarlas. El argumento de más peso es que el Estado no debe asumir un papel tan directo en la producción y mucho menos en la producción agrícola. El record de la gestión estatal en estas empresas en los años ochenta parece confirmar esta tesis. Pese a la fuerte capitalización de estas empresas, el sector en su conjunto no ha generado excedentes económicos efectivos. Debe considerarse en esta relación que la falta de eficiencia micro-económica fue resultado no solamente del manejo deficiente de estas empresas, sino también del entorno macro-económico con precios e incentivos distorsionados. Aun cuando el gobierno actual logre ajustar los precios relativos será difícil recuperar la rentabilidad de estas fincas estatales ya que su sistema de producción es intensivo en capital y en insumos importados. En el contexto de las políticas de ajuste y de estabilización, tienen mejores perspectivas las fincas que producen para el mercado externo. Para el gobierno actual existen dos razones adicionales para privatizar las fincas estatales : su venta generaría fondos para subsanar el déficit fiscal o, eventualmente, dólares para incrementar las reservas. En términos políticos, la privatización ampliaría la base social del régimen reforzando los productores capitalistas.

No hay duda que los trabajadores agrícolas, la mayoría organizados en la ATC, se opondrán a la privatización. En esta lucha el Estado controla instrumentos importantes : la gestión de la empresa, los servicios sociales, el crédito y el comercio externo. Desde el punto de vista de los trabajadores un modelo de auto-

gestión sería una alternativa aceptable ; ahora es tarde para esta opción. La modalidad de asignar tierras en *parcelas individuales* apareció tarde en la reforma agraria sandinista, razón por la que quedó limitado el número de beneficiarios. Es un grupo bastante vulnerable. Se teme que la revisión de las confiscaciones pueda resultar en desalojos. Para prevenir esta situación la UNAG ha asesorado a estos campesinos para formalizar sus títulos de propiedad. Pero es la posición económica débil del campesino que más pone en peligro su sobrevivencia. En teoría podría beneficiarse del ajuste de los precios relativos, pero eso sólo bajo ciertas condiciones que no se dan. El campesino sufre más que los demás productores de la restricción del crédito, recayendo en el financiamiento informal del comerciante o terrateniente. Esta dependencia implica su sujeción a monopolios locales en la comercialización de insumos que encarecen más los medios de producción. Enfrenta las consecuencias de la contracción de la demanda interna, de modo que los precios de sus productos se quedan atrás en relación con los de los cultivos de exportación. Reaparecen elementos de la articulación prerevolucionaria : concentración del excedente en el sector agro-exportador y subordinación del campesino como proveedor de alimentos baratos y mano de obra estacional. Ahora de nuevo el Estado promueve esta recomposición, los campesinos y sus organizaciones tienen que tomar iniciativas para defenderse. Deben hacerlo a través de formas de cooperación que refuercen su poder de negociación, que reduzcan sus costos de comercialización y de crédito, y que apoyen una tecnificación ajustada a las nuevas relaciones de precios. Hay perspectivas de diversificación de las exportaciones (hortalizas, frutas) donde grupos de campesinos tienen ventajas comparativas.

El área de la reforma agraria actualmente comprende unas 3 600 *cooperativas* incluyendo cooperativas de producción, de "surco muerto", colectivos de trabajo, cooperativas de crédito y servicios y uniones de cooperativas agrícolas (UCA) es decir cooperativas de segundo grado. En términos generales la mitad la forman las cooperativas de producción y el resto las de crédito y servicios ; en conjunto abarcan casi una cuarta parte del área agrícola del país. Parte de las cooperativas, específicamente de la CAS, manejan tierras que en el proceso de revisión de las confiscaciones decretado por el Ejecutivo serán objeto de discusión y de conflicto. En último momento el Estado sandinista ha transferido títulos de propiedad a las CAS y el gobierno se ha comprometido a respetar los derechos de los beneficiarios de la reforma agraria.

En este sector, otro punto clave es la viabilidad empresarial de las cooperativas, específicamente de las CAS. Bajo el régimen sandinista, inicialmente con la concentración de los recursos en el sector estatal y posteriormente con el entorno macro-económico distorsionado, las cooperativas no han alcanzado niveles de acumulación y tecnificación suficientes. En los años ochenta las CAS han tenido casi siempre acceso al crédito de corto plazo, pero recibieron poco para inversiones. Además, el crédito de largo plazo no ha sido utilizado para una tecnificación consistente. Como en la situación de hiperinflación el crédito era barato y los precios distorsionados, las inversiones no fueron muy productivas. Muchas cooperativas por ejemplo hicieron inversiones poco rentables en la compra de camiones en vez de renovar las plantaciones de café o de mejorar los pastos.

Las políticas de ajuste han encarecido los insumos y el crédito ; además, el mercado de insumos sigue aún controlado por vendedores grandes. Monopolios privados amenazan sustituir al monopolio estatal de PROAGRO y de la misma manera reaparecerán las situaciones monopolísticas en los mercados de productos y en los servicios de procesamiento. El crédito sigue restringido, ya no existe la garantía del BND. Los productores tienen que autofinanciar una mayor proporción de los costos totales, lo que resulta difícil ya que el poco ahorro que tenían se ha evaporado en el proceso de inflación. Hay una tendencia a fortalecer la producción de granos básicos que requieren menos insumos comprados y a dar énfasis al autoconsumo. Sin embargo, el sector cooperativo debe mantener y reforzar su participación en la producción para el mercado. Sin esta interacción con los mercados será difícil tener incentivos para incrementar su productividad.

En esta nueva situación el sector cooperativo debe transformarse para crear las condiciones que le permitan producir en condiciones de competencia. Esto requiere dotarle de una infraestructura de comercialización de insumos y productos que haga bajar los costos y los riesgos. Para las CAS sería importante reactivar las cooperativas de segundo grado, tipo UCA, que desde 1986 han sido promovidas por el Estado y la UNAG. Las UCA hasta ahora no han funcionado bien y no han tenido una base económica suficiente. Sin embargo, estudios de casos llevados a cabo recientemente (Espinoza & Plantinga, 1990) indican que es menester y factible definir mejor su papel. Específicamente la UCA podría asumir funciones en los siguientes aspectos :

- crédito : la UCA puede bajar los costos de transacción y desarrollar actividades de apoyo para la administración del crédito ;
- insumos : puede adquirir la representación de las casas comerciales. La asociación con el comercio de productos de primera necesidad de los socios podría disminuir el carácter estacional de las actividades comerciales ;
- asistencia técnica : puede combinarla con la venta de insumos, implementos y eventualmente maquinaria agrícola a las cooperativas ;
- otros : en algunos casos es posible coordinar mejor los servicios de transporte.

El sector cooperativo puede y debe desarrollar una estrategia más empresarial utilizando ventajas de escala en volúmenes de compra y venta, en su poder de negociación y en la reducción de los costos de transacción. Ahora puede determinar sus actividades y estructuras, pero debe proveer su propio financiamiento. A la vez tiene que mantenerse una disciplina cooperativa a base de incentivos a los socios que utilizan los servicios.

Importa promover un modelo de crecimiento más racional : evitar la concentración de los excedentes en sectores con tecnología intensiva en capital y divisas y evitar la subutilización de la mano de obra.

Después del cambio de gobierno la contrarevolución armada negoció su desmovilización entre otros en base al derecho a formar *polos de desarrollo*, concebidos como asentamientos campesinos. El polo de desarrollo está formado por una comunidad económicamente autónoma que puede irse extendiendo a su alrededor según sea el desarrollo que vaya logrando. En los polos de desarrollo se cultivarán granos básicos y productos de exportación no tradicionales. En el último acuerdo entre el nuevo gobierno y la contra (30 de mayo de 1990), se delimitaron la localización de los polos de desarrollo. Recibirán financiamientos especiales, apoyo para infraestructura, vivienda, alimentos y medicinas. Las áreas delimitadas no son vírgenes : habrá que investigar la situación de la tenencia de la tierra. Es difícil de estimar cuantos desmovilizados tienen interés para establecerse en los nuevos asentamientos.

#### **FUNCIONES DEL COOPERATIVISMO Y REACTIVACIÓN DEL SECTOR REFORMADO**

La reactivación de la economía campesina supone :

- reducción de los riesgos ;
- tecnificación de la producción ;
- integración vertical de la producción en formas cooperativas que permitan la acumulación .

Los riesgos pueden reducirse proponiendo al productor un "seguro agrícola". Los seguros han tenido un papel fundamental en cooperativas de todo el mundo (Braverman & Guasch, 1989). La promoción de cooperativas de crédito y servicios que puedan cumplir con esta función ofrecería un mecanismo mucho más racional que la política de condonación de deudas que se ha utilizado y se sigue utilizando (caso de la sequía).

Los esfuerzos del gobierno sandinista para tecnificar la producción con crédito e insumos baratos han aumentado los rendimientos pero han conducido a formas de producción poco eficientes. Para reactivar la producción habría que aumentar los rendimientos y a la vez reducir los costos de producción. El primero requiere asistencia técnica mientras el segundo puede lograrse mediante economías de escala a través de las cooperativas.

En la época somocista se transfirió gran parte del excedente campesino a los comerciantes y a las industrias de transformación. Aunque la reforma agraria sandinista, al reducir la disponibilidad de mano de obra, redujó estas transferencias, el intercambio entre el Estado "contratista" y el campesino tampoco permitió una acumulación racional y eficiente. La creación de cooperativas de transformación industrial, de comercialización y posiblemente de financiamiento puede ser considerado como un instrumento capaz de captar y reciclar los excedentes hacia los campesinos. Las cooperativas sandinistas de crédito y servicios no han podido cumplir estas funciones. Ni las llamadas CCS (cooperativas de crédito y servicios ) ni las UCA's (Union de Cooperativas Agrícolas) lo han podido asumir porque las empresas estatales tenían un monopolio absoluto en estas áreas, privándoles así de una base económica real.

El desarrollo empresarial de las cooperativas de crédito y servicios requiere de una evolución organizativa conforme al modelo de las cooperativas RL (de responsabilidad limitada) que fue establecido en los años sesenta y setenta. El modelo exige :

- constitución de un capital social en base a aportes de los socios.
- capacitación en organización cooperativa en sus aspectos legales, administrativos y de gestión empresarial.

Las cooperativas de segundo grado son muy deficientes en ambos aspectos. Se observa sin embargo una multitud de iniciativas y de actividades empresariales (a menudo con fondos de cooperación externa) en las UCA's, a nivel de la Federación Nacional de Cooperativas (FENA COOP) y en las cooperativas de

consumo y comercialización (ECO-DEPA) y se constata una revitalización de las cooperativas RL. Esta integración vertical está condicionada por la forma en que se llevará a cabo la privatización de las empresas estatales. Habrá deterioro si las empresas estatales se transforman en monopolios privados. Si se ofrecen a las cooperativas de primer y segundo grado la asistencia técnica y empresarial y el financiamiento requeridos, la privatización de las empresas estatales creará el entorno económico deseable.

## REFERENCIAS

- BAUMEISTER E., 1985. "Estructuras Productivas y Reforma Agraria en Nicaragua", en R. Harris (editor), *La Revolución en Nicaragua*, ERA, México.
- BRAVERMAN A. & J.L., 1989. GUASCH "Institutional Analysis of Credit Cooperatives" in P. Bardhan, editor, *The Economic Theory of Agrarian Institutions*, Oxford : Clarendon Press.
- ELLIS Frank., 1988. *Peasant Economics, Farm households and agrarian development*, Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- ESCOTO R. ESPINOZA I. & PLANTINGA J., 1990. *Estudio de Caso de la Cooperativa CAS. Benjamin Zeledon, San Marcos, Carazo*, Depto de Economía Agrícola, UNAN.
- ESPINOZA I. & PLANTINGA J., 1990. *Estudio de Caso de la Unión de Cooperativas Eddy Guzman, San Marcos, Carazo*, Depto de Economía Agrícola, UNAN.
- GROOT J-P. & HARRIE C., 1989. "La Agricultura de Exportación y los Problemas de la mano de Obra en Nicaragua", en W. PELUPESY (editor), *La Economía Agro-exportadora en Centroamérica : crecimiento y adversidad*, San José, FLASCO.
- Instituto Histórico Centroamericano - IHC 1990. "Pueblo, Ejército, Unidad, Garantía de la Victoria?", *Envío*, Año 9, n° 104.
- Instituto Histórico Centroamericano - IHC 1990. "Quién es quién, el Test de las Barricadas", *Envío*, Año 9, n° 105.
- Instituto Histórico Centramericano - IHC 1990. "Protocolo de Transición", *Envío*, Año 9, n° 102.
- Instituto Histórico Centroamericano - IHC 1990. "Los Contras de Franklin, cuál sera su futuro?", *Envío*, Año 9, n° 105.
- KAIMOWITZ D., 1989. "La planificación agropecuaria en Nicaragua", in R. RUBEN & - J-P. de GROOT (coordinadores), *El Debate sobre la Reforma Agraria de Nicaragua*, Managua : INIES.
- WATTEL C., J.P. de GROOT & R. RUBEN., 1989. "El sector Socializado en la Reforma Agraria de Nicaragua" ; in R. RUBEN & J-P. de GROOT (coordinadores), *El Debate sobre la Reforma Agraria de Nicaragua*, Managua, INIES.
- WHEELOCK J., 1975. *Imperialismo y Dictadura*. Mexico.
- ZALDUA J., 1990. "No me sorprendió el triunfo", *Pensamiento Propio*, Año VIII, n° 68.



# TERRA, COMUNIDADE E POLÍTICA : ESTRATÉGIAS DE REPRODUÇÃO SOCIAL DOS AGRICULTORES NUM TEMPO DE TRANSFORMAÇÕES SOCIAIS

Ana María A. BONIN  
*Departamento de Antropologia  
da Universidade Federal do Paraná (UFPR)*  
Angela DUARTE DAMASCENO FERREIRA  
*Departamento de Ciências Sociais da UFPR*  
Claus MAGNO GERMER  
Kersten MÁRCIA SCHOLZ DE ANDRADE  
*Departamento de Economia da UFPR*

Um grupo de pessoas reuniu-se para refletir sobre os rumos que tem tomado o movimento dos sem terra no Estado e suas perspectivas nesse final de década. Baseou-se em trabalhos anteriormente elaborados pelo grupo, em conjunto ou isoladamente, em entrevistas recentes realizadas com lideranças do MST-PR, numa pesquisa, em periódico estadual, das notícias sobre questões relacionadas à terra e às lutas dos sem-terra nos anos de 1983 a 1989<sup>1</sup> e nos Cadernos de Formação editados pelo Movimento dos trabalhadores Rurais em-Terra do Brasil.

Embora enfoque o Paraná, é importante notar que não se trata de um estudo de caso *stricto sensu*. É possível afirmar que o Paraná representa o que este movimento desenvolveu de mais acabado, de mais "clássico". Na visão do próprio movimento local e nacional, no Paraná houve as mais significativas mobilizações de massa, ocupações e acampamentos, o aperfeiçoamento constante das estratégias de luta e o maior número de áreas conquistadas. Uma série de condições conjunturais dos anos 70/80 no Paraná poderia ser pensada para explicar isto : a rápida expansão da modernização no campo e a construção de hidrelétricas no Estado durante a década de 70, que transformaram o Paraná de fronteira agrícola e pólo de atração populacional nos anos 60 em um dos estados com maior nível de

expulsão da população rural do Brasil na década de 70 ; a "memória" do importante movimento de luta pela terra que aconteceu no sudoeste do Estado<sup>2</sup>, região onde mais se desenvolveram as lutas pela terra recentes e onde já havia uma atuante entidade de formação e assessoria de pequenos produtores, a Associação de Estudos, Orientação e Assistência Rural - ASSESOAR, desde a década de 60, ou seja, bem antes da organização da Comissão Pastoral da Terra - CPT a níveis nacional e estadual ; as significativas mobilizações de produtores rurais que se desenvolveram no sul do país e que no Paraná tiveram ampla repercussão.

Por essas e outras razões o Paraná sediou os primeiros encontros regionais e nacional dos sem-terra (1º Encontro dos Sem-terra da Região Sul, em julho de 1982, 1º Encontro Nacional dos Sem-terra, em janeiro de 1984 e 1º Congresso Nacional dos Trabalhadores Rurais Sem-terra, em janeiro de 1985).

## MOVIMENTO DOS SEM-TERRA : DEFINIÇÕES DE ESTRATEGIAS E DO PROJETO POLITICO

O Movimento dos Agricultores Sem-Terra do Oeste do Paraná - MASTRO se organiza em 1981, como o primeiro movimento de luta pela terra localizado neste período no Brasil que se auto-denominou "SEM-TERRA". Se no início a denominação parece exprimir apenas a condição social de "não ter terra", logo nas primeiras reuniões e documentos do MASTRO a concepção de "sem-terra" começa a ser construída como identidade política que aglutinava os expropriados pela construção da hidrelétricas de Itaipu e aqueles que "não achavam mais terra para arrendar"<sup>3</sup>, como forma de reação a esta situação comum, como forma de organização de uma luta e, crescentemente, como um projeto de vida compartilhado pelo grupo.

<sup>2</sup> Ver, sobre o levante camponês do Sudoeste paranaense, ocorrido em fins da década de 50, os trabalhos de ABRAMOVAY Ricardo. *Transformações na vida camponesa : o Sudoeste paranaense*. São Paulo, 1981 (Dissertação de mestrado-USP); COLNAGHI Maria C. *Colonos e Poder : a luta pela terra no Sudoeste do Paraná*. Curitiba, 1984 (Dissertação de mestrado-UFPR); GOMES Iria Z. 1957 : a revolta dos posseiros. Curitiba, Criar Edições, 1986.

<sup>3</sup> FERREIRA Angela D. D. "Movimentos sociais rurais no Paraná", BONIN, Anamaria *et alii*. *Movimentos sociais no campo*. Curitiba, Criar Scientia et Labor, 1987.

<sup>1</sup> Para esta finalidade, contou-se com a colaboração da socióloga Marisa Borba Ferreira, do estudante de Ciências Sociais da UFPR Claudino Menezes, além do trabalho de outros estudantes deste mesmo curso.

Do MASTRO ao MASTES (Movimento dos Agricultores Sem-Terra do Sudoeste do Paraná) e aos demais movimentos regionais de luta pela terra e à organização a nível estadual e nacional, os sem-terra foram clarificando sua “tomada de consciência da expropriação”, através da formulação sistemática de críticas à estrutura fundiária, à política agrícola vigente e à estrutura de poder do país<sup>1</sup>. Ao mesmo tempo, os sem-terra definiram e redefiniram suas estratégias de luta e seus projetos. Estes cada vez mais extrapolavam as lutas locais por terra e configuravam uma visão e proposta geral para seu modo de apropriação da terra, organização da produção e da vida nos assentamentos, de conteúdo para a Reforma Agrária que desejavam e de transformação da sociedade como um todo.

Uma periodização deste processo de organização e mudanças, no âmbito do Movimento, pode considerar os seguintes momentos : 1981/1982-período das lutas iniciais, catalizadoras dos processos de articulação regional e nacional do movimento e de formulação explícita do objetivo de luta e de seus primeiros princípios<sup>2</sup>. Nesta fase, o movimento concentra-se nas lutas especificamente ligadas à propriedade de determinadas áreas de terras, reivindicando “terra no Paraná” e não na fronteira Norte do país, como preconizava a política oficial de colonização agrícola. Reivindicavam, ainda, crédito fundiário para compra de áreas para os sem-terra, módulo máximo para propriedades rurais e terra para quem nela trabalha. A nível organizativo, os anos 81 e 82 marcaram-se, no Paraná, pelo legalismo de suas estratégias de luta : petições, audiências com prefeitos e autoridades. É interessante notar que o movimento estava bastante preocupado em demonstrar a “justeza” de suas reivindicações : “supunha-se, implicitamente, que a força do movimento popular é derivada da legitimidade do direito reivindicado e não do poder decorrente da organização e da mobilização de massas”<sup>3</sup>.

O período 83-85 pode ser considerado como o momento das iniciativas coordenadas. Além da sua maior estruturação neste período, seu caráter massivo

também se desenvolve. As ocupações de terras, seguidas, na maioria, de acampamentos em locais em frente às áreas pretendidas e diante de órgãos públicos constituem a estratégia principal do movimento.

Dentro deste período, o ano de 1985 se diferencia por ser marcado pela transição para a Nova República e pelo tumultuado processo de elaboração do I Plano Nacional de Reforma Agrária. Nos primeiros meses do ano, o movimento, com sua organização nacional recém formalizada, manteve-se em expectativa quanto às perspectivas de um plano governamental de Reforma Agrária (RA), encaminhando suas propostas. Já no início do 2º semestre, o posicionamento violento e crescentemente organizado dos proprietários rurais contra a proposta de RA e os recuos sucessivos do governo, levou-o a intensificar os acampamentos. Em outubro, a promulgação da Lei de Reforma Agrária, bastante esvaziada de seus propósitos originais, encontrou-o, portanto, já descrentes da ação do Estado em favor de suas reivindicações.

O período que se inicia após esta data (86/87), caracteriza-se por uma nova postura do Estado em relação ao movimento. A repressão passa a ser violenta e várias medidas desmobilizadoras são tomadas, desqualificando o movimento organizado como interlocutor do Estado e como representante dos trabalhadores rurais sem terra. O movimento procura outras formas de pressionar o governo pelo cumprimento das tímidas metas do Plano Nacional de Reforma Agrária. A esta época, estava claro que o “poder de constrangimento” dos acampamentos havia se esgotado, tanto pela rotinização e pela integração dos acampamentos à paisagem quanto pela reação organizada e global do poder constituído. Percebe que não lhe resta nenhuma alternativa além da ocupação com resistência, enfrentando a polícia, o exército e as milícias privadas com seus instrumentos de trabalho. O lema do movimento passa a ser “ocupar e resistir” e isto é explicitado para o Estado e a sociedade.

Nos anos 88/89, fecha-se mais uma vez o acesso institucional à terra para o movimento, com uma nova derrota de suas propostas na Assembléia Constituinte, que elabora a nova Constituição do país neste período. Multiplicaram-se as ocupações e o lema do movimento é ampliado para “ocupar, resistir e produzir”, porque a resistência na terra implicava em já iniciar o processo de produção agrícola, tanto como forma de viabilizar sua subsistência, como a nível de estratégia de consolidação da posse. Dentro dessa perspectiva, o movimento já considerava como ganhas as áreas ocupadas, contabilizando-as no rol de suas vitórias.

<sup>1</sup> GERMER Claus. “Reforma Agrária no Paraná : entre a versão e o fato na aldeia dos expropriados”. *Revista da Abra*, ano 16, n° 2, ago/nov, 1986.

<sup>2</sup> BONIN Anamaria, FERREIRA Angela, GERMER Claus. “A luta pela terra no Paraná recente.” 1987 (mimeo).

<sup>3</sup> GAIGER Luiz I. G. *Agentes Religiosos e camponeses sem terra no sul do Brasil : quadro de interpretação sociológica*. Petrópolis, Vozes, 1987.

Este período mais recente representou um redirecionamento drástico do movimento. Como a própria estratégia de luta privilegiava a produção agrícola e vários assentamentos já foram organizados como conquista do MST, o grande objetivo era de se viabilizarem economicamente como produtores. Seu propósito era mostrar à sociedade um novo modelo de vida e de inserção no processo produtivo, constituindo-se num referencial da viabilidade da reforma agrária. A luta pela reforma agrária passa a ser entendida claramente como uma das lutas para transformação radical da sociedade, já que entendem que esta não se realizará nos marcos da atual estrutura de poder no Brasil.

### REFLEXÕES SOBRE A CONSTRUÇÃO DO MOVIMENTO DO SEM-TERRA

#### *A igreja e o movimento dos sem-terra*

Durante a década de 70, setores da Igreja ligados a Teologia da Libertação vão, através das CEB's e da Comissão Pastoral da Terra, colocar em prática uma atuação em dois níveis: ao mesmo tempo em que atuam na sustentação das organizações dos trabalhadores rurais levam uma mensagem evangélica que lhes propõem um comprometimento fraternal com a igualdade e a justiça social. Nesse sentido a junção destes dois planos de atuação pressupõe que a luta dos trabalhadores se constitui uma marcha que levará, segundo a doutrina cristã, ao "reino da justiça", objetivo último da história da humanidade conforme o plano de Deus. As relações sociais capitalistas são consideradas anticristãs, dado seu alto grau de exploração e, portanto, transformar a sociedade é missão da Igreja e de todos os cristãos. Além do Evangelho, considera-se necessário, para esta finalidade, utilizar-se das ciências humanas para se conhecer a realidade social e escolher-se as estratégias possíveis para sua transformação<sup>1</sup>.

Os agentes religiosos, através desta militância, produzem práticas políticas e religiosas, introduzindo elementos novos ou redefinindo sua prática religiosa ao nível do político. Embora acreditem que Deus detenha grande influência na vida dos homens, percebem que a justiça e a fraternidade serão viáveis na medida em que os homens possam agir para que isto efetivamente aconteça. Ao agirem neste sentido, Deus os aprovará

porque o seu próprio plano prevê a ativa colaboração dos homens. Esta linha de raciocínio religioso encontra eco na própria experiência cotidiana do campesinato, para quem a terra é uma questão de vida. Se Deus é a salvação, a vida, deve desejar que os trabalhadores lutem pela terra. Neste sentido, a luta pela terra torna-se uma luta "sagrada", além de ser também uma luta política<sup>2</sup>. Contribui para esta sacralização da luta pela terra a visão de que esta é um direito natural do homem, já que fonte de sua sobrevivência e reprodução social. Constitui-se na versão camponesa da utopia do "Reino", ou seja, da sociedade perfeita, em cuja direção a humanidade deve caminhar. A distribuição das terras é o valor da igualdade desejada. O "Reino" não é algo para depois, mas para agora. Como Deus quer justiça e felicidade, toda forma de opressão e exploração vai contra os desígnios de Deus e é ilegítima.

A Igreja popular, operando nestes dois planos (o religioso e o político), teve uma influência decisiva na construção de alguns princípios que são fundamentais para o MST, tais como o trabalho como forma legítima de apropriação da terra e a união e a igualdade como elementos necessários para a convivência social. Ao privilegiar estes elementos, a Igreja encontrou um campo fértil no campesinato, porque seu discurso se articulava com suas próprias condições de existência<sup>3</sup>.

Este discurso cristão operando por pares de oposição do tipo "bom-ruim", "santo-pecador", o que se traduz, a nível político, nos pares "oprimido-opressor", "aliado-inimigo". As estratégias possíveis para superação desta sociedade considerada injusta seriam possibilitadas, como já se falou, pela utilização de conhecimento produzido pelas ciências humanas. O marxismo se incorpora ao MST através da atuação, especialmente a nível de formação, do grupo de seus assessores, ligados ou não à Igreja. As várias leituras do marxismo que se agregaram à doutrina social da Igreja na construção de uma cultura política do MST, foram muito importantes para que se entendesse a natureza da subalternidade dos sem-terra na sociedade capitalista. Esta "tomada de consciência" tem possibilitado compreender os elementos que unificam o movimento, apesar de sua heterogeneidade interna, a sua relação com os demais grupos ou classes sociais e seus embates com o Estado.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> BONIN Anamaria *et alii*. "Luta pela terra e contradições de um projeto comunitário de vida", BONIN Anamaria *et alii*. *Movimentos sociais no campo*. Curitiba, Criar/Scientia et Labor, 1987.

<sup>1</sup> GAIGER Luiz I. G. *Agentes religiosos e camponeses sem terra no sul do Brasil: quatro interpretações sociológicas*. Petrópolis, Vozes, 1987.

A mesma influência está presente, também, nas estratégias e táticas de luta e nas diretrizes econômicas do MST para os assentamentos. Não há dúvida de que o corolário destas influências do marxismo é o seu paralelismo com a idéia veiculada pela Igreja de que os sem-terra podem e devem se constituir em agentes de transformação de suas próprias realidades: ao demonstrar a historicidade das relações sociais capitalistas, rompem com a idéia de sua imutabilidade, criando condições para que o movimento se constitua em sujeito ativo da história. Tanto a visão da Igreja, quanto estas leituras do marxismo propõe projetos de sociedade que têm a ver com uma virtualidade - uma utopia que não prescinde da participação ativa dos que a ela aderem; ao contrário, postula o seu engajamento numa nova praxis - redentora ou revolucionária, conforme a concepção - mas de qualquer forma edificadora de uma nova sociedade.

#### *Projeto camponês, cooperação agrícola e coletivização no MST*

Em trabalho anterior<sup>1</sup> sobre um dos primeiros assentamentos do MST no Estado do Paraná (Vitória da União-Mangueirinha), verificou-se que a ideia de organizar sua nova vida em bases comunitárias predominava entre os assentados. Constatou-se que o projeto comunitário era a proposta central do MST no período embora se constituísse, em grande parte, numa expectativa abstrata em relação ao futuro, que tomava como referências concretas as práticas habituais de mutirão, da troca de dias de trabalho e outras formas camponesas de ajuda mútua assim como o exemplo das cooperativas de comercialização já existentes e consolidadas no Estado. Tal projeto havia sido gestado durante os períodos, por vezes longos, passados nos acampamentos, em que a solidariedade interna e a noção de um destino comum que a todos atava assumiram uma importância preponderante. Quando começaram as implantações sucessivas de novos assentamentos em 1985, o MST passou a enfrentar uma problemática global de desafios imprevisíveis, que teriam que ser vencidos na tentativa de implantar concretamente o projeto comunitário até então elaborado abstratamente.

O atual projeto coletivista tem suas origens nestes desafios e na tentativa da sua superação. Ao se implantarem os primeiros assentamentos, esta nova problemática estava relacionada à necessidade de garantir sucesso econômico dos assentamentos. Para isto, era preciso resolver problemas como o de financiamento em tempo e quantidade

adequadas, o fornecimento de assistência técnica, a obtenção dos insumos necessários à produção, a escolha dos produtos a explorar, etc. Ao mesmo tempo enfrentava-se o problema da dispersão dos assentados, cada um deles instalados em seus lotes individuais e tratando de começar a colocá-lo em produção, o que ameaçava desfazer o sentimento de solidariedade e coesão formado no acampamento. As respostas a estes problemas foram dadas, inicialmente, de forma isolada, mas foram convergindo, aos poucos, para a constituição de coordenações estaduais e depois nacional dos assentados. A partir disto, percebeu-se que algumas poucas experiências de exploração coletiva já implantadas mostravam que estas permitiam combinar a continuidade do processo político do movimento, através de liberação de um ou mais dos seus integrantes para as atividades de coordenação e representação política. Assim, hoje a preocupação central do MST está sendo no sentido de apontar para um novo projeto. Trata-se, agora, de criar as condições para a formação de associações do tipo coletivista que maximizem os recursos existentes de terra, trabalho, instrumentos de trabalho, financiamento, de modo a torná-las unidades produtivas rentáveis, competitivas no capitalismo. Pensa-se, inclusive, em entrar no circuito da comercialização e beneficiamento, formando grandes cooperativas com agroindústrias, sob o controle dos assentados.

Fica evidente que se superou o antigo sentimento de visceral rejeição às formas produção, comercialização e financiameto associadas ao capitalismo, que os levava, pelos menos nas experiências iniciais do Paraná, a identificar como negativos o crédito, a maquinária e insumos modernos, o comércio, a agroindústria, etc. e a valorizar os "alternativos" em todos os níveis de organização dos assentamentos.

Agora, a concepção subjacente à nova proposta é a de que as formas de organização da produção em grande escala são superiores às camponesas, rejeitadas como artesanais, e que deve-se incorporar os avanços técnicos do capitalismo para a estruturação dos assentamentos. Uma discussão que se pode realizar é a do significado mais amplo desta ênfase na coletivização. Sobre isto, algumas questões podem ser levantadas para debate:

- uma primeira questão à a possibilidade de que parte do MST faça uma relação direta entre produção coletivizada e o surgimento de novos níveis de politização e novos padrões morais de vida. Está subjacente, em alguns de seus escritos, a concepção de que a mudança das relações de trabalho levaria, de forma automática, a uma mudança ao nível da "conscientização política", o que não é necessariamente verificável.

<sup>1</sup> BONIN Anamaria *et alii*, *op. cit.*

- diante da centralização de esforços na viabilização econômica dos assentamentos há a possibilidade concreta de auto-mização da esfera econômica, ou seja, de serem deixados de lado os objetivos políticos do MST de amadurecimento organizativo e político a partir da cooperação e coletivização. Além disso, a própria viabilização econômica é de certa forma contraditória ao projeto de transformação mais estrutural da sociedade, tal como concebida pelo MST.
- embora já existam algumas experiências concretas em que os esquemas coletivizados tenham sido implantados, não se pode crer, por princípio, que são a solução dos problemas econômicos que afligem os assentamentos. O sucesso da coletivização dependerá de certas condições dos assentamentos (solo, topografia, a própria trajetória dos assentados), além das formas de sua inserção nos sistemas agroalimentares mais amplos.
- de certa forma, portanto, há uma tendência de reificação do coletivismo, ou seja, considerando-o, em si, um meio econômico de garantir aos assentamentos seu desenvolvimento e um meio político de construir a luta pela mudança da sociedade. Pode-se perguntar se isto não seria uma forma de procurar “os resultados da luta social na própria luta, esquecendo que são recursos, estratégias, meios e não fins?”



# O SIGNIFICADO DOS RITOS E SIMBOLOS PARA O MOVIMENTO DOS SEM-TERRA

## Abordagem preliminar

Anamaria Aimoré BONIN  
Márcia Scholz de ANDRADE KERSTEN  
Depto. de Antropologia da UFPR

Este estudo<sup>1</sup> toma como referencial um grupo de agricultores sem-terra que resultou na desapropriação de uma área de 10 015 hectares da Fazenda Imaribo<sup>2</sup> (município de Manguaçu, sudoeste do Paraná). Esta conquista foi empreendida por dois movimentos camponeses, o Movimento dos Agricultores Sem-Terra do Oeste do Paraná - MASTRO e o Movimento dos Agricultores Sem-Terra do Sudoeste do Paraná - MASTES. Esta luta agrupou agricultores dos municípios de São Miguel do Iguaçu, Medianeira, Capanema, Nova Prata, Dois Vizinhos, São João, Chopinzinho, Planalto, Santa Izabel do Oeste, Ampere e Coronel Vivida, localizados na microrregião Extremo Oeste e microrregião Sudoeste do Paraná. O entendimento da constituição dos movimentos dos sem-terra como resposta à crescente proletarianização passa pela recuperação de seu histórico e pela compreensão enquanto unidade política, que se reafirma diante da sociedade mais abrangente, assim como pela constituição de seus símbolos e rituais.

Ao refletir sobre as questões que determinaram e determinam a política de uso e posse da terra no país, pensar a luta de um pequeno grupo de expropriados da terra pode parecer inócuo. Entretanto, é no concreto que se forjam os embates e é a partir daí que se pode perceber como se constituem, no cotidiano, os reflexos das ações mais abrangentes.

<sup>1</sup> Esse trabalho contou com a colaboração da socióloga Angela Damasceno Ferreira, do Departamento de Ciências Sociais da UFPR.

<sup>2</sup> O primeiro estudo de caso foi realizado entre os meses de janeiro e julho de 1985, através de convênio entre a Universidade Federal do Paraná e a Secretaria de Agricultura do Estado do Paraná, tendo sido ampliado para publicação em livro : BONIN, Anamaria *et alii*. *Movimentos Sociais no Campo*. Curitiba : Criar e Scientia et Labor, 1987.

Daí a relevância em acompanhar, de forma articulada com as definições nacionais, a trajetória dos sem-terra de Imaribo. Trajetória esta que, desde os primórdios de sua constituição em movimento organizado de luta pela terra até sua transformação final em colonos recém-assentados na área desapropriada, foi acompanhada através de entrevistas realizadas com as lideranças do MASTRO e do MASTES ; da consulta sistemática aos periódicos publicados entre 1984 e 1986<sup>3</sup>, dos relatórios da Secretaria de Agricultura do Estado do Paraná e dos próprios Movimentos ; da participação nos eventos significativos das lutas dos sem-terra tais como assembleias, con-gressos, passeatas e reuniões de lideranças ; da análise do cadastramento realizado em fevereiro de 1985 pelo Instituto de Terras, Cartografia e Florestas<sup>4</sup> com as 365 famílias então acampadas ; e finalmente, através de pesquisa de campo realizada com os grupos daquela população, antes e após seu assentamento.

## O MOVIMENTO DOS SEM-TERRA NO PARANÁ<sup>5</sup>

A partir de uma política de modernização agrícola implementada no sul do país, o Paraná aumentou em 531 % sua área plantada com soja, o que contribuiu para um expressivo aumento no número de máquinas agrícolas e insumos modernos consumidos no Estado, além de uma política creditícia atrelada a este tipo de modernização dos estabelecimentos rurais. Por se tratar de uma modernização parcial e com acesso diferenciado para os distintos tipos de produtores, o resultado desta

<sup>3</sup> Grande Imprensa do Paraná : Gazeta do Povo, Jornal do Estado, Correio de Notícias, Tribuna Popular, Indústria e Comércio, Folha de Curitiba, O Paraná, Diário Popular, Diário da Tarde, Folha de Londrina. Grande Imprensa do Brasil : Folha de São Paulo, Gazeta Mercantil (São Paulo), Jornal do Brasil e O Globo (Rio de Janeiro), O Estado (Santa Catarina). Imprensa Alternativa : Jornal dos Trabalhadores Sem Terra (órgão do Movimento dos Sem-Terra, sede : São Paulo, capital), Boletim Cambora (publicado pela Associação de Estudos, Orientação e Assistência Rural - ASSESOAR (Francisco Beltrão, Paraná), Picareta de Justiça (jornal publicado pelos sindicatos de Trabalhadores Rurais do Sudoeste) Nosso Tempo (jornal regional de Foz do Iguaçu, Paraná).

<sup>4</sup> Instituto ligado à Secretaria da Agricultura do Estado do Paraná.

<sup>5</sup> Para melhor aprofundamento do tema, ver : BONIN Anamaria *et alii*, *op. cit.*

pólítica agrícola foi, para o Brasil e para o Estado, a formação de um contingente expressivo de trabalhadores volantes que substituíram os trabalhadores permanentes e os associados (parceiros e arrendatários). Paralelamente, provocou o acentuamento da concentração fundiária pelo desaparecimento significativo dos estabelecimentos de até 20 ha.

Pode-se dizer que este processo de modernização conduziu a uma profunda alteração na estrutura fundiária no país e do Estado do Paraná: uma proletarianização intensa da população rural, o avanço das culturas dinâmicas e das pastagens sobre as áreas das culturas alimentares tradicionais e o surgimento de grandes e médias empresas rurais, ao lado da maior parte das áreas que constituíam, antes de 1964, os latifúndios improdutivos e que assim permaneceram.

Neste contexto de expropriação de trabalhadores do meio rural, a conjuntura da crise do regime militar, após 1979, cria condições para a recolocação da legitimidade da organização das camadas populares em defesa de suas reivindicações e para o revigoramento dos partidos e entidades da sociedade civil como ponto de apoio às mobilizações populares. A par disso, a atuação renovada da Igreja no meio rural, com a criação da Comissão Pastoral da Terra (CPT), em 1975, foi decisiva para a nucleação das insatisfações dos trabalhadores rurais e agricultores e para dar início ao processo de reativação de seus sindicatos como instrumentos reivindicatórios e de luta pela terra.

A desapropriação de áreas do Oeste paranaense a partir de 1977, para a construção da Hidrelétrica de Itaipú, agravou consideravelmente a questão da terra naquela região e no Estado como um todo. Além de provocar a expropriação de um número significativo de proprietários que não conseguiram comprar novas terras com a indenização recebida, também deixou sem ocupação parcela expressiva de arrendatários, parceiros e trabalhadores rurais, o que motivou o surgimento e organização, na região, do Movimento dos Trabalhadores Rurais do Oeste do Paraná - MASTRO, como resposta às desapropriações e às baixas indenizações recebidas pelos agricultores. Como reflexo do fortalecimento do MASTRO e de sua orientação de agrupar exclusivamente lavradores do Oeste, iniciaram-se em 1982, no Sudoeste, as primeiras atividades de um movimento local para a conquista da terra, que desembocou na criação do MASTES.

A partir daí, o MASTRO e o MASTES, articulados, encaminharam abaixo-assinados e realizaram concentrações solicitando ao INCRA - Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária, a desapropriação de

terras improdutivas no Paraná, a fim de que fossem reassentadas as famílias a eles filiadas. Paralelamente, fizeram também um levantamento das principais áreas improdutivas do Estado que poderiam ser desapropriadas por interesse social, com base no Estatuto da Terra.

Quando perceberam que já estavam esgotados, como forma de luta, todos os encaminhamentos legais possíveis e as mobilizações para denúncia e divulgação das reivindicações do movimento, sem terem suas reivindicações atendidas, os sem-terra passaram a organizar outras formas de luta: ocupações de áreas improdutivas e grandes acampamentos às margens de rodovias ou em fazendas passíveis de desapropriações. Esta nova estratégia de luta foi acionada como uma maneira de tornarem-se visíveis à comunidade paranaense, tentando sensibilizá-la para sua situação de expropriados.

Três importantes áreas improdutivas foram ocupadas entre os meses de maio e junho de 1984: a Reserva Florestal de Ocoy, reserva ecológica do INCRA, destinada à proteção do reservatório de Itaipú, a Fazenda Mineira, de propriedade da Agropecuária Mineira Ltda. e a Fazenda Imaribo, de propriedade da Empresa Madeireira Estil.

Já em janeiro de 1984, o MASTES, parcela do Movimento Sindical e lideranças do Sudoeste, iniciaram a preparação para a ocupação da Fazenda Imaribo, que se realizou no dia 22 de junho de 1984. O grupo de sem-terra conseguiu montar um acampamento provisório nas divisas da propriedade. Temerosos de que a ocupação se estendesse a outras propriedades, os fazendeiros vizinhos enviaram reforços. O acampamento deslocou-se para a margem da BR-277, a 19 km de São Miguel do Iguçu, após negociações entre o Governo do Estado, proprietários e sem-terra. Ali permaneceram até julho de 1985.

O acampamento, denominado Canhada Funda-se constituiu num marco não só para a conquista de Imaribo, mas para os rumos do próprio Movimento dos Sem-Terra do Estado, já que o alto grau de organização e discussão que ali se desenvolveu, consolidou e legitimou os acampamentos, enquanto estratégia prioritária de luta. Esta organização assentava-se, basicamente em comissões de acampados que tinham como centro decisório uma Comissão Central<sup>1</sup> para organizar e coordenar as discussões das questões gerais internas e externas ao acampamento, agilizandando as decisões.

<sup>1</sup> Esta Comissão era composta por dois representantes de cada uma das 17 comissões específicas, totalizando 34 membros.



Em janeiro de 1985, foi finalmente assinado pelo Presidente João Batista Figueiredo, o decreto desapropriatório da área. No entanto, só se obteve a imissão de posse referente à primeira área da Fazenda Imaribo (8 015 ha) em abril, permanecendo os demais 2 000 ha sob o domínio dos proprietários por mais 90 dias para que pudessem explorar a madeira restante. Em junho do mesmo ano, foram assentadas 365 famílias, mais ou menos 1 900 pessoas. Os lotes foram distribuídos segundo os grupos de parentesco e os grupos do município de origem. O propósito principal era tornar o assentamento um modelo e um símbolo que demonstrasse a viabilidade de seus projetos. Não é por acaso que o nome escolhido para ele tenha sido o de Vitória da União. Desta forma, a simbologia que construíram ecoaria não só através da história de suas lutas, como também no próprio nome do assentamento.

### CONSTITUIÇÃO E UTILIZAÇÃO DOS SIMBOLOS E RITUAIS

A conquistada terra e a sua nova condição de colono assentado vão ser medidas pelo histórico de suas lutas e pela construção de símbolos e rituais comuns, onde buscam identificar-se. Neste sentido de extrema relevância uma reflexão sobre suas simbologias e rituais. Portanto, parte-se do pressuposto de que os símbolos e os ritos reforçam o "ethos"<sup>1</sup> do grupo. Num sentido geral, as atividades simbólicas serão entendidas como tentativas, por parte do grupo, de buscar orientação em situações em que não sobreviveriam se fossem incapazes de compreendê-las. Todavia, os símbolos transcendem a dimensão meramente cognitiva. Seu significado vai além do regional, atingindo camadas profundas da mente humana<sup>2</sup>. Os símbolos são utilizados para transmitir significados que não podem ser expressos diretamente por palavras em sua magnitude. A semelhança do símbolo com a coisa simbolizada não é direta, ele representa seu objeto de uma forma metafórica. Os símbolos e os ritos são socialmente programados, derivam de convenções estabelecidas entre os indivíduos que constituem o grupo, a significação atribuída a eles não é dada a priori. Para empreender seu significado comum é necessário introduzir-se no

grupo<sup>3</sup>. Através desta familiaridade é que é possível a reprodução do rito, pois não é possível interpretá-lo se não se possui um conhecimento detalhado da matriz cultural na qual ele se insere.

Portanto, a construção de símbolos e rituais está enraizada nas práticas e vivências cotidianas, demarcando assim os espaços do grupo no seu imaginário. A prática cotidiana possibilita a unidade entre as relações reais e imaginárias. Essa "cotidianidade" permite a redescoberta de elementos simbólicos que possibilitam aos agentes sociais uma percepção também da realidade mais abrangente. Os rituais passam informações sobre as sociedades, as relações dos homens entre si e com a natureza, e as regras e restrições que tomam a vida social possível. A incorporação de elementos simbólicos ao ritual procura respostas adequadas do mundo exterior a questões levantadas a partir de sua experiência vivida. Neste sentido, os símbolos seriam elementos intermediários que se interporiam entre os agentes sociais e o ambiente circundante. O ritual se constituiria numa evocação da presença daquilo que represente uma imagem refletida. Os objetos (bandeira, por exemplo) possuem dois elementos: o simbólico, ausente da percepção empírica direta e o concreto, que é o próprio objeto em si. É através da nomeação que o objeto simbólico adquire existência social. É o caso da bandeira do movimento e de sua forma de utilização, que se constituem num referencial da existência do próprio grupo que nela se projeta.

A incorporação de símbolos da sociedade moderna não significa que os sem-terra estejam consumindo passivamente aquilo que poderia representar interesse estranho ao seu projeto de vida. Significa uma reinterpretação e uma (re) criação. Portanto, a atribuição de um novo sentido. Esse "novo sentido" pode compreender um sentido de recusa, de resistência. Essa ambiguidade pode também significar uma conscientização da exploração. A própria ambiguidade é a expressão dos mecanismos através dos quais a estrutura de classes na sociedade se produz e se reproduz. Os símbolos e os ritos utilizados pelo MST são apropriados da simbologia da Igreja e do Estado - cruz, bandeira, hinos, cerimônias - e recriados a partir de seu referencial de luta, expressando essas lutas.

<sup>1</sup> "Ethos" aqui é entendido enquanto o caráter, a qualidade de vida, o estilo cultural e estético de um povo, conforme GEERTZ C. *A Interpretação das Culturas*. Rio de Janeiro: Zahar, 1978.

<sup>2</sup> EPSTEIN I. *O Signo*. Série Princípios, 2a. Ed. São Paulo: Atica, 1986.

<sup>3</sup> RODRIGUES J.C. *Antropologia e Comunicação: Princípios radicais*. Rio de Janeiro: Espaço e Tempo, 1989.

Ao utilizarem as velhas simbologias com conteúdo novo de sua identidade de sem-terra, estão de algum modo subvertendo padrões culturais, mas ao mesmo tempo buscando canais de comunicação com ela, agora como sujeitos, inter locutores válidos, reconhecidos como pessoas e cidadãos.

Os símbolos representam o anseio e o sufoco dos sem-terra. Seu desejo de mudança passa por cima da compreensão racional, apelando à compreensão emocional, inconsciente<sup>1</sup> provocando uma mobilização afetiva profunda. Contêm elementos do sagrado e como tais trazem em si mesmos um sentido de obrigação intrínseca, exigem devoção, reforçam o compromisso emocional do grupo<sup>2</sup>. A recriação de elementos simbólicos apa-rece concretamente no tratamento dado à bandeira do movimento. A bandeira se coloca como elemento entre o movimento e o que representa enquanto símbolo. Nela, a imagem do grupo é projetada. Essa dupla expressão possibilita, então, o seu reconhecimento pela sociedade. A expectativa deles é a do respeito enquanto outro, assim o ST é “visto e lembrado”. Numa perspectiva imediata, prática, a utilização da bandeira tem dois objetivos : primeiro é o da propaganda, que ajuda o Movimento a aparecer para o público ; marca sua presença e o representa simbolicamente. O segundo é transformá-lo num guia que assuma e motive, por se constituir na materialização de um ideal, de um sonho. Assim, as formas de utilização da bandeira pelos membros dos movimentos têm como objetivo reforçar a identidade coletiva. Por exemplo, o processo de ritualização do juramento à bandeira é uma forma de comprometimento daquele que jura com a luta de todos os trabalhadores rurais. A obrigatoriedade do juramento a todo neófito implica em que esta repetição sequenciada do ritual da jura vise a comunicação de uma mensagem. Esse juramento se constitui num conjunto complexo de palavras e ações onde há separações entre ambos e onde o próprio enunciado das palavras já é um ritual. A utilização dos símbolos reveste de solenidade vários momentos do cotidiano : a posse da terra, a posse de lideranças, o início e o fim dos cursos de formação, as assembléias, a integração de novos membros.

Existem regras para utilização das diferentes bandeiras que possuem : a bandeira grande é utilizada em cerimônias oficiais, congressos, celebrações religiosas e inaugurações ; a bandeira média é usada nos mastros, em escolas e assentamentos, atos públicos, sindicatos e outras situações semelhantes ; a bandeira pequena, de uso quase individual e em grande quantidade, é utilizada para efeito de agitação e propaganda, nas manifestações, passeatas e atos públicos.

Esses ritos podem ser entendidos como ritos de agregação<sup>3</sup> e como tais têm significação coletiva. Como já foi dito, uma de suas características é a participação dos indivíduos em cerimônias coletivas e faz com que o iniciante se sinta parte do grupo e incorpore sua simbologia. Esta simbologia e todo o procedimento ritualístico que a acompanha são detalhados, a nível didático, nos “Cadernos de Formação”<sup>4</sup> do Movimento, apesar de que sempre se coloca que são apenas indicações de comportamento.

As datas comemorativas que consideram importantes se constituem também numa forma de marcar o tempo cronológico, de reconstituir o passado e recuperá-lo reescrito sobre as novas bases do movimento. As datas cívicas consideradas relevantes, as comemoradas por toda a sociedade são o 7 de setembro e o 15 de novembro, que têm seu significado traduzido por referenciais do próprio movimento, invocando, de maneira geral, sua liberação, que muitas vezes implica no questionamento da ordem social vigente ou, pelo menos, na defesa de seu modo de vida. Outras datas importantes são as ligadas diretamente à sua luta, tais como os dias de importantes ocupações de terra, de vitórias e mesmo de violência, como o assassinato de trabalhadores.

Ritual e símbolos religiosos são também apropriados em momento de lutas ou derrotas ou mesmo de vitórias, com o objetivo de unir o grupo e evocar sua fé religiosa, mas, sobretudo a “fé laica” na própria luta e em seu projeto de vida. Na realidade, os ritos integram o religioso e o político num mesmo espaço, reforçando a identidade coletiva do grupo. Do mesmo modo, a utilização dos símbolos religiosos refletem essa dualidade : o uso da cruz com a oferenda de produtos agrícolas a Deus, em festas profanas e reuniões, demonstra estar

<sup>1</sup> EPSTEIN I. *op. cit.*

<sup>2</sup> GEERTZ C. A. *Interpretação da Cultura*. Petrópolis : Vozes, 1978.

<sup>3</sup> VAN GENNEP A. *Os ritos de passagem*. Antrop. 11, Petrópolis : Vozes, 1977.

<sup>4</sup> *Cadernos de formação MST*. Publicados periodicamente pela Executiva Nacional do Movimento dos Sem-Terra.

presente esta dupla funcio-nalidade do símbolo. O chamamento político-religioso à unidade do grupo, ao que têm em comum, através da simbo-logia da cruz, compreendida por todos, é a demonstração de que Deus está presente ao seu lado em suas lutas, reforçando a legitimidade delas. Há uma sacralização do profano e uma laicização do sagrado. É como se estivessem dizendo à sociedade mais ampla : não somos baderneiros, temos uma proposta de vida e trabalho alicerçada nos princípios cristãos. Há na realidade, uma nova relação entre o reli-gioso e o político<sup>1</sup>, que se diferencia dos movimentos messiânicos tradicionais. Agora, a religião não substitui a esfera política, apesar de ser a reflexão religiosa um elemento fundamental para a prática e o surgimento da consciência políticas<sup>2</sup>.

O desenvolvimento de significações próprias às simbologias e rituais religiosos proporcionou-lhes uma autoconfiança política e uma idéia de grupo que lhes possibilitou sentirem-se cidadãos, através de engajamento político e como tal, atores de sua própria história. Através desta reconstrução simbólica, o MST conquista um espaço político e uma identidade social própria.

## REFERENCIAS BIBLIOGRAFICAS

- BONIN A. *et alii.*, 1987. *Movimentos Sociais no Campo. Curitiba : Criar e Scientia et Labor.*
- COSTA M. C., 1980. *Os Caminhos da Casa.* IPGAS, Museu Nacional, UFRJ.
- EPSTEIN I., 1986. *Signo.* Série Princípios, 2a. ed. SP : Atica.
- GAIGER L. I., 1987. *Agentes religiosos e camponeses sem-terra no sul do Brasil.* São Paulo : Vozes.
- GEERTZ C., 1978. *A interpretação das culturas.* Petrópolis : Vozes.
- LEACH E. R., 1972. "Ritualization in men in relation to conceptual and social development". In : LESSA W.A., e VOGT E.Z. (orgs.) *Reader in comparative religion.* New York : Harper & Row Publishers.
- RODRIGUES J. C., 1989. *Antropologia e Comunicação. Princípios radicais.* Rio de Janeiro : Espaço e Tempo.
- TURNER V., 1974. *O Processo Ritual.* Petrópolis : Vozes.
- VAN GENNEP Arnold., 1977. *Os ritos de passagem.* Petrópolis : Vozes.

<sup>1</sup> Como de certa forma, discute GAIGER L. I. G. *Agentes Religiosos e Camponeses Sem-Terra no sul do Brasil.* São Paulo : Vozes, 1978.

<sup>2</sup> GAIGER L. I. G. *op. cit.*



## PÉROU : LA PROTESTATION D'UN SECTEUR AUTONOME

Jean-Marc GASTELLU  
ORSTOM-UNALM

Lors des dernières élections présidentielles, au Pérou, un candidat inconnu a été porté au pouvoir. Ce vote peut être interprété comme une protestation qui intéresse autant les économistes des secteurs informels et du monde rural que les politologues.

### DÉFERLEMENT D'UN ÉLECTORAT INDÉPENDANT

De nombreux postes étaient à pourvoir : président de la République, vice-présidents, parlementaires, délégués régionaux. Neuf candidats étaient en lice pour la présidence, dont M. Vargas Llosa pour le FREDEMO, A. Barrantes pour la Gauche socialiste, H. Pease pour la Gauche unie, L. Alva Castro pour l'APRA, et A. Fujimori avec le mouvement "Changement 90"<sup>1</sup>. L'analyse des résultats sera éclairée par l'image et le message du vainqueur et par le contexte des élections.

#### Les résultats

Au soir du premier tour, le 8 avril 1990, M. Vargas Llosa arrivait en tête (27,6 % des votes), suivi de près par A. Fujimori (24,6 %). En cumulant ces deux chiffres, le premier y voyait, à juste titre, la victoire d'un électoral indépendant, c'est-à-dire rejetant toute allégeance aux partis politiques.

Ces résultats ne prennent leur signification que par comparaison avec les élections municipales du 12 novembre 1989, quand le mouvement d'A. Fujimori n'existait pas. En avril 1990, Changement 90 l'a emporté dans les quartiers pauvres de Lima et s'est substitué aussi bien à la gauche qu'à la droite dans six départements andins<sup>2</sup> et dans celui de Tacna. Cette double polarisation est importante pour la suite de

l'analyse. Le 10 juin, au second tour, A. Fujimori a battu M. Vargas Llosa avec près de 55 % des votes, ce qui a jeté un discrédit sur les instituts de sondage qui avaient sous-estimé les tendances du milieu rural.

#### Image et message d'un candidat

Cette victoire surprenante s'explique par l'image et le message du candidat, qui répondaient à une attente d'une large partie de l'électorat. A. Fujimori est un ingénieur agronome, ce qui donne des connotations de sérieux, de compétence, de proximité du monde rural. Recteur de l'université nationale agraire La Molina, il sait gérer le bien public. D'origine japonaise, il a été assimilé à la population chinoise du Pérou<sup>3</sup>, ce qui lui procure une relative neutralité dans la stratification en castes du pays, quoique senti comme proche par la population indienne<sup>4</sup>. Son stéréotype ethnique est chargé de valeurs positives, parfaitement résumées dans un slogan électoral : "honnêteté, technologie, travail"<sup>5</sup>. Des comparaisons ont été esquissées avec le chef messianique des cultures andines<sup>6</sup>. Il n'est lié à aucun des partis politiques du Pérou. Durant la campagne, on a cherché à prouver des accointances avec l'APRA, et il s'en est très vivement défendu. Il indique la voie d'un capitalisme populaire, *cholo*<sup>7</sup>, à petites dimensions, avec une éthique moralisatrice<sup>8</sup>.

Le message s'est résumé à un slogan. Aucun programme chiffré n'a jamais été présenté, comme si le candidat à un poste de sénateur avait été désemparé d'être propulsé dans une élection présidentielle. Ses discours insistaient sur la lutte contre la corruption, ce qu'on a retrouvé le jour de l'investiture. La politique d'ajustement structurel demandée par le Fonds monétaire international a toujours été rejetée, alors que M. Vargas Llosa l'annonçait. Cette différence a été décisive.

<sup>3</sup> Tout au long de la campagne électorale, il a été désigné comme "el chinito".

<sup>4</sup> *Página Libre*, 16, 17, et 18-06-90 : "es como nosotros", "es de los de abajo".

<sup>5</sup> E. MANRIQUE GALVEZ : "El chino es chamba. Estereotipos étnicos y comportamiento electoral" (*Página Libre*).

<sup>6</sup> J. DEJO : "Hacia una dimensión histórica de lo político en el Perú de hoy". (*Página Libre*, 30-06-90).

<sup>7</sup> Pour la notion de "cholo", je renvoie à F. BOURRICAUD (1989 : 76-90). Un processus de *cholification* dans la vallée de Tarma est présenté par M. EGOAVIL ARCE (1988 : 101-107).

<sup>8</sup> G. GARCIA NUÑEZ (*Página Libre*, 18-05-90).

<sup>1</sup> FREDEMO : coalition de partis de droite Gauche socialiste : tendance communiste Gauche unie : tendance socialiste APRA : parti centriste au pouvoir.

<sup>2</sup> Six départements andins : Ayacucho, Cuzco, Huancavelica, Junin, Pasco, Puno.

La campagne du FREDEMO a été dispendieuse, elle a monopolisé les moyens de communication, en particulier la télévision. Elle s'est retournée contre ses auteurs. Celle d'A. Fujimori fut informelle, alimentée par le bouche à oreille sur les marchés, dans les ateliers, chez les marchands ambulants, par les canaux de l'économie informelle ou des églises évangéliques, en rupture complète avec les comportements du personnel politique péruvien. Changement 90, le mouvement de soutien, n'a pris d'importance qu'au soir du premier tour. Sans secrétaire général, ni hiérarchie, ni ressources, ni locaux, il ne s'est jamais transformé en parti structuré. Les premières visites furent pour les bidonvilles de Lima, il s'en dégage une image forte : l'arrivée du candidat au volant d'une "fujimovil", un tracteur, a donné l'image d'un homme sérieux, proche des humbles, des quartiers populaires et du monde rural, livrant un message simple par des voies informelles.

#### *Le contexte des élections*

Les régimes communistes s'effondrent dans les pays de l'Est. Ainsi, disparaît ce qui fut longtemps un modèle économique, alors qu'on prend conscience de l'état de chaos de l'URSS et de ses satellites. La fin du marxisme-léninisme<sup>1</sup> se répercute sur l'audience d'une gauche divisée.

Le pays subit une très longue crise économique<sup>2</sup>, dont la responsabilité est attribuée tant au parti au pouvoir, l'APRA, qu'à la droite ou aux militaires de gauche qui les ont précédés. Un discrédit est jeté sur l'ensemble du monde politique. La déroute économique se mesure à la dévalorisation de la monnaie nationale. Sur le marché parallèle d'Ocoña<sup>3</sup>, le dollar est passé de 33 intis à la fin de septembre 1987 à 14 000 au 1<sup>er</sup> mars 1990. Les groupes terroristes et les narco-trafiquants, parfois associés, accentuent la désorganisation générale.

L'élection d'A. Fujimori apparaît comme une protestation contre le FREDEMO et son programme libéral, contre l'APRA, son étatisme désuet et sa gestion catas-

trophique, contre la gauche, son idéologie obsolète et ses divisions byzantines, contre le Sentier Lumineux, même, avec son projet d'autarcie paysanne et une consigne de boycottage des élections qui n'a pas été respectée.

Les deux candidats arrivés en tête le 8 avril se sont présentés comme des indépendants, sans lien avec l'appareil des partis politiques. Mais ils représentent chacun un électorat distinct. M. Vargas Llosa semble plus lié aux milieux d'affaires, à la moyenne et grande entreprise, A. Fujimori représente davantage les petites et micro-entreprises, les secteurs informels et le monde rural. C'est à cette dernière configuration que je prête-rai dorénavant mon attention.

#### LA CONFIGURATION DU SECTEUR AUTONOME

Des candidats qui se veulent indépendants reflètent, en fait, les comportements de leurs électeurs. A. Fujimori a été l' élu des secteurs informels et du monde paysan. L'originalité de la protestation surgie de cette élection tient à cette bipolarisation. Il faudra la repérer, la désigner, en tirer des conséquences.

#### *Les secteurs informels, puissance électorale*

Les secteurs informels se sont prodigieusement développés au Pérou, à Lima surtout qui regroupe un tiers de la population du pays, et dont la moitié des habitants sont des migrants. Les secteurs informels ont été ignorés. Dans les schémas classiques de la gauche, ils n'ont pas de place entre la bourgeoisie et le prolétariat<sup>4</sup>. La droite est plus intéressée par la justification du néolibéralisme que par l'informalité elle-même.

Le FREDEMO et Changement 90 ont innové en portant l'attention sur les secteurs informels, mais avec des propositions distinctes. Le premier a dessiné un programme d'aide sociale en alimentation et en santé, dans le cadre d'une politique d'ajustement. Ce programme a été perçu comme favorable aux grandes entreprises contre les petits propriétaires. Les expériences récentes d'autres pays d'Amérique latine ne pouvaient qu'alimenter une telle présomption. La position de Fujimori, bien que peu explicite, a été sentie comme un appui aux petites et moyennes entreprises, sans choc économique, ce qui lui a valu le soutien des micro-entrepreneurs, des fédérations des secteurs informels, des associations de district<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> C. CASTORIADIS : "La fin du marxisme-léninisme". (*Le Monde*, 24-04-90).

<sup>2</sup> B. MARIS : "Le Pérou, l'hyperinflation et la récession". (*Le Monde*, 10-10-89).

<sup>3</sup> Ocoña est une célèbre rue du centre de Lima, où s'achète et se vend librement sur les trottoirs (et même au milieu de cette rue, très embouteillée) le dollar américain. C'est une "Wall Street" péruvienne, mais tout à fait informelle, sans doute l'un des lieux du blanchiment de l'argent du narcotrafic.

<sup>4</sup> F. VILLARAN (*Página Libre*, 8-05-90).

<sup>5</sup> *Idem*.

Il a également reçu la caution de H. de Soto, auteur de *L'autre sentier*, qui a eu un grand retentissement au Pérou et en Amérique latine. Cet ouvrage est une apologie des secteurs informels comme alternative au développement des pays les moins avancés, mais encore plus une apologie du néo-libéralisme, avec des attaques contre le mercantilisme, stade économique où serait demeuré le pays. Les secteurs informels y sont définis selon un critère juridique : il y a informalité quand les coûts que représente le respect des lois sont supérieurs aux gains à en attendre<sup>1</sup>. Or, H. de Soto avait d'abord rallié le camp de M. Vargas Llosa, qui avait rédigé un prologue pour son ouvrage et qui se posait en champion du libéralisme. A la suite d'une brouille, il a rejoint l'équipe de Fujimori, dont il est devenu l'assesseur le plus en vue, accompagnant le candidat dans son voyage aux Etats-Unis pour y rencontrer les responsables de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international grâce à l'entremise du secrétaire général des Nations unies. Porté par un courant qui ne rejette pas la modernité, mais qui veut y parvenir par ses propres voies, A. Fujimori a incarné les secteurs informels du Pérou.

#### *Le ciel s'en mêle, ou un panthéon pour l'informel*

Nul livre ne pouvait paraître de façon plus opportune que celui consacré à Sarita Colonia<sup>2</sup>, sainte populaire, non reconnue par le Vatican, dont le portrait est accroché dans tous les bus, camions, taxis du Pérou.

On ne connaît presque rien de la vie de Sarita Colonia<sup>3</sup>. Née à Huaraz, elle meurt à vingt-six ans à Lima, en 1940, après avoir travaillé comme employée domestique. Elle est donc une image de la "chola", de la migrante. Sa dépouille a été livrée à une fosse commune, détruite plus tard. Son culte est né vers 1960, à la suite d'un miracle qui aurait touché l'un de ses frères. Il s'est étendu à tout le Pérou, en Amérique latine, à la communauté de langue espagnole aux Etats-Unis. En 1970, une crypte est construite dans le cimetière de Callao pour recueillir ses restes présumés. Elle devient le lieu d'un pèlerinage.

Ce culte est une invention populaire puisqu'aucun des actes de la vie de Sarita Colonia n'est connu et ne peut prêter à exemplarité. Les humbles s'identifient à elle : c'est une migrante qui a le même physique qu'eux. "Sarita est des nôtres car elle est pauvre et misérable comme nous"<sup>4</sup>. Elle joue le rôle d'une "commère" céleste, s'inscrivant dans des relations de dépendance andines : elle peut compter sur le dévouement de ses fidèles en échange de ses interventions dans l'au-delà.

Un profond besoin de reconnaissance de toute une catégorie de déracinés, immigrés en milieu urbain, transparait dans ce culte. Cette reconnaissance est recherchée non seulement dans le monde séculier, mais encore dans le domaine de la foi : "les *cholos* envahissent le ciel". On assiste à la naissance d'une mythologie justificatrice, d'une idéologie de l'informel. Sarita Colonia est une protectrice qui rassure et maintient un lien dans l'imaginaire entre le monde andin d'origine et une insertion difficile en ville.

#### *L'économie paysanne dans le secteur autonome*

En présentant A. Fujimori comme l' élu des secteurs informels, les commentateurs liméniens ont gommé une autre dimension de son émergence : au premier tour, il l'a emporté dans six départements andins. Il est donc le représentant à la fois des secteurs informels et du monde paysan, et l'originalité de sa victoire tient dans cette interrelation.

Nous avons besoin d'un outil qui désigne cette globalité que forment les secteurs informels et l'économie paysanne. Une tentative avait été faite en Côte-d'Ivoire, où l'agriculture de plantation avait été incluse dans les secteurs informels<sup>5</sup>, ce qui ne me satisfait pas pleinement. D'abord, on ne peut désigner le tout par l'une des parties. Ensuite, le terme d'"informel" me paraît impropre pour désigner des activités agricoles. Puis, les définitions du secteur informel sont multiples et discordantes<sup>6</sup>. Enfin, les critères utilisés se caractérisent plus par une absence ("illégalité", "non-enregistrement",...)

<sup>1</sup> C. de MIRAS, R. ROGGIERO (1990 : 92).

<sup>2</sup> E. GONZALEZ VIAÑA (1990).

<sup>3</sup> Toute l'analyse qui suit est un résumé de la présentation publique de ce livre par C. FRANCO, publiée par *Página Libre* le 21 Mai, sous le titre : "Sarita Colonia, ou les *cholos* envahissent le ciel : raisons d'un culte populaire".

<sup>4</sup> Le même processus d'identification a été appliqué à A. Fujimori, on l'a déjà vu.

<sup>5</sup> G. BUREAU (1985).

<sup>6</sup> F. ROUBAUD (1990).

que par un contenu. A la recherche d'une dénomination qui recouvre les deux champs, la clé m'a été livrée par A. Tchayanov qui avait déjà signalé la similitude de fonctionnement des secteurs informels et de l'économie paysanne<sup>1</sup>. J'ai été ainsi conduit à la notion de secteur autonome.

Un secteur autonome regroupe des activités qui dépendent presque uniquement de l'emploi d'une force de travail familiale. Le recours à une main-d'œuvre salariée y est épisodique ou pratiqué à petites dimensions. Dans ce cas, les relations de travail sont très fortement teintées de rapports personnels, et l'on a pu parler de "salarariat impur"<sup>2</sup>. Ces activités sont exercées au sein d'un réseau familial composé d'unités de production qui forment autant de noyaux répartis dans l'espace : dans le village d'origine, dans des zones de colonisation agricole, dans les villes. La logique de production est celle de l'auto-exploitation de la force de travail familiale, dont le degré est déterminé par une comparaison entre la satisfaction des demandes du groupe domestique et la pénibilité du travail. Ces unités ne visent pas l'autarcie, mais participent activement à une économie de marché, même si les marchés sont souvent opaques, imparfaits. Elles ont été créées par innovation spontanée, se caractérisent par une situation de reproduction simple et ne dépendent que faiblement des circuits officiels de l'Etat. Certaines de ces unités sont plongées dans l'économie informelle en milieu urbain tandis que d'autres se consacrent à l'agriculture ou à plusieurs activités en milieu rural. C'est de cette totalité qu'il faut rendre compte<sup>3</sup>.

Le secteur autonome se retrouve dans d'autres pays. Chez les Serer du Sénégal, des membres du réseau familial restaient dans le village d'origine et aidaient

financièrement ceux qui avaient émigré en ville pour monter un atelier ou une boutique. En retour, l'accumulation se faisait au village, dans les troupeaux de bovins du matrilineage. Des variations de comportement s'observaient, cependant, selon l'âge et le statut des émigrés<sup>4</sup>.

La protestation du monde paysan se comprend dans une perspective historique. En 1969, la réforme agraire du général Velasco avait mis en place des structures associatives<sup>5</sup> sans tenir compte des revendications des communautés paysannes qui demandaient le retour des terres confisquées par les *haciendas*<sup>6</sup>. Entre 1970 et 1980, une confrontation a conduit au démantèlement des SAIS dans les zones d'altitude et au démantèlement des coopératives dans les vallées côtières<sup>7</sup>. Le patrimoine foncier fut fragmenté et l'on vit croître le nombre des petits propriétaires ruraux. Cette couche économique a voté pour Fujimori, ou du moins pour un message de soutien à la petite propriété. Il faudrait, sans doute, distinguer selon les régions et le type d'institution associative. Mais les résultats des votes des 8 avril et 10 juin ne sont pas fortuits.

La protestation d'un secteur autonome au Pérou oblige à un renouvellement des problématiques et des pratiques. En premier lieu, la recherche ruraliste ne se mène pas uniquement à la campagne. Le monde rural n'est pas un isolat, Lima est devenue une ville andine. Une approche en termes de secteur autonome incite à enquêter aussi en milieu urbain, car au sein d'un réseau familial les décisions d'un noyau interfèrent avec celles de tous les autres. Un deuxième renouvellement est un appel à dépasser les problématiques en termes d'étages écologiques. L'expansion du Sentier Lumineux à toutes les Andes du Pérou devient un objet sur lequel

<sup>1</sup> A. TCHAYANOV (1990 : 97): "Les principes de l'exploitation paysanne que nous exposons ne sont pas seulement propres à une exploitation de ce type. On les retrouve dans toute activité économique à main-d'œuvre familiale où en général le travail est lié aux dépenses d'efforts physiques et les gains proportionnels à ces dépenses. Cela peut être le cas d'un atelier d'artisan ou d'une échoppe de village par exemple".

<sup>2</sup> E. BACA (1982).

<sup>3</sup> La notion de "secteur autonome" diffère de celle de "secteur intermédiaire", proposée par P. COUTY (1968). Le secteur intermédiaire se situe à la transition des activités agricoles et des activités modernes tandis que le secteur autonome est un regroupement des secteurs informels et de l'économie paysanne.

<sup>4</sup> J.-M. GASTELLU (1981).

<sup>5</sup> Ces structures associatives sont :

CAP : coopératives agraires de production.

SAIS : sociétés agricoles d'intérêt social.

ERPS : entreprises rurales de propriété sociale.

<sup>6</sup> J. CHAVEZ ACHONG (1983).

<sup>7</sup> M. ERESUE, C. AUZEMERY (1986), V. CABALLERO MARTIN (1990) retracent avec minutie la disparition de la SAIS Cahuide, dans le Mantaro. Elle a succombé non aux actions des paysans voisins, qui avaient élaboré un projet multi-communal, mais aux attaques du Sentier Lumineux, qui a tué le bétail et saccagé le matériel. À l'inverse, dans la vallée de Tarma, le démantèlement d'une autre SAIS a permis un subit accroissement de la superficie des terroirs.



doivent s'interroger toutes les recherches menées dans ce milieu. Un dernier renouvellement touche les formations universitaires. L'appréhension d'un secteur autonome suscite le besoin de spécialistes à la charnière de l'économie paysanne et des secteurs informels, deux champs bien étrangers l'un à l'autre pour le moment. Mais les campagnes ne s'emparent-elles pas des villes, sous nos yeux?

### BIBLIOGRAPHIE

- BACA E., 1982. *Economía Campesina y Mercados del Trabajo. Caso del Valle Sagrado de los Incas*. Cusco, université nationale San Antonio Abad, thèse.
- BOURRICAUD F., 1989. *Poder y Sociedad en el Perú*. Lima, IEP-IFEA.
- BROUGERE A.-M., 1986. "Transformaciones sociales y movilidad de las poblaciones en una comunidad del Nor-Yauyos". *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, XV, n° 1-2.
- BUREAU G., 1985. *Le développement par les secteurs informels. Le cas de la Côte-d'Ivoire*. Paris, CPDCET.
- CHAVEZ ACHONG J., 1983. *Introducción al problema agrario en el Perú*. Lima, IDEAS.
- COUTY P., 1968. "La structure des économies de savanes africaines". *Cah. ORSTOM, sér. Sc. Hum.*, vol. V, n° 3.
- EGOAVIL ARCE M., 1988. *Agricultura de la papa, mercado y pobreza campesina*. Lima, UNMSM.
- ERESUE M. et AUZEMERY C., 1986. "El proceso de parcelación de las cooperativas agrarias del Valle de Cañete". *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, XV, n° 1-2 : 179-205.
- GASTELLU J.-M., 1981. "L'égalitarisme économique des Serer du Sénégal." Paris, *Travaux et Documents de l'ORSTOM* n° 128.
- GONZALEZ VIANA E., 1990. *Sarita Colonia viene volando*. Lima, Mosca Azul.
- MIRAS C. de, ROGGIERO R., 1990. *Les petites activités marchandes en milieu urbain en Equateur. Analyse et bilan de la production théorique*. Quito, ORSTOM-CEDIME.
- ROUBAUD F., 1990. *Rapport de mission sur le projet de mesure du secteur informel dans l'économie péruvienne*. Lima, INE.
- SOTO H. de, 1986. *El Otro Sendero* Lima, ILD.
- TCHAYANOV A., 1990. *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris, Librairie du Regard.



# L'ESCLAVAGE ET SON HÉRITAGE DANS LA PAYSANNERIE HAÏTIENNE D'AUJOURD'HUI

Ricardo PARVEX  
CIMADE  
Paris, France

L'esclavage, loin d'être un phénomène historique dépassé, a pour la paysannerie haïtienne d'aujourd'hui une lourde signification et d'importantes conséquences, aussi bien sur le comportement sociologique quotidien du paysan, que dans sa relation avec l'environnement. Cette communication vise à tenter d'expliquer la situation actuelle du monde haïtien grâce à une grille de lecture historique ; s'inspirer de Fernand Braudel dans son histoire rurale française, lorsqu'il analyse les situations présentes dans "l'épaisseur de leur histoire passée". Dans son livre déjà classique *Le paysan haïtien*<sup>1</sup>, Paul Moral dit que "les facteurs historiques paraissent d'une importance primordiale dans une introduction à l'étude de la vie paysanne telle qu'elle s'observe aujourd'hui en Haïti" - et il ajoute : "le legs du passé est aussi décisif que la nature des sols ou les nuances"<sup>2</sup>.

Parmi les problèmes les plus graves auxquels fait face le monde rural haïtien d'aujourd'hui, nous trouvons la marginalisation et la famine, la précarité de la propriété foncière et la violence qui en découle, la catastrophe écologique et la chute de la production agricole, l'émigration sauvage et le manque total de perspectives. Chacun de ces problèmes a un déroulement propre et chacun occupe une place particulière à l'intérieur du désastre global où tous les facteurs se tiennent. Chacune de ces situations trouve des racines dans l'histoire haïtienne, histoire où l'esclavage joue le rôle fil conducteur.

## L'HISTOIRE

### *L'archaïsme et la modernité*

L'histoire de Haïti est jalonnée de bouleversements et de ruptures qui en ont fait un cas exceptionnel parmi les histoires déjà peu ordinaires des pays colonisés. Nombreuses sont les manifestations du caractère unique de l'histoire haïtienne. La plus significative est sans doute le paradoxe et la contradiction permanente entre modernité et archaïsme, présente à travers toute son évolution.

- contradiction entre le caractère moderne de l'agriculture imposée par la colonisation (monoculture, agro-industrie, agro-exportation) et l'asservissement de sa main-d'œuvre.
- paradoxe entre la lutte des esclaves pour se libérer d'une des formes sociales les plus primitives et la modernité de leurs revendications concernant les droits de l'homme.
- opposition entre la conception étatique et centralisatrice de la production défendue par les chefs révolutionnaires de 1804 et les aspirations à la petite propriété d'autosuffisance souhaitée par les anciens esclaves.

Dans le contexte actuel, d'autres contradictions subsistent :

- apparente contradiction entre le caractère politique traditionnel des luttes paysannes d'aujourd'hui et la nature moderne de leurs revendications (défense écologique, liberté des flux migratoires, autogestion de la petite propriété, etc.).
- paradoxe entre l'existence, à la base de formes d'organisation égalitaires et participatives et une société rurale militarisée autour des chefs de section.

### *Première rupture : la conquête*

Dans la plupart des autres régions du continent américain (exception faite des Etats-Unis et partiellement du Canada), les sociétés issues de la conquête européenne ont réussi à conserver, à des degrés divers, les contributions ethniques, culturelles, linguistiques, etc., fournies par les communautés indigènes antérieures. Le métissage a ainsi permis à ces nouvelles nations de conserver certains

<sup>1</sup> MORAL P. *Le paysan haïtien*, Paris, les Editions Fardin 1961 .

<sup>2</sup> *Ibid.*

éléments-clés pour leur cohérence en tant que peuples : les liens tribaux, la connaissance et l'adaptation à un environnement déterminé, la maîtrise des savoir-faire, etc.

Dans le cas d'Haïti, premier point de contact ou de collision entre conquérants et peuples conquis, les choses ont été bien plus brutales :

*"Dans les grandes Antilles, l'histoire indigène prend fin plus tôt, dès l'achèvement du premier acte de la conquête européenne. De toutes les grandes îles, Hispaniola est la plus rapidement dominée et détruite. C'est elle qui va servir de tête de pont à l'occupation espagnole. C'est donc ici que le trépas indien sera le plus précipité : des 60 000 indiens qu'on dénombrerait encore en 1508, il en reste ... 500 en 1535"*<sup>1</sup>.

*"Les Tainos, Ciboneys et autres Arrawaks qui peuplaient primitivement AYTÍ n'ont pas survécu plus d'une vingtaine d'années à l'invasion de leur pays en 1492-1493. ( ... ) Une résistance farouche, mais en ordre dispersé, n'empêcha pas le million d'habitants des cinq caciquats ou royaumes primitifs qui se partageaient les 77 000 km<sup>2</sup> de l'île de succomber sous les armes à feu, les armes blanches, les dents de dogues dressés, les sabots de chevaux, le choc microbien..."*<sup>2</sup>

La disparition brutale des ethnies d'origine a entraîné la disparition presque totale des connaissances traditionnelles accumulées pendant des siècles, la perte de la maîtrise de l'environnement et d'une grande partie du savoir-faire indigène :

*"Il aura fallu la survivance de noyaux d'irréductibles comme celui dirigé par le cacique Henri, auquel se joindront vite les premiers esclaves noirs importés pour que des éléments de la culture amérindienne aient pu passer dans la civilisation haïtienne actuelle."*<sup>3</sup>

*"Après avoir vite épuisé les mines aurifères d'Hispaniola, première terre européanisée donc pillée dans l'hémisphère occidental, les conquistadors l'abandonnèrent massivement (...). (L'île) ne jouera plus dès lors que le rôle de tête de pont pour gagner Cuba puis la "terre ferme" où on avait flairé l'existence d'autres sources de métaux précieux."*<sup>4</sup>

*"Pendant longtemps, Haïti cesse d'intéresser les puissances européennes. Elle mettra plus d'une centaine d'années pour se réveiller d'une longue*

*léthargie. A partir du deuxième tiers du XVII<sup>e</sup> siècle et surtout au XVIII<sup>e</sup>, de nouvelles transplantations humaines changeront complètement sa face. La France y bâtitra la colonie type du capital mercantile"*<sup>5</sup>.

*"La colonie (française) s'est fondée en marge de l'initiative royale et les premiers aventuriers s'étaient forgé leur propre corps de coutumes. Ils étaient fort jaloux de leur indépendance et des franchises qu'ils s'arrogeaient ( ... ). Peu à peu, les officiers royaux parviendront à soumettre les premiers habitants à une administration officielle et régulière"*<sup>6</sup>.

A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, l'ancienne Saint-Domingue commence à être repeuplée massivement d'esclaves africains. Bien que porteuse d'un certain héritage culturel et d'un certain savoir-faire africain, la population esclave était bien trop affaiblie, atomisée et déracinée pour remplacer ce qu'Haïti avait perdu avec la disparition de sa population d'origine. Ceci conditionnera de façon durable l'histoire de la paysannerie haïtienne.

#### *Haïti, terre d'exil, l'Afrique terre promise*

De tous les temps, mais en particulier avant l'indépendance, la mythologie haïtienne a donné beaucoup d'importance à l'Afrique en tant que terre des ancêtres. Le retour mythique et hypothétique en Afrique ne faisait que donner corps à une aspiration bien plus concrète, celle d'échapper à l'esclavage. "Les croyances africaines conservées par l'esclavage, parallèles ou opposées à la religion chrétienne à laquelle le maître prétendait le convertir, le mythe du retour à l'Afrique en cas de mort au combat, servirent la lutte pour la liberté."<sup>7</sup>

Les mouvements de révolte ont revêtu des formes individuelles ou collectives, insurrectionnelles ou simplement d'évasion, mais ils ont toujours comporté un aspect de désobéissance civile et de résistance opposée au déni total de liberté personnelle qu'imposait la société esclavagiste. Ils étaient en quelque sorte une lutte pour les droits de l'homme avant la lettre. Contrairement aux mouvements insurrectionnels du continent (Tupac Amaru au Pérou, Tupac Katari en Bolivie, mouvement Mapuche au Chili), le *marronage*<sup>8</sup> n'a pas eu comme principal objectif la défense d'un territoire occupé par des étrangers, mais celui de la défense désespérée des libertés :

<sup>1</sup> D'ANS A-M, *Haïti, paysages et société* Paris, Karthala 1987.

<sup>2</sup> JOACHIM B. *Les racines du sous-développement en Haïti*, Port-au-Prince, Imprimerie Deschamps, 1979.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> BARROS J. *Haïti, de 1804 à nos jours*. Paris l'Harmattan, 1984.

<sup>7</sup> JOACHIM B. *op. cit.*

<sup>8</sup> *Marronage* : désertion d'esclaves des plantations.

*“A quel mobile sinon la recherche de cette liberté, obéissait donc la masse des fugitifs qui durant toute la période coloniale campèrent dans les bois et dans les gorges inaccessibles, vainement traqués par la Maréchaussée ?<sup>1</sup>*

L'établissement des territoires libres inaccessibles à l'ordre colonial où les marrons ont constitué leur société autarcique, *n'était pas l'expression d'une conquête ou d'une récupération territoriale mais celle d'une victoire de leurs droits civiques*. C'est l'abolition de l'esclavage qui a toujours mobilisé les esclaves soulevés, jamais la lutte pour la possession ou l'appropriation d'un quelconque territoire. Comment des hommes devenus des esclaves sur cette terre si éloignée de leur Afrique natale, pouvaient-ils la revendiquer comme la leur ?

**Deuxième rupture : l'indépendance**

Entre 1771 et 1804, se déroula un long et violent processus d'insurrections et de guerres qui aboutit à l'expulsion de la coloniale française. Deux faits se sont alors produits, *deux phénomènes qui ont été sans doute déterminants dans l'évolution de la société rurale haïtienne*. Le premier a été le départ massif des colons blancs, ce qui délivrait Haïti de l'encadrement esclavagiste, mais la privait en même temps du corps spécialisé qui maîtrisait la technologie moderne. Le deuxième a été l'atomisation des anciennes plantations malgré les tentatives de centralisation et de conservation des vieilles structures productives (habitations) de la part de Toussaint Louverture et d'autres révolutionnaires.

Il faut rappeler qu'à l'indépendance la plupart des anciens esclaves étaient nés en Afrique. “En 1740, le port du Cap voit défiler devant ses docks plus de 500 navires par an”<sup>2</sup> chargés de “bois d'ébène”. Pour la période allant de 1777 à 1791, Jean Fouchard calcule l'arrivée d'environ 129 000 esclaves sur un total d'environ 450 000<sup>3</sup>.

En tant que nouveaux venus, ils manquaient donc d'une adaptation minimale à cette terre dont ils devenaient après l'indépendance les seuls responsables. En tant que main-d'œuvre asservie leur vision et leurs expériences des processus organisationnels et productifs “modernes” n'étaient que fragmentaires. *Cette rupture*

*technologique et la disparition au moins partielle de l'ancienne habitation sucrière ont aussi exercé une influence durable sur l'histoire du monde rural haïtien..*

**Haïti, expérience pilote**

Après les Etats-Unis, Haïti a été le premier territoire colonial du continent américain à acquérir son indépendance. Il a eu donc en quelque sorte le rare privilège de parcourir un terrain vierge souvent dangereux. Etrange destin de ce pays qui a été à la fois le premier à subir la conquête et le premier à connaître les pièges de la vie indépendante.

**L'HÉRITAGE**

Le caractère transitoire que prenait le séjour du colon avant l'indépendance et son manque d'engagement définitif sur un territoire qu'il comptait quitter dans un avenir relativement proche, a fait de la colonisation haïtienne une exploitation *au jour le jour*.

*“La masse de ces individus est sans cesse renouvelée. On ne vient que pour s'enrichir et l'on a pour idée fixe de rentrer en France une fois fortune faite. L'habitant campe dans le provisoire”<sup>4</sup>.*

*Cette non-installation a marqué profondément l'environnement haïtien à travers l'épuisement et l'anéantissement de ses ressources naturelles*. Le paysan haïtien d'aujourd'hui continue à vivre dans ce “provisoire”, produit de l'extrême précarité foncière à laquelle il est soumis par une législation (ou son absence) qui fait de l'Etat le seul propriétaire de la terre. Ceci n'a jamais empêché les gouvernements successifs de payer des services ou des faveurs politiques par des dons nationaux. Une nouvelle caste de propriétaires fonciers, étroitement liée au pouvoir militaire est ainsi née.

La conséquence la plus redoutable de cette précarité est le désastre écologique occasionné par une politique de profit à court terme et par l'absence totale d'investissements à moyen et long termes.

*“En Haïti, les exemples de terrasses progressives (pour maîtriser l'érosion diffuse) construites par les paysans sont très rares. Cette situation tient à la jeunesse de l'agriculture dans les mornes<sup>5</sup> et à la faiblesse des structures sociales, facteurs défavorables à la mise au point et à la diffusion d'innovation de ce type”<sup>6</sup>.*

<sup>1</sup> FOUCHARD J. *Les marrons de la liberté*, Port-au-Prince, Editions Henri Deschamps, 1972.

<sup>2</sup> D'ANS A-M, *op. cit.*

<sup>3</sup> FOUCHARD J. *op. cit.*

<sup>4</sup> cité par BARROS J. *op. cit.*

<sup>5</sup> *Mornes* : montagnes haïtiennes.

<sup>6</sup> LILIN C. et KOOHAFKAN A.P. *Techniques biologiques de conservation des sols en Haïti*, Port-au-Prince, FAO PAP, 1987.

Législation foncière juste et défense de l'environnement sont dans le cas d'Haïti indissociables. Une autre manifestation du danger qui s'abat sur les ressources naturelles a été mise en évidence avec l'abattage des porcs créoles en 1983. C'est seulement grâce à l'action concertée de la coopération et d'un certain nombre d'ONG françaises que la disparition d'un patrimoine génétique fondamental a pu être évitée.

La violence qu'assume la lutte pour la terre depuis quelques années en dit long sur l'importance de l'enjeu foncier. Les massacres de Jean Rabel, de Pyat et les affrontements dans différents secteurs de l'Artibonite en sont la démonstration sanglante. L'augmentation du nombre de *boat people* (en majorité d'origine paysanne) en dépit de mesures d'interception en haute mer adoptée par les Etats-Unis, n'est que l'expression de la détérioration des conditions de la vie paysanne.

*"Chaque jour, le paysan haïtien fait face à une situation plus précaire qui le pousse à s'engager dans les Bateys dominicains" - dans des conditions de véritable esclavage - "à braver les mers pour atteindre les rives américaines, ou à tenter sa chance dans les bidonvilles de la capitale. Il lui devient plus difficile de survivre sur ses parcelles épuisées"*<sup>1</sup>.

Le blocage de l'émigration haïtienne par les lois internationales des plus draconiennes rappelle dramatiquement la situation des esclaves parqués dans les plantations sans aucune chance de les quitter légalement. Que sont-ils devenus, ces droits fondamentaux que sont la liberté de mouvement et le droit à la survie, pour les milliers de paysans haïtiens condamnés à mourir de faim sur leur propre terre ?

Le pouvoir politique n'a pas cessé, depuis l'indépendance, d'agir selon les modèles de la société esclavagiste. Sa nature élitiste et minoritaire ignorant le consensus, son ancrage financier et politique à l'étranger, sa genèse antidémocratique, la militarisation de l'administration ont contribué à lui donner ses principales caractéristiques : parasitisme, absence de dessein à moyen et à long termes, nature prédatrice de son action. La population a aussi conservé une partie de ce lourd héritage dans le marronage institutionnel, l'éclatement idéologique et la fausse soumission au pouvoir en place. *L'absence d'un Etat de droit et l'inexistence de libertés est pour la nation haïtienne et pour le paysan en particulier un fil conducteur entre son passé et son présent.*

<sup>1</sup> CRES DIP - Dossier I. Haïti, pays écorché, 1990.

## **“UN CONFLIT PEUT EN CACHER UN AUTRE” :**

### **enjeux de la modernisation agricole et recomposition des pouvoirs locaux au Mexique**

Odile HOFFMANN  
ORSTOM - CREDAL  
David SKERRITT

*Centro de Investigaciones Históricas  
Universidad Veracruzana - ORSTOM, Mexique*

Le terme de “modernisation” apparaît dans le discours politique mexicain dès les premières années qui suivent l’indépendance. Aujourd’hui de nouveau, il est au centre du débat national. L’administration de Carlos Salinas de Gortari, président de la République élu en 1988, a en effet lancé un vaste projet dit “de modernisation”, orienté simultanément sur les fronts économique et politique. L’idée de base est d’augmenter la compétitivité et la productivité nationale dans tous les secteurs, en vue notamment de l’adhésion du Mexique aux accords du GATT. Ceci implique un “dégraissage” de l’appareil bureaucratique et son retrait progressif des structures productives où il était très présent depuis les années 1970. L’heure est à la vérité des prix avec la réduction des aides et subventions (à la production comme à la commercialisation ou la consommation) ainsi qu’une généralisation et uniformisation des régimes fiscaux pour l’ensemble des producteurs. S’y ajoutent des mesures plus directement politiques, sur le plan électoral et celui du fonctionnement des instances régionales et nationales. Il s’agit d’élargir la participation aux élections pour les partis autres que le parti officiel (PRI, *Partido Revolucionario Institucional*) et de susciter l’émergence de nouveaux interlocuteurs politiques capables de remplacer les structures de type clientéliste ou caciquiste qu’il prétend désormais combattre (cf. G. Gordillo 1990).

La région du golfe du Mexique, et particulièrement le Centre de l’Etat de Veracruz qui abrite un large éventail des principales productions “tropicales” (cane à sucre, café, pétrole, élevage bovin), offre de saisissantes illustrations des mutations en cours (cf. CREDAL 1990).

Dans le secteur de la *cane à sucre*, fortement contrôlé par l’Etat depuis les années 1940, la privatisation des raffineries a commencé en 1988 et s’est récemment accélérée. L’organisme parapublic du secteur *café*, l’INMECAFE

(*Instituto Mexicano del Café*), avait réussi à stimuler la formation d’un groupe de petits et moyens producteurs, avec une politique volontariste de prix garantis et d’aide à la commercialisation. L’affaiblissement de cette institution, dans le contexte de crise ouverte par la rupture des accords de l’OIC (Organisation internationale du café) en juillet 1989, renvoie ces producteurs aux seuls interlocuteurs du marché et aux aléas des cours internationaux. Enfin, secteur important dans le monde rural bien que non agricole, l’extraction, le raffinage et l’exportation du pétrole sont très présents au nord de la zone considérée. Face à l’organisation syndicale de PEMEX (*Petróleos Mexicanos*, nationalisé en 1938) particulièrement puissante, l’Etat choisit l’affrontement, avec l’arrestation du principal leader, La Quina, accusé de détention illégale d’armes (MF Prevot Schapira 1989). Il signifiait ainsi clairement ses intentions de changer certaines “règles”, notamment dans les relations ouvriers/syndicats/patron (l’Etat) et dans les contrats collectifs de travail.

Ainsi les premiers pas de la modernisation se traduisent, dans la région du Golfe, par une remise en cause des équilibres économique-politiques antérieurs et des principaux groupes de pouvoirs locaux liés aux grands secteurs productifs plus ou moins contrôlés par l’Etat.

La politique et le message de l’Etat face au secteur privé sont moins clairs. Officiellement ce dernier est le grand privilégié de la modernisation, présentée comme l’avenir du pays, la solution aux problèmes de bureaucratisation, etc. Dans la réalité le gouvernement se montre plus prudent, conscient des énormes pouvoirs détenus par quelques groupes d’entrepreneurs privés, dans le Nord du pays mais aussi, à des échelles moindres dans la plupart des régions.

### **LE SECTEUR AGRICOLE PRIVÉ DANS LE CENTRE VERACRUZ : ADHÉSION OU RÉSISTANCE AU SCHÉMA DE MODERNISATION ?**

Dans la région centrale de la plaine côtière du Veracruz, un important groupe d’entrepreneurs privés conserve depuis plus d’un siècle une place prépondérante dans le contrôle de la production agricole régionale : celui des éleveurs de bovins, cultivateurs de bananes et aujourd’hui d’agrumes, et grands propriétaires fonciers.

Ils font entendre leurs voix par de multiples canaux : Association d’éleveurs au niveau local (ALG) et régional (Unions du centre - UGC - et du Nord - UGN - de l’Etat de Veracruz), Association des producteurs de bananes (de Plataneros), les postes électifs (mandats municipaux, députés nationaux et de l’Etat), les relations personnelles et familiales qu’ils entretiennent avec les hauts fonctionnaires de l’Etat.

Suivant avec un intérêt mêlé d'anxiété les avancées de Carlos Salinas de Gortari dans son projet de modernisation, ils se sont élevés avec force contre certaines mesures, notamment la réforme fiscale qui prétend imposer les producteurs d'après leur chiffre d'affaires déclaré ; ils l'étaient jusqu'à présent sur les seules transactions et mouvements de bétail. D'autres motifs animent la vague de mécontentement, plus liés aux conditions conjoncturelles défavorables de la production : les gelées de 1989 ont sérieusement entamé les réserves et capacités fourragères de l'année, l'exportation d'agrumes vers les Etats-Unis a été réduite pour cause de problèmes phytosanitaires, et le marché intérieur de la viande s'effondre. Les éleveurs réclament une aide de l'Etat, à travers notamment une extension du droit à l'exportation de bétail vers les Etats-Unis (jusqu'à aujourd'hui soumis à des quotas stricts pour l'Etat de Veracruz) et un assouplissement des conditions de commercialisation.

Les tensions s'accroissent désormais entre le groupe des éleveurs et l'Etat : les alliances politiques traditionnelles sont remises en cause, comme par exemple l'adhésion systématique des éleveurs au parti officiel (PRI), ou le soutien des associations de producteurs aux candidats officiels lors des élections. Certains flirtent avec le PAN (*Partido Acción Nacional*), d'autres sont encore indécis mais n'hésitent pas à faire connaître leur mécontentement par voie de presse ou individuellement. Depuis 1987 et l'accession au poste de gouverneur de l'Etat de Veracruz de Fernando Gutiérrez Barrios (nommé depuis ministre de l'Intérieur), l'Etat a multiplié les signes de désaccord et a affirmé sa volonté d'en finir avec certains secteurs privés, éleveurs notamment, trop compromis dans des affaires de caciquisme et de trafic d'armes (pour ne parler que des objections officielles). C'est ainsi qu'un grand cacique éleveur du Sud de l'Etat, Cirilo Vázquez Lagunes, connu de tous depuis de longues années pour ses exactions, fut arrêté en 1987 malgré les appuis institutionnels dont il disposait.

L'analyse détaillée d'une situation locale<sup>1</sup> au cours du premier semestre 1990, donne une série de "pistes" ou d'hypothèses pour élucider les relations complexes et changeantes entre l'Etat et ce groupe de pression : quels arguments sont employés ? de quels atouts disposent les uns et les autres ? quelles forces sociales ou politiques sont impliquées dans ces négociations ?

<sup>1</sup> Informations obtenues de la banque de données de presse locale et nationale sur le Veracruz, "SIV-Veracruz", 1989-1990, établie par le CEA (Centro de Estudios agrarios, Xalapa).

### "UN CONFLIT PEUT EN CACHER UN AUTRE" : RÉCIT D'UN AFFRONTEMENT

Début mai 1990, un groupe de paysans se réclamant du *Movimiento de los 400 Pueblos* envahit des terres d'élevage de La Soledad, dans le municipe d'Atzalan. La police procède immédiatement à l'expulsion au cours de laquelle quatre personnes trouvent la mort.

Il faut noter la rapidité et la violence de la réaction des autorités à cette invasion : l'expulsion eut lieu avant toute tentative de dialogue, et sans qu'il y ait eu affrontement entre les paysans et le propriétaire. L'Etat voulait d'abord prouver sa détermination à lutter contre toute forme illégale d'occupation des terres<sup>2</sup> et son refus "catégorique" de négociation en dehors du cadre légal. Ensuite seulement, une "solution politique" fut élaborée, avec une concession foncière pour les paysans et la non-incarcération des dirigeants du Mouvement. Le gouvernement s'affrontait ainsi brutalement à Cesar del Angel, leader du Mouvement, personnalité complexe et de premier plan dans les luttes agraires du Veracruz depuis les années 1960. Le moment choisi pour l'invasion de terres, en 1990, correspond à une période de "flou politique" pour Cesar del Angel, mal remis de son éphémère alliance avec l'opposition cardéniste en 1988, et sans affichage politique clair depuis lors.

A peu près au même moment redémarre un vieux conflit foncier dans le municipe voisin de Martínez de la Torre, autour des villages de San Rafael et Jicaltepec, qui met également en scène des éleveurs et des paysans demandeurs de terre.

Aux premières affectations des années 1936 et 1972, avaient succédé au début des années 1980, de nouvelles demandes de dotation, déposées par des paysans liés au Mouvement des 400 *pueblos*. Cesar del Angel jouissait à cette période d'une "lune de miel" avec les autorités après son affiliation au syndicat officiel, la CNC. Son pouvoir ne suffit cependant pas à obtenir satisfaction et il se retira rapidement de l'affaire. Un autre groupe apparaît alors en 1983, *Antorcha Campesina* (Flambeau paysan). L'entrée en scène d'*Antorcha campesina* sur les côtes du Veracruz traduit l'expansion géographique

<sup>2</sup> Selon le ministère de la Réforme agraire, il y eut 41 cas d'invasions de terre dans la première moitié de l'année 1990, dans l'ensemble de l'Etat (D. de X. 31-5-90). Selon d'autres sources, on compte déjà, depuis le début de l'année, 454 expulsions de terrains envahis tant en milieu rural que dans les colonies urbaines (*El D.* 20-6-90).



et politique de ce mouvement (actif jusqu'alors dans le Centre de l'Etat de Puebla), et sa propagation vers un accès aux services et à l'approvisionnement. Après sept ans de démarches bureaucratiques aux résultats contradictoires, le tribunal de Veracruz donne raison aux paysans d'*Antorcha Campesina* (El D. 19-6-90) dans leur demande d'expropriation de 100 hectares à San Rafael (D. de X. 4-5-90). Les éleveurs organisent alors la contre-offensive, avec le soutien actif des Unions régionales du Centre et du Nord de l'Etat. L'assemblée annuelle de Confédération nationale des éleveurs (CNG, *Confederación Nacional Ganadera*), réunie le 21 mai 1990 à Veracruz en présence du ministre fédéral de l'Agriculture, leur offre une tribune exceptionnelle pour exposer leurs doléances. Ils utilisent également d'autres canaux, comme "l'Association locale des producteurs de bananes de l'Etat de Veracruz" qui publie une page entière dans la presse, "pour soutenir publiquement les justes revendications des petits propriétaires de Martínez de la Torre et Nautla" (les éleveurs de San Rafael) (D. de X. 22-5-90). Les paysans répondent par l'invasion immédiate, le 23 mai, de 30 hectares à San Rafael, sans attendre les formalités officielles de remise des terres. Cette fois les autorités gouvernementales réagissent de manière bien différente à celle utilisée à la Soledad : aucune expulsion violente n'est tentée, et seule une "surveillance" est assurée par la police sur les terres en litige. Pendant ce temps de "calme tendu" à San Rafael, les discussions s'engagent au palais du gouverneur à Xalapa. Ce dernier essaie de minimiser la portée du conflit et d'éviter la dérive vers des terrains plus politiques. Très rapidement convaincus de l'impasse légale du conflit (complexité d'un dossier qui est plutôt à leur défaveur), les éleveurs exigent une solution politique. Le jour même, les paysans répondent par une nouvelle occupation de 10 hectares à San Rafael (G. 30-5-90). A la fin du mois de juin le conflit n'était toujours pas résolu.

#### HYPOTHÈSES ET INTERPRÉTATIONS : LA RÉVISION DES RÔLES ET DES POUVOIRS LOCAUX

On peut tirer quelques enseignements, ou tout au moins des hypothèses. Pourquoi l'attitude des autorités gouvernementales face ces invasions de terres a-t-elle été si différente à La Soledad (intervention immédiate et brutale) et à San Rafael (négociation)?

Les conséquences dramatiques de la première intervention (plusieurs morts) auraient-elles incité à la prudence? C'est bien improbable dans la mesure où, au moment où les négociations s'établissaient à San

Rafael, la police procédait à de violentes expulsions dans le Sud de l'Etat (municipe de Moloacan), sur des terrains occupés par des paysans de la Centrale paysanne indépendante (CCI, *Central Campesina Independiente*), groupe paysan pourtant affilié au secteur officiel mais en perte de vitesse (D. de X. 1-6-90). Dans le premier cas, à La Soledad, l'Etat intervenait face à un partenaire social affaibli. Le mouvement des 400 *pueblos* n'a en effet aujourd'hui qu'une légitimité et une représentativité restreintes après son errance politique récente, et Cesar del Angel regroupe ses forces peu à peu, en ayant recours à des actions voyantes pour susciter la mobilisation. L'Etat n'hésite dès lors pas à intervenir, prouvant ainsi qu'une modernisation bien comprise ne peut se faire que dans un Etat de droit, ne tolérant plus les entorses quotidiennes que sont, dans le monde rural, les spoliations et les invasions de terres. A quelques dizaines de kilomètres de là, à San Rafael, la situation n'est plus la même. Les paysans envahisseurs sont, si ce n'est protégés, du moins surveillés par les forces de l'ordre. Aucune expulsion brutale, aucune violence ne sont à déplorer. Il est peu probable que l'Etat accède tout à coup à des revendications et des formes de lutte qu'il réprouve depuis toujours. Les revendications de San Rafael ne sont pas, en elles-mêmes, plus ou moins justifiées que d'autres. La clémence des autorités publiques n'est pas à rechercher du côté de la légitimité de la demande, mais plutôt de celui de la personnalité des intervenants.

*Antorcha campesina*, mouvement révolutionnaire extrémiste dans ses discours, a souvent marché main dans la main avec l'Etat ou certaines instances officielles, dès lors qu'elle y trouvait des avantages immédiats ou des possibilités de lutte contre des adversaires jugés plus dangereux, comme le sont à ses yeux les groupes et mouvements paysans "concurrents". Dans la région d'étude, cela se traduit par des conflits et des divisions à l'intérieur du monde paysan, avec des attaques répétées contre la "Union Campesina Independiente" (UCI), mouvement de revendication paysanne fortement établi dans la sierra de Puebla et le Centre Veracruz depuis les années 1970. Fonctionnant un peu comme un sous-marin lancé par le gouvernement, *Antorcha campesina* a ainsi contribué à intensifier la division des paysans et à affaiblir certains mouvements contestataires. Tout en maintenant un discours extrêmement violent et critique vis-à-vis de l'Etat, elle n'hésite pas à profiter de la conjoncture et à établir des alliances "contre nature", notamment avec l'Etat, pour s'immiscer hors de ses fiefs traditionnels du Centre de Puebla. Si l'on suit cette hypothèse, le mouvement paysan *Antorcha* ne serait pas à véritable-

ment parler un "acteur social", dans la mesure où il ne représente aucune force organisée du monde rural, mais seulement une conjonction d'intérêts à un moment donné; conjonction dont se sert le pouvoir en place pour contrer ses opposants du moment, à savoir les éleveurs déçus par les mesures fiscales et méfiants vis-à-vis de la politique de modernisation.

Ils ne sont toutefois pas ouvertement hostiles aux projets gouvernementaux, qu'ils soutiennent souvent dans leurs discours. Mais ils posent en préalable la solution ou la prise en compte de leurs revendications, principalement la sécurité foncière et l'amélioration des conditions de commercialisation. Face cette "tiédeur" des éleveurs, on voit se développer dans les instances étatiques un courant d'opinion qui leur est défavorable, les accusant d'incapacité au changement, d'attitudes rétrogrades, presque réactionnaires. Le ton se durcit, le directeur de l'Élevage de l'État de Veracruz les apostrophait récemment en ces termes : "L'élevage n'est pas un *hobby*, c'est une entreprise." (*D. de X.* 16-6-90). On peut rappeler ici que les relations entre les éleveurs et l'État ont toujours suivi une dynamique de balancier, des périodes d'alliances "indéfectibles" succédant à des périodes de crise et d'affrontement<sup>1</sup>.

Le conflit de San Rafael serait un coup de semonce lancé par le gouvernement aux éleveurs, sur un point particulièrement sensible à leurs yeux : l'atteinte à la propriété. En effet pour les éleveurs, la question de la sécurité foncière a toujours été un des piliers et fondements de la production et de leur influence politique locale et au-delà, de leur existence même en tant que groupe social. On peut évaluer l'importance de l'enjeu à l'intensité de la réponse. Les éleveurs directement concernés mettent en route une série d'actions qui visent à élargir le conflit en impliquant les éleveurs des autres régions (appel aux unions voisines et la confédération nationale) et les "alliés" d'autres secteurs (l'Union des planteurs de bananes). Il faut toutefois souligner qu'ils excluent un mode d'action qui leur est pourtant habituel : la violence et la défense armée de leurs intérêts, avec recours à des milices privées. Si les

formes prises par la réaction ont changé, c'est bien que les enjeux et les acteurs sont différents. Il ne s'agit pas d'un conflit foncier "habituel", avec un face-à-face entre paysans et propriétaires, mais bien d'une négociation où l'État intervient derrière les interlocuteurs les plus visibles. C'est ce qu'ont immédiatement compris les éleveurs qui cherchent à imposer une solution "politique" (cf. *supra*). On assisterait à une sorte de bras de fer entre les éleveurs et l'État, le mouvement paysan *Antorcha campesina* ne jouant qu'un rôle annexe.

L'objectif de ce conflit, en quelque sorte manipulé si ce n'est suscité par l'État, serait la négociation autour de nouvelles règles dans les relations politiques et productives au niveau local. L'appui des éleveurs aux orientations modernisatrices est fortement sollicité faute de quoi les conflits fonciers pourraient redémarrer, alors même que l'État est fermement décidé à les ignorer ou les réprimer dans la plupart des autres régions. Les questions foncières et techniques s'imbriquent et se conditionnent mutuellement, dans un jeu médiatisé par les alliances et négociations politiques.

Dans la recherche d'une recomposition globale du monde rural, l'État intervient directement dans les secteurs qu'il contrôle encore majoritairement, comme par exemple le pétrole ou la canne à sucre. Il apparaît alors comme un acteur et un interlocuteur à part entière, doté de légitimité et de moyens, économiques et politiques. En revanche dans les secteurs privés comme celui de l'élevage, qui abrite un très fort groupe de pression aux traditions historiques solidement fondées, l'État n'a apparemment pas la légitimité suffisante pour intervenir directement, et ce d'autant moins que sa nouvelle politique prône précisément un retrait de la production. Il agit alors comme arbitre ou médiateur, dans des conflits locaux qu'il sait utiliser pour faire passer ses messages et imposer sa nouvelle vision du partage des rôles : oui à l'initiative privée, à condition qu'elle respecte les nouvelles règles de la libéralisation et leurs conséquences, notamment fiscales. De nouveaux rapports politiques sont en cours d'élaboration à travers la résolution de ces conflits locaux, dont celui de San Rafael n'est qu'un exemple.

<sup>1</sup> Pour l'époque récente, mentionnons le conflit lié à la centrale nucléaire de Laguna Verde, fortement critiqué par les éleveurs, ou celui suscité par l'arrestation d'éleveurs impliqués dans des affaires de caciquisme et de banditisme armé (cf. *supra*). Dans les deux cas, la colère des éleveurs et leur opposition ont cessé après négociations serrées au plus haut niveau et assurances données aux éleveurs sur les points qu'ils considèrent fondamentaux, dont la sécurité foncière.

SOURCES

*Diario de Xalapa* (D. de X.)

*Gráfico* (G.)

*El Dictamen* (El D.)

Entretiens et enquêtes de terrain (O. Hoffmann, D. Skerritt),  
octobre-novembre 1989.

CREDAL collectif (O. Hoffmann, J-Y. Marchal, M. Pepin  
Lehalleur, M-F. Prevot Schapira) 1989. "Pistes et questions  
pour l'étude du pouvoir local dans le golfe du Mexique",  
*Documents de Recherche du CREDAL*, n° 217, 1990.

GORDILLO DE ANDA Gustavo, juin 1990. "Politique  
macro-économique, rôle de l'Etat et participation active de  
la société rurale", *colloque SOLAGRAL*, Paris.

RELLO F., juin 1990. "Sistemas de abasto y acceso a la  
alimentación (el caso de México)", *colloque SOLAGRAL*,  
Paris.

PREVOT SCHAPIRA M-F., 1989. "Après les élections, la  
chute d'un cacique syndical", *Problèmes d'Amérique la-  
tine*, La Documentation Française, Paris.

SKERRITT D., 1980. *Peasant organisation in Veracruz*,  
1920-1980, multigraphié, Oxford.



# MEXIQUE : POUVOIRS POLITIQUES, POUVOIRS ÉCONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS SOCIALES DANS UNE COMMUNAUTÉ DU MICHOACAN

Jean PAVAGEAU

Centre de recherche ibériques et latino-américaines,  
Université de Perpignan

GRAL-IPEALT

Université de Toulouse le Mirail, France

Pour mieux comprendre le fonctionnement effectif du système de pouvoir d'une communauté rurale mexicaine, nous pouvons nous demander quelles forces entrent en jeu dans l'évolution de la vie économique, quelle est la réalité des rapports sociaux et des rapports de pouvoir aujourd'hui.

## LES ACTEURS EN JEU DANS L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Dans un long processus marqué par la dégradation de l'espace communautaire, le dépérissement de l'économie paysanne et l'émergence d'une agriculture capitaliste à Tarecuato de multiples acteurs (individus, groupes, institutions) interviennent. De nombreuses forces, à la fois contradictoires et complémentaires, interviennent à tous les échelons de la vie sociale, de l'échelon local à celui de l'Etat.

Les leaders économiques au village sont ceux qui ont su "évaluer", de manière plus ou moins empirique, la réalité de la situation économique locale et prendre conscience de l'importance de l'environnement économique et des possibilités qu'il offrait. D'autres, ayant une place élevée dans la hiérarchie communautaire, disposant de surfaces cultivables importantes et ayant accédé à des charges sociales, religieuses et politiques élevées, ont su constituer des exploitations viables. La migration d'un ou plusieurs membres de la famille a souvent contribué à consolider ce capital.

Cette évolution économique initiée par des gens de la commune a été amplifiée par l'arrivée d'étrangers au village, avec un fort pouvoir d'investissement. Il est intéressant de noter le rôle des gens issus de Tarecuato, mais qui résident et exercent une activité rémunératrice à l'extérieur, en général dans les villes proches. Ils justifient leur rôle économique en s'appuyant sur

l'idéologie indigéniste : ils considèrent qu'il faut développer le village et qu'ils ont un rôle à jouer dans ce développement ; ils doivent donc investir, créer des exploitations modernes et montrer l'exemple de l'innovation technique. C'est ainsi qu'ils acquièrent des terres "cédées" par des gens de la communauté ; ils investissent en mettant en place des productions de rente plus rémunératrices ; ils ont recours pour ces tâches à la main-d'œuvre salariée locale ; ce sont d'ailleurs souvent les anciens titulaires de ces terres qui deviennent leurs salariés.

Dans ce processus très significatif de l'évolution socio-économique de Tarecuato, le personnage-clé est le Représentant des biens communaux (RBC). Il est chargé de veiller à l'intégrité du patrimoine de la communauté ; il garde jalousement les documents anciens (textes et cartes) qui constituent les titres de propriété du sol depuis la colonisation. Il doit donc apporter son aide à la communauté mais ne doit percevoir pour ce service aucune indemnité. Le rôle du Représentant des biens communaux a évolué petit à petit jusqu'à perdre de sa signification initiale ; il interprète dans un sens de plus en plus laxiste la loi très ambiguë sur la propriété de la terre. Il est au cœur d'une réelle contradiction : sensé défendre les intérêts de la communauté et protéger son patrimoine, il ferme les yeux sur l'exploitation abusive de la forêt et cède discrètement<sup>1</sup> les droits d'usage de la terre. Son rôle se retourne en fait contre la communauté ; il assure une fonction de relais entre "l'intérieur" (dont les contours tendent à s'estomper) et "l'extérieur" ; entre les intérêts individuels, de plus en plus précis, les intérêts communautaires, de plus en plus dilués, et les intérêts de groupes économiques, de plus en plus prégnants. Cette altération de la fonction du Représentant est assez significative du dépérissement de l'idéologie et de la pratique traditionnelles ; le système de valeurs communautaire est de plus en plus confronté au système marqué par la généralisation des rapports marchands. Il apparaît nettement que le Représentant favorise la relation entre le village et son environnement économique ; mais celle-ci n'est rendue possible qu'à travers un processus renforçant la domination de la communauté par le *municipio* et l'Etat.

En effet, le système communautaire règle selon la tradition le rituel de la vie à la fois sociale, politique et religieuse et il assure dans le cadre de la *Tenencia* l'organisation et le fonctionnement de l'espace villageois ; Tarecuato ayant le simple statut de *Tenencia* est entièrement dominé par le *Municipio* dont il dépend,

<sup>1</sup> Il faut lui verser un bakchich (*mordida*) équivalent à environ 20 % de la vente.

Tangamandapio ; c'est là que sont prises les décisions importantes en particulier d'ordre budgétaire (financement des équipements collectifs : écoles, dispensaires, voiries, etc.). Plus d'un, surtout parmi les jeunes, déplore cette dépendance de Tarecuato ; elle est également ressentie par rapport à l'Etat qui intervient à travers de nombreuses institutions et différentes procédures. Certes, comme nous l'avons vu, les conditions étaient réunies pour une transformation de l'économie paysanne traditionnelle - l'inadaptation des structures foncières, le manque d'infrastructures et de moyens techniques, la poussée démographique, l'émergence de nouveaux besoins, la pression sur les terres - mais cette transformation n'aurait pu se faire de cette manière sans l'influence de la société globale et l'action de l'Etat, en particulier dans l'aménagement et la gestion de l'espace agricole, le développement économique et l'administration de l'agriculture. Nous pouvons aborder rapidement ces trois aspects.

#### L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Son rôle dans l'aménagement et la gestion de l'espace agricole est ancien. L'histoire agraire du Mexique a été longue, riche et mouvementée ; la révolution est rappelée en permanence puisqu'elle est toujours en train de se faire et la réforme agraire, mise en chantier il y a cinquante ans, est inlassablement poursuivie mais toujours inachevée. Aujourd'hui l'Etat intervient de plus en plus pour orienter et encadrer le développement économique. Les paysans de Tarecuato sont habitués à la venue de représentants de l'Etat ou de ses nombreuses institutions ; comme dit l'un d'entre eux : " il ne se passe pas une semaine sans qu'on nous convoque pour participer à une réunion d'information à la *jefatura de tenencia* ou à Tangamandapio ".

Le magasin Conasupo concrétise une action de développement entreprise par l'Etat à travers le SAM, Système alimentaire mexicain mis en place sous la présidence de Lopez Portillo (1976-1982), pour mobiliser le pays en vue de retrouver rapidement l'indépendance alimentaire ; les magasins d'Etat permettent la distribution des produits de base, à des prix accessibles, sur tout le territoire du Mexique.

Les paysans sont encore plus concernés par les actions de modernisation de l'agriculture et de l'économie entreprises par l'Etat ces dernières années ; les techniciens agricoles, vulgarisateurs et autres agents de l'Etat, relayés par les représentants politiques, ont incité les paysans à se regrouper en coopératives, à s'intéresser à la mécanisation de l'agriculture, à utiliser les engrais modernes, à remprunter pour acheter les semences.

L'utilisation des engrais est plus répandue, mais de manière irrégulière et peu rationnelle ; nous avons pu constater que les normes d'utilisation sont peu respectées : par exemple les dosages sont insuffisants, par souci d'économie ou excessifs, par ignorance technique. Le recours à l'emprunt pour l'achat des semences est assez généralisé, mais les difficultés qu'ils rencontrent pour le rembourser poussent bien des agriculteurs à abandonner leurs terres et à rechercher d'autres activités.

La coopération agricole n'a pas pu se réaliser de manière positive à Tarecuato ; elle est considérée comme faisant "double emploi" avec l'organisation traditionnelle du travail. La coopération s'effectue concrètement et naturellement dans le cadre de la solidarité du clan, du groupe de parenté ou du voisinage ; elle tend d'ailleurs à laisser de plus en plus la place à l'organisation individuelle ou familiale du travail dans le contexte d'une économie déstructurée, c'est-à-dire individualisée, de la communauté.

L'ensemble du modèle de développement agricole et de développement économique occidental proposé par l'Etat mexicain se révèle peu cohérent avec le mode d'organisation et de fonctionnement de l'activité productive agricole communautaire. La modernisation de l'agriculture remet en cause le système agricole paysan, impose un changement technique rapide et met en place "une agriculture coûteuse, peu efficace et assistée"<sup>1</sup>. L'exemple le plus récent de cette contradiction nous a été donné fin 1985 à propos de l'épandage d'insecticide par avion. Les descriptions témoignent de leur fascination pour les techniques modernes, en même temps qu'elles font part de leur désenchantement ; en effet ces nouvelles pratiques suppriment des centaines d'heures de travail pour les journaliers qu'ils sont devenus, pour la plupart, et souvent sur leurs anciennes terres. Les changements techniques vont bien au-delà de l'imposition de nouvelles techniques puisqu'ils entraînent le rejet de leur savoir-faire et de leur mode d'organisation, dans la logique d'un développement endogène ; ils génèrent de nouveaux modes de pensée et de nouveaux rapports de pouvoir. Nous avons déjà constaté la place grandissante des habitants de Tarecuato ayant eu accès à la connaissance technique dans le fonctionnement du politique ; les techniciens de l'agriculture et autres agents de l'Etat disposent avec la technique d'un instrument de pouvoir non négligeable. En raison de son organisation très sectorisée, hiérarchi-

<sup>1</sup> Th. Linck, *El campesino desposeído*, CEMCA-El Colegio de Michoacan, México 1989.

sée et centralisée, l'administration agricole a façonné un mode d'intervention peu adapté. Ayant du mal à susciter l'adhésion et la participation des paysans, par manque de contact réel et de pragmatisme, le système administratif est amené, dans la plupart des cas, à entreprendre des actions de manière autoritaire. Il n'a d'autre alternative que le recours à la force, au paternalisme et à la corruption<sup>1</sup>. Avec ce mode d'intervention coercitif en même temps que paternaliste l'administration rurale renforce le manque d'estime de soi si souvent remarqué chez les gens de Tarecuato.

L'action de l'Etat pour moderniser l'agriculture, favoriser le changement technique et intégrer les sociétés rurales dans l'économie globale (nationale et internationale) est amplifiée par les sociétés multinationales et relayée par deux instances importantes : l'Institut national indigéniste et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). C'est donc tout un ensemble d'institutions et d'acteurs sociaux, économiques, culturels, politiques et parfois religieux qui interviennent dans les processus de transformation qui affectent les techniques de production, l'organisation du travail et des échanges, la gestion de l'espace, bref, toute la vie matérielle et économique de Tarecuato. Ces transformations signifient, en même temps qu'elles provoquent, des *changements de valeur significatifs*. Il faut se garder de mythifier le système de valeurs communautaire, mais l'idéologie communautaire est cependant toujours très présente ; elle anime pour l'essentiel les relations sociales et le fonctionnement socio-politique de Tarecuato. Cependant l'Etat, le marché, les médias, proposent de nouvelles valeurs : l'enrichissement par la modernisation, l'emprunt, le développement de cultures spéculatives, la promotion individuelle selon le modèle occidental et surtout nord-américain. La mise en avant de ces nouvelles valeurs contribue à favoriser le dépérissement de la communauté non pas tant dans sa dimension culturelle, rituelle, que dans sa dimension matérielle et économique. La domination par l'Etat et le marché accélère le processus de perte d'autonomie de la communauté et des paysans "dépossédés" et le développement des stratégies individuelles et familiales, stratégies de survie ou stratégies d'accumulation.

Un exemple de ce changement dans le système de valeurs nous est fourni par le mode actuel d'exploitation de la forêt : bon nombre de paysans y cherchent de nouveaux moyens de subsistance. Le patrimoine de la

communauté de Tarecuato est de 17 000 hectares ; 5 000 hectares sont destinés à la culture du maïs, 4 000 à celles du haricot, du blé, de la pomme de terre, etc. Près d'un millier d'hectares sont constitués de landes ou de terres non cultivées. Les 7 000 hectares restants constituent le patrimoine forestier de la communauté. La forêt est maintenant surexploitée par les petits paysans mais surtout par des industriels. La communauté n'a plus la maîtrise réelle de son exploitation ; l'exploitation individuelle du patrimoine communautaire, exploitation officielle ou clandestine s'effectue avec l'accord tacite de la communauté, selon la règle coutumière, alors que cette exploitation, si elle est industrielle, s'apparente davantage au pillage. Le bénéfice est peu important pour les *comuneros*, même s'il constitue un début d'accumulation pour quelques-uns, mais il est très conséquent pour les entrepreneurs industriels. Cette exploitation, constitue une menace pour l'équilibre écologique et pour la pérennité même de la forêt ; elle n'est rendue possible que par l'inexistence de juridiction précise, l'absence d'administration autoritaire, le silence de la communauté et la corruption de quelques caciques. Le RBC se trouve là encore au cœur d'intérêts contradictoires... Au-delà du problème de l'équilibre écologique et de la préservation du patrimoine, c'est la vie de la communauté elle-même, son fonctionnement socio-politique et son système de valeurs qui sont ici en question.

#### RAPPORTS SOCIAUX ET RAPPORTS DE POUVOIR AUJOURD' HUI

La dégradation de la petite exploitation familiale depuis les années 50, accentuée par la pression sur les terres et renforcée par l'action de l'Etat, a grandement transformé les rapports sociaux à Tarecuato. Derrière les apparences de cohésion et d'égalité communautaires, au-delà du discours révolutionnaire, la différenciation sociale s'accroît de plus en plus. La stratification sociale devient évidente à l'intérieur même de la sphère communautaire du fait de l'accès inégal à la terre : quelques familles ont renforcé leur statut social et ont accumulé capital foncier et capital financier sur la base d'une agriculture traditionnelle mais diversifiée et extensive.

Le processus de stratification sociale devient de plus en plus évident en ce qui concerne le village dans son ensemble, constitué des membres de la communauté (elle-même différenciée), des habitants du village vivant aux franges du système communautaire (commerçants, fonctionnaires, usuriers...) et des "étrangers" ayant investi le patrimoine de Tarecuato ; la différenciation est grande entre les quelques vingt familles qui n'ont pas eu

<sup>1</sup> Th. Linck, *Le paysan dépossédé. Pouvoir technique et décision dans l'agriculture mexicaine*. Tome III, page 155. Thèse, Aix en Provence 1985.

accès à la terre et le propriétaire des 60 hectares. Les changements rapides induits par les transformations techniques et économiques ont entraîné la prolétarianisation d'une grande majorité des habitants de Tarecuato. Même s'ils possèdent leur maison et leur jardin potager, signes de l'appartenance à la communauté, ils ont perdu leur statut réel de paysan, non seulement parce qu'ils ne sont plus "propriétaires" de leurs parcelles, mais aussi parce que leur culture paysanne n'est plus pertinente, efficace et reconnue.

Au premier abord les différences de statut social sont peu perceptibles à travers la morphologie du village. Ce qui fait la différence c'est la possession d'un camion ou d'une voiture, puis la disposition d'électricité, la possession d'un poste de télévision ou de la radio. Selon l'ancien médecin, la population souffre de sous-alimentation et de malnutrition (excès de piment, excès de coca-cola et de boissons sucrées). Le niveau de vie est bas et très inégal. Le processus de prolétarianisation touche tous les paysans qui ne peuvent maintenir leur petite exploitation familiale, inadaptée aux impératifs techniques et économiques d'aujourd'hui ; ne pouvant devenir exploitants ou entrepreneurs agricoles, ils perdent leur statut de paysans ; même s'ils gardent leurs parcelles (communautaires) celles-ci sont le plus souvent mal entretenues, parfois même elles ne sont pas exploitées. C'est pourquoi nous pouvons parler de terres sans paysans pour les travailler.

Les plus jeunes réussissent parfois à devenir salariés sur place, dans les quelques *huertas* d'avocat. Nous en avons rencontré plusieurs travaillant sur d'anciennes parcelles familiales récemment cédées à des agriculteurs entrepreneurs. Mais la plupart de ceux qui restent à Tarecuato travaillent comme jardiniers au village ou dans les environs, dans d'autres grosses exploitations, à la raffinerie de canne à sucre ou à la fabrique de résine de pin, etc. L'exode des jeunes se confirme d'année en année<sup>1</sup> et Tarecuato, comme la plupart des villages de la meseta tarasque, apparaît bien comme étant une utile réserve de main-d'œuvre.

A côté de ce processus "classique" de prolétarianisation, on assiste à l'émergence d'une économie plus informelle, allant des pratiques de survie à de réelles pratiques d'accumulation. L'artisanat existe depuis longtemps ici - il y a quarante ans la fabrique de sacs en

fibres et teintures naturelles était florissante - mais la fabrication de chemisiers brodés est devenue une activité essentielle pour beaucoup de femmes restant à la maison, d'autres tissent des ceintures pour les femmes. Le village n'a pas encore ouvert un lieu d'exposition et de vente de ces produits artisanaux recherchés par les quelques touristes de passage ; les chemisiers sont collectés (à bas prix) pour être vendus dans les grandes villes comme Morelia. Le groupement d'apiculteurs favorise le développement d'une apiculture soignée et la vente de miel fait vivre une dizaine de familles.

A côté de ces activités traditionnelles le petit commerce se développe : des petits points de vente se multiplient dans tous les coins de l'espace villageois pour la vente de produits de consommation courante. Face à la nécessité de survivre et de s'adapter à de nouvelles conditions d'existence, d'autres activités apparaissent : un transporteur privé propose ses services ; un photographe, un projectionniste de cinéma, un boulanger commencent à exercer leur activité. Mais c'est surtout à l'extérieur du village que les gens vont à la recherche de moyens de subsistance : les femmes vont vendre de petites quantités de produits agricoles ou de nourriture préparée au marché ou en faisant du porte à porte ; c'est de cette manière que des femmes proposent "de la bonne terre de la forêt", de maison en maison, pour enrichir les jardins de citadins. Le commerce ambulancier est sans doute l'activité qui exerce le plus d'attraction sur les gens de Tarecuato : vente d'artisanat, de jouets, de fantaisies, de bibelots... et de toutes sortes de produits entrés plus ou moins clandestinement au Mexique. C'est toute une économie parallèle qui se met en place. A travers ces expériences, parfois des aventures, la réalisation de rêves, ils cherchent malgré tout à garder le maximum de liens avec le village, soit en continuant à y résider, soit en y revenant le plus souvent possible, s'ils sont migrants.

Dans cette recherche de moyens de subsistance ils tentent de maintenir (reproduire) les normes, les valeurs, les formes d'organisation du travail communautaire (solidarité dans le cadre de la famille élargie, le clan ; dans le même temps ils expérimentent de nouvelles manières de travailler, de commercialiser, de consommer, de communiquer. Ces manières de faire et de vivre sont en grande partie la "copie" de pratiques urbaines existantes, mais elles témoignent aussi de nouveaux modes d'intégration aux rapports marchands et de participation à la société globale, tout en préservant l'essentiel des pratiques et de l'idéologie indienne communautaire. Ces formes d'adaptation, ces stratégies individuelles pourront-elles rester longtemps compatibles avec la logique communautaire ? Tout

<sup>1</sup> Nous avons compté 60 % des jeunes de 16 à 25 ans allant travailler à l'extérieur. Plusieurs habitants nous ont dit que tout un réseau d'indigènes de Tarecuato s'était développé à Chicago. On dit que certains hommes entretiennent leur famille restée au village et la famille qu'ils ont également créée aux Etats-Unis.



laisse à penser que cette logique elle-même a perdu bien de sa pertinence et de sa force. Au-delà des changements techniques et économiques, au-delà de la transformation des rapports sociaux, l'ensemble des modes de participation à la vie sociale, des processus de décision, des rapports de pouvoir et du fonctionnement du politique s'est ainsi transformé à Tarecuato, comme dans toutes les sociétés rurales au Mexique.

### CONCLUSION

Au terme de cette analyse des rapports entre la vie économique et le fonctionnement du politique on se rend compte un peu plus que la société rurale de Tarecuato n'est pas un système clos ; c'est un lieu d'échange - échange inégal certes - mais tout de même un lieu d'échanges de connaissances et d'échanges économiques.

Si l'instance *comunidad* peut être "isolée" pour les besoins de l'analyse en tant que système social cohérent et homogène, avec ses structures territoriales, sociales, religieuses et politiques, il est plus difficile de la cerner en tant que système économique homogène, les structures économiques sont éclatées aux dimensions du *pueblo* et de la société globale ; le mythe de la société autarcique est plus que jamais inefficace ici. Au niveau de l'instance communauté on ne peut que constater le dépérissement de l'économie communautaire et le changement de système de valeurs favorisant les pratiques et les stratégies individuelles ; on constate du même coup une paupérisation et une "dépossession" de la quasi totalité des habitants - ils restent indiens, mais ils ne sont plus des paysans - et un appauvrissement de la vie communautaire ; la transformation des rapports sociaux renforce les pouvoirs des plus riches en même temps qu'elle développe l'individualisme et la perte du sens communautaire.

La vie communautaire reste cependant encore riche à Tarecuato bien que le pouvoir traditionnel n'ait plus la maîtrise de l'économie et du développement du village : l'essentiel lui échappe, car la vie réelle (le "progrès", l'enrichissement, les choix économiques,...) se situe ailleurs, hors de la communauté, comme si elle était inadaptée aux nouvelles données de l'économie. Mais la communauté garde encore la maîtrise de

l'essentiel de la vie socio-politique, rituelle et religieuse ; c'est la richesse de la culture indienne et la force des liens communautaires qui permettent aux plus pauvres de supporter la précarité de leur situation. L'idéologie chrétienne renforce d'ailleurs l'idéologie communautaire dans l'acceptation de la pauvreté et de la souffrance. Pour bien des gens la *comunidad* n'est plus le lieu d'existence et de production - puisqu'ils trouvent ailleurs, partiellement ou totalement leurs moyens d'existence - mais elle reste le lieu d'appartenance et d'identité, de cohésion et de reproduction de la vie sociale ; c'est la raison pour laquelle les migrants tiennent à revenir ici pour les fêtes qui sont pour eux l'occasion de pratiques d'identification.

L'instance *pueblo* constitue un système administratif, et aussi un système économique : on y trouve un marché de terres (offre de la part des paysans pauvres, demande de la part des paysans riches et des investisseurs extérieurs), un marché de biens (le marché hebdomadaire et les commerces sont prospères), un marché du travail (réserve de main-d'œuvre), des services (techniques, financiers, sanitaires, éducatifs,...) et l'administration municipale (*tenencia*). C'est le lieu de la compétition économique, de l'expression des antagonismes et des rapports de pouvoir ; c'est l'instance au niveau de laquelle sont prises les décisions concernant la vie matérielle et économique ; c'est également l'instance intermédiaire entre la communauté et le système que constitue la société globale.

Dans les modes d'articulation entre ces trois systèmes (communauté, village, société globale), des personnages-clefs jouent des rôles de relais ; le *Représentante de bienes comunales*, le *Jefe de tenencia*, ainsi que quelques techniciens, des leaders économiques ou idéologiques, des métis parrainant des familles indiennes ; ils contribuent à l'intégration de la société rurale de Tarecuato dans la société mexicaine en même temps qu'à sa domination économique et politique.

L'analyse du fonctionnement socio-économique que nous venons de mener devrait nous permettre de mieux comprendre le fonctionnement socio-politique de la société de Tarecuato<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir Pavageau J. : *L'autre Mexique. Jeunes Indiens du Mexique en quête de reconnaissance*. L'Harmattan. Paris. 1991.



## TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE .....	5
<b>AVANT-PROPOS</b>	
<b>AGRICULTURES ET PAYSANNERIES D'AMÉRIQUE LATINE, DEMAIN ?</b>	
<i>Thierry LINCK</i> .....	7
Mutations et recompositions .....	7
Une confrontation nécessaire .....	7
Interdisciplinarité et combinaison d'échelles .....	8
Quelques lignes directrices de la recherche .....	10
Questions d'édition .....	11
<b>CONFÉRENCE INAUGURALE</b>	
<b>EXPANSÃO E CRISE : IMPACTOS SOBRE A PEQUENA AGRICULTURA BRASILEIRA</b>	
<i>Charles C. MUELLER</i> .....	13
A economia brasileira nos quinquênios 1975-1980 e 1980-1985 .....	13
Deslocamentos de mão-de-obra rural à luz dos Censos Agropecuários .....	14
Fatores na evolução recente dos movimentos de população rural .....	15
Comentários finais .....	16
<b>ATELIER I</b>	
<b>ÉTAT, POLITIQUES AGRICOLES, CHANGEMENT TECHNIQUE SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES</b>	
<i>Thierry LINCK</i> .....	17
Le choc néo-libéral .....	17
Renaissance du local ? .....	18
<b>Impact des politiques économiques et agricoles en Amérique latine. Quelques réflexions tirées de l'analyse de différents pays</b>	
<i>Vincent RIBIER</i> .....	21
Les grandes lignes des politiques économiques .....	21
Nature et impact des politiques sur le revenu agricole .....	23
Le secteur agricole est-il un secteur productif comme les autres ? .....	25
Bibliographie .....	26
<b>Changement technique et stratégies paysannes. Trois études de cas : Chili, Colombie, Honduras</b>	
<i>Guy DURAND</i> .....	27
Trois études de cas .....	27
Du fonctionnement technico-économique à la stratégie .....	28
Résultats .....	29
Conclusion .....	31
Bibliographie .....	32

**Les changements agraires au Chili sous Pinochet.  
Une nouvelle géographie économique**

<i>Anne DUBREUCQ</i> .....	33
La formation de l'espace économique et agricole jusqu'en 1973 .....	33
Les transformations agraires sous Pinochet .....	34
Le nouvel espace rural chilien .....	36
Conclusion .....	36

**Nicaragua : les changements techniques bloqués  
par les rapports de force politiques**

<i>LEVARD</i> .....	37
le développement bloqué .....	37
La voie paysanne, base d'un développement alternatif .....	37
L'échec de la politique agraire sandiniste .....	39
Des rapports sociaux figés, une bourgeoisie en crise d'hégémonie .....	41

**Costa-Rica : Política económica y exclusión  
campesina en los ochenta**

<i>Jorge A. MORA A.</i> .....	43
Bibliografía .....	45

**Les ONG latino-américaines et les changements  
techniques de l'agriculture paysanne**

<i>Philippe BARRET</i> .....	47
Quels problèmes techniques va-t-on résoudre ? .....	47
À quelles références techniques faire appel ? .....	47
Conception et adaptation de nouvelles techniques .....	48
Le choix d'une solution .....	48
Valoriser les pratiques traditionnelles .....	49
Éléments de bibliographie .....	49

**La dynamique d'une frontière agricole technifiée.  
Le cas des Cerrados (Brésil)**

<i>Jean-François FRITSCHÉ</i> .....	51
L'État et la dynamique du développement des <i>Cerrados</i> .....	51
Consolidation du front pionnier malgré le retrait de l'État .....	51
Dynamique des Cerrados de la Bahia .....	52
Apparition d'une dynamique régionale .....	53
Vers une recomposition politique ? .....	54
Bibliographie .....	54

**Modernización y crisis : la economía campesina en el sur andino del Perú**

<i>Volkmar BLUM</i> .....	57
Crisis económica y economía campesina .....	57
Remigración, intensificación y nuevas técnicas .....	58

Conclusiones .....	60
Bibliografía .....	60

**Protection de l'environnement et développement agricole.  
Le "Programa Valles Altos" dans les Andes vénézuéliennes**

<i>Jean-Christian TULET</i> .....	61
Transformation radicale des hautes vallées .....	61
Les origines : la protection de l'environnement .....	61
Du <i>Subsidio Conservacionista</i> au <i>Programa Valles Altos</i> .....	62
<i>Programa Valles Altos</i> : une méthodologie du développement .....	63
Conclusion .....	64
Sources et références .....	64

**Changement technique et développement économique.  
Le cas de la culture du soja au Brésil**

<i>Derli DOSSA et Eduardo CHIA</i> .....	65
La culture du soja .....	65
Soja et changement technique .....	67
Conclusion .....	70
Bibliographie .....	70

**Les instruments du changement technique en agriculture.  
La protection des végétaux au Brésil**

<i>Gérald ASSOULINE</i> .....	71
La modernisation agricole .....	71
Stratégies de l'industrie agrochimique .....	72
La primauté du fait organisationnel .....	73
Conclusion .....	74
Références bibliographiques .....	74

## ATELIER II

**SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT  
SÍNTESIS Y COMENTARIOS**

<i>Fernando RELLO</i> .....	75
<b>Mexique : habitudes alimentaires et systèmes d'approvisionnement</b>	

<i>Thierry LINCK</i> .....	79
Urbanisation et montée des classes moyennes .....	79
Nouvelles habitudes alimentaires et vieilles recettes : vers une gestion bien comprise de la pénurie .....	80

**Mexico : crise et consommation alimentaire**

<i>Jacques ARNAULD</i> .....	85
La crise mexicaine .....	85
L'enquête de l'Institut national du consommateur (INCO) .....	86
La période août 1986 - février 1988 .....	87
Conclusion .....	89

### Les mutations des systèmes d'approvisionnement dans les Caraïbes

<i>Denise DOUZANT ROSENFELD</i> .....	91
La crise des approvisionnements .....	91
La diversité des formes de distribution urbaine .....	94
Conclusion .....	96

### De recolectores a porcicultores : Cien años de ganadería porcina en Guanajuato, Jalisco et Michoacán

<i>Patricia ARIAS</i> .....	97
Historia de pollos y puercos (1890-1930) .....	98
Hasta la era de las transnacionales (1960) .....	99
Diversificación y especialización : los años recientes .....	100
Bibliografía .....	101

### Brésil : électrification rurale, contraintes économiques et limite des effets modernisants dans l'agriculture

<i>Christophe de GOUVELLO</i> .....	103
L'électrification, catalyseur sélectif du développement .....	103
Des effets d'entraînement limités .....	103
Une conjoncture défavorable aux programmes classiques d'électrification rurale .....	104
Détérioration de la situation économique .....	104
Expériences d'innovations techniques et législatives en cours .....	105
Transformations législatives .....	105
Conclusion .....	105
Bibliographie .....	105

### Bolivie : communautés paysannes écartelées entre économie de subsistance et économie monétaire

<i>Joseph LAURE</i> .....	107
Périodes de disponibilité alimentaire et orientation des échanges .....	107
Abandon des communautés paysannes .....	107
La crise vécue par les paysans .....	107
Bibliographie .....	108

### Brésil : conséquences des plans de stabilisation sur les problèmes alimentaires

<i>Raymonde LADEFROUX</i> .....	109
Les gouvernements brésiliens et l'évolution des salaires et des prix alimentaires .....	109
Les plans de stabilisation économique et les problèmes alimentaires .....	110
Conclusion .....	112
Bibliographie .....	113

**Évolution de la consommation et constitution d'une ceinture verte.  
Le cas de la métropole de Récife (État de Pernambuco, Brésil)**

<i>Pernette GRANDJEAN</i> .....	115
L'accès à la terre, à l'eau et les modes de commercialisation différencient les maraîchers .....	116
Les maraîchers nordestins restent des petits producteurs traditionnels .....	117

## ATELIER III

**CONTRAINTES EXTÉRIEURES ET  
INTERNATIONALISATION DES AGRICULTURES  
SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

<i>Jean-Pierre Bertrand</i> .....	119
<b>Brésil et Argentine : politiques agricoles, politiques d'ajustement et compétitivité     sur les marchés agricoles et agro-alimentaires internationaux</b>	

<i>Jean-Pierre BERTRAND et Guillermo HILLCOAT</i> .....	121
Facteurs coûts et "hors-coûts" de la compétitivité .....	121
Compétitivité et politique de l'État .....	123
Les politiques d'ajustement et le processus d'intégration .....	124
Bibliographie .....	125

**Politique d'ajustement et agriculture en Amérique latine**

<i>Alexandre MINDA</i> .....	127
L'évolution récente des politiques d'ajustement .....	127
Effets prévisibles des politiques d'ajustement sur l'agriculture .....	129
Impact réel des processus d'ajustement sur l'agriculture .....	131
Bibliographie .....	132

**Agricultura chilena y economía internacional.  
Continuidad y cambio en la década de los noventa**

<i>David E. HOJMAN</i> .....	133
Condiciones domésticas .....	133
Campañas de asistencia técnica a campesinos .....	133
Condiciones internacionales y relaciones con Estados Unidos .....	134
Control de calidad .....	134
Fruta .....	134
Productos forestales, hortalizas y otros .....	135
Vino y otros productos elaborados .....	135
Algunas conclusiones .....	136
Referencias .....	136

**La fruticulture chilienne : bilan et perspectives**

<i>Jean-Marie CODRON</i> .....	137
La suprématie du Chili .....	138
Retombées économiques et sociales .....	140
Perspectives .....	141

**Argentine : introduction de nouvelles cultures  
et diversification des risques de production**

<i>Charles M. BALDY</i> .....	143
Situation actuelle des cultures et des élevages .....	143
Quels moyens possède l'agriculture argentine ? .....	144
Quelles cultures "nouvelles" proposer ? .....	144
Conclusion .....	145
Indications bibliographiques .....	145

**Las implicaciones sociales, ecológicas y políticas  
de la "nueva agricultura de exportación"**

<i>Alberto ARCE y David BOOTH</i> .....	147
La necesaria aproximación "desde abajo" .....	147
Nuevos esquemas político-económicos .....	148
Implicaciones ecológicas .....	148
Implicaciones sociales y económicas .....	149
Relaciones de trabajo y de género .....	150
Implicaciones políticas .....	151
Conclusión .....	151
Referencias bibliográficas .....	151

**ATELIER IV**

**SOCIÉTÉS RURALES ET TRANSFORMATIONS AGRAIRES  
SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

<i>Alain RUELLAN et Pierre GONDARD</i> .....	153
Résultats, perspectives de recherche et d'action .....	153
Les dynamiques sociales .....	154

**Analyse agro-écologique des systèmes de  
production en zone aride chilienne**

<i>J.-M. D'HERBES</i> .....	157
Les communautés agricoles de la région de Ququimbo .....	157
Diagnostic et fonctionnement des communautés agricoles .....	158
Problématique du développement des communautés .....	160
L'interface systèmes écologiques - systèmes sociaux .....	161

**Aux marges de l'œkoumène andin. Les mutations récentes du  
système agricole de la *papa* dans la Cordillère centrale colombienne**

<i>Yves POINSOT</i> .....	163
Origine et fonctionnement de la société de la <i>papa</i> .....	163
De la <i>papa</i> à l'élevage bovin .....	164
Les effets de la colonisation des marges de l'œkoumène andin .....	164
Bibliographie .....	165



**Sierra péruvienne : stratégies paysannes face à la crise.  
Quelques cas d'évolution de l'utilisation du sol**

<i>Evelyne MESCLIER</i> .....	167
Trois communautés de Cusco .....	167
Évolution des choix de production .....	169
Toutes les réactions ne sont pas de repli .....	170

**Pérou : éducation et organisation des communautés paysannes**

<i>Marguerite BEY</i> .....	173
-----------------------------	-----

**Systèmes spontanés d'échange de travail entre  
petites exploitations d'un front pionnier argentin**

<i>Christophe ALBALADEJO</i> .....	177
Les différents types de rapports techniques .....	177
La fonction des échanges techniques .....	178
La densité des échanges techniques .....	178
L'organisation technique locale .....	179
Quelle intervention pour un organisme de développement ? .....	180
Bibliographie .....	180

**L'agriculture de várzea et le paysannat d'Amazonie centrale**

<i>Pierre GRENAND et Sylvia BAHRI</i> .....	181
Bref historique du peuplement et de l'agriculture de la várzea .....	181
La formation de terroirs : l'île de Careiro .....	181
Les terroirs contemporains de l'île de Careiro .....	183
Conclusion .....	185

**La Guyane française : une mini-frontière amazonienne.**

**Mouvements migratoires et transformation des systèmes de production agricole**

<i>Jean-Paul GACHET, Myriam TOULEMONDE et Eliane GARGANTA</i> .....	187
Le résultat des enquêtes régionales .....	187
L'émergence d'un nouveau système agraire .....	188
Mouvements migratoires et fronts pionniers .....	188
Conclusion .....	189
Bibliographie .....	189

**Pequeña agricultura, diversificación y comercialización.  
Economía, nutrición y política agrícola en Guatemala**

<i>Maarten D.C. IMMINK y Joachim von BRAUN</i> .....	191
Presentación de los proyectos .....	191
Efectos económicos de la diversificación .....	192
Situación nutricional .....	193
Diversificación y políticas agrícolas .....	194

## ATELIER V

**RÉFORMES ET STRUCTURES AGRAIRES,  
MOUVEMENTS PAYSANS  
SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES**

<i>Christian GROS</i> .....	197
Les communautés paysannes .....	197
Les réformes agraires .....	198
Les mouvements paysans .....	198
L'État, les solidarités internationales .....	199

**Pérou et Brésil : Réformes et contre-réformes de  
structure dans les systèmes agraires**

<i>Claude AUROI</i> .....	201
Parcellisation à la péruvienne .....	201
Brésil : soif de terre ou soif de travail ? .....	203
Exploitation familiale et coopérative .....	204
Bibliographie .....	205

**Transformación agraria en Nicaragua.  
Los años ochenta y perspectiva actual**

<i>Jan P. de GROOT</i> .....	207
Características de la reforma agraria sandinista .....	207
Límites y ajustes de la reforma agraria sandinista .....	207
Cambio político y reforma agraria .....	208
Política económica y reforma agraria .....	208
Perspectivas del sector reformado .....	209
Funciones del cooperativismo y reactivación del sector reformado .....	211
Referencias .....	212

**Terra, comunidade e política : estratégias de reprodução social  
dos agricultores num tempo de transformações sociais**

<i>Ana María A. BONIN, Angela DUARTE DAMASCENO FERREIRA, Claus MAGNO GERMER, Kersten MÁRCIA SCHOLZ DE ANDRADE</i> .....	213
Movimento dos sem-terra : definições de estratégias e do projeto político .....	213
Reflexões sobre a construção do movimento do sem-terra .....	215

**O significado dos ritos e símbolos para o movimento dos sem-terra.  
Abordagem preliminar**

<i>Anamaria Aimoré BONIN, Márcia Scholz de ANDRADE KERSTEN</i> .....	219
O moviemnto dos sem-terra no Paraná .....	219
Constituição e utilização dos símbolos e rituais .....	221
Referências bibliográficas .....	223

**Pérou : la protestation d'un secteur autonome**

<i>Jean-Marc GASTELLU</i> .....	225
Déferlement d'un électorat indépendant .....	225
La configuration du secteur autonome .....	226
Bibliographie .....	229

**L'esclavage et son héritage dans la paysannerie haïtienne d'aujourd'hui**

<i>Ricardo PARVEX</i> .....	231
L'histoire .....	231
L'héritage .....	233

**"Un conflit peut en cacher un autre" : enjeux de la modernisation agricole et recomposition des pouvoirs locaux au Mexique**

<i>Odile HOFFMANN et David SKERRITT</i> .....	235
Le secteur agricole privé dans le Centre Veracruz : adhésion ou résistance au schéma de modernisation ? .....	235
"Un conflit peut en cacher un autre" : récit d'un affrontement .....	236
Hypothèses et interprétations : la révision des rôles et des pouvoirs locaux .....	237
Sources .....	239

**Mexique : pouvoirs politiques, pouvoirs économiques et transformations sociales dans une communauté du Michoacan**

<i>Jean PAVAGEAU</i> .....	241
Les acteurs en jeu dans l'évolution économique .....	241
L'intervention de l'Etat .....	242
Rapports sociaux et rapports de pouvoir aujourd'hui .....	243
Conclusion .....	245

ORSTOM Éditeur  
Dépôt légal : septembre 1993  
Impression  
ORSTOM BONDY

ORSTOM Éditions  
213, rue La Fayette  
F-75480 Paris Cedex 10  
Diffusion  
72, route d'Aulnay  
F-93143 Bondy Cedex  
ISSN : 0767-2896  
ISBN : 2-7099-1152-3

*Équateur - Cotopaxi - minifundia à 2800 m d'altitude ;  
milieu sec (500 à 600 mm) ; cultures d'orge et de maïs.  
Cliché : Pierre Gondard - © ORSTOM*